



HAL
open science

Le scoutisme : un mouvement d'éducation au XX^e siècle. Dimensions internationales

Gérard Cholvy

► **To cite this version:**

Gérard Cholvy (Dir.). Le scoutisme : un mouvement d'éducation au XX^e siècle. Dimensions internationales. Presses universitaires de la Méditerranée, 463 p., 2003, 2-84269-556-9. hal-03271994

HAL Id: hal-03271994

<https://hal.science/hal-03271994>

Submitted on 28 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**LE SCOUTISME : UN MOUVEMENT
D'ÉDUCATION AU XX^e SIÈCLE.
DIMENSIONS INTERNATIONALES**

**Actes du Colloque international
tenu à l'Université Paul-Valéry, Montpellier III
(21-23 septembre 2000)
réunis par Gérard CHOLVY**

2002

AVANT-PROPOS

Le colloque international d'histoire du scoutisme s'est tenu à l'Université Paul Valéry - Montpellier III les 21-23 septembre 2000. Il s'agissait d'un colloque fermé ne réunissant que des chercheurs spécialisés auxquels s'étaient joints de rares participants invités, soit, au total une soixantaine de personnes parmi lesquelles les professeurs Yves-Marie Hilaire et Pierre Barral, M. Dominique Bénard, du Bureau mondial du Scoutisme, le professeur Myklos Tomka (Hongrie), M. Vincent Flaurand, ATER à l'Université d'Avignon, Mistress Briget Towle (Grande-Bretagne) Chief Guide, M. l'abbé Jean-Michel Fabre (Rodez), Madame Jocelyne Gendrin (Genève), M. Gaëtan Sourice (Paris). Le souci de donner un temps de parole satisfaisant à chacun des intervenants avait conduit les organisateurs à réduire les introductions protocolaires au seul mot d'accueil du professeur Michel Collomb vice-président de l'Université et président du Conseil Scientifique. Le même souci d'éviter le temps perdu dans les déplacements avait fait préférer le modeste restaurant universitaire proche de la salle des Actes Pierre Jourda où se sont tenues les séances. Un soin particulier avait été apporté à la constitution du Conseil scientifique composé de mesdames et messieurs :

- Marie-Thérèse CHEROUTRE, Docteur en histoire (Paris I), Membre honoraire du Conseil Economique et Social, Présidente du Groupe des Associations, ancienne Présidente du Scoutisme français (France) ;
- Jean-Noël LUC, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris IV-Sorbonne, Histoire de l'Éducation (France) ;
- László NAGY, Professeur émérite, ancien secrétaire général de l'Organisation mondiale du scoutisme (Hongrie) ;
- Pascal ORY, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris I-Sorbonne, Histoire culturelle (France) ;
- Monique PELLETIER, Membre du Conseil constitutionnel (France) ;
- Jean PIROTTE, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université catholique de Louvain (Belgique) ;
- Pierre SAVARD (†), Professeur d'histoire contemporaine à l'Université d'Ottawa (Canada) ;
- Mario SICA, Ambassadeur, représentant de l'Italie à l'OSCE, Conseiller général de l'AGESCI (Italie)

Gérard CHOLVY

« Bien sûr mon nom vous est acquis ! Je n'ai rien oublié de ce que j'ai reçu » écrivait à ce sujet madame Monique PELLETIER, Membre du Conseil constitutionnel. Le professeur Claude SAVARD, de l'Université d'Ottawa avait été l'un des participants actifs du Colloque de Chantilly des 4-6 novembre 1993, première rencontre universitaire organisée en France et concernant le scoutisme. Il était au courant des intentions concernant le colloque de Montpellier. Son décès subit est une lourde perte pour les échanges franco-canadiens en la matière.

La tenue du colloque et la publication des Actes ont bénéficié de l'aide du Conseil scientifique de l'Université Paul Valéry, du Pôle Européen des Universités de Montpellier et du GdR 1095 du CNRS.

LE SCOUTISME DANS L'HISTOIRE AU XX^e SIÈCLE

Gérard CHOLVY

Professeur, Université Paul Valéry, Montpellier III

Est-il incongru d'ouvrir ce colloque sur une citation de Marc Bloch ? De prime abord comment ne pas le penser ? Pourtant le bâtiment de recherche et d'études doctorales qui nous accueille porte le nom de l'historien. Sait-on que celui-ci, reçu second à l'agrégation d'histoire en 1912, débuta dans l'enseignement secondaire au lycée de Montpellier (1912-1913) et que le dernier poste qu'il a occupé dans l'Université le fut dans notre Faculté des Lettres jusqu'à l'invasion de la zone sud en novembre 1942 ? Sait-on qu'en septembre 1940, il y a donc exactement soixante années, l'historien Marc Bloch, retrouvant les siens à Fougère dans la Creuse, coucha sur le papier cette réflexion à chaud qui fut publiée, en 1946, sous le titre de *L'Étrange défaite* ? Or qu'y lisons-nous :

Le succès du mouvement *éclaireur* s'explique par bien des raisons. Dans le nombre figure, soyons en sûr, au premier rang, l'échec de l'éducation officielle. Au milieu de sa meute ou de sa patrouille, l'enfant trouve ce que lui apporte de moins en moins le lycée ou le collège : meilleur esprit d'équipe, des chefs plus près de lui, des *centres d'intérêt*, mieux fait pour séduire et fixer la spontanéité d'une fraîche intelligence.

Propos qui n'étonnent pas de la part de celui qui dira plus tard « Si j'étais antiquaire, je n'aurais d'yeux que pour les vieilles choses. Mais je suis historien. C'est pourquoi j'aime la vie »¹. Ceux qui le croyaient médiéviste le découvrent historien du temps présent dans cette *Étrange défaite* ou celui qui se présente comme historien « jette un regard sur son propre temps ». Ce « mal aimé » de l'histoire qu'a été le scoutisme n'est pas oublié dans une analyse qui fait suite à l'effondrement de juin 1940. On y relève l'intérêt de l'auteur pour une méthode d'éducation dont il perçoit l'opportunité. Faut-il parler de lucidité ? Ce serait prendre parti ce

¹ *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien* (1^{re} édition 1949), édition critique, Armand Colin, 1993, p. 95.

que nous interdit une recherche universitaire fondée sur le refus des idées simples et sur la confrontation.

Comme au lendemain de chaque défaite on ne sera pas surpris de voir instruire le procès de l'éducation. Pour la France il ne fut ainsi en 1814, Wellington, le vainqueur, permettant alors la découverte du *Monitorial system*, ou méthode d'enseignement de Lancaster qui, par un de ses aspects au moins, l'éducation du semblable par le semblable, n'est pas sans évoquer le scoutisme. Ainsi en fut-il aussi, et toujours en France, après 1870-1871 mais là les yeux se sont tournés vers un vainqueur qui était, disait-on, l'instituteur prussien. Ainsi en est-il en 1940 avec la mise en question de la pédagogie individualiste. Mais il convient d'élargir notre regard et de bien voir qu'en Angleterre, au début du XX^e siècle c'est l'inquiétude née dans l'esprit d'un officier colonial britannique qui invitait aussi à explorer des voies nouvelles dans l'éducation face aux conséquences de l'industrialisation sur l'adolescence urbaine. Quelques années auparavant, en Allemagne, autre pays où la révolution industrielle avait pris une ampleur inconnue en France, Karl Fischer avait fondé les Wandervögel dont les hordes vont se rassembler le dimanche autour des feux de camp.

La critique de l'enseignement reçu à l'école, livresque et passif « une table, un tableau, des mains qui écrivent, un maître qui dicte à des élèves assis », cette priorité absolue accordée à l'intellect, n'est certes pas nouvelle. Un pionnier tel que le Suisse Pestalozzi la formulait à la fin du XVIII^e siècle. L'école traditionnelle ne formerait pas le caractère, ne serait pas attentive à la diversité des tempéraments, négligerait chez l'enfant les aptitudes physiques et manuelles. Où sont les responsabilités confiées aux enfants ? Quelle place donner au jeu dans la pédagogie ? Est-ce un hasard si le fils de Pauline Kergomard, cette Inspectrice générale des écoles maternelles qui en avait compris l'importance, Pierre Kergomard, devenu directeur d'une École normale, fut l'un des dirigeants des Éclaireurs de France ? L'éducation nouvelle prônait les méthodes actives, une auto-éducation à partir de petits groupes, le sport qui invite à l'effort, les sports collectifs qui enseignent le respect des règles et la solidarité. Les new schools britanniques ouvraient des perspectives qu'un Georges Bertier avait fait siennes à l'École des Roches (1897).

Le mérite du scoutisme fut d'expérimenter sur une vaste échelle la transmission d'un savoir péri et post-scolaire fondé sur trois aspects originaux : le jeu, le système des patrouilles et les badges où l'émulation remplace la compétition. Le savoir devenait un « savoir-faire ». Baden Powell mit en œuvre ce qu'il avait expérimenté sur le terrain, sans trop se soucier de théories. Il fallait retrouver la nature aux deux sens du terme,

celle de l'adolescent et celle du plein air et de l'aventure. Il est clair que les cinq buts sont complémentaires de la famille et de l'école.

Baden Powell a choisi le patron des chevaliers, saint Georges, comme patron du scoutisme. Contrairement à ce qu'une historiographie uniquement centrée sur les Scouts catholiques (en l'occurrence les Scouts de France) a semblé laisser croire, ce thème était dans l'air du temps. Henri Bonnamaux, l'un des fondateurs des Éclaireurs unionistes veut transformer l'éclaireur « en petit chevalier sans peur et sans reproche » (1913). De son côté, Nicolas Benoît, l'un des fondateurs des Éclaireurs de France publie *La Voie du chevalier* (1928). Au demeurant il n'est qu'à ouvrir le manuel d'histoire pour le cours moyen d'Ernest Lavisse pour y lire le portrait du chevalier Bayard, l'un des héros de l'histoire de France.

Le scoutisme, méthode d'éducation, ou, plus que cela, spiritualité ? Si c'est le cas il faut préciser qu'il s'agit d'une spiritualité plus ascétique que mystique et parmi les différentes spiritualités qui sont entrées plus ou moins dans le menu des diverses associations faire une place à la spiritualité franciscaine, avec le sens de la joie et l'importance de la route. On n'oubliera pas que la publication de la *Vie de saint François d'Assise* par le pasteur protestant Paul Sabatier en 1893 fut un événement de longue portée : la 45^e édition date de 1928.

Toutefois, comme la méthode venait d'Angleterre il n'est pas étonnant qu'elle ait d'abord été favorablement accueillie par ceux qui étaient les plus proches des Anglais. Il en avait été de même pour le Monitorial system. La première traduction en français de *Scouting for boys* est due au pasteur suisse Pierre Bovet. On n'est pas surpris de voir le même Pierre Bovet traduire, de l'allemand cette fois, l'ouvrage de Walter Laedrach sur Pestalozzi. Le pasteur Gallienne est un méthodiste. Les Y.M.C.A. en adoptant la méthode pour leurs sections cadettes, de là le nom d'*Éclaireurs unionistes* c'est-à-dire rattachés aux Unions chrétiennes de Jeunes gens (UCJG) à l'origine, cherchaient à revitaliser celles-ci. On sait le rôle joué en France par Samuel Williamson, le Secrétaire général des Unions. On notera que le « Campisme » était pratiqué antérieurement aux Pays-Bas, puis ailleurs, parmi les lycéens protestants. C'est en 1923 qu'un chef éclaireur, Jean Beigbeder présente à la faculté de Droit de Paris la première thèse sur le scoutisme, *La Formation du futur citoyen*. La branche non confessionnelle du scoutisme, les Éclaireurs de France, est née de l'initiative du pasteur Gallienne, de militaires et de pédagogues comme Georges Bertier.

Dans le monde catholique des innovations qui ne sont pas sans présenter des analogies se manifestent au même moment. Ainsi, en Allemagne, des « hordes » catholiques existaient dès 1908 et allaient

donner naissance au Quickborn (la « fontaine d'eau vie ») mouvement au sein duquel Romano Guardini, disciple de saint François, va devenir la personnalité dominante, en réaction contre les pulsions néo-païennes qui existaient dans les groupes mystiques des Wandervögel. L'esprit Wandervögel était conservé mais rattaché à l'universalisme catholique. En France, la naissance, en 1903, de la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France consacrait l'irruption des sports modernes au sein d'une institution qu'elle contribuait à revigorer². On ne doit pas oublier le succès populaire d'une formule récente lorsqu'on fait état des réticences catholiques au scoutisme. Outre le fait qu'un nouveau venu est souvent quelque peu un mal venu, c'est vrai à plus forte raison si le terrain est déjà occupé. Si un débat s'est engagé au sein de la Compagnie de Jésus à propos du scoutisme, en Italie dans la *Civiltà cattolica* et, la même année 1913, en France dans la revue *Études*, il est erroné de reprendre la vulgate historique d'un « épais soupçon » (Christian Guérin). D'une part, ce scoutisme très tôt apparu en Belgique reçoit, dès le 18 janvier 1913, une lettre d'encouragement venant de Rome et signée du cardinal secrétaire d'État Merry del Val qui louait « cette excellente œuvre de jeunesse » et se félicitait des résultats obtenus³. L'Associazione scoutistica cattolica italiana est constituée dès 1916⁴ et bénéficie d'une approbation du cardinal secrétaire d'État Gasparri. Le Cardinal Bourne avait fait de même dès l'origine en Angleterre. D'autre part, en France, et dès lors qu'on veut bien comparer à d'autres organisations, on peut aussi bien parler d'une adoption rapide : quinze ans à peine après l'apparition des premiers scouts en France, 60 diocèses reconnaissent les scouts de France. Reconnaître les patronages paroissiaux a demandé beaucoup plus de temps⁵. Par ailleurs, des précurseurs ont frayé le chemin et cela dès 1911. Outre les *Éclaireurs des Alpes* de l'abbé d'Andreis, on peut citer le jésuite Frédéric de Bellinay qui lança une troupe scout au collège d'Avignon et fit l'éloge de Baden Powell. Le Père Sevin rencontra ce dernier en Angleterre en 1913 : la vision positive de la vie que véhicule le scoutisme, le cinq pour cent de

² Cf. *Sport, culture et religion. Les Patronages catholiques (1898-1998)*, s.d. de G. Cholvy et d'Y. Tranvouez, Centre de recherche bretonne et celtique, Université de Bretagne occidentale, Brest, 1999, 383 pages.

³ Emile Poulat, *Intégrisme et catholicisme intégral*, Casterman, 1969, p. 276-277. Et *Documenti pontifici sullo scoutismo*, a cura di Giovanni Morello e Francesco Pieri, Ed. Ancora, Milano, 1991.

⁴ Mario Sica, *Storia dello scoutismo in Italia*, La Nuova Italia, Firenze, 1987.

⁵ Voir notre *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (xix^e-xx^e siècle)*, Paris, Cerf, 1999, 419 pages.

bon, à l'opposé du puritanisme ou du jansénisme, pouvait-elle déplaire à un jésuite ?

Les obstacles furent assurément plus considérables pour le scoutisme au féminin, ces obstacles étant à chercher du côté des familles et des conceptions dominantes concernant l'éducation des filles. Les pionnières eurent à surmonter ces réticences et ses oppositions⁶. Il y a beaucoup à découvrir sur le rôle du guidisme dans la promotion féminine : valorisation de certaines professions, éducation de la personne, prise de responsabilités. Le fait de n'avoir pas été mixte fut, selon Aline Coutrot « une grande chance pour la promotion de la femme ». N'est-il pas symptomatique qu'en l'an 2000 en France, sur les trois femmes qui siègent au Conseil Constitutionnel deux d'entre elles, Simone Veil (ancienne FFE) et Monique Pelletier (ancienne Guides de France) aient reçu la formation donnée par le scoutisme ? Notons aussi que les mouvements féminins ne furent jamais la simple réplique des mouvements masculins.

Considéré comme anglo-saxon et conçu dans le cadre *undenominational* propre à l'Angleterre, les boys-scouts ne pouvaient être tolérés dans les États totalitaires sauf à voir empruntée une partie de leur méthode dans le cadre d'une jeunesse unique. En 1940, les propos du chef scout français Jean Rivero « Le souci de la cité doit conduire les aînés d'entre nous à l'action dans la cité, à l'action politique » (*L'Étoile filante*, avril 1938) ont-ils rencontré un écho ? Comme toujours lorsque l'historien intervient, les réponses simples, en noir et blanc, s'estompent : la dénonciation du « scoutisme »⁷ par Emmanuel Mounier tient-elle lieu d'explication et dans quelle mesure ? Le scoutisme n'est-il qu'un mouvement adapté à l'adolescence ? La vie spirituelle n'est-elle vécue que comme « une poitrine largement ouverte aux vents de la plaine, une fleur au chapeau, à la bouche une chanson, voilà tout ce qu'il nous faut pour gagner le combat de la terre » ?

La perspective universaliste avait été présente dans le scoutisme dès la tenue des premiers jamborees. Elle le fut encore alors que le modèle s'exportait hors d'Europe et que les conflits de la décolonisation ne restaient pas étrangers au scoutisme. Celui-ci put être mis au service des nationalismes, au risque, cette fois, du repliement. Mouvement éducatif ou mouvement de jeunesse ? De fortes divergences, apparaissent sur ce

⁶ Quelques témoignages dans *Scoutisme féminin et promotion féminine 1920-1990*, s.d. de M.-Th. Cheroutre et Gérard Cholvy, Journée d'études du 22 avril 1989, Éditions des Guides de France, 1990, 79 pages.

⁷ « La jeunesse comme mythe et comme réalité. Bilan 1940-1944 », *Esprit*, décembre 1944.

point avec la montée des aînés. D'autres frictions vont naître des réponses à apporter à la sécularisation en Occident : comment et dans quelles limites comprendre « l'ouverture au monde » ? Par ailleurs, le scoutisme fut entraîné dans les tourbillons et les incertitudes des pédagogies moins directives ou non directives. Nous touchons ici à l'histoire récente. L'histoire montre que la méthode d'éducation qui est celle du scoutisme s'est révélée être assez malléable pour faire droit à des adaptations bien diverses.

Cette histoire du scoutisme est en train de se faire « La vie interne, le rôle et le rayonnement des mouvements restent dans la pénombre » écrivait pour la France, en 1975, Jean-Marie Mayeur⁸. Il n'en est assurément plus de même, un quart de siècle après, mais très particulièrement pour le scoutisme et ce depuis les quinze dernières années⁹.

Qui reprendrait aujourd'hui à son compte la prudente introduction au volume de la collection *Que sais-je ?* consacré au scoutisme, en 1947, par le professeur de Sorbonne Henri Van Effenterre, « En écrire l'histoire... c'est en apparence perdre son temps » ? Depuis quelques années la demande qui vient de la base étudiante grandit en France pour s'engager dans une recherche en maîtrise, voire au-delà. Le scoutisme qui intéressa davantage au début, semble-t-il des étudiants en médecine, mobilise maintenant l'intérêt d'un nombre croissant d'étudiants en histoire comme aussi dans les sciences de l'éducation. En y incluant les thèses de médecine on ne recense en France qu'une vingtaine de travaux avant l'année 1980. Or dans la décennie qui suit, 1981-1990, c'est 35 mémoires ou thèses qui sont recensés et dans les dix dernières années c'est d'une soixantaine de travaux qu'il faut faire état. Un doublement a lieu tous les cinq ans. Comme des chercheurs s'intéressent au scoutisme, les associations sont motivées à classer et enrichir leurs archives, à collecter des témoignages oraux et recueillir cette infinité d'imprimés dont la découverte n'est pas sans utilité. Ces mêmes associations se doivent d'avoir des spécialistes des archives à leur disposition. Au demeurant elles ne sont pas les seules à pouvoir renseigner sur le scoutisme.

À la différence de bien d'autres mouvements de jeunesse, le vivier des étudiants faisant du scoutisme demeure fourni : celui-ci n'est-il pas le seul mouvement à être statistiquement repérable dans les amphis des

⁸ *L'Histoire religieuse de la France, xix^e-xx^e siècle, problèmes et méthodes*, Paris, Beauchesne, p. 122.

⁹ La rubrique « scoutisme » apparaît en 1985 dans la *Bibliographie d'histoire de l'éducation française* et l'année suivante dans la *Bibliographie annuelle de l'histoire de France*.

Universités, des Instituts d'Études Politiques et des Grandes Écoles ? Mais la qualité des travaux produits est nécessairement bien inégale. Munir les candidats de bons outils de travail est donc nécessaire. Le « Gauthé » est venu à son heure pour la France : lors de la tenue du colloque de Chantilly, en 1993¹⁰, il avait été convenu que le volume des Actes contiendrait un inventaire bibliographique étoffé. L'ampleur du travail réalisé par Jean-Jacques Gauthé a fait préférer une publication différée¹¹. Ce volume de 444 pages est sans précédent, il est désormais incontournable, sinon perfectible. Les autres mouvements sont loin de disposer d'un pareil outil. On ne conseillera jamais assez aux étudiants de ne pas évoluer en vase clos : non, le scoutisme n'a pas tout inventé, non l'association à laquelle vous appartenez ne doit pas être étudiée sans référence aux autres ni sans comparaison avec d'autres formes de regroupement de la jeunesse. Oui il est bon de regarder au-delà des frontières, celles du mouvement comme celles du pays où l'on vit.

Le colloque tenu à Chantilly en 1993 et auquel participa le regretté Pierre Savard venu d'Ottawa, a sans doute donné un élan. Les rencontres de Marly-le-Roi y ont également contribué. Mais il convient toujours d'aller plus loin. De là l'idée de réunir un colloque international, de s'intéresser à toutes les associations et de s'ouvrir à des perspectives européennes avec leurs prolongements sur d'autres continents, en Afrique en particulier. Qu'on ne croit pas que la tâche de trouver des intervenants ait été facile. Quel regret, par exemple, de n'avoir aucune communication sur l'enracinement du scoutisme protestant dans les YMCA. Mais quelle satisfaction aussi d'ouvrir quelques fenêtres sur des contextes que Chantilly avait ignorés. Le présent colloque a réuni des intervenants et des participants originaires de dix pays différents : outre le Congo-Brazzaville, Israël et le Québec, étaient représentées l'Italie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Hongrie et la France.

Au confluent de l'histoire de la jeunesse et de l'éducation, mais aussi de l'histoire sociale, religieuse et culturelle, dans leur dimension nationale et internationale, l'histoire du scoutisme doit s'intégrer mieux que par le passé à une histoire générale qui la tenait en dédain¹². Elle y

¹⁰ *Le Scoutisme. Quel type d'hommes ? Quel type de femmes ? Quel type de chrétiens ?*, s.d. de Gérard Cholvy et Marie-Thérèse Cheroutre, Paris, Cerf, 1994, 515 pages.

¹¹ Jean-Jacques Gauthé, *Le Scoutisme en France. Inventaire de la bibliographie et des sources*. Préface de Gérard Cholvy, Montpellier, Centre Régional d'Histoire des Mentalités, Université Paul Valéry, 34199 Montpellier Cedex 5, 1997, 444 pages.

¹² Écrire que « le scoutisme n'a plus qu'un rôle résiduel dans la formation des jeunes », *Histoire des Droites*, t. III, 1992, p. 907, c'est majorer son importance dans le passé et la minimiser dans le présent ; Adrien Dansette, dans son *Destin du*

Gérard CHOLVY

parviendra sans doute si elle est productrice de travaux sérieux sachant se garder de ces deux écueils que sont le folklore et la commémoration.

catholicisme français 1926-1956, Flammarion, 1957 consacrait 41 pages à l'ACJF et aux mouvements spécialisés contre une au scoutisme et une à la Route. Encore y voyait-il, avant tout, « un mouvement sportif » et une influence se situant « surtout avant la guerre ». La même occultation concerne, très curieusement, les histoires du protestantisme, alors que la place des Éclaireurs et Éclaireuses unionistes est proportionnellement bien plus forte dans les instances des Églises et dans le recrutement pastoral qu'elle ne l'est dans le catholicisme. La récente publication d'un numéro spécial du Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français (juillet-septembre 1997) consacré aux mouvements de jeunesse protestants amorce un heureux tournant mais le dernier *Que sais-je ?* sur *Le Scoutisme* de Jean-Paul Juès, 1996, témoigne de cette ignorance : elle va jusqu'à ignorer le sens de l'adjectif « unioniste ».

SCOUTISME ET SAINT-SIÈGE : LIGNES D'INTERPRÉTATION

Francesco PIERI
Université de Bologne

Ce colloque me donne l'occasion de revenir sur les relations entre le scoutisme et le Saint-Siège. Le recueil que j'ai écrit il y a une dizaine d'années sur ce sujet¹ devrait être désormais revu dans deux directions : d'une part l'amélioration concerne les nombreux matériaux plus récents, que nous utiliserons pendant cette intervention², l'intérêt porté à ces sources conduira avec d'autres chercheurs surtout étrangers à intégrer nos connaissances du passé avec d'autres documents encore inexploités³. Dans l'état actuel il s'agit d'un recueil essentiellement composé de textes qui s'adressent aux associations scoutistes italiennes. Il est fort probable que des documents concernant les relations privées entre le Saint Siège et quelques unes des Associations catholiques, ne figurent pas dans cette reconstitution. D'autre part il serait positif, à la suite de notre colloque, de pouvoir aboutir à quelques convergences en particulier dans le cas où ces recherches aient conduit à découvrir ou à mettre en lumière d'autres textes. Dans ce cas je m'engage à les intégrer dans une nouvelle édition.

¹ Il y a neuf ans j'ai publié en collaboration avec Giovanni Morello - curateur de manuscrits à la Bibliothèque Vaticane et, en ce temps là, responsable de la presse non-périodique pour l'AGESCI (Associazione Guide e Scouts Cattolici Italiani) - un recueil intitulé *Documenti pontifici sullo scautismo*, Milano 1991, éd. Ancora qui rassemble dans leurs langues originelles et en version italienne plus de 200 interventions sur le sujet, prononcés ou bien écrits entre 1913 et 1988. Entre-temps les droits de l'œuvre sont passés à l'éditrice Fiordaliso, piazza Pasquale Paoli 18 00186 Roma. À son tour ce travail constituait le remaniement et la mise à jour, avec certains critères innovatifs, d'un ouvrage précédent - *Documenti pontifici sullo scautismo. À cura dell'ASCI esploratori d'Italia* - qui ne comprenait que maints documents entre 1916 et 1952. On fera référence à ces ouvrages par les sigles DPS v.e. (= vieille édition) et DPS ; les chiffres qui suivent le sigle de la dernière édition désignent la numération progressive utilisée des documents (et à l'occasion des paragraphes).

² Une mise à jour des dernières interventions du Pape Jean Paul II paraîtra également aux éditions Fiordaliso.

³ Même si je dois dire à contre-cœur que cet appel, déjà lancé à l'occasion de ma publication, n'a trouvé que de biens rares réponses : symptôme d'une sensibilité historique jusqu'à aujourd'hui peu répandue dans et autour du mouvement ?

L'objet de mon intervention traite donc la réception du scoutisme en tant que mouvement de jeunesse et méthode éducative dans les documents des Papes et des Secrétaires d'État. Notre essai consistera en une synthèse thématique plutôt qu'un exposé chronologique qui mettra en relief quelques constantes, bien visibles malgré l'importance évidente des transformations connues par le scoutisme et par l'Église dans le siècle qui se termine.

Étant donné la durée désormais considérable de l'histoire du scoutisme et notamment du scoutisme catholique, il est évident que notre synthèse comporte le danger de simplifications abusives par rapport à la complexité des données. Sans doute, il y a des différences remarquables entre les époques, le contexte auxquels nos documents s'adressent, les personnalités de leurs rédacteurs et les genres littéraires auxquels ces textes appartiennent. Ceux-ci comprennent des types de messages familiers à la coutume pastorale du Saint-Siège, qui vont du télégramme à l'homélie, de la lettre à l'audience, mais aussi d'interventions lors de rassemblements de chefs ou bien de jeunes, ou encore de visites pastorales.

Enfin l'objet choisi a plusieurs limites et comporte aussi des risques, non seulement du point de vue historiographique, mais aussi d'un point de vue interne au mouvement catholique d'aujourd'hui. En premier lieu, il faut éviter l'idée - qui n'est pas la nôtre - que le scoutisme, en tant que mouvement de laïcs, n'ait pas le droit de se développer de son intérieur même en ce qui concerne son application catholique. Deuxièmement, il y a le risque d'une perspective trop centraliste, qui serait, surtout après Vatican II, le symptôme d'une déformation ecclésiologique ou même tout simplement d'un anachronisme. La connaissance des enseignements des Evêques de Rome doit être donc intégrée à ceux des évêques des Églises locales, lesquels peuvent avoir contribué même d'une façon plus décisive à la compréhension et à l'accueil de l'expérience éducative scout dans des situations concrètes.

Bref, nous ne voulons pas entendre l'intervention pontificale comme une expression strictement normative, mais plutôt la comprendre historiquement. Si dans le scoutisme, y compris le scoutisme catholique, l'expérience précède en général la réflexion, celle dont témoignent les textes du Saint Siège, accompagne d'une façon souvent suggestive les transformations en cours jusqu'à présent⁴.

⁴ Le passé est donc lu, dans une certaine mesure, à partir de l'intérêt pour un mouvement toujours vivant.

I. Un langage et une vision éducative

Parler de la méthode scout devant l'Église catholique signifie se trouver, dès le premier instant, face au problème classique du « naturalisme ». On connaît bien les réactions, souvent dotées d'une vive animosité, qui ont jailli au début du siècle dans les milieux catholiques intransigeants, au regard d'une pédagogie fondée sur la nature⁵. Cette dernière doit être comprise dans une double acception : une ambiance qui sert d'arrière-plan aux activités et un noyau de valeurs morales qui définissent un certain humanisme, en dehors d'un appel constant et explicite à la dimension transcendante ou à la révélation biblique. La critique courante est celle d'un pélagianisme latent, et d'un optimisme pédagogique de la spontanéité, sur les traces de Rousseau. C'est en d'autres termes l'accusation selon laquelle la confiance dans le développement de potentialités innées des jeunes (le célèbre « cinq pour cent » de Baden-Powell) cache une méconnaissance de la réalité du péché et une réduction conséquente de la nécessité de la grâce.

Même dans le langage exhortatif ou bénisseur des premières rencontres, on reconnaît des échos discrets, mais insistants de ce débat brûlant : surtout dans l'emphase constante portée sur la primauté de la dimension spirituelle et la nécessité d'une appartenance ecclésiale forte⁶. On peut prendre en exemple un passage de l'homélie de Pie XI au pèlerinage scout à Rome en 1925, lors de l'année sainte, qui constitue le premier rassemblement international des scouts catholiques.

La force et le courage ne peuvent pas suffire au scout catholique. (...) L'Apôtre dit que la nature ne suffit pas, mais qu'il faut aussi l'Esprit. Le courage ne suffit pas, les forces matérielles ne suffisent pas. Là où seule la matière est maîtresse, l'Apôtre dit que là il ne peut y avoir autre chose que violence, intempérance et impudicité. Là, au contraire, où l'Esprit prédomine et règne, sont toutes les douceurs de la charité, toutes les grâces de la pureté⁷. Ces paroles semblent écrites pour vous afin qu'en elles vous cherchiez la beauté et la gloire de votre vie. Force et courage pour éprouver

⁵ Pour donner un exemple, voir les deux articles polémiques publiés par *La Civiltà cattolica*, LXV (1913), p. 562-578 et LXVII (1915), p. 296-284. La revue des Jésuites était alors considérée comme un organe officieux du gouvernement central de l'Église dans le domaine culturel et politique. L'autorité des deux interventions était aussi soulignée par leur caractère anonyme. Pour la reconstruction d'un tel débat et de sa lente évolution dans un sens plus favorable au scoutisme, cf. M. Sica, *Storia dello scautismo in Italia*, Roma 1996, p. 57-121.

⁶ Cf. DPS 10 (lettre du 30. 3. 1922 au chanoine A. Cornette, aumônier générale des Scouts de France) et DPS 12.2 (audience aux éclaireurs romains du 10. 6. 1923).

⁷ Cf. Gal 5, 19-22

les routes de la terre et trouver les sentiers parfois ardu, mais plus encore pour faire l'éducation de la volonté et maintenir la chair sous la direction de l'Esprit, sur le chemin du devoir...⁸

La dynamique interne de ce texte et de nombreux autres est très claire. Les valeurs morales de la pédagogie scout, puisées principalement d'un imaginaire chevaleresque, sont reconnues comme *a fortiori* propres au scout catholique. Mais les mêmes valeurs ainsi assumées sont contestées dans leur prétendue autonomie et redimensionnées en faisant appel au secours indispensable du surnaturel, pour conjurer l'absurde d'un « humanisme athée ».

Cette thématique continue à parcourir les interventions du Saint-Siège, depuis le commencement du mouvement. Dans son introduction aux textes sur le scoutisme émis jusqu'en 1952, G.-B. Montini - à l'époque secrétaire d'État du pape Pie XII et futur pape Paul VI - écrivait ainsi d'une manière encore plus claire :

La parole du pape... démontre également un autre point très important, désormais acquis par la pédagogie et l'organisation catholique : c'est à dire, indique que l'Église l'a reconnue comme bonne et valide pour atteindre ses buts de formation chrétienne et surnaturelle. De plus, elle a su l'appliquer par une simple greffe à son art éducatif traditionnel, en le faisant devenir l'instrument de conquête moderne de la jeunesse.⁹

Il est en effet possible de lire entre les lignes qui suivent la représentation en termes positifs des principales objections dans lesquelles l'accusation fondamentale du naturalisme est déclinée ou s'entrecroise : la matrice non catholique du mouvement, le militarisme et le culte du chef, un certain ésotérisme d'inquiétante ascendance franc-maçonnique :

Comme il a déjà été bien dit, l'Église a adopté et adapté le système. Ni l'origine non catholique ne lui a cachée ce que (le scoutisme) contenait de naturellement sain et moralement vigoureux et pouvait fournir de base à l'édification de l'élément surnaturel. Ni la nouveauté, qui le qualifiait plutôt d'étrange et éloignée par rapport aux formes de divertissements éducatifs habituels dans nos pays ne lui interdisait d'apercevoir quelle fascination il pouvait exercer sur la psychologie juvénile, justement avide de tel genre de nouveautés. Ni enfin les exigences particulières de style, d'habillement, de règles auxquelles la méthode en question est si liée, interdirent aux yeux sagaces de l'éducateur catholique de voir que même de telles exigences - loin de créer un obstacle - offraient un moyen et un langage pour entrer

⁸ Texte français en DPS v.e., p. 95 (ici revu sur l'original italien).

⁹ DPS, p. 8 (inédit en français).

dans le cœur des jeunes. Car c'est dans ces exigences que se cachait la suggestion dont a besoin leur psychologie pour écouter le maître, se connaître soi-même, se mettre en contact avec le monde externe, achever l'affirmation d'une obligation morale, remonter vers Dieu. C'est ainsi que les jeunes éclaireurs peuvent être reconnaissants envers le pape d'avoir ainsi « canonisé » leur méthode magnifique.¹⁰

De la préparation du Concile jusqu'à nos jours, on a l'impression d'assister à une application toujours plus ample de la découverte que même les aspects - à la fois concrets et symboliques - de l'expérience scout, véhiculent un contenu non seulement anthropologique, mais aussi biblique et chrétien qui doit être explicité. L'utilisation de la métaphore du langage éducatif, passe ainsi du générique au spécifique : pour ainsi dire de la « langue » dans son ensemble aux simples « paroles ». Les interventions des Evêques de Rome deviennent ainsi un exemple éminent de la manière dont les activités des scouts catholiques peuvent être accompagnées d'une catéchèse sobre, développée d'une façon spécifique surtout inductive et analogique, afin de valoriser le sens religieux implicite dans les activités elles-mêmes. Le thème d'une liturgie proche aux modalités concrètes de l'expérience scout rentre aussi dans la même approche pédagogique.

Le cas principal regarde certainement l'originale élaboration méthodologique de la *Route*, diffusée pendant l'après-guerre dans le mouvement catholique de culture latine¹¹. Écoutons à ce propos quelques mots adressés par Paul VI au pèlerinage des chefs Scouts de France, à Pâques en 1967.

C'est, pensons-nous, votre instinct de l'orientation qui vous a conduit à Rome cette année. Ce n'est pas seulement, en effet, sur le sentier des bois et des montagnes, sur les sentiers de la terre physique, que le sens de l'orientation guide les pas des jeunes : c'est aussi sur les sentiers des problèmes de la vie, les sentiers qui mènent à la découverte et à la conquête des valeurs morales et spirituelles, aux carrefours de la vérité. Vous êtes des explorateurs, vous êtes des chercheurs. Vous êtes des jeunes auxquels

¹⁰ DPS, p. 8-9 (inédit en français).

¹¹ Il est significatif que l'expression se soit jusqu'à maintenant conservée en français, en tant que terme technique dans la méthodologie des routiers et guides aînés des associations italiennes. En effet, ayant connu une longue parenthèse durant la suppression imposée par le fascisme (1928 - 1945), au recommencement d'après-guerre l'ASCI (Associazione Scouts Cattolici Italiani, l'ancêtre de l'AGESCI qui naîtra en 1974 de la fusion avec l'AGI, Associazione Guide Italiane) se trouva d'une certaine manière contrainte à emprunter une partie importante du patrimoine méthodologique, idéologique et expressif conçu par le scoutisme catholique d'outre-Alpes.

ne fait peur ni la longueur, ni la difficulté de la route. Ce qui vous fait peur, c'est la paresse, c'est la recherche au hasard, la recherche non orientée, le dilettantisme, la marche sans directions et sans but.¹²

Le recours à l'imaginaire biblique ne représente pas une nouveauté absolue, mais on a cependant l'impression que grâce à une valorisation plus ample et systématique d'une telle symbolique (comprenant des éléments comme la tente, le chemin et l'ascension, le feu, l'alliance, etc.) l'inspiration chevaleresque et croisée qui était prédominante aux débuts du scoutisme, et d'une manière bien particulière dans sa réception/interprétation par les catholiques, soit poussée progressivement en marge. C'est peut-être une perception historique plus problématique au regard de la chrétienté médiévale, et surtout l'encouragement du Concile à retrouver la centralité de l'Écriture dans la catéchèse qui jouent en faveur d'une telle évolution. Le symbole de la route y maintient une indiscutable primauté, étant donnée en particulier sa signification christologique d'après le quatrième évangile¹³.

Même si le problème de la compatibilité entre scoutisme et perspective éducative catholique est positivement résolu depuis des décennies, aussi bien sur le plan de la vérification historique que sur celui de la réflexion pédagogique qui en dépend, l'objection du naturalisme maintient une certaine actualité permanente. Il est difficile de fuir l'impression que cette critique ne cesse de rejaillir dans des formes nouvelles et des situations éducatives inédites, étant ainsi d'une certaine manière « la » question par excellence de ce rapport¹⁴.

Il faut enfin souligner comment le point de vue christocentrique de Jean Paul II constitue une interprétation partiellement nouvelle du problème de la relation entre naturel et surnaturel même sur le terrain

¹² DPS 151.1.

¹³ Cf. Jean 14, 6. On peut voir de multiples références à ce texte signalées dans l'Index biblique, en DPS, p. 323.

¹⁴ Dans l'après-Concile elle se représenta en Italie à l'occasion du débat sur la coéducation. Une problématique devant laquelle les associations historiques se trouvèrent, sous l'impulsion des temps, à devoir adapter une méthodologie qui dans ses sources et ses formes traditionnelles ne donnait presque pas d'indications concrètes au regard. Les discussions ou plutôt les conflits engendrés à ce propos furent, si non les seuls, certainement parmi les principaux facteurs lacérants leur unité traditionnelle. Dans DPS 166, 166a, b et d ont été intégrés les documents relatifs à l'approbation du nouveau statut de l'AGESCI, émis en 1974 par la Conferenza Episcopale Italiana. La recommandation à la prudence dans l'application de la coéducation y retourne avec insistance, unie à celle de recourir aux moyens surnaturels.

éducatif. Si pour le croyant, il existe, loin de toutes tentations d'intégrisme, une centralité cosmique et historique du Christ, une ébauche correctement humaniste de l'éducation, soulignera moins le tragique du péché et plus la continuité existante entre un « humanisme intégral » et la révélation, en tant que nouveauté capable de donner à chaque expression authentiquement humaine plénitude de signification et d'identité¹⁵.

II. Le scoutisme catholique comme mouvement d'apostolat

Depuis le commencement, l'Église catholique montre qu'elle accueille le scoutisme en tant que forme d'apostolat de laïcs. Le sujet concret qui mène un tel apostolat est double ; au sens large cela est propre aux jeunes : car leur appartenance même au mouvement et en particulier la volonté de se rendre utile envers son prochain est perçue comme exemple, s'adressant avant tout aux copains du même âge. Dans un sens plus vaste, la qualification d'apostolat définit les actes des chefs au regard des nouvelles générations. Ces deux manières d'interpréter le scoutisme comme exemple et comme service chrétiennement motivé réunissent ainsi en partie les membres, jeunes et adultes, du mouvement : ce dernier naît d'un service éducatif et s'accomplit idéalement dans l'assomption du service en tant que style permanent et engagement pour la vie.

Le fait de qualifier le scoutisme comme apostolat associé, qui se déroule en communion avec la hiérarchie signifiait, surtout depuis le pontificat de Pie XI, l'identifier inévitablement en tant qu'une des réalités variées appartenant à l'Action Catholique¹⁶. La situation contemporaine, dans laquelle cette dernière et le scoutisme catholique sont complémentaires, rend plus difficile à comprendre jusqu'au bout le sens d'une telle appartenance, qui, à l'origine, avait essentiellement un signifié de promotion et d'accueil, non de subordination. En plus, il me semble qu'on ne tient pas toujours compte du fait que la riche élaboration du Magistère concernant l'Action Catholique (dont les contenus principaux

¹⁵ On peut voir par exemple les textes dans DPS 173, 177, 190, 201, 205, 210.

¹⁶ Les rappels de Pie XI insistent sur le fait que l'engagement des jeunes dans le scoutisme catholique mérite la qualification d'apostolat, étant expression de l'Action Catholique ; cf. DPS 33 (aux Scouts de France), 34 (aux Scouts catholiques hollandais). Dans l'après-guerre la relation institutionnelle des associations scoutistes italiennes avec l'Action Catholique se desserrera de plus en plus, jusqu'à une complète autonomie juridique et d'organisation, mais sans pour cela renoncer à sa propre identité d'association pour l'apostolat. Toutefois jusqu'en 1945 l'ASCI et l'AGI sont exortées par Pie XII à bien vouloir se coordonner avec l'Action Catholique ; cf. DPS 36.2, 37.3 et Sica, p. 251-253 e 276-278.

devaient ensuite aboutir à la constitution du Vatican II (*Apostolicam Actuositatem*) envisageait une organisation du laïcat non monolithique, mais bien au contraire multiforme. Sous la dénomination d'Action Catholique on sous-entendait en effet le scoutisme lui-même, présent en son sein comme une réalité autre que secondaire.

Il n'est pas possible de parcourir même rapidement l'histoire des relations entre scoutisme catholique et Saint Siège sans évoquer un épisode qui concerne directement le scoutisme italien, mais dont la signification outrepassa largement les limites. On se réfère à la suppression du scoutisme catholique, imposée par le régime fasciste en contrepartie de la solution sur la « question romaine ». Une telle suppression fut réalisée par deux mesures du gouvernement prises le 9 janvier 1927 et le 9 avril 1928. L'Église assumait elle-même la responsabilité de la décréter formellement à l'ASCI au nom du pape Pie XI et du secrétaire d'État le cardinal Gasparri. La logique invoquée fut celle du moindre mal : par la dissolution des troupes, l'Église évitait des rétorsions plus fermes en particulier contre la jeunesse d'Action Catholique, qui restait comme seul rempart insoumis, au moins en principe, au régime¹⁷.

L'épisode de cette suppression démontrait clairement l'incompatibilité absolue, malgré de nombreuses tentatives d'imitation aussi bien de la part des dictatures de droite que de gauche, entre les totalitarismes et la milice pacifique, dépassant les cultures et les races, du scoutisme. Dans le cas de l'Italie, celui où le Saint-Siège se trouva plus directement impliqué, la dissolution des troupes contribua sans doute à ralentir (on l'a dit) pendant presque vingt ans l'élaboration méthodologique d'une association catholique parmi les plus anciennes¹⁸. Mais cette même situation offrit par contre l'occasion d'écrire, à travers les expériences du scoutisme clandestin, un chapitre de résistance de jeunes, qui n'a pas d'équivalent dans l'Allemagne du nazisme¹⁹.

¹⁷ Cf. DPS 23 et 27. Malgré les promesses officielles le fascisme ne manqua pas de contester même l'activité de l'Action Catholique, à travers de fréquentes actions de vandalisme accomplies par ses bandes de militants.

¹⁸ En effet, l'ASCI avait été fondée au 1916, soit quatre ans avant les Scouts de France.

¹⁹ Sur le scoutisme clandestin en Italie, cf. Sica, p. 206-219. À la reprise de l'après-guerre la période de clandestinité constitua pour une longue période une sorte de « mythe des origines », dans laquelle l'Association reconnaîtra ses propres racines idéales. Un autre épisode, qui précède la dissolution des troupes se rattache au heurt avec le régime : c'est le meurtre du prêtre romagnol don Giovanni Minzoni par les bandes armées fascistes, qui eu lieu le 23 août 1923. Cet homicide fut déterminé, entre autre, par la volonté précise de l'abbé Minzoni d'utiliser le scoutisme pour contester le monopole fasciste sur le champ éducatif ; cf. Sica, p. 122-125.

Prenons compte qu'à cette époque - malgré la suppression des associations italiennes - eût lieu l'audience privée accordée par Pie XI à Lady et Lord Baden-Powell le 2 mars 1933, dont le contenu fut résumé par le fondateur dans un article qui concluait ainsi.

J'ai, par conséquent, confiance que la haute approbation accordée par le Pape au mouvement scout et guide recommandera celui-ci aux autorités de l'Église catholique dans toutes les parties du monde et que nos chefs catholiques, qui dans certains centres se sont sentis hésitants à unir leurs efforts avec ceux des sections de religions différentes, sentiront maintenant qu'en coopérant avec eux, ils appliquent en fait les instructions de Sa Sainteté... et qu'ils s'unissent vraiment 'pour résister aux forces de désagrégation si dangereuses en ce moment'²⁰

Il faut noter la différente accentuation que le point de vue interne au mouvement représenté par Baden-Powell. Selon les mots du Fondateur l'ouverture au scoutisme par l'Église signifie une opportunité de convergence des catholiques vers d'autres hommes et femmes de bonne volonté, sur la base de valeurs communes. Cette convergence est entendue comme urgente surtout dans l'émergence des totalitarismes européens d'avant-guerre²¹. Dans une telle perspective, la « double appartenance » des scouts catholiques au scoutisme et à l'Église est accueillie comme un facteur d'intégration de la société dans sa complexité, d'un point de vue universaliste et interculturel. Il est intéressant de relever comment durant les décennies suivantes une telle perspective sera toujours plus explicite de la part de l'Église elle-même.

Faisons un saut en avant de quelques années. C'est dans l'après-Concile que, en se confrontant aux thématiques diffusées par la contestation étudiante, la forme traditionnelle du scoutisme est remise en question dans tous ses aspects, y compris celui de l'appartenance ecclésiale, à l'intérieur de toutes les associations historiques. Un passage d'une intervention de Paul VI aux cheftaines de l'AGI en 1971 est emblématique de la ligne médiatrice de ce Pontife : il s'efforce de recevoir les valeurs positives reconnaissables dans l'anticonformisme de mouvements étudiants et de relancer dans l'actualité le service que l'Église est appelée à rendre au monde moderne :

Votre art de vivre sous cette forme communautaire est vraiment précieux... et peut endiguer d'autres formes de vie de la jeunesse, en faisant ce que

²⁰ DPS 29. Traduction française en DPS v.e. p. 104 -106. La dernière phrase reprend une expression du Pontife.

²¹ Voir le paragraphe suivant.

nous appelons, par un mot qui n'a pas défraîchi, apostolat de l'exemple. (...) Restez fidèles à votre formule ! Nous, en ayant déjà dépassé deux générations, nous pouvons dire que beaucoup d'autres ont démontré être éphémères. Faites lui confiance : elle n'a pas vieilli, peut-être révèle-t-elle aujourd'hui d'avoir été à l'avant-garde et d'avoir devancé la contestation de la jeunesse qui se montre rebelle aux coutumes en vigueur dans cette société.²²

Revenant enfin à nos jours, on a déjà mentionné la coutume des visites pastorales du Pape Jean Paul II dans les paroisses romaines. Au cours de ces occasions on peut reconnaître un sensible changement du ton des interventions : elles deviennent plus familières et plus libres, laissant place à l'improvisation. La rencontre avec les scouts dans le contexte de la réalité paroissiale fait souvent ressortir la question des rapports entre scoutisme et communauté chrétienne. Dans ce cas on insiste sur la nécessité d'harmoniser l'activité éducative du scoutisme, accueillie comme une indiscutable richesse de l'Église, avec la pastorale qui a lieu sur le territoire. Le cas le plus éclatant d'une telle forme de rencontre est celui de la visite effectuée au 1986 à l'occasion de la route nationale des routiers et des guides aînées de l'AGESCI, qui était la première visite d'un pape sur un camp scout. Quelques mots de Jean Paul II semblent vouloir faire le bilan de ses impressions qu'il rapporta du scoutisme :

Je suis venu ici parce que je vous connais et aussi parce que je vous rencontre souvent au cours de mes visites dans les paroisses romaines. Presque dans chaque paroisse j'ai la chance de trouver un groupe de scouts, de jeunes dynamiques qui veulent réaliser leur propre vocation chrétienne (...) Il vivent le scoutisme comme un apostolat (...). Je vous salue pour ce que vous êtes et vous représentez : une partie très précieuse de l'Église italienne.²³

III. Une frontière entre l'Église et les jeunes, entre l'Église et le monde :

La catégorie de l'apostolat, qui continue de se proposer à nouveau jusqu'à aujourd'hui sans discontinuité apparente, porte en soi en réalité une adaptation sémantique sensible. Si au début ce terme était porteur d'une intention explicite de reconquête sociale, dans une vision liée à la chrétienté traditionnelle, dans l'après-Concile la perception d'une réalité

²² DPS 175.5 e 175.6 (inédit en français). Cf. le texte analogue adressé aux chefs de l'ASCI en 1966, déjà cité à la note 24.

²³ DPS 205 (inédit en français).

changeante oblige l'Église à savoir adapter les instruments de son annonce et son propre langage.

Il est peut-être banal de dire qu'à la fin des années soixante la réalité des jeunes s'impose à l'attention publique d'une manière nouvelle, plutôt confuse, en tant que porteuse de problèmes autonomes. Les difficultés à s'identifier avec la société des adultes et les valeurs qu'ils représentent engendre des conflits souvent dramatiques. Dans ce contexte c'est l'idée même de l'appartenance à l'Église - surtout en tant qu'appliquée à un mouvement de jeunes - qui s'avère évoluer en profondeur. L'identité catholique et scout, loin de pouvoir encore constituer un point de départ tranquille, coexiste désormais nécessairement avec les inquiétudes propres à tous les jeunes de la même génération et doit pour cela être l'objet d'une remotivation continuelle, voire d'une reconquête surtout intérieure.

C'est dans ce climat qu'on doit comprendre la méthode du dialogue proposée avec insistance par Paul VI, qui demandait à chaque membre et communauté de l'Église, soit un renouvellement de sa fidélité à l'Évangile, soit une ouverture plus cordiale vers le monde²⁴. En s'adressant en 1966 au chefs de l'ASCI, il les exhortait à retrouver la conscience de leur propre identité, aussi bien catholique que scout, et en même temps à nourrir une plus grande attention à la réalité environnante.

Après vous avoir encouragé dans vos propos de persévérance et de fidélité, jetons un coup d'œil sur les nouveautés. Ou le mouvement scout peut-il se développer, s'enrichir, s'améliorer ? Une des propositions vient de la pensée centrale du Concile : c'est l'Église. Essayez de perfectionner votre sens ecclésial, (...) de mieux le comprendre. Votre mouvement scout est né indépendamment de l'Église telle qu'elle est ; il s'est greffé magnifiquement, il s'est enraciné et a porté ses fruits, il a donné des très bons exemples, il a donné des âmes généreuses qui se sont consacrées à l'Église. Essayez de perfectionner ce sens de l'Église, d'en apercevoir, d'en comprendre le mystère, la grandeur, la fécondité (...) Et alors vous verrez qu'un autre perfectionnement vous est proposé : votre mouvement est né pour un contact avec la nature, cela le spécifie (...) Ceci est une chose magnifique, à laquelle vous ne devez rien enlever et rien sacrifier. Mais cela faisait abstraction d'un concept social, c'était plutôt un mouvement qui faisait sortir de la ville, de la famille, des maisons, de la vie vécue, pour aller d'une manière romantique à la recherche de quelque chose de nouveau

²⁴ C'est le thème de l'encyclique programmatique de tout le pontificat, *Ecclesiam suam*, publiée le 6. 8. 1964. On peut noter comment - à partir de *Pacem in terris* de Jean XXIII, mais en suivant une ligne déjà présente dans le magistère social des papes du XIX^e siècle - l'Église regarde l'humanité entière comme une famille unique, qui inclue ses membres selon différents degrés d'appartenance, comme des cercles concentriques de plus en plus proches d'elle.

et d'inexploré, en contact vivant avec la nature (...) Essayez d'avoir une dynamique sociale, même si vous l'avez déjà, car cela aussi est moderne et selon l'esprit du Concile.²⁵

La biographie de Paul VI nous rappelle qu'il ne fut pas seulement le théoricien, mais aussi le promoteur en personne du dialogue, dans des environnements et des organismes différents des ambiances ecclésiastiques officielles. Dans cette direction il ne se confronta pas seulement avec les associations de scouts et de guides catholiques, mais également et pour la première fois avec le Comité mondial du scoutisme²⁶.

Les confins traditionnels de l'Église n'ont pas cessé de devenir de plus en plus nuancés dans la complexité croissante de la société multiculturelle. Pourtant, même en s'adressant aux chefs scouts Jean Paul II, ne peut que faire face aux problèmes contemporains, et se poser à soi-même les questions ouvertes, qu'il partage avec le scoutisme catholique en tant que défis éducatifs. Voilà un texte de 1997 qui s'adresse aux jeunes de l'AGESCI.

Comme une sentinelle, sachez scruter l'horizon pour discerner en temps voulu les frontières toujours nouvelles vers lesquelles l'Esprit du Seigneur vous appelle. Quel type de projet d'homme ou de femme, de couple ou de famille un éducateur est appelé à proposer ? Qu'est-ce que cela signifie s'engager concrètement pour un monde plus solidaire et plus juste ? Comment vivre insérés harmonieusement dans une société complexe et diversifiée, sans perdre la capacité évangélique d'être le sel de la terre et la lumière du monde ? S'adressent à vous de plus en plus d'adolescents et de jeunes issus de familles et de milieux éloignés de la vie chrétienne ou même appartenant à d'autres croyances religieuses, attirés par la beauté et la sagesse de la méthode scout, cette dernière étant ouverte à l'amour de la nature, et aux valeurs humaines, imprégnée de religiosité et de foi en Dieu, efficace dans l'éducation à la responsabilité et à la liberté. Il s'agit d'un défi important qui vous demande de concilier la clarté et l'intégrité du modèle de vie proposé par l'Évangile avec la capacité de dialogue, dans le respect de la diversité de cultures et de vicissitudes personnelles qui s'entrecroisent aujourd'hui même en Italie.²⁷

Il est juste enfin de relever le fait que le dernier Pontife a lui-même adopté la promotion d'une fraternité internationale apparente parmi les

²⁵ DPS 146 (inédit en français).

²⁶ DPS 158 et 165. La coutume a été suivie par Jean Paul II, lors de l'audience du 20. 9. 1990, dans « L'Osservatore Romano » CXXX (1990), n° 217, p. 1 et 4.

²⁷ Dans « L'Osservatore Romano » CXXXVII (1997), n° 184, p. 4 (inédit en français).

jeunes (la célébration des différentes JMJ) et une ouverture à la prière œcuménique et interreligieuse aussi (rappelons-nous en particulier celle d'Assise, le 10 octobre 1986). Tout cela réduit peut-être la nouveauté du scoutisme au sein de la société et de l'Église contemporaine, mais constitue en même temps une confirmation notoire qui valide quelques-unes des intuitions plus courageuses et prophétiques du mouvement.

Notre exposé n'a voulu au fond qu'illustrer par des exemples certainement insuffisants l'intérêt des textes sur le scoutisme émis par le Saint-Siège, sources qui restent pour la plupart inédites en dehors de l'italien. La présentation a été faite dans un cadre consciemment schématique. Mais nous aurons atteint notre but, si nous avons réussi à éveiller quelque curiosité en plus dans ce domaine de recherche, en appelant d'un côté à la lecture directe des textes que nous avons synthétisés et d'un autre côté en suggérant des approfondissements possibles, des pistes à explorer à peine abordées ici.

La réflexion que l'on peut tirer du magistère et du gouvernement central de l'Église catholique n'est pas simplement un *locus theologicus* pour le laïc engagé dans l'apostolat ou pour le pasteur, mais aussi un *locus historicus* non moins intéressant, qui justifie l'intérêt de l'avoir parcourue à nouveau, même sommairement.

La vicissitude du scoutisme catholique en relation avec l'Église, le procès qui a conduit l'autorité ecclésiastique à percevoir non plus comme un problème ou un danger, mais comme une chance, la présence associée des catholiques au sein d'un mouvement mondial ouvert est un cas exemplaire de réception graduelle vers une approche typiquement moderne de la thématique pédagogique. Tout en s'adaptant constamment aux temps et aux lieux, le mouvement scout a significativement, depuis ses origines, une manière caractéristique - même au point de vue moral et religieux - de regarder le sujet à éduquer, un style fraternel de se mettre en jeu pour l'éducateur et pour l'aumônier, un facteur d'intégration entre des mondes culturels et confessionnels souvent opposés.

La réception du scoutisme est allée de la condamnation à l'accueil et la réinterprétation dans un cadre idéal partiellement différent par rapport aux origines, jusqu'à l'interaction complète avec le message et la mission de l'Église. De nos jours l'Église elle-même se trouve être représentée par cette approche, qui assume les questions contemporaines dans leur complexité et tente de s'en servir comme d'un facteur de croissance vers la vérité. L'acceptation de la fraternité et de la solidarité vers les autres scouts des catholiques du mouvement, qui coexiste avec leur engagement

Francesco PIERI

apostolique explicite, constitue un paradigme de dialogue loin d'avoir épuisé toutes ses potentialités. Il est en mesure d'exprimer encore son efficacité pour l'évangélisation et le témoignage chrétien dans une société post-moderne.

AUX SOURCES DES SCOUTISMES FRANÇAIS. LES PROTESTANTS ET LA METHODE DE BADEN- POWELL.

*Arnaud BAUBEROT
Université Paris XII*

Des premières années de la diffusion du scoutisme en France, on a souvent retenu l'image d'un foisonnement désordonné d'expériences, menées par des hommes dont le principal souci consistait à adapter au caractère français une méthode dont les formes exotiques semblaient intimement liés à son origine anglo-saxonne. Il s'agissait alors de retenir tel ou tel aspect intéressant du système proposé par Baden-Powell et de lui donner un cadre d'application qui convienne à la mentalité nationale. Parmi la grande variété des réalisations qui virent le jour autour de l'année 1911, la plupart émergèrent ainsi sous des apparences fort éloignées de ce que pouvait être, à la même époque, le scoutisme britannique. Il suffit, pour s'en convaincre, de se pencher sur la multitude des termes employés pour traduire la nomenclature anglaise - des « entraîneurs » aux « intrépides », en passant par les « débrouillards » -, la disparité des uniformes et des activités ou la diversité des modes d'organisation mis en place.

Ce tableau, brossé à grands traits, fonde habituellement un récit de la première décennie du scoutisme français dans lequel on assiste à la lutte patiente mais acharnée des partisans de l'application intégrale de la méthode de Baden-Powell contre les tenants des adaptations les plus éloignées, des interprétations les plus fantaisistes ou des abandons les plus lâches. Le combat héroïque mené contre la très hérétique Ligue d'éducation nationale et ses dirigeants, « laïcistes » intransigeants, adversaires obstinés du serment de l'éclaireur et de la codification de l'uniforme, a ainsi permis d'écrire de belles pages de cette édifiante épopée qui conduit à la naissance et à la consolidation d'associations fidèles à l'orthodoxie scoute. La victoire n'était pas assurée pour autant. Encore fallait-il, au lendemain de la Grande guerre, qu'au sein même des Éclaireurs de France les tenants du scoutisme « militarisé » d'avant guerre s'effacent devant les zéloteurs des conceptions de Baden-Powell, que les Éclaireurs unionistes se défassent de la tutelle pesante des

« vieilles barbes » des Unions chrétiennes de jeunes gens et que le fondateur anglais donne officiellement sa bénédiction au scoutisme catholique naissant pour qu'enfin la France se voie dotée d'un « vrai scoutisme » et que l'on puisse laisser s'écouler le siècle en regrettant paisiblement que les divisions confessionnelles n'aient pas permis à tant de bonnes volontés de s'unir.

La mémoire que l'on a gardé de la naissance du scoutisme en France est séduisante, parée de la douce certitude qu'ont toujours les vainqueurs de leur bon droit¹. Elle laisse cependant subsister trois écueils qu'un regard attentif ne peut manquer de repérer. Cette mémoire est antihistorique, tout d'abord, dans sa volonté de rechercher parmi la foule des premières expériences les signes de ce que deviendra, par la suite, le scoutisme français pour séparer le bon grain des authentiques précurseurs de l'ivraie des tentatives déviantes et vouées, par on ne sait trop quelle magie, à l'échec. Elle néglige, ensuite, les indices et les faits qui montrent que la dialectique de l'application intégrale et de l'adaptation de la méthode de Baden-Powell fut présente avec la même intensité chez tous les introducteurs du scoutisme en France et ne constitua pas la principale ligne de fracture entre les associations. Au mieux, la référence au fondateur britannique fut-elle utilisée dans les débats pour apporter un surcroît de légitimité à des initiatives qui revendiquaient, par ailleurs, une large dose d'adaptation. Enfin, ce mémorial de la fondation du scoutisme français, qui montre chaque famille spirituelle regrouper ses forces autour de sa propre organisation, se brise sur le fait que les appartenances confessionnelles ou que les convictions en matière religieuse ne constituèrent pas non plus la base sur laquelle se formèrent les premières associations. Ce n'est qu'au début des années vingt, avec la progressive protestantisation des Éclaireurs unionistes, la constitution d'une association placée sous l'autorité de l'Église catholique, puis la fondation d'une association juive que le jeu de la pluralité des organisations de scoutisme en France s'éclaircit en calquant ses frontières sur celles des divisions religieuses.

¹ Les grandes lignes de ce récit des origines ont été tracées par les deux premiers ouvrages consacrés à l'histoire du scoutisme en France : la synthétique *Histoire du scoutisme* de H. Van Effenterre (Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 1947) et le très détaillé *Aux sources du scoutisme français* de H. Viaux (Paris, éditions du scorpion, 1961). Elles sont reprises et parfois accentuées par P. Kergomard et P. François (*Histoire des Éclaireurs de France de 1911 à 1951*, EEdF, 1983) et P. Laneyrie (*Les Scouts de France, des origines aux années 80*, Paris, Cerf, 1983). Ch. Guérin en reprend les grands traits de façon plus nuancée et plus solidement argumentée (*L'Utopie des Scouts de France, histoire d'une identité collective, catholique et sociale, 1920-1995*, Paris, Fayard, 1997).

L'introduction de la méthode de Baden-Powell en France n'est pas le fruit du désir des grandes familles philosophiques et spirituelles de se doter d'une organisation de scoutisme. Il ne pouvait être question, en 1910, d'importer par simple amour de l'art une méthode fortement marquée par son origine militaire, fondée sur des conceptions éducatives encore marginales, et dont les formes puériles et baroques semblaient imprégnées d'une excentricité toute anglaise. Il fallait au scoutisme, pour intéresser au point que l'on en tenta l'expérience, qu'il apparaisse comme la réponse la plus adaptée à des besoins précis. C'est la variété des enjeux associés à l'utilisation de la méthode de Baden-Powell par ses introducteurs qui engendra la diversité des expériences. L'échec de la tentative de fédération des différentes initiatives au sein de la Ligue d'éducation nationale imposa le constat du caractère inconciliable de certains de ces enjeux et conduisit à la formation de plusieurs associations rivales. Contrairement à ce qu'écrit P. Laneyrie², ce n'est pas comme une "institution nouvelle" mais bien comme une méthode au service de causes diverses que le scoutisme fut pensé et introduit en France.

Remettre en cause une idée solidement établie exige que l'on fasse des contre-propositions et nous voudrions avancer l'idée selon laquelle le scoutisme, lors de son introduction en France, s'est vu chargé d'une grande diversité d'objectifs qui n'étaient pas, loin s'en faut, confessionnels ou « laïcistes ». Le groupe des promoteurs protestants du scoutisme en France nous semble constituer un observatoire privilégié pour montrer que celui-ci fut conçu comme une méthode dont la plasticité devait permettre son adaptation à différents milieux et la poursuite d'objectifs variés, sans que soit pensée, de prime abord, la question de son institutionnalisation sur une base confessionnelle. Nous nous trouvons, en effet, en présence d'un groupe relativement homogène sur le plan religieux, mais dont les individus qui le composent poursuivent des stratégies variées qui les engagent dans des trajectoires institutionnelles différentes. On trouve ainsi des protestants agissant en faveur de l'importation du scoutisme hors de toute référence religieuse. D'autres fondent des troupes dans des milieux confessants, mais aux marges des institutions ecclésiales (Unions chrétiennes de jeunes gens ou œuvres du christianisme social). D'autres, enfin, introduisent le scoutisme dans le cadre de paroisses protestantes. Ce n'est que dans un second temps que se pose la question du regroupement de ces expériences au sein d'associations nationales et les choix opérés en la matière résultent plus des enjeux qui ont motivé l'introduction du scoutisme que du cadre dans

² P. Laneyrie, *op. cit.*, p. 44.

lequel l'expérience a été menée. Il convient de remarquer immédiatement que les protestants ne sont pas seuls dans ce cas : on trouve, par exemple, de nombreux catholiques, pratiquants sincères, à l'origine des associations neutres. Leur attitude, cependant, fut très rapidement condamnée par l'épiscopat et violemment critiquée par les polémistes catholiques intransigeants. Dans le monde protestant, en revanche, la pluralité des engagements ne souleva pas de problème et ne fut jamais un obstacle aux coopérations. Pour la plupart des promoteurs protestants du scoutisme, le fait de considérer un enjeu comme crucial ne délégitimait pas nécessairement tout autre enjeu et laissait ouverte la possibilité de collaborations et de participation simultanée à plusieurs expériences, puis à plusieurs associations.

La question qui se pose alors à qui veut saisir la logique qui entraîne la création d'une pluralité d'associations de scoutisme en France n'est plus celle de l'appartenance confessionnelle ou de l'intransigeance laïque de leurs fondateurs, mais celle qui vise à déterminer quelle pouvait être l'utilité du scoutisme pour ses promoteurs. Quelles pouvaient être les raisons et les motivations propres à convaincre des adultes sains de corps et d'esprit, notables souvent, de tenter d'importer en France ce curieux mélange, si spécifiquement britannique, de militarisme à la mode coloniale, de conceptions éducatives insolites et de sauvagisme saugrenu que constituait le scoutisme ?

Scoutisme et éducation nouvelle

La dimension militaire du scoutisme n'échappe pas à ses premiers observateurs français - comment le pourrait-elle ? - pas plus que son lien avec les débats sur l'établissement d'une conscription obligatoire qui agitent la Grande-Bretagne à cette époque³. Il semble pourtant que ce soit sa dimension éducative qui motive les premières tentatives connues d'application concrète de la méthode en France.

Les influences des théories de la *new education* sur le scoutisme apparaissent de façon évidente pour tous ceux qu'intéressent les courants de rénovation pédagogique⁴. Éducation par l'action, organisation en petits groupes sous la responsabilité d'un jeune, large place accordée à la

³ Cf. notamment, André Chéradame, « la nouvelle Angleterre, les jeunes Éclaireurs du Lieutenant-général Baden-Powell », *Le Petit Journal*, 28 juillet 1909, p. 2.

⁴ On peut citer le cas de Georges Bertier, directeur de l'école des Roches - où le scoutisme est introduit dès mars 1911 - et de la revue *L'Éducation*, qui publie en novembre un article très documenté de Paul Vuibert sur la méthode de Baden-Powell.

culture physique et aux activités dans la nature : le système de Baden-Powell s'inspire, sans la moindre ambiguïté, des pédagogies mises en œuvre dans les « *new schools* » britanniques. Dans un contexte où s'accroît l'intérêt pour l'adolescence populaire et son encadrement par les œuvres péri- ou post-scolaires⁵, la méthode de l'officier britannique s'offre ainsi, pour ses premiers promoteurs protestants, comme une façon de mettre en pratique les théories de l'éducation nouvelle dans le cadre de ces œuvres.

L'expérience du pasteur Georges Gallienne, directeur d'un « Foyer » de la Mission populaire évangélique dans le quartier de Grenelle à Paris, est, à ce titre, éclairante. En octobre 1910, Gallienne rassemble quelques enfants parmi ceux qui fréquentent chaque jour l'école de garde de la mission et s'engage dans la première expérience connue d'application de la méthode de Baden-Powell en France. Les fondements pédagogiques du scoutisme sont, pour lui, sans ambiguïté :

qu'il s'agisse du redressement de la jeunesse moralement abandonnée ou de la formation de l'enfant normal, nos différents systèmes d'éducation se ressentent par trop de l'influence exercée par une théologie étroite et rigoriste qui ne voit partout que le pêché originel. (...) La nouvelle méthode, basée sur une conception plus vraie de l'enfant, le considère non comme un être dégénéré, mais comme une unité intérieure et vivante au-dedans, existant en lui-même et pour lui-même, et qui, comme tel n'entre directement dans l'expérience de personne. (...) la patrouille de Boys-Scouts (...) est le vivant symbole de cette éducation nouvelle.⁶

C'est sur une ligne relativement analogue que Samuel Williamson, secrétaire du comité national des Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG) s'attache à introduire le scoutisme dans les Unions. Ami de Gallienne et informé très tôt de ses réalisations, Williamson s'appuie sur cet exemple pour encourager les directeurs des sections cadettes parisiennes à fonder des patrouilles d'éclaireurs au sein de ces dernières⁷.

⁵ Cf. Agnès Thiercé, *Histoire de l'adolescence (1850-1914)*, Paris, Belin, 1999.

⁶ Georges Gallienne, « Les Boy-Scouts », *Foi et Vie*, 16 avril 1912, p. 225 (texte d'une conférence organisée le 15 février 1912 par la revue). Tout en insistant sur la dimension éducative du scoutisme, Gallienne s'attache, dans cette conférence, à en minimiser la dimension militaire.

⁷ L'Alliance nationale des UCJG est la branche française des Young Men's Christian Associations (YMCA). Implantées en milieu urbain, animées par des protestants de diverses dénominations, les Unions proposent aux jeunes hommes un lieu convivial et de saines activités de loisir fondées sur le développement physique, intellectuel et spirituel, afin de les détourner des « loisirs » plus immoraux qu'offrent les grandes cités. Les sections cadettes, destinées à l'encadrement des adolescents, apparaissent en 1878 dans les Unions françaises. Toutefois, dans la première décennie du siècle,

Les premières expériences de scoutisme en milieu unioniste voient le jour au printemps 1911 et au mois de juin un numéro entier de *L'Espérance*, la revue des UCJG, leur est consacré. Outre ses aspects pratiques et les détails de son organisation, le scoutisme y est décrit comme une méthode éducative originale, inspirée des pédagogies modernes, propre à assurer le sauvetage de l'enfance en danger, l'édification morale et spirituelle des adolescents et la régénération nationale que rendent nécessaires les périls du temps.

L'intérêt du protestantisme français pour les tentatives de rénovation pédagogique n'est pas nouveau : depuis le début du siècle, celui-ci se montre particulièrement réceptif aux travaux de chercheurs anglo-saxons consacrés à la psychologie de l'adolescent⁸. De cette appréhension renouvelée et plus optimiste de l'adolescence découlent des conceptions éducatives qui marquent les mouvements de jeunesse protestants et les poussent à rechercher les formes concrètes de leur mise en œuvre. L'organisation de camps de lycéens par la Fédération française des étudiants chrétiens (FFEC)⁹, à partir de 1907, correspond à une tentative d'application, dans le cadre d'une œuvre péri-scolaire d'un programme de rénovation pédagogique¹⁰. Toutefois, les vertus éducatives du camping fédératif restent réservés à des lycéens issus des couches sociales moyennes et supérieures. L'euphémisation de la contrainte sociale et l'effacement de la présence des éducateurs au nom du principe du *self government* ne semblent pas, aux yeux des cadres des mouvements de jeunesse, pouvoir s'appliquer aux adolescents de milieux populaires tant semble incertaine leur intériorisation des codes de civilité les plus élémentaires. Ainsi, en 1910, alors que le camping lycéen arrive à maturité et que la FFEC rassemble déjà une centaine de campeurs répartis sur huit camps, aucune initiative similaire n'est proposée dans le cadre des sections cadettes unionistes implantées dans les quartiers ouvriers. Le

les unionistes français s'interrogent sur la pertinence des méthodes utilisées par les sections et soulignent leur incapacité à aboutir à une véritable éducation morale et spirituelle des cadets.

⁸ Agnès Thiercé, *op. cit.*, p. 210-215.

⁹ La branche étudiante des UCJG, fondée en 1898, devient rapidement autonome et, sous le sigle de Fédération française des étudiants chrétiens, adhère à la Fédération universelle, lancée en 1895 sous l'impulsion des YMCA américaines. Les liens restent étroits entre FFEC et UCJG. Ainsi Charles Grauss, secrétaire général de la Fédération depuis 1906, occupe avec Williamson le poste de secrétaire du comité national des Unions.

¹⁰ Cf. Arnaud Baubérot, « La Nature éducatrice. L'introduction du camping dans les mouvements de jeunesse protestants », article à paraître dans la revue *Ethnologie française* en octobre 2001.

scoutisme arrive à point nommé pour combler cette lacune : le système de Baden-Powell permet de concilier les conceptions de l'éducation nouvelle avec les nécessités d'un encadrement plus strict, qui semblent s'imposer dès lors que l'on veut toucher la jeunesse des couches sociales les plus basses. En serré dans une hiérarchie savamment codifiée, surveillé par une loi morale à laquelle il est invité à faire publiquement allégeance, pris dans un univers saturé de codes et de symboles, le jeune éclaireur peut enfin, à son tour, goûter au rare plaisir qu'offre le relâchement des contraintes sociales habituelles par le camping et la mise en scène de l'aventure. Aux objectifs d'édification morale et spirituelle et de régénération nationale que s'étaient fixés le camping fédératif, le scoutisme unioniste a ajouté la nécessité d'une intériorisation du sens de la discipline – thème récurrent dans le discours des promoteurs unionistes du scoutisme et critère qui permet, systématiquement, de mesurer les progrès réalisés par la transformation de la section cadette en troupe d'éclaireurs¹¹. La méthode de l'officier britannique offre donc aux UCJG un moyen, conforme à leurs options psychopédagogiques, de poursuivre les objectifs religieux, sociaux et patriotiques assignés à l'encadrement des adolescents de milieux populaires.

Scoutisme et régénération nationale

La volonté de participer à la rénovation des énergies de la nation n'est pas absente, loin s'en faut, des projets de réforme éducative qui guident la naissance du scoutisme dans les œuvres protestantes. Cette ambition rencontre, au printemps 1911, les tentatives d'introduction du scoutisme en France « par le haut » menées, comme l'a magistralement démontré D. Denis, par un réseau formé d'hommes *impliqués depuis une vingtaine d'années dans la recherche du renseignement militaire en Angleterre*¹² et relayé par des milieux liés à ce qu'il est convenu d'appeler, depuis les travaux de Ch.-R. Ageron¹³, le Parti colonial¹⁴. Le souci de comprendre, au-delà des considérations purement tactiques, le

¹¹ Arnaud Baubérot, *L'Invention d'un scoutisme chrétien. Les éclaireurs unionistes de 1911 à 1921*, Paris, Les Bergers et les Mages, 1997, p. 140-141.

¹² Daniel Denis, « Une Pédagogie du simulacre : l'invention du scoutisme (1900-1912) », *Agora, débats / jeunesse*, n°11, 1^{er} trimestre 1998, p. 7 à 18.

¹³ Charles-Robert Ageron, *France coloniale ou Parti colonial ?*, Paris, PUF, 1978.

¹⁴ Daniel Denis, « L'École de la vie sauvage : un bain de jouvence du Parti colonial ? », in Ch. Pociello et D. Denis (dir.), *À l'École de l'aventure, pratiques sportives de plein air et idéologie de la conquête du monde, 1890-1940*, Paris, Presses Universitaires du Sport, 2000, p. 21 à 35.

fondement social et culturel de la supériorité britannique pour en imiter les ressorts et battre l'ennemi sur son propre terrain, ainsi que la conviction que se joue, dans la naissance du scoutisme, la préparation des jeunes anglais aux conditions de la guerre moderne, convainquent ces hommes de la nécessité de la fondation d'une association nationale de scoutisme. Persuadés qu'une telle fondation est indispensable à la poursuite des objectifs sociaux et patriotique qui motivent leurs propres expériences, Gallienne et Williamson assistent aux différentes rencontres qui conduisent à la naissance de la Ligue d'éducation nationale.

Afin de comprendre leur participation à la création d'une association neutre, il importe de souligner que ni Gallienne, ni les cadres des UCJG n'envisagent à aucun moment la formation d'une organisation confessionnelle de scoutisme. Tous considèrent leurs expériences comme des tentatives d'application de la méthode de Baden-Powell dans des milieux particuliers, mais restent fondamentalement convaincus que les enjeux auxquels il s'agit de répondre ne se limitent pas aux frontières du protestantisme français. L'émergence de nouvelles couches populaires, conséquence du développement de la grande industrie et de l'accélération de la croissance urbaine, le développement de l'anarcho-syndicalisme et du socialisme internationaliste, entretiennent l'angoisse d'une révolution sociale et rendent pressante à leurs yeux la nécessité de l'intégration de ces nouvelles couches à la synthèse républicaine - bâtie trente ans plus tôt sur le soutien de l'artisanat et de la petite propriété rurale - alors que le « coup » d'Agadir vient de rappeler la permanence du péril allemand. Il importe alors, par la création d'une association de scoutisme d'envergure nationale, de réaliser l'union des énergies de la nation pour parvenir à la régénération de sa jeunesse.

Ni Gallienne, ni Williamson n'associent la fondation d'une telle association à un combat en faveur d'une laïcité militante. Toutefois, cette démarche s'inscrit dans une logique spécifiquement laïque en ce qu'elle considère qu'une partie de la vie sociale et de ses problèmes échappent à l'intervention des Églises et peuvent, par conséquent, se résoudre de façon autonome. La société civile peut légitimement exister en tant que telle et produire des formes de régulation qui n'ont pas besoin de se définir religieusement, même si les motivations de ses acteurs peuvent être de nature religieuse. Cette logique n'a émergé en France qu'au prix d'un âpre conflit entre un camp laïc prêt à s'opposer à toute intervention des institutions ecclésiastiques dans la société civile et une Église catholique prétendant encore englober toutes les sphères de la vie sociale. Pour sa part, le protestantisme français, et tout particulièrement sa mouvance évangélique, s'est très largement et très précocement rallié à la cause

laïque, au point de participer parfois activement à son triomphe. Les œuvres auxquelles appartiennent Gallienne et Williamson entretiennent une incontestable affinité avec la logique qui a conduit à la laïcisation de la société française¹⁵. Il est ainsi possible et légitime, pour l'un comme pour l'autre, de se préoccuper de l'éducation physique, morale et civique des adolescents hors de l'intervention des Églises et hors de la sphère religieuse¹⁶.

Les dissensions qui ne tardent pas à apparaître au sein de la Ligue d'éducation nationale¹⁷ et qui conduisent à la fondation, par Nicolas Benoît, Paul Charpentier et André Chéradame, des Éclaireurs de France (EdF) obligent cependant à des choix. Williamson et Grauss, contactés par Charpentier pour faire adhérer les troupes unionistes aux EdF, déclinent cette proposition. Ils se sentent moralement engagés à l'égard des dirigeants la Ligue - même si leurs illusions sont inexistantes quant à la réelle connaissance du scoutisme qu'ont les individus groupés autour de Coubertin et du recteur Liard - et estiment dangereux de suivre une association scissionniste dont les bases concrètes leur semblent encore fragiles. En outre, les dirigeants unionistes éprouvent probablement plus de sympathie pour les universitaires et les pédagogues de la Ligue d'éducation nationale, avec qui ils partagent un même intérêt pour le développement des activités physiques¹⁸, que pour le nationalisme et le militarisme affirmés de certains fondateurs des EdF. Toutefois, si Williamson accepte de figurer en qualité de conseiller technique dans le comité de la Ligue, les UCJG restent dans l'expectative quant à l'adhésion formelle de leurs troupes. Gallienne, pour sa part, plus proche des positions de Nicolas Benoît et de Chéradame, choisit de rejoindre les EdF et de siéger dans leur comité directeur. Les différences de sensibilité et les choix qui en découlent n'empêchent pas les collaborations

¹⁵ Issues des courants de Réveil protestant du XIX^e siècle, la Mission populaire et les UCJG sont nées en marge des institutions ecclésiastiques. Elles revendiquent leur caractère religieux et confessant, mais refusent de s'associer à une dénomination particulière. Des protestants des différentes confessions s'y investissent et conjuguent une action sociale la plus ouverte possible avec un projet d'évangélisation souple, mettant l'accent sur l'importance de la piété personnelle.

¹⁶ Une telle logique, encore inacceptable pour la majorité des évêques français (issus pour la plupart de la mouvance intégraliste), explique la condamnation du scoutisme dès 1911 et l'interdiction faite aux jeunes catholiques d'adhérer aux associations existantes.

¹⁷ Analysées succinctement mais de façon éclairante par D. Denis (« Une Pédagogie du simulacre... », art. cit., p. 16).

¹⁸ Coubertin lui-même entretient, depuis le début du siècle, des relations régulières avec les UCJG françaises et, par le biais du CIO, avec l'Alliance mondiale des YMCA.

ultérieures. Ainsi, Gallienne continue-t-il à appuyer le développement du scoutisme dans les UCJG. En janvier 1912, par exemple, le pasteur de Grenelle assure le second des huit cours pour chefs organisés par les Unions parisiennes¹⁹.

La volonté de participer à la constitution d'un mouvement d'envergure nationale, hors du cadre particulier des UCJG, pousse les cadres unionistes à prolonger leur collaboration à la direction de la Ligue d'éducation nationale bien après que leurs troupes se soient organisées de façon indépendante en Mouvement des Éclaireurs unionistes (EU). Ainsi, Charles Bonnamaux, qui préside la « commission des cadets et éclaireurs du groupe de la Seine » des UCJG, rejoint Williamson dans le comité directeur de la Ligue et préside son comité parisien. En 1913, il siège en qualité de vice-président dans le bureau de l'association des Éclaireurs français, issue d'une scission de la Ligue.

La même volonté de participer à une œuvre dont l'enjeu se situe hors du champ religieux, ainsi que le caractère encore inconcevable de la fondation d'une association de scoutisme protestante confessionnelle explique probablement la trajectoire suivie par certains pasteurs qui, à la suite de Gallienne, affilient la troupe fondée dans leur paroisse à l'association des Éclaireurs de France²⁰. On peut ainsi citer des pasteurs Emilien Monod à Tours, Maroger à Clichy et Courtois à Pantin. À Lyon, pendant la guerre, les fils du pasteur Hollard seront éclaireurs et chefs d'une troupe EdF. Dans le même esprit, on peut également évoquer le rôle de certaines branches de grandes familles de la bourgeoisie protestante, comme les Basdevant ou les Raoul-Duval, dans le développement local des Éclaireurs de France.

La vague nationaliste de 1913, durant laquelle les désirs de revanche et l'angoisse de l'agression allemande se mêlent dans « *une atmosphère de veillée d'armes* », selon l'expression de R. Girardet²¹, infléchit la nature des relations entre les associations. Alors que certains polémistes reprochent au protestantisme français de faire preuve d'une tiédeur suspecte dans ses sentiments à l'égard de l'Allemagne, les UCJG se

¹⁹ Le cours est consacré à « L'action morale et religieuse – Comment se servir du mouvement des Éclaireurs pour faire l'éducation du caractère. » Le résumé ronéotypé du cours conservé dans les Archives des Éclaireurs unionistes (Société de l'histoire du protestantisme français) montre que Gallienne n'aborde la question religieuse qu'à travers la motivation des chefs et ne fait jamais référence à une éventuelle utilisation du scoutisme à des fins de pédagogie spirituelle.

²⁰ La structure fédérative adoptée par les EdF facilite probablement de telles affiliations en garantissant à ces pasteurs la maîtrise et le contrôle de leur troupe.

²¹ Raoul Girardet, *Le nationalisme français, anthologie 1871-1914*, Paris, 1983, p. 19.

voient accusées de freiner le nécessaire élan vers l'union nationale en maintenant en leur sein un mouvement de scoutisme autonome. Par ailleurs, le courant nationaliste, qui traverse le protestantisme comme le reste de la société française, génère au sein même des EU d'intenses forces centrifuges en direction des EdF, jugés plus efficaces en matière d'édification patriotique et de formation militaire. À La Rochelle, par exemple, la troupe unioniste est confrontée à la démission de l'ensemble de ses chefs de patrouille partis fonder la troupe EdF. La direction des EU répond à ces pressions en affirmant le caractère patriotique de son scoutisme (tout en dénonçant l'excessif militarisme des EdF). Les cadres unionistes s'attachent, d'autre part, à renforcer l'organisation interne de leur mouvement. Sur le terrain, on assiste cependant à une multiplication des parades et des cérémonies de remise de drapeaux aux troupes par des notables ou des officiers protestants qui témoigne de l'enracinement de la sensibilité nationaliste.

Scoutisme et évangélisation

Mettre en lumière la conviction qu'ont les cadres unionistes de l'utilité sociale et patriotique du scoutisme ne doit pas conduire à masquer la sensibilité évangélique et revivaliste qui les anime et les conduit progressivement à lui associer des finalités religieuses. D'une activité propre à moraliser et à viriliser les jeunes gens et dont l'importation aurait pu s'effectuer d'une manière analogue à celle du basket-ball quelques années plus tôt, le scoutisme devient une méthode propice à l'évangélisation de l'adolescent et à la formation, parmi les cadets, d'une élite de futurs chrétiens actifs et engagés. Pour les dirigeants des Unions, le système de Baden-Powell offre non seulement un cadre d'application des théories de l'éducation nouvelle à la jeunesse populaire, mais également un moyen de traduire concrètement les découvertes les plus récentes en matière de psychologie religieuse de l'adolescent. Les travaux des chercheurs anglo-saxons, que l'on étudie avec attention dans les UCJG, font de l'adolescence un « âge critique » propice à la conversion et à la sublimation des pulsions de la libido dans l'altruisme et l'élan spirituel, mais durant lequel le jeune homme peut également voir s'effondrer ses croyances et sombrer dans le scepticisme. En s'appuyant sur l'enthousiasme, le sens de l'idéal et le goût de l'action du jeune garçon, en répondant à son besoin de modèles forts²², le

²² À partir de 1912, la figure de « Jésus-Christ, le Grand éclaireur » revient de façon récurrente dans les études bibliques destinées aux éclaireurs et les conseils adressés aux chefs EU en matière de pédagogie religieuse. La construction, par les cadres

scoutisme permet, aux yeux des Unions, d'ancrer en lui la foi chrétienne au moment où se décident les grandes orientations de son existence. Encore faut-il donner à ce scoutisme une dimension religieuse. Ainsi, s'il semble indispensable aux unionistes de participer à l'édification d'une ligue nationale, il ne peut être envisageable de placer totalement hors du champ religieux la question de l'encadrement et de l'éducation des adolescents.

Le souci de conserver la direction de leur troupe, la maîtrise de leurs orientations et de renforcer en leur sein la cohérence autour des finalités religieuses qu'ils associent au scoutisme pousse la direction des UCJG à se doter de sa propre organisation de scoutisme. Depuis le printemps 1911, l'Alliance nationale est restée fidèle au mode de fonctionnement très décentralisé des Unions en se contentant d'encourager la fondation de patrouilles d'éclaireurs au sein des sections cadettes et de publier des recommandations en matière d'organisation et d'activités. Chaque Union locale garde cependant la direction et le contrôle de sa troupe. Les motivations qui conduisent localement à introduire le scoutisme dans le programme d'activités des cadets ont souvent peu à voir avec les considérations psychopédagogiques de la direction nationale des UCJG et les finalités religieuses qu'elle exhorte à suivre cèdent parfois le pas devant l'urgence des enjeux sociaux et patriotiques. La grande hétérogénéité du scoutisme unioniste et le fait que le terreau de son implantation locale diffère peu de celui des autres associations le rendent particulièrement sensible aux forces d'attraction que génère le développement des EdF et accentue, aux yeux des secrétaires de l'Alliance nationale, la nécessité d'une organisation centralisée.

Lors de leur Congrès national de novembre 1912, les UCJG fondent en leur sein un Mouvement des Éclaireurs unionistes et confient à Henri Bonnamaux le poste de « Secrétaire spécial du comité national chargé des éclaireurs ». Professeur de sciences naturelles dans une école nouvelle, initiateur, en 1901, du camping dans les Unions parisiennes, H. Bonnamaux s'attache dès lors à renforcer la cohésion des troupes EU en normalisant les pratiques et les modes d'organisation et en diffusant une conception du scoutisme fidèle aux options pédagogiques et religieuses de la direction nationale²³. L'objectif poursuivi est bel et bien de

unionistes, de cette figure du Christ en éclaireur idéal répond très probablement à la mise en lumière, par la psychologie religieuse de l'adolescent, du rôle joué par les modèles d'identification dans la construction de la personnalité.

²³ H. Bonnamaux rédige et fait éditer, en 1913, par le comité national des UCJG un *Manuel pratique de l'éclaireur* qui précise les conditions d'organisation et de fonctionnement des troupes, l'uniforme, les activités et la philosophie générale du

conserver au scoutisme unioniste son caractère chrétien. Il ne s'agit toutefois pas de créer une association confessionnelle : les UCJG sont animées par des protestants de diverses dénominations, œuvrent en marge des Églises et défendent jalousement leur indépendance à l'égard des institutions ecclésiastiques. Pourtant, dès 1912, des troupes d'éclaireurs fondées dans des paroisses protestantes et soucieuses de donner à leur scoutisme une dimension religieuse demandent et obtiennent leur rattachement aux EU.

En créant en leur sein un mouvement d'éclaireurs doté d'une direction centralisée, les UCJG ont offert au scoutisme unioniste une relative autonomie que la mobilisation de l'été 1914 accentue. Le départ des jeunes adultes désorganise les Unions locales et prive les troupes de leur chef. Pour faire face à cette situation, la direction des EU renforce la centralisation du mouvement et favorise l'accès aux responsabilités d'une génération de jeunes chefs issus des troupes et dont la formation doit plus au scoutisme qu'aux Unions chrétiennes. Plus stables que les Unions, les paroisses protestantes répondent parfois aux besoins d'encadrement des adolescents que soulève le départ des pères pour le front par la création de troupe d'éclaireurs qu'elles affilient aux EU.

Au lendemain de l'armistice, la physionomie du scoutisme unioniste a changé. Les troupes rattachées aux paroisses sont devenues majoritaires et les jeunes chefs qui ont pris les commandes du mouvement s'affirment comme les défenseurs d'un scoutisme authentiquement fidèle à la méthode de Baden-Powell pour dénier à l'ancienne génération de cadres unionistes le droit de reprendre la direction des EU. Les débats houleux qui conduisent à l'autonomie du scoutisme unioniste à l'égard des UCJG, en décembre 1920, cachent en réalité une stratégie des Églises protestantes visant à prendre le contrôle d'une organisation qui a montré, durant le conflit, son efficacité en matière d'encadrement de la jeunesse paroissiale. Le pacte, en vertu duquel les Unions chrétiennes abandonnent la direction du mouvement à un comité dans lequel siègent des représentants de toutes les Églises et œuvres protestantes utilisant le scoutisme, assigne un double objectif aux EU : l'annonce de l'Évangile aux adolescents d'une part, la transmission et la reproduction du protestantisme par la formation technique et l'édification morale de sa jeunesse d'autre part. Un scoutisme confessionnel protestant est né.

mouvement. Il lance également des revues périodiques à destination des chefs et des éclaireurs et organise des tournées de visite dans toute la France.

La pluralité des formes de scoutisme et des associations qui entendent le mettre en œuvre, n'ont cessé et ne cessent de susciter interrogations et perplexité. Perplexité des militants, tout d'abord, qui ont souvent fait de ce pluralisme une spécificité française - même si les exemples de pays où le scoutisme fut dès l'origine aussi divers et aussi éclaté qu'en France ne manquent pas - et de cet éclatement l'une des principales causes de la faiblesse relative de son épanouissement dans l'hexagone. Perplexité des pouvoirs publics, ensuite, qui ont parfois regretté les entraves que cette diversité apportait à l'efficacité du contrôle étatique sur les structures d'encadrement de la jeunesse ou, plus récemment (autres temps, autres mœurs), à la juste protection des citoyens face à la menace d'organisations suspectes. Perplexité de certains historiens du scoutisme, héritant de leur passé militant la certitude qu'il existe une façon juste et légitime d'appliquer la méthode inventée par Baden-Powell, mais forcés de constater que les frontières hâtivement tracées pour séparer l'authentique de sa copie et les affirmations péremptoires sur la permanence du « vrai scoutisme » face aux expériences dissidentes n'offrent pas de voie satisfaisante à l'histoire d'un scoutisme qui, en France, ne fut jamais uni ni uniforme.

Si nous reconnaissons, sans arrière pensée, aux militants le droit de se désoler de la grande dispersion qu'ils ont connue et que ne cesse de connaître le scoutisme en France, l'analyse historique nous invite à d'autres conclusions. La diversité des expériences d'introduction de la méthode de Baden-Powell révèle, tout d'abord, la réelle plasticité d'un scoutisme qui se plie de bon gré à une multitude d'adaptations. La pluralité des associations au sein desquelles se regroupèrent ces expériences témoigne ensuite d'une vitalité certaine de la société civile française dans les premières années du siècle. Cette vitalité résulte, pour une large part, du profond travail de démocratisation engagé, depuis le début des années 1880, par les républicains au pouvoir. L'accès de nouvelles couches sociales à des responsabilités jusque là réservées aux notables, les progrès de l'enseignement, les garanties offertes à la liberté d'expression et les larges possibilités offertes par la très libérale loi de 1901 sur les associations, ont contribué à faire de la sphère publique un espace de débats et d'initiatives dans lequel s'engagent les différentes forces de la société. Là où certains déplorent les divisions du scoutisme et les rivalités entre associations, nous préférons voir un signe de l'enracinement des mœurs démocratiques dans une France dont le régime républicain est encore jeune. À l'inverse, la vague nationaliste de 1913, préfiguration de l'Union sacrée (durant laquelle le jeu démocratique normal a été

suspendu au profit de la guerre), est source d'une évolution qui, si elle ne conduit pas à la fusion des associations de scoutisme, entraîne une relative homogénéisation de ses formes.

Que doit faire l'historien lorsqu'il appréhende cette pluralité jusque dans ses formes les plus périphériques et les plus marginales ? Il lui faut, tout d'abord, renoncer à élaborer implicitement un « scoutisme étalon » à l'aune duquel se mesurerait le degré de fidélité des premières expériences, puis des différentes associations à l'esprit du fondateur britannique. Une certaine tradition « historiographique », conduite non sans arrières pensées militantes, a vécu. Et s'il nous faut reconnaître notre dette à l'égard de ceux qui ont su débroussailler le passé, affiner les chronologies et mettre à jour les sources, l'histoire du scoutisme doit cesser d'être une histoire des vainqueurs dont le récit vient confirmer la légitimité de ceux qu'ont déjà couronné le nombre et la durée. Les succès et les faillites doivent, assurément, être éclairés. Ils résultent toutefois d'une grande variété de facteurs au nombre desquels, soyons-en certains, la fidélité au projet de Baden-Powell ne figure pas.

L'historien du scoutisme doit enfin s'attacher à un certain relativisme méthodologique et affirmer qu'à ses yeux toutes les expériences et les réalisations se valent. L'étude des perdants nous renseigne autant que celle des vainqueurs sur l'histoire d'une société, des courants et des débats qui l'ont traversée. Les motivations des acteurs méritent ainsi d'être étudiées indépendamment de l'échec ou de la réussite future de leur projet. Chaque entreprise est singulière. Elle est un fruit de son époque, de la société et de la culture qui l'ont portée, aussi bien que des objectifs qui lui ont été assignés. Chaque scoutisme doit donc être étudié dans une perspective diachronique et dynamique, prenant en compte ses évolutions et ses orientations successives, mais également dans une perspective synchronique, comme un système original, différents des autres et irréductible à sa comparaison avec un modèle idéal imaginaire. Ce n'est donc pas à l'histoire *du* scoutisme que nous devons nous atteler, comme si le scoutisme existait hors du temps et des convictions de ses acteurs successifs, mais à l'histoire *des* scoutismes.

LES JAMBOREES EN EUROPE 1920-1995

Charles-Édouard HARANG
Agrégé d'Histoire, doctorant (Rouen)

La première guerre mondiale a eu un rôle déterminant pour le scoutisme et Baden Powell. Sa violence, son étendue, son cortège d'horreurs dissimulées derrière les mythes patriotiques, n'ont pas échappé au fondateur du scoutisme qui avait lui-même eu l'expérience du feu. Le conflit a renforcé son cheminement vers le pacifisme. L'idée d'organiser un Jamboree semble avoir germé dans l'esprit des responsables du scoutisme britannique au cours de l'année 1916 (peut-être dès 1913). Le tour mondiale de 1912 du fondateur lui avait permis de prendre la mesure du développement de sa méthode au-delà de la sphère britannique. Il s'agissait alors de fêter les dix ans du scoutisme et de proposer un rassemblement, pour la paix, en pleine guerre. Il fallut finalement attendre 1920, pour que le premier Jamboree ait lieu, en Angleterre, tout naturellement.

Le titre de cette communication est bien les Jamboree en Europe et non les Jamboree européens. Il n'y a de Jamboree qu'international, dans ses objectifs, une fraternité mondiale, ses participants (les délégations du monde entier), ses thèmes. Jamboree en Europe dans le sens où ils ont lieu en Europe. Certes il existe d'autres Jamboree, des rencontres nationales comme les Jamboree bleu des Scouts de France depuis 1985, ou dès 1924, l'Imperial Jamboree à Wembley ou encore le premier Jamboree national des Boy Scouts of America qui eut lieu en 1937. Ce n'est pas de ces Jam dont il s'agit ici, mais bien des Jamboree mondiaux dont il a existé 19 éditions depuis 1920. Certes, les 7 premiers Jamboree se sont déroulés en Europe, et sur les 19, 11 eurent lieu en Europe. Ce choix des lieux a, au moins, trois explications :

Le coût de l'opération est élevé et le besoin d'infrastructures important. Tous les pays, surtout ceux du tiers-monde, ne pouvaient soutenir unetelle organisation. L'exemple du Jam de 1979 est significatif L'Iran s'était proposé pour l'organiser. Or en 1977-78, le Comité et le Bureau mondial s'inquiétèrent de la situation du pays et de la possibilité

d'organiser le rassemblement. La révolution iranienne avait commencé en janvier 1978 et son aboutissement entraîna l'abandon du Jam. La question s'était déjà posée pour le Jam de 1951 qui est d'ailleurs appelé le Jam de la simplicité. Pour celui de 1963, Jean Esteve des Éclaireurs de France, qui mena la délégation française, notait lors de la réunion du Scoutisme français du 4 mai 1963 que « la préparation semble assez peu avancée » et Michel Rigal, commissaire général des SdF ajouta que le lieu de camp risquait d'entraîner des difficultés matérielles. Dans *Le Chef* de l'été 1963 il parla même de lacunes.

La configuration géopolitique : la domination coloniale fit des scoutismes des colonies, des scoutismes assimilés à leur métropole. Il n'y avait pas de scoutisme du Dahomey ou du Kenya, mais des délégations d'outre-mer de France ou du Commonwealth de GrandeBretagne. Il faut attendre 1963 pour que les délégations des pays anciennement colonisés soient présentes de façon plus ou moins autonome à un Jamboree. De même, c'est à partir des années 1960 que le scoutisme s'internationalisa réellement (ouverture du comité à des non occidentaux, jamboree dans le tiers monde).

La naissance en Grande-Bretagne du scoutisme y justifia la tenue à différentes dates anniversaires de Jam : 1920, 1929 et 1957.

L'origine du nom Jamboree n'est pas innocente. Elle participe également de cette volonté d'universalité du scoutisme. Selon certaines sources, Baden Powell aurait utilisé un nom zoulou qui voulait dire rassemblement. Selon d'autres sources, ce nom proviendrait des États-Unis, des Appalaches plus précisément, où il aurait été utilisé en argot pour désigner, également, des rencontres. Le nom se retrouve aussi dans le vocabulaire musical dans le blues, le jazz et la country : jam désigne un moment d'improvisation musical. Quelle que soit l'origine exacte, le nom recouvre l'idée de rencontre, de retrouvailles, de fête. Quelle que soit son origine, il provient no pas de la culture européenne, mais d'un autre continent. Symboliquement, il recouvre cette volonté de lier des gens d'origine différente, de proposer un lieu d'altérité qui serait aussi un lieu de paix et d'harmonie.

En quoi le fait de se dérouler en Europe entraîne des modifications sur les Jam ? En quoi l'histoire de l'Europe influe sur les Jam qui s'y sont déroulés (à la différence de ceux qui se sont déroulés hors d'Europe) ? Il existe deux grands axes de réflexion que je vais tenter de développer : le thème de la fraternité et les Jam dans le jeu des relations internationales.

De la fraternité

Tous les Jam se ressemblent. Quel que soit le pays, en Europe ou ailleurs, et quelle que soit l'époque ; les Jam ont eu à peu près la même organisation et les mêmes activités. Un camp où les délégations, organisées en villages, reconstituaient des installations, si possible typiques du pays d'origine. Une durée d'une dizaine de jours où alternaient des spectacles (jeux scéniques, chants, danses), des grands jeux, des ateliers et des visites du pays d'accueil. Les jeunes qui y étaient conviés devaient généralement avoir entre 14 et 17 ans.

Ce qu'on y fait : Les activités sont variées et recouvrent les 5 points de BP : éducation manuelle, artistique, physique, spirituelle et civique. Les unités proposaient des ateliers : froissartage, pyrogravure, ... Des rallyes avaient lieu également, des grands jeux (course d'obstacle avec charrette en 1920 ...). Mais le plus important était constitué par les parades et les spectacles qui avaient lieu dans une arène ou un stade suivant la disposition du camp. Le premier jour, chaque délégation défilait avec souvent un signe distinctif. Des spectacles étaient donnés chaque jour : en 1920, les écossais donnèrent un spectacle tirait d'un épisode de la « La dame du lac » et la délégation française présenta une journée d'un chevalier, tandis que celle de Jamaïque fit une illustration des costumes tribales des indiens Arawak.

Les livres commémoratifs, *The Jamboree Book* de 1920 ou le *Livre commémoratif de Gôdôllo*, retracent les préparatifs avec minuties. Ils insistent sur le sérieux de l'organisation, son importance relative et le rôle des scouts locaux dans l'édification des infrastructures du site. Le mouvement entendait montrer son importance internationale et sa capacité à organiser une manifestation d'envergure. L'appel à des scouts pour monter les infrastructures était à la fois le moyen de prouver l'excellence de la méthode (savoir-faire, idéal du service) mais aussi le moyen d'atténuer les dépenses. À Gôdôllo, il fut fait appel à des ingénieurs qui étaient des chefs scouts. « Les tribunes qui servaient au public pour les grandes démonstrations, ont été montées par 12 Éclaireurs charpentiers, l'installation électrique, par 60 qui ont planté des centaines de poteaux, tendu des kilomètres de fils haute et basse tension... Au total, il y eut 290 éclaireurs employés pendant trois mois »¹.

¹ Gôdôllo, *livre commémoratif*, 1933.

Dans le cas des Jams, la participation des pouvoirs publics fut inévitable pour les transports, les télécommunications ou la nourriture. Cette aide relevait en partie d'une propagande déguisée. Il s'agissait d'aider le scoutisme. Il s'agissait de promouvoir son pays vis-à-vis des autres. Depuis la fin du XIX^e siècle, les expositions universelles comme les jeux olympiques, toutes ces manifestations revêtaient une grande importance pour le pays d'accueil qui y jouait son image. En 1933, l'amiral Horty, régent de Hongrie, accueillit les délégations. Le comte Téléki, deux fois premier ministre, fut le chef de camp du Jam. Des brochures publicitaires sur Budapest furent distribuées au scout, y compris un plan d'Angol Park, un parc de jeu. Une lettre du 27 mai 1946 de l'association du Jam pour le comité d'accueil spécifiait que « le comité d'accueil ne devra pas perdre de vue le rôle important qu'il peut jouer en faveur de la France et de l'amitié pour notre pays qu'il peut ainsi faire naître dans le cœur des étrangers ». Il s'agissait de présenter son pays aux yeux du monde, comme une terre d'accueil. Toute la population était mise à contribution : les paysans hongrois vinrent présenter les costumes et danses traditionnels du pays, les français décorèrent les gares et proposèrent des visites touristiques...

L'idéal de fraternité était le thème majeur, le fil directeur des Jamboree. La première guerre mondiale avait donné au scoutisme une raison d'être : des éclaireurs de paix. Le rassemblement de nombreux pays, de jeunes du monde entier témoignait de la possibilité de rassembler des nations différentes sans animosité entre elles. Edouard Montier, écrivain, animateur d'un patronage proche du sillon, où va naître la première troupe scout de France rouennaise, écrivait à propos de Birkenhead : « C'est par la jeunesse que le règne de la paix peut s'établir »². C'est toute une génération européenne, celle des adultes durant la première guerre mondiale, qui fut marquée par la guerre au point de parier sur un avenir pacifique. On se souvient des efforts de Marc Sangnier dans ce sens. La S.D.N. servait d'exemple. Un diplomate anglais notait déjà en 1929, que le Jamboree était « la représentation vivante et active de la S.D.N. »³. BP écrivait ainsi dans Jamboree, Le journal scout universel, d'avril 1933⁴ « si la S.D.N. veut atteindre son but qui est d'instaurer la paix, il est essentiel qu'elle ait derrière elle la

² Notes manuscrites d'Edward Montier, *Archives départementales de Seine-Maritime*.

³ Cité dans le *Journal de Rouen*, juillet 1929, 4 n°50.

⁴ N° 50.

volonté des peuples sur cette question ». D’où le rôle des rassemblements scouts pour préparer les générations à apprendre à vivre ensemble.

Les médias furent largement employés pour couvrir les événements et propager le message. Dès 1920, les articles les plus souvent élogieux, parurent dans les journaux et furent repris dans les publications scouts comme pour souligner l’importance des Jamboree. Des articles de la presse britannique sont donnés à la fin du Livre du Jamboree de 1920, et en 1995, les Scouts de France relevèrent les nombreux articles de la presse nationale mais aussi régionale française qui concernaient Dronthen. Le Sunday Times du 1^{er} août 1920 titra « Une Franc-maçonnerie de la jeunesse », titre qui avait dû faire rougir les catholiques Scouts de France. Le Daily Chronicle du 2 août de la même année résumait l’état d’esprit en une phrase : « Rien n’a jamais capturé l’imagination de la jeunesse du monde comme ne l’a fait le mouvement scout, rien n’a jamais lié les garçons de toutes les nations en une bande de fraternité et de service ».

Les scouts eux-mêmes surent habilement utiliser les médias. Un journal du Jam fut édité chaque jour, des films furent réalisés sur les rassemblements. Ils produisirent des badges avec le symbole de chaque Jam, des livres commémoratifs avec abondance de photographies, des dessins (pensons à ceux de Pierre Joubert chez les Scouts de France, voir en annexe). Toute une production littéraire et iconographique jamais innocente. Les installations, le chef scout, les échanges et les spectacles de masse étaient les moments les plus représentés parce que les plus symboliques du message que l’on voulait faire passer à travers le Jam : fraternité, joie et esprit de la fête, savoir faire ... Mais surtout, deux innovations permirent de relayer, de diffuser les messages au delà du site. Les scouts cassaient la barrière spatiale et temporel en créant le Jamboree sur les ondes en 1957. En 1997, se fut le lancement du Jamboree sur internet, sur le même principe.

Le lancement de cette fraternité et du thème de la paix était un véritable pari sur l’avenir qui n’allait pas de soit. Le premier Jam intervenait après la guerre, et si le besoin de paix était une évidence, les ressentiments étaient encore très vif La propagande patriotique française, l’esprit des premières années 1920 n’allait pas dans le sens de la fraternité. Dans un article d’Eclaireur de France d’avril 1919⁵, fut publié

⁵ Kergomard Pierre et François Pierre, *Les Éclaireurs de France de 1911 à 1951*, Ed. EDF, 1951, p. 169.

la réponse à une lettre de BP invitant à la paix : « Oublier serait bien le pire danger pour l'avenir. Et déclarons nettement, de notre idéal scout nous excluons, dans leur descendance, ces Boches sans honneur et sans foi. Par leur Pfadfinders, cette parodie éhontée des beautés morales du scoutisme, les Boches espionnaient, (...) martyrisaient les malheureuses populations des régions envahies de France et de Belgique ».

L'après seconde guerre mondiale donna également lieu à ce discours sur la paix et la condamnation utopique de la guerre. Le Jamboree de Moisson fut intitulé Jamboree de la paix. Charles Celier, commissaire international chez les Scouts de France écrivait à ce sujet dans la revue Chefs « Il est vrai que la paix est loin encore d'être assurée (...). Ce n'est pas par un Jamboree seulement que nous y parviendrons, c'est par une action régulière de tous les instants de notre vie scout. Mais le Jamboree nous fournit une bonne occasion pour prendre conscience de notre devoir et de nos moyens d'action dans ce domaine, un bon point de départ pour une éducation internationale ».

En cela, le Jam ne pouvait que réussir. Il plongeait dans un monde clos, des adolescents qui ne pouvaient qu'avoir des contacts avec des jeunes du monde entier, dans un cadre détendu et festif, donc positif, sur une base commune, donc rassurante. Le jeu des grandes manifestations, l'exaltation par le biais des chants, des spectacles ou des activités sportives, répondaient aux attentes de cette tranche d'âge. Les scouts américains témoignaient de cette envie de rencontre aux passagers du bateau qui les menaient en GB pour le Jam de 1929 : « pour encourager l'esprit de fraternité et d'amitié entre les garçons du monde »⁶.

Cette fraternité mondiale n'était pas n'importe quelle fraternité. « Si l'on appelle le scoutisme international, le mot international ne doit pas être compris dans le sens erroné que l'on attribue si souvent à ce terme, à savoir ce qui n'est pas national du tout »⁷ écrivait le comte Téléki. Il faisait sans aucun doute à l'international socialiste. Il ajoutait ensuite : « les jeunes gens qui, de l'étranger, viennent chez nous, (...) sont tous pénétrés de l'amour de leur patrie »⁸. Par la rencontre, par les activités, par la découverte des modes de vie différents, le scout était invité à prendre la dimension de l'autre et du monde. Mais pour que cette rencontre ne soit pas trop bouleversante, pour qu'elle n'amène pas de situation de rejet par la peur ou l'incompréhension, elle se déroulait dans un cadre préservateur : le Jamboree des scouts. À la base il y a une identité commune, celle du scoutisme. Cette réflexion de Téléki n'était

⁶ *The Scout Jamboree Book* (1929), chapter 1 « Off for the Big Adventure ».

⁷ In *Journal du Jamboree*, 1933, p. 2.

⁸ *Idem.*

pas étonnante dans la bouche d'un hongrois dont le patriotisme avait sous tendue la lutte pour l'indépendance vis-à-vis de l'Autriche. Le patriotisme qui devait accompagner l'idéal de fraternité mondiale risquait à terme de malmener les puissances coloniales (voir les principes être fidèle à son pays dans les colonies). De même, l'émergence de nations indépendantes dans l'Europe de l'après-guerre, et leur besoin de s'affirmer, passait par une exaltation de la nation, pour laquelle le scoutisme présentait un terrain porteur.

La particularité du Jamboree, était de lier, d'entremêler des identités différentes, en gommant les antagonismes au profit d'une vision lisse et forcément bonne de la fraternité mondiale. Toute la complexité de ce rassemblement provenait de la volonté du scoutisme de montrer qu'il était unique et unifié par la méthode et l'idéal, mais qu'il prenait en compte toutes les différences de religion et de culture. Cet idéal résistait mal à la réalité, même si on voulait la masquer.

Or en éduquant à la citoyenneté mondiale, à l'idée que tout scout est frère d'un autre scout, on condamnait implicitement la colonisation qui engendrait un rapport de domination. Au contraire, tous les premiers Jam, jusqu'en 1963 valorisèrent l'Empire colonial par ses emprunts aux différentes cultures indigènes sous le couvert de la civilisation européenne et par la reconnaissance du fait colonial sans aucune condamnation.

Les premiers Jamborees intervenaient dans une période très positive pour le scoutisme et servaient de jalons à des phases de croissance/reconnaissance : prise en compte de la dimension mondiale en 1920 et 1924, organisation type des Jamboree, anniversaires... La présence de BP, l'importance du mouvement et des délégations au fil du temps, la reconnaissance par les États ou les Églises, étaient autant de symboles de l'assise grandissante du mouvement. Or très vite, deux écueils ne purent être évités : la multiplication des rencontres et le stéréotype. Ces deux écueils tendaient à la banalisation du Jamboree. Banalisation dans l'organisation, la thématique et les activités . Surtout, la multiplication des jams nationaux ou à rayonnement géographiques, banalisaient le Jamboree mondial lui-même et fragmentait l'unité mondiale, au profit d'une multitude d'identités, brouillant la réception auprès des jeunes du message initial.

Jamboree de la région Asie, de la région Caraïbe, Jamboree national d'Australie, des États-Unis... autant de thèmes, d'appartenances, de lieux qui destructuraient le message auprès d'adolescents, eux-mêmes en recherche d'une identité : est-on scout du monde, européen, français ?

Sans compter l'appartenance religieuse qui se surajoutait à tout cela. Paradoxalement, cette multiplication avait été pensée aussi pour internationaliser le mouvement. Les rassemblements par grande région permettaient d'assumer et de promouvoir sa singularité face au modèle britannique. Ce fut le cas en Amérique puis en Asie. L'Europe s'organisa en région assez tardivement, à la fin des années 1960, ce qui me paraît être un progrès pour elle, puisqu'à la fois cette organisation l'assimilait à n'importe quelle autre région, sans leadership, et en son sein même, elle abandonnait le leadership britannique. Ce fut sans doute, l'émergence de l'idée d'Europe dans le scoutisme, comme une région culturelle distincte des autres, par son histoire, son organisation.

L'idéal de fraternité semblait toutefois porter ses fruits. Des représentants de la SDN admis en tant qu'auditeur aux conférences mondiales étaient surpris de voir « pour la première fois une assemblée internationale fonctionner sans querelles politiques »⁹. « C'est au nom de cet esprit scout qu'un chef du Punjab répondit à un journaliste qui voulait savoir ce que ses concitoyens pensaient de l'Angleterre : ici au Jamboree, il n'y a plus de nationalités, il y a des frères scouts »¹⁰. Mais lors de ce même Jamboree de Moisson, la venue de quelques scouts allemands provoqua quelques remous. La fraternité avait ses limites : un petit article du Monde du 19 août expliqua que 17 jeunes allemands de la zone française d'occupation, conduits par un officier français et accompagnés par 14 journalistes allemands (là encore bonne utilisation des médias) se rendirent au Jam. Ils campèrent à l'extérieur de l'enceinte et ne furent admis qu'en qualité de visiteurs à l'intérieur. Toutefois, des scouts français leur permirent de camper une nuit au sous-camp Flandres, sans aucune autorisation. « Interrogés par un journaliste américain, ils se déclarèrent heureux de l'accueil qui leur avait été fait par les Français, les Hindoux, les Autrichiens, les Irlandais et les Anglais ; en revanche, ils eurent à subir quelques avanies de la part des Scandinaves, des Hollandais, des Belges et même, paraît-il, des paisibles Suisses »¹¹. L'événement fut repris par l'Humanité qui, dans son édition du même jour, titrait : « Non, messieurs les organisateurs du Jamboree, la jeunesse française n'a pas passé l'éponge, ni sur la collaboration, ni sur les crimes allemands ».

⁹ Cité par Lazlo Nagy in *250 millions de scouts*, Ed. Favre, Lausanne, 1984.

¹⁰ Bouteille, « Regard sur le Jamboree », *L'Éducation Nationale*, n°26, jeudi 25 septembre 1947.

¹¹ *Le Monde*, 19 août 1947.

Au sein même du scoutisme, les critiques de la fraternité apparurent ouvertement. Le commissaire général des Éclaireurs tunisiens envoya une lettre¹² au Scoutisme français en vu de la conférence mondiale de Copenhague, qui allait avoir lieu juste après le Nordjam de 1975. Presque 20 ans après l'indépendance, le commissaire soulignait que l'amitié et la fraternité mondiale étaient devenues désuètes dans le cadre actuel. « Comment peut-on envisager une fraternité internationale alors que la moitié du monde jouit d'une opulente aisance presque impudique pendant que l'autre moitié vit sous la menace du spectre de la famine ? ». Le commissaire relevait, enfin, l'une des contradictions du discours jusqu'alors tenu par le mouvement. Ce qui avait pu tenir, notamment par la situation coloniale, n'était plus possible.

Vingt ans plus tard en 1995, le discours ne semble pourtant pas avoir totalement changé : les principaux objectifs de Dronten¹³, restaient la prise de conscience d'une fraternité mondiale, la promotion des actions dans le domaine de la Paix et de la Tolérance, mais à quoi on ajoutait le développement d'une meilleure compréhension des réalités internationales. Le village du développement mondial, une nouveauté du Jamboree de 1995, parrainé par les Nations Unies s'organisait en 5 thèmes : droits de l'homme, santé, éducation, environnement et voyage autour du monde. « Le but est de renforcer le sentiment que le monde est un village et que nous sommes tous concernés par ce qui s'y passe » notait Jean-Luc Bertrand, l'un des responsables du bureau mondial¹⁴.

Entre noir et rouge

Le Jamboree s'inscrivait dans un contexte international fort mouvementé. Les scouts se voulaient apolitiques mais la politique les a totalement rattrapés et a marqué ces rencontres. L'étude des délégations montre combien les Jamboree ont été marqués par la situation internationale. En 1928, la reconnaissance d'une association scout d'immigrés russes (constituée dès 1920) condamnait implicitement le communisme et la mise en place d'une jeunesse unique. L'Italie disparut des listes après 1927, le scoutisme y étant englobé dans les Balilas par Mussolini. Durant les années 1930, le scoutisme en Europe fut durement touché par la vague totalitaire : en 1933, l'Allemagne supprima le mouvement. En 1937, l'Albanie et la Roumanie firent de même, puis l'Autriche après l'Anschluss et enfin l'Espagne sous Franco.

¹² Lettre du 10 juillet 1975.

¹³ Informations générales, plaquette de présentation des Scouts de France.

¹⁴ Cité par *La Croix*, 12 août 1995.

La condamnation du totalitarisme de droite par le scoutisme passa avant tout par le refus d'une jeunesse unique. La prise de position n'était donc pas une totale condamnation d'un régime, mais de certaines méthodes vis-à-vis de l'éducation et des jeunes. Ainsi, tous les régimes n'étaient pas condamnés. La Hongrie de Horty put accueillir le Jam de 1933, sans le moindre problème, grâce à la personnalité du comte Teleki et malgré la présence de Gombôs, premier ministre depuis 1932, dont la politique se rapprocha de plus en plus du fascisme (rassemblement de masse, corporatisme, appui sur le parti unique, les Croix fléchés). De même, le Japon, qui poursuivait sa politique expansionniste en Mandchouie à partir de 1931, resta un membre actif du scoutisme mondial (délégation au Jam de 1933).

Le Jam de 1947, dit de la paix entraîna à nouveau un positionnement implicite du scoutisme vis-à-vis du communisme. Ce positionnement classa directement le mouvement dans le camp occidental de la démocratie. L'acceptation ou non de certaines délégations lors des Jam entraînait forcément un choix politique dans un contexte marqué par la guerre froide. La réception très négative du Jam de Moisson dans la presse communiste française était aussi un indice de ce choix mal assumé du scoutisme. Rappelons que le choix d'accueillir ou non une délégation reposait sur une idée simple : le mouvement national satisfait-il aux critères, assez adaptables, du scoutisme, de sa méthode, de son esprit. BP et les dirigeants du scoutisme mondial, ont toujours accepté, voir encouragé, l'adaptation de la méthode. Mais on ne pouvait déroger à un fond commun. C'est ce que reprocha BP à Mussolini en 1928¹⁵. Une évidence : tout mouvement trop marqué politiquement n'était pas accepté, tout mouvement trop militaire n'était pas accepté, tout mouvement ne laissant pas le libre choix de l'adhésion de ces membres n'était pas accepté. Des pays de l'Axe, seuls l'Autriche et l'Italie purent envoyer une délégation à Moisson. Si l'Allemagne (la RFA) et le Japon furent réadmis par la suite, tandis que l'Autriche accueillait le Jam de 1951, plus aucun des pays de l'est de l'Europe ne participa à un Jam avant 1989. Du côté asiatique, les délégations chinoises étaient composées de Formose et Hong. Là encore, le scoutisme marquait son camp par l'acceptation de délégation d'États dont la nation était divisée : RFA, Formose, Autriche jusqu'en 1955.

¹⁵ L'entretien est donné par Nagy, *op. cit.*

Ce qui avait donc été décidé durant l'entre-deux-guerres le fut encore après pour les mouvements des pays sous régime communiste ou autoritaire. Selon Wilson (chef de Gilwellpark de 1923 à 1939 puis directeur du Bureau mondial de 1939 à 1953), les polonais envoyèrent une délégation en 1947¹⁶. Et toujours selon lui, le scoutisme polonais ne semblait pas être totalement indépendant, d'où sa non-reconnaissance par les autorités mondiales. Mais il n'est fait aucune mention d'une délégation polonaise dans le livre de Kergomard et François¹⁷, ni sur la liste des délégations de Jamboree France, le journal édité pour l'occasion. Plus, le Monde relata, dans son édition du 21 août l'incident qui opposa les scouts polonais émigrés, basés à Londres et les instances internationales du mouvement. Or dès le 5 août, le même journal avait donné une explication : « certaines nations n'ont pu résister à la tentation [de faire du scoutisme] un instrument gouvernemental commode. C'est la raison pour laquelle les scouts roumains et polonais n'ont pas été conviés ». L'interdiction par les gouvernements, du scoutisme, vint confirmer le positionnement initial : en Tchécoslovaquie et en Hongrie, après la participation au Jam de Moisson, les mouvements furent interdits. Toutefois, des délégations de hongrois émigrés participèrent au Jamboree du Jubilé en 1957.

Le choix politique était pourtant contenue dans les discours des dirigeants, dans la présence des autorités lors de chaque Jamboree et leur rôle dans l'organisation matérielle. Les rois et les reines d'Angleterre, du Danemark, de Grèce, les premiers ministres, le régent de Hongrie, venaient inaugurer les Jamboree, approuvant le mouvement et le rassemblement, leur donnant une certaine caution.

Le positionnement du scoutisme dans le jeu des relations internationales se renforça également après guerre par le parallèle entre le Jamboree et le Festival mondiale de la jeunesse qui fut organisé par la FMJD, dont la couleur politique communiste apparue très vite. Le lieu devenait hautement symbolique. Il marquait dans l'espace un positionnement politique et un choix délibéré face au camp adverse. Il marquait aussi l'importance de l'actualité politique en Europe et sa résonance sur le rassemblement. Le Jam d'Autriche, au porte du monde communiste fut une réponse au festival de Berlin, de la même année, lui aussi à la limite, à la frontière. Le festival de la jeunesse, théoriquement

¹⁶ In *Scouting around the world*, chapter 14, « absent friend », Ed. Blandford Press, London, 1959.

¹⁷ *Op. cit.*

apolitique, réunissait des jeunes venus du monde entier pour trois manifestations : le congrès de la FMJD, la session de l'Union internationale des Etudiants et le festival en lui-même. Joël Kotek note que « les festivals mondiaux de la jeunesse étaient au centre de l'effort de propagande communiste auprès des jeunes et en attiraient un très grand nombre. Ceux-ci allaient au festival pour s'amuser, pour faire des rencontres, se frotter à d'autres cultures, d'autres modes de vie ; rares étaient ceux qui faisaient le voyage par pure conviction politique »¹⁸. Ils remportèrent des succès évidents, surtout les deux premiers (Prague où 76 000 jeunes passèrent, et Budapest) avant que le caractère partisan ne soit devenu une évidence pour l'occident. Le Monde ne consacra que deux petits articles au Jam de Bad Ischel, mais plusieurs au festival de Berlin. On pouvait ainsi lire à propos du festival qu'« à l'étranger, la participation à ce jamboree progressiste est financièrement soutenue par certains gouvernements (à l'est) et par certains syndicats (à l'ouest) »¹⁹. Le jamboree scout, dont le terme était réutilisé, comme la méthode scout avait été déjà réutilisée, était-il pour autant réactionnaire ?

La propagande jouait sur le même registre que pour les Jams : la paix et la fraternité. « Aller au festival, c'était aider à sauver la Paix » titrait l'Avant Garde, journal des jeunes communistes français de l'UJRF (Union des Jeunesses républicaines de France)²⁰. Lors du festival, les thèmes du sous développement et de la colonisation étaient abordés. Certes leur traitement était idéologiquement marqué. Mais le festival avait le mérite d'aborder le problème, d'informer et de proposer des actions concrètes : enquête sur le terrain, chantier de jeunes. Il fallu attendre les années 1950 et 1960 pour que le scoutisme s'intéresse au problème. La concurrence était réelle : Sally Whelan Cassidy remarqua dans un article de la revue *Études*, où elle relatait le festival de Prague, que « l'un des buts essentiels de la FMJD est de fortifier l'unité de la jeunesse en dénonçant toute tentative contre la jeunesse démocratique, en particulier la politique adoptée par les dirigeants réactionnaires des organisations catholiques romaines, non moins que de certaines organisations socialistes »²¹.

La non dénonciation du fait colonial par le scoutisme était encore un témoignage de son ancrage dans le monde occidental. La question

¹⁸ In *La Jeune garde*, Éd. du Seuil, Paris, 1998.

¹⁹ *Le Monde*, samedi 4 août 1951.

²⁰ Cité par Kotek, *op. cit.*

²¹ *Études*, octobre-décembre 1947.

coloniale brouilla de plus en plus le message de fraternité durant les années 1950. L'émergence après 1955 (notamment le rôle de la conférence de Bandoeng) d'un groupes de pays neutres, les guerres coloniales et l'opération de Suez ne pouvait qu'accentuer le problème. Mais dès 1959 et le premier Jam dans un pays en voie de développement et non occidental, l'internationalisation était en marche. Le Jam de 1963 fut donc un tournant dans ce sens. Le positionnement politique se brouilla de lui-même par la reconnaissance de mouvements nationaux dans les pays anciennement colonisés, et la présence de délégations en Grèce. Le Jam de Marathon fut lui-même une nouveauté en Europe : il se déroulait non plus dans la sphère développée et occidentale, mais en Europe du Sud. À Marathon, les délégations du Burundi, de la RCA, de Ceylan, du Dahomey, de l'Inde, de la Côte d'Ivoire ou du Laos, côtoyaient celles de la France ou de la Grande-Bretagne.

La nouvelle configuration des années 1990 propulse le mouvement vers de nouveaux défis que les jam de la décennie ont déjà intégré : le retour du scoutisme dans les ex-pays communistes européens, la continuité de la coopération et de la lutte pour le développement (d'ou la présence du HCR à Dronten), la mondialisation (économique, culturelle) et les nouveaux moyens de communication (mise en place du Jam sur internet, communication on line (cybercafé scout) durant le Jam du Chili. La région Europe a ainsi deux défis : continuer son travail en parallèle de l'Union Européenne dans la promotion d'un scoutisme européen, aider les mouvements des pays de l'est à intégrer les critères de l'organisation mondiale.

Le Jam répondait à la recherche d'une émotion collective, au besoin d'une appartenance commune rassurante pour des adolescents qui se cherchent. Et ce besoin ne fit que s'accentuer au cours du siècle à mesure que les communautés traditionnelles (en Europe comme dans les pays colonisés) se déstructuraient. Le Jam proposait une manifestation collective qui créait une identité. La sociologue Danièle Hervieu-Léger a écrit à propos des JMJ 2000 que « les rassemblements ponctuels et spectaculaires de jeunes se sont imposés comme l'une des propositions permettant une nouvelle forme d'appartenance et d'insertion »²². Cette réflexion peut facilement être transposée au Jam. Alors, nous constatons à quel point le Jam fut précurseur, un rassemblement innovateur, malgré toutes les contradictions qu'il véhiculait.

²² *Le Monde*, mercredi 16 août 2000.

LA FÉDÉRATION DES SCOUTS CATHOLIQUES. NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DU SCOUTISME CATHOLIQUE EN BELGIQUE FRANCOPHONE (1912-1940)

Thierry SCAILLET

Doctorant, Université de Louvain

La Belgique fait partie des pays pionniers où apparaît, avant la Première Guerre mondiale, un scoutisme catholique reconnu par les autorités religieuses. Trois périodes caractérisent l'histoire du scoutisme catholique belge avant la Seconde Guerre mondiale. De 1912 à 1922, on assiste aux premiers essais et succès de l'association, mais aussi à des erreurs de jeunesse qui conduisent à un déclin du scoutisme au début des années vingt. Les années 1922-1929 sont, par contre, un temps de réflexion et de construction pour le mouvement afin de circonvenir les difficultés rencontrées dès la fin de 1921. Cette reconstruction permet au scoutisme catholique d'inaugurer une nouvelle ère de conquête à partir de 1929, avec deux objectifs prioritaires : accroître les effectifs de la fédération et recevoir une reconnaissance définitive de l'opinion publique catholique. Nous nous proposons d'établir à grands traits les étapes de cette évolution du scoutisme catholique en Belgique francophone. Préalablement, deux limites doivent être signalées à cette contribution. Premièrement, l'absence de recherches développées sur le scoutisme en Belgique rend encore aujourd'hui cette histoire fort institutionnelle et à propos de laquelle de nombreuses interrogations subsistent¹. Deuxièmement, si nous privilégions le développement du scoutisme catholique dans la région francophone du pays, il faut garder à l'esprit que le mouvement catholique reste unitaire en Belgique entre francophones et néerlandophones jusqu'en 1929, date à laquelle deux fédérations linguistiques distinctes seront mises sur pied².

¹ Cf. Th. Scaillet, « Histoire du scoutisme et du guidisme en Belgique. Le point sur les recherches universitaires », in *Bligiruhs*, n°8, novembre 1999, p. 6-8.

² Pour une vue d'ensemble sur l'histoire des mouvements de jeunesse en Belgique, cf. R. Aubert, « Organisation et caractère des mouvements de jeunesse en Belgique », dans *La Gioventu cattolica dopo l'Unità, 1868-1968*, Rome, 1972,

De 1912 à 1922 : Le contexte de naissance du scoutisme catholique

L'histoire du scoutisme débute en Belgique en 1909, avec la fondation d'une première troupe scoutée créée par un jeune représentant de commerce anglais, Harold Parfitt, et par le pasteur Clarke du temple méthodiste de la rue de Stassart à Bruxelles. Destinée à l'origine aux enfants de la colonie anglaise de la capitale, elle accepte un premier jeune belge en juin 1910, Robert Verhoogen, suivi des fils du docteur Antoine Depage et de ceux de l'avocat Pierre Graux. Ces pères de famille, tous deux professeurs à l'Université Libre de Bruxelles, mettent sur pied, le 23 décembre 1910, la première association scoutée du pays, les Boy-Scouts de Belgique (BSB), de tendance neutre et ne poursuivant aucun but religieux et politique³. Un an plus tard, le scoutisme pénètre le monde catholique belge par l'intermédiaire de l'abbé Jules Petit⁴, jeune vicaire de la paroisse du Béguinage à Bruxelles, qui transforme son patronage Saint-Jean-Baptiste, de plus en plus délaissé, en une première troupe scoutée catholique. Le succès est immédiat et l'abbé Petit se retrouve rapidement aumônier de trois troupes. Un enseignant du collège jésuite Saint-Michel à Bruxelles, Jean Corbisier⁵, devient *Chef Scout* des groupes formés au cours de l'année 1912. Sous l'impulsion de ces deux hommes, une association scoutée catholique, les *Belgian Catholic Scouts* (BCS), apparaît en mai 1912. Tandis que le mouvement s'étend à Bruxelles et que des groupes se développent en province, Georges De Hasque⁶ fonde, dans son patronage à Anvers, la première troupe scoutée catholique flamande du royaume, la troupe Saint-Jacobs, qu'il affine à l'association

p. 271-323 (Politica et Storia, n°28), et *Idem*, « Jeunesse », in *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. XXVII, Paris, 1999, col. 1223-1247.

³ Sur les dix premières années des Boy-Scouts de Belgique (BSB), cf. J.-L. Herrin, *La Piste retrouvée - Histoire du scoutisme ouvert et pluraliste en Belgique et à Seraing*, t. 1, 1857-1914, t. 2, 1914-1920, Seraing, 1988-1991.

⁴ Abbé Jules Petit (1878-1949). Professeur au collège St-Pierre de Louvain de 1902 à 1909, vicaire de la paroisse du Béguinage à Bruxelles et aumônier fondateur des scouts catholiques jusqu'en 1914, vicaire de la paroisse St-Boniface à Bruxelles, puis aumônier des Petites Sœurs des Pauvres de la rue Haute à Bruxelles de 1923 à sa mort.

⁵ Jean Corbisier (1869-1928). Professeur et *Chief Scout* des scouts catholiques de Belgique de 1912 à 1922, il obtient du Pape l'approbation du mouvement catholique belge en janvier 1913 et participe, au cours du jamboree de 1920, à la création de l'Office International des Scouts Catholiques.

⁶ Georges de Hasque (1876-1933). Industriel et homme d'œuvres catholique, il est commissaire général de l'association des scouts catholiques BPBBSS de 1920 à 1928, puis président de la fédération des scouts catholiques néerlandophones, le VVKS, de 1930 à 1933.

catholique de Bruxelles le 27 octobre 1913⁷. Ces quelques faits constituent la trame initiale de l'histoire du scoutisme belge.

En comparaison de la France et des Pays-Bas, le contexte belge n'est pas aussi défavorable qu'on a pu le prétendre au développement d'un mouvement catholique avant la première guerre mondiale. Certes, dès 1911, la presse catholique critique-t-elle les origines anglo-saxonne et protestante du scoutisme, sans oublier les liens supposés de Baden-Powell avec la franc-maçonnerie. Les Boy-Scouts de Belgique sont également attaqués pour leur neutralité confessionnelle et leur obédience maçonnique. La méthode scout elle-même est contestée, considérant qu'elle ne peut rien apporter de sain à la jeunesse d'un point de vue moral et chrétien. Mais cette condamnation n'est pas unanimement partagée par la presse catholique, dont certains quotidiens se font rapidement l'écho des progrès du scoutisme, et elle ne dure que peu de temps. D'autre part, les évêques belges ne condamneront jamais ouvertement les premières expériences du scoutisme belge. Au contraire, le succès rencontré par les Boy-Scouts de Belgique interpelle les catholiques qui, pour contrecarrer l'épanouissement du mouvement neutre, créeront une association qui supplantera, par ailleurs, rapidement les Boy-Scouts de Belgique. L'émergence du scoutisme catholique à Bruxelles peut, à ce titre, être rapprochée des initiatives qui contribuent au début du XX^e siècle à contrecarrer l'engagement croissant de la Franc-maçonnerie dans la société, comme la Ligue antimaçonnique fondée en 1910 et sa revue *Le Bulletin antimaçonnique* publiée à partir de mars 1911.

À la veille des hostilités de 1914, les scouts catholiques regroupent environ 1 500 adhérents, répartis en 42 troupes (21 à Bruxelles, 15 en Wallonie et 6 en Flandre), contre à peu près 1 000 membres chez les Boy-Scouts de Belgique comptant 35 troupes (13 à Bruxelles, 12 en Wallonie et 10 en Flandre). Géographiquement, le mouvement est foncièrement urbain et localisé principalement dans les villes de Bruxelles et de Namur. Le recrutement sociologique de l'association se fait pour l'essentiel parmi les jeunes gens de la bourgeoisie, issus des collèges catholiques. Au début de 1914, le mouvement s'ouvre modestement au milieu populaire, mais il ne s'y étendra guère avant la fin des hostilités. Ce scoutisme catholique populaire fera ses premières armes dans le quartier des Marolles à Bruxelles où il s'adressera surtout aux enfants pauvres non rattachés à un

⁷ Sur l'action de Georges De Hasque dans le développement du scoutisme catholique néerlandophone, cf. E. Esgain, *Een scout « Menheer Georges »*. *Levensschets van Mr Georges De Hasque*, Bruxelles, 1988.

patronage. Fondamentalement, comme le proclame Jean Corbisier en octobre 1912, le scoutisme catholique d'avant-guerre « *est à la bourgeoisie ce que le patronage est au prolétariat* », une orientation encouragée par le cardinal Mercier⁸, archevêque de Malines, qui refuse le scoutisme dans les patronages avant-guerre, de crainte que ce nouveau « *sport* » ne vienne les concurrencer dans l'encadrement de la jeunesse ouvrière. Le succès du mouvement catholique avant la Première Guerre Mondiale repose néanmoins sur le soutien que lui apporte le cardinal Mercier dès les premiers mois de sa fondation, officieusement en juillet 1912, officiellement à la fin de cette même année. Il reçoit aussi le soutien du cardinal Merry del Val, secrétaire d'état au Vatican, le 15 janvier 1913⁹. La situation politique et religieuse du pays, très différente de la France marquée par la séparation de l'État et de l'Église et par l'affaire du Sillon, permet au scoutisme catholique belge d'éviter une condamnation similaire à celle des évêques français vis-à-vis de leurs propres expériences. En Belgique, le parti catholique belge est au pouvoir depuis 1884 et le restera jusqu'en 1914. En ce début de XX^e siècle, la Belgique est un pays profondément catholique, même si l'Église constate un début de déchristianisation en Wallonie avec l'essor du mouvement ouvrier.

L'Église reste cependant prudente au cours de ces premières années et ne s'investit que modérément dans le mouvement scout, tout comme d'ailleurs les collèges où se recrutent les premiers scouts. L'abbé Petit reçoit la confiance du cardinal Mercier pour son action à Bruxelles, mais de manière générale l'archevêché de Malines se désintéresse du mouvement, perçu davantage comme une activité ou un sport nouveau, que comme un mouvement de jeunesse autonome et structuré à encadrer. C'est une œuvre qui reste encore en dehors de l'Église et que l'on se contente d'observer. Seul Mgr Heylen¹⁰, évêque de Namur, semble faire exception, en acceptant que chacune des troupes établies dans son diocèse

⁸ Désiré-Joseph Mercier (1851-1926). Professeur de philosophie à Louvain, directeur de la *Revue néo-scholastique*, évêque de Malines en 1906, cardinal en 1907 et archevêques de Malines de 1906 à 1926, il fut un artisan du renouveau thomiste demandée par Léon XIII.

⁹ Cf. G. Morello et F. Pieri, *Documenti pontifici sullo Scautismo*, Milan, 1991, p. 49-50.

¹⁰ Thomas-Louis Heylen (1856-1941). Religieux prémontré, évêque de Namur à partir de 1899 et président de l'œuvre des Congrès eucharistiques internationaux pendant quarante ans.

ait un aumônier¹¹. Il est vrai que le scoutisme catholique cherche toujours sa voie avant la Première Guerre mondiale. Entre militarisme et prosélytisme, entre un scoutisme de conquête et un scoutisme plus conservateur, les avis des deux fondateurs du mouvement divergent. Leur opposition sur la place du prêtre dans le scoutisme catholique conduira d'ailleurs à une première scission du mouvement au cours de la guerre, de mai 1914 à juillet 1916.

Un scoutisme entre militarisme et prosélytisme

Jusqu'en décembre 1913, les orientations du scoutisme catholique sont essentiellement définies par Jean Corbisier qui leur donne une coloration militaire prononcée. L'organisation de l'association, la terminologie en cours, l'uniforme, les grades, les cérémonials d'admission, la discipline, les chants, témoignent de cette option militariste. Cette orientation trouve sa justification dans la situation militaire du pays à la veille de la Première Guerre mondiale. Préoccupé par le recrutement de l'armée pour rendre la Belgique capable de défendre sa neutralité, le roi Léopold II instaure le service militaire obligatoire, le 14 décembre 1909, dans un pays jusque-là fortement antimilitariste¹². Tout d'abord opposés au service militaire de crainte qu'il ne pervertisse la jeunesse, les catholiques finissent par accepter le principe de la conscription obligatoire. Les événements internationaux le légitiment, mais aussi la prise de conscience que l'armée regroupe essentiellement des éléments issus des couches les plus pauvres de la population, alors que la Belgique connaît au même moment les débuts de l'organisation ouvrière. Doter l'armée de haut gradés catholiques et encadrer les jeunes miliciens catholiques appelés à faire leur service pour les protéger des dangers de la caserne, deviennent des priorités. Diverses initiatives sont prises en ce sens par l'Église catholique de Belgique, avec entre autres la création de cercles de préparation militaire un peu partout dans les paroisses et la fondation, en septembre 1910, de l'Œuvre des

¹¹ Soit six aumôniers sur les treize nominations recensées au cours des années 1912-1914.

¹² Cf. N. Lubelski-Bernard, « Léopold II et la défense nationale », in *Actes du Colloque d'Histoire Militaire Belge (1830-1980)*, Bruxelles, 1981 (Coll. Centre d'Histoire Militaire, n°16), p. 217-226 ; F. Lehouck, *Het antimilitarisme in België 1830-1914*, Anvers-Gand-Bruxelles, 1958 et R. Burggraeve – J. De Tavernier – L. Vandeweyer (éd.), *Van rechtvaardige oorlog naar rechtvaardige vrede. Katholieken tussen militarisme en pacifisme in historisch-theologisch perspectief*, Leuven, 1993.

Miliciens par le cardinal Mercier pour soutenir les jeunes catholiques dans leur vie de caserne¹³.

Sous la conduite du « colonel » Jean Corbisier, le scoutisme catholique d'avant-guerre s'inscrit ouvertement dans cet esprit de préparation militaire. Il reçoit d'ailleurs des encouragements extérieurs de la part de militaires et de membres du gouvernement, une orientation qui ne pouvait d'autre part que recevoir l'approbation de l'Église. Ce phénomène n'est pas propre au scoutisme catholique et s'observe également chez les Boy-Scouts de Belgique. Le passé mal assumé de Jean Corbisier, qui avait vainement tenté le métier des armes avant d'enseigner, interfère aussi. Le scoutisme lui permet de répondre d'une certaine manière à cette attente déçue. Si l'aspect militaire prédomine, une place reste néanmoins réservée à la religion et la formation religieuse prônée par Jean Corbisier suit de près les vues de Baden-Powell. Elle doit avant tout inculquer des valeurs chrétiennes en vue d'une moralité solide. On cultive le sentiment religieux et la fidélité à Dieu, mais sans allusion à une religion bien précise. Tout se fait dans le respect des convictions d'autrui avec, par conséquent, le choix d'une promesse plutôt interconfessionnelle. Cette position justifie le changement de dénomination des *Belgian Catholic Scouts* en *Baden-Powell Belgian Boy-Scouts* (BPBBS), en janvier 1913, lors de son affiliation à l'organisation anglaise. C'est le remplacement d'un titre jugé par trop limitatif pour une dénomination simultanément plus concurrentielle vis-à-vis des Boy-Scouts de Belgique, en se présentant comme les seuls dépositaires de la méthode originale de Baden-Powell.

L'orientation prise par le mouvement en matière religieuse sous la direction de Jean Corbisier et les tentatives répétées pour créer un mouvement unitaire entre les associations catholique et neutre au cours des années 1912-1914 font cependant, peu à peu craindre à l'abbé Petit la perte du scoutisme pour l'Église catholique. Il prend conscience que le scoutisme catholique est trop peu encadré par l'élément ecclésiastique et tente, dès décembre 1913, de s'imposer davantage à la tête de l'association pour lui donner une orientation plus religieuse. Il entend désormais prendre en main l'administration générale du mouvement et régler seul toutes les questions qui touchent à la morale ou à la religion. Refusant toute neutralité, cette nouvelle perception du scoutisme

¹³ Cf. R. Aubert, « L'Église de Belgique et la défense nationale de 1830 à 1914 », in *Actes du Colloque d'Histoire Militaire Belge (1830-1980)*, Bruxelles, 1981, p. 449-461.

catholique introduit dans la promesse, à côté de l'engagement envers Dieu, un engagement spécifique vis-à-vis de l'Église catholique. Cette nouvelle conception du scoutisme catholique divisera les chefs de troupe de l'association. Durant cinq mois, la « tendance Corbisier » et la « tendance Petit » s'opposeront, sans trouver de solution, malgré plusieurs tentatives de rapprochement. Le 14 mai 1914, la rupture sera définitive avec la fondation par l'abbé Petit d'une nouvelle association, qui renouera avec la première dénomination du mouvement : les *Belgian Catholic Scouts* (BCS). Lors du congrès de la Jeunesse Catholique Wallonne en 1914, l'abbé Petit annoncera la réorganisation de son association en « *une estudiantine dirigée par des prêtres aidés de laïques [...] au lieu de faire une institution de préparation militaire* »¹⁴.

Sur la base de leur compréhension propre des buts du scoutisme, Jean Corbisier et l'abbé Jules Petit plongent ainsi le mouvement scout catholique belge dans ses premières dissensions. C'est un conflit de personnes qui les oppose, mais également un conflit sur le rôle de l'Église dans le scoutisme catholique. L'abbé Jules Petit veut faire du scoutisme une œuvre dirigée par le clergé et pour des catholiques convaincus. Jean Corbisier, lui, prône un scoutisme plus laïque, notamment dans sa direction, qui recrute aussi bien des catholiques confirmés que des jeunes dont les idées philosophiques doivent être « *amenées dans la bonne voie* ». Ce sont donc aussi deux conceptions différentes du scoutisme catholique qui s'affrontent : d'un côté, un scoutisme compris comme une œuvre de préservation, conservatrice des valeurs chrétiennes ; de l'autre, un scoutisme plus militant, de conquête. À la veille de la Première Guerre Mondiale, la « tendance Corbisier » comptera un petit millier d'adhérents et la « tendance Petit » environ cinq cents membres.

L'intermède de la Première Guerre mondiale

Avec la première guerre mondiale, le mouvement scout belge connaît globalement un ralentissement dans la poursuite de son développement. Les Boy-Scouts de Belgique, les Baden-Powell *Belgian Boy-Scouts* et les *Belgian Catholic Scouts* poursuivent leur action tant que les autorités allemandes ne font pas interdire les activités scout, ce qui finit par arriver le 17 août 1915, à l'exception notoire des troupes activistes fondées à Bruxelles et à Anvers dans les milieux nationalistes flamands et favorisées par les Allemands dans le cadre de leur

¹⁴ Cf. « Chez les scouts catholiques », in *Le Patriote*, 11 juin 1914, p. 1.

Flamenpolitik destinée à diviser les Belges. Malgré tout, des groupes parviennent à se maintenir et même à prospérer au cours du conflit, comme à Anvers où Georges de Hasque fonde, en juin 1916, la première troupe catholique de scouts marins, dans le sillage de la fédération des Boy-Scouts de Belgique fondés deux ans plus tôt, au mois d'avril 1914. Elle est à l'origine de la nouvelle dénomination du mouvement après-guerre : les *Baden-Powell Belgian Boy and Sea-Scouts* (BPBBSS). Mais surtout, diverses initiatives voient le jour au cours de l'occupation allemande et témoignent du chemin que le scoutisme continue à parcourir dans les esprits. En août 1914, les Éclaireurs de Belgique, une nouvelle association de tendance neutre, débute de la sorte avec deux scouts et compte 2 785 membres, répartis en 30 troupes, à la veille de fusionner avec les Boy-Scouts de Belgique en avril 1919. En avril 1915, la création des *Belgian Girl-Guides*, qui deviendront les *Baden-Powell Belgian Girl-Guides* (BPBGG) lors de leur reconnaissance par la Grande-Bretagne en janvier 1919, ouvre le scoutisme aux jeunes filles catholiques. En province, le père Sevin parvient également à créer une troupe à Mouscron en février 1918, la Compagnie des Guides, dont il s'occupera avant de retourner en son pays pour y fonder les Scouts de France en juillet 1920. En juillet 1916, l'abbé Petit et Jean Corbisier mettent aussi fin à la première scission du scoutisme catholique, sans pour autant que des solutions soient apportées à la base initiale du conflit. Cette réunification doit davantage aux difficultés que les autorités allemandes occasionnent au mouvement, qu'à une réelle volonté de mettre un terme à la scission. C'est la lassitude de l'abbé Petit, tout juste sorti de prison, et son incapacité à maintenir seul son association qui encouragent la réconciliation.

Si le scoutisme doit se faire discret en Belgique durant l'occupation, en zone libre, par contre, le scoutisme belge se développe avec un certain succès au sein des colonies belges, en France, aux Pays-Bas, en Suisse et particulièrement en Angleterre. Les troupes du collège d'Hastings constituent le cas le plus connu de cette expansion, aux côtés des groupes fondés à Folkestone et à Londres. Créé et dirigé par des jésuites pour les jeunes de notre pays réfugiés en Angleterre, le collège d'Hastings ouvre une troupe scoutie qui s'affilie, dès janvier 1916, à la fédération britannique et en compte trois à la fin de la guerre. Cette expérience permettra, après-guerre, de pouvoir compter sur les jésuites pour propager le mouvement, à Anvers, à Gand, à Verviers, à Mons, à Charleroi ou à Namur, et pour le doter de nombreux aumôniers. C'est également en Angleterre, au cours des hostilités, que se convertissent et se forment une

partie des principaux responsables du mouvement scout catholique belge des années vingt et trente, parmi lesquels Etienne van Hoof¹⁵, le père jésuite Joseph Jacobs¹⁶ et l'homme politique catholique Valentin Brifaut¹⁷.

L'efflorescence d'immédiat après-guerre

Au cours des premières années d'après-guerre, le scoutisme connaît une efflorescence tout à fait exceptionnelle en Belgique, tant chez les scouts catholiques - qui recensent alors entre 200 et 250 troupes - que chez les scouts neutres. L'essor est incomparable même en Flandre, région jadis peu « scoutisée », où se développent trois grands centres scouts à Anvers, Gand et Louvain. Cette croissance s'accompagne d'une ouverture importante du scoutisme aux couches populaires. De nouvelles associations voient également le jour, avec la fédération protestante des Éclaireurs Unionistes de Belgique (EUB), formée au mois d'août 1919 au sein des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens (UCJG)¹⁸, et les *Girl-Guides* de Belgique (GGB), mouvement non confessionnel pour jeunes filles créé en février 1920¹⁹. Dans le contexte d'épanouissement du mouvement flamand, deux fédérations scoutistes nationalistes flamandes, de tendance neutre, apparaissent après-guerre dans le Nord du pays : la *Vlaamse Padvindersvereniging* (VPV) en octobre 1920 et la *Zuid-Nederlandsche Padvinders-organisatie* (ZNP) fin 1920-début 1921. L'une et l'autre

¹⁵ Etienne Van Hoof (1899-1968). Directeur de société, commissaire international de l'association des BPBBSS de 1920 à 1926, commissariat à la formation des chefs à partir de 1921, il remplace Georges De Hasque au poste de commissaire général des scouts catholiques BPBBSS de 1928 à 1936.

¹⁶ Père Joseph Jacobs (1876-1931). Jésuite et recteur du collège Ste-Barbe à Gand, aumônier provincial et conseiller général, il est aumônier général de l'association des BPBBSS de 1923 à 1931 et membre du Bureau International du Scoutisme à partir de 1929.

¹⁷ Valentin Brifaut (1875-1968). Homme politique catholique, converti au scoutisme par le cardinal Bourne en 1915, principal organisateur du scoutisme catholique francophone de l'entre-deux-guerres, entre autres comme premier président de la Fédération des Scouts Catholiques de 1930 à 1936.

¹⁸ Cf. H.-R. Boudin, *Histoire des Unions chrétiennes de jeunes gens (YMCA) en Belgique*, Flavion, 1983 (Coll. Histoire du Protestantisme en Belgique et au Congo belge, n°13).

¹⁹ De premières expériences, mais sans avenir, sont recensées avant et pendant la guerre de 14-18, avec la création de Girls-Scouts neutres en octobre 1911 et d'une Association des Pionnières de Belgique (Belgian Girl-Guides), au sein des Éclaireurs de Belgique, en 1914. Cf. J.-L. Herrin, *op. cit.*

chercheront à conscientiser la jeunesse flamande à sa spécificité linguistique. Quelques groupuscules épars émergeront encore de-ci de-là.

Divers facteurs interviennent pour expliquer cet engouement. Au sein du scoutisme catholique, il se justifie surtout par l'intérêt que porte désormais l'Église catholique au scoutisme dans ses collèges et dans ses patronages. Les collèges adoptent le scoutisme comme un complément aux études pour assurer une bonne formation physique et morale des collégiens, au-delà de leur formation scolaire. Son application permet d'encadrer les étudiants jusque dans leurs activités extra-scolaires et de toucher une classe de la société généralement réfractaire à l'emprise des patronages. En province de Brabant, ce souhait d'implanter le scoutisme dans les collèges donne naissance peu après l'Armistice à une section scoutie spéciale, la Section des Collèges Archiépiscopaux (SCA), qui regroupe les troupes scouties fondées au sein des collèges de la capitale et de la province. Au sein des patronages, le scoutisme permet en partie de juguler la grave crise de confiance qu'ils traversent dans l'immédiat après-guerre, suite à l'émergence de nouveaux loisirs (comme le cinéma, les sports et les voyages) et à la concurrence de nouveaux mouvements de jeunesse (dont le scoutisme). Les sections scouties se joignent aux sections dramatiques, de gymnastique, de cercles d'études ou de chorales, pour attirer davantage les jeunes patronnés ou pour revigorer les patronages les plus gravement désaffectés. À l'image de la Section des Collèges Archiépiscopaux, une Section Scoutie de Patronage (SSP), composée des troupes scouties fondées au sein de l'Union des Patronages de Bruxelles, est créée dans ce but en juin 1919²⁰.

L'attitude attentiste de l'Église catholique disparaît après-guerre pour faire place à une entreprise de récupération et de contrôle du mouvement scout. Cette récupération n'est cependant pas l'apanage de l'Église catholique belge, diverses institutions, telles que les patronages et les Unions Chrétiennes de Jeunes Gens, agissant de même. Cette croissance d'après-guerre n'est pas du tout contrôlée par les fédérations et se fait de manière très anarchique, avec à la clé une régression généralisée du mouvement scout belge à partir de fin 1921-début 1922 et qui perdurera jusqu'à la moitié des années vingt. Cette débâcle du scoutisme catholique et la reconstruction systématique du mouvement qui s'ensuit, caractérisent les années 1922-1929, une reconstruction qui permettra au

²⁰ L'Union des Patronages de Bruxelles est une fédération de patronages bruxellois créée en 1889. En 1906, elle groupe 22 patronages avec une population d'environ 4 200 jeunes.

mouvement de s'épanouir à nouveau au cours des années 30, mais sur des fondements dorénavant solides.

De 1922 à 1929 : La régression du scoutisme catholique

En 1923, les statistiques officielles des scouts catholiques ne recensent plus que 115 troupes, au lieu des 200 de 1920. Les effectifs passent également de 5 123 scouts en 1922, à seulement 3 020 en 1924²¹. Quatre facteurs interfèrent pour expliquer cette chute du scoutisme catholique, après son efflorescence exceptionnelle. Tout d'abord, le fait que le scoutisme est mal compris. La croissance d'immédiat après-guerre se fait, en effet, dans la précipitation, l'inexpérience et la connaissance partielle des idées de Baden-Powell, ce qui conduit à déformer la méthode ou à mal l'appliquer. Des troupes disparaissent de la sorte rapidement, sans compter de nombreux groupes, particulièrement dans les patronages, qui adoptent un temps le scoutisme comme un phénomène de mode avant de revenir à leurs activités traditionnelles. Sous l'influence de la victoire, le scoutisme de ces premières années d'après-guerre a aussi une forte propension à parodier le guerrier victorieux : tambours, clairons, marches, parades, constituent le quotidien des scouts. Au départ, cette attitude ne dérange pas trop, mais après deux ans, ces manifestations bruyantes indisposent de plus en plus l'opinion publique et discréditent progressivement le mouvement.

Une crise interne vient de plus diviser durablement le scoutisme catholique de 1920 à 1927. C'est ici la résurgence des problèmes de 1914, au sujet de la portée apostolique du scoutisme catholique en Belgique et de la place du prêtre dans le mouvement. Les fondements du conflit reposent dans l'engouement même de l'immédiat après-guerre et dans la récupération par l'Église de la méthode scout pour l'exploiter aux propres fins de ses patronages et de ses collèges. Cet engagement se traduit sur le terrain par une augmentation importante des troupes catholiques. Mais, toutes ces troupes sont créées par le clergé et non par l'association qui se contente de les affilier. Le processus de croissance de l'association échappe donc aux instances directrices du mouvement. Malgré cet investissement croissant de l'Église, le règlement que mettent en place les instances de l'association catholique au cours du mois d'août

²¹ Ces chiffres, recensés par le Bureau International du Scoutisme, ne tiennent compte que des membres de l'association des BPBBSS, sans reprendre les effectifs des Belgian Catholic Scouts, association dissidente minoritaire qui fera son apparition en 1920, sur laquelle nous reviendrons.

1919 indique juste que l'aumônier est le ministre du culte et adopte une position religieuse plutôt timide : « *le scouting encourage ses membres à la pratique fidèle de leurs devoirs religieux tout en respectant le culte professé par chacun* »²². Ce premier règlement d'après-guerre n'affirme pas vraiment la catholicité du mouvement et se contente de suivre les vues de Baden-Powell sur la religion. Il ne tient pas compte de l'investissement croissant du clergé dans le mouvement scout. En 1921, par contre, le nouveau règlement de l'association opérera un revirement sur la question en consacrant la présence des aumôniers aux différents échelons de l'association et en précisant la primauté de ces derniers en matière religieuse et morale.

Entre-temps, cette formulation trop timide du scoutisme catholique, de même que la place secondaire accordée à l'aumônier, ne satisfont pas des groupements comme la Section Scoute de Patronage et la Section des Collèges Archiépisopaux. Pour ces sections, le scoutisme catholique doit être militant et dirigé par les responsables religieux. Ces troupes étant créées dans des paroisses ou des collèges, il revient de droit à leur initiateur, les directeurs prêtres dans les paroisses et les professeurs prêtres dans les collèges, de les diriger. La Section Scoute de Patronage et la Section des Collèges Archiépisopaux adoptent aussi une promesse qui énonce un engagement particulier envers l'Église catholique et souhaitent, d'autre part, réintégrer le terme « catholique » dans le titre de l'association. Les divergences de point de vue sur ces questions et des conflits de personnes conduisent à la création de deux fédérations autonomes en septembre 1920, d'un côté la Fédération des Scouts Catholiques Belges qui reprend peu après la dénomination de *Belgian Catholic Scouts*, de l'autre les *Baden-Powell Belgian Boy and Sea-Scouts*. La nouvelle fédération regroupera pratiquement tout le scoutisme catholique bruxellois, à savoir les troupes de la Section Scoute de Patronage et de la Section des Collèges Archiépisopaux, ainsi qu'un certain nombre de troupes dans le Brabant et le Hainaut²³. Cette scission handicaperait surtout le développement du scoutisme catholique en région francophone, en maintenant un doute au cœur de l'opinion sur les orientations catholiques du mouvement.

Enfin, la modernisation des patronages et l'apparition de nouveaux mouvements de jeunesse viennent petit à petit concurrencer le scoutisme

²² Cf. *Association des Baden-Powell Belgian Boy-Scouts. Règles*, s.l., 1919, p. 5.

²³ En 1922, les BCS totalisent environ 2 000 membres groupés en 36 troupes.

dans l'encadrement des jeunes issus des couches populaires. Créée en novembre 1919 dans un patronage bruxellois par Fernand Tonnet²⁴ et par l'abbé Joseph Cardijn²⁵, la Jeunesse Syndicaliste de Bruxelles regroupe dès l'après-guerre de jeunes salariés, depuis l'âge de quatorze ans, pour les aider et les protéger aux plans professionnel, social et moral. Elle est à la base de la fondation de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) en 1924, elle-même inscrite dans le cadre plus général de l'Association Catholique de la Jeunesse Belge (ACJB) fondée pour lutter contre la sécularisation et la déchristianisation de la société²⁶. À partir de 1921, l'abbé Jules Mauquoy²⁷ travaille aussi à moderniser les méthodes du patronage, en s'inspirant notamment de la méthode scout, et met sur pied la Fédération Nationale des Patronages (FNP) en 1924 qui amorcera un vaste renouveau des patronages dans la région francophone du pays²⁸. En 1924, la Fédération Nationale des Patronages et la Jeunesse Ouvrière Chrétienne recensent tous deux au moins 6 000 membres contre à peine plus de 3 000 scouts catholiques. Une conséquence de cette perte du milieu populaire sera un embourgeoisement progressif du scoutisme catholique francophone au cours des années trente.

La préparation du renouveau

Dès 1921-1922, l'association prend conscience de ces différents problèmes qui appellent des changements profonds pour construire un

²⁴ Fernand Tonnet (1894-1945). Employé de banque, fondateur avec l'abbé Cardijn de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne en 1924, dont il sera le président jusqu'en 1935, puis responsable de l'Action Catholique des Hommes de 1938 à 1943.

²⁵ Abbé Joseph Cardijn (1882-1967). Cofondateur de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne en 1924, dont il sera l'aumônier général dès 1927, directeur de la JOC internationale de 1945 à 1965, créé cardinal en 1965.

²⁶ Cf. *La Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Wallonie-Bruxelles, 1912-1957*, 2 t., Bruxelles, 1990 et P. Wynants et F. Vanneste, « La Jeunesse ouvrière chrétienne », in *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. XXVII, Paris, 1999, col. 1254-1280. Sur l'ACJB, cf. Fr. Rosart, *L'association catholique de la jeunesse belge (ACJB) et ses mouvements spécialisés : organisation et caractère*, dans *Revue d'histoire religieuse du Brabant wallon*, t. VII, 1993, n°1-3, p. 125-160.

²⁷ Abbé Jules Mauquoy (1884-1962). Professeur, puis vicaire de la paroisse St-Albert à Bruxelles, auteur d'*Une œuvre d'éducation populaire* en 1921 et fondateur de la Fédération Nationale des Patronages en 1924, dont il sera l'aumônier général jusqu'en 1959.

²⁸ Cf. W. Baeten, « Le cardinal Mercier et les patronages en Belgique (1906-1926) », dans G. Cholvy (éd.), *Le patronage. Ghetto ou vivier ?*, *Actes du colloque des 11 et 12 mars 1987*, Paris, 1988, p. 107-119 ; et E. Lepage, « La Fédération Nationale des Patronages. Une réponse du monde catholique belge au problème de l'adolescence populaire, 1922-1940 », dans G. Cholvy (éd.), *op. cit.*, p. 121-143.

mouvement durable. Le mouvement se replie dès lors sur lui-même et travaillera pendant sept années à l'approfondissement de la méthode scout et à l'amélioration de ses structures. Parmi les solutions adoptées, l'association travaille, tout d'abord, à une démilitarisation du mouvement : dans l'uniforme, dans le langage, dans les activités... et même dans la direction du mouvement avec, à partir de 1922, l'éviction de Jean Corbisier, qui personnifiait cette tendance militariste, au profit de Georges de Hasque. Parallèlement, l'association encourage une étude approfondie de la méthode de Baden-Powell, d'autant que celle-ci évolue avec la spécialisation suivant les âges introduite par le louvetisme et le routisme. Ces nouvelles branches connaissent de premières expériences en Belgique dès 1920 et sont toutes deux officialisées en 1924. Cet apprentissage de la méthode passe aussi et surtout, par la mise sur pied de tout un système de formation des chefs, dont l'élément capital seront les camps-écoles importés directement de Gilwell. Le premier camp-école Gilwell belge reconnu par les autorités anglaises a lieu en août 1923, sous la direction notamment d'Etienne van Hoof et de Valentin Brifaut. En 1927, est organisé le premier camp-école louveteau et en 1928, le premier camp-école routier.

La scission qui divisait le scoutisme catholique est aussi résorbée en 1927, à force de pourparlers et surtout par la pression apportée par le cardinal Van Roey²⁹, successeur du cardinal Mercier en 1926. Dès 1921, des tentatives de rapprochement avaient pourtant été réalisées pour résorber la crise, mais l'animosité régnant entre les dirigeants des deux fédérations avait empêché tout accord, au-delà des questions de principes, jusqu'à cette date. En avril 1927, les deux fédérations finissent donc par s'entendre et le scoutisme catholique forme à nouveau une seule et unique association, la *Baden-Powell Belgian Boy and Sea-Scouts / Fédération du Scoutisme Catholique Belge (BPBBSS/FSCB)*. L'accord qui met fin au conflit établit un statu quo entre les revendications des deux fédérations. Dorénavant, l'aumônier a un rôle bien défini au sein de l'association à côté du chef laïque et il traite seul toutes les questions religieuses et morales. L'association réaffirme également son orientation catholique dans sa dénomination. Par contre, des troupes libres sans aumônier continuent à exister et la promesse scout comprend, soit un engagement simple vis-à-vis de Dieu, soit un engagement plus précis vis-à-vis de Dieu et de l'Église catholique. Il faut signaler cependant

²⁹ Joseph-Ernest Van Roey (1874-1961). Vicaire général et collaborateur du cardinal Mercier de 1907 à 1926, évêque de Malines en 1926, cardinal en 1927, archevêque de Malines de 1927 à 1961.

qu'avant même la fin de la scission, le mouvement accentue sa « catholicisation » au cours des années vingt pour contrer le discrédit rencontré par le scoutisme catholique au cœur de l'opinion publique depuis la scission. Pour ce faire, elle adopte entre autres toute une série d'attributs inspirés des Scouts de France, qu'il s'agisse du modèle du chevalier médiéval pour servir à la formation idéologique du scout, de l'image de saint François pour christianiser l'histoire de la Jungle ou encore de la croix de Jérusalem, imaginée par le père Sevin, pour insigne général du mouvement à partir de 1929.

Enfin, en 1929, la fédéralisation linguistique du scoutisme catholique permet de créer une fédération catholique néerlandophone plus acceptable aux yeux des flamands et qui permettra au mouvement de véritablement s'étendre dans le Nord du pays. Jusque là, l'association catholique était généralement perçue en Flandre comme un mouvement fransquillon dangereux pour l'émancipation du peuple flamand, ce qui avait conduit l'association des étudiants catholiques flamands, *l'Algemeen Katholiek Vlaams Studentenverbond* (AKVS), à condamner le scoutisme dès 1921. La création du *Jeugdverbond voor Katholieke Actie* (JVKA) en 1928, association sœur néerlandophone de l'Association Catholique de la Jeunesse Belge, encouragera cette division linguistique, de même que le contexte politique belge marqué à l'époque par de premières avancées significatives pour le mouvement nationaliste flamand.

De 1929 à 1940

En 1929, la scission linguistique du scoutisme catholique belge divise l'association des *Baden-Powell Belgian Boy and Sea-Scouts* en deux fédérations : le *Vlaams Verbond der Katholieke Scouts* (VVKS) en région flamande et la Fédération des Scouts Catholiques (FSC) en région francophone. Un Bureau Central continue toutefois à coordonner l'action des deux fédérations au niveau national. Ces deux fédérations reposent désormais sur des bases solides grâce au travail réalisé au cours des années vingt. Au cours des années trente, la Fédération des Scouts Catholiques prend dès lors pour objectif d'accroître la « *marche conquérante du scoutisme* » dans un contexte politique, économique et sociale cependant difficile. C'est une ère de conquête dans laquelle se lance la fédération pour « *briser le mur d'indifférence, d'apathie, d'incompréhension, qui entoure le scoutisme catholique belge* » et

« trouver de nouveaux chefs, des collaborateurs et des protecteurs » pour le mouvement³⁰.

Ce vœu de croissance sera exaucé, puisqu'en dix années, la fédération triplera ses effectifs, passant de 3 473 scouts en 1930 à 9 239 membres en 1939. Cette croissance se fait de manière raisonnée pour éviter les erreurs du passé, où le manque et l'inexpérience des chefs avaient gravement nuit au scoutisme. La fédération veille à ce que la croissance du mouvement soit proportionnelle à la capacité d'encadrement des nouveaux membres. Elle assure aussi une bonne formation des chefs à leur mission, ce qui permet de se présenter au public comme un mouvement pédagogique sérieux. Elle parvient de la sorte à s'imposer parmi les mouvements de jeunesse catholiques francophones au cours des années trente, en troisième position après la Fédération Nationale des Patronages et la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. Le mouvement reste pour autant essentiellement urbain et bourgeois. Cette croissance s'accompagne de multiples évolutions structurelles, que l'on pense à l'accentuation de l'organisation au niveau des commissariats, des provinces et des districts ou à la poursuite de la structuration de la formation des chefs, avec l'apparition notamment de camps-écoles pour commissaires et pour aumôniers, ainsi que de meutes, troupes et clans de formation dans les districts. Des évolutions pédagogiques s'observent également, comme l'introduction des cheftaines de meute dans la fédération en 1931 pour permettre au louvetisme de croître ou l'orientation toujours plus explicite du « service » des routiers vers le métier de chef pour assurer au mouvement des cadres en suffisance.

Pour conquérir l'opinion publique, la fédération réussit tout d'abord à intégrer les rangs de l'Association Catholique de la Jeunesse Belge en 1931 comme fédération constitutive, sur le même pied que la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, la Jeunesse Etudiante Catholique (JEC), la Jeunesse Universitaire Catholique (JUC), la Jeunesse Indépendante Catholique (JIC) et la Jeunesse Agricole Catholique (JAC), alors qu'elle ne recrutait pas dans un seul et même milieu homogène. Elle mène par la suite de multiples campagnes de propagande, exploitant notamment les grands événements nationaux comme le centenaire du pays en 1930, l'exposition universelle de 1935, les cérémonies du 11 novembre ou son vingt-

³⁰ Cf. « Le Congrès de Noël 1931 – Rapport du Bureau de Propagande », in *Le Guide*, janvier 1932, p. 81.

cinquième anniversaire en 1938. Parallèlement, la fédération participe à toutes les grandes activités religieuses du moment - comme les congrès de l'Association Catholique de la Jeunesse Belge, la consécration de la Basilique nationale de Koekelberg à Bruxelles en 1935 et 1936, la restauration de l'abbaye d'Orval en Ardenne - et organise elle-même de grandes actions religieuses, avec entre autres des pèlerinages à Rome en 1934 et 1938 et à Lourdes en 1936. Les scouts catholiques mettent tout en œuvre pour se montrer sous leur meilleur jour.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les scouts catholiques belges sont désormais reconnus par la société, après vingt-cinq années d'existence mais aussi de combat pour convaincre l'opinion publique du bien fondé de la méthode scout pour la jeunesse chrétienne. En effet, si le scoutisme catholique en Belgique sera parmi les premiers à être reconnu par les autorités religieuses nationales et vaticanes, pour autant l'association catholique peinera pendant quinze années à définir précisément la portée apostolique du mouvement et la place à accorder au prêtre dans le fonctionnement de l'association. Ces tergiversations seront sans conteste les difficultés les plus importantes à surmonter, dans la mesure où elles seront le principal facteur du désarroi de l'opinion publique vis-à-vis du scoutisme catholique belge. Elles seront de fait révélatrices d'un mouvement qui, à l'inverse par exemple des patronages, doit encore faire ses preuves. Au terme des années trente, la circonspection et l'hostilité des débuts disparaissent au profit d'un soutien chaleureux et presque unanime du mouvement de la part de l'opinion publique catholique. Malgré tout, cependant, ce changement d'attitude n'induit pas encore une parfaite compréhension du rôle éducatif du scoutisme, qui reste pour beaucoup avant tout un nouveau sport. Tout au long des années 40-50, la Fédération des Scouts Catholique devra dès lors poursuivre son éducation du public pour montrer, au-delà de l'apparence sympathique du scoutisme, toutes les richesses éducatives de la méthode scout pour la formation des jeunes.

LÀ CRÉATION DES SCOUTS DE FRANCE : SOURCES INÉDITES (novembre 1918-février 1921)

Jean-Philippe GAYOLA

Étudiant, Université Paul-Valéry, Montpellier III

Après un peu plus de quatre-vingt ans d'existence n'a-t-on pas tout dit et tout écrit sur les débuts du scoutisme catholique en France et plus particulièrement sur la création et sur les fondateurs de l'association des Scouts de France ? l'objet de cette étude est de relativiser l'importance de faits considérés jusqu'alors comme essentiels afin de les resituer dans un contexte plus complexe : quelques éléments nouveaux nous permettent aujourd'hui de poser plusieurs questions originales quant à la création des Scouts de France au cours de la période « clef » allant de novembre 1918 au début de l'année 1921.

Une rencontre... « deux hommes... une œuvre »¹ : le chanoine Cornette et le père Sevin

À chacun sa place ?

De manière générale, lorsque l'on parle des rôles joués par les deux aumôniers-fondateurs lors de la création, puis lors de l'essor des Scouts de France, les « paternités » de l'un et de l'autre sont clairement définies ; le chanoine Cornette, « fédérateur » faisant jouer ses nombreuses relations, « pèlerin du scoutisme », père culturel et institutionnel des Scouts de France, et le père Sevin, « penseur », également père culturel, mais aussi pédagogique et spirituel des Scouts de France. Tels peuvent être succinctement décrits les rôles de chacun au sein de leur œuvre commune ; et, bien entendu, certains témoignent de plusieurs difficultés entre les deux hommes au sein de leur action :

Il en résulta des affrontements, dont je fus témoin pendant des années (...) de ces difficultés (...) je n'ai jamais été « scandalisé », parce que le caractère même des deux fondateurs les rendaient inévitables, elles n'ont jamais altéré leur mutuelle estime et il fallait sans doute ces souffrances, cachées au cœur de ces deux prêtres comme il y en a peu, pour faire de la

¹ Le titre de ce paragraphe a été emprunté à l'abbé Joseph Despont, dans son ouvrage intitulé *Pionniers du Scoutisme*, éd. France-Empire, 1964.

petite semence des débuts le grand arbre du scoutisme catholique : « si le grain ne tombe en terre ... »²

Pendant longtemps, c'est la construction de la fédération, et donc le souci institutionnel qui préoccupe les esprits : c'est là le travail du chanoine Cornette ; or, la figure du père Sevin a souvent été oubliée derrière celle du chanoine Cornette. Christian Guérin explique cela par l'urgence de constituer une institution au service de l'Église, l'esprit et la pédagogie de l'institution elle-même venant après. Les aumôniers-fondateurs ne se sont pas limités aux attributions qu'on leur prête le plus souvent : par exemple, le chanoine Cornette n'a cessé d'écrire infusant une culture et un esprit scout, etc. (Bulletin de Liaison des aumôniers-scouts) et le père Sevin contribué par ses connaissances à asseoir le mouvement (avec le soutien de l'Action populaire et du père Desbuquois, etc.) et a toujours été présent auprès des institutions ecclésiales (à Rome, lors des attaques contre le mouvement en 1924).

Depuis la publication de l'ouvrage de Georges Tisserand, apparaissent régulièrement des travaux d'historiens ou de proches du scoutisme sur le père Sevin, sans compter les volumes de la récente « Positio » liée à son procès en béatification mettant en avant les valeurs du co-fondateur du scoutisme catholique en France ; si bien qu'il semble que l'orientation observée jusque vers les années 1950, plaçant en premier lieu les mérites du chanoine Cornette occupant alors « *l'avant-scène à l'aumônerie générale* »³, tend à s'inverser... d'ailleurs il n'existe pas d'écrits sur le personnage et ses archives sont dispersées ou perdues ; mais il est parfois possible de retrouver des sources qui, semble-t-il, sont inédites.

La préoccupation de nombre d'auteurs ou de membres d'associations scoutes a souvent été, et est encore, d'essayer de savoir lequel d'entre les deux aumôniers-fondateurs est véritablement le plus « méritant » ; est-il possible de réussir à déterminer lesquels des efforts ou lesquelles des qualités du chanoine Cornette ou du père Sevin ont le plus servi le mouvement ? Nous ne voulons pas essayer de savoir lequel des deux aumôniers-fondateurs est le plus estimable : reprenons les mots justes que trouve Christian Guérin lorsqu'il écrit qu'

Un scoutisme catholique en France aurait fort bien pu ne jamais exister, ou du moins se constituer plus tardivement et demeurer très marginal (...)

² Monseigneur Marc Lallier, d'après Georges Tisserand, *Le père Sevin, fondateur*, éd. Spes, 1965, p. 10.

³ Christian Guérin, *L'Utopie Scouts de France*, Fayard, 1997, p. 82.

leurs expériences, leurs formations, leurs origines, et leurs personnalités [celles des fondateurs du scoutisme catholique en France] n'y sont pas pour peu ; si nul, jamais, n'invente rien absolument, si nul n'est indispensable, chacun est pourtant irremplaçable⁴.

Vers l'union ...

Les événements de l'après Grande guerre ouvrent de nouvelles opportunités :

L'après-guerre offrait à la jeune fédération des perspectives d'ensemble assez favorables (...) l'élection de la Chambre « bleue horizon » en Novembre 1919 et la victoire du « bloc national » au sein duquel les catholiques peuvent compter d'importants soutiens (...) en décembre 1920 : tout cela rend aux partisans de la renaissance d'une France catholique une liberté de manœuvre qu'ils avaient perdu à la veille du conflit ; la jeunesse est évidemment un enjeu majeur (...)⁵.

À cela, il est nécessaire d'ajouter les volontés humaines, responsables en grande partie de la création d'un nouveau mouvement.

Selon la tradition, c'est le 8 mai 1919, que le chanoine Cornette, a l'idée d'une fédération de scoutisme, spécifiquement catholique ; il écrit à cette occasion à l'abbé d'Andréis (ce dernier souhaitant la même chose) :

(...) Je prévois que le mouvement va prendre de l'ampleur, et, peut-être l'heure a-t-elle sonnée de nous fédérer si nous voulons devenir une force (...) n'attendons plus, il faut appeler à nous la jeunesse catholique !⁶.

Auparavant, dès novembre 1918, il a demandé audience auprès de l'archevêque de Paris ; le cardinal-archevêque Monseigneur Amette le reçoit avec bienveillance, et lui prodigue conseils et encouragements : « *Développez vos groupes d'entraîneurs, fortifiez vos positions, et attendez ...* »⁷. Au printemps 1919, il demande une nouvelle audience et le cardinal-archevêque Monseigneur Amette le reçoit à nouveau : « *Je crois, en effet, que le moment est venu d'agir : étudiez et préparez les*

⁴ *Ibidem*, p. 1.

⁵ *Ibidem*, p. 105.

⁶ Jean-Dominique Eude, *Les Fondateurs du scoutisme catholique en France*, éd. CLD, 1992, p. 24 et 36

⁷ Article de journal sur « *l' Origine du scoutisme catholique* », sans date - mais sans doute postérieur à 1939 -, Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

éléments d'une organisation générale »⁸. Or, les faits (relatés *a posteriori* par un article de journal et repris par l'abbé Joseph Despont dans son ouvrage « Pionniers du scoutisme »⁹), semblent éloignés de la réalité puisqu'une lettre du chanoine Cornette, en mai 1936, à propos de cette époque et des inquiétudes sur l'emprise du scoutisme laïc et « neutre » ou « réformé », sous-entend que c'est le chanoine Soulange-Bodin, son curé de Saint-Honoré d'Eylau, qui a seul tenu au courant le cardinal-archevêque de ces inquiétudes :

Je crois même - mais sur ce point ma mémoire n'est pas assez précise -, que monsieur Soulange-Bodin avait dû en entretenir le cardinal Amette ; ce dont je me souviens, c'est que tenant monsieur le curé de Saint-Honoré d'Eylau au courant de la propagande intensive des ÉUdF et des ÉNdF auprès de nos jeunes catholiques, monsieur Soulange-Bodin me répondit : « ne vous tourmentez pas, l'autorité supérieure est prévenue, consacrez-vous activement à bien former votre groupe d' « entraîneurs » ...¹⁰.

Que ce soit le chanoine Cornette ou non qui rencontre le cardinal-archevêque, il sait que le mot d'ordre est l'attente... l'attente ne signifie aucunement l'inaction, et, pour le chanoine Cornette cela consiste à préparer les informations et à se renseigner ; les réunions sur la paroisse se succèdent de mars 1919 à juillet 1920¹¹. Pendant ce temps, le chanoine Cornette continue de nouer appuis et sympathies et il prend contact avec quelques laïcs et quelques prêtres ayant déjà expérimenté le scoutisme de manière indépendante et localement.

Apparemment, ce sont l'abbé Caillet et Henri Gasnier qui prennent l'initiative de la rencontre avec l'abbé de Grangeneuve et Lucien Goualle, ainsi qu'avec le chanoine Cornette et Édouard de Macédo, le 25 janvier 1919 (en effet, l'abbé Caillet a créé en 1912 à Notre-Dame du Rosaire à Plaisance « les Intrépides du Rosaire » alors qu'il est vicaire et que son curé n'est autre alors que le chanoine Soulange-Bodin ...) ; puis, les responsables se retrouvent le mois suivant, en février, afin de partager leurs expériences :

Les premières rencontres (...) ne furent pas particulièrement cordiales ; les garçons, d'origines et de formations très différentes, différenciés encore par

⁸ Article de journal sur « *l'Origine du scoutisme catholique* », sans date - mais sans doute postérieur à 1939 -, Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁹ Abbé Joseph Despont, *Pionniers du Scoutisme*, éd. France-Empire, 1964.

¹⁰ Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I -

¹¹ Les réunions regroupent tous ceux qui, à Paris ou alentours, souhaitent développer un scoutisme catholique.

leurs costumes, se comprenaient mal ; cependant, les chefs voyaient clairement la nécessité d'une action commune et se mirent au travail pour poser les bases d'une association d'éclaireurs catholiques¹².

Il semble bien que tous paraissent de plus en plus convaincus, au fil du temps, du profit qu'il est possible de tirer de l'unité.

En septembre 1919, un « *status* » donne enfin au père Sevin une fonction stable, ce dernier part pour Metz au sein d'un collège pour y enseigner l'Anglais. Or, l'état des chemins de fer oblige le père à passer par Paris, plutôt que de passer directement par Reims. Il fait halte le temps de l'étape à l' Action populaire¹³, lieu d'accueil et de résidence aux prêtres de passage à Paris. Il trouve là une cinquantaine de prêtres « *réunis pour étudier ensemble les problèmes d'après-guerre* »¹⁴. Il parle de ses expériences et de ses projets d'extension scouts, notamment au père Gustave Desbuquois. Il lit dans « *Les nouvelles religieuses* »¹⁵ un article sur « *les essais de scoutisme catholique* » du chanoine Cornette¹⁶ et il voit les noms des abbés Caillet et de Grangeneuve « *dans un catalogue de l'uniforme et de ses accessoires pour éclaireurs* »¹⁷. Le père Desbuquois lui fait alors part des essais parisiens, particulièrement de ceux du chanoine Cornette, le plus proche géographiquement :

J'allai voir monsieur Cornette plutôt qu'un autre parce qu'il demeurait le plus près de l' Action populaire : à quoi tiennent les choses ! j'eus l'impression d'une sorte de « prophète » qui me chargea de lui fonder des Troupes en Lorraine¹⁸.

¹² Selon l'abbé de Grangeneuve, *a posteriori*, cité par Christian Guérin, *L'Utopie Scouts de France*, éd. Fayard, 1997, p. 92.

¹³ Un organisme fondé en 1903, par le père Leroy dans le but d'apporter une aide dans le domaine social, selon l'enseignement de l'Église.

¹⁴ *Lettre du père René Charvet extraite des archives de la Sainte Croix de Jérusalem, d'après congrégation des causes des saints, position sur la vie, l'activité, les vertus et la renommée de sainteté du père Jacques Sevin, s.j.*, Rome, 1999.

¹⁵ Hebdomadaire de seize pages publié à partir du 1^{er} janvier 1918, fondé par le chanoine Soulange-Bodin et lié au BCP (Bureau catholique de Presse), regroupant alors le chanoine Soulange-Bodin, René Bazin et les pères de Grandmaison et Janvier.

¹⁶ Interview de « pélican sagace », revue *le Scout de France*, numéro 80, 15 août 1928, p. 2 et 3.

¹⁷ Georges Tisserand, *Le père Sevin, fondateur*, éd. Spes, 1965, p. 33.

¹⁸ Archives de la Sainte Croix de Jérusalem - sommaire des étapes, d'après congrégation des causes des saints, *position sur la vie, l'activité, les vertus et la renommée de sainteté du père Jacques Sevin, s.j.*, Rome, 1999.

Après avoir pris un rendez-vous, les deux hommes se rencontrent pour la première fois et le chanoine Cornette, aîné d'une vingtaine d'années, sachant que le père Sevin repart pour Metz, le charge donc de « *lui [sic] fonder des Troupes en Lorraine* »¹⁹ ; c'est apparemment la seule résolution concrète de cet entretien, et le père Sevin assure qu'alors il « *lui [donne] à lire le manuscrit de [son] livre écrit pendant la guerre* »²⁰ !

Le 9 octobre 1919, le père Sevin écrit « *pour l'instant, je songe à faire fonder une revue catholique de scoutisme, organe d'une fédération des scouts catholiques qui, elle aussi est à créer* »²¹ ; mais il s'aperçoit bien vite que le recteur du collège n'est pas favorable à une fondation scout au sein de l'établissement, puisqu'il écrit que « *la question du scoutisme est ici enterrée, ou du moins ajournée indéfiniment* »²²... Après les premiers mois, le père tombe une nouvelle fois malade et il doit donc partir se reposer en Italie, mais, une fois encore, il doit faire étape à Paris et après l'accord de ses supérieurs en profite pour y passer non pas quelques jours mais quelques semaines, et ce, « *pour faire démarrer les projets scouts dont rien ne paraissait sortir !* »²³.

Les réunions de fondation

À la fin de l'hiver 1919/1920, une première réunion a déjà fait se rencontrer les différents initiateurs du scoutisme sur Paris à la paroisse Saint Honoré d'Eylau, mais rares sont ceux parmi eux qui connaissent véritablement l'organisation du mouvement anglais et surtout les méthodes. Puis, une deuxième réunion est prévue, le 1^{er} mars 1920²⁴, au même endroit, à laquelle le père Sevin assiste et expose ses travaux ...

¹⁹ Abbé Joseph Despont, *op. cit.*, 1964, p. 65.

²⁰ Interview de « pélican sagace », revue *le Scout de France*, numéro 80, 15 août 1928, p. 2-3.

²¹ Lettre du père Sevin à Léon Maes, 9 octobre 1919, archives de la Sainte Croix de Jérusalem, d'après congrégation des causes des saints, *position sur la vie, l'activité, les vertus et la renommée de sainteté du père Jacques Sevin, s.j.*, Rome, 1999.

²² Lettre du père Sevin à Léon Maes, 3 décembre 1919, archives de la Sainte Croix de Jérusalem, d'après congrégation des causes des saints, *position sur la vie, l'activité, les vertus et la renommée de sainteté du père Jacques Sevin, s.j.*, Rome, 1999.

²³ Archives de la Sainte Croix de Jérusalem - sommaire, des étapes... -, d'après congrégation des causes des saints, *position sur la vie, l'activité, les vertus et la renommée de sainteté du père Jacques Sevin, s.j.*, Rome, 1999.

²⁴ D'après une circulaire dactylographiée privée de 5 pages, datée du 23 décembre 1921, et adressée aux aumôniers et aux scoutmestres, le comité directeur, reprenant un historique succinct mais toutefois assez détaillé des débuts de la fédération (allant du 1^{er} mars 1920 à la fin-novembre 1921) semble effectivement considérer la

Il impose rapidement son point de vue : non seulement il connaît le scoutisme mieux que les autres pour l'avoir vécu sur place, mais il a déjà mis sur le papier tout ce que les autres cherchent un peu à tâtons ... son programme est prêt depuis 1917 et le nouveau mouvement s'appellera celui des « Scouts de France » (...) il est convaincu que la loyauté totale vis-à-vis du scoutisme de lord Baden-Powell est la seule façon de lui laisser entière sa force éducative, tout en lui donnant un sens spirituel catholique qui le complètera, en le dépassant, sans le modifier²⁵.

Dès lors, il est décidé de constituer un « comité organisateur », un peu plus restreint, qui se réunit rapidement et qui, pendant trois semaines de débats, tend à définir les bases du mouvement :

nos chants et nos prières de notre Troupe mouscronnaise ont grand succès ici : ô Mouscron, c'est toi qui va « scoutiser » Paris !!! (...) en fait, nous travaillons ferme à discuter et rédiger les statuts de l'association de scouts catholiques (...) j'essaie de serrer d'aussi près que possible le système belge²⁶

À la suite de ces débats, sur les conseils du chanoine Cornette, le père Sevin est chargé de rédiger le règlement de la fédération à venir (il doit permettre, entre autres choses, de donner aux responsables des instructions précises) ; il profite de son séjour de convalescence en Italie, au cours du mois de juin 1920, au collège de Bollengo, près d'Ivrée, non loin de la vallée d'Aoste, pour s'exécuter (sachant qu'il a déjà travaillé amplement la question, et qu'il ne lui reste quasiment plus qu'à mettre de l'ordre dans ses notes²⁷).

De retour à Paris, le père Sevin remet le règlement de 128 pages au « comité organisateur », avant que ne soit réalisée son impression dans une petite imprimerie de la banlieue parisienne, tenue par monsieur Debarle, à Noisy-le-Sec : en une centaine de pages, le premier règlement fait du scoutisme catholique une organisation méthodique. Mais tous les

date du 1^{er} mars 1920 et « *la première réunion du comité organisateur à Paris* » comme étant celle des débuts réels de la fédération, puisque c'est la toute première date à figurer parmi la liste donnée ; le père Sevin confirme cela : « *c'est ainsi que le 1^{er} Mars 1920 fut formé (à la deuxième réunion, [car] je crois que je manquai la première ?) le « comité organisateur » de ce qui devait s'appeler (...) « les Scouts de France* ».

²⁵ Abbé Joseph Despont, *op. cit.*, 1964, p. 67.

²⁶ Lettre du père Sevin à Léon Maes, 10 mars 1920, archives de la Sainte Croix de Jérusalem, d'après congrégation des causes des saints, *position sur la vie, l'activité, les vertus et la renommée de sainteté du père Jacques Sevin, s.j.*, Rome, 1999.

²⁷ Une correspondance est tout de même entretenue d'Italie avec Édouard de Macédo.

membres du comité organisateur ne sont pas forcément d'accord avec les vues exposées par le père Sevin notamment qui conseillent d'adopter pleinement et pour tous les groupes constitués la méthode anglaise en la « catholicisant » ; c'est le chanoine Cornette qui permet d'emporter la décision et qui permet à tous de se ranger à l'avis du rédacteur du règlement ...

Puis, une nouvelle fois, grâce aux interventions du chanoine Soulange-Bodin et du père Desbuquois, le père Sevin obtient de son provincial, le père Bonduelle, d'être entièrement affecté au scoutisme ; ce dernier le rattache à l'Action populaire, depuis peu installée à Noisy-le-Sec, auprès du père Rigaux, spécialiste en ce qui concerne les questions liées à l'éducation des jeunes.

Mais il semble que la fédération à venir ne puisse envisager sa création sans un lien à une institution catholique déjà existante, comme l'établit une lettre du chanoine Cornette au chanoine Courbe, directeur des Œuvres diocésaines de Paris, le 7 juillet 1920 :

Monsieur le chanoine, conformément à votre désir, je suis allé voir monsieur Lerolle (de la FGSPF²⁸) et je lui ai longuement exposé notre but, notre organisation et nos espérances et il m'a paru intéressé par tout ce que je lui ai raconté ; je crois qu'il vous sera facile de trouver la formule d'union que vous rêvez ; nous ne serions pas des scouts si nous ne la recherchions pas dans la plus parfaite loyauté et si notre but est de servir, ce but, le réaliserions-nous si nous ne réussissions (...) ²⁹.

Enfin, le 25 juillet 1920 est officiellement créée la « Fédération Nationale (des Scouts) Catholique (de France) », dont le comité protecteur, constitué avant même la création de la fédération, comprend d'illustres noms, qui doivent permettre de contrer les oppositions de tous bords ; en effet, ses membres ont, pour certains, des sensibilités « sillonnistes », ou opposées, ou bien encore des fonctions qui, dans la société civile ou religieuse, permettent de donner au mouvement une sorte de caution ou de tutelle morale, puisque sont ainsi présents plusieurs hommes de lettres (dont certains académiciens) comme René Bazin, Jean Bruhnes, le comte Durrieu, Georges Goyau³⁰, et Souchon, plusieurs élus et plusieurs ecclésiastiques dont Monseigneur Jules Tiberghien³¹, les

²⁸ Fédération Gymnastique et Sportive des Patronages de France.

²⁹ Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

³⁰ L'un des initiateurs du catholicisme social.

³¹ Archiprêtre titulaire de Tourcoing « *représentant efficient à Rome, mais aussi proche de l' Action populaire* » selon Paul Droulers, *Christianisme et politique sociale : le père Gustave Desbuquois et l'Action populaire*, éd. PUG, Rome, 1981 ; en fait, apprécié de Léon XIII et de Benoît XV (son ami), acquis aux idées sociales

chanoines Couget et Soulange-Bodin, les révérends-pères de Grandmaison³² et Janvier³³, ainsi que Charles Flory, président de l'ACJF³⁴, et le docteur Michaux, président de la FGSPF, tous présidés par le général de Maud'Huy, qui devient alors le premier « Chef-scout »³⁵ ; le même jour la fédération est déclarée et le règlement est publié ...

Il est nécessaire de revenir succinctement sur une personnalité ayant joué un rôle considérable lors de la création de la fédération : le chanoine Soulange-Bodin ; un prêtre social obtenant sur sa demande et bien qu'issu d'une famille bourgeoise et de la diplomatie (son père est consul de France à Naples), d'être envoyé à Notre-Dame du Rosaire à Plaisance, dans un quartier ouvrier afin de pouvoir atteindre les classes populaires ou « *la pouillasse des faubourgs* » ; les méthodes paroissiales traditionnelles lui paraissent insuffisantes, il s'inspire donc de l'expérience des lazaristes, il met en place un catéchisme et il crée un patronage et pénètre ainsi dans les familles grâce aux enfants tout en améliorant les méthodes avec le recrutement d'auxiliaires laïques : étudiants, employés et dames de Charité. En fait, il n'a de cesse de répéter que l'apostat populaire doit être au centre des préoccupations du clergé et il se donne les moyens de communiquer ses expériences : il fonde un bulletin paroissial et la conférence Vianney regroupant une cinquantaine de curés et de directeurs d'œuvres ; Par la suite, en 1910, envoyé à Saint-Honoré d'Eylau, il développe l'utilisation des moyens les plus modernes : affiches et tracts, projections de cinématographe, etc. ; en outre, la presse est pour lui un grand moyen d'action : dès lors, il fonde en 1912 avec René Bazin et les pères de Grandmaison et Janvier, le Bureau catholique de la Presse. À partir de Janvier 1918, le Bureau catholique de la Presse publie un bulletin hebdomadaire appelé « Les nouvelles religieuses »³⁶ ; à la fois la personnalité, mais aussi les connaissances et les relations dont dispose le chanoine Soulange-Bodin sont loin d'être étrangers au développement des Scouts de France.

Le chanoine Cornette écrit alors :

et à la démocratie il appuie l'Action populaire et juge préférable « *de répandre les idées et de créer partout des œuvres* » au lieu d'entrer en politique.

³² Alors directeur de la revue « les Études », à la fois opposé à l'intégrisme et au modernisme.

³³ Secrétaire de l'assemblée des archevêques et cardinaux, proche de l'Action française.

³⁴ Association catholique de la jeunesse Française.

³⁵ Le père Sevin arrive à le convaincre le 30 juin 1920...

³⁶ D'après le père Philippe Ploix, *Encyclopédie du Catholicisme*, p. 341 et 342.

Le scoutisme catholique n'est encore représenté en France que par des initiatives isolées. Mais ces initiatives se font de plus en plus nombreuses et la constitution d'une fédération des groupes catholiques de scouts est ardemment désirée. Un certain nombre de fondateurs de groupes catholiques sont entrés en relations. Tous se félicitent de l'initiative prise et proclament la fécondité et le succès des méthodes du scoutisme, lorsqu'elles prennent pour base, suivant la pensée clairement exprimée de lord Baden-Powell, une vie religieuse intense. Les caractères essentiels des groupes catholiques de scoutisme se sont retrouvés partout les mêmes, bien que ces groupes se soient fondés, en s'ignorant les uns les autres. Ils pensent que l'heure est venue pour eux de se fédérer³⁷.

Ainsi, la fédération entend permettre la réunion formelle d'Unités existant déjà, donnant leur accord pour se fédérer entre elles :

La fédération aurait pour but de grouper en un faisceau puissant toutes les Troupes d'éclaireurs catholiques, isolément organisées sur tout le territoire, non pour les absorber, mais pour les aider par tous les moyens en son pouvoir : de renforcer ces Troupes en coordonnant leurs efforts, afin d'éviter une dispersion qui nous a été si souvent funeste, de provoquer la création de nouvelles Troupes, là surtout où, en raison de la pénurie de prêtres, comme dans les régions dévastées, l'institution des patronages est impossible, d'unifier les méthodes scouts dans toutes les Troupes, de garantir la valeur des brevets de capacité décernés dans les Troupes par le contrôle des examens, et enfin, de faire circuler partout un grand courant de vie religieuse et, par là, de former des élites de chrétiens et de patriotes³⁸.

Quelques années plus tard, une fois les particularismes locaux plus ou moins importants³⁹ dépassés au profit d'un scoutisme et d'une méthode unifiés, la fédération va changer de forme juridique et devenir une association⁴⁰.

Les Scouts de France, reconnus par lord Baden-Powell et aidés par les Américains ...

La reconnaissance par le scoutisme mondial et L'invitation au premier jamboree - Août 1920 -

³⁷ Manuscrit dactylographié de 18 pages signé du chanoine Cornette le 25 août 1920, intitulé « projet d'une fédération ... », d'après les Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

³⁸ *Ibidem.*

³⁹ Par exemple, ce n'est qu'en 1922 que les garçons issus du groupe de « la Milice (de) Saint Michel », abandonnent le béret et adoptent le chapeau scout, etc.

⁴⁰ En juillet 1932, un arrêté du préfet du département de la Seine officialise la transformation statutaire de la fédération nationale d'associations locales en association unitaire...

Au début du mois de juillet 1920, le chanoine Cornette reçoit la visite du délégué du président du « comité Américain pour les régions dévastées », venant au nom de mademoiselle Dike et de monsieur Morgan, lui proposant « l'union », du moins pour un temps (entre les trois fédérations existantes) et l'invitant à un grand déjeuner à l'hôtel Ritz, afin de rencontrer monsieur Barclay, président du département de l'Instruction publique aux États-Unis d'Amérique et surtout « *Chief-scout* » Américain.

C'est à cette occasion que le chanoine rencontre une nouvelle fois les chefs des autres fédérations françaises, elles aussi invitées par les Américains, alors que le déjeuner est présidé par André Tardieu (placé en face du chanoine) et que de grands discours en Anglais et en Français saluent « *le scoutisme comme la seule méthode éducative qui pouvait encore sauver la démocratie moderne et l'arracher aux dangers de l'égoïsme individuel* »⁴¹.

Le chanoine Cornette est « *officiellement invité à se faire représenter au congrès international de Londres [en fait, le premier « jamboree* »] *qui réunira les délégations de tous les scouts du monde* » ; il accepte l'invitation et envoie quinze

de [ses]⁴² scouts sous la conduite du père Sevin et de Macédo (...) je les aurais accompagnés si j'avais pu confier ici à quelqu'un mes autres enfants qui restent à la colonie [de Cabourg] ... j'ai pensé, d'autre part, que le père Sevin sachant très bien l'Anglais et étant très au courant des méthodes scoutées remplirait mieux le rôle de représentant (et puis j'ai vu que cela lui faisait tant de plaisir !) et, d'autre part, avec mes bras, s'il faut voyager pour visiter les camps scouts, j'aurai craint d'être une gêne et puis vraiment, après tous les étonnants témoignages que l'on a bien voulu rendre au scoutisme catholique en ma personne il me paraît nécessaire de m'effacer un peu (...) je sentais que l'heure était venue d'entrer dans le mouvement si nous ne voulions pas que le mouvement se fit contre nous (...) la consécration officielle qui nous a été donnée, au Ritz, par le représentant du gouvernement français aidera certainement notre action⁴³.

⁴¹ Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁴² En fait, parmi la délégation d'éclaireurs, deux des garçons sont d'anciens éclaireurs de la Troupe de Mouscron, créée par le père Sevin, et le reste des éclaireurs sont issus de l'une des Troupes de la paroisse Saint Honoré d'Eylau, créée par le chanoine Cornette.

⁴³ Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

Le comité directeur des Scouts de France reprend⁴⁴, « *en attendant* [la publication de l'organe officiel de la fédération, « le Scout de France »] *quelques éphémérides indiquant le mouvement de [la] fédération depuis sa création* » ; on y apprend la reconnaissance de cette dernière par le Chef-scout mondial - lord Baden-Powell - et, en ces mots : « *je prie Dieu de bénir abondamment les boys-scouts catholiques de France et de les unir en étroite amitié avec leurs camarades Anglais* »⁴⁵ ; on y apprend aussi la bénédiction du cardinal Bourne, archevêque de Westminster ; ces deux événements, se situent entre le 29 juillet et le 7 août 1920, lors du « jamboree » de Londres.

Le chanoine Cornette écrit :

Mais ce que je souhaiterais que l'on comprît c'est que les réformés Américains ou Français espèrent trouver dans le scoutisme leur plus efficace moyen de propagande : tous ceux qui, comme moi, liront attentivement le livre des unionistes, verront avec quelle habileté l'idée protestante (...) est infiltrée »⁴⁶ ; en août 1920, mademoiselle Dike écrit au chanoine Cornette : « nous attachons un prix particulier à la collaboration des éclaireurs catholiques persuadés qu'aucun mouvement en France ne saurait prendre une valeur véritablement nationale sans l'appui des catholiques »⁴⁷ ; le chanoine Cornette ajoute à cela : « et si nous nous organisons puissamment il faudra bien que le gouvernement français et l'opinion publique portent sur nous le même jugement ! »⁴⁸.

En février 1921, lord Baden-Powell envoie en son nom le commissaire Greenhill du QG Anglais, afin de porter aux SdF le drapeau du mouvement scout, en témoignage de sa reconnaissance officielle ; il est remis au général de Maud'Huy, en présence des Unités de Paris, réunies pour l'occasion au QG ...

Avec les Américains : Les premiers camps-Écoles à Francport, dans la forêt de Compiègne

Dès la création de la fédération, au cours de l'été 1920, les événements importants s'enchaînent : premier « jamboree » international, mais aussi premières possibilités d'effectuer de véritables camps ; or, le

⁴⁴ Circulaire dactylographiée privée de 5 pages, datée du 23 décembre 1921, et adressée aux aumôniers et aux scoutmestres d'après les Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁴⁵ *Ibidem.*

⁴⁶ *Ibidem.*

⁴⁷ *Ibidem.*

⁴⁸ *Ibidem.*

développement⁴⁹ nécessite une formation des cadres du mouvement, ou, du moins, quelques premières approches de la vie scout : les Camps-Écoles organisés par le « comité Américain pour les régions dévastées » en sont l'occasion idéale.

Au travers d'une note dactylographiée de 8 pages⁵⁰ (sûrement adressée à l'archevêché de Paris ?), intitulée « Le scoutisme dans ses rapports actuels avec les œuvres catholiques », le général de Maud'Huy, président de la fédération, apporte quelques indications sur les premiers Camps-Écoles organisés en France ; le « comité Américain » commence à donner au scoutisme « *un appui financier formidable* » : *500 000 F. ou 1 000 000 F. par an - les Américains considérant à tort ou à raison le scoutisme comme la forme d'éducation moderne -* » et « [ils] *sont disposés à aider les catholiques* ». D'ailleurs, le général de Maud'Huy insiste sur la nécessité de participer à ces camps :

(...) les Américains sont (...) réalisateurs pratiques, ils aideront les groupes existants : en même temps que les autres, nous serons favorisés, après les autres, nous arriverons trop tard » ; enfin, il ajoute à ses arguments : « le comité Américain tient en mains les régions dévastées par les secours de toute nature qu'il y distribue, et il veut fonder une Troupe dans chaque village⁵¹.

Ainsi, entre le 15 août et le 15 septembre 1920, quelques garçons des Unités de Paris, accompagnés par le chanoine Cornette qui y tient une aumônerie et par le père Sevin⁵² campent avec les deux autres fédérations françaises à Francport, près de Compiègne ;

Dès mon retour à Paris, j'irai à Compiègne où j'organiserai pour le Camp-École une aumônerie qui s'occupera de tous les jeunes gens envoyés de partout pour conquérir le brevet d'instructeur scout, ce sera quelque chose comme notre école de Joinville dont les Américains veulent bien faire les frais⁵³

⁴⁹ Après la Grande guerre, les États-Unis d'Amérique vont contribuer financièrement et matériellement à donner aux Scouts de France les moyens de leurs ambitions (achat ou prêt de tentes, réseaux de relations, structures de formations, etc.), d'autant plus que, même deux années après la fin du conflit mondial, les difficultés demeurent omniprésentes.

⁵⁰ Cette dernière, malheureusement, n'est pas datée, mais nous supposons qu'elle a été rédigée au cours du mois de septembre 1920, elle est adressée à Monseigneur Roland-Gosselin, vicaire capitulaire de l'archevêché de Paris.

⁵¹ Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁵² Georges Tisserand, *Le père Sevin, fondateur*, éd. Spes, 1965, p. 34

⁵³ Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

Jean-Philippe GAYOLA

écrit le chanoine Cornette.

Effectivement, les Américains « veulent bien faire les frais » d'un tel rassemblement, premier camp inter-fédérations, puisque le général de Maud'Huy écrit dans la note déjà citée :

deux séries de cent-cinquante garçons y ont séjourné, équipés et nourris gratis, et, initiés aux débuts du scoutisme, ils s'en sont retournés chez eux, enthousiasmés, décidés à fonder des Troupes dans leur coin⁵⁴.

C'est l'abbé Caffin, vicaire de Compiègne qui est nommé aumônier de camp et le général de Maud'Huy, président et donc « Chef-scout » des « Scouts de France » rend une visite remarquée aux garçons le 12 septembre et est « acclamé par les représentants de toutes les fédérations »⁵⁵ !

À propos de ce camp, une lettre d'Édouard de Macédo, adressée à son curé, le chanoine Soulange-Bodin, le 19 septembre 1920 relate l'acceptation par son auteur d'aider à la prise en charge de la fédération, mais aussi les premiers moments de la fédération :

Je quitte aujourd'hui le camp de Francport, je viens d'y passer quinze jours des plus agréables et utiles : monsieur l'abbé Cornette nous a dit au jour le jour tout ce que nous avons fait depuis Juillet dernier pour développer parmi nous dans nos Troupes des entraîneurs de Saint Honoré d'Eylau, le vrai esprit et le vrai (...) scout et aussi pour asseoir et développer en la faisant connaître notre fédération catholique des SdF, travail que nous avons accompli au « home », à Lourdes et ces jours-ci à Compiègne. Je puis dire que le résultat est magnifique. C'est à votre demande monsieur le curé et à celle de monsieur l'abbé Cornette, malgré un désir contrarié de ma part, que j'ai accepté de mettre mon temps et mes forces au service du scoutisme catholique (c'est-à-dire vécu par les catholiques !) (...) nous voudrions l'étendre le plus vite possible à toute la France. Déjà, par la manière heureuse et vraiment scoute avec laquelle nous avons débuté, nous jouissons d'un grand prestige et l'on nous traite avec les mêmes égards que les plus anciennes associations : ÉdF et ÉU. [dF] : le coup de maître qui nous aura valu d'être au premier rang, dès le début, nous le devons au rédacteur de notre première brochure (règlements intérieurs et statuts) et notre force aux noms qu'elle contient déjà parmi les protecteurs et directeurs. Si je puis être encore utile, et en attendant mieux, je resterai au service de la cause nouvelle pour laquelle les ouvriers, cette fois, font encore défaut (...) Je suis cependant très inquiet depuis quelques jours, j'ai

⁵⁴ *Ibidem.*

⁵⁵ Circulaire dactylographiée privée de 5 pages, datée du 23 décembre 1921, et adressée aux aumôniers et aux scoutmestres d'après les Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

reçu en effet un mot énigmatique de monsieur l'abbé Cornette me demandant « de ne plus donner » à ceux qui me demanderaient notre adresse la petite carte que j'ai faite imprimer à Compiègne « parce que mon nom se trouve dessus en qualité d'aumônier général » : y a t-il (...) quelque chose de nouveau ? l'archevêché depuis la mort de (...) cardinal Amette serait-il moins bien disposé à notre égard ? ce serait, je crois, très malheureux pour un mouvement qui n'a pas / plus une minute à perdre ; il ne faut pas que le scoutisme, comme autrefois le syndicalisme, échappe aux catholiques (...)⁵⁶ ;

Édouard de Macédo, aide active et fidèle de la paroisse de Saint-Honoré d'Eylau, outre le fait qu'il s'engage dans la fédération auprès du chanoine Cornette, se félicite du sérieux si rapide accordé aux Scouts de France, mais s'inquiète de la requête de silence venant du chanoine Cornette⁵⁷.

Or, peu à peu, la fédération se structure, les adhésions et les demandes de renseignements se font de plus en plus nombreuses ; d'ailleurs, une lettre du chanoine Cornette, adressée au chanoine Soulange-Bodin, le 25 septembre 1920 on peut lire :

De tous points de France m'arrivent des lettres des chefs de Troupes d'éclaireurs donnant leur adhésion à une fédération nationale catholique, mais, fidèle à la parole que je vous ai donnée⁵⁸, je m'abstiens de répondre ; toutefois, serait-il opportun de garder le même silence à l'égard du très pauvre mais aussi très dévoué curé de (...) ? : cet excellent prêtre dessert dans les régions dévastées quatre ou cinq paroisses et, comme il lui était impossible de former un patronage, il a fondé une Troupe scoutie composée de jeunes garçons tirés de diverses paroisses et il a placé à leur tête un petit employé de ferme qu'il nous a envoyé au Camp-École de Compiègne (notre fédération n'étant pas en mesure de recevoir sa Troupe et le pauvre curé n'ayant pas les ressources suffisantes pour le soutenir) ; il serait bien regrettable de les laisser tomber entre les mains des Éclaireurs de France - neutres - et surtout des Éclaireurs « unionistes - réformés -, qui ramassent toutes les Troupes de ce genre en train de s'organiser dans les régions dévastées ; à mon avis, il serait préférable que le bon curé de (...) confie sa Troupe aux Américains ; monsieur Barclay, et mademoiselle Dike, présidente du « comité Américain pour les régions dévastées », permettraient certainement de les reprendre à nous si nous ne sommes en mesure de le faire ! Je serai à Paris pour le 1^{er} Octobre (...)⁵⁹ ;

⁵⁶ Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁵⁷ En fait, nous allons le voir, cette requête est consécutive au décès du cardinal-archevêque de Paris, Monseigneur Amette alors que le vicaire-capitulaire est peu au fait des débuts de la fédération !

⁵⁸ Le chanoine Cornette, dans les premiers jours de septembre, a promis à son curé, le chanoine Soulange-Bodin, de ne rien faire au sujet du scoutisme tant que le vicaire-capitulaire Monseigneur Roland-Gosselin n'est pas mis au courant ...

⁵⁹ Archives historiques de l'Archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

ainsi, le chanoine Cornette, contraint par sa promesse de non-action et de silence, s'interroge malgré tout, au travers d'un exemple précis, sur les conséquences de sa promesse, car pour lui, le temps passe et le temps presse.

En attendant l'installation du successeur de Monseigneur Amette, la fédération va finalement s'imposer au sein de l'Église catholique, et poursuivre son développement.

Ainsi, comme en août 1920, est organisé un nouveau camp par le « comité Américain pour les régions dévastées » ; le 24 juin 1921, le chanoine Cornette écrit au chanoine Couget, sous-directeur des Œuvres diocésaines de Paris :

(...) le « comité Américain pour les régions dévastées » organise sous la présidence de mademoiselle Dike et avec le concours du gouvernement français une série de camps-Écoles de scoutisme pour les vacances ; pour le succès de cette grande entreprise, le « comité Américain » a demandé le concours des trois fédérations scouts de France, reconnues par le bureau international de Londres : les Éclaireurs de France (neutres), les Éclaireurs « unionistes » (réformés) et nous, catholiques ; les deux premières fédérations ont répondu avec empressement et déjà elles comptent tous leurs adhérents ! priés par le « comité Américain » de faire connaître les conditions de notre participation, j'ai indiqué les suivantes sous réserve de l'approbation ecclésiastique : la nomination par l'autorité ecclésiastique d'un aumônier dans chaque Camp-École, tente-chapelle où la messe serait célébrée tous les matins, temps libre pour les scouts suivant la célébration de l'office religieux pour que les catholiques puissent remplir leurs devoirs, « maigre » le vendredi pour tout le camp afin qu'il n'y ait pas de contestation ; ces conditions ont été acceptées par le « comité Américain » (...), par les autres fédérations et par la présidente (...) de l'Aisne (...) le territoire de laquelle se trouvent les camps ; dans ces conditions, ne pensez-vous pas, monsieur le chanoine, qu'il serait dommageable que nous refusions notre concours à une organisation de camp qui va nécessairement compter un grand nombre d'enfants, en majorité catholiques ? voudriez-vous être assez bon pour soumettre ces propositions à son éminence, il serait urgent que je puisse trouver une réponse le plus vite possible (...) »⁶⁰ ; une semaine après, le 28 juin 1921, une lettre émanant de l'archevêché de Paris, écrite par le chanoine Courbe, lui répond : « (...) Je viens de soumettre votre lettre à son éminence qui consent à ce que la fédération catholique des SdF participe à l'organisation de camps-Écoles de « scoutistes » [sic] pour les vacances si les quatre conditions énumérées dans votre lettre sont intégralement respectées ; Je m'empresse de vous en informer (...) »⁶¹

⁶⁰ Archives historiques de l'Archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁶¹ *Ibidem*.

À la suite du nouveau Camp-École à Francport, près de Compiègne, un autre camp a lieu pour les SdF entre le 15 juillet et le 16 août 1921, près de Cabourg, réunissant les Unités de Paris, suivi de deux autres, organisés par les Américains à Corcy, dans le département de l'Aisne et à la Croix-Saint-Ouen⁶², dans le département de l'Oise ; pendant ce temps, lord Baden-Powell, en visite en France depuis le 17 août, se déplace de camps en camps, reçu par les trois fédérations (catholique, réformée et laïque / neutre).

Les Scouts de France et l'assise ecclésiastique

La nécessité et Le souhait de reconnaissance vis-à-vis de l'épiscopat français

C'est une évidence pour les fondateurs, mais une fédération de scoutisme catholique ne peut se faire hors de l'Église catholique, et donc sans l'accord respectif des archevêques et des évêques de France, « maîtres » dans leurs diocèses. Cette nécessité de reconnaissance est d'autant plus pressante en juillet 1920, qu'elle doit permettre à la fédération d'une part de « couper court » aux critiques et, d'autre part, d'avancer de plus belle ; le général de Maud'Huy écrit en septembre 1920 dans sa note intitulée « le scoutisme dans ses rapports actuels avec les œuvres catholiques » que :

le but de cette note est d'attirer respectueusement l'attention de l'autorité ecclésiastique sur l'opportunité et l'urgence de développer et d'unifier le mouvement scout catholique en France⁶³.

De fait, encouragé par les adhésions et les événements, mais aussi par la nécessité de précipiter les choses, le chanoine Cornette se rend à l'archevêché de Paris, l'une des premières étapes de la reconnaissance épiscopale ; l'une de ses lettres, écrite du « home » de Cabourg⁶⁴, et adressée à son curé, le 21 juillet 1920, nous apprend beaucoup sur les débuts de la fédération ; à ce stade, le chanoine avoue qu'

après avoir réfléchi, j'ai pensé qu'il fallait établir notre situation nettement vis-à-vis de l'archevêché (...) prenant donc mon courage à deux mains, je

⁶² Le chanoine Cornette y reçoit le « swastika » d'or « *en témoignage de satisfaction et d'union* », et, parallèlement, le révérend-père Sevin y reçoit déjà des mains de lord Baden-Powell la décoration scoute du « loup d'argent » ...

⁶³ Archives historiques de l'Archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁶⁴ Une maison de congés pour les œuvres de la paroisse Saint Honoré d'Eylau.

Jean-Philippe GAYOLA

suis allé voir le cardinal la veille de son départ (...) - le moment était mal choisi ... il avait consigné sa porte - j'ai supplié (...) et sans prévenir [on] m'a introduit auprès du cardinal (...);

par la suite, le cardinal renvoie le chanoine Cornette auprès de l'un de ses subordonnés qui, après l'avoir écouté poliment, lui écrit :

j'ai compris toute la portée de l'œuvre que vous entreprenez et je la (...) de toutes mes forces sous la réserve qu'elle ne divise pas les efforts sur d'autres terrains (...)

et lui conseille d'aller voir le directeur d'une revue catholique ; le chanoine Cornette s'exécute, alors, le directeur en question lui propose même de faire de sa revue l'organe officiel de la fédération et lui demande un article

bien fait, signé d'un nom connu qui préparerait l'opinion catholique, laquelle a longtemps considéré le scoutisme comme une œuvre réformée !⁶⁵ ;

dès lors, le chanoine demande à René Bazin, l'un des « parrains » des Scouts de France, d'écrire cet article.

Puis, le chanoine rend visite au père Janvier et lui montre à quel point les Scouts de France sont en retard vis-à-vis des « éclaireurs unionistes », soutenus par les UCJG, « *en train de conquérir les régions dévastées où [les] entraîneurs luttent péniblement sans appuis et sans ressources* » ; à cela, le révérend-père Janvier lui répond : « *disposez de moi et mettez-moi en avant partout où vous rencontrerez de l'opposition : je suis votre homme !* » et, « *fort de cet appui, [le chanoine Cornette] envoyait [sa] circulaire partout où [il savait] des groupes en formation* »⁶⁶.

Enfin, disposé à aller plus loin encore, le chanoine Cornette, prend conseil auprès du chanoine Soulange-Bodin ; or, l'une de ses lettres, écrite du « home » de Cabourg, et adressée à ce dernier, le 21 juillet 1920, nous apprend :

serait-il poli d'adresser aux évêques une lettre tapée à la machine ? [car] il m'effraie un peu d'avoir à faire copier soixante dix ou quatre vingt lettres à la main ! (...) j'aurai voulu attendre le retour de notre délégation arrivant de Londres où tous les honneurs officiels lui ont été rendus au titre catholique, mais déjà je me sens débordé par l'urgence des

⁶⁵ Archives historiques de l'Archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁶⁶ *Ibidem*.

correspondances qui me viennent de tous côtés et je ne puis perdre un jour : la principale question que me posent les directeurs d'œuvres de diocèses est celle-ci : « et les évêques ? » ; je crois donc qu'il est urgent, puisque le « comité Américain » m'a « bombardé » « aumônier général » que j'envoie à ce titre une lettre à tous les évêques de France (...) il faut qu'à la rentrée d' Octobre nous puissions convoquer l'assemblée générale et affirmer notre force ; ma vie va devenir celle d'un galérien (...)⁶⁷.

Ainsi, le 24 ou le 25 août 1920, le chanoine Cornette adresse aux archevêques et évêques de France, en tant qu'aumônier général⁶⁸, la lettre suivante :

Devant l'ampleur du mouvement scout qui vient de tenir ses solennelles assises à Londres où une délégation de nos jeunes Troupes catholiques a été officiellement convoquée pour recevoir l'investiture du lieutenant-général sir Baden-Powell et la bénédiction du cardinal Bourne, il nous a paru que l'heure était venue de fédérer toutes les Troupes de scouts catholiques isolément organisées sur le territoire de France et de provoquer la création de nouvelles Troupes. Dans ce but, un « conseil protecteur » vient de se fonder / former, il comprend déjà les noms des notabilités catholiques suivantes : Monseigneur Tiberghien, protonotaire-apostolique, le révérend-père Léonce de Grandmaison, ,s.j., le révérend-père Janvier, o.p., et monsieur le chanoine Soulange-Bodin, curé de Saint Honoré d'Eylau, messieurs René Bazin (de l' Académie française), Jean Brunhes (professeur au Collège de France), le général de Dartein, le comte Durieu et Georges Goyau, monsieur de Lamarzelle (sénateur du Morbihan), (...) la marquise de Montebello (société de secours aux blessés militaires), Schuman (député de la Moselle), Souchon (membre de l' Institut), etc. ; le « comité Américain pour les régions dévastées », dont le président d'honneur est monsieur André Tardieu, tenant compte de ce que nous avons déjà fait dans le département de l' Aisne, nous a demandé de déléguer l'un de nos membres pour représenter nos intérêts au Camp-École de Compiègne. Il précise ainsi, sous la plume de mademoiselle Dike, sa présidente, notre rôle : « nous attachons un prix particulier à la collaboration des éclaireurs catholiques persuadés qu'aucun mouvement en France ne saurait prendre une valeur véritablement nationale sans l'appui des catholiques ». Nous ne sommes nés que hier et, cependant, encouragés par les résultats, nous serions heureux que NNSS les évêques voulussent bien nous bénir et encourageassent les diverses Troupes d'éclaireurs catholiques de leurs diocèses à entrer dans notre fédération ; nous souhaiterions également que quelques unes des notabilités catholiques des diverses régions de la France où le scoutisme est appelé à se développer nous apportassent dans l' Armée et l' Industrie, dans le Commerce, dans les Arts, les Lettres, et les Sciences, le prestige de leur nom et le concours de

⁶⁷ *Ibidem.*

⁶⁸ En fait, d'après le chanoine Cornette, le titre lui a été donné par les Américains, mais l'Église catholique de France n'en sait rien !

leur influence. Ainsi, nous aurions bientôt une force sociale préparant, dans la jeunesse, la France de demain, et, beaucoup de nos enfants, qui ont échappé jusqu'à ce jour à l'action du patronage, ou qui le quittent, attirés par le scoutisme, pour s'agréger aux Troupes « neutres » ou aux Troupes « unionistes », parce qu'elles sont solidement organisées, resteraient dans nos rangs et recevraient de l'épiscopat par les aumôniers placés par lui à la tête de chaque Troupe, les directives les orientant vers une vie à la fois foncièrement chrétienne, fermement patriote et généreusement civique. Dans l'espoir, Monseigneur, que vous voudrez bien encourager et bénir notre projet, Je vous prie d'agréer, l'hommage du religieux respect avec lequel nous sommes (...) de votre grandeur, le fils très obéissant ...⁶⁹.

Or, la lettre en question, approuvée et revue par le chanoine Soulange-Bodin, est envoyée dans les diocèses et arrive à l'archevêché de Paris, au moment même où le cardinal-archevêque de Paris, Monseigneur Amette, soutien important de la jeune fédération, disparaît le 29 août 1920.

Un contre-temps : le chanoine Cornette s'éloigne de la fédération ...

Dès lors, très rapidement, une lettre du chanoine Cornette arrive à Monseigneur Roland-Gosselin, vicaire-capitulaire de Paris, le 10 septembre 1920 ; le chanoine Cornette espère obtenir de ce dernier la continuité de cordiales relations entre la fédération naissante et l'archevêché de Paris :

Avant de partir pour le Camp-École de Compiègne, avec le général de Maud'Huy, président de notre fédération, pour contrôler la préparation technique que reçoivent du comité Américain les futurs chefs scouts, j'aurai voulu aller vous présenter mes hommages et, en vous exprimant les immenses regrets que nous causent à tous la perte si inopinée de notre vénéré cardinal et en vous disant les vœux bien religieux que nous formons pour votre grandeur dans sa lourde tâche ; j'aurai voulu, en même temps, vous mettre au courant de tout ce que nous avons fait depuis notre retour de Londres au point de vue de l'organisation scoute : j'en avais entretenu son éminence et je devais le revoir ; monsieur le curé de Saint Honoré, membre de notre « conseil protecteur » voudra bien vous dire l'urgence qu'il y avait à fonder notre fédération si nous voulions qu'il restât encore quelques groupements d'enfants catholiques dans les régions dévastées ... les ÉdF (neutres), et surtout les unionistes (réformés), puissamment soutenus par la société Américaine YMCA qui avait transformé les foyers de soldats en foyers civils, accaparaient tous les enfants d'origine catholique ; notre organisation a permis des regroupements catholiques et surtout, a fait naître des espérances dans ces régions où la fondation des patronages n'est pas possible en raison de la pénurie de prêtres et du manque de ressources ; l'organisation des Troupes scoutistes catholiques y est possible et c'est dans ce but que nous préparons des jeunes chefs au Camp-École de Compiègne

⁶⁹ Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

grâce à la générosité pleine de bienveillance du « comité Américain pour les régions dévastées » et, en même temps, de toutes les parties de la France nous arrivent des lettres de demandes d'affiliation des Troupes scoutistes catholiques à notre fédération ; c'est devant l'ampleur de ce mouvement que j'ai cru nécessaire d'adresser à tous les évêques de France la lettre dont j'ai l'honneur de joindre ici un exemplaire... monsieur Soulange-Bodin complètera ces indications ; permettez-moi, Monseigneur, de solliciter de votre grandeur sa paternelle bénédiction⁷⁰.

À cette lettre s'ajoute le même jour celle de soutien du chanoine Soulange-Bodin à Monseigneur Roland-Gosselin, le 10 septembre 1920 :

comme je l'ai promis à votre grandeur, je vous adresse le rapport de l'abbé Cornette, je le crois digne d'intention : le scoutisme est en marche, nous ne l'arrêterons pas ! il s'agit de le discipliner et de l'organiser ; l'intervention de votre grandeur est providentielle et je puis vous dire les audaces de l'excellent monsieur Cornette « felix culpa » ; J'expédie par la poste à monsieur le chanoine Couget un exemplaire de ce rapport, mais faudrait-il en adresser un à monsieur Michaux ? J'attends, pour le faire, vos instructions (...)⁷¹

Monseigneur Roland-Gosselin prend connaissance de la lettre, mais, n'ayant jamais entendu parlé de la fédération et de son « aumônier général, il estime qu'un simple prêtre ne peut se permettre d'écrire aux évêques et, de surcroît, se dire « aumônier général » : il juge donc intempestive la démarche et il envoie le jour même une lettre en réponse au chanoine Cornette, le 10 septembre 1920 :

(...) votre lettre me cause une grande surprise : Je ne sais rien de cette fédération, ni du titre d' « aumônier général » des SdF, et en l'absence de monsieur Couget, je ne puis me renseigner sans un délai ; Je vous demande donc de vous tenir sur la réserve jusqu'à nouvel ordre, et de ne rien envoyer, de ne rien publier, sans une autorisation de la direction diocésaine des œuvres (...) Je désire savoir en particulier par qui vous avez été autorisé à écrire aux évêques de France, et à prendre un titre qui déborde singulièrement de vos fonctions de vicaire (...) »⁷² ; le chanoine Cornette annote la lettre en question et écrit « qu'un prêtre a le droit d'écrire à un évêque » et que « monsieur le chanoine Soulange-Bodin, curé à Saint-Honoré d'Eylau, lui a fortement conseillé d'écrire cette lettre aux évêques de France, lettre qui leur présente les scouts catholiques⁷³.

⁷⁰ *Ibidem.*

⁷¹ *Ibidem.*

⁷² Archives historiques de l'archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁷³ *Ibidem.*

Dès lors, résigné mais soumis, le 14 septembre 1920, le chanoine Cornette répond longuement afin de se justifier ; il décrit ses gestes de soumission et l'arrêt de toute action :

Monseigneur, suivant la parole donnée, j'ai écrit d'abord au R.P. Sevin, à NOISY-LE-SEC, pour arrêter l'envoi de toute lettre-circulaire ou publication de quelque nature que ce soit concernant le scoutisme » ; puis il explique en quelles conditions il a reçu son titre : « il [le père Sevin] pourra attester que le qualificatif accolé à mon nom et qui m'avait été donné par mes confrères pour faciliter et unifier les relations avec les autorités Américaines et Anglaises, l'a été à mon insu et contre mon gré ! »⁷⁴ ; puis, le chanoine Cornette affirme qu'il a pris contact avec les Œuvres diocésaines de Paris, regroupant toutes les œuvres de jeunesse et qu'il a obtenu l'aval de son curé : « j'ai écrit aux directeur et sous-directeur des Œuvres diocésaines de Paris qui m'avaient supplié d'écrire la lettre aux évêques afin d'attirer leur attention sur le but des réformés (...) action(s) poursuivie(s) surtout dans les régions dévastées ; c'est parce qu'ils avaient ma documentation à ce sujet qu'ils m'ont prié de « donner ce son de cloche » ; cette lettre, après l'avoir rédigée, je l'ai soumise à mon curé, monsieur le chanoine Soulange-Bodin, qui, non seulement l'a approuvée, mais a voulu lui même la faire polycopier à son secrétariat ... ;

mais le chanoine Cornette, comme il l'a fait à propos de son titre d'« aumônier général », semble donner, à propos de la lettre envoyée aux prélats Français, une bien piètre explication : « datée du 25 Août, elle [la lettre envoyée aux archevêques et évêques de France] est restée sur mon bureau et a été expédiée en mon absence, mais elle est figurée de moi et j'ai le devoir d'en revendiquer l'absolue et entière responsabilité ! » ; enfin, il relate l'historique de la fédération et il développe les arguments répétés auprès de tous afin d'essayer de convaincre Monseigneur Roland-Gosselin :

j'ai écrit à monsieur Barclay, président du département de l'Instruction publique aux États-Unis d'Amérique et directeur du Camp-École de Compiègne, et à mademoiselle Dike, présidente du « comité Américain pour les régions dévastées » pour les informer que je me retire du mouvement ; j'avais pourtant obtenu d'eux au cours de ces vacances, que tous les enfants d'origine catholique de régions dévastées nous seraient réservés si nous fondions des Troupes scouts ; et, pas un instant je ne me suis occupé des patronages, car les patronages ont ce qu'il leur faut et que d'ailleurs il ne s'agit pas de patronages dans les régions dévastées livrées par le gouvernement français à l'action des Américains ; j'avais devant moi

⁷⁴ Quoi qu'il en soit, le chanoine Cornette l'a accepté, peut-être assuré et encouragé par le cardinal-archevêque de Paris, Monseigneur Amette, de la reconnaissance imminente du scoutisme catholique par l'Église de France.

cette immense armée d'enfants que l'Église a baptisée et qui s'en vont les uns aux ÉdF, où il est interdit de prononcer officiellement le nom de Dieu (ce sont les « neutres » ...), les autres aux « unionistes », où l'on parle du Christ mais à la manière réformée (ce sont les YMCA ...); ce sont ces enfants et uniquement ceux-là que j'avais en vue dans mon organisation agréée par le « comité Américain » et même reconnue par monsieur André Tardieu, président d'honneur de ce comité; c'est pour la reconquête de ces enfants qui nous échappent que j'avais trouvé l'appui de nombreuses personnalités catholiques dont je citais le nom dans ma lettre aux évêques ... »; ensuite, le chanoine Cornette reconnaît ses erreurs, du moins pour limiter les préjudices de ces actions non-concertées et, une nouvelle fois, se justifie: « sans doute je suis allé trop vite en besogne: si tout ce travail d'organisation s'est fait en un mois et demi à peine, c'est que les circonstances m'entraînaient et me portaient; c'est après le congrès de Londres, au début du mois d' Août, que tous les camps-Écoles des Américains s'organisaient, il fallait faire vite si nous ne voulions être supplantés par les « neutres » et les réformés; cependant, je n'ai pas écrit une ligne, je n'ai pas fait une démarche, sans la soumettre au préalable à monsieur Soulange-Bodin mon curé, et, au cours de ces vacances, dans l'action et dans la prière, j'écrivais à son éminence le cardinal, c'était le 27 Juillet, je crois, pour lui dire ce que j'avais fait depuis la dernière audience qu'il m'avait fait l'honneur de m'accorder; tout en ayant la pensée fixée sur les enfants des régions dévastées, je devais bien penser qu'un jour je rencontrerai les patronages, c'est pourquoi j'avais rédigé un article que monsieur Soulange-Bodin voulait voir paraître soit dans une de nos revues d'apologétique, soit écrire dans « le Correspondant », et dans lequel expliquant ce qu'est le scoutisme en lui-même, j'essayais de démontrer comment on pourrait le catholiciser et quelle était vis-à-vis de la FGSPF la position de la fédération nationale catholique des SdF; pour obéir à votre grandeur, j'ai retiré cet article de l'impression, bien que monsieur le curé de Saint Honoré d'Eylau souhaita qu'il fut envoyé aux congressistes de l' Union (...) pardonnez-moi, Monseigneur, si (...) entier à la pensée d'arracher aux « neutres » et aux réformés les enfants qui sont nôtres et qu'ils veulent conquérir (...); j'ai oublié qu'il était outreuidant de la part d'un humble vicaire de Saint Honoré de s'adresser directement aux autorités ecclésiastiques, d'une part, je me suis cru couvert par l'autorité de mon chef hiérarchique dont toutes les lettres sont un encouragement, monsieur le curé de Saint Honoré d'Eylau semblait toujours me dire: « allez de l'avant! »; cependant, il serait mal de me couvrir de cette autorité pour atténuer ma responsabilité, monsieur Soulange-Bodin est bon, et je veux être seul en cause; d'autre part, j'étais « dans le feu de l'action » et l'action m'a emporté plus vite et plus loin que je ne le souhaitais! »; enfin, il confirme son détachement du scoutisme: « maintenant, Monseigneur, jugez-moi, jugez-moi seul, car les confrères de la fédération ont pu être entraînés par mon exemple .. à l'avance, fidèlement et respectueusement, je me soumetts à vos décisions; j'ai brisé toutes mes attaches avec le scoutisme et il m'en a coûté, croyez-le, mais l'article 7 de la loi scout est ainsi formulé: « le scout obéit sans réplique et ne fait rien à moitié »! », mais insiste: « Je demeure néanmoins convaincu que le

scoutisme qui se répand aujourd'hui sur le monde entier, est, comme le syndicalisme, un mouvement dont les catholiques ne peuvent pas se désintéresser : si nous ne le canalisons pas pour le diriger et le catholiciser, il s'organisera malgré nous et en dehors de nous, et vraisemblablement contre nous ! » ; puis, il termine : « maintenant, je demande à votre grandeur la permission de m'absenter de Paris pour prendre avant le 1^{er} Octobre quelques jours de repos ; j'ai beaucoup travaillé durant ces deux derniers mois sans prendre une minute de vacances, j'ai un besoin absolu de détente pour pouvoir me ressaisir avant de commencer une année laborieuse dans les œuvres de jeunesse, surtout dans une paroisse comme celle de Saint-Honoré : à soixante ans, on ne « rebondit » pas comme à quarante ! daigne, votre grandeur, agréer l'assurance de ma fidèle obéissance et lui accorder en retour sa favorable bénédiction⁷⁵.

Le jour même, le 14 septembre 1920, Monseigneur Roland-Gosselin, envoie une lettre en réponse :

j'ai reçu votre excellente lettre et vos dispositions sont celles que j'attendais de vous. Il est bien - Je le pense comme vous - de nous occuper du scoutisme, mais il faut une action combinée avec les organisations existantes et c'est après entente avec elles que nous pourrons agir utilement (...) ne vous pressez pas d'ailleurs de rompre vos relations scoutistes [sic], vous pourrez avoir votre place dans l'organisme à créer et vos expériences seront utiles⁷⁶ ;

cette lettre, encourageante, replace le scoutisme catholique dans le giron de l'autorité ecclésiastique, et notamment des Œuvres diocésaines, et reconnaît implicitement la fédération ! À la suite de ces correspondances, une entrevue a lieu entre les deux hommes, à Issy-les-Moulineaux, et le chanoine Cornette quitte Paris ...

Or, du côté des appuis et des relations « scoutistes » du chanoine Cornette, il ne semble pas nécessaire de trop s'inquiéter et les démarches continuent ; ainsi, le 16 septembre 1920, le chanoine Soulange-Bodin écrit au docteur Michaux⁷⁷ :

Cher monsieur, pendant ces vacances le mouvement scout catholique a pris un certain développement sous l'impulsion de monsieur l'abbé Cornette, mon vicaire ; ce dernier, en effet, s'est occupé avec un grand zèle surnaturel des petits catholiques des régions libérées accaparés par les réformés et il s'est mis en relation avec les Troupes des pays étrangers ... mais le succès de son entreprise l'a un peu grisé : il s'est fait nommé « aumônier général » par un général Anglais ou Américain et il a écrit à

⁷⁵ Archives historiques de l'Archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁷⁶ *Ibidem*.

⁷⁷ Président de la FGSPF.

tous les évêques une lettre que j'ai vue avant et qui m'a parue convenable, mais qu'il a signée du titre d'« aumônier général » des SdF ; Monseigneur Roland-Gosselin, qui n'était pas au courant de la visite de l'abbé faite au cardinal, lui a fait de justes observations et exige qu'il ne continue pas sans avoir pris votre avis et celui des grandes fédérations de gymnastique ; en cela, il parle comme la (...) des évêques ; monsieur Cornette, un peu peiné, mais très repentant, est parti en vacances pour quatre jours ; il m'a laissé avant de partir un mémoire qui indique bien l'esprit qui l'a animé, j'en ai envoyé un à Monseigneur Roland-Gosselin, je vous envoie l'autre, je suis persuadé que vous le lirez avec intérêt et qu'il vous laissera l'impression qu'il ne faut pas rejeter cet effort mais le régler.⁷⁸

Ainsi, les échanges continuent malgré tout, et, le 18 septembre 1920, le chanoine Courbe écrit au chanoine Soulange-Bodin ; il a, lui, une vision bien défaitiste de la suite des événements, mais, bienveillant, il n'hésite pas à donner quelques conseils :

Cher monsieur le curé, je m'empresse de vous accuser réception des documents sur les scouts catholiques que vous voulez bien m'adresser, je les ai étudiés avec attention et intérêt, peut-être monsieur Cornette a-t-il agi trop vite en la circonstance, d'après ce que j'entends dire, je crains qu'il ait gravement compromis son œuvre, je vais faire mes efforts pour le repêcher, mais je ne pourrai y réussir qu'à la condition formelle que monsieur le chanoine Cornette montre la plus grande docilité et la plus grande souplesse dans l'exécution des instructions que je voudrai lui communiquer en temps opportun ; je ne doute pas d'ailleurs de ses sentiments à cet égard.⁷⁹

D'ailleurs, c'est le chanoine Cornette qui se tient au courant de l'évolution de la situation, puisque bien que ne lui étant pas directement adressée, c'est lui qui répond longuement à la lettre envoyée à son curé ; il écrit de Bourbon-Lancy au chanoine Courbe, le 23 septembre 1920, une fois encore afin de démontrer sa bonne foi et d'essayer de se justifier :

votre lettre du 18 Septembre, à monsieur le curé de Saint Honoré d'Eylau, qu'il m'a transmise ici, accuse de quelques inquiétudes à mon sujet ; permettez-moi de vous rassurer : j'ai donné ma parole à Monseigneur Roland-Gosselin que je ne ferai rien désormais, en ce qui concerne le scoutisme, sans son assentiment et le vôtre ; quand j'ai [sic] rédigé la loi scout, d'après les principes de lord Baden-Powell, j'ai hésité entre deux formules : « le scout est homme d'honneur, il n'a qu'une parole » et « le scout met son honneur à mériter confiance » (...) ; il développe à

⁷⁸ Archives historiques de l'Archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁷⁹ *Ibidem*.

nouveau un argumentaire impressionnant sur la nécessité qu'a la fédération de scoutisme catholique d'agir avec rapidité : « vous pensez, monsieur le chanoine, que j'ai été trop vite en besogne, j'ose espérer que votre opinion se modifiera quand vous saurez tous les concours de circonstances qui m'ont obligé à aller très vite si je voulais que les scouts catholiques eussent à Londres, au mois d' Août, puis au Camp-École organisé par les Américains en Septembre, la place qu'ils méritaient d'avoir, alors que les scouts catholiques de Belgique, d' Italie, d' Espagne et du Québec se présentaient avec honneur, nous ne pouvions, nous, Français, venir en « parents-pauvres » devant les autorités britanniques » ; puis, il oppose au mécontentement de Monseigneur Roland-Gosselin, ses appuis : « De là, pour moi, l'obligation de constituer rapidement un comité impressionnant ; ce comité, transformé en « conseil protecteur » et composé, comme vous avez pu le voir, de hautes notabilités catholiques, fut constamment mon guide dans toutes mes négociations et monsieur le curé de Saint-Honoré d'Eylau pourra attester que je n'ai pas fait une démarche, que je n'ai pas écrit une ligne, sans l'assentiment préalable des personnalités déléguées pour m'assister ; c'est ainsi que j'ai pu recevoir les témoignages les plus flatteurs pour le mouvement catholique des SdF, du général Baden-Powell, du cardinal Bourne, de monsieur Barclay, président du département de l' Instruction publique aux États-Unis d' Amérique et directeur du Camp-École de scoutisme en France, de miss Dike, présidente du « comité Américain pour les régions dévastées » et des président et vice-président des ÉdF ; c'est ainsi également qu' au Camp-École de Compiègne, la direction de la première Troupe fut réservée à mon délégué et que j'obtins que Monseigneur l'évêque de Beauvais serait invité à visiter le camp en même temps qu'étaient invités le ministre des régions libérées et les deux préfets de l' Aisne et de l' Oise ; c'est ainsi encore que je fis admettre qu'il y aurait une aumônerie dans tous les camps-Écoles de scoutisme, mais je ne pus malheureusement obtenir ce résultat qu'au début de Septembre parce que je n'avais pu agir vite auprès des autorités ; monsieur le marquis de (...), un de mes conseils dont j'ai heureusement pu conserver une lettre que je vous montrerai, trouvait que je mettais trop de lenteur à organiser la fédération, et que jamais nous ne pourrions rattraper les avances qu'avaient sur nous les neutre et les réformés ; monsieur Soulange-Bodin, de son côté, ne cessait de m'encourager à aller de l'avant et dans l'une de ses dernières lettres, postée de Vittel, il me fait presque un reproche d'avoir laissé plus de cinq mille enfants « distribués » aux divers camps, sous la direction du commandant Fabre, sans leur trouver d'aumôniers ; tout mon effort s'étant porté sur les régions libérées, je n'ai eu, hélas, ni le temps, ni les moyens, de m'occuper des pupilles du commandant FABRE ; si trop d'activité a pu compromettre notre mouvement qui nous déborde, vous devinez, monsieur le chanoine, quelle tristesse j'en éprouve ; mais, alors, pourquoi, dans la fièvre de l'action, si je me suis trouvé jeté au cours de ces vacances, croyez-le bien, je n'ai jamais eu d'autre préoccupation que de revendiquer pour l' Église les enfants qui lui appartenaient et que je voyais lui échapper ; pourquoi jamais, aucun de mes conseils, qui sont pourtant des catholiques qualifiés, des hommes de sagesse et d'expérience, pourquoi ce grand homme d'œuvres qu'est monsieur Soulange-Bodin que j'ai presque

jour par jour, je dirais presque heure par heure, tenu au courant de mes faits et gestes et auquel j'ai soumis toutes mes lettres officielles, ne m'ont-ils pas dit : « halte-là ! vous allez trop vite ! » ? » ; enfin, il termine : « je ne dis point cela, monsieur le chanoine, pour dégager mes responsabilités : mes responsabilités, je les revendique toutes, mais, Dieu qui juge les intentions, sait que je n'en ai qu'une seule, essayer de reconquérir les enfants que nous perdons ; et, maintenant, faut-il vous en donner l'assurance ? ; j'attendrai les instructions de ceux que Dieu a placé dans la hiérarchie pour diriger les œuvres catholiques « avec la plus grande docilité et la plus grande souplesse » ; quand j'ai rédigé [sic] le septième article de la loi scout, je l'ai ainsi formulé : « le scout obéit sans répliques et ne fait rien à moitié », croyez bien que je saurai en toutes circonstances m'inspirer de cet article et que je ne donnerai pas aux scouts le mauvais exemple de la désobéissance⁸⁰.

À peine une dizaine de jours plus tard, alors que tout semble évoluer dans le sens de la reconnaissance de la fédération par l'archevêché de Paris, le chanoine Cornette écrit à nouveau au chanoine Courbe, le 4 octobre 1920 :

c'est de Meaux, où, avant de rentrer définitivement à Paris, j'ai voulu chercher auprès de Monseigneur Marbeaux, mon ancien curé, des conseils et un peu de réconfort, que je viens vous adresser cette lettre : ce sera l'un des grands chagrins de ma vie que Monseigneur Roland-Gosselin et vous ayez pu penser un instant que j'avais songé à passer au-dessus de la tête de l'autorité pour les mettre en présence d'un fait accompli ; trente-cinq années de vie sacerdotale dans la soumission la plus filiale et le dévouement aux œuvres pourraient être une protestation suffisante contre un tel dessein ... Je puis vous affirmer sur l'honneur que dans la fièvre de l'action où j'ai été emporté pendant mes vacances, après une année des plus laborieuses, je n'ai qu'une seule préoccupation, qu'un seul souci, revendiquer pour l'Église qui les a baptisés les enfants que de très puissantes organisations des Éclaireurs « neutres » et réformées allaient englober ; les lettres que je reçois aujourd'hui même de monsieur Barclay, directeur du Camp-École de scoutisme, de mademoiselle Dike, présidente du « comité Américain pour les régions dévastées », de monsieur Hubert Martin, commissaire international des scouts et représentant de lord Baden-Powell, et enfin, de monsieur Charpentier, secrétaire général des ÉdF, me prouvent que j'y ai peut-être réussi ! Mais, tout cela, monsieur le chanoine, n'atténue pas mon chagrin ... oui, j'ai eu tort de prendre le contact avec vous et mon tort est d'autant plus grand que notre accueil, au début du mois de Juillet avait été d'autant plus bienveillant et plus encourageant, je pourrais essayer de plaider auprès de vous des circonstances atténuantes mais cette défense trop facile ne serait pas « scout » : je préfère en appeler à votre générosité, elle m'aidera à porter seul toutes les responsabilités⁸¹.

⁸⁰ Archives historiques de l'Archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁸¹ *Ibidem*.

Ainsi, le chanoine Cornette ne peut véritablement que s'incliner s'il souhaite conserver une chance de développer la fédération ...

Le « retour en grâces » auprès de l'épiscopat ...

Heureusement pour la fédération, et très rapidement, c'est le cardinal Dubois qui succède au cardinal Amette ; intronisé fin novembre 1920, après avoir été nommé à la mi-septembre 1920, il semble avoir un préjugé favorable sur le scoutisme et rétablit le chanoine Cornette dans ses fonctions officieuses d'aumônier général. Il commence rapidement une tournée diocésaine paroissiale et pastorale et se trouve le 10 décembre 1920 à la paroisse de Saint Honoré d'Eylau où le curé, le chanoine Soulange-Bodin, lui présente successivement ses vicaires ; le cardinal interpelle le chanoine Cornette en ces mots : « *alors père Cornette, comment vont les boys-scouts ?* », et le père de lui répondre : « *ils iront bien, éminence, dès que vous les aurez bénis !* ».

Ainsi, l'accord et la bénédiction de l'archevêché sont donnés le 17 janvier 1921 lors de la réception à l'archevêché du comité directeur ; ces derniers sont ensuite rendus publics, avec, en ces termes, une lettre d'approbation sans équivoque :

vous désirez, pour les Scouts de France, la bénédiction et le patronage de l'archevêque de Paris ? comment pourrais-je vous les refuser ? ce m'est une espérance et une joie de voir grouper notre chère jeunesse sous les auspices de l'autorité ecclésiastique pour une formation morale et physique inspirée des purs principes et des saines règles de la doctrine catholique (...) le but des SdF est de faire revivre par une discipline appropriée aux conditions de la société actuelle l'idéal si chrétien et si Français de la chevalerie : puissent-ils tous y tendre de grand cœur et servir ainsi généreusement Dieu, leur patrie et leurs familles dans les sentiments les plus fraternels (...) j'applaudis d'avance à tous leurs efforts, et je bénis votre sacerdotal et patriotique labeur ...⁸².

Or, le père Doncœur⁸³ raconte que lorsque le comité directeur est appelé ce jour-là auprès du cardinal-archevêque de Paris, ce dernier

lui présent[e] deux documents dont il [fait] la lecture d'une voix grave, lente, accentuant fortement la phrase : « j'ai reçu ce papier, [fait] le cardinal, ce matin même » ; c'[est] un réquisitoire copieux où, le scoutisme

⁸² Cité par le père Sevin, *Le Scoutisme*, 2^e édition revue, éd. Spes, 1930, p. 309.

⁸³ L'un des responsables de l'aumônerie nationale de la branche aînée du mouvement dans les années 1930.

étant chargé de tous les crimes de la terre, on requérait contre lui les censures et les foudres de l'Église ... ayant achevé l'acte d'accusation, le cardinal s'arrêta, comme cherchant une signature : « c'est anonyme, dit-il, que dois-je faire monsieur l'aumônier ? », « ce que l'Esprit-Saint vous dictera, éminence » [répond] le chanoine Cornette ; « eh, bien ! voici ce qu'il me dicte », et le cardinal tira le second document : « ce m'est une joie, [dit]-il, et une espérance ... » ; alors, le regard s'illuminant de finesse souriante, le cardinal déchira le factum anonyme et en jeta tranquillement les débris au feu ...⁸⁴.

Le développement du mouvement peut reprendre⁸⁵ ...

Commentant cette entrevue, le chanoine Cornette écrit au chanoine Soulange-Bodin, le 6 février 1921 :

(...) monsieur le général de Maud'Huy m'avait aimablement offert le projet de loi et le rapport sur l'obligation de l'éducation physique ; si ces documents peuvent vous intéresser permettez-moi, monsieur le chanoine, de vous les offrir à mon tour ; Monseigneur Marbeau nous ayant invité, le général de Maud'Huy, mademoiselle Dike, présidente du « comité Américain pour les régions dévastées », à aller le voir au commencement de la semaine prochaine pour, de là, nous rendre à Compiègne, nous ne pourrions, le général de Maud'Huy et moi, aller vous rendre visite comme nous vous l'avions proposé ; vous voudrez bien, monsieur le chanoine, nous permettre de remettre cette visite à une date ultérieure ; la publication dans « la semaine religieuse » de la lettre que j'avais sollicitée de son éminence et qu'elle a daigné me remettre au cours de l'audience qui nous a été accordée le 17 Janvier, amène Monseigneur Marbeau à me poser la question suivante : « existe-t-il encore, dans l'horizon du scoutisme catholique des nuages et toutes les difficultés venues du côté de l'archevêché au sujet de cette œuvre sont-elles enfin aplanies ? » ; je ne sais, monsieur le chanoine, ce que je puis répondre à Monseigneur Marbeau, mais ce que je puis affirmer c'est que dans toute cette affaire, je n'ai pas écrit une ligne, je n'ai pas fait une démarche sans l'assentiment de mon curé actuel et sans l'avis préalable de mon ancien curé, Monseigneur l'évêque de Meaux : voilà ce que je voudrais que vit Monseigneur Roland-Gosselin aujourd'hui qu'il m'est permis de le voir ; c'est appuyé sur les deux autorités pré-citées que je suis allé de l'avant et c'est par Monseigneur Marbeau que j'ai connu mademoiselle Dike et que j'ai été mis en relation avec le « comité Américain » organisateur de Camps-Écoles du scoutisme en France ; une lettre aux évêques a été rédigée à Meaux et de là, envoyée à monsieur Soulange-Bodin qui, l'ayant approuvée, m'a dit de l'envoyer de sa part à son séminaire pour qu'elle y fut polycopiée et expédiée aux

⁸⁴ Père Paul Donceur, « *la Reconstruction spirituelle du Pays : les Scouts de France* », revue *les Études*, janvier, février et mars 1926, p. 527-548.

⁸⁵ Avec, par exemple, le 25 janvier 1921, un article de Georges Goyau dans *le Correspondant*, avec le titre : « *une chevalerie des temps modernes, le scoutisme catholique* », etc.

destinataires ; j'avais informé son éminence, le cardinal Amette, et si les Américains m'ont pressé d'agir c'est que l'œuvre, au début, ne devait pas avoir un caractère diocésain, nous pouvions atteindre surtout, et si je puis dire, presque exclusivement, les régions dévastées ... et voilà pourquoi nous étions allés d'abord à Soisson, puis ensuite à Francport, puis enfin à Compiègne où je demandais que l'on invitât Monseigneur l'évêque de Beauvais lequel est très aimablement venu clôturer les exercices de la deuxième période de campement ; j'ai l'espoir que toutes les assurances et que tous les gages loyalement soumis à la FGSPF (...) dissipent toutes les inquiétudes (...)⁸⁶.

Or, l'accord avec l'archevêché de Paris est tout de même soumis à conditions, notamment celle de l'entente avec la FGSPF et d'ailleurs, « *la FGSPF du docteur Michaux reconnaît les Scouts de France comme seule fédération à laquelle puissent s'affilier des scouts catholiques* »⁸⁷ ; sur ce point particulier les écrits du chanoine Cornette sont assez clairs :

nous [les SdF] nous défendons d'être ce qu'elle [la FGSPF] se glorifie d'être (...) entre la FGSPF et nous [les SdF], il n'y a pas de concurrence possible ; bien plus, si nous sommes amenés par les circonstances, et à la demande de nos scouts, à faire des sports, à un titre quelconque, c'est à la FGSPF que nous aurons recours, que nous nous affilierons et que nous demanderons des directives⁸⁸.

Mais, bien que les SdF concluent officiellement un accord avec la FGSPF, puisque « *le seul accord officiel qui ait été conclu par les « Scouts de France » l'a été avec la FGSPF et [qu'] il n'est pas question d'en établir d'autre* », ils affirment qu'« [ils] sont et resteront complètement indépendants »⁸⁹.

Dès le 20 janvier 1921, trois jours après l'approbation du cardinal-archevêque de Paris, le général de Maud'Huy écrit au cardinal Dubois

éminence, pour assurer la vie religieuse de nos Troupes catholiques de scouts, les statuts de la fédération prévoient la nomination d'un aumônier général. Cet aumônier, désigné par le « comité directeur », est présenté à

⁸⁶ Archives historiques de l'Archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁸⁷ « Résumé du premier rapport semestriel du secrétariat général des Scouts de France aux membres du « conseil protecteur », 27 février 1921, d'après les archives historiques de l'Archevêché de Paris.

⁸⁸ Manuscrit dactylographié de 18 pages signé du chanoine Cornette le 25 juillet 1920, intitulé « projet d'une fédération... », d'après les Archives historiques de l'Archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

⁸⁹ Circulaire dactylographiée privée de 5 pages, datée du 23 décembre 1921, et adressée aux aumôniers et aux scoutmestres d'après les archives historiques de l'Archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

l'agrément de l'autorité ecclésiastique ; le titulaire ne jouit d'aucune juridiction spéciale, ni de pouvoirs ecclésiastiques particuliers, il est au premier chef l'aumônier du « comité directeur », où il est le garant de l'esprit catholique de l'œuvre ; sa mission consiste, en outre, en dehors du comité, à veiller à l'observance de la loi scoutie dans toutes les Troupes affiliées ; lorsqu'une Troupe fondée par un laïc demande son affiliation, enquêter auprès des autorités ecclésiastiques du lieu sur l'honorabilité et la vie religieuse du Chef de Troupe, ainsi que sur la fidélité des enfants à la persévérance ; lorsqu'un laïc veut fonder une Troupe, à présenter ce laïc aux autorités religieuses de la paroisse et à s'informer préalablement s'il n'existe pas un patronage dirigé par un ecclésiastique et si cet ecclésiastique ne préférerait pas fonder lui-même une Troupe scoutie ; lorsqu'un Camp-École se fonde quelque part, comme cela eût lieu encore à Compiègne, à informer aussitôt l'autorité ecclésiastique du lieu pour qu'elle avise au service religieux ; l'aumônier général entre en relation avec tous les aumôniers locaux afin de promouvoir, de concert avec eux, un grand courant d'instruction et de vie religieuse dans toutes les Troupes ... Nous serions heureux, éminence, que vous voulussiez bien confirmer dans cette fonction monsieur l'abbé Cornette qui, à titre provisoire au début de notre organisation, a exercé ces fonctions avec beaucoup de tact et de zèle, avec tous mes remerciements pour votre bienveillance et les encouragements si précieux que vous nous avez donnés (...)⁹⁰.

Ainsi, comme nous venons de le voir, la volonté de deux prêtres et, après quelques hésitations, l'accueil favorable de l'archevêché de Paris, sont réellement à l'origine de la création d'un scoutisme catholique ; mais les soutiens particuliers apportés par les Américains, par le cardinal Amette, mais surtout par son successeur, et par les relations du chanoine Cornette (chanoine Soulange-Bodin) ou du père Sevin (père Desbuquois) sont eux aussi décisifs. Ainsi, ces efforts et ces soutiens ont raison des contre-temps, plus proches de maladresses et de précipitations que de la volonté de créer une entité séparée de l'Église catholique ; d'ailleurs, cette dernière, peu à peu, prend toute sa place au sein du mouvement, et inversement.

⁹⁰ Archives historiques de l'Archevêché de Paris - boîte 8 K I 3a ou 8 K I 3b -

UN SCOUTISME CATHOLIQUE EST-IL POSSIBLE ? L’AFFAIRE JEOFFROID-SEVIN (1924)

Christophe CARICHON
Certifié d’Histoire, doctorant,

Au début des années vingt, un Frère de Saint-Vincent-de-Paul, le RP Henri Jeoffroid, rédigea une étude très documentée contre le scoutisme en général, et sa version catholique en particulier. Ce travail, diffusé auprès de plusieurs personnalités ecclésiastiques à l’époque, avait fait grand bruit et le P. Sevin, figure emblématique du scoutisme catholique, était allé à Rome défendre l’œuvre attaquée. Après une rude bataille et la victoire acquise pour les défenseurs du scoutisme, l’affaire fut presque totalement oubliée. Les historiens ignorèrent ou dédaignèrent cet épisode qui failli coûter son existence au scoutisme catholique¹. Ce débat intervenait dans un contexte difficile pour l’Église, tiraillée en son sein entre le courant *libéral*, partisan d’une conciliation avec le monde moderne, et la tendance *intégrale* pour qui le programme restait, sans pour autant refuser le progrès, *de tout restaurer dans le Christ*, sans concession. D’autre part, les pressions et les séductions des nouvelles idéologies et religiosités, rendaient plus compliquée la mission d’une institution ecclésiastique, qui n’était déjà plus depuis longtemps la seule *universalité*, mais qui ne voulait pas perdre le terrain reconquis de haute

¹ Seul Jean-Jacques Gauthé s’est penché sérieusement sur la question dans « Les catholiques, les jamborees et l’organisation mondiale du scoutisme » in *L’éveil des catholiques français à la dimension internationale de leur foi 19^e et 20^e siècles*, Montpellier, CRHM, 1996, p. 146-sq. La *Positio* du P. Sevin, quant à elle, évoque bien le problème mais gomme toutes les aspérités de l’affaire : Commission historique, *Etudes des archives et des manuscrits concernant le serviteur de Dieu Jacques Sevin Religieux prêtre S.J. (1882-1951)*, dactylographié, *slnd*, p. 122-139 et Congrégation des causes des Saints, *Jacques Sevin, (1882-1951), fondateur du scoutisme catholique et de la sainte Croix de Jérusalem*, dactylographié, Rome 1999, p. 205-210. En ce qui nous concerne, c’est par un heureux concours de circonstances que nous nous sommes procuré un exemplaire du *mémoire Jeoffroid*. Puis le Frère Courtin et le R.P. Corbon, ancien et actuel archivistes des Religieux de Saint-Vincent-de-Paul à Rome, nous communiquèrent un deuxième exemplaire du mémoire et d’autres documents importants (Cotés ARSV). Enfin, le fonds Sevin (Coté JSE), conservé aux Archives Jésuites à Vanves, nous gratifia d’un gros dossier sur le voyage de Rome.

lutte, depuis le siècle dernier, sur ses adversaires. Dans cette ambiance, le jeune scoutisme catholique, apparaissait, pour les uns, comme une forme de renouveau et pour les autres, comme une infiltration de l'*Ennemi* dans la *forteresse assiégée*² qu'était devenue, à leurs yeux, l'Église catholique.

L'affaire éclate

C'est à la fin de l'année 1923 que le R.P. Sevin, commissaire général et cofondateur de la jeune *Fédération nationale catholique des Scouts de France*, est alerté par l'un de ses confrères au sujet de l'imminence d'une campagne contre le scoutisme catholique sur la base d'un mémoire très violent³.

Trois mois plus tard, en mars 1924, l'attaque éclate au sein de l'assemblée des Cardinaux et Archevêques, où les Scouts de France sont mis directement en cause par plusieurs prélats. Conscient du danger, le P. Sevin fait jouer aussitôt son important réseau, scout et religieux en France et à l'étranger car il comprend l'attaque sérieuse. En mai 1924, alors même qu'il doit abandonner sa charge de commissaire général, il décide de se rendre auprès du Saint-Père et de s'improviser l'avocat du scoutisme catholique et de ses chers Scouts de France. Toutefois, il ne connaît pas exactement les accusations portées contre le scoutisme ni son principal accusateur.

Le mémoire Jeoffroid⁴

Le P. Sevin n'a vraisemblablement jamais eu le document entre les mains⁵, mais il en a eu communication orale par son auteur, le P. Jeoffroid. Henri Jeoffroid est né à Dunkerque en 1880, aîné de huit

² Le mot est de l'abbé Claude Barthe, « Catholicisme social et catholicisme intégral » in *Catholica*, n°49, automne 1995, p. 39.

³ *Lettre du R.P. Navatel au Père Sevin*, 24 décembre 1923, J.S.E 3.

⁴ Pour évoquer le P. Jeoffroid, nous utilisons les biographies du R.P. Ernest Mura s.v., *Le Révérend Père Henri Jeoffroid des Religieux de Saint-Vincent-de-Paul*, notice dactylographiée, s.l., 1961, p. 11, et du Frère Courtin s.v. « P. Henri Jeoffroid », in *Nos frères défunts, Recueil des notices biographiques*, notice n°225, tome 3^e, en cours de parution.

⁵ Dans une lettre au TRP Desrousseaux, Supérieur général, le p. Jeoffroid rapporte que le cardinal Van Rossum, préfet de la Propagande, à qui il avait *cru bon d'offrir (son) travail* l'avait encouragé à batailler : *Ne leur donnez pas vos documents. On ne jette pas sa poudre au vent avant la bataille. Faites imprimer* lui avait recommandé le prélat. *Lettre du R.P. Jeoffroid au TRP Desrousseaux*, 28 mai 1924, ARSV. Et de fait, le *mémoire* Jeoffroid n'est pas conservé dans le fonds Sevin.

enfants au sein d'une famille très chrétienne. Entré à 19 ans au noviciat des Frères de Saint-Vincent-de-Paul, il est envoyé ensuite à Rome, au Scolasticat de sa Congrégation. Ordonné prêtre en 1906, il commence une longue carrière romaine, entrecoupée par la guerre et quatre ans d'apostolat à Lille. En 1922, il rentre à Rome, mais cette fois comme professeur auprès du R.P. Charles Maignen⁶. Le P. Jeoffroid est un éducateur et un homme de terrain, fervent défenseur du patronage qu'il connaît depuis son enfance⁷. Il retrouve l'œuvre à Rome pendant ses études, puis devient le premier aumônier des *Prati di Castello*, célèbre patronage romain. Le jeune prêtre assure cette charge durant sept ans et y exerce une grande influence. Doctrinalement, le P. Jeoffroid est un théologien solide formé à l'école du cardinal Billot⁸, un thomiste fervent, un passionné d'histoire de l'Église, un adversaire acharné du libéralisme. Il est digne héritier de l'école anti-libérale et contre-révolutionnaire, celle des Pie, Freppel, Ségur des décennies précédentes. C'est un fils fidèle de *Quanta Cura*, du *Syllabus* et surtout de *Pascendi*. Il est décrit comme un catholique antilibéral antimoderniste ainsi que le souligne son biographe.

(Il) resta en éveil sur toutes les déviations doctrinales dont notre temps n'est que trop fécond. Bien conscient que la vérité divine c'est Dieu même, et que protéger les âmes contre les infiltrations des multiples erreurs de notre temps c'était sauvegarder leur vie surnaturelle, il n'admettait aucune compromission avec les formes les plus variées du libéralisme et du modernisme. Lui si bon par nature se montrait intraitable pour l'erreur, persuadé que la première charité à pratiquer consiste à défendre les âmes contre l'empoisonnement de l'erreur. « La corruption des mœurs, disait-il en substance, est un mal guérissable, mais la perversion de l'intelligence est humainement sans remède, parce qu'elle supprime la racine même de tout bien qui est la connaissance du vrai.⁹

⁶ Supérieur du Scolasticat depuis 1914, le R.P Charles Maignen (1858-1937), est le neveu du Frère Maurice Maignen, l'un des fondateurs des Frères de Saint-Vincent-de-Paul en 1845. Premier aumônier de l'Association catholique de la jeunesse française, *op. cit.*, p. 34, le P. Maignen est aussi un des opposants au « Ralliement ». Antilibéral convaincu, il est un temps correspondant du *Sodalitium Pianum* et l'adversaire déclaré des modernistes au sein de sa congrégation. Cette opposition, entre intransigeants et modernistes, débouche en 1914 sur une grave crise interne chez les Frères de Saint-Vincent-de-Paul.

⁷ Il nous faut toutefois préciser que c'est la formule du patronage *fermé* qui est préférée par le P. Jeoffroid. Pour lui, le sport et les concours ne doivent pas l'emporter sur la piété et l'étude.

⁸ Louis, cardinal Billot (1846-1931), *l'un des adversaires les plus inflexibles du modernisme* d'après Emile Poulat, *Intégrisme et catholicisme intégral*, Tournai, Casterman, 1969, p. 342.

⁹ R.P Mura, *op. cit.*, p. 21.

Le P. Jeoffroid est, en revanche présenté comme un homme d'oraison pénétré d'une grande humilité. *Une des dominantes (de sa) spiritualité fut la primauté donnée à l'oraison* explique le P. Mura. Prêtre de combat spirituel, l'action ne se conçoit pour lui que préparée et vivifiée par la prière. *J'ai besoin de vie intérieure pour remplir mes obligations*¹⁰ écrira-t-il, lassé, à son supérieur général au plus fort de la crise.

C'est au printemps 1922 que le P. Jeoffroid évoque pour la première fois son travail dans une lettre au TRP Desrousseaux¹¹. Ce dernier en parle à Mgr Chollet, archevêque de Cambrai, l'un des évêques les plus anti-libéraux, à l'origine de l'attaque publique de 1924. Un peu plus tard, le cardinal Billot en entretient le pape *qui est d'avis que le scoutisme est à surveiller*¹². Le P. Jeoffroid, ayant pris soin de corriger et de compléter son étude assez régulièrement, il existe diverses versions du mémoire. La première version connue s'intitule *Le scoutisme catholique et la théosophie* et comprend 95 pages, divisée en 6 parties qui détaillent l'origine, la morale, la pédagogie, les réalisations, la pseudo-religion théosophique du scoutisme et pose la question de la possibilité d'un scoutisme catholique. La deuxième version, plus importante, comprend 113 pages en cinq dossiers, dont d'abondantes annexes et documents.

Le P. Jeoffroid est un homme qui se documente avant d'écrire, et qui connaît parfaitement son sujet. Dans ses notes, il cite tous les grands auteurs scouts ; il se base sur de nombreuses revues scout et la presse religieuse de tous bords qui lui permettent d'argumenter solidement. On ne peut pas lui reprocher de mal connaître son sujet même si, non sans humour, il écrit :

C'est bien hardi à un visage pâle (...) de s'aventurer dans cette forêt vierge du scoutisme. Mais les documents guident les pas de l'observateur et, le mettant sur des pistes intéressantes, lui faisant pratiquer l'art si cher au Scout du traquer, lui facilitent la recherche de la vérité et lui permettent d'affirmer que la Bête a passé par là¹³. Il connaît aussi ses devanciers qui ont attaqué le scoutisme lors de la campagne des années dix. Il loue la valeur de leur argumentation mais veut la compléter : Notre but sera plutôt de le mettre en regard de la théosophie, car ce point de vue nous semble

¹⁰ *Lettre du R.P. Jeoffroid au TRP Desrousseaux*, 28 mai 1924, ARSV.

¹¹ Supérieur Général après la crise de 1914.

¹² *Lettre du R.P. Jeoffroid au TRP Desrousseaux*, 16 mars 1924, ARSV.

¹³ Jeoffroid s.v., (R.P. Henri), *Le scoutisme catholique et la théosophie*, mémoire n°1, chapitre 1, p. 1.

plus exact et plus complet, bien que moins connu. Et en nous appuyant sur des documents qui nous paraissent clairs, nous essaierons de prouver que la théosophie, secte aussi puissante que ridicule, est l'âme du scoutisme catholique¹⁴.

La Société **théosophique**, qui est au cœur du débat, est née à la fin du XIX^e siècle. Il s'agit d'un mouvement religieux gnostique et messianique prônant l'internationalisme, l'interconfessionnalisme et usant de l'occultisme et de l'ésotérisme, le tout agrémenté de spiritualité hindouiste et bouddhiste. Elle est condamnée par le Saint-Siège en 1919. La dignitaire la plus en vue de la Société est Annie Besant, franc-maçonne de haut vol, fondatrice à Londres de la première loge mixte anglaise, et qui milite aussi pour la *Ligue malthusienne anglaise* dont elle est cofondatrice ; c'est par elle que la Société prend de l'ampleur et il est logique qu'elle se retrouve la cible privilégiée des attaques dont la plus violente est celle de René Guénon¹⁵. Le mouvement s'intéresse énormément à la jeunesse et au scoutisme, *embryon d'une vraie fraternité internationale*¹⁶, et développe aussi ses propres groupements de jeunes, *la Chaîne d'Or* et *la Table ronde*, qui imitent le scoutisme et avec lequel les passerelles semblent évidentes.

Nombre des valeurs citées se retrouvent dans le scoutisme et il est logique que les théosophes se soient trouvés à l'aise dans le mouvement scout. Ainsi, c'est Baden-Powell, en personne, qui reçoit la promesse scoute d'Annie Besant et la délègue commissaire pour les Indes¹⁷. En France, plusieurs théosophes ou sympathisants occupent des postes de responsabilités dans des petits mouvements scouts comme le docteur Demarquette aux Éclaireurs français en 1911-12 ou Jean Loiseau, auteur d'ouvrages de techniques, qui déclare que :

Baden-Powell est considéré par tous les éclaireurs du monde comme leur chef et Annie Besant est mon chef. Elle collabore avec B.P. à la direction

¹⁴ Jeoffroid s.v., (R.P. Henri), *Le scoutisme catholique et la théosophie*, mémoire n°2, p. 1.

¹⁵ René Guénon (1886-1951), philosophe traditionnel - au sens de la Tradition originelle - auteur d'un violent pamphlet, *Le Théosophisme, histoire d'une pseudo-religion*, Nouvelle Librairie Nationale, 1921.

¹⁶ Besant (Annie), « La Théosophie » in *Congrès Mondial Théosophique de 1921, Discours, Conférences et débats*, Paris, Publications Théosophiques, Editions Rhéa, 1921, p. 29.

¹⁷ Le fait est rapporté par Baden-Powell dans son ouvrage *À l'école de la vie*, Neuchâtel-Paris, Delachaux et Niestlé, 2^e édition, s.d., p. 261-262.

mondiale du scoutisme. Nous avons donc établi des relations internationales¹⁸.

Le plus célèbre des théosophes scouts reste cependant le lieutenant de vaisseau Nicolas Benoît, fondateur des Éclaireurs de France dont le livre, *la Voie du Chevalier*¹⁹ est un code de théosophie pratique note le P. Jeoffroid²⁰. Enfin, *le club des Jeunes Éclaireurs, les Éclaireurs Bleus*²¹, *l'Union fraternelle du Scoutisme Indépendant*, petites associations françaises, sont signalées par le P. Jeoffroid, comme plus ou moins d'inspiration théosophique.

Le raisonnement du P. Jeoffroid peut, alors, être ainsi simplifié : La théosophie est mauvaise, elle a été condamnée par l'Église. Il y a des relents de théosophie dans le scoutisme que l'on sait déjà imprégné de protestantisme et de franc-maçonnerie. Le scoutisme catholique, en vertu de la fraternité scoute, a des contacts avec les neutres et les protestants : donc, à l'intérieur, comme à l'extérieur, il existe de sérieux risques de contamination et de nombreux dangers pour le scoutisme même catholicisé. Tôt ou tard, il devra faire des concessions et risquera de se compromettre d'autant plus facilement que développant un anti-intellectualisme de fait, il n'est pas armé pour le combat. Il faut donc ne pas accepter le scoutisme catholique pour le salut des âmes des enfants car pour le Dunkerquois *La caque sent toujours le hareng*²².

En comparant la littérature théosophique et la littérature scoute catholique, le P. Jeoffroid affirme²³ que tout dans le scoutisme relève de la théosophie : les rituels initiatiques et les insignes (la svastika²⁴ hindoue), l'uniforme (dit *accoutrement spécial*), et les *rites grotesques tout comme en maçonnerie*, la loi scoute, simple copiage des principes

¹⁸ « Le problème de l'éducation dans l'ère nouvelle » cité par le P. Jeoffroid dans *Coup d'œil sur le scoutisme en général et sur le scoutisme catholique*, p. 7.

¹⁹ Ouvrage paru en 1911 sous le pseudonyme de Victor Morgan. L'édition consultée par le P. Jeoffroid est celle de 1922.

²⁰ Jeoffroid s.v., (R.P. Henri), *Critique de « La voie du chevalier »*, p. 1.

²¹ Voir Gauthé (Jean-Jacques), « Petite encyclopédie des associations indépendantes de scoutisme (1911-1939) », 1^{re} partie, in *Scoutisme et Collections*, n°58, janvier 2000, p. 39.

²² Jeoffroid s.v., (R.P. Henri), *Un scoutisme catholique est-il possible ?*, p. 4.

²³ Jeoffroid s.v., (R.P. Henri), *Le scoutisme catholique*. Les citations en italique sont de ce travail.

²⁴ Reproduite sur la couverture du *Carnet du louveteau* écrit par B.P., la svastika est aussi remise sous forme de *décoration scoute* chez les Scouts de France et les Éclaireurs de France.

théosophes, l'auto-éducation *qui est du panthéisme émanantiste* et qui crée chez l'enfant *un sentiment d'indépendance*, la coéducation *qui est une satisfaction aux instincts innés*, le vocabulaire spécial et le côté secret et *bande à part*, le louvetisme dans son ensemble (Grand Hurlement *ridicule*, danses qui abrutissent et animalise l'enfant, terme louveteau maçonnique), le campisme qui peut être *école de perversion*, le peaurougisme, mais aussi l'imitation des rites africains et druidiques, et enfin le totémisme qui est *dégradant* pour la dignité du chrétien et qui a *un caractère idolâtrique*. Si le scoutisme neutre apparaît au prêtre catholique comme totalement infecté, le scoutisme catholique est déjà porteur du germe d'autant plus qu'en acceptant les règles du scoutisme international, il pratique une mauvaise fraternité conduisant directement à l'interconfessionnalisme, grand principe théosophique.

Le P. Jeoffroid pouvait s'appuyer sur les ouvrages de Baden-Powell ou cette autre citation de Miss Wade, sa secrétaire, qui écrit que :

Depuis ses origines, le scoutisme s'affirmait comme n'étant ni confessionnel, ni non-confessionnel mais très exactement inter-confessionnel et ouvert à tous ceux qui désiraient promettre de « servir Dieu » ; cette promesse impliquant la pratique d'une certaine forme de culte²⁵.

Le P. Jeoffroid n'hésite pas à parler de *religion nouvelle créée par le scoutisme*²⁶. Pour lui, la fréquentation des autres religions dans l'interconfessionnalisme ne peut que conduire les scouts, sous couvert de générosité et de recherche de la paix, à des reniements et à des compromissions de plus en plus importants. Là encore le P. Jeoffroid cite de nombreux exemples d'imprudences difficilement contestables : la participation active aux grandes réunions comme le congrès international de Paris en 1922, les jamborees, les camps organisés par le *Comité américain Pour les régions dévastées*²⁷, le camp école de Gillwell Park

²⁵ Wade (E.K.), *vingt-sept ans avec Baden-Powell*, Paris Editions Arc tendu, s.d., p. 4 7.

²⁶ Jeoffroid s.v., (R.P. Henri), *Le scoutisme catholique*, p. 4.

²⁷ Sur l'action de ce comité américain, actif dans l'est de la France pour relancer le scoutisme dans les régions dévastées par la guerre, voir Desmaretz (Lucien) « Les « Éclaireurs de la France dévastée » in *Scoutisme et collections*, n°35, avril 1994, p. 30-34 et n° 37, octobre 1994, p. 26-29. C'est le comité américain qui fait don aux associations de scoutisme en France de la propriété de Cappy, dans l'Oise qui devient, en 1923, un camp-école pour les EdF et les EUF., les Scouts de France avaient refusé l'offre par peur d'être *entretenus* et de mettre en danger les

qui reçoit en formation des chefs de toute confession, le bureau international de Londres dont dépend l'Office International des Scouts Catholiques et la Saint-Georges, fête de tous les éclaireurs. En 1921, lors de sa visite aux camps du scoutisme français, Baden-Powell déclare être *vivement frappé et rempli d'espoir (...) de voir ce camp se réunir sous les plis du (...) drapeau sur lequel se marie l'arc tendu, le coq hardi et la croix potence*²⁸. L'on comprend aisément que de telles déclarations aient scandalisé l'antilibéral Père Jeoffroid qui déduit que :

Non seulement les scouts catholiques sont entrés de plein pied dans le mouvement et par là ils font peu d'honneur à leur religion, mais leur catholicisme a pris une tournure conforme à l'esprit scout. Tout en maintenant intact leur Credo, tout en affectant une ferveur intense, ils ne pensent plus, ils ne prient plus en catholiques, ils pensent et prient en scouts. Leur mentalité catholique est déformée. Leur catholicisme est un odieux plaquage²⁹.

Enfin, il conclut que :

Le scoutisme catholique fait courir un péril très sérieux à l'intégrité de la foi et met en danger le salut des âmes qu'il atteint. Il a déserté la bannière de Jésus-Christ, pour se ranger sous la « bannière verte » de l'ennemi³⁰.

Dans la première version du travail, le P. Jeoffroid est plus virulent et lance l'anathème :

Le scoutisme a pris pour totem, un saint Georges symbolique. Nous prions le vrai saint Georges de l'Église de Jésus-Christ d'occire cette bête qui fait tant de ravages, cette Bête puante qui n'est autre que la théosophie et d'occire avec elle son affreux avorton le Scoutisme³¹.

catholiques face à la propagande des autres scoutismes. *Lettre du Père Sevin au général de Salins*, 11 juin 1923, JSE 3.

²⁸ *L'Eclaireur de France*, n°70, septembre 1921, p. 4. Le brouillon du dessin de ce drapeau, en couleur, se trouve dans les papiers du P. Sevin sans que nous puissions objectivement affirmer qu'il est de sa main propre. *Rapports avec le scoutisme international*, JSE 3.

²⁹ Jeoffroid s.v., (R.P. Henri), *Le scoutisme catholique*, p. 5.

³⁰ Jeoffroid s.v., (R.P. Henri), *Le scoutisme catholique et la théosophie*, version 2, p. 30. Le travail est signé *L.J.C. et B.V.M.* ce qui n'est pas un nom d'auteur, mais l'invocation *Laudetur Jesus Christus et Beata Virgo Maria*. D'autre part, la première version de l'étude portait *AMDG* ce qui signifie *Ad Majorem Dei Gloriam* et n'est pas non plus une signature.

³¹ Jeoffroid s.v., (R.P. Henri), *Le scoutisme catholique et la théosophie*, version 1, Epilogue, p. 6.

Tel est résumé le travail diffusé à partir de 1923, et l'on admet à la lecture de cette forte argumentation que certains esprits ecclésiastiques aient été troublés et en aient référé au Saint Père que l'on sait fort préoccupé de l'éducation donnée à la jeunesse.

Le voyage à Rome

L'émotion augmente avec la parution, en mai 1924, d'un article incisif dans la *Revue Internationale des Sociétés Secrètes*³². Le P. Sevin réunit alors dans l'urgence des témoignages à décharge auprès des personnalités qu'il peut joindre puis il décide de partir en secret³³, accompagné du général de Salins.

À Rome, les deux voyageurs, renseignés, obtiennent aussitôt audience auprès du Cardinal Billot, qui les dirige vers... le P. Jeoffroid. Ce dernier les reçoit le jeudi 22 mai en fin d'après-midi au scolasticat. Le duel, entre le Jésuite (42 ans) et le Frère de Saint-Vincent-de-Paul (44 ans), dure trois heures d'horloge. Nous connaissons la teneur et l'ambiance de la *disputatio* grâce aux lettres des deux protagonistes à leurs supérieurs, amis ou protecteurs respectifs. Le P. Jeoffroid raconte :

(...) J'ai donc reçu nos deux illustres visiteurs avec beaucoup de mesure et de sang-froid -je le crois du moins-, je leur ai expliqué mon avis (...) répondant au fur et à mesure aux remarques du P. Sevin qui cherchait à ergoter mais qui, en somme, n'était pas brillant (...). Le Général, de son côté, m'a fait l'effet de quelqu'un qui ignorait totalement de quoi il s'agissait. Et de fait, il était visible qu'il n'était pas fixé sur l'importance de l'argument. Il répétait à satiété, en soulevant légèrement sa canne et en la laissant reposer sur le parquet : « c'est du syriaque, c'est du syriaque ! » Le brave homme est tout excusé. Il était évidemment mieux en forme à la défense de Douaumont. Chaque fois qu'il essayait d'esquisser une explication quelconque, le P. Sevin lui coupait la parole et lui disait « pardon, mon général, je suis mieux au courant que vous du point particulier dont il s'agit ». Quant au Père Sevin, je ne puis le taxer d'ignorance. Il connaît fort bien l'affaire. Je ne dis pas qu'il connaisse la théosophie mais en tout cas il n'ignore pas que le scoutisme est envahi par des théosophes. (...) et il a été bien obligé de convenir que les théosophes y sont, plus ou moins, chez eux. (...) il m'a été facile de lui montrer qu'il

³² Colmet (Pierre), « Le procès du scoutisme » in *Revue Internationale des Sociétés Secrètes*, n°19, 13 mai 1924, p. 343-348. C'est M^{gr} Benigni qui transmet le *mémoire* à la *R.I.S.S.*, célèbre publication antilibérale et anti-maçonnique de la période.

³³ Dans une lettre à l'aumônier diocésain de Lille, il écrit : *Seul, mon chef de Lille, mon secrétaire et le secrétaire du district savent et doivent savoir où je suis.* Lettre du père Sevin à l'abbé Tack, début juin 1924, JSE 3.

tombait dans l'erreur de l'inter-confessionnalisme et dans un interconfessionnalisme excessivement dangereux puisqu'en étant affilié au scoutisme international et faisant même partie du comité directeur, lui, le comte Carpegna, le cardinal Bourne³⁴, etc. il tolérait que le catholicisme fut mis sur le même pied que le bouddhisme, le mahométisme, le protestantisme. (...) Je lui ai reproché aussi ses relations avec les Éclaireurs de France (neutres et théosophes), et les Éclaireurs unionistes (protestants). Là-dessus, il a avoué qu'il était préoccupé, que de plus en plus, ils se séparaient des neutres et des protestants de France, qu'ils n'avaient fait alliance que sur l'ordre du card. Dubois et que l'Office international du Scoutisme catholique ne s'était affilié au Bureau International du Scoutisme Universel de Londres que sur le conseil de Benoît XV. (...)

La conclusion de ce premier point fut qu'il était fort désirable que le scoutisme catholique commençât par se séparer totalement des autres. Il en a convenu et m'a semblé disposé à le faire.

Ensuite, je lui ai montré que le scoutisme étant intrinsèquement mauvais, il fallait le supprimer tout simplement. Alors j'ai fait le procès de la morale scoute. C'est là que le P. Sevin a pataugé. Comment ! cette morale si belle, la pure fleur du catholicisme. Je lui ai montré d'où provenait cette morale tant vantée. Il a essayé avec des textes de l'Évangile, de catholiciser tous ces préceptes d'Annie Besant. S'il ne voit pas l'impossibilité où il est de purifier de son origine tarée une pareille marchandise, tans pis pour lui. Mais il le voit, il s'en rend compte. Il a bien quand même quelque chose de l'illuminé et du rêveur dans son regard voilé et noyé, dans son air doucereux auquel je ne me fie pas (...) Pour finir, le Général m'a fait un éloge de la Chevalerie du Moyen-Age qui m'a fait sourire. Naïf.

Tous deux sont partis, plutôt affaîsés. Le P. Sevin était déprimé. Il ne m'a pas caché qu'il redoutait une désapprobation générale (...) Le général était déconfit, et sans ressources, n'ayant même pas celle de me coller quatre jours (...)³⁵.

Le P. Sevin connaît maintenant son contradicteur et ne le mésestime pas. Au cardinal Bourne, il le présente comme un *adversaire actif*³⁶, et à l'aumônier diocésain de Lille comme *quelqu'un de très dangereux*³⁷. Une folle semaine commence alors où chacun va s'attacher à faire triompher ses idées sur le scoutisme. Le soir même, le P. Sevin écrit au cardinal Billot. Le lendemain, il envoie une longue lettre au cardinal Bourne et rencontre M^{gr} Perozi, assesseur au Saint-Office, tandis que le P. Jeoffroid rend compte à son cardinal protecteur et que le *mémoire* passe au cardinal Van Rossum et à M^{gr} Benigni qui veulent le diffuser et le faire imprimer.

³⁴ Archevêque de Westminster, « protecteur » du P. Sevin, qualifié en 1911 de *libéral modernisant* par l'avocat Jonckx, correspondant de La Sapinière en Belgique et ami de Mgr Benigni. Voir Emile Poulat, *op. cit.*, p. 329.

³⁵ *Lettre du R.P. Jeoffroid au TRP Desrousseaux*, 28 mai 1924, ARSV.

³⁶ *Lettre du P. Sevin au Cardinal Bourne*, 23 mai 1924, JSE 3.

³⁷ *Lettre du Père Sevin à l'abbé Tack*, début juin 1924, JSE 3.

Puis, le cardinal Billot rencontre le Saint-Père, afin d'encourager vraisemblablement une condamnation. Le Cardinal Merry del Val³⁸ reçoit alors le jésuite et le général, et leur fait part de la *crainte*³⁹. de Sa Sainteté en ce qui concerne l'interconfessionnalisme mais leur assure que rien n'est retenu contre les Scouts de France au Saint-Office. Un dossier en défense est remis au cardinal à l'attention du Pape. Le P. Sevin rencontre ensuite le cardinal Sbarretti, à la Sacrée Congrégation du Concile, M^{gr} Rossi, assesseur à la consistoriale, et M^{gr} Pizzardo, avec remise de plusieurs notes justificatives, et le général de Salins est reçu par le R.P. Rosa s.j, directeur de la *Civiltà cattolica*. Malgré ses efforts, le P. Sevin apprend par M^{gr} Pizzardo que le Saint-Père ne désire pas recevoir d'*interconfessionnels*. Désespéré, il tente d'infléchir Pie XI, en multipliant les notes justificatives sur sa bonne foi et celle du scoutisme catholique. Il fait le siège dans ce but du cardinal Gasparri, Secrétaire d'État. Le dimanche 1er juin, le R.P. Gianfranceschi s.j, aumônier des scouts catholiques italiens rencontre le Saint-Père qui accepte, enfin, de recevoir le P. Sevin en audience. La menace de la condamnation s'éloigne sous certaines conditions et assortie d'une bénédiction.

Examen de conscience, acte de contrition et bonnes résolutions.

Tout en défendant son œuvre, le P. Sevin reconnaît que certaines accusations sont fondées, et c'est en se posant en *adversaire*⁴⁰ du scoutisme neutre et protestant qu'il se propose de légitimer, de protéger et de sauver le scoutisme catholique.

Dans les papiers du P. Sevin, plusieurs documents⁴¹ tentent de répondre aux critiques élaborées par le P. Jeoffroid. L'accusation de théosophie ? Baden-Powell n'a pas eu besoin de la théosophie pour lancer le scoutisme. Les préceptes moraux théosophiques de franchise, de fraternité et de pureté sont dans l'Évangile, avant d'être dans la morale théosophique. De plus, il doit s'agir d'une confusion avec les autres fédérations qui peuvent être plus ou moins infectées de théosophisme et de théosophes. Les Scouts de France connaissent depuis longtemps le

³⁸ Rafael Merry del Val (1865-1930), secrétaire d'État de saint Pie X.

³⁹ *Notes sur l'entretien avec le cardinal Merry del Val, 25 mai 1924, JSE 3.*

⁴⁰ (Le Père Rosa) *estime que dans votre mémoire (en défense) il faut insister sur le caractère de notre fédération d'adversaire des Fédérations Protestante et neutre - Drapeau contre drapeau - et que dans ces conditions il est impossible que nous pactisions avec nos adversaires. Note du Général de Salins au P. Sevin, JSE 3.* C'est le Chef Scout qui souligne.

⁴¹ En particulier cinq notes adressées au Saint-Père. JSE 3.

danger théosophe et luttent effectivement contre lui en interdisant les rencontres de chefs avec des théosophes. En 1921, le P. Sevin lui-même écrit au Bureau International du scoutisme à Londres pour demander à ce que Annie Besant ne s'adresse pas aux Scouts de France avec Baden-Powell au moment de sa visite aux camps américains⁴². L'accusation d'interconfessionnalisme ? Le P. Sevin la récuse avec d'autant plus de force que c'est le reproche qui inquiète le plus le Saint Père et que lui-même a déjà lutté contre cette tendance depuis 1920. Dans la *note IV*⁴³, il est écrit explicitement que :

La Fédération Nationale Catholique « Les Scouts de France » a été *fondée* avec approbation de l'autorité ecclésiastique, dans le *but formel de combattre le scoutisme neutre et le scoutisme protestant* et de les empêcher de continuer à se faire des adeptes parmi les jeunes catholiques (...) et le P. Sevin ajoute que :

La désapprobation de notre fédération catholique *causerait la joie* de la fédération *neutre*, qui dirigée par des chefs catholiques, essaie fréquemment de se faire passer pour catholique auprès des parents et des prêtres ; de la fédération *protestante* qui pourrait se développer sans obstacle, et qui reprendrait l'avantage que nous sommes en train de lui faire perdre ; des *sillonistes* qui y verraient leur revanche⁴⁴.

C'est, sans aucun doute, la force de la démonstration et la personnalité du P. Sevin qui réussissent à sauver le scoutisme catholique. Si le jésuite est parvenu ainsi à « convaincre » Pie XI, il a dû aussi accepter certaines concessions. Ces résolutions capitales pour l'histoire du scoutisme catholique, le P. Sevin les intitule *Les leçons de notre séjour à Rome*⁴⁵. La lecture de ce document manuscrit impressionne, tant le P. Sevin y semble prendre le contre-pied de ses affirmations antérieures, examinant sa conscience et son œuvre avec une parfaite

⁴² Lettre de Hubert S. Martin, directeur du Boy Scouts International Bureau au père Sevin, 25 juin 1921, JSE 3.

⁴³ Sevin s.j. (R.P. Jaques), 4^e Note justificative sur la Fédération Nationale Catholique des Scouts de France, 31 mai 1924, JSE 3.

⁴⁴ Sevin s.j. (R.P. Jaques), *op. cit.*, p. 4. La dernière affirmation est rapportée par l'abbé Richaud, aumônier diocésain de Versailles, *Réponses à certains reproches*, s.d. JSE 3. qui écrit exactement : *Le Sillon chanterait sa revanche (car nous correspondons un peu au désir juvénile que voulaient satisfaire les jeunes gardes du Sillon (...)). Nous avons des principes tout à fait opposés aux siens, puisque tout chez nous est une école d'autorité. Un de mes confrères, ancien silloniste notoire apprenant que certains évêques nous étaient opposés me disait : « Quelle joie si l'on pouvait voir condamner ce mouvement réactionnaire ! Vous avez été assez cruels pour nous lorsque nous avons été condamnés, ce serait notre revanche. »*

⁴⁵ Sevin s.j. (R.P. Jaques), *Les leçons de notre séjour à Rome*, juin 1924, JSE 3. Toutes les citations sont extraites de ce document.

honnêteté et appliquant en ce sens de nombreux conseils du R.P. Jeoffroid, sans aller bien sûr jusqu'à l'autodestruction demandée.

La première leçon retirée est la *fermeté dans les principes* et le refus absolu de pactiser avec les autres associations pour *empêcher le développement des neutres et des protestants* considérés comme des *adversaires*. Il faut à tout prix ne pas prêter le flanc à l'accusation d'interconfessionnalisme. En pratique, le père Sevin, d'accord avec le Chef Scout, lance *l'interdiction*⁴⁶ formelle de fréquenter les autres associations. En deuxième leçon, le P. Sevin donne une définition plus catholique de la fraternité en rappelant *qu'une des erreurs condamnées dans le Sillon a été une conception de la fraternité humaine placée au-dessus de la fraternité chrétienne, catholique* et que le scoutisme suit la même voie. La seule et réelle fraternité est donc celle qui unit les catholiques en Jésus-Christ, les autres sont des *frères séparés* ou des *ennemis*. Concrètement, il propose une modification du texte de la promesse en remplaçant *fraternité scout* par *famille Scouts de France* ; et d'éviter l'appellation *frère scout* ou *frère éclaireur*. De plus il demande de se référer davantage à la fraternité définie par Baden-Powell, à savoir celle qui unit les différentes catégories sociales. La troisième leçon est d'humilité : les Scouts de France doivent cesser de vivre entre eux et s'ouvrir aux autres œuvres catholiques, afin d'évacuer *l'esprit de caste*. La quatrième leçon, est la prudence qui doit inciter les membres de l'association à faire plus attention à ce qu'ils font, disent, écrivent car l'opinion catholique, et encore davantage l'opinion ecclésiastique, peut-être déconcertée par certaines pratiques. Le P. Sevin remarque :

Il ne suffit pas qu'une coutume ou un usage nous paraisse inoffensif et nous plaise par son originalité. Il faut nous renseigner aussi sur la provenance de cet usage et tenir compte de l'effet produit sur ceux qui ne sont pas scouts.

En pratique, le P. Sevin demande de *proscrire absolument* le mot *totem*, de remplacer certains chants totémiques, d'éviter tout indianisme, d'abandonner les signes nettement théosophiques comme la svastika *hindoue* et l'insigne aux deux cornes de taureau et de remplacer louveteau par petit-loup. Enfin, en cinquième leçon, le Père préconise d'adopter une

⁴⁶ Le terme est utilisé dans deux documents au moins dont la *Lettre du Père Sevin au général de Salins*, 27 juin 1924 et la *Lettre du général de Salins au Père Sevin*, 2 juillet 1924, JSE 3.

juste mesure tout en évitant *la surenchère catholique et religieuse* qui mènerait à une spiritualité scoutte particulière.

En clair les Scouts de France qui pèchent énormément par orgueil, doivent travailler l'humilité qui fera d'eux des catholiques pratiquant le scoutisme avant d'être des scouts catholiques. À lire ces *Leçons*, on pourrait croire que le P. Sevin fait totale amende honorable, qu'il accepte les remontrances et désire se corriger. Mais c'est la peur, plus que la raison, qui lui fait apporter ces changements. La contrition existe bien, mais elle est imparfaite et il ne remet aucunement en cause les fondements du scoutisme. Car pour lui, il n'y a pas de doute, un scoutisme catholique est non seulement possible mais surtout indispensable.

Roma locuta est, causa finita est. En septembre 1925, année sainte, dix mille scouts catholiques défilent devant Pie XI qui accorde solennellement sa bénédiction à ses *Fils très aimés*⁴⁷. La victoire est totale pour les défenseurs du scoutisme catholique. Mais avec le temps, on oublie les *Leçons* de Rome. Si l'indianisme et le totémisme, passent de mode assez rapidement, il en va autrement du risque d'interconfessionnalisme. Celui-ci s'estompe à mesure que les Scouts de France prennent de l'ampleur et de la puissance. Les contacts avec les neutres, les protestants puis les juifs se multiplient jusqu'à la guerre en contradiction totale avec les idées du P. Sevin dans ses *Leçons* : la Saint-Georges est fêtée presque partout à grand renfort de publicité durant toute l'avant guerre, des troupes inter-fédérales sont même essayées dans certains cas⁴⁸ sans que cela n'émeuve grand monde. Quant au journal *Le Scout de France*, certains numéros sont tellement *scouts* que pas une page n'est consacrée à la religion et que le scout catholique peut donc lire son journal d'une association affichée catholique, sans trouver, au fil des pages, aucune mention de catholicisme. Il en va de même au sujet d'articles de la revue *Le Chef* dans lesquels le père Sevin *pèche par omission*⁴⁹, préférant trop souvent, sur un sujet donné, les stricts

⁴⁷ Pie XI, discours prononcé à l'audience solennelle du Pèlerinage scout international en septembre 1925, Paris, Scouts de France, s.d., p. 3.

⁴⁸ La troupe interfédérale de l'École des Pupilles de la Marine à Brest par exemple.

⁴⁹ Note de l'abbé de Grangeneuve, 27 ou 28 décembre 1927, JSE 4. Le R.P. Rigaux s.j. va beaucoup plus loin et l'accuse sans détour d'être *laïciste*. Il a tendance à exagérer le rôle des laïcs dans la Fédération, surtout parce qu'il regarde toujours du côté d'Outre-Manche. Note du P. Rigaux, vers 1927, JSE 1.

commentaires de Baden-Powell, sans les vivifier par la foi catholique. En fait, le P. Sevin n'a, lui-même, pas été fidèle à ses *Leçons* de 1924. Il y a chez lui un manque évident de fermeté une fois l'orage passé. Il peut apparaître, alors, comme un véritable libéral, ou tout du moins un prêtre *libéralisant*, au sens catholique que ces termes recouvraient à l'époque. Au contraire, le P. Jeoffroid se soumet et arrête définitivement ses attaques frontales contre le scoutisme. Toutefois, il continue à engranger des documents pendant toutes les années vingt, devenant ensuite Supérieur du scolasticat, Procureur Général de la congrégation et Postulateur des Causes de béatifications. Dans les années 1950, il rédige un magistral *Cours d'Œuvres* pour la défense du patronage, seul contre-poison valable, selon lui, au scoutisme.

Cette affaire Jeoffroid-Sevin est une illustration assez exacte des luttes qui ont opposé intégraux et libéraux durant plusieurs décennies. Le procès du scoutisme catholique nous apparaît bien ici comme l'une des dernières batailles des anti-libéraux héritiers du *Sodalitium Pianum*. Le P. Jeoffroid, catholique intransigeant, n'a jamais été affilié à La Sapinière⁵⁰, mais son maître est l'imposant P. Maignen qui n'ignore rien des combats de son disciple et il est lié au cardinal Billot et à M^{gr} Benigni. Le P. Sevin, catholique libéral, se choisit des amis (Bourne, Rosa, Dubois...) qui sont tous plus ou moins réputés comme des libéraux ou des ennemis des intégraux. De plus, la violence des attaques et des contre-attaques nous prouvent à l'envie qu'il ne s'agit pas d'une mince affaire et que l'enjeu est d'importance. En effet, au XX^e siècle plus encore qu'au siècle précédent, la formation et l'éducation de la jeunesse sont capitales pour l'Église catholique opposée aux multiples totalitarismes de l'entre-deux-guerres et à la laïcisation de la société occidentale. Pie XI aborde souvent le problème dans ses écrits dont les encycliques sur *L'éducation chrétienne de la Jeunesse* (1929) et *Le mariage chrétien* (1930). C'est pour défendre la même jeunesse, et par amour de l'éducation et du service des petits, que ces deux prêtres catholiques, l'aumônier scout et celui des patronages se sont opposés. L'avenir leur a donné raison à tous les deux : Si un scoutisme intégralement catholique a pu être possible, ce mouvement éducatif respectant les orientations générales de l'Église du Concile Vatican II, n'a plus aucune prévention contre l'interconfessionnalisme, et pas un des grands mouvements d'aujourd'hui, reconnus ou non par les instances internationales du

⁵⁰ Lettre du professeur Emile Poulat à l'auteur, 12 mars 2000.

Christophe CARICHON

scoutisme, ne peut honnêtement se prévaloir des *Leçons* que le R.P. Jacques Sevin tirait en 1924 de son séjour à Rome.

UN INTERDIT RELIGIEUX DANS LE SCOUTISME ? LES ÉCLAIREURS DE FRANCE, DE LA NEUTRALITÉ À LA LAÏCITE (1921-1937).

Nicolas PALLUAU

Existe-t-il un fait religieux chez les Éclaireurs de France ? Non, mais un fait spirituel oui. Comme association scout, leur projet éducatif cherche des réponses toujours insolubles au genre humain. Un débat s'ouvre pendant l'entre-deux-guerres qui pose la question de l'émergence du scoutisme laïque¹. La difficulté réside dans l'impossibilité d'isoler la dimension spirituelle qui n'est jamais distincte des autres dans le projet totalisant du scoutisme. La spiritualité des Éclaireurs de France reste liée aux réseaux qui structurent le mouvement. Poser la question spirituelle en historien et non pas en philosophe revient à poser la question de l'origine des militants, interroger leur parcours professionnel et militant pour saisir l'évolution de la dimension spirituelle, champ de l'histoire culturelle.

Les Éclaireurs de France ne proposent pas une éducation confessionnelle, le fait religieux est évacué poliment mais fermement de leurs publications et ce, dès leur création en 1911. Après la Première Guerre mondiale, la question religieuse reste renvoyée aux choix personnels des jeunes, ce qui signe une idée fondamentalement laïque sans pour autant employer ce terme à la connotation militante volontairement écartée². L'article 15 des statuts de l'association est plus précis : *Le jeu et les discussions politiques et religieuses sont interdits dans les réunions de l'association*³. Couple maudit rejeté par l'œuvre éducative d'union nationale, les Éclaireurs le refuse car ils adhèrent à la seule dimension spirituelle légitime à leurs yeux, la patrie. Baden Powell se trouve convoqué sur-le-champ pour soutenir cette position : *C'est le*

¹ La laïcité dont se réclament aujourd'hui les Éclaireuses Éclaireurs de France serait le fruit de cette évolution progressive accentuée dans un sens plus militant au début de la IV^e République.

² Le texte du Serment de l'Éclaireur dans la troisième et dernière édition du *Livre de l'Éclaireur* du capitaine Royet (1920) ne varie pas depuis la première édition de 1913.

³ Capitaine Royet, *Livre de l'Éclaireur*, Paris, EdF/Journal des Voyages, 1920, p. 15.

*sentiment que la Patrie pouvait être menacée, affaiblie, qui créa le Scoutisme*⁴. Nanti d'un tel horizon d'attente spirituel, le scoutisme n'a pas donc besoin d'adhérer à un credo religieux. La patrie, la nation et la France en tiennent lieu. Le scoutisme des EdF participe sans complexe en 1914 au culte patriotique. Dans cette éducation qui rêve de voir éteinte la lutte sociale, les facteurs de divisions doivent s'effacer car ils constituent toujours des causes de l'affaiblissement national. À travers leur périodique *L'Eclaireur de France*⁵, le culte rendu au drapeau dans les activités des troupes, les exemples de courage pris dans les faits militaires et la mise en œuvre de leur projet passant par des cadres de l'armée rangent les EdF parmi la préfiguration de l'union sacrée de l'été 1914⁶.

Ce qui est valable en 1914 l'est moins en 1918. Le conflit mondial a mis à mal la légitimité de ce nationalisme cocardier et de ceux qui le portent. À la fin de la guerre, l'équipe dirigeante des EdF autour du président du comité directeur, l'explorateur polaire Jean-Baptiste Charcot reste toujours marquée par cette rhétorique patriotique. L'accession en 1921 à la présidence des EdF du directeur de l'École des Roches Georges Bertier marque le début d'une nouvelle orientation. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la présidence d'Albert Châtelet est toujours marquée du sceau de la neutralité religieuse mais cette spiritualité est prise en charge par le monde enseignant. Ce vivier de recrutement des Éclaireurs, puisé pour l'essentiel dans les sphères de l'enseignement primaire pense la neutralité en terme de laïcité, même si le mot n'est pas employé.

L'histoire des EdF pendant l'entre-deux-guerres est celle d'une conquête progressive des sphères de l'enseignement voulue au départ par l'ambition de leur président Bertier. Les EdF évoluent de la neutralité, au nom du culte national, à la laïcité du système éducatif. On reste toujours dans un cadre national puissamment structurant mais pris en charge par un autre secteur de compétence de l'État. Dans l'obsédante question de l'union nationale à construire par la jeunesse, l'institution militaire perd la maîtrise de l'ouvrage au profit des maîtres d'école. À la périphérie du système scolaire, Bertier, homme du secondaire privé, milite en faveur

⁴ Id., p. 71.

⁵ 1^{er} numéro en octobre 1913.

⁶ Voir Daniel Denis, « 'L'école de la vie sauvage' : un bain de jouvence du Parti colonial ? » in *À l'école de l'aventure*, pratiques sportives de plein air et idéologie de la conquête du monde 1890-1940, sous la direction de D. Denis et C. Pociello, Voiron, PUS, 2000, p. 21-35.

d'une réforme autour de la question de l'école unique. L'accueil qu'il reçoit, tant auprès d'hommes du primaire que du secondaire public aboutissent à son désistement de la présidence en 1937 au profit d'Albert Châtelet, directeur de l'enseignement secondaire. La spiritualité dans le scoutisme des EdF de 1919 à 1940 nous conduit à isoler une force en rapide déclin, celle de l'institution militaire, bientôt ramenée à une présence symbolique. Bertier cherche désormais les enseignants travaillés par le désir de réforme et oriente le scoutisme EdF vers l'École publique. L'institution scolaire influence en retour la neutralité spirituelle des Éclaireurs qui revendiquent une part de laïcité.

Nous distinguons trois étapes de cette lente et permanente évolution durant les années de l'entre-deux-guerres. La première période de 1919 à 1924 voit le triomphe du modèle spirituel de l'École des Roches dont le directeur Bertier est aussi le président des EdF. La dynamique de neutralité religieuse se débarrasse du folklore nationaliste grâce à l'influence bénéfique du catholicisme libéral des Roches porté par le courant de l'Éducation Nouvelle. Un glissement très net se dessine à partir de 1925 par l'entrée en scène d'enseignants conquis par les pratiques éducatives du scoutisme. Les relations avec la puissante Ligue de l'enseignement confirment l'importance de la question laïque chez les Éclaireurs. Enfin, de 1933 à 1937, le temps est marqué par les réalisations dans le cadre de politiques publiques. Le scoutisme des EdF est reconnu comme force d'appoint à l'École. Nous avançons que les Éclaireurs de France passent pendant la décennie de la crise d'un centre droit à un centre gauche du spectre politique.

L'influence déterminante de l'École des Roches (1919-1924)

À partir de 1919, on assiste chez les EdF aux derniers échos de la guerre et chacun mesure combien la victoire a été payée au prix fort. Le sentiment de la revanche légitime habite les Éclaireurs pour qui l'humiliation de l'ennemi reste présente. L'esprit reste celui de la France, personnification victorieuse. Le culte de la victoire domine chez le président Charcot saluant en juin 1921 la création d'un bulletin scout international :

Ils [les EdF] sont certains qu'il contribuera à resserrer les liens qui les unissent aux Éclaireurs des pays alliés, aux amis de leur Patrie qui a tant souffert pendant la guerre et au relèvement de laquelle un impérieux devoir

leur commande de consacrer toutes leurs énergies pour le bien de l'humanité⁷.

Limitant le scoutisme à l'intérieur de l'espace national, le salut de l'humanité passe par l'indispensable relèvement de la France, flambeau de l'humanité. Charcot ne comprend pas l'évolution du scoutisme après l'organisation du premier jamboree scout international à Londres en juillet 1920. La spiritualité des EdF demeure identique à l'avant guerre, celle du culte patriotique d'une France avant garde de l'humanité, éclairant les petites nations par les traités de paix. La troisième et dernière édition en 1920 du *livre de l'Éclaireur* et sa version pour les adolescents, *le mémento de l'Éclaireur* confirme cette ligne⁸. Cependant, un courant s'affirme en faveur d'un renouveau pédagogique du mouvement. Il s'appuie sur une génération plus jeune. L'appel non signé des *nous, chefs de troupe* fin 1918 identifie l'origine de cette dynamique dans plusieurs unités locales⁹. La question est de savoir si Georges Bertier appuie ou non cette initiative de son autorité jusqu'à son élection à la présidence en octobre 1921. Après le départ de Charcot, 10 délégués régionaux en décembre 1921 représentent le comité directeur en région. Avec l'émergence de jeunes chefs, la spiritualité n'est pas l'essentiel de la rénovation en cours. Après le congrès-challenge de chefs à Versailles en 1919, les camps du Comité américain pour les régions dévastées de l'Aisne et de l'Oise (1920-1921) soumettent les EdF au primat de la culture pédagogique anglo-saxonne. Un nouvel imaginaire particulièrement riche apparaît composé d'Indiens et d'animaux aux vertus éminemment morales. L'ouverture du camp-école de Cappy en juillet 1923 en constitue l'aboutissement¹⁰.

Le temps des traités de paix inaugure un nouveau contexte international. La guerre mondiale et son cortège d'atrocités ont généré un traumatisme chez Baden Powell. Tout se passe comme s'il avait fallu les

⁷ *Jamboree* n°1, octobre 1921.

⁸ Capitaine Royet, *Le Livre de l'Éclaireur*, Paris, Journal des Voyages-Librairie illustrée, 1920, 436 p. Capitaine Royet, *Mémento de l'Éclaireur*, Paris, Journal des Voyages, 1920, 128 p.

⁹ *L'Éclaireur de France* n°38, novembre-décembre 1918.

¹⁰ Parmi ces jeunes cadres, il convient de citer les noms d'André Mazeran à Lyon, de Lesecq à Douai, et de plusieurs chefs des troupes parisiennes, Jean Loiseau, Emile Guillen - un des premiers stagiaires français du camp-école britannique de Gilwell Park, Jean Droit - bientôt commissaire des Boy Scouts de Belgique et André Lefèvre, le responsable des éclaireurs de la Maison pour Tous rue Mouffetard nommé commissaire général en mars 1922.

désastres et les tragédies de la guerre pour révéler l'esprit fraternel international du scoutisme. La violence de guerre révèle un esprit qui existait virtuellement dans le mouvement scout mondial en cours d'organisation. La fraternité scout internationale se pense comme fille des traités de paix et agent de la Société des Nations. Au sein de cette nouvelle internationale de la jeunesse, il convient de définir la place de la spiritualité. Par le pouvoir qu'ils possèdent au sein du scoutisme mondial, les Anglo-saxons ont une force d'initiative supérieure à celle des Français :

Si notre méthode doit devenir un mouvement universel il nous faut de vrais éclaireurs, qu'ils soient garçons ou Chefs. Si nos Chefs n'ont pas de foi religieuse bien définie, comment peuvent-ils être à même d'instruire des Éclaireurs qui connaissent et qui maintiennent leur Serment ? Par « religion » nous n'entendons pas simplement « morale » l'exécution d'un code éthique- qui peut ou ne peut pas être fondé sur une conception spirituelle. Nous disons religion dans le sens le plus haut et le plus complet du mot.... À moins de pouvoir leur inculquer [aux éclaireurs] dans le cœur, et dans la vie, une vraie religion, il n'est guère possible d'espérer que le monde connaisse la paix et la fraternité¹¹

De l'élection de Bertier à la présidence des EdF en décembre 1921 à l'adoption du texte de la promesse en mars 1923 se met en place la position spirituelle du mouvement, instituant sa neutralité religieuse dans le contexte de l'après-guerre. Bertier prépare son argumentation en vue de l'ouverture de la conférence scout internationale de Paris en juillet 1922. En mai, il livre les traits essentiels de la spiritualité des Éclaireurs de France :

Notre Fédération est nationale et destinée dans la pensée de ses fondateurs, à réunir en elle des enfants et des jeunes gens de toutes classes, de tous partis, de toutes confessions religieuses. [...] Et il faut que leurs parents et qu'eux-mêmes trouvent de la part de tous les dirigeants et de tous les chefs de notre groupement la même attitude de neutralité bienveillante et respectueuse pour leurs convictions personnelles. Nul de nous n'a le droit de se servir de son action scout pour la propagande de sa foi : à l'extérieur de la Fédération, il est libre ; à l'intérieur, il est lié par le serment qu'il doit se faire à lui-même de ne jamais essayer d'entraîner telle ou telle âme d'adolescent vers un idéal religieux ou irréligieux différent de celui qu'elle avait à son entrée chez nous. La Fédération n'est pour aucune croyance religieuse positive, mais elle n'est également contre aucune. Ses membres doivent pouvoir laisser leur foi s'épanouir librement sans être inquiétés ni

¹¹ Cercle scout d'étude de l'Hôtel de Théologie à King's College, Londres, « religion et scoutisme », *Jamboree*, janvier 1922.

troublés par aucun d'entre nous. Un croyant peut entrer dans une de nos troupes avec la certitude que ses affirmations intimes seront toujours considérées par nous comme intangibles : jamais nul d'entre nous ne se permettra d'empiétement sur ce domaine des consciences¹².

Bertier affirme son point de vue social, celui de la neutralité religieuse, annonciatrice de la paix sociale par le rejet de la lutte des classes. En France la question religieuse constitue un élément permanent de division des Français, qu'une éducation réellement nationale doit écarter de son projet. L'éducation religieuse n'est pas au programme des EdF mais ils ne militent contre aucun dogme.

La position de Bertier se comprend par l'antériorité de son action dans la place de la spiritualité en éducation. Militant du Sillon de Marc Sangnier dans sa ville natale de Nancy, Bertier accède à la direction de l'École des Roches à Verneuil-sur-Avre en 1902. La revue *L'éducation* qu'il fonde en 1909 sert d'écho à ses réalisations. École privée non confessionnelle les Roches offrent un modèle d'éducation chrétienne quoique nettement séparée de tout caractère missionnaire¹³. Dans cette lecture qui prend des distances avec la transcendance sans pour autant contester sa validité, Bertier ne possède que de très peu d'appuis auprès des autorités religieuses, prouvant bien l'étroitesse de son champ de positionnement. Il reste soutenu par le pasteur Gallienne, pionnier des Éclaireurs dès 1910 et membre fondateur du comité directeur. Celui-ci se présente cependant sous le titre de délégué général de la Croix bleue, délaissant son ministère au profit de sa ligue de tempérance. La seule personnalité de la hiérarchie catholique intéressée par le scoutisme EdF au moment où ils subissent l'émergence des Scouts de France est monseigneur Morelle, évêque de Saint-Brieux et Tréguier. Le président d'honneur de la troupe de Saint-Brieux, *Un des rares prélats qui ait témoigné publiquement son estime* [aux EdF] décède cependant en janvier 1923¹⁴. Bertier a cependant su placer des hommes sûrs aux postes clefs du nouveau scoutisme des Éclaireurs de France. En mars 1922, il nomme le directeur de la Maison pour Tous et délégué régional pour l'Île-de-

¹² « La Fédération des Éclaireurs de France et la question religieuse », *Le Chef*, Bulletin des Chefs Éclaireurs de France n°3, 20 mai 1922.

¹³ Voir Régis de Reycke, « Le rayonnement de l'École des Roches », *Les Études Sociales* n°127-128, « L'École des Roches. Creuset d'une éducation nouvelle », 1998, p. 197-216.

¹⁴ A. Fender, « Un ami-un deuil », *L'Éclaireur de France* n° 87, 10 février 1923. Professeur au lycée de Saint-Brieux, Fender est le délégué régional des EdF en Bretagne.

France, André Lefèvre, au poste de commissaire général. Ancien Silloniste, Lefèvre est investi de la mise en œuvre des ambitions de son patron¹⁵. Il a été partisan de la laïcisation de l'association silloniste Chez Nous dans le V^e arrondissement de Paris, devenue en 1919 la Maison pour Tous en rejetant l'action missionnaire au profit de la démarche éducative. Le bras droit de Bertier aux Roches, Henry Marty, représente la France au sein du premier comité mondial du scoutisme. Après avoir conduit le secrétariat général du comité d'organisation de la conférence mondiale de Paris en juillet 1922, il reste le commissaire des EdF aux relations internationales. L'évolution touche son terme avec l'adoption, lors de l'assemblée générale du 4 mars 1923, de la *simplification* de la Loi de l'Éclaireur en 10 points et surtout de la Promesse sous sa forme alternative :

Je promet, sur mon honneur,
Je promet, sur mon honneur et devant Dieu,
de faire tous mes efforts pour :
de faire tout mon possible pour :

- 1° *Servir ma Patrie*
- 2° *Rendre service en toute occasion*
- 3° *Obéir à la Loi de l'Éclaireur*''

Sans doute plus que ce texte, l'appréciation portée au-dessous traduit la volonté de Bertier : *L'Éclaireur utilise la promesse de droite ou de gauche selon les convictions et le désir de ses parents*¹⁶. L'absence de débat sur cette question dans la revue des cadres, en dépit d'une *discussion extrêmement serrée* sur la loi et la promesse lors de l'assemblée générale dessine les contours d'un consensus général au sein du mouvement sur la spiritualité et l'engagement¹⁷.

La morale enseignée par les Éclaireurs de France n'est que la morale universelle, accessible à chacun, croyant ou incroyant. Les grands traits de la morale républicaine enseignée à l'École s'y retrouvent¹⁸. C'est bien un étrange paradoxe qui permet l'association des valeurs du primaire public à celles du secondaire privé prouvant la place de Bertier dans un champ qui existe déjà et dont il souhaite voir élargir l'assise. La légitimité de

¹⁵ André Lefèvre (1886-1946), né à Angers, ancien Silloniste, commissaire général des EdF de 1922 à 1940.

¹⁶ *L'Éclaireur de France* n° 88, 10 mars 1923.

¹⁷ *Id.*

¹⁸ Liliane Maury, *L'enseignement de la morale*, Paris, PUF, 1999, 128 p.

cette spiritualité vient autant d'en haut que d'en bas, cherchant une synthèse possible entre la révélation divine et la raison humaine. Fidèle et brillant second de Bertier aux Roches comme chez les Éclaireurs, Marty n'a pas d'autres mots pour décrire l'idéal spirituel de la fédération :

Le mouvement des EdF a laissé à la famille le soin d'orienter la formation religieuse et psychologique de ses enfants. Il lui dit « faites comme vous l'entendez, je faciliterai votre action, je la respecterai et la loi que je proposerai à vos enfants ne combatta pas ce que leur église ou leur père leur dira ; car elle est un résumé des enseignements divins tout autant qu'un code de sagesse humaine ».[...] La fraternité est un mot inscrit sur toutes les écoles. Le scoutisme n'est pas indifférent à l'idéal de liberté et d'égalité ; mais il est particulièrement ardent à réaliser la grande Fraternité. En France, il importe que cette fraternité ne soit pas un vain mot. Si aujourd'hui les profondes divisions, la divergence des efforts voilent un instant la beauté d'un pareil idéal, les hommes de demain, les enfants qu'à l'heure présente éduquent d'un commun accord le scoutisme et l'école, ces enfants qui seront des hommes de cœur et de caractère sauront réaliser le règne de la fraternité. Les éclaireurs marchent à l'assaut des vestiges antiques de la haine et de l'incompréhension ; Ils veulent que sur le monde brille une lumière nouvelle¹⁹.

L'option spirituelle des EdF vise la réalisation d'un idéal inscrit parmi la trilogie républicaine. Pour ces catholiques sociaux du Sillon et des Roches, la question religieuse relève donc en premier lieu de la famille et ne saurait, au risque de répandre un brouillard néfaste, troubler la réalisation de la concorde sociale. Le Haut Lieu de cette morale universelle en pédagogie scoute s'incarne à travers le feu de camp, véritable vecteur de l'élévation morale des âmes adolescentes :

Les principaux caractères d'un feu de camp c'est la gaîté, le recueillement aussi, et surtout l'intimité. Il est difficile qu'un feu dont on bannit gaîté et intimité ait une action efficace sur l'état d'esprit des garçons, mais il est nécessaire qu'on y trouve la note sérieuse et recueillie qu'on obtiendra par la palabre ou avec certains chœurs²⁰.

Le feu est l'élément naturel le plus à même de générer l'émotion des adolescents sous l'égide double de la fête païenne et du campement d'explorateurs.

Mais l'évidente qualité de cette éducation universelle doit-elle être bradée ? Non, car on court toujours le risque de la voir diluée, d'éroder sa

¹⁹ « Allocution du commissaire Marty », *Le Chef* n° 45, janvier 1926.

²⁰ Goblot, « Le soir », *Le Chef* n°35-36, janvier-février 1925.

capacité éducative. Il existe bien une contradiction entre l'universalité généreuse et scrupuleuse d'un côté et l'élitisme forcené réservé aux êtres jugés supérieurs. Pour mettre fin à la lutte des classes, le modèle des Roches appliqué chez les EdF revient en fait à la promotion d'une élite sociale tirée de tous les milieux. La promesse alternative des Éclaireurs confie le choix spirituel à la famille. L'éducation des EdF ne se place donc pas en travers du modèle familial, qu'il ne faut pas bouleverser. Cette forme de rejet de la lutte des classes passe par la formation d'une élite sociale destinée à remplir cette mission. Nombreux sont les cadres EdF à s'insurger contre un serment trop rapide, expédié dans un vague rassemblement ou bien en grande pompe en place publique. La promesse doit rester l'apanage des seuls éclaireurs dignes d'en recevoir les bienfaits :

Si à tout bout de champ , tous les mois par exemple, quelqu'un prêle serment, cette cérémonie perd son prestige et tend à devenir une formalité assez banale. Nous aurons donc deux, trois ou quatre prestations de serments chaque année. Il n'y a pas d'inconvénients à faire un peu attendre les candidats, cela permet quelques fois des éliminations moins pénibles et cela amène à ne pas faire de l'examen d'aspirant la condition suffisante de la promesse [...] Il s'agit de montrer à l'enfant que le serment n'est pas une cérémonie à laquelle il est naturellement convié, mais un acte sérieux dont l'accomplissement est réservé aux forts, que c'est un exploit²¹.

Marty n'avait d'ailleurs pas manqué de souligner le caractère très restreint du recrutement de la troupe d'éclaireurs de l'École des Roches, présentée comme un modèle. Sur un effectif de 280 garçons inscrits dans l'établissement en 1921, seulement 90 sont scouts, *c'est dire qu'aux Roches on considère que les scouts doivent être une élite ; il est difficile d'en faire partie*²². Par les Éclaireurs, les hommes des Roches cherchent le moyen d'étendre à tous les enfants cette éducation nouvelle trop souvent réservée aux enfants des familles fortunées. La contradiction demeure entre le vœu généreux de rendre accessible à tous cette morale universelle et la fabrication d'une élite sociale par le scoutisme.

L'avènement de la laïcité (1924-1932)

La spiritualité réservée à l'espace privé fait se rapprocher catholiques sociaux et laïques dont plusieurs connaissent les Éclaireurs de

²¹ Renard argenté des Roches dures (Henri Marty), « La préparation à la promesse », *Le Chef* n°4, 25 juin 1922.

²² Henry Marty, « L'École des Roches et le Scoutisme », *Jamboree*, octobre 1921.

France depuis longtemps. Le congrès EdF de Lyon tenu en décembre 1924 dans l'amphithéâtre de la faculté de droit et lettres reste le moment clé de la convergence épistémologique entre catholiques et laïques d'ouvertures. La première apparition du terme de *scoutisme laïque* figure dans le compte-rendu « scoutisme laïque » de la prise de parole au congrès Jean Kergomard :

Il me semble qu'une des tâches du scoutisme actuellement devrait être la conquête du corps enseignant de l'enseignement public. Cet enseignement, il est fait pour nous comprendre ; ce sont les mêmes principes qui nous animent alors qu'ailleurs, d'autres associations de toutes sortes enrégimentent leurs membres pour une opinion politique ou autre, nous, nous sommes des laïques, c'est à dire des hommes qui, par-dessus les opinions religieuses et politiques, voulons réunir tous les jeunes gens. Nous sommes des éducateurs. Nous ne voulons pas absorber les initiatives qui ont pu se produire dans l'enseignement : ce n'est pas quand je parle à côté de M. Bertier que je voudrais réclamer le monopole de l'enseignement !²³.

Les Éclaireurs fonctionnent comme le lieu de la rencontre des hommes venus des deux systèmes scolaires antagonistes en France. Le laïque Kergomard, directeur d'un séminaire républicain dans un département qui ne l'est pas moins dégage une ouverture vers Bertier, l'homme de l'enseignement privé le plus hermétique à l'idée de promotion sociale démocratique. De plus, la convergence des deux conceptions philosophiques ordinairement antagonistes se construit non pas sur la différence de statut public ou privé mais sur les finalités à donner à l'éducation. Cette convergence inédite émerge à l'aune de la question centrale du moment, l'école unique. Le scoutisme des Éclaireurs de France pour lequel Kergomard et Bertier militent constitue le laboratoire actif de cette ambition :

Nous désirons une école "unique" en ce sens que nous voudrions que tous les enfants passassent une partie de leur vie, ne serait-ce qu'un an, sur les mêmes bancs, que ces distinctions de classes sociales, que cet esprit de particularisme bourgeois,- ouvrier aussi peut-être- qui chez nous sépare les hommes, empêche la fusion de petites cellules sans collaboration et sans communication des unes avec les autres, nous voulons que pendant

²³ « Scoutisme laïque et École unique » in « Allocution de M. Kergomard », *Le Chef* n° 35-36, janvier-février 1925. Jean Kergomard (1870-1954), cadre EdF lyonnais et directeur de l'École normale de garçons, républicain éminent, représentant la bourgeoisie libérale protestante lyonnaise. Il est le fils de Pauline Reclus-Kergomard (1838-1925), figure fondatrice de l'école maternelle républicaine.

quelques années cela disparût et qu'une véritable fraternité régnât dans l'éducation des enfants français. Voilà ce que nous rêvons, nous autres, membres de l'enseignement public. Voilà ce que nous réalisons dans la mesure de nos possibilités avec les enfants que les familles veulent bien nous confier et voilà ce que nous, Éclaireurs, nous faisons aussi. Je parle comme membre de l'enseignement public et comme éclaireur et je dis que si je suis éclaireur - honoraire, il est vrai, mais profondément éclaireur - c'est parce que je suis membre de l'enseignement laïque que je désire que dans cet enseignement pénètre plus intimement l'esprit du Scoutisme. Car il ne suffit pas d'être "laïque", de prononcer ce terme et d'affirmer cette espèce d'égalité et d'unité de pensée, cette cordialité dans les rapports entre jeunes gens et enfants se retrouvant sur les mêmes bancs : il faut aussi qu'un véritable esprit de fraternité pénètre dans les rapports entre les jeunes gens et les maîtres²⁴.

Voilà le scoutisme reconnu par un membre éminent de l'enseignement primaire comme indispensable à la fabrique égalitaire des petits Français²⁵. Kergomard clôture sa démonstration par un hommage appuyé à Bertier : *Les deux œuvres qu'il a accomplies, comme Président des Éclaireurs, et comme Directeur de l'École des Roches, ne se séparent pas. Le modèle que je voulais vous donner, le voici en chair et en os*²⁶.

Kergomard est sous l'influence du travail du philosophe Edmond Goblot²⁷. L'auteur de *la barrière et le niveau* préside le comité local des EdF de Lyon et siège au comité directeur de la fédération où il est vice-président de 1930 à 1935. Il est un des rares hommes de gauche à avoir vu le fondement éducatif du scoutisme avant 1914, position qui lui avait valu l'hostilité de nombre de ses collègues à la suite de ses publications dans la revue pédagogique *le volume* où il écrivait que *Baden Powell est un bien plus grand éducateur que Rousseau et Pestalozzi*²⁸. Le Goblot militant de l'éducation populaire et musicien est aussi un ami d'Édouard Herriot, favorable aux EdF dans les œuvres périscolaires laïques de sa

²⁴ *Le Chef*, Id.

²⁵ Cette question reste pour l'instant écartée des travaux sur l'école unique. Voir Barreau, Garcia, Legrand, *L'école unique* (de 1914 à nos jours), Paris, PUF, 1998, 127 p.

²⁶ *Le Chef* n°35-36, janvier-février 1926.

²⁷ Edmond Goblot (1878-1935), agrégé de philosophie, professeur à Toulouse, Caen puis Lyon. *La barrière et le niveau* est une réflexion de sociologie du système scolaire français.

²⁸ Edmond Goblot, *Les Éclaireurs de France et leurs chefs*, conférence faite aux étudiants de l'université de Lyon, Paris, 1930, 16 p.

ville de Lyon²⁹. Il se dessine, par ces affinités radicales de centre gauche, le champ avec lequel l'homme de droite Bertier peut s'entendre. Cependant, Goblot ne cache jamais sa conception de la laïcité, comme dans la préface de l'une des premières thèses sur le scoutisme :

Ce que Bouchet dit de la fraternité sociale est vrai aussi de la fraternité interconfessionnelle ; il est un peu vain de la prêcher, il faut la réaliser en faisant vivre les enfants ensemble. Il ne suffit pas qu'ils se rencontrent deux ou trois fois par an, à de grandes réunions communes. Il faut qu'ils participent à l'intimité des patrouilles. Il faut qu'ils s'habituent à trouver naturel que le dimanche matin, certains d'entre eux se rendent à la messe, d'autres à l'église protestante, que d'autres enfin n'assistent à aucun culte. Réaliser effectivement cette large fraternité ; « faire que pour une seule France, il n'y ait qu'une seule jeunesse » (G. Bertier) tel était, dès 1911, tel est toujours le but de la fédération scout neutre, les EdF³⁰.

La neutralité spirituelle passe par l'organisation reconnue de la place du culte dans l'éducation, ce qui reste inédit face au système éducatif. Les Éclaireurs se revendiquent comme le lieu de rencontre entre une prudente neutralité religieuse et la laïcité de l'enseignement public.

L'appel vient de l'État. Signé le 6 août 1925 sous le gouvernement Painlevé par le président Doumergue, le texte de reconnaissance d'utilité publique des EdF a très certainement été préparé sous le gouvernement Herriot tombé en avril et porte la marque de l'influence du Cartel³¹. Cet acquis symbolique important intensifie le désir de rapprochement de l'institution scolaire, à l'ordre du jour au congrès EdF de Reims en décembre 1925³². Les travaux du congrès défendent non pas l'innovation éducative, mais la nouveauté du *cadre pédagogique* du scoutisme. Plus que la question laïque, c'est la possibilité de transformer l'École de l'intérieur qui fascine le scoutisme laïque en construction. L'ambition reste bien le mélange des classes sociales par la remise en cause de la division entre ordre primaire et ordre secondaire. C'est cependant auprès des hommes de l'enseignement primaire que Bertier trouve un écho à travers la présence de l'inspecteur Bertin qui ne manque pas de déclarer « *La sympathie que j'éprouvais pour le scoutisme n'a fait qu'augmenter*

²⁹ Bertrand Silvestre, *Les Éclaireurs de France à Lyon de 1911 à 1947*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction d'Etienne Fouilloux, Lyon, Université Louis Lumière Lyon II, 1999, 180 p.

³⁰ Bouchet, *Le scoutisme et l'individualité*, Paris, Alcan, 1933, 197 p.

³¹ Préfecture de la Seine, Cabinet du Préfet, Intérieur n° 497, n° 3277.

³² Pierre Kergomard, Pierre François, *Histoire des Éclaireurs de France de 1911 à 1951*, Paris, EEDF, 1983, p. 187-188.

au cours des travaux du congrès »³³. Ancienne terre d'élection du secrétaire général des EdF Octave Forsant, le département de la Haute-Marne, accueille favorablement les EdF³⁴. Le député du Rhône et ancien ministre Justin Godart - homme-clé de la politique sociale du Cartel³⁵- et l'inspecteur Le Téo représentant le ministre de l'Instruction publique Mario Roustan, assistent au congrès. L'influence de Herriot en faveur des Éclaireurs se manifeste aussi lors de son passage rue de Grenelle par la circulaire du 20 septembre 1928³⁶.

Bertier conserve encore pendant quelque temps une option catholique discrète mais bien réelle, présente à partir de l'École des Roches. En janvier 1929, le gendre de Bertier, Louis Garonne, professeur à l'École lance un *Bulletin mensuel d'éclaireurs catholiques*³⁷. Bertier ne désespère sans doute pas de faire venir chez les EdF des chefs catholiques des Scouts de France. Ses initiatives vers le monde laïque, en direction de l'enseignement n'empêchent pas de conserver aussi une capacité d'initiative en direction du monde catholique dont il est issu.

Rien n'est cependant acquis sans l'incontournable bénédiction de la puissante Ligue de l'enseignement, rapprochement construit de 1929 à 1932. Riche de ses liens avec l'enseignement primaire depuis les lois scolaires de 1881-1883, la Ligue se réorganise en 1930 en renforçant les fédérations départementales des œuvres laïques. Elle s'inquiète cependant de sa faiblesse dans le mouvement sportif post scolaire, ne perçant pas auprès du public adolescent et cherche à développer la tranche d'âge entre les enfants du primaire et celle des adultes. La neutralité des EdF apparaît comme un terrain possible de conquête des ligueurs. Il faut vaincre l'hésitation des militants pour qui le scoutisme reste fondamentalement religieux. Au congrès de la Ligue à Marseille en 1929, le responsable de la fédération des Bouches-du-Rhône Tapie appelle à se

³³ *Le Chef* n° 45, janvier 1926.

³⁴ Secrétaire général de la fédération de 1928 à 1932, Octave Forsant est inspecteur primaire en retraite. Il est le rédacteur de *Aux universitaires un puissant auxiliaire : le scoutisme*, Paris, EdF, 1929, 8 p. Il fût l'organisateur des écoles dans les caves des maisons de champagne à Reims pendant la Première Guerre mondiale et l'auteur de *l'école sous les obus*. Voir *Les Rémois en 1918*, de l'évacuation au retour, Ville de Reims, Direction de la Culture, Reims, 1998, 58 p.

³⁵ Justin Godart (1871-1956), ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale de juin 1924 à avril 1925.

³⁶ Le scoutisme est passé en 1928 de la tutelle de l'Armée à celle de l'Instruction publique.

³⁷ *Bulletin mensuel d'éclaireurs catholiques*. Pax sedit in forti arcus ejus, Verneuil-sur-Avre. Numéros connus de janvier 1929 à janvier 1930.

rapprocher des EdF. Le commissaire régional des EdF de Lyon, l'universitaire René Waltz écrit dans *Action laïque*. En septembre 1930, la préparation du congrès du cinquantenaire des lois laïques qui se tient l'année suivante aborde la question du scoutisme par un rapport de la fédération des Bouches-du-Rhône :

...comme l'École laïque, les Éclaireurs de France sont ouverts à tous, sans distinction de classes sociales ; il n'y a pas de troupes bourgeoises et de troupes populaires ; le mélange des classes y est de règle. La Fédération est donc d'esprit démocratique, elle réalise l'École unique, hors de l'école à côté. Comme l'École laïque, les Éclaireurs de France sont aussi ouverts à tous les enfants, sans distinction de croyance religieuse ou d'opinion politique ; ils ne sont pas confessionnels, ils ne relèvent d'aucun parti. Peu leur importe où les familles des Éclaireurs puisent leur vie spirituelle. Ils proclament dans l'article 5 de la loi de l'Éclaireur « le respect des convictions d'autrui ». Cette loi a un caractère universel, comme les enseignements de la Raison ; c'est pourquoi elle peut être adoptée par tous les peuples du monde³⁸.

Il est dans l'intérêt de tous de croire réel ce mélange sociologique idéal chez les EdF. Le recrutement dans plusieurs milieux différents, à l'image des troupes des lycées nettement différent de celui des troupes des écoles primaires supérieures, infirme ce discours simplificateur. En 1930, pour les Éclaireurs comme pour la Ligue, la laïcité supporte bien quelques mythes. Le document se termine par un questionnaire à renvoyer par les fédérations pour préparer le congrès de 1931.

La fédération des Bouches-du-Rhône est en avant sur cette question car y milite Pierre Deschamps, commissaire régional des EdF pour la Provence³⁹. Il organise le questionnaire envoyé aux fédérations. La question posée aux fédérations est bien de savoir si *la loi de l'Éclaireur est en harmonie avec les principes de la morale laïque*⁴⁰. Les réponses sont positives⁴¹.

³⁸ « Les questions à étudier pour le congrès de 1931 », *L'Action Laïque* n°638, juillet-septembre 1930.

³⁹ Pierre Deschamps (1873-1958). Ancien élève de l'ENS de St-Cloud, organisateur de l'enseignement à Madagascar (1899-1907), fondateur de la Mission laïque française (1902), Deschamps dirige l'EPS Victor Hugo de Marseille. Militant de la Ligue de l'enseignement, il siège au comité directeur des EdF depuis 1924. Nicolas Pallau, « Pierre Deschamps de l'Imérina aux collines ensoleillées », séminaire frontières culturelles et diffusion des langues, ENS Fontenay-St-Cloud, avril 1997, 10 p.

⁴⁰ « Le Scoutisme Rapport de M. Deschamps », *L'Action Laïque* n° 642, mai-juin 1931. Voir Jean-Paul Martin, « La Ligue de l'enseignement et la naissance des

Il reste maintenant à convaincre les EdF de leur proximité avec la laïcité. Deschamps y vient en 1931 en commentant les instructions de 1887 de Ferdinand Buisson pour qui *l'école publique ne fait pas la guerre aux croyances*. Le chef EdF et militant de la Ligue dévoile une comparaison géographique physique du scoutisme et de la laïcité :

Que nous donnions aux enfants, sur le vœu exprimé par leurs parents, toutes facilités pour qu'ils puissent pratiquer leur religion, c'est tout ce qu'on peut demander à notre neutralité. Mais ces observations faites, et s'il est chimérique d'essayer de concilier, quant aux principes, la conception du fondateur du scoutisme et celle de l'organisateur de l'École laïque, reconnaissons qu'elles sont bien près l'une de l'autre, non seulement quand on les ramène sur le terrain solide de l'action, mais encore quand on considère la largeur de vues, l'élévation de pensée qui les caractérisent l'une et l'autre. Elles voisinent sur les hauteurs. Ce sont deux sommets distincts mais proches ; les pentes qui en dévalent se confondent avant d'atteindre la plaine. Aussi bien, le scoutisme n'est pas une méthode d'éducation religieuse mais une méthode d'éducation générale. De sorte que ce n'est pas tomber dans l'hérésie que de concevoir un scoutisme libéral accueillant, ouvert à tous, un scoutisme « laïque », indépendant à l'égard des religions, respectueux des incroyants autant que des croyants,

et en toute autre question se conformant au scoutisme de Baden-Powell.

Ce scoutisme-là n'est-ce pas justement celui des Éclaireurs de France dont B P a approuvé la position particulière et qui sont, au même titre que les autres associations scoutistes, reconnus par le Bureau International ? Ne vous apparaît-il pas alors comme le complément naturel de l'École publique à tous les degrés ?⁴².

Nous assistons à un renforcement de l'identité des EdF marquée de plus en plus par ce carrefour entre la république laïque et son système scolaire et le scoutisme fondamentalement spiritualiste et confessionnel de Baden Powell. Avec cet article, les EdF se trouvent une doctrine en matière spirituelle, une sorte de voie moyenne entre le confessionnalisme anglican de Baden Powell et la revendication laïque. Tout se passe finalement comme si les EdF se découvraient à eux-mêmes. Les hommes

Francs et Franches Camarades », *Cinquante ans de l'action des Francas*, Francas/INJEP, 1997, p. 10-26.

⁴¹ Réponses des fédérations des Ardennes, de l'Aube, du Gers, de la Loire, du Loiret, du Rhône, de la Seine-et-Oise, du Var et de l'Yonne.

⁴² P. Deschamps, « Simples réflexions à propos de deux articles du 'Chef' », *Le Chef* n° 106, février 1931.

de l'échelon fédéral ont peu à peu su trouver les points de convergence des deux philosophies antagonistes.

Cette évolution n'empêche pas la permanence d'initiative marquée sur le plan religieux, qu'il convient de faire taire. En 1934, André Lefèvre négocie et obtient la disparition du bulletin *Entre frères*, marqué au sein des EdF par la liturgie des Scouts de France⁴³. Animé par Paul Caron du comité directeur, son édition pouvait à ce moment compromettre la nouvelle assise philosophique des EdF. Bertier est sûr d'être engagé dans la bonne voie et n'a plus besoin de conserver une hypothèse catholique.

L'accord signé en janvier 1932 entre la Ligue et les Éclaireurs reconnaît la création des troupes scoutées au sein des œuvres laïques départementales. Mais l'objectif de récupération d'une nouvelle force vive par la Ligue demeure toujours sous-jacent dans les fédérations, à l'image de la Somme où

entre la doctrine des « Éclaireurs de France » et la nôtre il y a suffisamment de points communs pour que l'UFOLEP songe à susciter la création de meutes de louveteaux (scouts de moins de 13 ans). Celles-ci seront nos réserves de pupilles si vous le voulez bien⁴⁴.

La reconnaissance mutuelle au sommet des appareils n'empêche pas la permanence de stratégies locales différentes. Le règlement de la question laïque entre les deux fédérations ne parvient pas à lever l'incompréhension de la Ligue qui demeure à l'encontre du projet pédagogique du scoutisme.

Le temps des aboutissements (1933-1937) :

Les fondements acquis de la laïcité chez EdF, il convient de passer aux réalisations. Les débuts sont modestes dans la lignée de la décennie précédente. Quelques personnalités locales de l'enseignement ont rejoint

⁴³ Voir P. Kergomard, P. François, *op. cit.*, p. 74. *Entre frères*, bulletin mensuel de janvier à mars 1934 prend la suite du *bulletin mensuel d'éclaireurs catholiques* édité en 1929 et 1930.

⁴⁴ C.M., « Vingt ans de scoutisme français », *L'œuvre postscolaire* de la FOL de la Somme, décembre 1932. Voir Valérie Nansenet, *Les Éclaireurs de France en Picardie de 1911 à 1964*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Nadine Chaline, Université de Picardie Jules Verne, 2000, 191 p.

les EdF mais cela reste des expériences éparpillées⁴⁵. En mai 1933, l'inspecteur d'académie de la Haute-Garonne est président d'honneur du comité EdF de Toulouse. Quelques comités locaux se créent à l'initiative de l'inspection académique primaire comme dans la Vienne à Poitiers en juillet 1934. Le rapprochement avec la Ligue sert à lever les appréhensions de la hiérarchie locale de l'éducation nationale.

Le Front Populaire reste la période de cristallisation institutionnelle et des débuts de la rencontre entre l'École publique et l'initiative privée du scoutisme⁴⁶. Les 12 et 13 décembre 1936 se tient à Paris le 25^e anniversaire des Éclaireurs de France et des Éclaireurs unionistes. 25 000 éclaireurs sont accueillis au Parc des expositions. Une soirée dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne voit assis Baden Powell aux côtés du président Albert Lebrun qui vient de lui remettre la légion d'honneur. Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale, François de Tesson, sous-secrétaire d'État à la présidence du conseil et Marc Rucard, ministre de la justice prennent la parole, *Merci à lord Baden-Powell* proclame ce dernier, également père d'éclaireur⁴⁷. L'hommage appuyé du gouvernement insiste sur la pédagogie, les loisirs, l'éducation physique et la paix, tous sujets en vogue à ce moment. La neutralité religieuse des EdF n'y figure pas, montrant par défaut le système scolaire satisfait de la position spirituelle des Éclaireurs. Plus que la question laïque, c'est la nouveauté éducative des méthodes actives scoutistes qui retient l'attention de l'institution scolaire, notamment par la littérature pédagogique. La circulaire ministérielle du 20 octobre 1937 encourage dans le cadre des loisirs dirigés le *Livre des jeux*, succès des EdF dû au chef éclaireur Guillen et à l'agrégé d'anglais Grandjouan⁴⁸. *Le Chef* de décembre 1937

⁴⁵ Des enseignants accèdent à des postes clés dans la fédération. Le commissaire régional Valois-Thiérache Fernand Cattier dirige l'École normale de Charleville-Mézières, le commissaire local de Loches est professeur à l'École normale. L'inspecteur d'académie Santelli est commissaire régional dans le Brie-et-Gatinais, l'instituteur Birebent est commissaire régional des Cévennes, à Mirecourt, le commissaire local est Chlique, directeur de l'École normale, René Waltz, professeur de lettres à la faculté de Lyon est commissaire régional du Sud-Est, annuaire 1934, supplément au *Chef* n°138, janvier 1934 (état au 31 décembre 1933).

⁴⁶ Pascal Ory, *La belle illusion*, Culture et Politique sous le signe du Front Populaire 1935-1938, Paris, Plon, 1994, p. 772-776. L'histoire de ces liens entre le mouvement associatif et l'État ne débute pas sous Vichy, preuve s'il en est des liens du mouvement scout avec l'État démocratique. Quand Vichy intègre en 1940 le scoutisme dans sa politique de jeunesse, ce n'est pas une innovation de l'État.

⁴⁷ *Le Chef* n° 170, décembre 1936.

⁴⁸ Emile Guillen, *Le livre des jeux* contient plus de 600 jeux. Paris, Arc tendu, 1936, 388 p.

se consacre aux loisirs scolaires. Son succès dans les écoles normales, oblige à commander un tirage de 3 000 exemplaires après un premier de 5 000⁴⁹.

La réalisation la plus notable du moment reste celle de l'intervention dans la formation des enseignants. La volonté de réforme du directeur de l'enseignement primaire Théodore Rosset à propos de la formation des instituteurs rencontre l'association l'Hygiène par l'exemple, militante des maisons de campagne des écoliers. Le premier Centre d'entraînement s'ouvre en mars 1937 près d'Aix-en-Provence sous les auspices de la Fédération Française des Éclaireuses, des Éclaireurs de France, de l'Hygiène par l'Exemple et de la Ligue de l'enseignement⁵⁰. Fruit du savoir-faire des EdF, ce stage qui donne naissance aux CEMEA constitue un aboutissement de la volonté de rénover la formation des normaliens par les méthodes actives⁵¹. Les 60 enseignants qui ne se connaissaient pas ont, dans le confort spartiate d'un château rustique, accédé à une communauté de vue :

cette pauvreté a fait s'épanouir la générosité des colons : venue sans matériel, j'ai toujours eu l'offre d'un couteau, d'une fourchette, d'une timbale ; d'ailleurs nous rompons le pain dans l'égalité, assis aux mêmes tables et prenant notre part des mêmes plats.

Le ton de l'inspectrice Angles sonne comme une étonnante eucharistie laïque, hommage implicite rendu à l'animateur du stage et commissaire général des EdF André Lefèvre, autour d'un singulier partage du pain⁵². Ancien sillonniste comme Bertier, Lefèvre est entouré de l'aura d'un apôtre ayant révélé aux instituteurs une nouvelle dimension éducative.

Le moment du Front populaire correspond à cet émerveillement qu'éprouvent les laïques devant une réalisation qui ne vient pas de chez eux et qui rénove leur conception du métier. Déjà sous le Front populaire, la morale laïque des EdF s'incarne dans un christianisme

⁴⁹ *Le Chef* n° 185, avril 1938.

⁵⁰ Gisèle de Failly, « S'il avait été difficile de naître, il serait plus difficile encore de grandir », in Denis Bordat, *les CEMEA qu'est-ce que c'est ?* Paris, Maspero, 1976, p. 19-49.

⁵¹ Centres d'entraînement pour la formation du personnel des colonies de vacances et des maisons de campagne des écoliers, déclaration à la Préfecture de police le 12 décembre 1938.

⁵² Mlle Angles, « Beaucueil », *L'hygiène par l'exemple* n° 5, septembre-octobre 1937.

déconfessionnalisé qui définit l'originalité du mouvement⁵³. Les plus laïques ne sont pas les hommes du système scolaire mais ceux qui travaillent depuis l'extérieur à sa réforme. Pendant la soirée en Sorbonne, la parole des ministres est perturbée par des sifflets et du chahut de cadres des Scouts de France. Jean Kergomard s'indigne auprès de Bertier de ces incidents et regrette sa tiédeur passée à propos de la spiritualité des EdF :

Pour ma part, je vous avoue que je regrette d'avoir proposé, il y a deux ans, une formule atténuée pour l'affirmation de notre position à l'égard des questions religieuses. Vous acceptiez le mot laïque. J'ai eu tort de croire qu'une définition un peu ambiguë de ce mot pourrait lui être substituée. Il était nécessaire pour éviter toute équivoque. Je m'en aperçois aujourd'hui. Je suis convaincu que vous êtes inquiet, comme moi, en présence de manifestations d'une fausse fraternité, qui n'est, en réalité, qu'un moyen de tout conquérir⁵⁴.

Dès lors, Bertier considère avoir achevé l'œuvre qu'il poursuit depuis sa direction de l'École des Roches, à savoir le renforcement de l'intégration éducative dans un but de cohésion nationale.

Il estime que sa place n'est plus à la présidence des EdF et cède sa place lors de l'assemblée générale de février 1937 à Albert Châtelet, alors directeur de l'enseignement secondaire auprès de Jean Zay. Partagée avec l'inspecteur général Gustave Monod, Bertier conserve une vice présidence. Voir le scoutisme neutre contribuer à former les hussards noirs constitue l'aboutissement d'un investissement progressivement affiné : *le terrain de chasse des EdF est devenu par la force des choses l'Université de France*⁵⁵. C'est à un membre éminent de l'Université qu'est confié la présidence afin de rendre cohérent l'ensemble de l'architecture du Mouvement. Cela sert naturellement à désamorcer les critiques des catholiques reprochant à Bertier son alliance avec des laïques. Il est fort probable que la position de Châtelet ait aidé son obtention d'un fauteuil au Conseil supérieur de l'Instruction publique.

⁵³ Bernard Comte, *Une utopie combattante*, l'École des cadres d'Uriage 1940-1942, Paris, Fayard, 1991, p. 336.

⁵⁴ Lettre de Jean Kergomard à Georges Bertier, 14 décembre 1936, in Pierre Kergomard, Pierre François, *Histoire des Éclaireurs de France de 1911 à 1951*, *op. cit.*, p. 194-195.

⁵⁵ *L'Éclaireur de France* n° 5, 5 mars 1937.

Conclusion : l'invention du scoutisme laïque

Parmi les *augures bardées de parchemins des souvenirs et solitudes* de Jean Zay, l'homme du privé entre au parlement de l'enseignement français après avoir révélé aux EdF leurs bases laïques. Le retrait de Bertier de la présidence du comité directeur des Éclaireurs de France constitue l'aboutissement de leur recherche d'identité spirituelle. Après la Première Guerre mondiale, la fédération cherche sincèrement à rassembler tous les jeunes dans un projet éducatif capable de dépasser les clivages religieux de la société française. La prise du pouvoir par les hommes venus des différentes variantes du christianisme social, du Sillon aux Roches, fonde l'originalité de leur démarche. Leur position d'ouverture spirituelle, motivée par le désir d'accueil de toutes les sensibilités, prend la forme d'un christianisme laïcisé. Il n'est pas étonnant que des hommes de sensibilité nettement laïque, ayant auparavant reconnu la valeur intrinsèque du scoutisme, se tournent vers Bertier pour se rassembler au centre, à la recherche eux aussi d'une introuvable union nationale à bâtir par l'éducation. Les EdF de 1937 ne sont pas une fédération laïque car le terme n'apparaît dans aucun de leurs documents, mais ils restent le partenaire privilégié de l'institution scolaire, notamment de l'enseignement primaire. Son directeur, Maximilien Sorre est aussi directeur des activités post scolaires, marquant l'intérêt nouveau de l'État pour cette complémentarité. La présidence d'Albert Châtelet à partir de 1937 renforce cette polarisation au profit de l'École, accentuant la dimension laïque du mouvement. Elle est mise en retrait sous Vichy au profit d'un retour de la neutralité. Après la guerre, sous la présidence de Gustave Monod, la laïcité s'impose aux EdF qui l'adoptent définitivement en février 1947, l'association devenant « *laïque comme l'École publique* »⁵⁶. Dans la recrudescence de la guerre scolaire aux débuts de la IV^e République, le scoutisme laïque se réclame d'abord de l'École. De neutres, les EdF sont devenus laïques, liant leur spiritualité à celle de l'École. La complémentarité inventée pendant l'entre-deux-guerres dans l'enseignement privé, trouve son accomplissement après 1945.

⁵⁶ Assemblée générale de mars 1947. Pierre Kergomard, Pierre François, *L'histoire des EdF de 1911 à 1951, op. cit.*, p. 321-323.

PIONNIERS ET FAUCONS ROUGES. DES SCOUTISME(S) ROUGES DANS LA FRANCE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES ?

Lucien MERCIER

Maître de conférences, Carrières sociales, IUT de Tours

Dans l'histoire des scoutismes aujourd'hui bien étudiée¹, y a-t-il place pour les initiatives ouvrières menées par le Parti communiste et la SFIO avec l'expérience des Pionniers² et des Faucons rouges ? Evoquer le scoutisme rouge pour ces mouvements, c'est faire référence au scoutisme originel de Baden Powell et à ses adaptations hexagonales. L'approche comparatiste, exercice périlleux par la diversité des scoutismes ajoutée aux différences entre Pionniers et Faucons rouges, questionne sur les filiations, ressemblances et analogies, les passerelles qui n'empêchent pas une vive concurrence de terrain³. Sur cette histoire conflictuelle, faite de rejets et d'emprunts, nous proposons quelques repères et jalons

¹ Pour un bilan cf. Rémi Fabre, « Les mouvements de jeunesse dans la France de l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement social* 168, 1994, p. 9-30. La publication de travaux de recherche - C. Guérin, *L'utopie Scouts de France*, Paris, Fayard, 1997 ; A. Baubérot, *L'invention d'un scoutisme chrétien. Les Éclaireurs unionistes de 1911 à 1921*, Paris, Les Bergers et les Mages, 1997 ; « Mouvements de jeunesse », *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* 143, 1997, p. 321-551, d'un ouvrage de synthèse - Gérard Cholvy, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Ed. du Cerf, 1999-, d'un guide de recherches - J.-J. Gauthé, *Le scoutisme en France. Inventaire de la bibliographie et des sources* - Montpellier, Université Paul Valéry, 1997- et la création (le l'association 1907, témoignent de cette vitalité.

² L. Mercier, « Enfance et Parti communiste français : 1920-1939 », *Cahiers d'histoire* 71, 1998, p. 109-122.

³ L'idée de filiation est réactivée en sens inverse. par la réforme des Scouts de France au début des années 60. Elle fait référence au modèle soviétique des années 20 et au pédagogue Makarenko ; sur la présentation de cette réforme et les résistances, L. Christien, *L'éclatement du scoutisme catholique en France 1964-1971*, Paris, Ocelot, 1996.

Les expériences ouvrières, Pionniers et Faucons rouges.

Le PCF s'intéresse à l'enfance dès 1921, encouragé par l'Internationale communiste (IC) et l'Internationale communiste des Jeunes (ICJ), avec la création du Comité d'Entente des Pupilles Communistes, fondé en juin, dirigé par Eugène Baptiste. Il organise la première Semaine internationale des Enfants en juillet qui donne naissance à la formation des premiers groupes. Les Enfants de Lénine, Les Enfants de Jaurès, Les Enfants de Marty, en tout 2 200 enfants au printemps 1922, essentiellement en région parisienne. Les activités des jeudis et dimanches (promenades, chants) ne sont pas en rupture avec les pratiques anciennes. Sous l'impulsion de l'ICJ, la Fédération nationale des Groupes d'enfants est créée en 1923, dirigée par l'instituteur Jean Dormans (Robert Durif). Le changement est peu visible et la Fédération végète.

À partir de 1924, la bolchevisation impose la transformation du mouvement d'enfants sur le modèle des Pionniers de l'URSS. Organisés en groupes d'usines, de villages, d'écoles, ils participent à la construction de la société socialiste par des actions auprès de l'enfance abandonnée, un travail de propagande⁴.

Ce modèle d'implication de l'enfance dans l'avènement de la société socialiste est discuté tout au long de 1925 et le mouvement Pionnier est officiellement lancé le 2 août par une grande manifestation à Clichy, tournant entériné par la création de la Fédération des Enfants Ouvriers et Paysans en décembre 1925. La greffe ne prend pas. Les résistances sont vives et en décembre 1927, une nouvelle mouture est adoptée : la Fédération nationale des Pionniers ouvriers et paysans de France (FEOPF). Henri Barbusse est président, Raymond Mithey à l'administration. Ce changement d'appellation correspond à l'abandon du « Petit parti pour enfant » et à une approche plus pédagogique privilégiant les méthodes d'éducation active. Cette ouverture pédagogique s'accompagne d'une ouverture institutionnelle et à partir de 1931-32. les Pionniers ne constituent plus qu'un maillon de la Fédération à côté des patronages prolétariens, des groupes des organisations de masses telles le SOI, le SRI, l'Association des travailleurs Sans Dieu⁵.

⁴ Sur la naissance du mouvement pionnier et ses relations avec le scoutisme russe cf. J. Riordan, « Be prepared. Russian Boy scouts and Soviet Pioneers », *Stadion* 1, 198-5, p. 93-106.

⁵ L. Mercier, « Enfance et Parti communiste : le scoutisme rouge 1921-1933 » in V. Duclert, R. Fabre, P. Fridenson, *Avenirs et avant-gardes en France XIX^e*-

1934 amorce une dynamique unitaire avec un projet, un an plus tard, de Fédération de l'enfance révolutionnaire qui rassemblerait tous les groupes d'enfants des organisations ouvrières. Les contacts avec les Faucons rouges n'aboutissent pas et la Fédération ne voit pas le jour. 1936 et le Front populaire font une belle place à la jeunesse et le PCF, à l'image de l'Action catholique, crée ses organisations spécialisées, soutient la Fédération de l'enfance dirigée par le psychologue Henri Wallon et fonde les *Éclaireurs de la JC*⁶.

La présence institutionnelle de la SFIO auprès de l'enfance est peu visible avant 1924. La reconstruction du Parti est en voie d'achèvement, il est temps d'impulser le renouveau des Jeunesses, pour donner un réservoir de militants⁷. L'intérêt pour l'enfance participe de cette projection dans l'avenir, de l'exemple du mouvement Pionnier et de la visibilité du scoutisme chrétien avec le développement des Scouts de France, sans doute aussi des orientations impulsées par l'internationale de l'Éducation socialiste fondée le 5-6 janvier 1924 à Hanovre.

SFIO et enfance, c'est d'abord une histoire de femmes, celles du Groupe des Femmes socialistes. Alice Jouenne s'inspire du modèle belge et l'assemblée générale du 7 février 1926 décide la création de groupes d'enfants. Le premier naît au printemps 1926 dans le XIII^e. Il se réunit tous les jeudis à partir du 15 avril dans la salle de l'Utilité sociale, boulevard Blanqui. Les activités concernent les enfants de plus de 7 ans. Mais la sensibilisation est difficile. La commission exécutive du 3 mai fait état du faible recrutement et veut accentuer la propagande. Elle fait paraître dans *La Femme socialiste* un « Appel aux mères : Mère prolétarienne ! » avec une mise en garde sur les dangers de la rue et la nécessité de protéger la santé physique, morale et intellectuelle, en envoyant les enfants aux groupes organisés par les Femmes du Parti socialiste pour des activités de solfège, gymnastique, jeux divers, promenade champêtre. Les réunions sont suspendues pendant les vacances d'été⁸.

XX^e siècles. Hommage à Madeleine Rebérioux Paris, La Découverte, 1999, p. 342-356.

⁶ *Notre Jeunesse*, 30-31, 1939 et 35, 1939.

⁷ C. Delporte, « Les jeunesses socialistes dans l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement social*, 157, octobre-décembre. 1991, p. 33-66.

⁸ *La Femme socialiste* 16, janvier-février 1925 ; 30, avril 1926 ; 31, mai 1926 ; 32, juin 1926 ; 35, août 1926.

C'est aussi une affaire de Jeunesses. Divers projets concernant leur réorganisation mentionnent l'organisation de groupes de pupilles (1925), idée reprise par la Conférence nationale de 1928 dans le rapport des frères Ghesquière pour les enfants de 6-14 ans. L'activité serait celle d'un patronage laïque associant activités récréatives (sport, lectures, jeux, camp...) et éducatives. Dans l'esprit des rapporteurs, l'enfant sera un relais auprès de ses camarades, un bon propagandiste. « Il ne manquera pas de dire à ses petits camarades qu'aux *Jeunesses*, il fait de l'éducation physique, qu'il apprend à chanter, à déclamer, à tenir un rôle de saynète. Il leur racontera aussi comment il passe ses jeudis au patronage et que les dimanches, pendant la bonne saison, il va toute la journée à la campagne pour y courir, pour y jouer à toutes sortes de jeux »⁹. En 1931, la Conférence nationale des JS des 31 janvier et 1^{er} février examine la création de *Scouts socialistes*, artisans du collectivisme. « Quelle plus belle école collectiviste qu'un groupe de *Scouts socialistes*, [...]. Là, le plus fort aide le faible, le plus instruit sème son savoir, le plus débrouillard exécute ses plans. C'est le faisceau de toutes les forces, de toutes les volontés, de toutes les connaissances, tendues vers un but unique : la distraction saine et le bien-être du groupe. Nous sommes persuadés que cet état d'esprit du jeune restera toujours imprégné chez l'homme. Lorsqu'il aura compris ou lorsqu'on lui aura fait comprendre ce que peut procurer la communauté des efforts pour le plaisir, il concevra facilement qu'il puisse en être de même dans une Société collectiviste, pour les buts les plus importants de la vie »¹⁰. Mais la faiblesse des Jeunesses ne permit pas la naissance des *Pupilles socialistes* dans le giron du Parti.

Toutes ces velléités trouvent un aboutissement avec les Faucons rouges qui est la grande affaire dans les rapports SFIO/enfance.

La première manifestation des Faucons rouges est le camp de Draveil organisé en 1932 à l'initiative de Suzanne Grumbach, dirigé par Kurt Loewenstein, homme politique allemand et théoricien du mouvement. Des militants socialistes parisiens décident de prolonger l'œuvre ébauchée en organisant un puissant mouvement de l'enfance ouvrière pour combler la carence d'intervention des socialistes et s'opposer à la puissance intellectuelle de la bourgeoisie. Un Comité d'initiative, animé par Jacques Godard membre du noyau initial du groupe « Révolution constructive », est constitué pour fonder « Les Amis de l'enfance ouvrière » créé en janvier 1933. Godard constate que les

⁹ Ed. et H. Ghesquière, *La jeunesse socialiste, son organisation*. Paris, Lib. populaire, 1928 in C. Delporte, *op. cit.*, p. 44.

¹⁰ « Rapport administratif du CNM des J. S. », in C. Delporte, *op. cit.* p. 44-45.

rapports entre adultes et enfants ont été assez sommairement étudié dans les milieux socialistes. « Les Amis » proposent une vision neuve de l'enfance. « Il faut [...] que tous les socialistes comprennent qu'ils ne doivent pas seulement voir dans leurs enfants des jeunes êtres qu'il faut entourer d'affection, mais qu'ils ont à les considérer comme de petits camarades solidaires de leurs luttes quotidiennes et qu'ils portent en eux l'avenir du mouvement ouvrier ». Les statuts précisent les buts - « éduquer les enfants des travailleurs dans l'esprit socialiste - par » : premièrement, l'organisation et l'encouragement de communautés d'enfants dans lesquelles tout sera mis en œuvre pour préparer chez les enfants des travailleurs, selon leurs aptitudes personnelles, l'éclosion de leur conscience socialiste . Deuxièmement par l'organisation et le développement des moyens d'éducation et des méthodes pédagogiques de conception socialiste : excursion, camping, république des enfants, visites des usines, projection de films, théâtre, conférences, etc. Troisièmement par la création et le développement des bibliothèques d'enfants et l'aménagement de locaux à l'usage des groupes. Quatrièmement par la célébration de fêtes prolétariennes de caractère laïque et socialiste (fête du 1^{er} Mai, fête des Saisons, Journée internationale de l'Enfance ouvrière). Cinquièmement, par la lutte contre toute influence nuisible à l'éducation et à la santé des enfants, telle que l'usage des boissons alcooliques et du tabac, les mauvaises lectures et en particulier l'exaltation des sentiments belliqueux. Lutte contre les sévices corporels et l'exploitation de l'Enfance »¹¹.

Aux côtés de Godard, de jeunes militants comme Roger Foirier qui a fait son adolescence aux Éclaireurs et Routiers unionistes de Suresnes, le soutien de maires et élus de gauche, le patronage de la CGT et de la SFIO. Le mouvement semble bien parti. Une série de cours et conférences est donnée de janvier à mars 1933 à la Maison de la Mutualité par les cadres du mouvement -Salomon Grumbach, Marcel Déat, Georges Monnet, Berthe Fauchère, Jacques Godard, Alice Jouenne, Andrée Viénot, Roger Foirier, Pierre Bossut-. Des sorties sont proposées pour initier les futurs « aides » à l'accompagnement de l'enfance. Les premiers groupes se constituent au printemps à Paris -15^e, 18^e, 20^e, 5^e, 9^e - et en banlieue -Puteaux, Suresnes, Draveil, le Perreux -. La participation à la République internationale d'Ostende (1933) parachève une année pleine de promesse.

¹¹ J. Godard, « Les Amis de l'Enfance ouvrière », *L'Étudiant socialiste*, 3, 1932, p. 5-6.

Mais le mouvement peine à décoller malgré l'impulsion du Front populaire. En 1936 les Faucons rouges frôlent les 5 000 adhérents. Mais le Front populaire est aussi porteur de discordes. Les divergences entre les Aides -l'encadrement des Faucons rouges- et la direction de la SFIO qui impose au congrès du 11 novembre 1936 leur affiliation au Parti provoquent le départ des Aides, proches de la gauche trotskyste. Roger Foirier crée la Fédération des Pionniers rouges pour les jeunes de plus de 14 ans qui connaît un développement embryonnaire. Les Faucons rouges vont perdre leurs cadres les plus dynamiques¹².

Ces initiatives ouvrières, numériquement peu importantes, sont très présentes dans l'espace public par les réactions qu'elles ont suscitées, leurs confrontations avec les formes confessionnelles et laïques du scoutisme.

Des scoutismes rouges ?

Un rejet mutuel

Ce questionnement peut paraître anachronique tant scoutisme, Pionniers et Faucons rouges ont fonctionné sur le registre du rejet mutuel.

Prenons Baden Powell. Sa condamnation du bolchevisme est sans nuance. Négateur des fondements de la société - Dieu, la famille, la Patrie -, c'est un ferment de dissolution sociale au contraire du scoutisme présenté comme un agent de régénération, d'ordre et un obstacle à l'essor du socialisme. Cette condamnation puise aussi dans l'interdiction du scoutisme russe en 1922, un des premiers scoutismes extérieurs à l'Angleterre, fondé en 1909 après une démarche personnelle de Baden Powell, illustration concrète de la nuisance du bolchevisme. En 1927, il dénonce les Pionniers rouges, dominés par un fanatisme « visant à détruire le commerce et l'industrie, à créer ainsi plus de misère et de dénuement, afin de constituer une armée toujours plus grande de mécontents destinée à former la troupe de la Révolution »¹³ :

¹² Sur les Faucons rouges, cf. L. Perrein, « Les Faucons rouges ou Mouvement de l'enfance ouvrière : 1932-1939 », in *Éducation populaire, Les Cahiers de l'animation*, 32, 1981. p. 39-47 ; S. Clouet, *De la rénovation à l'utopie socialistes. Révolution constructive, un groupe d'intellectuels socialistes des années trente*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1991, p. 172-176 ; « Chez les Faucons rouges. Après la République de Saint-Claude », *Dossiers de l'Action populaire*, 15 novembre, 10 décembre 1934 ; « Un essai d'éducation socialiste. Les Faucons rouges », *Cahiers d'action religieuse et sociale* 52, 54, 60, 1936.

¹³ *The Scouter*, décembre 1927, in G. Gautherot, « Le Communisme à l'école », *La Vague rouge*, 29, 1929, p. 140.

Les responsables du scoutisme français sont sur ce même registre. Le Père Sevin insiste sur l'antinomie scoutisme/ socialisme. Définissant « l'esprit scout comme un esprit conservateur, dans le bon sens du mot », il ajoute : « Le Scout accepte et reconnaît tout ce qui est : Dieu, la religion, la société, la famille, les maîtres existent. Donc, pour agir, il n'y a pas à changer les cadres sociaux ; le Scout, s'il est fidèle, ne peut devenir socialiste, il se tient à son rang, ni mécontent, ni déclassé »¹⁴.

Pas de doute pour les chrétiens des années vingt, le bolchevisme prend figure d'abomination suprême, c'est un crime contre l'humanité. Le rejet est sans appel.

L'opposition doctrinale se double d'une opposition de terrain. L'activisme communiste, lié à la bolchevisation, associé à la victoire républicaine du Cartel des gauches en 1924 suscitent bien des inquiétudes autour de l'enfance et de l'école. Quelques exemples : la disparition du *Jeune camarade* en avril 1924, journal de la Fédération d'enfant, et le projet de cellules d'école justifient pleinement pour le pasteur Doumergue la création de l'Entente internationale contre la III^e Internationale¹⁵. Sous le nom d'Entente internationale anticommuniste, elle aura en Gustave Gautherot un animateur zélé. Dans *La Vague rouge*, il dénonce le communisme à l'école et toutes les tentatives de contrôle de l'enfance. Les familles sont prévenues contre cette propagande impie. La presse conservatrice se déchaîne. *L'Echo de Paris* du 15 janvier 1926 évoque un danger international : les enfants rouges et *La Femme et l'Enfant* informe ses lecteurs sur « la lèpre communiste sur nos enfants »¹⁶.

Les initiatives socialistes au début des années trente sont aussi prises au sérieux par la hiérarchie catholique inquiète du développement du « socialisme éducateur » et de l'intérêt manifesté pour les œuvres attractives de l'enfance »¹⁷. Le ton est moins virulent.

L'hostilité communiste au scoutisme est de la même veine. « Le scoutisme, voilà l'ennemi », le détournement d'une formule célèbre exprime pleinement la vision communiste du scoutisme. Elle est alimentée par l'orientation du mouvement et la concurrence de terrain. Le

¹⁴ J. Sevin, « Le scoutisme » in C. Guérin, *op. cit.* p. 103.

¹⁵ E. Doumergue, « L'Entente internationale contre la III^e Internationale », *Foi et vie* décembre 1924, p. 1179-1190.

¹⁶ R Coquernard, « La lèpre communiste sur nos enfants », *La Femme et l'Enfant* 189, 15 août 1926.

¹⁷ J. Leclerc, « L'Effort 'laïque' dans les œuvres post-scolaires », *Études*, 1935, p. 591-610.

scoutisme est une œuvre de reconquête et les milieux populaires sont terre de mission, La sensibilité sociale du Père Sevin insiste sur la création de troupes populaires. Entre le mouvement Pionnier qui se structure en 1925 et les Scouts de France qui amorcent un essor significatif, la concurrence est rude, bien décrite par le Père Lhande dans ses témoignages sur la banlieue.

Les occasions de frictions sont nombreuses et la presse communiste est riche d'articles illustrant cet antagonisme. Une fête organisée par les Éclaireurs unionistes en 1926 sert de prétexte pour dénoncer l'embrigadement, la corruption des jeunes cerveaux. « Le scoutisme, c'est le réservoir de la jeunesse fasciste. Les jeunes travailleurs n'ont pas place dans de tels groupements. Aussi devons-nous lutter contre les organisations de scouts, quel que soit leur nom ou leur étiquette et nul moyen n'est supérieur à celui de développer nos groupes de pionniers et notre organisation de Jeunesse »¹⁸. Le rapprochement scoutisme/ fascisme est récurrent dans les années trente. Au quotidien, la raillerie passe par le vocabulaire. Les louveteaux deviennent les « bonneteaux », les Scouts les « boîtes à scousses ».

Cette virulence qui n'épargne pas les initiatives socialistes, est une constante jusque dans les années 1934¹⁹. Par la suite, le terme fait son chemin jusqu'à la création des Éclaireurs communistes en 1936.

Les socialistes affirment aussi leur différence. Jacques Godard est sans ambiguïté. « Le mouvement des Faucons rouges [...] n'est pas une plate imitation du scoutisme. Il s'en distingue sur des points essentiels. Notre code de morale ne sera pas celui communément en usage chez les éclaireurs. Nos communautés d'enfants seront mixtes. Nous combattons sans cesse l'esprit de compétition. Il n'y aura pas chez nous de concours d'ornementation de tentes ; pas de prix à celui qui court le plus vite ou saute le plus haut. Il n'y aura pas d'esprit de clan, de mentalité, de société secrète ; pas de signes de reconnaissances, pas de hiérarchie compliquée, pas d'insignes multiples, pas de surnoms baroques. Ce que nous voulons développer, c'est l'esprit de solidarité et de disciplines prolétariennes, en même temps que le respect de la nature²⁰.

¹⁸ F. Magnien, « Des cadres et des troupes pour nos mussoliniens », *l'Avant-Garde*, 12 juin 1926.

¹⁹ « Les organisations d'enfants I Patronages, scoutisme », *Cahiers de contre-enseignement prolétarien*, 13 juin 1933.

²⁰ J. Godard, *op. cit.*

Dans les années 1925-1933/34, l'affirmation de distinction est grande et partout proclamée. Pourtant la réalité de terrain montre que Pionniers et Faucons rouges ont beaucoup emprunté au scoutisme.

Un air de famille

Cette familiarité est sensible dans l'organisation des mouvements. Au plan international, le scoutisme se structure en 1920 avec la création à Londres du Comité mondial et de son organe exécutif le Bureau mondial du scoutisme, la mise en route de Conférences mondiales (1922) chargées de tracer les orientations générales du mouvement. Les Jamboree sont là pour affirmer la solidarité et l'unité.

Le pionniérisme a même vocation internationale. Il veut irriguer tous les mouvements d'enfants par la création d'un Bureau international des enfants en 1925 à Moscou qui se donne une antenne à Londres, par les diverses conférences de dirigeants. Les rassemblements d'enfants sont des répliques aux initiatives scoutées. La réponse au Jamboree de Birkenhead (24 juillet-7 août 1929) est le « SLOT » de Moscou du 18-25 août 1929, « Cette dernière sera le contrepoids de la rencontre internationale des boys-scouts et des social-démocrates »²¹. Les Faucons rouges auront à partir de 1933 leurs Républiques internationales.

Au plan national, le fonctionnement de la FEOPF créée en 1927 emprunte beaucoup aux Éclaireurs de France - un même organigramme et un commissaire national, une même devise « Sois prêt », un titre du journal identique *Le Lien*.

Cette familiarité est aussi très sensible dans l'organisation administrative et pédagogique avec une même rupture d'âge en trois catégories. Les pionniers sont divisés en « cadets » pour les 7-12 ans, les « pionniers » de 12-16 ans puis les « anciens » pour les plus grands qui veulent rester dans le mouvement. Les Faucons rouges retiennent la même division des groupes selon l'âge. C'est une « nécessité absolue au point de vue psychologique et technique », un gage de réussite d'autant plus vrai pour les 13-16 ans en particulier dans la vie commune de la République. « Cette phase est une période de déséquilibre et de conflit ; on essaie de se dégager des influences antérieures, même d'une manière provocante, sans d'autre cause que le désir de se libérer²². Cette similitude

²¹ « Un congrès mondial d'enfants », *l'Avant-Garde*, 10 août 1929.

²² « L'Aide internationale de l'Éducation socialiste », septembre 1934, in *Chez les faucons rouges*, *op. cit.*, p. 2.205.

relève autant du mimétisme que d'une vision commune des âges de la vie²³.

Cette familiarité est surtout visible dans l'adoption des formes extérieures du scoutisme : la Loi, la promesse, le serment, la symbolique (uniformes, insignes, drapeaux), les activités.

La Loi des Pionniers en 1925, cinq articles, fait référence à la classe ouvrière, l'enseignement de Lénine, l'importance de la culture dans l'émancipation. « 1° Le Pionnier est un combattant de la classe ouvrière ; il observe avec fidélité les préceptes d'Illich ; 2° Le Pionnier est le frère cadet et le collaborateur de tout communiste ; 3° Le Pionnier est l'ami de la classe ouvrière et des pionniers de tous pays ; 4° Le Pionnier organise les enfants et participe à la vie de son milieu ; 5° Le Pionnier s'instruit, car la culture est pour la classe ouvrière une arme puissante »²⁴. La Loi de la FEOPF en 1927 change de tonalité, l'esprit combattant fait place à des qualités empruntées à l'esprit de la Loi scout, loyauté, débrouillardise. « 1° Le Pionnier est franc et loyal envers tous ; 2° Le Pionnier est le frère de tous les Pionniers et le camarade de tous les enfants du monde ; 3° Le Pionnier est utile et serviable envers tous ; 4° Le Pionnier apprend à se débrouiller en toutes circonstances »²⁵.

La promesse et le serment font aussi partie de l'encadrement idéologique des enfants. Elle a varié avec le temps. Lors du lancement du mouvement pionnier à Clichy en août 1925, elle fait référence à Lénine. « Au nom de ma cinquantaine et devant le parti, moi, jeune pionnier, je fais la promesse formelle : 1° De lutter fermement avec le Parti pour la libération des travailleurs du monde entier ; 2° D'observer sans défaillances l'enseignement du maître Lénine et les lois et coutumes des jeunes pionniers »²⁶. Dans le serment on retrouve les mêmes fidélités et références. « Nous faisons le serment d'être fidèles à la classe ouvrière et de faire notre possible pour l'aider dans son œuvre de libération de tous les opprimés et exploités. Nous suivrons l'exemple et la voie que nous a indiqué le plus grand des hommes : le camarade Lénine. Nous serons dignes de lui et du parti qu'il a organisé »²⁷. La devise des Jeunes Pionniers est la même que celle du mouvement mondial d'enfants « Sois

²³ Sur cette question, A. Thiercé, *Histoire de l'adolescence*, Paris, Belin, 1999.

²⁴ *Le Jeune camarade*, 6 octobre 1925.

²⁵ M. Laporte, *Espions rouges. Les dessous de l'espionnage soviétique en France*, Paris, A. Rédiér, 1929, p. 92.

²⁶ *Le Matin*, 6 août 1925, in *Le Jeune camarade*, 6 octobre 1925.

²⁷ *Le Jeune camarade*, 6 octobre 1925.

prêt ». La réponse à la devise est « Toujours prêts ». La fleur symbole est le coquelicot.

La Loi des Faucons rouges insiste sur l'appartenance à la classe ouvrière. Ce décalogue socialiste rappelle les vertus d'amitié, de courage, de discipline, la mixité, l'importance de l'hygiène, de la culture comme moyen d'émancipation, « 1° Nous sommes des enfants de travailleurs, nous en sommes fiers ; 2° Nous sommes toujours fidèles à nos camarades, nous voyons en chaque travailleur un ami et un frère ; 3° Nous sommes courageux, jamais désespérés et toujours prêts à nous rendre utiles ; 4° Nous sommes disciplinés, on peut compter sur nous ; 5° Nous, filles et garçons de la classe ouvrière, voulons être élevés ensemble ; 6° Nous disons librement et loyalement notre opinion, nous respectons la conviction de chacun ; 7° Nous protégeons la nature et tout ce que l'homme a créé à l'usage de la collectivité ; 8° Nous sommes propres et sains ; 9° Nous luttons contre l'alcool et l'usage du tabac, nous ne lisons que de bons livres ; 10° Nous voulons devenir les militants des organisations ouvrières »²⁸.

Les signes extérieurs, c'est aussi l'uniforme pionnier - une chemise gris-bleu, un foulard noué de forme triangulaire et de couleur rouge, une culotte bleu-marine arrivant aux genoux, retenue par une ceinture de cuir ayant une boucle à l'effigie de Lénine, un béret bleu avec l'insigne rouge de la faucille et du marteau, pour les filles, la jupe bleu marine remplace la culotte - qui signe l'appartenance au groupe et une distinction pour l'extérieur.

L'insigne - une faucille et un marteau croisés, symboles du travail, disposés de droite à gauche, reposant sur un bûcher à trois flammes, la devise « Sois prêt » inscrite sur la lame de la faucille²⁹, l'emblème - sur un drapeau rouge, la faucille et le marteau-, le salut échangé lors de la rencontre de troupes et même de Pionniers isolés : « Sois prêt à la lutte pour la classe ouvrière », « Je suis prêt » et le mot d'ordre « Nous marchons une équipe après l'autre », autant de distinctions et de pratiques, de rites qui donnent une identité Pionnier.

L'air de famille, c'est l'emprunt des méthodes scout, l'importance accordée au jeu, aux camps et rassemblements dans la nature. À partir de 1928, les Pionniers vont modifier leur approche pédagogique de l'enfance. Les orientations du V^e congrès de l'ICJ demandent un

²⁸ *Un essai d'éducation socialiste, op. cit.*, 52, 1936, p. 14.

²⁹ M. Laporte, *Espions rouges, op. cit.*

changement dans les méthodes de travail en utilisant des formes vivantes et intéressantes : journaux, matinées enfantines, camps, projections lumineuses, excursions, jeux collectifs. À cet égard, il importe d'adopter certaines méthodes d'organisations bourgeoises d'enfants, en particulier des boys-scouts qui éveillent l'initiative et l'intérêt et exercent une attraction sur les grandes masses d'enfants indifférents (uniforme, rassemblement, orchestres, jeux sportifs, camps)³⁰.

Les emprunts au scoutisme valent aussi pour les Faucons rouges. Kurt Lœwenstein le reconnaît volontiers « Le mouvement [...]s'inspira de deux mouvements d'un caractère très différent, les pionniers russes et les boys-scouts. Il imita d'abord le costume des éclaireurs : blouse kaki, le foulard, les épreuves et les certificats, mais il se créa comme les pionniers une idéologie socialiste et prolétarienne avec des lois et des tâches correspondantes »³¹. Le scoutisme est apprécié pour sa méthode. « Le scoutisme, merveilleux outil pédagogique [...]s'adapte admirablement au tempérament particulier de l'enfant. Il lui fait vivre sa pensée, car l'enfant ne sait vraiment que ce qu'il a agi. Il oublie le conseil, mais retient l'exemple »³². Les Faucons rouges avouent volontiers leur dette : « Nous n'avons pas la prétention d'avoir découvert les grands jeux. Les scouts en usent depuis longtemps et la technique du jeu Faucon rouge peut dans des cas être voisine du grand jeu scout »³³.

Les signes de reconnaissance de dette, d'emprunt pourraient être multipliés. Cette familiarité des structures d'organisations et pédagogiques, de l'appareil d'encadrement, des outils pédagogiques- est bien réelle. Sur le terrain, elle produit une radicale différence.

Les scoutismes rouges : une éducation prolétarienne, civique et militante.

Pionniers, Faucons rouges et scoutismes sont des mouvements d'éducation qui placent l'enfant au cœur d'un projet de société. Mais quand les Scouts de France ont l'ambition d'une éducation totale, d'un Ordre scout pour la restauration d'une France chrétienne, des valeurs aristocratiques dont le modèle est la chevalerie médiévale, le culte de la Patrie et le loyalisme à l'égard des milieux économiques, le refus de la lutte des classes perçue comme « un égoïsme », le refus de la société

³⁰ ICJ, *Programme de l'Internationale communiste des Jeunes*, Paris, Bureau d'éditions, 1929.

³¹ *L'Aide*, 1^{er} mars 1934, in *Chez les Faucons rouges*, *op. cit.*, p. 2211.

³² *Le Jeune Pionnier*, 11, 1933, in *Chez les faucons rouges*, *op. cit.*

³³ *L'Aide*, 1^{er} février 1934, in *Un essai d'éducation socialiste*, *op. cit.*, p. 9.

moderne et de ses institutions démocratiques, la conservation d'un ordre social bourgeois, Pionniers et Faucons rouges sont sur le registre de la démocratie sociale et révolutionnaire, l'invention d'un avenir socialiste.

Ces différences se lisent dans la Loi, dans les tâches demandées aux enfants, dans le jeu, activité essentielle. Elles trouvent leur plus complète expression dans les rassemblements annuels : les camps et les Républiques d'enfants.

La place du camp de pleine nature - pour les Pionniers à partir de 1928, celui de Valenton au printemps 1930 -, propose des chants, des jeux, des exercices physiques, une éducation politique. Les Pionniers inaugurent vers 1930, la pratique des cercles culturels : journal mural, théâtre, danse, fabriques d'objets-silhouettes de militants, emblèmes révolutionnaires toutes activités à finalité révolutionnaire. La discipline, l'apprentissage de la responsabilité, la débrouillardise, les capacités manuelles sont valorisées.

Les Républiques d'enfants prônent l'autonomie, l'autodiscipline, le refus des punitions, la présence d'un Aide et non d'un chef, l'importance de la mixité. Les jeux au quotidien insistent sur la fierté d'appartenir à la classe ouvrière, la liberté, thème majeur de la pédagogie Faucon rouge, le refus du nationalisme et les vertus du pacifisme.

Pionniers et Faucons rouges accusent les Scouts de France de privilégier dans le jeu, des situations fictives et des héros très lointains, de recréer un monde artificiel, une pédagogie de l'imaginaire loin des réalités. C'est un reproche formulé par les Faucons rouges. « Le scoutisme constitue une sorte de chevalerie nouvelle [...]. Dans l'ensemble, [...], c'est une sorte de mise à la marge de la vie... pour nous résumer son activité est, dans son essence, irréaliste ! Nous entendons dire, hors de la réalité, telle qu'elle s'offre quotidiennement à nous ». À l'opposé, le cadre du jeu Faucon rouge est l'usine, la grève, le syndicat et les mouchards, le patron, la réalité du quotidien. Pour Roger Foirier « tous ses efforts [le scoutisme] tendent à fermer les yeux de l'enfant sur la vie, le plus hermétiquement possible, en créant pour lui un milieu fictif dans lequel il vivra et pensera en ignorant le plus possible l'horrible tragédie sociale qui l'entourne »³⁴.

Quand les Scouts de France demandent au scout de rester à sa place, voient dans la lutte des classes un égoïsme, visent à former des jeunes au service de l'ordre social - « La vie scout crée [...] un tempérament social. Elle lutte directement contre l'égoïsme qu'est la lutte des classes. Si nous

³⁴ *Le Jeune Pionnier*, 11, 1933 ; *L'Aide* 1^{er} mai 1934, in *Un essai d'éducation socialiste, op. cit.*, p. 10.

sommes obligés de tenir compte de l'existence de classes, nous ne pouvons accepter la lutte des classes. Le scout est frère de tout autre scout. Dans nos rallies, nous avons appris à fraterniser quelles que soient nos origines. Nous savons que les hommes ne sont que médiocrement séparés par les différences d'argent, s'ils vivent d'un même idéal, s'enchantent des mêmes activités, participent aux mêmes mœurs. Pionniers et Faucons rouges sont sur le registre de l'internationalisme, de l'éducation révolutionnaire. Ils proposent des adaptations, un dépassement du scoutisme, la mixité et la coéducation, une mystique de l'avenir, la solidarité, acceptation librement consentie d'une discipline collective. Cette éducation communiste³⁵ et socialiste conteste les agents éducatifs traditionnels - l'école d'État, la famille. Quand le scoutisme ne veut être qu'un auxiliaire éducatif, Pionniers et Faucons rouges ambitionnent une place majeure dans la formation de l'enfant.

Conclusion

Ce regard croisé est riche d'enseignement. Il permet de suivre les effets réactifs des mouvements, de constater qu'au-delà de fortes spécificités - la dimension confessionnelle du scoutisme chrétien, la liaison organique des Pionniers et Faucons rouges avec des partis politiques - ces mouvements empruntent à un fond commun de représentations, héritées des progrès des sciences de l'enfant - psychologie (Henri Wallon, Jean Piaget), pédiatrie (Robert Debré) -, de la mise en cause des systèmes traditionnels d'éducation. La guerre et la nécessaire reconstruction économique, intellectuelle, « refaire l'esprit public », placent l'enfant au cœur de la rénovation morale et intellectuelle, donnent vigueur au mouvement d'éducation nouvelle qui fait de l'enfant un acteur de sa formation, doué de capacités et d'initiatives, prêt pour les pédagogies de l'aventure³⁶.

³⁵ L. Mercier, « Les Écoles enfantines du Parti communiste français. Groupes communistes d'enfants et Pionniers (1921-1933) », *Cahiers d'histoire*, à paraître.

³⁶ C. Pociello, D. Denis, *À l'école de l'aventure. Pratiques sportives de plein air et idéologie de la conquête du monde 1890-1940*, Voiron, Presses universitaires du Sport, 2000.

LA RÉCONCILIATION FRANCO-ALLEMANDE DANS LA LITTÉRATURE SCOUTE

Laurent DEOM

Doctorant, Université de Louvain

Il n'est pas envisageable d'aborder, en l'espace d'un article, les multiples facettes composant la question de la réconciliation franco-allemande dans la littérature scout, tant ce sujet se révèle, à bien des égards, riche et complexe. On ne réclamera donc pas de ces quelques lignes l'exhaustivité qu'elles ne peuvent offrir : seuls certains points y seront traités, qui permettront d'éclairer un peu mieux l'un ou l'autre aspect de cette problématique.

L'orientation de cette étude sera essentiellement littéraire : il nous semble en effet que, de tous les regards pouvant être portés sur le roman scout, c'est peut-être celui-là qui aujourd'hui fait le plus défaut. Plusieurs chercheurs se sont déjà penchés sur la dimension historique ou idéologique de ces romans et de leurs auteurs, notamment dans le rapport que ceux-ci entretiennent avec l'Allemagne et la guerre¹. Préférant éviter de refaire le travail déjà effectué par d'autres, nous nous attacherons à aborder de façon différente cet objet.

Nous aurions pu choisir d'évoquer tous les romans ayant trait, d'une façon ou d'une autre, à cette question de la réconciliation, et faire de ces lignes un relevé des œuvres construites autour de cette thématique². Tel ne sera pas notre propos : celui-ci sera plutôt axé sur une lecture analytique de quelques-uns des textes majeurs appartenant à ce corpus,

¹ Cf. notamment les travaux de Christian Guérin, « La collection Signe de piste. Pour une histoire culturelle du scoutisme en France », dans *Vingtème siècle. Revue d'histoire*, n° 40, octobre-décembre 1993, p. 60 ; *Éclaireurs Scouts de France et Signe de Piste, histoire d'un système de représentations (1920-1964)*. Thèse de doctorat d'État, Université de Paris X-Nanterre, 1993, *passim* ; *L'utopie Scouts de France. Histoire d'une identité collective, catholique et sociale. 1920-1995*, Fayard, 1997, p. 231-232 et *passim* de Pascal ORY, « Signe de piste : le pays perdu de la chevalerie », dans *La revue des livres pour enfants*, n° 134-135, automne 1990, p. 79-80.

² Georges Foessel a déjà effectué ce travail dans son article sur « La collection Signe de Piste et la réconciliation franco-allemande », dans *Iamus bifrons. Revue universitaire de l'adolescence*, n° 4, 1992, p. 223-230.

sur la base desquels il s'agira de dégager les lignes de force et les traits structuraux du sujet qui nous occupe.

La réconciliation, qui se définit comme la remise en accord de personnes qui étaient brouillées, peut être envisagée sous un angle chronologique. Trois moments seront ainsi dans un premier temps distingués, selon que la réconciliation intervient avant, pendant ou après le conflit. On tentera ensuite de formaliser le déroulement du processus de réconciliation, en répondant aux trois questions du *pourquoi*, du *comment* et du *pour quoi*, qui permettront de circonscrire précisément la matière étudiée. Ces quelques réflexions se conclueront par une analyse succincte de l'originalité de ces romans dans le champ de la production littéraire destinée à la jeunesse.

I. Trois moments

1. Avant le conflit

Dès avant la guerre, la possibilité de se réconcilier existe déjà. Cette affirmation peut sembler paradoxale. En fait, le conflit n'est pas strictement délimité par une déclaration de guerre et un armistice. Il dépasse ces frontières, de sorte que, en amont, il est déjà possible de distinguer un antagonisme larvé.

L'action du *Prince Eric*³ se déroule à la fin de 1936. Pourtant, la guerre, qui n'a pas encore commencé, est déjà là. À Berlin, Christian lit cette inscription sur le monument élevé pour les étudiants de l'Université morts à la guerre : *Invictis victi victuri* »⁴ (p. 41).

Malgré cette atmosphère menaçante, les scouts de la patrouille du Loup fraternisent avec un groupe de garçons des Jeunesses Hitlériennes rencontrés à Düsseldorf. Un certain nombre de points de rencontre permettent cette conjonction. Les culottes courtes et les sacs à dos favorisent chez Michel la confusion : il croit avoir affaire à d'autres scouts. Bientôt, la patrouille « *se disloque, s'amalgame à ses nouveaux amis* » (p. 39). Arrivés à Berlin, les garçons se séparent, avant de se retrouver pour un week-end en commun. Le soir apporte un nouveau moment de convivialité et de fraternité : « *La soirée s'achève autour de la cheminée. Les Loups pillent le Montjoye, les autres jouent des fifres et du violon* » (p. 42). La nuit vient, les lumières s'éteignent. « *On n'entend plus que la frêle respiration des enfants qui s'endorment* » (p. 42), unis

³ Serge Dalens, *Le prince Eric*, Paris, Épi, 1976 (coll. « Le nouveau Signe de Piste », n° 31) [1^{re} éd. 1939]. Pour chaque roman, les numéros de page placés entre parenthèses après chaque extrait correspondent à l'édition mentionnée en note.

⁴ « Les vainqueurs de demain à ceux qui ne furent point vaincus ».

dans un même sommeil. D'un point de vue strictement narratif, la fraternisation est exprimée plus particulièrement par les personnages de Patrick et de Frantz. Au-delà de la conversation qui les rapproche, il faut remarquer un élément décisif : le don par Frantz de son poignard à Patrick, qui lui-même lui offre, en retour, son foulard.

Il existe toutefois des différences : « *la plupart des Allemands parlent français* » (p. 39), alors que les Loups ne comprennent guère l'allemand ; « *les Allemands nagent plusieurs fois par semaine* » (p. 39)... Mais la divergence majeure tient à la nature de leurs engagements respectifs : les Allemands rencontrés par les Loups, eux, ne sont pas scouts ; c'est ce qu'exprime Christian par sa prière du soir de Noël, qui montre que, quels qu'aient pu être les rapports amicaux entretenus avec les jeunes Allemands, ces derniers ne bénéficiaient pas de l'orientation positive du scoutisme :

- [...] N'oubliez pas mon père, ma mère, ma Patrouille, mes frères les scouts, et mes autres frères auxquels vous n'avez pas accordé cette grâce - les garçons rencontrés à Berlin... - mais, Seigneur, faites qu'on se retrouve ! (p. 108).

La fraternisation et la réconciliation ne supposent ainsi ni l'identité totale, ni l'adhésion sans réserve d'une partie au mode de fonctionnement de l'autre. La réconciliation avant le conflit ne permet d'ailleurs pas forcément d'éviter le combat, dont le narrateur introduit déjà la perspective fatale :

François de Waldenheim est fils d'officier. Son père a combattu la France. Lui aussi deviendra un homme, servira sa Patrie. Se rappellera-t-il ces nuits fraternelles, se souviendra-t-il de ses amis d'un jour ? Les individus sont si peu de choses à côté des peuples. Pourtant, ce sont eux qui forment les nations. (p. 42).

2. Pendant le conflit

Lorsque la guerre éclate, ce qui initialement était latent devient patent. On peut schématiser idéalement la situation par une bipolarisation des forces en présence, même si l'on sait qu'en réalité les choses furent plus complexes. Dans le contexte de la guerre, Français et Allemands appartiennent à des camps opposés. C'est donc entre eux que devra intervenir un possible rapprochement.

La réconciliation est particulièrement difficile à mettre en œuvre dans le cadre de la guerre. Il faut en effet que les ennemis aient l'occasion de se rencontrer, et que, ce faisant, ils disposent d'une liberté suffisante pour se réconcilier (une telle démarche pouvant, en temps de guerre, être

considérée comme un acte de trahison). Deux exemples permettent de mieux comprendre ces difficultés.

Dans *Les forts et les purs*⁵ de Jean-Louis Foncine, Michel Harlant raconte à ses équipiers l'histoire de la rencontre de son frère Jean-Pierre avec un soldat allemand qui, ayant retiré sa cagoule avant de combattre, se révèle être Karl, son ami allemand. Les deux garçons se préparent à se battre :

- Je crains bien davantage de te tuer que de mourir, dit Jean-Pierre, mais allons-y, avant que les tiens n'arrivent ! (p. 128).

Finalement, le combat n'aura pas lieu : Jean-Pierre étant déjà légèrement blessé, Karl lui laisse la vie sauve, sous prétexte que leur code de guerre ne prévoit pas que les Allemands achèvent les blessés.

Dans *La mort d'Eric*⁶, Christian est capturé par l'ennemi. Il se morfond, quand il se rend compte que le jeune officier qui le réceptionne n'est autre que Franz von Waldenheim, l'un des garçons rencontrés dans *Le prince Eric*. Celui-ci lui fait promettre de ne pas s'enfuir :

- Pourquoi ?
- Parce que je ne voudrais pas que tu te fasses prendre par d'autres en t'évadant.
- Cela ne changerait rien à mon sort.
- Tu te trompes, Christian. Ici, tu es chez un ami. Ici tu ne crains rien. (p. 118).

Franz va finalement obtenir la libération de Christian :

- Nos hommes avaient ordre de faire un prisonnier. Celui qu'ils ont fait n'aurait jamais parlé. Mon colonel m'a permis de te relâcher. Tu es libre, Christian. (p. 124).

L'épisode se termine par une poignée de main et par l'affirmation de leur amitié réciproque.

Ces deux extraits peuvent paraître ambigus : s'agit-il vraiment de réconciliation, alors que les protagonistes sont, au départ, des amis ? En fait, il n'est pas question de réconciliation personnelle, laquelle n'aurait pas lieu d'être, en l'absence de conflit singulier. Mais le comportement de ces hommes est apte à symboliser une réconciliation collective, puisque

⁵ Jean-Louis Foncine, *Les forts et les purs*, Paris, Épi, 1975 (coll. « Le nouveau Signe de Piste », n° 7) [1^{re} éd. 1951].

⁶ Serge Dalens, *La mort d'Eric*, Paris, Épi, 1976 (coll. « Le nouveau Signe de Piste », n° 33) [1^{re} éd. 1943].

c'est sous l'uniforme et en toute conscience de leur devoir de soldat qu'ils décident d'agir de la sorte.

Autre épisode significatif de *La mort d'Eric*, les funérailles communes de deux jeunes soldats, l'un français, l'autre allemand, relatées par Eric dans son journal et décrites de façon à souligner le rapprochement des deux défunts :

On les a portés côte à côte dans le chœur, Gilbert recouvert du drapeau tricolore, Rudi d'une étoffe rouge sur laquelle un infirmier a peint une croix gammée. Deux formes l'une à l'autre pareilles. Je ne pouvais pas prier. Personne à la tribune, l'orgue muet. Alors j'y suis allé. Je ne sais plus ce que j'ai joué. Unique absoute pour deux guerriers réconciliés, dont le prêtre, avant l'Épître, a supplié le Seigneur « *de ne point livrer l'âme aux mains du même ennemi !* » Quelle leçon ! (p. 80).

3. Après le conflit

Il n'est pas étonnant de voir s'imposer après la guerre la nécessité d'une paix retrouvée. Toutefois, même si l'antagonisme est officiellement résorbé, la réconciliation ne s'effectue pas sans difficultés, son processus étant entravé par les inévitables séquelles laissées par le conflit. La réconciliation s'élabore alors en un jeu subtil d'entraves et de dépassements, dont nous allons à présent tenter de saisir les détours en même temps que les tenants et les aboutissants. Afin d'obtenir une vision détaillée de la façon dont ce mécanisme est présenté dans les romans scouts, on peut distinguer les trois questions structurantes du *pourquoi*, du *comment* et du *pour quoi*, qui vont permettre de clarifier cette situation enchevêtrée.

II. Trois questions

1. Pourquoi ?

C'est davantage dans le paratexte⁷ des romans que nous étudions, plutôt que dans le corps même de ceux-ci, que sont exposées les raisons de se réconcilier.

Dans la préface de l'édition 1939 du *Prince Eric*, Serge Dalens explique pourquoi il a désiré peindre des jeunes Allemands des Jeunesses Hitlériennes ! sous des traits avenants :

⁷ Mot forgé par Gérard Genette, qui en donne la définition suivante : « *Ce par quoi un texte se fait livre et se propose comme tel à ses lecteurs, et plus généralement au public* » (Paris, Seuil, 1987, p. 7, coll. « Poétique ») : nom d'auteur, titre, préface, illustrations, etc.

Si nous avons décidé, Pierre et moi, de conserver à ceux qui sont désormais les fils de l'ennemi, l'allure fraternelle qu'ils avaient alors, c'est pour que vous ne confondiez pas les enfants avec leurs pères. Pas plus que vous n'êtes responsables de cette seconde guerre, ils ne le sont eux-mêmes. Et vous, dont la mission sera de créer un monde moins faible, apprenez dès maintenant à vous défier des condamnations sans appel, englobant dans la même colère ceux qui ordonnent et ceux qui obéissent. S'il vous faut aider, panser, secourir, ne haïssez pas ces garçons au devoir aujourd'hui si pareil au vôtre.

[...] Une nuit, le pardon glissera sur le fleuve. Le pardon, non l'oubli. (p. 198-199).

Le premier argument avancé par l'auteur en faveur de la réconciliation est l'absence de responsabilité de la part des jeunes Allemands, qui n'ont pas à supporter les conséquences de la folie de leurs pères.

Cette affirmation a pour corollaire une deuxième raison : la réconciliation est nécessaire parce que le pardon, que l'auteur distingue toutefois de l'oubli, l'est aussi.

L'édition 1976 de *La mort d'Eric*⁸ contient l'avertissement destiné aux lecteurs allemands, initialement inséré dans l'édition allemande de ce roman. Ce texte évoque les blessures à panser, les fautes des pères à supporter. Le trait chrétien est ici mis en exergue, qui rassemble au-delà de leurs différences Français et Allemands :

Mais parce qu'avant d'être allemands ou français, nous sommes chrétiens et fils pareillement aimés d'un même Père, nous avons tous une même tâche à remplir : celle de travailler à l'établissement de cette Paix dont le Représentant de Dieu sur terre a dit qu'elle était l'œuvre de la Justice : *Opus Justitiae Pax*. (p. 216).

La troisième raison est donc d'ordre religieux : parce qu'ils sont chrétiens et « *fils pareillement aimés d'un même Père* », les uns et les autres doivent travailler à l'établissement de la paix.

2. Comment ?

a) Les obstacles

- La blessure

L'obstacle majeur à la réconciliation n'est pas la guerre en tant que telle, mais les traces douloureuses que celle-ci a laissées. Ces

⁸ Dédiée à la fois à Pierre Lamoureux, Rolf Bintz, Martin Lojda et Andreas Heldrich, la dédicace réunissant Français et Allemands en une réconciliation pré-textuelle.

conséquences sont surtout évoquées, dans nos romans, d'un point de vue affectif. Dans *Les compagnons de la Loue*⁹, François a perdu ses parents, emmenés par la Gestapo. Dans *Le glaive de Cologne*¹⁰, le père d'Olivier a été arrêté et est mort en captivité. Dans ces deux cas, les protagonistes souffrent d'une blessure affective, l'une des plus pénibles sans doute pour des enfants ou des adolescents : la mort de parents.

Ce sont ces séquelles qui se dressent, comme autant de murs infranchissables, entre les ennemis, et qui expliquent des réactions comme celle de François, dans *Les compagnons de la Loue*, lorsqu'il apprend que le blessé que lui et ses amis ont recueilli est en fait un Allemand :

- Un Boche ! C'est un Boche !

Surpris, Jacques regarda son ami. Celui-ci était blême, les yeux agrandis, l'air égaré.

- Et puis après ? demanda-t-il. Ah ça, mais... tu es malade, toi aussi ?

— Un Boche, répéta François pâissant encore. Tu ne vas pas soigner un sale Boche ?

- Je m'en fiche pas mal qu'il soit ça ou autre chose ! Est-ce que tu deviens fou, par hasard ? (p. 121).

Le lendemain de cet incident, la colère de François n'est toujours pas apaisée :

Je me fiche éperdument de ce que tu trouves et de ce que tu penses, lança-t-il d'une voix frémissante. Après ce qu'ils ont fait ; je ne m'habituerai jamais à ce que l'on traite ces cochons-là comme des hommes ordinaires. Et si ça ne te plaît pas, c'est le même prix ! (p. 123).

- La mémoire

On comprend, par le biais de cet extrait, que François est empreint d'une douleur vive et à vif, ce qui explique sa colère et sa souffrance. Jacques ne comprend pas cette réaction, et les deux garçons se brouillent à cause de ce malentendu.

Si François réagit de façon épidermique à la présence d'un Allemand chez son meilleur ami, c'est, nous l'avons vu, à cause d'une blessure personnelle, rendue plus douloureuse encore par une mémoire obsessionnelle. Cette blessure appartient à un passé lourd à porter, que les pages suivantes du roman vont dévoiler.

⁹ Jean Valbert, *Les compagnons de la Loue*, Paris, Alsatia, 1974 (coll. « Safari Signe de Piste », n° 75) [1^{re} éd. 1955].

¹⁰ Jean-Louis Foncine, *Le glaive de Cologne*, Paris, Épi, 1976 (coll. « Le nouveau Signe de Piste », n° 20) [1^{re} éd. 1954].

Le souvenir n'est pas exposé *ex abrupto* par le narrateur. Il est introduit par la description du changement d'état de François. En fait, le contact avec le jeune Allemand a réveillé la douleur du souvenir : « *La plaie mal cicatrisée, brutalement rouverte, saigne dans son cœur déchiré... [...] Les dents serrées, François étouffe une plainte. Il ressent une douleur presque physique, car le souvenir vient de se faire plus aigu, plus déchirant...* » (p. 125). Ce souvenir, c'est celui de ces moments douloureux où il vit ses parents emmenés par la Gestapo, ses parents qu'il ne reverra plus jamais, car ils mourront dans le camp de Ravensbrück. Qu'importe si la mémoire retient aussi les jours heureux ; ceux-ci ne peuvent faire oublier le moment du drame qui, dans *Le glaive de Cologne*, ne peut quitter Olivier :

Et voici l'image atroce. Il ne peut plus la fuir : elle a hanté ses nuits. Il sait qu'il la retrouve toujours intacte à tous les carrefours du souvenir, et que, dans un instant, il sentira la douleur toujours aussi vive, aussi percutante. (p. 21)

« *Ce sont les Boches, des Boches comme celui ramassé hier, qui ont froidement commis ces atrocités. Ce sont eux qui ont fait mourir ses parents, d'une lente et monstrueuse agonie* », note le narrateur des *Compagnons de la Loue* (p. 128). La douleur n'a pas pu s'apaiser avec le temps. Le souvenir est resté vivace, d'une acuité persistante. François était resté seul, « *ruminant son malheur, pensant trop souvent au calvaire de ses parents, faute de n'avoir jamais pu en parler... et trop endolori pour oublier* » (p. 129).

Avec la rencontre de Jacques, le garçon « *a eu l'impression de sortir d'une prison obscure et glacée, pour recommencer à vivre, à rire, à respirer. Malgré ses impatiences et ses brusqueries, Jacques a été tellement chic avec lui ! C'était un bonheur merveilleux mais fragile, trop beau pour durer... et ça n'a pas duré. Il est maintenant retombé dans la solitude et le silence, dans le noir et le froid. Il a suffi qu'un jeune Boche vienne tomber au bord de la rivière, de fatigue et de faim. Un garçon misérable et épuisé, mais appartenant à la même race que ceux qui ont fait mourir ses parents, lentement, cruellement...* » (p. 129). Le travail de l'analyste est ici considérablement facilité par le degré d'explicitation de la narration. Au départ, un état d'enfermement et d'esseulement. Ensuite, une ouverture, rendue possible par la rencontre de Jacques. Enfin, un retour au point de départ, à cause de l'arrivée de l'Allemand. Les Allemands sont donc doublement responsables de la solitude de François : d'abord parce qu'ils lui ont enlevé ses parents, ensuite parce qu'un des leurs lui a retiré son ami. Il va de soi que le jeune blessé n'a, en

réalité, rien fait pour cela. Mais c'est de cette façon que François, à cause du souvenir qui le taraude, analyse la situation, ce qui renforce sa hargne vis-à-vis d'un peuple qu'il détestait déjà.

Alors que, lors de la discussion qu'il avait eue avec François, Jacques n'avait pas répondu à l'argument de la mémoire avancé par son ami, c'est le petit Claude qui va fournir une réponse adéquate :

- Pourquoi tu en veux tellement à ce pauvre type que vous avez ramassé, alors que tu es bien brave en temps ordinaire. Après tout, un Allemand, c'est un gars comme les autres, surtout quand il est dans la débîne ! (p. 133)

Il poursuit son argument :

- Tiens, reprit-il avec animation, les scouts qu'on a vus l'autre jour... je ne sais pas ce que tu en penses, mais moi je les trouve au poil... Eh bien, tu te rappelles, ils ont raconté qu'ils avaient fait un camp à Pâques avec des éclaireurs allemands, et qu'ils s'étaient rudement bien entendus. La guerre, après tout, il y a longtemps que c'est fini ! (p. 134)

La dernière phrase de Claude rejette dans un passé lointain ce qui constitue le cadre chronologique du souvenir de François. Par là, elle disqualifie toute mémoire qui serait trop impérieuse. « *Peut-être pas pour tout le monde...* », répond François (p. 134). Dans son propre imaginaire, dans le monde dans lequel il s'est calfeutré, la guerre est encore tellement présente, par l'intermédiaire de ses pénibles conséquences, qu'elle n'est pas encore clôturée. « *Après tout, c'est peut-être vous qui avez raison, mais c'est plus fort que moi, je ne peux pas oublier* » (p. 134-135). La mémoire se fait ici tyrannique et obsédante. Ce n'est pas François qui s'accroche à elle à tout prix, c'est elle qui ne le quitte pas.

La mémoire constitue ainsi le deuxième obstacle à la réconciliation : les conséquences de la guerre ont beau être dramatiques, leur impact est pondéré de façon décisive par son action. Les exemples étudiés plus haut montrent de façon évidente que, quelle que soit la difficulté de l'événement vécu, il est rendu plus poignant encore par l'impossibilité de faire le deuil des êtres disparus. Alors que, dans le cas d'un décès banal, ce processus aurait permis une intégration progressive du souvenir, les conditions brutales de la perte des proches empêchent le travail du deuil et le détachement progressif de l'objet aimé. La mémoire se fait alors mortifère et morbide, et la blessure du héros reste béante et vive.

b. La figure paternelle

La blessure qui touche les héros et le souvenir qui y est attaché prennent une dimension d'autant plus significative qu'elles ont en leur centre une figure parentale.

Dans *Le glaive de Cologne*, Olivier perd son père. Lorsque celui-ci était présent, des moments heureux ont pu être vécus. Avec sa disparition, une rupture se produit : « *Plus jamais depuis ce temps-là, plus jamais...* » (p. 22). Celle-ci provoque une carence affective telle qu'elle entrave véritablement le processus de réconciliation. Cette carence est dénotée notamment par la récurrence du souvenir, qui, comme nous l'avons vu, tente de pallier l'absence. Toutefois, comme le confie Olivier à Wolfgang, « *le souvenir, si beau soit-il, remplace si peu la réalité !* » (p. 133) :

S'avancer dans la vie, la main dans celle d'un père qu'on comprend, dont on partage toutes les idées, tous les sentiments... A partir de treize ans ce ne doit plus être un père, mais un grand compagnon, fort, magnifique, invincible... Tu ne peux pas savoir ce que les autres vous font souffrir quand on est orphelin. Une famille sans père c'est comme un navire sans capitaine ! (p. 133-134).

On le voit, le souvenir ne peut pas empêcher le manque, même si, comme le rétorque Wolfgang, il « *aide tout de même à vivre* » (p. 134).

Cette carence affective entraîne un processus compensatoire d'idéalisation de la figure paternelle, qui se décèle dans les différents souvenirs affluant à la mémoire d'Olivier (« *sa belle figure fière, énergique* », p. 18 ; son sang-froid, p. 18-19 ; sa « *main merveilleuse qui savait tout faire* », p. 142), mais aussi dans la façon dont le père est désigné (ce que mettent parfois en relief différents procédés typographiques : « *Il* », en italiques, p. 23 ; « *LUI* », en majuscules, p. 175). Cette idéalisation aura pour effet de renforcer le caractère obsessionnel de la mémoire¹¹.

Il faut évoquer aussi le problème de l'héritage : les fils doivent assumer la faute ou la blessure de leur père, et deviennent ainsi agresseurs et agressés par procuration. De plus, cet héritage est assumé de façon d'autant plus forte que le fils est adolescent et que l'identification à la figure paternelle est à cet âge plus prégnante.

¹¹ Dans *Les compagnons de la Loue*, le manque affectif pourra être compensé par des parents de substitution (M. et M^{me} Mercier, les parents de François, dont le père se révélera être le responsable de la mort du père de Hans).

Cette question de la transmission de la faute¹² se retrouve aussi dans *Les compagnons de la Loue* : si François déteste d'emblée le jeune Allemand, ce n'est pas parce que celui-ci, personnellement, lui a fait du tort, mais parce que, en tant qu'Allemand, il porte le poids d'une responsabilité collective. C'est ce qui ressort également des paroles, pleines de colère, d'Olivier, dans *Le glaive de Cologne* :

Vous, comme les autres, comme tous ceux de votre race, vous songiez à détruire... [...] Maintenant je sais qu'il a vécu au milieu des hyènes... que celui qu'il a caressé, l'a mordu... que celui qu'il a sauvé l'a tué de sa propre main... que ce peuple, ton peuple, en qui il croyait, mérite de s'enfoncer dans son enfer, un enfer qu'aucune puissance démoniaque ne pourra jamais rendre assez brûlant !... (p. 161) ;

- [...] Tu es maudit, toi et les tiens ! Qui donc pourra jamais avoir confiance en vous... Il n'y a pas d'Europe, il n'y aura jamais d'Europe... Vous, au cœur c'est la pourriture... les vers grouillant dans le plus beau fruit du monde. (p. 171).

c. La haine

La carence affective et l'idéalisation de la figure paternelle (ou, de façon plus générale, des figures parentales) rendent plus fort le sentiment de haine envers les responsables de la disparition de l'être aimé. Cette haine se manifeste notamment dans les réactions violentes des personnages : songeons à la réaction de François lorsqu'il découvre que Hans est allemand, mais aussi et surtout aux paroles terribles d'Olivier lorsqu'il apprend la vérité quant à la mort de son père - des paroles très dures au sujet des Allemands, qui traduisent même une volonté de destruction (« *Je voudrais lui casser tous ses disques et les flanquer dans le lac* », p.167, les disques représentant, de façon métonymique, Wolfgang, qui les a données à Olivier).

2. Les voies de dépassement

a. Rencontrer

Dans *Les compagnons de la Loue*, c'est le hasard qui provoque un changement de situation. Lors d'une promenade, François rencontre

¹² Qui, en réalité, est (comme, d'ailleurs, la question de la mémoire, évoquée précédemment) beaucoup plus complexe que ce que nous en présentons ici. Toutefois, nous ne prétendons pas effectuer dans cet article une analyse psychologiquement (ou psychanalytiquement) orthodoxe d'un cas de figure précis. Nous désirons avant tout nous en tenir aux éléments fournis par le texte romanesque, même si ceux-ci ne permettent pas toujours un approfondissement aussi complet que celui qu'on eût souhaité.

accidentellement Jacques et Hans, lors d'une chute qui lui blesse la cheville. Jacques va chercher du secours, laissant François avec Hans.

Petit à petit, un contact s'établit entre les deux garçons. François s'étonne d'abord de ne plus éprouver les sentiments violents que la première rencontre de Hans avait d'abord éveillés. « *A le considérer plus attentivement, il avait l'air d'un garçon comme les autres, un garçon plutôt minable d'ailleurs, et qui avait dû en voir de rudes...* » (p. 140). Ainsi, le statut du jeune Allemand se normalise peu à peu à ses yeux. Le rapprochement est graduel, jusqu'au moment où Hans commence à évoquer son enfance : un père tué par des partisans français ; une mère qui, en conséquence, tombe malade ; l'expulsion, la déportation ; le décès de sa mère ; le travail dans une ferme ; la fuite en France, pour retrouver les images heureuses montrées par son père lors de sa dernière permission. Hans est lui aussi en proie au souvenir ; mais, chez lui, la mémoire ne fait apparemment pas obstacle à la réconciliation. François exprime ses regrets de l'avoir injurié. La réconciliation est scellée.

Pas de réconciliation, donc, sans accueil de l'autre dans son propre vécu. C'est en reconnaissant Hans comme un orphelin blessé que François peut commencer à le comprendre et à l'aimer, qu'il peut dépasser sa propre souffrance pour accueillir celle de l'autre et reconnaître comme un frère celui qu'hier il traitait comme un ennemi. C'est un rapprochement similaire qui est opéré entre Olivier et Karl, lorsque le Français surprend l'Allemand en réunion secrète de la « Bund deutscher Jugend » : l'un et l'autre tentent de se comprendre, et cet effort constitue le premier pas vers la réconciliation. L'empathie finit par provoquer la sympathie.

b. Sauver

Dans *Le glaive de Cologne*, les choses semblent plus compliquées que dans *Les compagnons de la Loue* : Olivier tente de comprendre Karl mais n'a pas *a priori* à se réconcilier personnellement avec lui.

Un élément va, en plus de la rencontre et de la compréhension de l'autre, servir de catalyseur à la réconciliation : lors d'un grand jeu, Wolfgang se précipite sur les adversaires en train d'assaillir Olivier (« *Il était clair qu'il acceptait une vraie mission de sacrifice et qu'il refusait délibérément de rompre le combat pour demeurer aux côtés du petit Français* », p. 107). Cet épisode s'insère dans un contexte particulier, où le narrateur laisse entrevoir que la famille Wolf détient certaines informations concernant la mort du père d'Olivier. Cette réaction de Wolfgang lors du grand jeu serait un rachat, un sacrifice accepté délibérément pour se racheter d'une faute encore inavouée (le texte associe cet acte à une dette, p. 109). À ce geste salvateur correspond le

sauvetage de Wolfgang, en perdition sur le lac, par Olivier¹³. Ce second sauvetage¹⁴, symétrique au premier, est comme la réponse d'Olivier à Wolfgang, laquelle apparaît comme la concrétisation de la réconciliation : Olivier, qui, peu avant, vouait les Allemands aux gémonies, risque sa vie pour sauver celle d'un des leurs de celui qui symbolise le plus ce qui l'a fait souffrir, puisque c'est Wolfgang qui a porté à la police la lettre qui dénonçait son père.

c. Fraterniser

Dans *Les compagnons de la Loue*, les héros veulent fonder ensemble une patrouille scout : le texte exprime ainsi la réconciliation par le biais de la fraternité du scoutisme.

Dans *Le glaive de Cologne*, la fraternisation est déjà amorcée par la défense acharnée par Wolfgang d'Olivier, au cours du grand jeu.

- Nous étions frères, Olivier, c'est vrai, plus frères que nous n'aurions jamais pu l'être par le sang. Cela m'aurait réellement été égal de mourir pour toi... pour que tu puisses te libérer. (p. 129).

Un autre élément fondamental est le rapport que Wolfgang a entretenu avec le père d'Olivier : « *je lui rappelais son petit garçon qui était resté en France, et qui avait mon âge* » (p. 126). Dans l'imaginaire d'Olivier, la substitution s'amplifie et devient, de façon tout à fait explicite, un puissant facteur de fraternité :

Wolfgang avait été un des derniers, peut-être le dernier être humain, à sentir la douceur de cette main et, peut-être, malgré les circonstances, ce jour-là, dans l'incendie, il avait procuré au prisonnier une joie, une dernière joie... une illusion : Celle [sic] de le tenir, lui, Olivier, son petit garçon, bien serré dans ses bras.

Olivier sentit que les larmes lui montaient aux yeux, et, mêlée de reconnaissance, une bouffée d'amour fraternel l'envahit.

¹³ Entre les deux épisodes a eu lieu la révélation de la vérité (la trahison du père d'Olivier par la famille de Wolfgang), la colère d'Olivier contre Wolfgang, les paroles si dures évoquées plus haut et la rupture du processus de réconciliation (Olivier ne prétend pas saisir la main que Wolfgang lui tend durant le grand jeu et ordonne même au jeune Allemand de fuir ; il rejette les disques que Wolfgang a laissés à son chevet et menace même de les briser ; le refus du geste ou la brisure de l'objet qui aurait été susceptible de concrétiser la réconciliation symbolise clairement cette rupture).

¹⁴ Qui semble bien éloigné du premier, puisqu'il y va ici de la vie de Wolfgang ; mais il faut se souvenir que le jeu, dans le cadre du roman scout, est éminemment sérieux, et qu'on peut trouver, jusqu'à un certain point, et particulièrement dans les romans de Foncine, une inversion du rapport jeu-vie (cf. p. 128-129).

- Wolfgang... mon remplaçant ! (p. 142-143).

Après la découverte de la vérité, ce travail de fraternisation est réduit à néant. C'est l'invocation de la figure paternelle qui va permettre de dépasser la haine qui poussait Olivier à détester Wolfgang. Après le dernier entretien avec Wolfgang au sujet de la trahison de son père, Olivier se promène seul :

Seul... rester seul, cette nuit encore au moins, avec ses pensées, avec sa douleur, seul avec LUI. Car depuis le moment où il avait quitté les enfants au bord du lac, il ressentait avec une étrange intensité la présence de l'absent. Tout se passait comme si, ayant découvert par fatalité l'immense injustice faite à son père, il l'appelait à ses côtés pour lui apporter une consolation filiale. (p. 175).

Le texte note ensuite que, « *comme par enchantement, même sa colère le quittait* » (p. 175). L'ombre de son père marche réellement à ses côtés, l'orage s'éloigne (p. 176). Rentré dans sa chambre, il semble revenu à de meilleurs sentiments à l'égard de Wolfgang.

Le sauvetage de Wolfgang par Olivier va symboliser le retour de la fraternité entre les deux adolescents. Ce lien sera renforcé encore par la demande de Karl à Olivier : qu'il soit pour Wolfgang le frère que lui n'a pas su être (p. 198-199).

Deux événements symboliques vont sceller définitivement le retour à la paix, en même temps qu'ils entérinent une fraternité qui se confond avec une ressemblance presque totale : d'une part, l'échange de vêtements entre Wolfgang et Olivier, qui précède des déclarations sans équivoque de la part d'Olivier, qui considère désormais Wolfgang comme un frère ; d'autre part - et c'est la fin du roman - l'évocation du bonheur que connaissent sans doute leurs pères ensemble, qui ne fait que renforcer cette réconciliation par la fraternité¹⁵.

d. Aimer

La dernière voie de dépassement est exprimée par le père d'Olivier, dans la lettre que Karl remet au jeune garçon. Ce message récapitule les différents obstacles évoqués précédemment et propose, comme remède ultime à ces obstacles, l'amour :

¹⁵ On pourrait croire qu'il faudrait, en toute logique, intervertir cette voie de dépassement avec la précédente, le sauvetage n'étant concevable qu'après la fraternisation. En fait, il n'en est rien, car la fraternité dont il est question ici doit être comprise dans son sens fort (et non dans une acception synonyme de « camaraderie »), et doit être envisagée de part et d'autre de la parenthèse de discorde détaillée plus haut.

Quand cette stupide corrida aura pris fin, et que tu pourras voyager par le monde, tu pourras t'étonner, comme moi, du nombre de monuments élevés en souvenir de telle ou telle « barbarie »... Chaque fois que je rencontrais un tel monument, avant la guerre, j'avais envie de me précipiter avec un burin, et de faire sauter les lettres sacrilèges.

Aimer, ce n'est ni oublier, ni subir ce que l'on ne doit pas subir, mais c'est abolir la haine insane érigée en Loi, qui ménage un climat de bassesse définitive, devant lequel nos pères auraient jadis rougi de honte, eux qui savaient dresser à Waterloo un Aigle et un Lion de pierre face à face, et confondre dans le même respect le triomphe et le désastre.

Par un hasard étrange, il m'a été donné de sauver ces jours-ci deux gosses, deux gosses allemands bien entendu, d'un incendie. [...] J'ai fait ce que je devais faire, en pensant à toi... peut-être un jour, dans quelques années, l'un de ces gosses deviendra-t-il ton ami. Les mots d'affection, de charité que tu prononceras alors devant lui, ne le surprendront pas. Cette loi d'amour qui sera l'exigence des Temps nouveaux, il l'aura déjà éprouvée dans sa chair... Vous serez frères, Olivier immédiatement, sans transition... quelle victoire ! (p. 206-207).

Ce dernier message est extrêmement important : il fait figure d'Évangile (Wolfgang parle de « *dépôt sacré* », p. 132) ; la parole du père est revêtue d'une autorité presque divine, puisque Olivier avait déclaré peu avant : « *mon père était un dieu pour moi* » (p. 133). Il est d'ailleurs significatif qu'Olivier s'agenouille pour le lire (p. 202). C'est pourquoi ce testament contribue sans nul doute à affermir la réconciliation, à faire triompher l'amour sur la haine, de telle sorte que le chapitre suivant ne présente plus aucune ombre de discorde.

III. Pour quoi ?

La réconciliation peut être envisagée, de façon idéale, comme une fin en soi. Toutefois, on peut également la considérer dans ses rapports avec une finalité qui la dépasse : la question du *pour quoi* doit donc également être posée.

Dans l'avertissement de l'édition allemande de *La mort d'Eric*, Serge Dalens parle déjà de « *l'impérieux devoir de travailler dans nos cœurs et dans nos esprits à l'avènement d'une ère fraternelle* » (p. 216-217), et souhaite que Français et Allemands soient « *unis de cœur et de désir* » (p. 217) : « *Ne rougissons pas de repousser la Haine, gardons-nous de confondre la Violence et la Force, et unissons-nous pour secourir les plus déshérités* » (p. 217).

Plus concrètement, c'est la construction européenne qui est parfois envisagée, par exemple chez Foncine. « *Seuls ceux qui demeureront les yeux obstinément fixés sur un objectif qui déborde largement les Patries, verront le jour se lever* » (p. 100), confie Karl à Olivier dans *Le glaive de Cologne*. La conversation des deux garçons semble d'ailleurs préfigurer ce que pourrait être l'Europe : « *Plût au ciel en tout cas, Olivier, que les peuples D'Europe [sic] puissent se parler avec la même franchise et la même bonne volonté que nous nous parlons en ce moment* » (p. 100). Lorsque les personnages entrent en conjonction, une Europe unie semble envisageable. En revanche, aux moments de disjonction, le repli sur soi franchit les limites de l'individu et s'étend à la collectivité. C'est ainsi que, lorsque Olivier apprend la vérité sur la trahison qui a livré son père aux mains ennemies et qu'il rejette dès lors Wolfgang et son frère, son discours se fait dur envers tous les Allemands, dépassant la simple condamnation de la famille Wolf. Dans le message destiné à son fils, le père d'Olivier confère de la même façon à son action individuelle de pacification une dimension collective : « *De bien grands périls obligeront d'ailleurs les pays de notre vieille Europe à s'unir. Ainsi à dix, douze ou quinze années de distance, j'aurai travaillé à tes côtés à cette grande œuvre de réconciliation. Vois-tu, ni les ans, ni les frontières, ni la mort, ne séparent ceux qui savent aimer d'un même amour* » (p. 207). Le roman se termine sur un appel à l'Europe de « *l'homme debout* » et au « *seul pays qui comptera demain en Occident : Le pays des forts et des purs* » (p. 217).

Dans cette perspective, il n'est pas anodin que Foncine dédicace son roman, non seulement à un Français (Philippe Janvier) et à un Allemand (Wolfgang Wolf), mais aussi « *à tous ceux qui savent que demain ils devront construire l'Europe des hommes libres, au mépris de tous les périls et de toutes les difficultés* » (p. 6).

IV. Le rôle du scoutisme

On se demandera légitimement quelle part est faite au scoutisme dans cette problématique de la réconciliation franco-allemande. On pourrait s'attendre à ce que nos romans fassent œuvre d'illustration du mouvement scout, qu'ils le présentent comme l'un des moyens les plus sûrs d'arriver à la paix et à la concorde, qu'ils s'appuient sur sa loi (en particulier sur l'article IV : « *Le scout est l'ami de tous et le frère de tout autre scout* ») pour ce faire. Toutefois, les choses se passent un peu différemment. En effet, ni dans *Le glaive de Cologne*, ni dans *Les compagnons de la Loue*, ni dans *Le prince Eric* ou *La mort d'Eric* on ne

trouve de discours explicite à ce sujet : la fonction idéologique du narrateur est donc assez peu représentée en ce qui concerne le traitement de cette question particulière.

En revanche, on peut déceler, dans la structure de certains romans, l'importance du scoutisme, lequel, d'une part, permet la rencontre (dans *Le prince Eric*, *Le glaive de Cologne* et les romans de X.B. Leprince, par exemple), et, d'autre part, permet la gestion de cette rencontre dans un cadre fraternel présumé par l'idéal scout. Plusieurs romans de X.B. Leprince (*Le raid des quatre châteaux*, *La neuvième croisade* et *Les signes de l'Empire*) présentent des prolongements intéressants à ce sujet.

Deux citations sont placées en exergue du *Raid des quatre châteaux*¹⁶ : l'une d'Henri-Louis-Honoré d'Estienne d'Orves, identifié comme « *mort pour la France* » et « *fusillé* » :

N'ayez à cause de moi de haine pour personne. Chacun a fait son devoir pour sa propre Patrie. Apprenez au contraire à connaître et à comprendre mieux le caractère des peuples voisins de la France...(p. 5)

l'autre de Michel Rigal, commissaire général des Scouts de France de 1953 à 1970 :

Le scoutisme, par son idéal, par les aspirations qu'il développe au moyen de sa vie, de ses techniques, de sa loi, pourrait être le ferment d'une nouvelle manière d'aborder les problèmes, tant à l'intérieur des Nations qu'entre elles... (p. 5)

La coprésence de ces deux citations est significative, l'une répondant, en quelque sorte, à l'autre. Celle d'Estienne d'Orves expose une finalité (la fraternité) que celle de Rigal offre un moyen (le scoutisme) d'atteindre. On voit ainsi à quel point, dans l'esprit de X.B. Leprince, scoutisme et réconciliation sont mêlés.

Bien que les ouvrages de Leprince ne soient pas à proprement parler des romans de la réconciliation¹⁷, la façon dont cet auteur aborde le problème de l'union est particulièrement intéressante. X.B. Leprince s'appuie sur les stéréotypes nationaux, non pour les contester, mais pour montrer que, accueillis, ils peuvent devenir source d'enrichissement mutuel. *Le raid des quatre châteaux* présente une patrouille internationale composée d'Allemands, de Français et d'Irlandais, unis dans un projet

¹⁶ X.B. Leprince, *Le raid des quatre châteaux*, Paris, Épi, 1979 (coll. « Le nouveau Signe de Piste », n° 99) [1^{re} éd. 1955].

¹⁷ Du moins pas comme ceux de Dalens, Foncine et Valbert.

commun¹⁸, qui vont devoir apprendre à se connaître et à s'estimer pour mener à bien leur entreprise. Cette aventure se prolongera dans *La neuvième croisade*. Ces deux romans, rassemblés sous le titre de *La quête fantastique*, se déroulent sur un arrière-plan mythique - celui de la quête du Graal, mythe propre à fédérer Allemagne, France et Irlande, puisqu'il a connu des avatars dans chacun de ces trois pays : le mythe anticipe de ce fait la réconciliation, puisque lui-même a connu une extension européenne.

Un autre roman de X.B. Leprince, *Les signes de l'Empire*¹⁹, se déroule dans l'Allemagne occupée par les Alliés²⁰, et s'ouvre sur deux jeunes Allemands, enfuis de Silésie à l'arrivée des troupes soviétiques, réfugiés dans le Palatinat, où ils doivent, pour survivre, travailler dans des conditions difficiles. Anne-Lise et Peter-Karl Müller, échappés de la ferme qui les occupe, font la connaissance des scouts de la patrouille des Grizzlis. Ce sont ces derniers qui vont les sortir du mauvais pas dans lequel ils se trouvent, en leur permettant de récupérer leurs bagages, laissés chez leur employeur, et en leur procurant, en plus d'un emploi, le gîte et le couvert. Peter se montre rapidement reconnaissant envers ses bienfaiteurs, d'une reconnaissance un peu étonnée tout de même :

- C'est Anne-Lise qui a raison et je suis une vieille bête. Vous êtes tous de braves garçons. Pardonnez ma méfiance, nous avons si peu l'habitude de choses comme cela... surtout venant des Français... (p. 51).

La mission que Français et Allemands vont bientôt devoir remplir sera de retrouver les signes de l'Empire carolingien (la couronne, le sceptre, l'épée, la main de justice, le manteau de sacre...) enfouis au château du Trifels et les remettre à l'honneur en ce lieu qui avait vocation à les conserver.

Cependant, la discorde va menacer le groupe d'adolescents :

Une chose cruellement réelle surgissait pourtant de ce mythe, et c'était cette faille qui lentement s'élargissait entre ceux de France et ceux d'Allemagne. Luc sentait cela avec désespoir. Avant qu'ils eussent débrouillé l'écheveau de leurs déductions hasardeuses, Peter avait gravement posé dans la balance de leurs affections le témoignage de sa fidélité qu'il croyait devoir aux plus antiques symboles de l'Histoire : Ne [sic] pas permettre qu'ils tombent en des mains étrangères... Tel était son

¹⁸ Leur devise est d'ailleurs « Ensemble ».

¹⁹ X.B. Leprince, *Les signes de l'Empire*, Paris, Épi, 1982 (coll. « Le nouveau Signe de Piste », n° 122) [1^{re} éd. 1958].

²⁰ Plus précisément dans le Palatinat occupé par les Français.

but. Plus peut-être... faire de leur résurrection prodigieuse un acte allemand, purement allemand. (p. 92)

Alors que l'enquête est proche d'aboutir, Peter décide de faire cavalier seul, et d'appeler à l'aide quelques *D.P.*²¹ « *afin que les Signes de l'Empire ne soient pas un butin français* » (p. 135). Il ne changera d'avis que lorsque Luc l'aura pleinement rassuré concernant les intentions des Français :

- Tu ne peux maintenant refuser ta confiance. Si nous réussissons, nous ne garderons que la gloire et les Signes de l'Empire reprendront leur place au Trifels sous la garde d'Hans Kaiser, notre Empereur du jour des fêtes. Tu veux ? (p. 148).

Peter accepte finalement de faire confiance à Luc :

Peter reprenait possession de Luc, il en faisait comme un prolongement de son être et de sa vitalité. Tout redevenait possible par leur alliance et déjà Peter ressentait la présence d'Anne-Lise entre eux comme un lien, un gage, une promesse. Avant que Luc ne partît, il lui serra les mains, le contempla et brusquement lui donna une grave et longue accolade...

- Maintenant, toi et moi, nous sommes du même sang... Comme dans Kim. Au revoir, frère... (p. 148-149).

On le voit, la réconciliation passe par la confiance et la fraternité - fraternité tout à fait explicite puisque Peter déclare que lui et Luc sont « *du même sang* ». À travers ce rapprochement des individus, c'est tout le groupe des jeunes Français qui est autorisé à collaborer avec les jeunes Allemands, et, au-delà encore, ce sont les deux peuples qui se rejoignent.

Cette réconciliation est confirmée par la découverte, par Luc et Anne-Lise²², des signes de l'Empire, et la procession solennelle qui est organisée²³ pour apporter ces derniers dans la salle qui leur est destinée au Trifels.

La fin du roman dévoile la supercherie : les signes retrouvés au château ne sont en fait que des copies, et toute l'opération un grand jeu monté par le chef de troupe. Il s'agit donc d'un jeu scout, mais d'un jeu vraisemblable²⁴, dont les rapports avec la réalité ne sont pas à démontrer :

²¹ « Displaced Persons », « personnes déplacées ».

²² Qui s'endormiront même l'un contre l'autre, ce qui souligne encore le retour à la paix.

²³ Par les Allemands, les Français et les *D.P.* venus de l'Est : l'Empire carolingien au complet (il ne manque que les Italiens).

²⁴ Comme souvent dans les romans scouts.

ce qui, au départ, devait n'être que ludique, a finalement des incidences sur la vie ; c'est, ici, de cette façon (en plus de l'idéal, des valeurs découlant de l'engagement scout), que le scoutisme peut mener à la réconciliation, la fraternisation des individus représentant celle des peuples, ce que symbolise de façon éminente la procession des signes de l'Empire (ainsi que la fraternisation de Luc et Peter et l'amour naissant entre Luc et Anne-Lise).

V. Originalité ou conformisme ?

Pour que le parcours que nous venons de proposer soit vraiment éclairant, il reste encore à le mettre en perspective avec l'ensemble de la production littéraire destinée à la jeunesse, en France et à l'étranger.

Dans son article consacré aux « Images littéraires de l'Allemagne et des Allemands dans la littérature de jeunesse en France depuis 1945 »²⁵, Geneviève Humbert constate que les guerres de 1870, 1914 et 1939 ont façonné de l'Allemagne et de ses habitants une image typée, qui, jusqu'en 1945 en tout cas, est le plus souvent liée à la guerre et à la revanche. Jusqu'à la fin de la première guerre mondiale triomphe une littérature engagée. Le roman scout se fait l'écho de cet état d'esprit : *Le boy-scout de la revanche*, publié par Jacquin et Fabre à la fin de la guerre, en est, par son titre seul, un exemple probant. Après 1918, certains auteurs commencent à nuancer quelque peu leur vision de l'Allemagne, avant qu'éclate la guerre de 1939. Si l'on en croit Ganna Ottevaere-van Praag, les années d'après-guerre ne comptent guère de récits traitant du conflit. Dans son étude consacrée à *l'Histoire du récit pour la jeunesse au XX^e siècle (1929-2000)* ²⁶, cet auteur ne cite, pour les années 1945-1956 qu'une douzaine de romans choisissant d'aborder ce thème²⁷.

Publiés avant 1960, les romans scouts traitant de la réconciliation franco-allemande constituent donc, sinon une exception, du moins un phénomène relativement isolé dans l'ensemble de la littérature de jeunesse de l'époque. Originaux, ils le sont par le cadre qu'ils évoquent : une guerre qui vient à peine de se clore. Mais ils le sont également par la façon dont ils abordent celle-ci. En effet, alors que, selon Geneviève

²⁵ Geneviève Humbert, « Les images littéraires de l'Allemagne et des Allemands dans la littérature de jeunesse en France depuis 1945 », dans Charles Brucker (éd.), *L'étranger en France et en Allemagne*. Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1991, p. 91-109.

²⁶ Ganna Ottevaere-van Praag, *Histoire du récit pour la jeunesse au XX^e siècle (1929-2000)*. Bruxelles-Bern-Berlin-Frankfurt/M-New York-Wien, P.I.E.-Peter Lang, 1999, p. 42-51.

²⁷ Il faut attendre les années 1960 pour que ce sujet soit abordé plus fréquemment.

Humbert, la période durant laquelle ces ouvrages paraissent « *n'offre guère d'images littéraires positives des Allemands* »²⁸, les romans scouts, eux, prennent une certaine distance par rapport aux images stéréotypées²⁹ pour jeter un regard plus nuancé³⁰ sur une réalité qui se révèle complexe. Ce faisant, ils se montrent particulièrement au fait de l'actualité la plus immédiate, puisqu'ils ne se contentent pas d'évoquer la guerre comme cadre historique de la narration, mais que plusieurs d'entre eux dépassent cette période pour en mesurer les conséquences dans le présent. Ainsi la distance séparant le temps de la fiction de celui de l'écriture et de la (première) lecture est-elle réduite de façon notable.

Comment expliquer cette originalité du roman scout, qui à la fois évoque la guerre et ses séquelles et dépasse le discours stéréotypé sur l'Allemagne ? Plusieurs réponses peuvent être apportées à cette question. On examinera, par exemple, la biographie des auteurs, qui peut expliquer, d'une façon ou d'une autre, leur connaissance de l'Allemagne et des Allemands d'une part, leur intérêt pour la guerre et ses conséquences d'autre part : Serge Dalens a vécu quelques années outre-Rhin (il se trouve en 1924 à Mayence, en 1926 à Landau, suivant son père au gré de ses changements de garnison) ; Jean-Louis Foncine, né à Homécourt, a passé son enfance en Lorraine, aux confins du monde germanique, et est resté, durant la guerre, en captivité en Allemagne ; Jean Valbert, sous le pseudonyme de « capitaine de Valbert »³¹, a dirigé le maquis « Loue-Lison »³², une expérience qui transparaît dans *Les compagnons de la Loue*. Certains d'entre eux (Dalens, Foncine et Leprince, entre autres) éprouvent en outre une fascination particulière pour une certaine esthétique germanique, que Christian Guérin explique, de façon très juste quoique lapidaire, « *par une même sensibilité post-romantique et par une commune admiration pour une Allemagne que l'on voudrait*

²⁸ *Idem*, p. 99. Exceptions : *Le poignard d'argent (The Silver Sword)*, de Ian Serrailier, publié en 1956, qui « *veut faire comprendre que les hommes ne sont pas tous responsables des horreurs commises par les régimes politiques* » (Ganna Ottevaere-van Praag, *op. cit.*, p. 48) ; *Mon Vercors en feu*, de Paul-Jacques Bonzon, publié pour la première fois en 1957, dont l'image stéréotypée qu'il présente du « *bon Allemand au grand cœur, aux yeux bleus, catholique, un peu paysan et surtout Bavarois peut laisser perplexe* » (Geneviève Humbert, *art. cit.*, p. 100-101).

²⁹ Il faut cependant préciser que la mise à distance de ces stéréotypes particuliers n'implique en rien la disparition de toute stéréotypie dans ces œuvres.

³⁰ Et tenu par certains, à cause de cela entre autres, pour ambigu.

³¹ Jean Valbert était le nom de plume de l'abbé Jacques Charrière.

³² Cf. Jean-Louis Foncine, « Adieu, notre ami Jacques ! », dans *Bulletin de l'Association française des amis du Signe de Piste*, n° 27, mars 1995 (non paginé).

«éternelle» »³³. Il faut évoquer également les origines alsaciennes des éditions Alsatia, auxquelles appartient la collection « Signe de Piste », ainsi que les liens commerciaux et culturels entretenus par cette maison avec la RFA après la guerre³⁴.

Ces explications demeurent toutefois partielles. Ainsi, ce n'est pas forcément d'avoir vécu la guerre, fût-ce comme maquisard, qui pouvait pousser à écrire pour partager cette expérience : si cette condition était suffisante, le nombre des romans traitant du conflit aurait été, après 1945, plus important. En fait, la raison essentielle du positionnement original des romans scouts par rapport à la réconciliation franco-allemande doit être cherchée dans le scoutisme lui-même. En effet, c'est lui qui, avant la guerre, avait permis des rencontres similaires à celle présentée dans *Le prince Eric*. C'est lui encore qui, après la guerre, ne peut se satisfaire d'une « paix » militaire. Car l'amitié et la fraternité, qui sont au cœur de l'idéal scout, ne peuvent se contenter d'une traduction purement politique, mais doivent être mises en œuvre de façon personnelle, collectivement et individuellement. De plus, le champ d'application de cette fraternité est élargi à l'échelle mondiale : il ne s'agit pas seulement d'aimer son voisin le plus proche mais aussi, dans une optique clairement internationale, d'étendre cette fraternité au-delà des frontières de son propre pays pour rencontrer l'autre, apprendre à l'apprécier et à l'aimer. Il était donc particulièrement important pour des Français qui, par leur activité littéraire et/ou éducative, étaient proches du scoutisme, de veiller à renouer des liens fraternels avec la jeunesse d'outre-Rhin. C'est d'ailleurs dans le cadre d'activités scoutistes que, tant dans *Le glaive de Cologne* que dans *Le raid des quatre châteaux* ou *La neuvième croisade*, Français et Allemands peuvent se rencontrer, une rencontre qui est le prélude de la fraternisation, à laquelle elle est forcément nécessaire. Ainsi, quoique les romans que nous avons étudiés ne présentent pas explicitement le scoutisme comme la pierre angulaire de la réconciliation, il ne fait aucun doute que leur insertion dans un cadre scout, et, en amont, la participation, à quelque degré que ce soit, de leurs auteurs aux valeurs prônées par le scoutisme, jouent un rôle essentiel dans leur orientation.

Ce roman « est à mettre entre les mains des jeunes encore imbus de préjugés nationalistes et raciaux, portés à formuler des jugements

³³ Christian Guérin, « La collection Signe de Piste... », art. cit., p. 60.

³⁴ Cf. *Ibidem*.

absolus qui sont toujours «contre» ou «anti» quelqu'un, sans aucun souci de comprendre, qui ont besoin de savoir ce que signifie une volonté de paix », écrivait Jeanne Cappe du *Glaive de Cologne*³⁵. Cette appréciation aurait également pu être formulée à l'égard des autres romans que nous avons parcourus, dans la mesure où chacun d'entre eux manifeste une volonté de dépassement de la vision caricaturale de l'autre. À une époque où la littérature de jeunesse n'évoquait que rarement les conséquences de la guerre sous l'angle de l'amitié entre les peuples et présentait le plus souvent le conflit en termes manichéens, le roman scout se distingue par un souci particulier de compréhension, qui trouve son origine dans l'idéal scout lui-même et dans le vécu des auteurs, et se manifeste par l'intermédiaire d'une construction littéraire dont nous avons essayé de mettre au jour le fonctionnement.

Il resterait bien d'autres choses à dire sur ce sujet. On pourrait, par exemple, approfondir certaines des thématiques évoquées au fil des pages précédentes, ou aborder cette question sous un angle différent³⁶. Notre parcours est donc forcément incomplet. Toutefois, nous osons espérer qu'il aura permis de découvrir quelques-unes des richesses de ce domaine passionnant, et de montrer une fois de plus - s'il en était besoin - que la frontière séparant la littérature de la vie est rarement aussi nette qu'on le croit parfois.

³⁵ Citée par Jean-Louis Foncine, *Le glaive de Cologne, op. cit.*, p. 11.

³⁶ Ainsi, il serait intéressant d'étudier de façon précise et documentée la réception de ces romans.

LES MOUVEMENTS SCOUTS EN FRANCE AU TEMPS DES ENGAGEMENTS CIVIQUES (1940-1944)

Bernard COMTE

Maître-de-conférences honoraire, IEP de Lyon

La Seconde Guerre mondiale confronte les aînés des mouvements de jeunesse, avec de nombreux jeunes Français, à des « engagements civiques » imprévus et difficiles, en un temps où les critères habituels de la légalité et de la légitimité, de l'intérêt national et des valeurs suprêmes sont brouillés. Comment les scouts opèrent-ils leurs choix, avec quelle aide ou incitation des mouvements ?

Les six associations scoutistes françaises se différencient par leur histoire et leur personnalité culturelle ou idéologique, et sont composées d'éléments divers : groupe dirigeant, cadres provinciaux, unités de base moins connues, liée chacune à un milieu local, à tels adultes influents. Pendant la guerre, les positions d'un mouvement s'expriment à demi mot dans ses publications officielles soumises à la censure, plus clairement dans les circulaires internes et par des directives orales qui n'ont laissé que peu de traces. Il y a d'autre part bien des manières de s'impliquer dans le régime de Vichy (de l'adhésion enthousiaste à l'opposition en passant par les formes de loyalisme conformiste, conditionnel ou réticent) comme de participer à la Résistance. Enfin ces positions évoluent avec le temps.

Faute de la véritable synthèse documentée qui n'est pas encore possible, je présente ici un cadre général fondé sur les études déjà publiées¹ et sur une consultation partielle des périodiques, non des archives encore peu explorées.

¹ Ouvrages généraux récents (voir leurs bibliographies) : Wilfred D. Halls, *Les jeunes et la politique de Vichy*, Syros-Alternatives, 1988 ; *Éducation populaire, Jeunesse dans la France de Vichy 1940-1944*, *Les Cahiers de l'animation* (INEP), 49-50, 1985 ; Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Perrin, 1991 ; Bernard Comte, *Une Utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage 1940-1942*, Fayard, 1991 (désormais *Une Utopie combattante...*) ; Id., « Encadrer la jeunesse ? » dans L. Gervereau et D. Peschanski (dir.), *La Propagande sous Vichy 1940-1944*, Nanterre, BDIC, 1990 ; Id., « Les organisations de jeunesse » dans J.-P. Azéma et F. Bédarida (dir.), *Vichy et les Français*, Fayard, 1992 ; Jean-Jacques Gauthé, *Le*

I. Orientations civiques du scoutisme en 1939

Mouvement éducatif d'enfants et d'adolescents étendu aux jeunes adultes, le scoutisme est non politique, mais foncièrement patriotique et civique. Sa méthode pédagogique est imprégnée de l'humanisme moral de Baden-Powell, fondateur et chef mondial du mouvement. L'attention à l'individu autonome et responsable, le culte de la loyauté, de la justice et de la fraternité entre les peuples en font, si élitiste et conservateur soit-il, une école de pluralisme et de tolérance incompatible avec l'État totalitaire. Mais la gamme des valeurs dont il se réclame lui permet de s'adapter à des visions politiques diverses : il cultive l'obéissance mais aussi l'initiative, le dévouement au pays et à l'ordre social mais aussi l'ouverture à l'universel et le sens de la justice, le goût d'un service social non politique mais aussi le souci de former de futurs citoyens responsables.

Transplanté sur la scène française disputée entre Églises et partis, cet esprit a inspiré la pluralité des six associations, coiffées par un pâle Bureau interfédéral (BIF) ; elles conçoivent différemment leur rôle de préparation des adolescents aux responsabilités d'adultes dans la cité.

Dans la ligne moyenne du scoutisme universel, les Éclaireurs de France (EDF) sont « neutres » sur le plan religieux, associant l'esprit républicain (démocratie, patriotisme et tolérance) à une spiritualité et une morale d'inspiration chrétienne sans attache confessionnelle². À la direction, des catholiques côtoient des laïques et des protestants dans un esprit de « laïcité ouverte » lié à l'enseignement public ; après la poussée à gauche de 1935-1936, une exigence d'éducation civique et de réforme morale s'est affirmée en 1938.

Trois mouvements, au contraire, ont une identité entièrement confessionnelle. Les Scouts de France (SdF) et les Guides de France (GdF) catholiques, de loin les plus nombreux, travaillent pour Dieu et l'Église autant que pour l'idéal scout et le pays ; les aumôniers y sont influents, et l'épiscopat qui les a intégrés à l'action catholique les suit de près. Les SdF sont en outre imprégnés de la "mystique" insufflée à la Route par son premier aumônier, le jésuite Paul Doncœur, assisté par le

scoutisme en France. Inventaire de la bibliographie et des sources, Montpellier, Centre régional d'histoire des mentalités, 1997. Je remercie Jean Lestavel et René François, Gérard Cholvy, Lionel Christien, Jean-Jacques Gauthé et Nicolas Palluau qui ont contribué à ma documentation.

² Pierre Kergomard et Pierre François, *Les Éclaireurs de France de 1911 à 1951*, Éd. Éclaireurs et Éclaireuses de France, 1983 (désormais *Les Éclaireurs de France...*).

dominicain Marcel-Denys Forestier, aumônier général du mouvement depuis 1936³. Doncœur, prêchant la « splendeur de la vie humaine par le christianisme intégral », veut former une élite virile et généreuse qui saura « refaire l'ordre chrétien en France » et détourner le pays de la décadence en renouant avec son passé chrétien. Grand entraîneur, Doncœur exerce une forte emprise affective sur les jeunes qu'il incite à une « héroïcité ascétique » dans un climat de sacralité : au nom du Christ et des morts de la Grande Guerre, il réclame des routiers un engagement « totalitaire » qui pose la Route en rivale des organisations de jeunesse hitlériennes ou fascistes, dont il a mesuré la séduction au service d'idéologies qu'il dénonce. Son « utopie identitaire » d'une Cité redevenue chrétienté ignore la politique démocratique.

Doncœur s'est éloigné de la Route depuis 1935, et certains de ses disciples devenus adultes ont cherché à appliquer l'esprit du scoutisme à la vie professionnelle et même civique ou politique. Cependant les SdF, centrés sur l'adolescence et présidés par des généraux, sont influencés par la « mystique Doncœur » davantage que par les expériences de ces aînés ; les figures qu'on exalte (chevalier, explorateur ou missionnaire) tournent le dos au monde des villes, des machines et de la politique⁴. L'empreinte de cette idéologie rend difficiles les relations de ces catholiques nombreux et dynamiques avec les autres mouvements.

Le mouvement féminin des Guides (GdF), aussi fervent catholique, ne partage pas la même mystique⁵. Ses dirigeantes, souvent issues de l'aristocratie ou de la grande bourgeoisie, sont passées par des œuvres d'éducation et d'assistance liées au catholicisme social (patronages, colonies ou cours d'apprentissage) ; « Chefs-guides » mandatées par l'archevêque de Paris, Mme Duhamel et Mme de Kerraoul sont restées en contact étroit avec lui. Leurs premiers mentors, dirigeants scouts, leur ont enseigné que la vocation féminine s'exerçait sur « le dedans » (la maternité et la famille) en laissant aux hommes le « dehors » (vie professionnelle et politique). Cependant les responsabilités favorisent une

³ Voir Philippe Laneyrie, *Les Scouts de France. L'évolution du Mouvement des origines aux années 80*, Cerf, 1985 (désormais *Les Scouts de France...*) ; Christian Guérin, *L'Utopie Scouts de France. Histoire d'une identité collective, catholique et sociale 1920-1995*, Fayard, 1997 (désormais *L'Utopie SdF..*) ; Gérard Cholvy, *Histoire des organisations et des mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIX^e-XX^e siècles)*, Cerf, 1999 ; Dominique Avon, *Paul Doncœur S.J. Un croisé dans le siècle*, Cerf, 2001.

⁴ Pierre Delsuc, responsable de la formation des cadres, développe une culture du « jeu total » (*Les Scouts de France...*, *op. cit.* ; *L'Utopie SdF..*, *op. cit.*, p. 155-170).

⁵ Voir Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme au féminin : les Guides de France 1923-1998*, thèse d'histoire, Université Paris I, 2000.

relative émancipation des cheftaines, qui cherchent à préparer les aînées aux « carrières féminines » et à les ouvrir sur le monde par les rencontres internationales⁶. Le sens du service face aux besoins sociaux débouche sur un civisme caritatif prêt aux suppléances en cas de mobilisation, selon la consigne du cardinal Verdier en 1939 : « Servir ».

Les Éclaireurs israélites de France (EIF) affirment aussi une forte identité au service d'un groupe particulier. Leur fondateur et dirigeant Robert Gamzon a vu dans la méthode scout un instrument pour l'unification de la communauté juive de France, dans le respect des diverses sensibilités religieuses ou politiques, et pour le réveil et la transmission du patrimoine spirituel du judaïsme⁷. Pluraliste, le mouvement associe des orthodoxes et des détachés, des « Français israélites » anciennement assimilés et des immigrés récents. Il a fait sa place en 1932 à l'idéal sioniste, en adoptant aussi le respect d'un « minimum commun » d'obligations rituelles.

Gamzon prône une double fidélité, au message biblique et à la France républicaine⁸. En réaction contre une assimilation qui dissoudrait l'identité juive, il enseigne à ses cadres, dans les camps-écoles de Montserval, une synthèse entre judaïsme et culture française ; dans sa promesse, le scout s'engage « avec l'aide de Dieu, à servir le judaïsme et la France ». Conscients d'une responsabilité face aux persécutions que furent les exilés, les EIF se préparent à agir pour la protection des Juifs menacés et pour la préservation de l'identité juive en France. Ce scoutisme israélite, avec sa forte identité plus culturelle que confessionnelle et son ouverture multinationale, n'a été admis que tardivement au sein du BIF (en 1939, avec voix consultative).

Le scoutisme protestant s'est donné une identité originale, ni laïque ni strictement confessionnelle⁹. Les Éclaireurs Unionistes (EU) sont ouverts à tous et tolérants, ils ne visent aucune reconquête religieuse ;

⁶ Signe de la forte intégration internationale des GdF, la Chef-guide Marie-Thérèse de Kerraoul est élue en 1936 présidente de l'Association mondiale des Guides et Éclaireuses et le reste jusqu'en 1946.

⁷ Alain Michel, *Les Éclaireurs israélites de France pendant la Seconde Guerre mondiale 1939-1944. Action et évolution*, Editions EIF, 1985 ; Id., *Juifs, Français et Scouts : les Éclaireurs et Éclaireuses israélites de France de 1923 à nos jours. Un exemple de rencontre entre identité juive et enracinement culturel français*, thèse d'histoire, Université Paris I, 1993.

⁸ Voir Lucien Lazare, *La Résistance juive en France*, Stock, 1987 ; Isaac Pougatch, *Un bâtisseur, Robert Gamzon (1905-1961)*, STE- FSJU, 1971.

⁹ Voir Pierre Bolle, « Églises et mouvements de jeunesse » et André-Jean Mendel, « Les mouvements de jeunesse protestants » dans *Les Protestants français pendant la Seconde Guerre mondiale*, supplément au *Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme français*, 3, 1994.

attachés à la République démocratique et laïque, ils accueillent des garçons de toute appartenance, y compris des Juifs¹⁰. Ils sont aussi un mouvement chrétien, qui fonde l'éducation sur la foi en Dieu et en Christ, sur l'enseignement de l'Écriture. Dans l'encadrement, les jeunes pasteurs ou futurs pasteurs et les membres de la « Fédé » étudiante ou de la post-Fédé sont influencés par la théologie de Karl Barth et par ses principes de jugement politique, contre les totalitarismes idolâtres, contre les nationalismes, le racisme et l'antisémitisme, pour la justice envers tous les hommes. Les Unionistes ont un lien privilégié avec les Éclaireurs neutres : associés dans les camps « Cappy » de formation des chefs, ils partagent la condition de minoritaires et le lien avec leurs homologues féminines.

La Fédération française des Éclaireuses (FFE) rassemble des unités affiliées chacune à l'une de ses trois sections (neutre, protestante, israélite), qui accueillent aussi des filles d'une autre origine (y compris des catholiques). Elle combine comme les EDF l'attachement aux valeurs républicaines et à la tolérance avec la présence de convictions religieuses, mais elle a l'originalité d'associer organiquement des groupes qui se sont développés séparément chez les garçons. La foi chrétienne ou l'identité juive se manifestent explicitement dans les temps de formation spirituelle séparée qui complètent les activités éducatives communes ; les protestantes et les israélites partagent certaines activités confessionnelles des garçons. Les Éclaireuses constituent un milieu ouvert où les libres échanges stimulent les convictions en favorisant la maturation spirituelle ou civique, voire politique, des jeunes filles.

La défaite et l'avènement du maréchal Pétain avec ses promesses de redressement ouvrent au scoutisme dès l'été 1940 un champ d'action nouveau.

II 1940 - 1941 : le scoutisme au pouvoir ?

Perturbés par la mobilisation, puis par l'exode et la captivité en Allemagne, les mouvements scouts se réorganisent en zone non occupée dite « libre » où le nouveau pouvoir les appelle aussitôt à participer à son œuvre.

¹⁰ Comme les futurs historiens François-Georges Dreyfus à Bédarieux (Gérard Cholvy et Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme. Quel type d'homme ? Quel type de femme ? Quel type de chrétien ?*, Cerf, 1994) et Pierre Vidal-Naquet à Marseille (*Mémoires*, 1. *La brisure et l'attente*, Seuil-La Découverte, 1995).

« Nous sommes au pouvoir », déclarera le chef SdF Charles Célier¹¹, qui a contribué avec Henry Dhavernas, au cabinet du ministre Paul Baudouin, à créer en juillet 1940 la nouvelle administration de la Jeunesse¹². Ainsi a été nommé directeur de la Jeunesse Pierre Goutet, dirigeant de la Route SdF. Il crée les services et définit une politique en s'appuyant sur des anciens des mouvements de jeunesse, dont de nombreux scouts, pour contenir la pression des maurrassiens et des admirateurs de l'Allemagne nazie. Le réseau de notables compétents qu'ont tissé les SdF est mobilisé pour l'encadrement des jeunes qu'entreprend le nouveau régime.

Trois des initiatives prises dans ce but avec l'appui gouvernemental ont à leur tête des chefs SdF. Dans les Chantiers de la Jeunesse, le général et commissaire scout de La Porte du Theil s'entoure de jeunes officiers, souvent anciens routiers, et nomme aumônier général son ami le P. Forestier. Les Compagnons de France, nouveau mouvement destiné à encadrer les 6/7^{es} des adolescents qui ne l'ont pas encore été, est lancé par Dhavernas avec André Cruiziat (dirigeant de la Route SdF) et des représentants des autres mouvements, confessionnels et laïques, éducatifs et politiques, dont les EU (Jean Gastambide) et les EDF¹³. Enfin Pierre Schaeffer, créateur de la Route SdF des grandes écoles et ami intime de Goutet et de Cruiziat, crée l'association Jeune France qui s'adresse aux artistes. Seule l'École des cadres de Dunoyer de Segonzac n'est pas née des SdF, bien que plusieurs de ses « chefs » aient été scouts. Dans les Maisons de jeunes, autre innovation, s'investissent d'anciens EDF.

Les Scouts de France ont donc, avec l'armée, le premier rôle dans les débuts de la politique de la Jeunesse ; le général Lafont, leur « chef scout », est d'ailleurs lié au Maréchal. Goutet, contesté comme administrateur, est coiffé peu après par Georges Lamirand, secrétaire général à la Jeunesse, puis remplacé en janvier par Louis Garrone, directeur de la Formation des jeunes ; tous deux ont des attaches avec le scoutisme, l'un comme vice-président des Equipes sociales de Garric et l'autre comme collaborateur à l'École des Roches et gendre de Bertier, ancien président catholique des EDF.

¹¹ Propos rapporté dans François Bloch-Lainé et Claude Gruson, *Hauts fonctionnaires sous l'Occupation*, Ed. Odile Jacob, 1996, p. 161.

¹² Garric, fondateur des Equipes sociales et disciple de Lyautey. Sur ces débuts, voir *Une Utopie combattante...*, *op. cit.*

¹³ Voir Rozenn de Kerangal, *Un mouvement de jeunesse entre Révolution nationale et Résistance : Les Compagnons de France 1940-1944*, thèse d'histoire, Université de Reims, 1999.

Les mouvements scouts, après avoir participé à l'accueil des réfugiés, sont requis en septembre pour l'Entraide nationale des jeunes, créée par le secrétariat général à la Jeunesse (SGJ) pour prendre en charge les jeunes déracinés et privés d'emploi par la guerre. Le SGJ demande aux mouvements de jeunesse de créer des écoles régionales de cadres, qu'il subventionnera, pour former rapidement des directeurs et moniteurs de centres de jeunes chômeurs. Les volontaires ainsi recrutés ouvrent, après un bref stage à l'École des chefs de la Faulconnière (futur Uriage), quinze écoles régionales, dont onze relèvent des mouvements scouts (cinq des SdF, trois des EDF et trois des EU). Ils s'inspirent de l'enseignement de la Faulconnière en le simplifiant ; l'éducation globale qu'ils visent comporte une éducation civique fondée sur les thèmes des allocutions du Maréchal. Les Scouts de France affirment vouloir faire « des écoles scoutées de France [...] écoles de service scout [...] imprégnées de l'esprit des camps scouts aussi bien que de l'esprit d'Uriage¹⁴ ». Mais le SGJ retirera dans l'été 1941 la gestion des Écoles régionales aux mouvements, qui forment leurs chefs dans leurs propres camps-écoles.

Entre temps les six mouvements scouts ont accompli une mutation décisive en décidant de se lier organiquement. Ils créent en septembre 1940 le Scoutisme français, fédération de mouvements distincts qui se présenteront unis face à l'extérieur et rapprocheront leurs structures et leurs méthodes. Surmontant leurs divergences, ils définissent un « dénominateur commun » en matière religieuse (inspiration chrétienne et respect de toutes les croyances) et morale (sens de l'honneur, « perfectionnement corporel et spirituel au service du prochain et de la Patrie »)¹⁵. « Le Scoutisme est une école de civisme, qui veut former des citoyens actifs, joyeux et utiles », ajoutent-ils sans préciser le contenu de ce civisme ni évoquer le Maréchal ou son programme. Le général Lafont, élu Chef-scout de la fédération, sera assisté par les commissaires généraux des trois principales associations masculines ; André Basdevant, auparavant secrétaire général du BIF, dirigera le secrétariat exécutif. Les EIF restent en retrait, bénéficiant d'une protection efficace jusqu'en 1942 ; les mouvements féminins participent aux délibérations, au second plan. Le scoutisme catholique, le mieux accordé au nouveau climat, fera cause commune, sans renoncer à ses convictions, avec ceux qui le sont moins. Ses partenaires, satisfaits de ne pas être isolés, acceptent son leadership en freinant son conformisme enthousiaste.

¹⁴ Circulaire du Quartier général des SdF, 6 février 1941, *Une Utopie combattante...*, p. 287.

¹⁵ Charte de l'Oradou (*Le Chef*, organe officiel des chefs EDF, novembre 1940).

Le scoutisme a opéré cette courageuse « révolution » et donné l'exemple de l'abandon des particularismes au nom de l'unité nationale (peut-être sous la pression des services de la Jeunesse) dans la crainte d'une propagation de l'esprit nazi et dans la perspective de « la revanche » qu'est censé préparer le Maréchal. Mais Pétain annonce aussi une réforme morale par l'éducation ; les mouvements scouts s'accordent pour en accepter le principe, mais ils n'ont pas les mêmes arrière-pensées.

Les six mouvements, soucieux d'éducation morale et d'union patriotique, étrangers à la politique mais hostiles aux totalitarismes et impatientes de « servir », pratiquent un légalisme qu'ils interprètent diversement, du loyalisme de façade à l'engagement civique plus ou moins prononcé et à l'adhésion enthousiaste.

Un loyalisme légaliste s'impose pour le développement du scoutisme sous un régime bien disposé. Les scouts, y compris les EIF¹⁶, participent en zone « libre » aux cérémonies officielles avec leurs célèbres uniformes, et se rendent utiles à l'appel des autorités. Cette présence voyante leur donne une allure quasi officielle, modèle de maréchalisme et exemple de foi généreuse, de discipline et de solidarité. Cette façade ne traduit pas une adhésion politique, mais un réel engagement civique, lié à la conviction que la défaite a donné raison au scoutisme, en montrant la nécessité des vertus qu'il développe. On célèbre chez les SdF « l'heure du scoutisme¹⁷ », car « les événements ont montré que c'était la Route qui avait raison, et ses appels [...] ont pris, depuis quelques mois, une valeur prophétique. [...] Ses principes d'éducation] apparaissent aujourd'hui comme ceux-là même qui doivent être proposés à toute la jeunesse française »¹⁸. De la « convergence » objective des principes affirmés par le Maréchal avec le patrimoine moral et social du scoutisme, on déduit que les scouts et routiers « précurseurs de cette Révolution nationale [...] pour le service d'autrui, de la famille et de la Patrie » sont « à l'aile marchante du redressement français¹⁹ ».

Les SdF multiplient les déclarations d'entière allégeance (« le premier devoir est aujourd'hui d'obéir [...] obéir loyalement, complètement, joyeusement, à la scoute²⁰ »), les éloges du Maréchal et

¹⁶ Dans la garde d'honneur du Maréchal pour la fête de Jeanne d'Arc de 1942 à Vichy, c'est un EIF (le plus ancien des chefs scouts locaux) qui commande le détachement scout (*Les Éclaireurs israélites...*, *op. cit.*, p. 87).

¹⁷ Éditorial du P. Forestier, *Bulletin de liaison des aumôniers scouts*, avril 1941.

¹⁸ P. Goutet, « Notes sur la Route 1941 », *La Route des Scouts de France*, février 1941.

¹⁹ Formules de chefs SdF dans *Le Chef*, octobre 1941 ; voir le message du Maréchal à « [ses] chers scouts », novembre 1941.

²⁰ « La Vie du pays », dans *La Route des Scouts de France*, novembre 1940.

l'identification de son programme avec leurs idéaux. Les dirigeants installés en 1940 à Lyon s'accordent en ce sens. Si le général Lafont, représentant officiel du Scoutisme français, observe discrétion et prudence politique, l'équipe du commissaire général Eugène Dary s'engage explicitement, jusqu'à assimiler « la Révolution de 1940 » à la reprise en main d'une troupe en déconfiture par un scoutmestre modèle²¹. Les consignes d'unité et d'obéissance sont répétées : « Profitez de cette chance qui fut refusée à vos aînés de vivre dans un État qui veut l'unité de son peuple. [...] Du jour où le Maréchal a lancé ses appels, tout est clair. Quelle libération d'avoir un Chef et de pouvoir obéir [...] Quand le Chef décide du sort du pays dont il est responsable et quand il compte ses fidèles, le temps n'est pas de discuter sur cette fidélité²² ». Les périodiques du mouvement ont cependant au début des audaces, à propos des Juifs ou d'une nécessaire « collaboration avec les Français des autres familles spirituelles »²³.

Les cheftaines des Guides de France sont politiquement plus discrètes, leur civisme, moins marqué par les mythes de chevalerie, restant surtout social. N'ayant pas la même familiarité avec les fonctionnaires du SGJ (bien qu'elles y trouvent, « en pays de connaissance », des hommes « avec qui on peut parler »²⁴), elles sont surtout attentives à l'expérience inédite de la coopération avec les mouvements autres (masculins, non scouts ou non chrétiens). L'équipe dirigeante de Clermont-Ferrand garde un lien étroit avec celle de la zone occupée et le climat familial d'honneur militaire de plusieurs responsables les pousse à la réserve envers l'idéologie officielle. Chez elles davantage peut-être que chez les SdF, la proximité avec l'épiscopat qui veille jalousement sur l'indépendance des mouvements catholiques joue, non certes pour les détourner de l'allégeance au régime, mais pour limiter le poids du gouvernement qui les subventionne.

Les EIF, prêts à faire preuve de dévouement civique et à participer à l'effort national, sont contraints après les lois antisémites d'octobre 1940 de dissocier leur patriotisme d'un impossible soutien au régime. Conscients d'être « responsables de la totalité de la jeunesse juive » qu'ils doivent sauver²⁵, ils sont décidés à agir pour sa sauvegarde physique et

²¹ « 1940, une Révolution », message posthume du commissaire national de la branche scoute SdF P.-L. Gérin, *Scout*, février 1942. Voir *L'utopie SdF...*, *op. cit.*

²² E. Dary, « Position française », *Ibid.*, décembre 1941.

²³ A. Cruiziat, « Le Scout est fils de France », *Ibid.*, février 1941.

²⁴ *Le Scoutisme au féminin...*, *op. cit.*

²⁵ Exposé de Gamzon au Conseil des commissaires de Moissac, août 1940 (*Les EIF...*, *op. cit.*, p. 60).

morale parallèlement au légalisme de leurs activités extérieures dans le Scoutisme français. Installés à Moissac, ils accueillent, légalement ou non, de jeunes Juifs étrangers dans leurs maisons d'enfants et centres ruraux. Devant la menace qui pèse sur le peuple juif, Gamzon donne une place accrue à sa culture traditionnelle et aux activités religieuses qu'anime l'aumônier général du mouvement Samy Klein.

Les EU, si respectueux soient-ils du Maréchal et attachés à l'ordre et à la morale, sont armés, par leur culture de minoritaires et l'influence barthienne, contre la propagande officielle ; leur chef Gastambide est lié à Georges Casalis et Charles Westphal, animateurs de la Fédé. Avec les Éclaireuses Unionistes (FFEU), ils sont intégrés au Conseil protestant de la jeunesse, présidé par le pasteur Boegner, qui place les organisations de jeunesse protestantes sous l'autorité des Églises, garantes de leur indépendance et de leur fidélité chrétienne face à l'État. Les EU sont également associés à l'action de la Cimade auprès des victimes de la guerre et des internés dans les camps²⁶.

Les EDF, déconcertés par la disparition de la République et par les attaques contre l'enseignement public et la franc-maçonnerie, se sont associés à la condamnation des erreurs passées et au vœu de réforme morale. Ayant réformé leurs structures et accepté que la charte du Scoutisme français évoque « la recherche de Dieu » et les « devoirs envers lui », ils entendent contribuer à « l'union entre tous les Français et la reconstruction de la Patrie²⁷ ». Constatant que le scoutisme est appelé « à servir dans des domaines qui jusque là échappaient à sa compétence », ils sont décidés à « insérer harmonieusement [leur] effort dans l'effort national de redressement", l'appel du Maréchal à l'effort reprenant "des mots d'ordre qui [leur] ont toujours été chers²⁸ ». Leurs périodiques évitent toutefois le culte de Pétain et l'éloge de la Révolution nationale ; ils invoquent la liberté de conscience, convaincus que la civilisation française, aujourd'hui menacée, repose sur l'alliance de plusieurs traditions, ce qui implique un « inventaire des valeurs françaises²⁹ » et le

²⁶ Le Comité Inter-Mouvements Auprès Des Evacués, organisme caritatif créé par les mouvements de jeunesse protestants, est alors présidé par Violette Mouchon, ancienne dirigeante FFEU ; Madeleine Barot, secrétaire du CPJ, en est la secrétaire générale.

²⁷ « Résolutions du Conseil des commissaires (Auvillars, 10-11 septembre 1940) », *Le Chef* (organe officiel de l'association EDF), octobre 1940. En contrepartie, le choix de Basdevant comme secrétaire du Scoutisme français, puis celui de François comme suppléant du Chef-scout valorise les EDF face au poids des SdF

²⁸ André Lefèvre, commissaire général, « Notre mission », *Ibid.* ; Rapport moral du commissaire national François, *Ibid.*, janvier 1941.

²⁹ « Objectifs des EDF pour 1942 », *Ibid.*, octobre 1941.

refus de l'esprit totalitaire. Les ouvrages de François Goblot et Jean Libmann, animateurs d'un actif bureau d'études, développeront ces thèmes³⁰. Le commissaire François, présentant les objectifs civiques des EDF qui assument un « véritable service public », attestera leur « loyalisme absolu et constant à l'égard de l'État, à l'égard du chef de l'État », mais s'interrogera aussi : « Il s'agit de savoir si la France continuera à vivre comme une nation souveraine, ayant une personnalité propre et une mission spirituelle à remplir, ou si elle ne sera plus qu'une nation déchue, enchaînée matériellement et surtout spirituellement...³¹ ». Le loyalisme se charge dans l'année 1941 de réserves croissantes qu'encouragent les EU, dont « la conscience exigeante » éclaire la « convergence des pensées » entre les deux mouvements³².

Le mouvement féminin FFE met pour sa part un soin particulier à préserver, sinon à accentuer, sa culture pluraliste qui comporte, chez les aînées au moins, la confrontation des opinions ou convictions, avec une attention particulière au sort de la minorités juive. Là aussi, les Unionistes exercent une influence importante, grâce à la solide armature doctrinale qui étaye leur réticence devant le conformisme maréchaliste.

Certains chefs SdF vont au-delà de ce loyalisme civique. Le P. Doncœur, redevenu aumônier de la Route, développe en 1941 et 1942 une théologie politique qui réclame de la conscience chrétienne une adhésion inconditionnelle à la personne et à l'action du Maréchal ; l'aumônier général Forestier enseigne une doctrine similaire aux cadres³³. Doncœur montre le chef de l'État investi d'une mission providentielle qui doit susciter un respect religieux, car il rétablit au fondement de la nation française le sens du sacré qu'elle avait perdu³⁴. Lorsque les mots d'honneur et de fidélité, de tradition et de salut reprennent leur sens au cœur de la vie publique, les critiques doivent céder la place à un engagement résolu derrière le chef. C'est alors un devoir de conscience

³⁰ *La Vie spirituelle chez les Éclaireurs de France ; La France généreuse.*

³¹ P. François, « Au service d'une jeunesse unie », *Ibid.*, octobre 1941 ; Id., « Pour le chef de clan : Où en est la Route EDF ? », *Ibid.*, août-septembre 1941.

³² *Les Éclaireurs de France...*, *op. cit.*, p. 242.

³³ Il signe l'éditorial du *Bulletin de liaison des aumôniers scouts* mensuel, un billet spirituel dans *Le Chef* mensuel et des articles dans *La Revue des Jeunes*.

³⁴ Paul Doncœur, « L'engagement, dialectique de la conscience civique », *Cité nouvelle*, 10 décembre 1941 ; Id., *Péguy, la Révolution et le sacré*, Mâcon, L'Orante, 1942. C'est alors seulement que se justifie l'expression « théologie politique » que Ch. Guérin (*L'Utopie SdF...*) applique à la mystique SdF dans les années trente.

pour le chrétien d'obéir aux actes du gouvernement, quelque imparfaits qu'ils paraissent³⁵.

Le P. Donccœur connaît le nazisme, dont son christianisme incarné veut combattre la séduction, mais il néglige de former le jugement politique de ses fidèles. Sa mystique connaîtra une apothéose et manifesterà ses limites dans le pèlerinage de la jeunesse à Notre-Dame du Puy qu'il organise avec Forestier pour le 15 août 1942³⁶. Ils rassemblent de nombreuses unités SdF, routiers surtout, et des délégations d'autres mouvements devant Lafont, Dary, de nombreux évêques et des représentants du SGJ porteurs d'un message du Maréchal. Dans une intense ferveur patriotique et religieuse, des célébrations grandioses exaltent la tradition de la France chrétienne, meurtrie et renaissante ; on prie la Vierge pour la conversion, l'intégrité et la liberté de la patrie, sans ouvrir d'autres perspectives que l'union derrière le Maréchal et le dévouement jusqu'au sacrifice à ces causes sacrées.

Après un essai malheureux de Goutet (un projet de Charte de la jeunesse jugé trop contraignant), Garrone négocie avec les principaux mouvements (scouts et confessionnels) un statut des organisations de jeunesse³⁷. Répudiant toute unification autoritaire, il opte pour un pluralisme limité et contrôlé dans l'esprit de la révolution nationale. Par la procédure de l'agrément, l'État reconnaîtra officiellement les mouvements qui représentent les « familles spirituelles ». Ils recevront des subventions et des aides (vivres pour les camps) et garderont leur spécificité spirituelle et éducative, contre l'engagement de surmonter leurs particularismes et de faire œuvre civique (formation théorique et activités). Garrone obtient des mouvements réunis à Uriage une déclaration minimale : ils sont décidés à servir « la communauté nationale », à restaurer « les communautés naturelles [qui sont] l'âme de la France » et la foi dans « les valeurs spirituelles » et à rester, sous l'égide du SGJ, « étroitement et organiquement unis, ouverts à tous et au service de tous pour la Révolution nationale et le relèvement de la France ». Les EDF résument : « refaire la Communauté française, dans le

³⁵ Dans les Chantiers de la Jeunesse, le commissaire général et l'aumônier général inculquent un enseignement civique analogue.

³⁶ Voir Dominique Avon, « Le pèlerinage du Puy 12-15 août 1942 », *Revue d'histoire de l'Église de France*, n° 211, 1997.

³⁷ Sur la politique du SGJ à l'égard des mouvements de jeunesse, voir *Une Utopie combattante*, *op. cit.*

respect et le maintien de ses spiritualités, de ses traditions et de sa civilisation », en évitant de citer la Révolution nationale³⁸.

Le scoutisme français obtient le premier l'agrément, le 24 juillet³⁹. Tandis que l'épiscopat négocie celui de l'action catholique, le CPJ annexe à la demande des mouvements protestants une déclaration très ferme (de Casalis et Gastambide) qui rappelle leur caractère « missionnaire ». Le message biblique s'adressant à tous les hommes sans discrimination, ils se refusent à exclure aucune catégorie de jeunes ; au nom de l'unique Seigneurie du Dieu de la Bible, ils subordonnent l'obéissance à l'État à celle qui est due à Dieu, ce qui leur impose le rejet de toute idéologie totalitaire, du racisme et du culte de la force. Le SGJ accepte implicitement ce texte en donnant son agrément au CPJ le 29 août. Ainsi les EU et la FFEU sont « agréés » à un double titre, et leur position particulière au sein du Scoutisme est fondée en doctrine. Les EIF sont inclus dans l'agrément du Scoutisme français, par qui transitent les subventions et les aides. Les mouvements agréés sont liés organiquement avec le SGJ, le Chef-scout est membre du Conseil de la Jeunesse. Garrone, dont les collaborateurs sont des anciens et des amis des mouvements, tient à leur coopération sans laquelle la « politique de la jeunesse » serait vide⁴⁰.

Ainsi le scoutisme, sans être directement « au pouvoir » et quoique plusieurs de ses composantes soient réservées, collabore avec le pouvoir dans le domaine relativement abrité de la jeunesse. Son idéal moral et patriotique et le sentiment d'une occasion à saisir l'ont amené à remplir un devoir civique à la limite d'un engagement politique derrière le gouvernement, avec le risque d'une instrumentalisation.

En zone occupée, les autorités allemandes ont interdit par ordonnance du 28 août 1940 toute association privée, mouvements de jeunesse compris. Les QG repliés en zone sud nomment des dirigeants confirmés à la tête des groupes de zone occupée devenus semi-clandestins, qui dissimulent le scoutisme sous l'étiquette d'œuvres religieuses ou sociales tolérées. Les unités SdF et GdF, souvent liées à une paroisse ou à un collège, se camouflent facilement en patronages ou œuvres de piété, tandis que les EU deviennent associations paroissiales

³⁸. « Déclaration commune des mouvements de jeunesse français », communiqué du SGJ, 19 juin 1941 ; « Un grand mouvement, un grand champ. d'action », *Le Chef*, juillet 1941.

³⁹ Ch. Guérin (*L'Utopie SdF.*, p. 246) juge cette date tardive, à tort puisque la procédure d'agrément n'est définie qu'en juin 1941.

⁴⁰ Voir les témoignages de Michel Dupouey et de Jean Moreau (chefs successifs du bureau des mouvements) dans *Les Cahiers de l'animation*, 49-50, *op. cit.*

mixtes sous le nom de « groupes B ». Certains EDF sont maquillés en équipes jeunes de la Croix Rouge (ainsi que des éclaireuses neutres), d'autres en groupes du Touring Club, associations scolaires ou centres d'apprentissage, tandis que les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active abritent les stages de formation de chefs. En août 1942, une nouvelle ordonnance instituera une tolérance conditionnelle, sauf en zone interdite.

Le SGJ, qui a besoin comme en zone sud de cadres pour les centres de jeunes chômeurs, charge Jean Jousselein, chef EU expérimenté, d'en former. Entouré d'une équipe de scouts, de jécistes et de jocistes, il ouvre à Sillery en octobre 1940 l'École de cadres de l'Île de France, puis au château de Charaintru le Centre de formation des cadres supérieurs, dit École des Ténors. Il y forme, comme à Uriage, des délégués à la Jeunesse et des animateurs pour les centres régionaux de formation. Après l'armistice Jousselein, alors commissaire national, avait donné aux EU des consignes de dignité et de fidélité aux causes pour lesquelles on s'était battu : le respect de tout homme (« fût-il israélite ou noir »), la liberté de penser, de croire et d'exprimer ce qu'on estime juste⁴¹. Sous occupation allemande, il réussit à communiquer à ses stagiaires son tonus patriotique et moral et son humanisme pluraliste, antidote à la propagande collaborationniste ou pro-nazie comme à l'esprit de démission résignée⁴². Aussi est-il démis de cette fonction au printemps 1941.

Les mouvements scouts « clandestins » se développent dans un esprit sensiblement différent de celui de la zone sud. Vichy est lointain et compte peu en regard des difficultés de la survie. Arborer, dans un local ou dans la nature, uniformes et insignes et hisser les couleurs est là pure manifestation patriotique, sans l'équivoque maréchaliste de la zone libre ; le défi à l'occupant, l'espoir de libération éclipsent la question de l'allégeance à Vichy.

Il n'est pas aisé de qualifier cette activité interdite. Contribuer, contre la loi de l'occupant, à la survie d'une organisation qu'il tient pour dangereuse, est-ce une forme de « résistance civile »⁴³ ? C'est évidemment « résister » à l'emprise totalitaire en maintenant des espaces de libre respiration ; c'est enseigner aux jeunes la désobéissance aux injonctions du pouvoir oppressif et la nécessité de le combattre. Une

⁴¹ « Dernière heure », message aux chefs EU, *Le Lien - L'équipe - Sois prêt*, 7 juillet 1940.

⁴² Textes de causeries et de "mots d'ordre" quotidiens, Institut d'histoire du Temps présent (dossier communiqué par L. Christien).

⁴³ Voir Jacques Semelin, *Sans armes face à Hitler. La Résistance civile en Europe 1939-1943*, Payot, 1989.

ancienne cheftaine, évoquant les camps où l'on hissait les couleurs « au fond d'un jardin, avec une grande fierté », ajoute : « C'était un peu notre mode de résistance⁴⁴ ». Entretenir ainsi un esprit de résistance ne constitue pas un engagement dans la Résistance proprement dite, mais peut le préparer.

Chaque mouvement s'efforce d'autre part de maintenir son unité malgré la démarcation des zones, frontière psychologique autant que matérielle. Les SdF préservent une unité réelle sur le plan technique, exprimée par la solidarité financière, sans éviter la divergence des mentalités : au nom du même devoir civique, on s'emploie ici à soutenir l'action du Maréchal et là à s'opposer à l'ennemi. À la Libération, la réunification se fera au prix du remplacement de Dary à la direction du mouvement par son adjoint de zone nord Delsuc. Les Guides paraissent avoir mieux maintenu l'unité des esprits, sans doute parce que les choix patriotiques et politiques sont moins prégnants pour elles, mais aussi grâce aux efforts de la présidente Marie-Thérèse de Kerraoul, nièce de Lyautey, qui parcourt les deux zones en assurant la relation avec la vice-présidente et déléguée pour la zone sud Marguerite-Marie Michelin ; leurs échanges, en accord avec le cardinal Suhard et Mgr Courbe d'un côté, avec le cardinal Gerlier de l'autre, contribuent la cohésion de l'équipe dirigeante⁴⁵.

Le scoutisme français manifeste aussi sa vitalité hors de la métropole, dans l'Empire (avec le développement en Afrique du nord des EIF et celui des scouts musulmans dont les chefs EDF demandent après 1942 l'intégration au Scoutisme français) et dans les camps de prisonniers où les clans attirent à la Route de nouvelles recrues ; suspectées parfois de conformisme pétainiste, ces unités semi clandestines cultivent un patriotisme militaire anti-allemand. À Londres se crée dès 1940 une Fédération des Éclaireurs français qui regroupe des membres des quatre associations masculines sous la présidence d'honneur du général de Gaulle ; elle milite pour la cause de la France libre plus qu'elle ne développe des activités proprement scoutées.

III. Des combats et des choix

Le civisme patriotique des mouvements scouts évolue à mesure que le régime de Vichy se durcit, que son élan initial s'efface et que s'affirme la lutte entre la Résistance et l'occupant avec ses séides. Les scouts

⁴⁴ Témoignage de Jacqueline Brien (GdF) dans *Le Scoutisme...*, *op. cit.*

⁴⁵ *L'utopie SdF...*, *op. cit.* ; *Le Scoutisme au féminin...*, *op. cit.*

mènent avec les autres mouvements deux combats, contre les projets de « jeunesse d'État » et face à la persécution des Juifs, avant d'affronter la crise du STO.

Dans le gouvernement Darlan (février 1941-avril 1942), les partisans d'une Révolution nationale autoritaire (Pucheu à l'Intérieur et Marion à l'Information et Propagande) réclament une politique plus ferme envers les mouvements de jeunes, dont le loyalisme ne leur paraît pas sûr. Ils dénoncent leur complaisance envers l'esprit démocratique, voire anarchiste propagé par des « démocrates chrétiens » (!) comme Mounier (certes actif auprès d'eux, scouts compris). En 1941, les fidèles du Maréchal « apolitiques », attachés au pluralisme et à conserver le soutien des Églises, déjouent une tentative de mainmise sur le SGJ⁴⁶.

En mars 1942, la commission du Conseil national sur les questions de jeunesse amorce une reprise en mains, contre une prétendue « objection de conscience » censée ruiner la discipline nationale. On décide, en respectant le pluralisme qui demeure le dogme du Maréchal, de définir une doctrine civique obligatoire pour tous les mouvements. Symbole de la situation ambiguë du scoutisme, Lafont, La Porte du Theil et Boegner siègent comme juges chargés d'évaluer les acteurs, parmi lesquels Forestier et François. Laval étant revenu au gouvernement, les vœux de la commission resteront sans suite.

Abel Bonnard, nouveau ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, remplace Garrone et ses collaborateurs et confie la Jeunesse à Georges Pelorson, qui rêve d'une Révolution nationale pure et dure. Se heurtant à l'opposition des mouvements agréés, il tente de les coiffer par une nouvelle organisation, les Equipes nationales, dans lesquelles le SGJ mobiliserait tous les jeunes pour des tâches civiques. La résistance des mouvements groupés dans un « Conseil privé » le fait reculer, mais il entreprend de réviser les formules d'agrément. La suppression de l'École d'Uriage, puis le renvoi de Lamirand (mars 1943) signent la ruine de la politique de la Jeunesse lancée par des chefs SdF en 1940. Le scoutisme a contribué à l'échec des tentatives de « jeunesse d'État » ; derrière sa façade de loyalisme, il s'est rapproché d'organisations, comme l'ACJF, qui deviennent opposantes.

Le soutien du Scoutisme français aux Éclaireurs israélites est très net jusqu'à la mi-1942. Un journal SdF a publié après le premier statut un courageux article sur les Juifs, qui incite le chrétien et le Français à se montrer à leur égard « fidèle à la justice [et] à la loi de charité⁴⁷ ». À

⁴⁶ Voir Halls, *Les jeunes...*, *op. cit.* et *Une Utopie combattante...*, *op. cit.*

⁴⁷ J. Chaperot, *La Route des scouts de France*, janvier 1941 (*Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 36).

plusieurs reprises, le Scoutisme français, appuyé par les autres mouvements, réussit à empêcher l'application de mesures de discrimination⁴⁸. Lorsque la création de l'UGIF amène la dissolution de toute organisation juive autre que les consistoires (décembre 1941), le général Lafont obtient du commissaire général aux Questions juives Xavier Vallat l'assurance que l'activité EIF pourra se poursuivre sous le couvert de la 4^e direction de l'UGIF et sous le contrôle du SGJ auprès duquel le Scoutisme français sera le garant du respect des principes scouts⁴⁹. Ce fragile arrangement vaut au début de 1942, quand Lafont inspectant la maison de Moissac félicite sa direction. Il périclité, bien que des chefs EIF participent au camp Cappy en juillet, lorsque Darquier de Pellepoix succède à Vallat et que se déclenche en France la solution finale. Le Chef-scout se plaint en privé de Gamzon, qui compromet le Scoutisme français en agissant aux marges de la légalité et accueille abusivement des étrangers. Darquier, en dissolvant en mars 1943 la 4^e direction de l'UGIF, met fin à l'existence légale des unités EIF dont certaines seront camouflées par les Éclaireurs neutres ou protestants. Les EU soutiennent leur secrétaire général Mendel, protestant « de race juive » à qui est interdit en juillet 1942 le séjour à Vichy ; l'association se transfère alors à Valence. Les EDF maintiennent en fonction leurs chefs d'origine juive comme Marcel Lévy-Danon.

En Algérie, les Juifs membres des EDF, privés de la nationalité française et soumis au *numerus clausus*, ont dû quitter le mouvement neutre pour les EIF, qui survivent dans le Scoutisme français. Ils peuvent ainsi, selon Léon Askenazi, préserver leur statut de « minorité nationale de religion juive au sein de l'ensemble français » malgré les mesures d'exclusion de Vichy ; l'amour de la culture et des valeurs françaises enseigné par le mouvement de Gamzon les aide à continuer à se penser Français.

Avec Gamzon, les aînés et chefs et cheftaines des EIF se partagent entre activités légales et clandestines, dans « la Sixième » (section de l'UGIF) dont la fonction officielle couvre un réseau de sauvetage des enfants, ou ailleurs - en 1944 dans l'Armée juive ou le maquis du Tarn.

⁴⁸ Les SdF font taire, lors d'une réunion à Uriage en juillet 1941, un antisémite qui réclamait l'exclusion des EIF ; les mouvements, Scoutisme français compris, bloquent des projets interdisant aux Juifs l'accès aux Auberges de la jeunesse (*Une Utopie combattante...*, p. 344) ou aux étrangers l'adhésion aux mouvements (*Les Protestants français...*, p. 177 ; André Basdevant, « Les services de jeunesse pendant l'Occupation », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 56, octobre 1964).

⁴⁹ Notations tirées de *Juifs, Français et scouts...*, *op. cit.*, p. 101.

De jeunes éclaireurs aussi participent aux sauvetages, comme à Lyon en août 1942 pour la dispersion des enfants extraits du centre de Vénissieux.

Le drame de la déportation provoque des réactions divergentes dans le scoutisme juif. Son secrétaire général Marc Haguenau, qui mourra aux mains de la Gestapo, affirme son amour de la France ; il se bat pour elle comme pour la survie des Juifs, dans la conviction que les lois antisémites lui ont été dictées par les Nazis. D'autres se rallient au sionisme en se détachant de l'identité française, ou insistent sur l'identité culturelle ou religieuse juive à sauver autant que les vies. La situation des jeunes cachés parmi les chrétiens fait problème ; on s'interroge sur ces « nouveaux marranes » qui, Juifs le shabbat et chrétiens le dimanche, dissimulent et mentent au mépris de la loyauté scout. Au printemps 1944, l'Équipe nationale des EIF mobilise tous ses cadres en leur donnant le choix : travailler au sauvetage, passer en Espagne ou prendre les armes en France.

Des scouts non juifs, notamment des cheftaines éclaireuses, ont participé aux réseaux de sauvetage, comme à Paris l'assistante sociale Micheline Bellair dite « Topo » qui pénètre au camp de Beaune-la-Rolande, et à Grenoble la pharmacienne catholique Isaure Luzet, ancienne cheftaine FFE⁵⁰.

Après 1942, l'échec de la Révolution nationale est patent et il n'est plus question de mobiliser la jeunesse à son service. Parmi les dirigeants scouts, les enthousiastes de 1940, désormais plus réservés, se consacrent à l'action éducative, les réticents sont devenus plus ou moins activement opposants.

En février 1943 le Service obligatoire du Travail, décret de réquisition pour le travail dans l'industrie allemande des classes 1941 à 1943, pose aux mouvements de jeunesse un épineux problème de morale civique et, pour les chrétiens, religieuse⁵¹. Les scouts qui ont promis de se montrer loyaux et obéissants ne doivent-ils pas donner l'exemple de la soumission à la loi de l'État, surtout quand son chef réclame un sacrifice personnel au nom de l'intérêt national. Mais est-ce servir la patrie que de contribuer à forger les armes de l'ennemi qui l'opprime ? Le débat ne peut être public, mais chefs et aînés en discutent ; les chrétiens reçoivent des Églises des réflexions ou des consignes divergentes. L'épiscopat considère d'abord la réquisition comme une contrainte injuste mais

⁵⁰. Toutes deux « Justes des nations » (Lucien Lazare, *Le Livre des Justes*, J.-C. Lattès, 1993, p. 202 et 205).

⁵¹ Voir Jacques Duquesne, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Grasset, 2^e éd., 1986, p. 273 et suivantes ; Renée Bédarida, *Les catholiques dans la guerre 1939-1945*, Hachette, 1998, p. 185-203.

inévitables, à subir en esprit chrétien de sacrifice. Il s'aligne ensuite sur la position du cardinal Liénart : « Ce [n'est pas] un devoir de conscience d'accepter le STO [...] on peut donc s'y dérober sans péché⁵² ». La Fédération protestante de France condamne plus vigoureusement, au nom de l'Évangile, des mesures de réquisition qui traitent le travail en marchandise, comme l'ACJF qui a protesté dès le 6 mars⁵³.

Si l'obéissance à une loi injuste n'est pas un devoir de conscience, il reste, pour ceux qui le peuvent, à choisir de subir la contrainte ou de s'y soustraire, c'est à dire passer dans l'illégalité en se cachant, voire en répondant à l'appel des résistants dont les Comités anti-Déportation font du refus un devoir patriotique et proposent une aide aux réfractaires. Des routiers, EDF et EU surtout, s'engagent ainsi aux côtés de membres de l'ACJF, de militants politiques et de diffuseurs de la presse clandestine, dont les *Cahiers du Témoignage chrétien* qui développent les raisons spirituelles de refuser le départ. Inversement, les dirigeants des routiers SdF, avec la JOC, incitent les jeunes catholiques à répondre généreusement à un double appel : appel de la solidarité avec leurs frères ouvriers qui n'ont pas le choix et qu'on ne doit pas laisser partir seuls, appel de l'apostolat parmi ces masses déracinées, nouveau milieu à évangéliser.

La Route SdF préconise « en face de l'inévitable » une attitude de service : « soutenir les hommes pour qu'ils soient les témoins de la France » et donne ses consignes aux partants⁵⁴ ; pour le QG et l'aumônerie générale, c'est la seule attitude possible. Les routiers optent selon les conseils reçus des familles, de camarades, d'ainés et aumôniers. Certaines unités sont des foyers de refus du STO et de préparation au maquis. Ainsi les deux clans routiers universitaires de Lyon dont les chefs, conseillés par des jésuites proches de la Résistance spirituelle, tirent de leur ferveur patriotique de pèlerins du Puy la résolution de participer au combat⁵⁵. Le P. Donœur, qu'ils invitent à s'expliquer, leur présente l'alternative : passer en Espagne pour rallier l'armée régulière ou partir en Allemagne en chrétiens et apôtres ; il exclut qu'ils se « planquent » ou prennent le maquis. En quasi totalité, ces routiers appelés au STO en 1943 seront réfractaires, et beaucoup passeront au maquis.

⁵² Déclaration du 21 mars 1943, texte dans *Revue du Nord*, 238, été 1978, p. 684.

⁵³ *Les Protestants français...*, p. 182 ; J. Duquesne, *op. cit.*, p. 276.

⁵⁴ J. Chaveyriat, *La Route des SdF*, 1^{er} mars 1943.

⁵⁵ Témoignage de René François, Musée de la Résistance de Lyon, 1994.

IV. Les engagements décisifs

Des chefs scouts sont devenus activistes de la collaboration, cadres de la Milice (le chef départemental à Toulouse, le secrétaire départemental de l'Ariège) ou de la Waffen SS française (le délégué régional à Grenoble, également auxiliaire de la Gestapo)⁵⁶. Ces choix singuliers semblent résulter davantage d'itinéraires particuliers et du jeu des circonstances que de la formation scout.

Dans l'été 1943, un envoyé de la France combattante, Louis Fraval, a mené en France une mission d'information auprès des organisations de jeunesse, dont il rend compte au commissariat à l'Intérieur d'Alger⁵⁷. Piloté par Claudius Petit, il a rencontré les dirigeants, leur a présenté la France combattante et leur a proposé d'y adhérer secrètement. Il leur est demandé de rejeter l'armistice et de refuser toute collaboration avec le gouvernement de Vichy, sans en excepter le Maréchal ; ils pourront continuer leur activité éducative légale, en s'associant à la lutte contre la déportation et en réalisant des études pour Alger. L'accord, facile avec l'ACJF, se limite avec le CPJ, qui tient à son statut non politique, à prévoir contacts et informations. Basdevant, dont la collaboration est acquise, explique à Fraval comment le Scoutisme français a coopéré avec le SGJ avant 1942 et saboté ensuite les initiatives gouvernementales ; jugeant le scoutisme favorable dans son ensemble à la Résistance, y compris les cadres SdF, il estime que l'attitude légaliste des dirigeants SdF (Lafont et Forestier surtout) empêche un engagement net de la fédération.

Fraval obtient l'accord complet des EDF, l'engagement de la FFE à coopérer et pour les EU, qui restent sur la réserve comme le CPJ, une liste de chefs à contacter. Basdevant a déconseillé à Fraval de rencontrer les dirigeants SdF, préférant lui remettre une liste de chefs favorables. Chez les Guides, Mme de Kerraoul, qui connaît l'activité clandestine de certaines cheftaines, n'accepte pas d'engager le mouvement. Quelle qu'ait été la suite de ces contacts⁵⁸, ce rapport confirme l'évolution de nombreux scouts, surtout EDF, vers l'adhésion à la Résistance et au Comité d'Alger, et l'opposition à cet engagement des dirigeants SdF de zone sud. Attachés indéfectiblement à la personne du Maréchal et à son rôle de garant de l'unité nationale et de l'ordre public menacés, ils tiennent le gaullisme pour une dissidence d'émigrés et la Résistance

⁵⁶ J.-J. Gauthé, *Le scoutisme en France...*, *op. cit.*, p. 126-127.

⁵⁷ Rapport Fraval (Archives du CFLN, AN, 72 AJ 67) communiqué par J.-J. Gauthé.

⁵⁸ À Alger, les ordonnances du CFLN des 2 octobre 1943 et 27 mai 1944 reconnaissent le Scoutisme français comme membre du Conseil de la jeunesse.

intérieure pour une dangereuse sédition dominée par le communisme international.

Deux annéciens, proches disciples du P. Doncœur, se séparent alors de lui, le chef de clan Clément Gardet, ancien cadet qui conteste sa théologie politique, et son ami le chef de secteur Paul Thisse qui a manifesté au Puy son désaccord. Ils refusent, malgré l'ordre du QG, de participer à une cérémonie aux côtés du SOL, future Milice qui pourchasse les résistants ; Thisse démissionne des SdF⁵⁹. Un des chefs des clans lyonnais, Jacques Fournier, démissionne également et gagne le maquis des Glières. Son ami Jacques Molé avait doublé la Route universitaire d'un groupe clandestin, le « clan Notre Dame des Maquis », qui préparait les étudiants, par des conférences, des exercices spirituels et un entraînement paramilitaire, à la lutte armée ; devenu "Emmanuel" au maquis du Trièves, il leur écrit pour leur rappeler les raisons, avec ou sans STO, de prendre les armes⁶⁰. En Rhône-Alpes d'autres disciples de Doncœur, de Forestier ou de La Porte du Theil, jeunes officiers notamment, passeront outre à leurs consignes en prenant des commandements dans les maquis ; l'influence de la résistance spirituelle, avec l'exemple de l'équipe d'Uriage, a supplanté celle des fidèles du Maréchal.

À Paris l'inspecteur des Finances François Bloch-Lainé, lié à Doncœur et Forestier, est chef de routiers SdF clandestins, puis responsable de la Route en zone occupée dont l'abbé Jean Badré est l'aumônier⁶¹. Entrés séparément en Résistance, tous deux évitent rigoureusement de mêler cet engagement à leur activité éducative scout. Le premier, chargé de hautes fonctions clandestines⁶², conserve malgré tout son attachement au scoutisme catholique (« ma maison ») et des relations confiantes sur ce plan avec les aumôniers et les responsables de zone sud.

Les itinéraires vers la Résistance de routiers SdF sont variés. Jean Peyrade, ancien cadet fidèle au P. Doncœur, responsable routier et membre fondateur des Amitiés scout, pèlerin du Puy, est employé aux Chantiers de la jeunesse à Toulouse jusqu'en janvier 1944 ; il se lie alors à la Résistance militaire, qui en fait à la Libération le directeur régional

⁵⁹ Témoignages cités par D. Avon, « Le pèlerinage du Puy... », art. cité.

⁶⁰ Emmanuel est arrêté et tué par la Milice en mai 1944. Voir Albert Darier, *Tu prendras les armes*, Grenoble, Imp. Veyret-Picot, 1974.

⁶¹ Témoignage de F. Bloch-Lainé dans *Hauts fonctionnaires...*, *op. cit.*, p. 160-165 ; Mgr Jean Badré, *Un homme d'Église dans l'histoire*, Nouvelle Cité, 1990.

⁶² Il préside le Comité financier de la Délégation générale du CFLN en France.

de l'Information⁶³. Son ami Michel Pérotin, chef de clan routier clandestin à Bordeaux et fils d'un pacifiste disciple de Sangnier est passé au maquis dès 1943 ; Jean Traversat, chef routier modèle de Limoges et pèlerin du Puy, fils d'un chef scout résistant, déserte des Chantiers en 1943 quand son groupe est requis dans une usine d'armement, et passe à la clandestinité⁶⁴.

De jeunes officiers qui ont rejoint les Forces françaises libres ou encadré les maquis sont ou ont été scouts, tel François Garbit qu'une réflexion personnelle sur le devoir patriotique et chrétien amène à choisir en Afrique la dissidence. Avec lui, le lieutenant « Tom » Morel, mort en chef du maquis des Glières, incarne un type d'officier patriote formé par le scoutisme catholique⁶⁵.

Chez les EDF, le chef Jean Estève, capitaine FFI « Stéphane », devient l'animateur des maquis-écoles de zone sud. Le responsable du mouvement en zone nord, Pierre Dejean, arrêté en 1943, meurt à Mauthausen ; le Livre d'Or publié par les EDF après la Libération témoigne de l'engagement de leurs membres, parfois d'unités entières, dans les maquis.

Les protestants sont très attentifs, au témoignage de Gabriel Nahas, à tenir l'activité de résistant séparée de celle de chef EU, quoique le mouvement et l'uniforme soient parfois d'utiles couvertures des activités illégales. L'enseignement de l'Église pouvait être à l'origine de l'engagement résistant, celui-ci restait affaire personnelle qui ne devait compromettre ni la sécurité de l'Église ni celle de ses membres : « Nous ne pouvons pas laisser l'Église être prise en otage⁶⁶ ». Guy de Rouville, industriel à Vabre et responsable des routiers EU. du Midi-Pyrénées, dirige un maquis dont les premiers membres, en février 1943, sont des routiers qu'il a préparés à s'engager « pour le combat de la liberté⁶⁷ ».

Le scoutisme féminin partage, sous d'autres formes, cette inclination vers un engagement patriotique. L'équipe dirigeante des Guides a des liens avec la Résistance militaire et patriotique. Marguerite-Marie

⁶³ Jean Peyrade, *Sur fond de laine. Témoignage sur le vécu quotidien des années quarante*, Editic, 1994 ; témoignage dans *Le Scoutisme...*, *op. cit.*

⁶⁴ Pérotin est tué au sortir des combats du Vercors (*Sur fond de laine*, p. 95-96) et Traversat, devenu permanent des MUR, en juin 1944 (Roger Guichardan, *Jean Traversat, scout routier. Un héros de la Résistance*, Bonne Presse, 1945).

⁶⁵ François Garbit, *Vers le plus grand amour. Lettres*, Namur, Ed. du Soleil levant, 1962 ; Id., *Dernières lettres d'Afrique et du Levant (1940-1941)*, St-Maur-des-Fossés, Ed. Sépia, 1999 ; André Ravier, *Lieutenant Tom Morel. Etre de lumière et entraîneur d'hommes*, Le Sarmant-Fayard, 1990.

⁶⁶ *Les Protestants français...*, p. 305.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 306-307.

Michelin, dont la famille compte plusieurs résistants, est arrêtée en juillet 1944 pour avoir abrité un suspect et déportée. Antoinette Reille, cheftaine hébergée chez sa parente commissaire de province, aide son mari, officier engagé dans l'Armée secrète de Haute-Savoie, et recrute des agents de liaison parmi les guides aînées. À la base, l'influence de certains aumôniers (le chanoine Gèze à Toulouse) fait lire et diffuser le *Témoignage chrétien* clandestin. Dans Strasbourg germanisée, la commissaire de district Lucienne Welschinger anime dès 1940, avec des cheftaines, la filière d'évasion dite « réseau des Pur-Sang ».

Parmi les activités clandestines des scouts requis (ou volontaires) pour le travail en Allemagne, on connaît surtout la participation de routiers SdF, aux côtés de jocistes, à l'action catholique clandestine. C'est une forme d'engagement civique, dans la mesure où ces jeunes catholiques, en luttant contre la démoralisation et la soumission au pouvoir nazi, veulent en témoignant de leur foi au Christ exprimer aussi leur fierté patriotique⁶⁸. Des chefs routiers (Pierre Pinault à Berlin, Gaston Raoult en Rhénanie, Jacques Etevenon à Leipzig avec son ami jésuite et compagnon du pèlerinage au Puy Henri Perrin, Bernard Perrin en Saxe) et des recrues récentes (Jean Bernier, conquis au Stalag par la Route) animent les réunions de prière et les Groupes d'amitié. Ces routiers ont accepté consciemment la réquisition, guidés par la mystique Donœur : le devoir chrétien d'apostolat et l'idéal d'exemplarité héroïque et de fraternité du scoutisme a primé chez eux les réflexions sur le devoir civique et chrétien de l'heure au nom desquelles d'autres refusent le départ.

Le civisme moral et patriote cultivé par les mouvements scouts français a rencontré dans ces années la politique, de deux manières : d'abord avec les propositions d'un pouvoir ami à Vichy qui obtient la coopération du scoutisme, ensuite lors des choix qu'ont dû faire les dirigeants et les aînés au temps du STO et de l'affirmation de la Résistante unie, porteuse de l'honneur du pays contre un gouvernement de collaboration. Le scoutisme n'a pas été globalement prisonnier de l'équivoque mystificatrice de Vichy, il a largement servi la Résistance en lui apportant des chefs dévoués et entraînants, mais la principale de ses composantes s'est divisée, la direction des Scouts de France en zone sud restant attachée à une vision politico-religieuse qui prônait la fidélité au maréchal en condamnant la désobéissance et la subversion. D'autre part les associations ont fait l'expérience de leur solidarité dans le « scoutisme

⁶⁸ Voir Charles Molette, « *En haine de l'Évangile* », Fayard, 1993 (recension des militants de l'action catholique clandestine morts en détention et susceptibles à ce titre d'être considérés comme martyrs par l'Église).

Bernard COMTE

français », de la coopération avec les autres mouvements de jeunesse et d'un engagement nouveau dans la vie publique. De cette périlleuse épreuve d'institutionnalisation, dans laquelle le « scoutisme » dénoncé par Mounier en 1944⁶⁹ a manifesté ses faiblesses, est sorti un scoutisme mûri, prêt à exercer sur un mode nouveau sa responsabilité civique.

⁶⁹ « La jeunesse comme mythe et la jeunesse comme réalité. Bilan 1940-1944 », *Esprit*, décembre 1944.

DU NATIONALISME À L'IDÉE EUROPÉENNE. LES SCOUTS DE FRANCE (1939-1989)

Bernard GIROUX

Commençons par la fin. 1989, année marquée à la fois par la célébration du Bicentenaire de la Révolution française et par la chute du Mur de Berlin. Cette même année, les pionniers Scouts de France se retrouvent à Euroscopie. Il s'agit d'un grand rassemblement international, organisé à Strasbourg. Les pionniers ne s'y rendent pas comme des ambassadeurs de la France mais comme des jeunes volontaires et motivés pour participer à la construction européenne. Ils y entonnent l'un de leurs chants fétiches, *Le vent des prophètes*, dans lequel ils défendent les droits de l'homme victimes des idéologies et des guerres.

La guerre, justement, éclatait cinquante ans auparavant, en 1939. Pas de chants en faveur de la paix ou des droits de l'homme. Les Scouts de France s'engageaient gravement au service de la nation.

Etait-ce du nationalisme ? Par nationalisme, il faut comprendre l'attachement d'un individu à sa nation comme à une valeur suprême, comme un groupe auquel il appartient et dont les intérêts priment sur tout le reste.

Si tel est le cas, cela signifie que les intérêts de cette nation passent avant ceux de toutes les autres communautés, quelles qu'elles soient.

Autres communautés nationales bien sûr. En ce sens, l'intérêt de la France passe avant celui de l'Allemagne ou de l'Italie.

Mais autres communautés de tout type, y compris celles auxquelles il pourrait par ailleurs aussi appartenir : sa famille, sa classe d'âge, sa classe sociale, sa communauté religieuse...

Cela signifie enfin, et surtout, que les intérêts de la nation passent avant ceux de l'individu. La nation prime sur l'individu et si l'on doit sacrifier le second pour la première, on le fera.

L'idée européenne est aux antipodes de ce nationalisme. Non seulement, elle ne privilégie aucun des intérêts nationaux des pays

membres, mais elle court-circuite le représentant des intérêts de la nation qu'est l'État.

Elle le court-circuite par en haut, parce qu'elle génère des abandons de souveraineté et crée des normes supranationales, qui s'imposent aux États.

Elle le court-circuite également par en bas parce qu'elle se donne d'autres valeurs supérieures et intangibles. Ces valeurs, depuis cinquante ans, ce sont celles des droits de l'homme, c'est-à-dire des droits de l'individu qui passent alors avant ceux de l'État et de la nation.

En 1939, les Scouts de France sont plutôt nationalistes ; en 1989, ils sont ouvertement défenseurs de l'idée européenne en 1989.

Comment les Scouts ont-ils pu modifier si radicalement la hiérarchie de leurs valeurs entre ces deux dates ? A quels moments cela s'est-il produit ? Dans quelle mesure est-ce une spécificité du mouvement ? C'est sur ces questions que je vous invite à réfléchir dans les minutes qui suivent.

1. *France et chrétienté mêlées*¹ (1939-1946)

Revenons à 1939. La date a été choisie à la fois comme un point final, celui de la maturation des idées de l'entre-deux-guerres, et un comme un point de départ, celui d'une première période, que l'on peut faire courir jusqu'en 1946, et qui va bousculer ces idées d'avant-guerre. De quoi s'agit-il ?

1.1 La croisade contre la société laïque

D'abord du sentiment religieux. La religiosité des Scouts de France, telle qu'elle est apparue dans les années vingt et s'est confirmée dans la décennie suivante, est très marquée par le discours de l'Action française².

Elle prend un aspect nettement médiéval. L'ascétisme y est très poussé. La référence aux chevaliers et aux croisés du Moyen Age est omniprésente dans les discours, les illustrations, jusque dans les noms de groupes paroissiaux³. Ces scouts que l'on veut former auront à mener une

¹ L'expression est d'André Cruziat dans la revue *La Route*, février 1941

² Malgré sa condamnation par Rome en 1926. Pour la religion des Scouts de France avant 1939, voir les deux principaux ouvrages historiques sur l'association. Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France. L'évolution du mouvement des origines aux années 80*, Paris, Cerf Histoire, 1985. Guérin Christian, *L'utopie Scouts de France*, Paris, Fayard, 1997.

³ P. Laneyrie a étudié les noms de groupe d'après l'Annuaire des Scouts de France de 1930. Il note la fréquence des noms de Jeanne d'Arc, Guynemer, Saint Louis,

nouvelle croisade : reconquérir la société, en y restaurant la place légitime de Dieu, et les valeurs qu'elle inspire⁴. Ces valeurs sont celles que les Scouts mettent au cœur de leurs activités : la Foi d'abord, la défense des communautés naturelles dirigées par leurs chefs naturels, l'unité, la pureté, la virilité et le sens de l'effort... *Nous voulons une société plus scout.*⁵ écrit le commissaire national de la branche Route en 1937. Tel est l'objectif.

Quant à la stratégie suivie pour l'atteindre, c'est une stratégie de conquête, de prise d'assaut. Il ne s'agit pas de promouvoir des idées, de discuter un projet de société avec d'autres, mais plutôt de l'imposer. En quelque sorte, les Scouts sont détenteurs de la Vérité, et non en recherche de celle-ci. D'où leur rejet du dialogue, souvent qualifié de « bla bla », et leur préférence pour l'action. La démocratie n'est pas nécessaire. Pis, elle est à l'origine de divisions néfastes, futiles et contraires à l'idéal d'unité⁶.

1.2. La reconquête de la nation

Mais à cet esprit de croisé, qui rêve d'un ordre social de type thomiste, s'est ajoutée une valeur bien plus contemporaine : le nationalisme.

Parce que le scoutisme s'implante en France pendant la Première Guerre Mondiale, parce que les Scouts de France eux-mêmes naissent en 1920, c'est à dire dans une période où le nationalisme est proche de son apogée. Il imprègne alors bien des mentalités, notamment chez les militaires catholiques, qui deviennent les premiers cadres de l'association.

Bayard.... Cf. Laneyrie, *op. cit.* p. 119. Rappelons néanmoins que ce thème n'est en rien l'exclusivité des Scouts de France. On le retrouve à la même époque, dans d'autres mouvement de jeunesse, même hors de France et même à l'école laïque. Pour exemple, se reporter à l'introduction de ce livre par G. Cholvy, et à la présentation des premiers mouvements scouts en Belgique, de T. Scaillet.

⁴ Cette volonté de reconquête, impulsée de Rome, se retrouve dans une large partie du catholicisme français, l'ACJF par exemple affiche la même ambition de former des élites pour restaurer le christianisme. La différence tient au fait qu'il s'agit d'aller chercher ces futures élites dans les milieux traditionnellement dominés (ouvriers, paysans) et non catholiques. Cf. Cholvy Gérard, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Cerf, Paris, 1999, p. 205.

⁵ P. Goutet, *La Route*, octobre 1937

⁶ En cela, les Scouts de France se distinguent nettement des mouvements d'Action Catholique et d'une partie de l'épiscopat qui, après la condamnation de l'Action française en 1926, accepte progressivement les pratiques démocratiques et entament un « second ralliement » à la République qui ne s'achève qu'en 1945. Cf. Fouilloux Etienne, *Fille aînée de l'Église ou pays de mission ?* dans Rémond René, Le Goff, Jacques, *Histoire de la France religieuse*, Tome IV, Paris, 1992.

A quoi ressemble-t-il, ce nationalisme ?

D'une part il puise dans le sentiment patriotique que l'on retrouve chez presque tous les responsables de l'association. Ce sentiment, c'est un attachement à la terre, aux coutumes, à la langue, à l'Histoire de ce pays. Les responsables scouts le transmettent à leurs adhérents en les faisant parcourir cette terre, en leur demandant de connaître certains héros ou certains épisodes de l'Histoire nationale.

Ce patriotisme, pourrait n'être qu'un simple attachement pacifique à un monde attachant parce que familier. Mais de la même manière que la Foi est le soubassement d'une croisade contre la société laïque, ce patriotisme constitue un terreau pour une action offensive, pour un combat contre l'ennemi. Il ne s'agit pas d'aller affronter un peuple qui menacerait la nation. La Première Guerre Mondiale a laissé assez de souvenirs dans les têtes des anciens combattants pour que ce nationalisme n'ait plus rien de belliqueux⁷. Non, l'ennemi de la nation, il est en France même. C'est le régime démocratique et républicain. C'est cette troisième république née d'une défaite militaire, qui a martyrisé la religion chrétienne, a donné le pouvoir au Front Populaire et facilité la corruption et la paresse des Français.

Du coup, défendre la nation, signifie faire revenir la France à sa situation pré-révolutionnaire et pré-industrielle, lorsqu'elle n'était ni une République, ni une société laïque. Il y a cohérence, voire confusion, entre l'action menée pour Dieu et celle pour la nation. La confusion entre nation et religion est monnaie courante dans les propos des dirigeants. Quelques exemples tirés de la fin des années trente ou du début de la décennie suivante : un numéro de *La Route*, destinée aux aînés⁸ interpelle ainsi ses lecteurs : *Puisonz par nos prières dans ce patriotisme prodigieux*. Peu après, le responsable national Route, André Cruiziat intitule son propos : *France et chrétienté mêlées*⁹, et l'aumônier Général, le Père Forestier baptise le sien *Saint Philippe*¹⁰. Philippe, c'est le Maréchal Pétain, chef de l'État français.

Grâce à cette confusion, il n'y a pas vraiment conflit entre servir Dieu et servir la nation. Tout bon catholique doit d'abord servir Dieu, donc la nation française. Le nationalisme se justifie.

⁷ Même si ce pacifisme s'estompe un peu à l'approche de la Seconde Guerre mondiale.

⁸ *La Route*, novembre 1937

⁹ A. Cruiziat, *La Route*, février 1941

¹⁰ M.-D. Forestier, *La Route*, Mai 1941

1.3. Les droits de l'homme restent secondaires.

Persiste néanmoins un malaise. Car certains ont conscience que la protection de la personne, œuvre de Dieu et à ce titre infiniment précieuse, est aussi un devoir religieux. Que faire lorsque la protection de cette personne est en contradiction avec le bien de la nation ? Bien des Scouts ont du donner des réponses alambiquées à cette question. En général, c'est la nation qui prime.

Ainsi, Pierre Goutet, le Commissaire National Route. Après l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, il rédige un article assez instructif¹¹. En faisant référence à *Mein Kampf*, il déplore l'Anschluss. Pourquoi ? Non pas par sympathie ou affinité culturelle avec le peuple autrichien. L'idée qu'il puisse y avoir une communauté de destins entre les peuples d'Europe n'est pas encore à l'ordre du jour. Non pas, non plus, par défense des droits de l'homme ou du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. *Laissons d'autres s'affoler et crier à l'assassinat de l'Autriche et faire des meetings*. Non, ce qui l'inquiète, c'est qu'Hitler a clairement annoncé son intention d'attaquer la France. Et que celle-ci, divisée, paresseuse, tombée en déchéance ne lui paraît pas prête à résister. Il appelle donc les Scouts à muscler leur corps et leur caractère afin, le jour venu, de vaincre l'ennemi futur. En Hitler, c'est avant tout l'ennemi de la nation que l'on perçoit.

Quelques mois plus tard néanmoins, un article dénonce clairement les exactions nazies contre les Juifs, procédés qui font horreur aux Scouts et mettent leurs auteurs en marge de l'humanité¹². Ici, l'attachement aux droits de l'homme est nettement affirmé. Mais est-ce une valeur supérieure ? La fin de l'article en indique plutôt un autre :

rien ne dit qu'un jour, ils ne tourneront pas leur fureur contre nous. Soyons forts pour nous faire respecter.

Résumons nous : la primauté est accordée à la défense de la nation, souvent confondue avec celle de la religion. Les droits de la personne, s'il en est question, ne viennent qu'après.

Cet état d'esprit dure jusqu'à la Libération, et même au delà car le renouvellement des dirigeants nationaux n'intervient qu'en 1946¹³, avec

¹¹ P. Goutet, *La Route*, Avril 1938.

¹² *La Route*, Janvier 1939.

¹³ Christian Guérin, *op. cit.*, p. 291 a fait remarquer qu'il n'y a pas vraiment d'épuration au QG, au sortir de la guerre. Il ajoute qu'il n'y a pas vraiment d'épuration dans l'épiscopat français non plus.

l'arrivée deux personnalités qui joueront un rôle de premier plan et dont l'action contribuera à l'évolution des mentalités : Michel Menu devient commissaire national Éclaireurs, Michel Rigal, commissaire national Route.

2. La « révolution copernicienne » (1946-1964)¹⁴

À la fin de la guerre, et pour une vingtaine d'années, l'association s'engage dans une mutation idéologique radicale, et qui ne se fera pas sans déchirures. Elle modifie à la fois son rapport à la religion et à la nation.

2.1 Le nationalisme déconfessionnalisé (1946-54)

Et notamment, elle apprend à distinguer la première de la seconde. Illustrons cela par les activités des jeunes. En 1948, Michel Menu lance aux éclaireurs la proposition *raiders*. Il s'agit de proposer aux troupes de s'investir dans un des domaines retenus nationalement¹⁵. Les plus brillantes parmi ces troupes seront officiellement reconnues par le QG et recevront le privilège de porter un béret vert et pour certains membres, un insigne particulier. C'est un succès complet. Les adolescents redoublent d'effort pour obtenir l'investiture. En 1956, ils sont 5 000, soit 10 % des éclaireurs, à appartenir à une troupe raiders. Ils sont devenus un modèle pour les éclaireurs. Et les activités modernes dans lesquelles ils s'illustrent (sauvetage, kayak, motocyclette...) font oublier les références néo-médiévales d'avant-guerre. Il n'est plus question d'imiter croisés ou chevaliers mais bien plutôt des héros modernes, militaires si possibles, héroïques de toute façon. Le scoutisme catholique s'est offert un lifting.

Ce changement d'univers identitaire est essentiel parce qu'il permet de distinguer nettement la fidélité due au Christ de celle accordée à la nation. Choisir un militaire et non un croisé, c'est déconfessionnaliser le modèle éducatif des scouts. Plus de discours sur la France, Fille aînée de l'Église ou sur Saint Philippe. Aimer Dieu et une chose. Servir sa patrie en est une autre.

Se pose alors de nouveau la question qui embarrassait tant les responsables nationaux d'avant-guerre : en cas de conflit entre les deux, que conseiller aux jeunes adhérents ? Fidélité à la nation ou à la religion ?

¹⁴ L'expression est empruntée à C. Guérin, *Demain*, décembre 1990.

¹⁵ Quatre domaines à l'origine : connaissance de la nature, sport, technique ou services civils.

La question se repose avec d'autant plus de vigueur que la situation a changé. L'action de l'épiscopat pendant la Seconde Guerre a culpabilisé une bonne part des catholiques ; les guerres coloniales, et surtout la guerre d'Algérie à partir de l'appel au contingent, confrontent directement routiers et chefs à ce dilemme.

Michel Rigal résume assez bien le point de vue de Menu à ce sujet :

Il s'agit d'une double fidélité. Fidélité totale à la France (patrie et nation) et fidélité à Dieu. La contradiction éventuelle ne saurait être surmontée que dans une conscience douloureuse convaincue de son péché considéré comme inévitable. Au nom du christianisme, je ne choisirai jamais contre la France exprimée par son État légal. En conséquence, il importe d'abord de maintenir la France à un haut niveau de puissance.¹⁶

Cette tendance de Michel Menu à faire passer la nation avant la Foi est globalement celle de l'Équipe Nationale Éclaireurs, mais on la retrouve dans l'ensemble du mouvement, et à tous les niveaux hiérarchiques. Même à la Route, où le nationalisme bat de l'aile, elle reste bien présente. Par exemple, lorsque, dès 1949, Jean Rivero¹⁷ présente et soutient l'amorce de la coopération européenne, il précise que les Scouts ont trois raisons *également fortes* d'y participer. Trois raisons ! Dans l'ordre : parce qu'ils sont scouts, donc fraternels, parce qu'ils sont Français, c'est-à-dire du peuple *qui a le plus reçu de l'Europe et lui a le plus donné*, enfin parce qu'ils sont chrétiens, donc avides d'unité sur terre. La Foi ne prime pas ; elle n'est que l'une des trois sources d'engagement et ici, la dernière.

2.2 La nouvelle suprématie des droits de l'Homme (1954-1958)

La hiérarchisation inverse devient pourtant de plus en plus fréquente. La Foi passe avant la nation. Mais cette Foi, dans le même temps, change de visage. Signalons deux changements :

D'une part, elle change d'ennemi : la fraternité des camps ou de la résistance, le discrédit de la société thomiste, le ralliement des chrétiens à la nouvelle République¹⁸ ont enterré les attaques catholiques contre la République et la démocratie. On ne redoute plus que le régime accélère le recul de la pratique religieuse. La nouvelle crainte, c'est l'indifférentisme, surtout celui des jeunes. Comme en réaction, les

¹⁶ Lettre de M. Rigal à Mgr Lallier, 11 juin 1956. Citée dans Guérin, *op. cit.*, p. 364.

¹⁷ Jean Rivero, *La Route*, Février 1949.

¹⁸ E. Fouilloux parle assez justement de *second ralliement*. E. Fouilloux, *op. cit.*

discours des aumôniers du mouvement se feront plus radicaux, exigeant d'eux une Foi vigoureuse, sans concession.

Dans le même temps, cette Foi se centre de moins en moins sur la figure du Christ comme un modèle rayonnant de pureté. Ce que l'on met en avant, c'est désormais le Christ du Golgotha, souffrant comme un homme. C'est d'ailleurs l'homme, œuvre de Dieu et à ce titre, porteur de droits imprescriptibles, qui tend à devenir la valeur suprême aux yeux des scouts. Dès lors, accorder la priorité à la Foi, c'est l'accorder aux droits de l'homme.

C'est la Route dirigée par Paul Rendu et le Père Liège qui proclame le plus bruyamment et le plus radicalement ces positions ; c'est Michel Rigal devenu commissaire général en 1952, qui les fait avancer le plus efficacement.

Que dit l'aumônier national Route à propos de la Foi ? *Le Christ n'est pas une hypothèse de vie, c'est un absolu. On est pour ou contre lui. Il a absolument raison ou n'est pas Dieu.*¹⁹ La Foi oblige le jeune à adopter des jugements nets et tranchés, dont les conséquences doivent se retrouver dans ses actes²⁰.

L'homme opprimé qu'il devra secourir, l'équipe Route le voit partout : en Algérie bien sûr, où il prend le visage de l'indigène, mais aussi dans le monde ouvrier, que brime la société capitaliste, ou dans le Tiers Monde, lui aussi victime de ce capitalisme. Le Père Liège l'explique à plusieurs reprises :

Votre appartenance à un mouvement de jeunesse et plus spécialement à un mouvement chrétien vous oblige à regarder du côté de l'Afrique du nord.²¹ Cet homme à demi-mort pris en charge par le Samaritain, saviez-vous qu'il représente aujourd'hui plus d'un milliard et demi d'hommes sous-alimentés, sous-logés, sous-cultivés (...) dont plus de huit millions en Algérie ?²²

¹⁹ P. A. Liège, *La Route*, Juillet-août 1956, p. 4-8.

²⁰ Il y a, chez le Père, une constante volonté d'avant-gardisme perdue encore plusieurs années. C. Guérin a d'ailleurs bien mis en évidence le fait que l'influence du Père dans le mouvement se poursuit au-delà de son départ. Guérin Christian, *op. cit.*, p. 387. En témoignent les propos du nouveau Commissaire National Route quelques années plus tard : *C'est à nous, jeunes chrétiens, que revient ce devoir non facultatif d'être ici et là, les témoins et les précurseurs.* J. Vigier, *La Route*, novembre 1964. En échos, Michel Menu répond : *Tous les garçons du monde ne sont pas à quatorze ans hantés par le spectre du capitalisme.* Cité dans Guérin *op. cit.*, p. 361.

²¹ *Ibid.*

²² P. A. Liège, *La Route*, Novembre 1956.

Les jeunes adhérents sont ainsi confrontés à un absolu. Parallèlement, les commissaires nationaux n'en restent pas moins attachés à la patrie, voulant lier sentimentalement le jeune à cette communauté naturelle et concrète que l'on chérissait tant avant guerre. Michel Rigal est très clair sur ce point : *la place de la patrie ne saurait rester vide, pas plus que celle de la famille ou de Dieu*²³. La Père Liège l'avait été plus encore auparavant :

Eglise, famille, patrie. Telles sont les communautés fondamentales : celles dans lesquelles nous avons reçu et ne cessons de recevoir la vie. Nous y sommes enracinés très profondément. Il serait grave de l'oublier.(...)²⁴

Le patriotisme est donc bien là²⁵. Cependant le Père poursuit :

Mais en premier lieu l'Église, dans la communauté des hommes rassemblés et mis en ordre par Jésus Christ. Seule, elle est immortelle, anticipation de la patrie définitive où Dieu nous fera habiter. Seule, elle appelle mon service sans restriction jusqu'au martyre s'il le fallait. Ensuite seulement dans les autres communautés. (...) ...ne mettez pas tout sur le même plan. Servez-vous de vos communautés humaines, faites y œuvre d'amour et de justice, mais n'acceptez jamais d'y travailler en contradiction avec l'Évangile.

Liège aura eu le tort de parler trop radicalement et le premier. Mais dans les années suivantes, revient ce refus d'accorder un primat à la nation. Et le prudent Michel Rigal répète régulièrement en public ce que Liège osait dangereusement peu avant. En 1962 :

...la nation n'est pas un absolu. Tout en étant une réalité supérieure, elle est aussi dans la main de Dieu

Puis en 1964 :

...notre patriotisme ne saurait se transformer en nationalisme. (...) je ne saurais faire mienne et je pense nous ne saurions faire notre la sentence anglaise : « Right or wrong, it is my country ». Mon pays a toujours raison.

²³ M. Rigal, *Le Chef*, Février 1958.

²⁴ P. A. Liège, *La Route*, Septembre-octobre 1956.

²⁵ Dans une formule en trois temps qui n'est d'ailleurs pas sans risque car elle rappelle étrangement un certain « Travail, famille, patrie ».

Il ne reste alors qu'à renoncer au nationalisme dans les textes officiels. C'est fait dans la nouvelle formulation de la Loi scout en 1962. L'article 2 qui proclamait : *Le scout est loyal à son pays, ses chefs et ses subordonnés* devient significativement : *Le scout est loyal dans toute sa vie*.

2.3 Le ralliement à la démocratie (1958-64).

L'article du Père Liège témoigne d'une autre mutation dans les mentalités.

On parle volontiers de sentiment filial et de sentiment patriotique. Attention : il ne s'agit pas de sentimentalité. L'attachement purement sentimental et affectif pour sa famille et sa patrie est quelque chose d'enfantin. Il faut le dépasser pour devenir membre libre et responsable des communautés dans lesquelles on est enraciné²⁶

Présenté comme un membre libre et responsable dans les communautés humaines, le Routier a donc le droit de posséder un avis divergent de celui généralement admis dans sa communauté. Cet avis, il peut le promouvoir, ou bien le modifier au fil de son expérience. La voie semble ouverte au dialogue, à la confrontation d'idées, donc à la démocratie²⁷.

À partir de 1957, et pour quelques années, Michel Rigal obtient la nomination à tous les postes clés de l'association de personnalités²⁸ qui estiment que la Vérité réside dans le dialogue et le partage de points de vue et non pas dans une doctrine.

Le commissaire général y est acquis depuis longtemps. En 1958, il le dit publiquement à ses chefs à propos de la nation²⁹ :

²⁶ P. A. Liège, *La Route*, septembre-octobre 1956.

²⁷ Dans les faits, les responsables nationaux ne donnent pas l'exemple, refusant eux-mêmes tout compromis. De sorte que la seule issue en cas de désaccord est l'affrontement et la défaite de l'un des deux camps. C'est ce qui se produit en 1956, avec la démission de Menu, puis en 1957, avec celle de l'équipe Route. Pour comprendre l'évolution de la Route dans les années cinquante, voir Giroux Bernard, *Religion et politique La Route Scouts de France 1945-1965*, Mémoire de maîtrise, Paris-X-Nanterre, 1996.

²⁸ Jacques Bassot à la Route, François Lebouteux aux Eclaireurs, Émile Visseaux comme commissaire général adjoint et le Père Perrot pour aumônier national.

²⁹ M. Rigal, *Le Chef*, février 1958. La conception de la France comme un être pluriel, qui trouve dans ces différences une source de richesse vient de Péguy mais aussi de l'esprit de la Résistance chrétienne. Cf. Comte Bernard, *L'honneur et la conscience Catholiques français en résistance 1940-44*, Paris, Editions de l'atelier, 1998. p. 240.

Nos divisions ne doivent pas nous scandaliser, elles ne doivent pas nous diviser ; la France est un dialogue, et ce qui fait l'originalité de la France, c'est précisément d'être ce dialogue.

Ce qui est vrai pour la nation va le devenir pour la religion. Par le concile Vatican II, l'Église reconnaît officiellement la nécessité du dialogue dans tous les domaines, y compris confessionnel. L'équipe nationale, trouvant enfin une confirmation publique et officielle de ses idées encense alors ouvertement la diversité, même religieuse. L'article « *Islam* » que publie *La Route* en 1964³⁰ a pour sous-titre : *Toutes les religions ont du vrai* et le frère Mousse y précise que l'homme n'est lui-même que dans son rapport aux autres, qu'il ne peut trouver sa Foi que dans la rencontre. Quelques mois plus tard, un article sur le concile précise à son tour :

...chacun est tenu de suivre la voie de sa propre conscience. C'est la reconnaissance de la primauté de cette conscience personnelle qui doit être proclamée dans la déclaration sur la liberté religieuse.³¹

En 1965, lorsque s'achève le concile, le grand saut identitaire est fait. Les derniers nationalistes désertent l'association. Les valeurs catholiques, notamment la primauté de la personne humaine, ont désormais la priorité. Parallèlement à ce renversement de la hiérarchie des valeurs, les Scouts de France s'habituent au dialogue démocratique, dans tous les domaines. Compte tenu de l'ampleur des changements, on peut considérer que les deux décennies qu'ils ont réclamées sont un laps de temps bien court.

3. La génération européenne

La période qui s'ouvre ensuite, et que nous arrêterons en 1989, est à peine moins riche en querelles. En revanche, les changements idéologiques sont moins nets.

Le nationalisme n'est plus de mise et même les références à la patrie se raréfient. Désormais c'est une communauté concurrente qui a pris le dessus : on pourrait l'appeler la génération, la jeunesse, et cette jeunesse réclame d'être entendue. C'est très net autour de l'année 1968 mais aux Scouts de France, cette revendication était en vogue bien auparavant et perdurera bien au-delà.

³⁰ J. Mousse, *La Route*, juillet-août 1964.

³¹ F. Biot, *La Route*, juillet 1965.

3.1 La jeunesse, nouvelle communauté fondamentale

En effet, dès les années cinquante, Michel Rigal était conscient que la jeunesse devenait une catégorie sociale relativement homogène, dont les effectifs gonflaient et qui se forgeait une culture propre. L'apparition de ce groupe social nécessitait, à ses yeux, qu'il soit représenté auprès des pouvoirs publics. Il espérait alors qu'un « syndicalisme de la jeunesse » se forgerait, dont les associations de jeunesse seraient le fer de lance parce qu'elles possédaient déjà les structures, l'expérience et les militants³². Les Scouts de France seraient l'une de ces associations³³.

Cette ambition de représenter les jeunes ; on la voit apparaître de manière récurrente dans les décennies suivantes. En 1965 par exemple, lorsque les Scouts de France signent avec d'autres associations un manifeste pour le développement dans le monde, qu'ils baptisent *œuvre de notre génération*³⁴. On la retrouve en 1979, à propos des élections européennes³⁵. *Nous exigeons pour la jeunesse des possibilités et des moyens pour faire entendre sa voie*. Elle revient encore en 1985, lorsqu'un rassemblement organisé à Strasbourg, réunit des jeunes de toute l'Europe. *Les jeunes d'aujourd'hui désirent un nouveau cadre de vie*, affirment-ils. Puis : *Nous, les jeunes (...) ne pouvons accepter que des milliers de jeunes restent inutiles et sans moyen de participation*.³⁶ Les formules se multiplient pour dire que les Scouts se voient comme représentants d'une communauté de jeunes. En outre, les contours de cette jeunesse dépassent de plus en plus les limites de la communauté nationale. Elle tend à devenir européenne.

3.2 L'idée européenne et le patriotisme

Le mouvement affiche de plus en plus ouvertement son engagement en faveur de la construction européenne, spécialement à l'occasion des camps d'envergure nationale. Ici encore, les prémisses sont à chercher

³² L'idée n'est pas propre au commissaire national ; elle fait son chemin depuis que sous Vichy les associations scoutistes s'étaient groupées au sein du Scoutisme français pour éviter que le gouvernement n'impose un mouvement unique absorbant chacun d'entre eux. Elle a mûri grâce aux fréquentes rencontres, à la base comme au sommet entre différentes associations de jeunes. Elle s'est concrétisée par des actions communes, notamment lors de la guerre d'Algérie.

³³ L'une d'entre elles seulement : ce qui sous-entend qu'il faudra composer avec d'autres mouvements et associations de jeunes, qu'il faudra, là encore, accepter le dialogue et les règles démocratiques.

³⁴ *La Route*, mars 1965. Le manifeste est signé avec les Guides de France, *Pax Christi*, le Secours catholique, la JOCF, la JICF, la JECF le MRJCF.

³⁵ *Scouts Avenir*, mai 1979.

³⁶ *Avenir Compagnons*, octobre 1985.

autour de l'année 1960, en 1962 exactement. Les éclaireurs sont alors invités à creuser à Concoules, dans le Gard, une vaste piscine. En 1964-65, leurs aînés les Routiers y ajoutent une adduction d'eau jusqu'au village voisin de Sénéchas. Le compte-rendu précise :

Sénéchas, c'est une participation effective de la Route à l'édification de l'Europe³⁷. Il s'agit d'un vrai camp, d'un vrai chantier de jeunes, d'une vraie rencontre de jeunes européens, d'une vraie expression de jeunes qui ont quelque chose à dire et à chanter³⁸.

Il n'est pas question de soutenir une construction européenne abstraite fondée sur quelques abstractions partagées. Les Scouts veulent de l'action, du concret et un attachement terrien à cette Europe. Dans ce soutien à l'Europe, il me semble que l'on réinvestit beaucoup du sentiment patriotique d'antan. Le patriotisme n'est pas mort ; il est recyclé.

3.3 La consécration de la démocratie

Un autre aspect de ce patriotisme se retrouve dans l'idée européenne. On l'a dit, Michel Rigal soutenait que la France n'est pas une mais diverse, et que cette diversité peut être source de richesse à condition d'accepter le dialogue. Cette affirmation est encore plus séduisante à propos de l'Europe, réunion de patries dont la culture et l'Histoire diffèrent. L'acceptation du pluralisme et du dialogue démocratique semble plus facile sur le thème européen que sur les questions nationales.

En mai 1989 par exemple, la revue *Scouts Avenir* est entièrement consacrée à la construction européenne. L'aumônier national pionniers, Charles Dufour, s'y engage pour une CEE où la diversité de chaque pays serait *non seulement préservée mais cultivée* parce que source de richesse. Il précise les valeurs de base de l'Europe : la paix, la défense des droits de l'homme et la solidarité entre régions. Il en redit les origines chrétiennes, en rappelant la religion de ses principaux fondateurs. Bref, il fait de l'Europe le nouveau chantier de chrétiens qui veulent promouvoir des valeurs chrétiennes. La même année, Jean-Paul II se rend à Strasbourg dans un état d'esprit très proche. Le rapprochement des Scouts de France avec Rome, opéré dans les années soixante est largement confirmé.

³⁷ *La Route*, janvier 1965.

³⁸ *La Route*, janvier 1965. Notons que des carrefours (groupes de discussion) avaient été organisés autour des trois thèmes (l'œcuménisme, le Tiers-Monde, l'Europe), dont le choix témoigne que l'on a abandonné le nationalisme fermé, crispé sur la défense du catholicisme, pour se risquer au dialogue.

L'abandon du nationalisme ne se comprend que s'il est mis en parallèle d'un côté, avec les mutations du sentiment religieux, de l'autre, avec l'acceptation du pluralisme démocratique. Cela ne s'est pas fait sans mal. Les Scouts de France, par comparaison avec le reste des catholiques français semblent avoir été paradoxalement en pointe dans le soutien à l'idée européenne et lent à se détacher du nationalisme.

Chronologiquement, c'est entre 1958 et 1964 que les responsables nationaux ont pris les décisions les plus radicales. Elles provoqueront esclandres et déchirements dans les années soixante, seront éprouvées ou cachées dans les années soixante-dix, avant d'être assumées et affichées par l'association dans les années quatre-vingts.

Par une sorte de nouveau syncrétisme, l'idée européenne est alors devenue la synthèse entre valeurs chrétiennes et néo-patriotisme. Œuvre chrétienne, parce qu'elle favorise la paix, l'unité entre les peuples et la promotion de la personne humaine, elle est aussi un néo-patriotisme, parce qu'elle recycle bien des thèmes jusqu'ici utilisés pour qualifier la patrie.

**« LE SCOUT EST LOYAL ENVERS SON PAYS... »
MOUVEMENTS SCOUTS ET NATIONALISMES
EN EUROPE ET AUX COLONIES (1909-1962)**

Jean-Jacques GAUTHÉ
Directeur de préfecture (Douai)

La loi scout fait obligation au scout *d'être loyal envers son pays, ses parents, ses chefs et ses subordonnés*¹. Lors de sa promesse, celui-ci s'engage à servir de son mieux, *Dieu, l'Eglise et la Patrie*. Cette formule prend évidemment un sens particulier dans le cas d'un pays occupé par une puissance étrangère ou comprenant une importante minorité culturelle, religieuse ou nationale ou encore dans le cas d'un pays colonisé.

Dès la fondation du scoutisme, des groupes ou des associations parallèles au mouvement de Baden-Powell, apparurent en se réclamant du scoutisme afin de regrouper des minorités nationales ou ethniques. Il ne s'agit pas de savoir si ces groupes étaient effectivement ou non des mouvements scouts. Le fait est qu'ils se réclamaient du scoutisme. C'est ce seul critère qui sera ici pris en compte². Ces créations sont manifestement une conséquence généralement oubliée du rapide développement du scoutisme en Europe et dans une partie de ses colonies de 1907 à 1914. L'action nationaliste du scoutisme existera en Europe. Elle sera beaucoup plus importante aux colonies et tout spécialement en Algérie. Afin de limiter cette communication, seules seront envisagées les associations de scoutisme liées à des minorités nationales ou religieuses

¹ Article 2 de la loi des Scouts de France dans sa formulation antérieure à 1964. Le texte actuel est : *Le scout est loyal dans toute sa vie*. La constitution de l'Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS) évoque dans son article 2 *la loyauté envers son pays dans la perspective de la promotion de la paix, de la coopération et de la coopération sur le plan local, national et international*.

² L'article 1 de la constitution actuelle de l'OMMS définit le scoutisme comme *un mouvement éducatif pour les jeunes, fondé sur le volontariat ; c'est un mouvement à caractère non politique, ouvert à tous sans distinction d'origine, de race ni de croyance (...)* Son article 2 précise que le mouvement scout est fondé sur les principes suivants : *devoir envers Dieu, devoir envers autrui [dont ceux envers son pays], devoir envers soi-même*.

colonisés ou dominés ou se considérant comme telle. L'action nationaliste des associations nationales reconnues ainsi que celles des associations d'exilés ne seront pas envisagées³.

La jeunesse, particulièrement intellectuelle, a joué un grand rôle dans les mouvements d'émancipation nationale au 19^e siècle. Il suffit de rappeler le rôle des Sokols en Tchécoslovaquie ou celui des sociétés de tir au moment de l'unité italienne. Il n'est donc pas surprenant qu'une nouveauté pédagogique comme le scoutisme qui rencontra un très grand succès auprès des jeunes dès ses débuts ait très vite adopté par les militants des mouvements d'émancipation nationale. De l'Irlande à la Catalogne, de la Pologne à l'Algérie, de la Bretagne à l'Indochine, de la Tunisie à l'Afrique noire, des associations de scouts à caractère nationaliste vont se créer, en général en marge du scoutisme mondial⁴. Cette communication n'entend que donner quelques coups de projecteurs sur un immense sujet qu'il conviendra d'approfondir.

1. Des caractéristiques communes malgré la diversité des situations

Malgré les différences considérables entre les différents pays évoqués, quelques points communs peuvent être dégagés.

- Ces associations sont souvent des créations spontanées, indépendantes des associations nationales officielles ou déjà installées. Les Scouts musulmans d'Algérie apparaissent après que de jeunes musulmans aient été impressionnés par les camps scouts du centenaire de la colonisation de l'Algérie en 1930 et par les images du jeune roi Farouk

³ Laslo Nagy, ancien secrétaire général de l'OMMS, remarque dans *La jeunesse et ses mouvements*, éditions du CNRS, 1992, p. 406 : *Certains pays comme l'Allemagne de Weimar, la Pologne, la Hongrie, n'ont jamais réussi à avoir un mouvement scout non entaché d'un fort nationalisme. Même l'association scoute américaine avait, surtout pendant la période de l'isolationnisme, une coloration nationaliste assez prononcée. Notons entre parenthèses un fait un peu plus compréhensible : il y a beaucoup d'associations du Tiers-monde qui s'orientent aujourd'hui dans une optique nationaliste.*

⁴ De telles associations ont existé dans d'autres pays, notamment en Europe centrale ou balkanique. Werner Klose dans son *Histoire de la jeunesse hitlérienne*, éditions Albin Michel, 1966, mentionne ainsi, p. 216, l'apparition à partir de 1933 en Estonie d'un Corps des scouts germano-baltes issu de la YMCA. De tendance nationaliste, recrutant dans la minorité allemande qui avait acquis son autonomie culturelle depuis 1925, cette organisation rejoignit le Jeunesse hitlérienne en 1940. Des situations similaires ont très probablement existé dans d'autres pays d'Europe de l'Est.

d'Égypte en uniforme scout⁵. Les mouvements de scoutisme sionistes juifs sont dans le même cas : ils se créent au moment où le scoutisme apparaît en Pologne. Ces sont parfois opposées aux associations scoutées en place. La fondation dès 1909 des Fianna na hEireann, les Fiannas d'Irlande, autre création spontanée, se fait notamment contre la Boy-Scouts Association de Baden-Powell qui est une création anglaise. Parfois, la création peut se faire dans le cadre d'une grande association nationale qui sert plus ou moins de couverture voire d'alibi : c'est par exemple le cas des Eclaireurs de France en Afrique noire avec le Clan de la Grande Chaîne, à l'origine des Eclaireurs d'Afrique qui vont se développer dans toute l'Afrique de l'Ouest ou des Scouts de France avec les scouts Bleimor, scouts nationalistes bretons qui vont constituer l'un des noyaux initiaux des Scouts d'Europe.

- Ces associations se présentent comme des mouvements d'éducation de la jeunesse permettant la prise de responsabilité de futurs citoyens. Leur projet est de former la génération future, les cadres du mouvement national de demain. Il est probable qu'une analyse précise des origines des cadres des mouvements nationalistes dans différents pays prouvera l'importance de ce type de structures dans la formation personnelle de ces militants. Elle n'hésite pas à affirmer que leur rôle est uniquement éducatif et non politique. Les Scouts musulmans d'Algérie revendiquent leur indépendance vis-à-vis des partis politiques⁶, les Fiannas d'Irlande en font autant⁷, comme les Scouts Bleimor en Bretagne. En fait, cette indépendance politique sincère doit surtout être comprise comme une volonté de ne pas prendre partie dans les conflits divisant les partis politiques nationalistes.

⁵ Mohamed Derouiche, *Le scoutisme, école du patriotisme*, Enal-OPU, Alger, 1985, p. 21-23. Cet ouvrage, écrit un par un ancien commissaire national des Scouts musulmans d'Algérie, présente le point de vue de l'histoire officielle de l'association. L'un de ses intérêts est de publier de nombreux documents de l'administration et de la police française relatifs à la surveillance des SMA et restés en Algérie après l'indépendance en 1962.

⁶ *La Voix des jeunes*, journal des routiers SMA, n° 5, août 1952, p. 1 rappelle qu'en 1942, les SMA ont défini leur civisme et leur indépendance vis-à-vis des mouvements politiques. Voir également Omar Carlier, *Entre nation et jihad, histoire sociale des radicalismes algériens*, Presses de Sciences Po, 1995, p. 192.

⁷ Leur congrès de mars 1934 adopte une résolution contre toute affiliation politique ou militaire. Sean O'Faolain, *Constance Markievicz*, Cresset Women's Voices, Londres, 1987, p. 86.

- Ces associations accordent une large place aux activités culturelles. En plus des activités habituelles du scoutisme, l'utilisation de la langue nationale, le chant, la musique, la découverte du pays, le rappel des grandes heures de son histoire, une loi conjuguant les valeurs du scoutisme et celle de leur nation forment un véritable fond commun de ces mouvements scouts nationalistes. Les scouts Bleimor vont ainsi jouer un rôle de premier plan dans le renouveau de la musique bretonne dans les années 60. Les Scouts musulmans d'Algérie utiliseront très fréquemment les chants nationalistes.

Dans un certain nombre de ces associations, les activités physiques deviennent facilement des activités paramilitaires, notamment dans les branches âgées. La perspective de la formation de groupes armés clandestins voire d'une armée de libération nationale peut exister. *Sorties de plein air, pratique du sport, chants nationalistes, parades sont les principales activités scoutées* note Habib Belaïd à propos du scoutisme tunisien des années 30 et 40⁸. *Algérie libre*, organe nationaliste algérien définira en 1952 le scoutisme algérien comme *l'école du patriotisme*⁹. Cette définition est valable pour la plupart des mouvements scouts nationalistes.

- Ces associations s'attirent rapidement l'hostilité des autorités en place. Elles sont surveillées et certaines vont être dissoutes.

Le scoutisme musulman est, en effet, trop souvent détourné au profit d'influences hostiles à la France dans les Protectorats et les États sous mandats. S'il n'était ni dirigé ni contenu dans les limites d'une réglementation conforme à l'esprit du scoutisme international, il risquerait comme cela s'est déjà produit, de troubler l'ordre public et d'offrir aux nationalistes arabes une plate-forme internationale

affirme un rapport du ministère français des Affaires étrangères de décembre 1934¹⁰. Les scouts vietnamiens ou les associations de scoutisme

⁸ Habib Belaïd, « Organisations des jeunes et mouvements associatifs tunisiens (1930-1947) », p. 261. Contribution à l'ouvrage collectif *Les jeunes en Afrique*, sous la direction d'Hélène d'Almeida-Topor, Odile Goerg, Catherine Coquery-Vidrovitch, Françoise Guitart, tome 1, édition l'Harmattan, 1992.

⁹ Mohamed Derouiche, *op. cit.*, p. 159. Il a d'ailleurs donné ce titre à son livre.

¹⁰ Habib Belaïd, « Les mouvements scouts en Tunisie dans les années trente », p. 718. Actes du 3^e séminaire d'histoire du mouvement national, *Les mouvements politiques et sociaux dans la Tunisie des années 30*, Tunis, 1987. Ce rapport était destiné aux

fédérées au sein des Scouts musulmans d'Algérie sont ainsi étroitement surveillés par différents services de polices¹¹. Les Renseignements généraux de la Préfecture de Police surveillent les dirigeants des scouts Bleimor.

L'interdiction des associations peut être la suite de leur surveillance. Les anglais interdisent les Fiannas d'Irlande en Irlande du Nord¹². L'Étoile scoute, petite association tunisienne, est interdite en mars 1938 par l'administration française et ses dirigeants condamnés à de fortes amendes¹³. En janvier 1952, les quatre associations scoutistes tunisiennes sont interdites par le résident français qui arrête Bourguiba au même moment, interdit, le congrès du principal parti nationaliste et demande au bey le renvoi de deux ministres¹⁴. En Afrique noire, en décembre 1944, la direction des Éclaireurs de France, poussée par le pouvoir politique interdit le clan de la Grande Chaîne formé par des routiers élèves à l'école normale William Ponty de Dakar¹⁵. Celui-ci est accusé d'être lié au mouvement nationaliste animé par le cheik Hamallah. En Algérie, l'administration envisagera une dissolution des Scouts musulmans d'Algérie mais ne passera pas finalement à l'acte¹⁶.

services des Œuvres françaises à l'étranger, archives du Quai d'Orsay, série Tunisie 1917-1940, carton 674, F⁰ 45.

¹¹ La composition de la délégation des scouts indochinois participant au jamboree de Moisson en juillet 1947 fait ainsi l'objet d'une note blanche détaillée d'un service de police français intitulée « Renseignement de contre-espionnage. Au sujet de la délégation indochinoise au jamboree scout de Moisson » datée du 23 juillet 1947. L'esprit anti-français, l'action du Viet Minh et celle de l'aumônier scout, un dominicain lié à un leader de la jeunesse catholique soutenant Ho Chi Minh, y sont dénoncés. Archives privées J.H Cardona. Pour l'Algérie, voir *infra*.

¹² Le Northern Ireland (Emergency Provisions) Act 1996, chapitre 22, 3^e partie, interdit dix organisations dont l'IRA, les Fianna na hEireann et divers groupes loyalistes protestants. Ce document est consultable à l'adresse suivante : <http://www.northernireland-legislation.hmso.gov.uk/acts1996/k1996022.htm>

¹³ Habib Belaid, « Les mouvements scouts en Tunisie », art. cité, p. 736.

¹⁴ *Histoire de la France coloniale*, sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch et Charles-Robert Ageron, tome 3, p. 252, éditions Armand Colin, 1991.

¹⁵ Les circonstances de cette dissolution sont mal connues et diffèrent selon les auteurs. Voir la synthèse de Serge Nédelec « La tentation de la jeunesse unique en AOF et ses prolongements » dans l'ouvrage collectif sous la direction de Christian Pociello et Daniel Denis *A l'école de l'aventure*, Presses universitaires du sport, 2000, p. 257-259.

¹⁶ Plusieurs rapports des services de renseignements français envisagent l'hypothèse d'une dissolution des Scouts musulmans d'Algérie mais y renoncent par crainte de faire basculer les jeunes dans la clandestinité. L'action de Michel Rigal, commissaire général des Scouts de France n'aurait également pas été étrangère à la

Chacune de ces associations de scoutisme nationaliste va de fait proposer un modèle éducatif. Dans tous les cas, le scoutisme doit permettre de bâtir une génération forte, combative et convaincue qui permettra demain le triomphe du projet d'émancipation politique. Examinons quelques modèles.

2. Quelques modèles du scoutisme nationaliste en Europe

Tous vont plonger leurs racines dans une conception ethno-culturelle de la nation. Pour eux, ethnie et culture sont des éléments déterminants. En juin 1909, à l'initiative de la comtesse Constance Markievicz, les indépendantistes irlandais créent les Fiannas d'Irlande. Ceux-ci portent aussi le fier nom de Chevaliers de la Branche Rouge, d'après le nom d'un corps de soldats d'élite du roi d'Irlande au Moyen-âge. Leur nom renvoie aussi aux Fiannas, guerriers héroïques des légendes gaéliques. Après avoir lu un reportage sur un défilé de boy-scouts, la comtesse Markievicz décide de s'inspirer de cette expérience pour créer une organisation de scouts nationalistes irlandais d'autant plus que Baden-Powell a décidé d'étendre son mouvement à l'Irlande¹⁷. Dès le mois d'août 1909, une centaine de garçons sont regroupés. Le programme des Fiannas est simple :

Rétablir l'indépendance de l'Irlande. Moyens: l'entraînement mental et physique de la jeunesse irlandaise, par le scoutisme et les exercices militaires, l'étude de l'histoire et de la langue irlandaise.

La promesse est sans équivoque :

Je promets de contribuer à l'indépendance de l'Irlande, de ne jamais rallier les forces armées anglaises et d'obéir à mes officiers supérieurs¹⁸.

Le maniement des armes et les exercices de tir font partie des activités des Fiannas au même titre que les camps et... l'attaque et le vol des

mansuétude de l'administration à l'égard des SMA. Selon Aline Coutrot dans sa communication « Les Scouts de France et la guerre d'Algérie », *Cahiers de l'IHTP* n° 9, 1988, p. 137, *À plusieurs reprises, il [Michel Rigal] est intervenu en haut lieu auprès d'autorités politiques, on n'en sait pas plus, pour empêcher l'interdiction des Scouts musulmans algériens avec lesquels il entretenait de bons rapports tout en connaissant leurs positions nationalistes et il obtient gain de cause.*

¹⁷ Voir Anne Pons, *Constance ou l'Irlande, une biographie de la comtesse Markievicz*, Nil éditions, 1997, p. 129-148 et Sean O'Faolain, *op. cit.*, p. 85-90.

¹⁸ Anne Pons, *op. cit.*, p. 134-135.

uniformes des scouts anglais¹⁹. Dès 1911, une troupe de filles Fiannas existent à Belfast. La comtesse Markievicz donne pour mission aux Fiannas exactement ce que Baden-Powell avait fait faire à ses éclaireurs à Mafeking une dizaine d'année auparavant : reconnaissance du terrain, estafettes, transport de messages... Et quand le 26 juillet 1914, le yacht *Asgard* débarque 900 fusils en provenance d'Allemagne, les Fiannas cachent une partie de la cargaison dans leurs charrettes puis l'enterrent dans leur camp. Le grand jeu devient tragédie le lundi de Pâques 1916. Le 24 avril 1916, 750 insurgés irlandais occupent Dublin, proclament l'indépendance de l'Irlande et attaquent les 2500 soldats anglais qui y sont stationnés. Ceux-ci n'hésitent pas à faire bombarder la ville pendant trois jours par une canonnière. 300 insurgés sont tués, un millier blessés, des milliers sont arrêtés. De nombreux Fiannas, engagés parmi les Irish Volunteers, organisation militaire secrète créée en juillet 1913, ancêtre directe de l'IRA, figurent parmi les victimes.

Patrick Pearse, l'un des héros de l'indépendance irlandaise, signataire de la déclaration d'indépendance et qui sera fusillé par les anglais en 1916, avait publié en 1914 un ouvrage intitulé *Aux garçons d'Irlande*. Plusieurs pages très évocatrices sont consacrées aux Fiannas²⁰.

L'objet des Fiannas est d'entraîner les garçons d'Irlande à combattre pour l'Irlande quand ils seront des hommes. (...) Les courageux Irlandais qui se sont soulevés en 1798, 1848 et 1867 furent vaincus parce qu'ils n'étaient pas des soldats. Nous espérons entraîner les garçons d'Irlande dès leur plus jeune âge à être des soldats (...) mais ce qui est beaucoup plus important, à comprendre et à apprécier la discipline militaire et à avoir l'esprit militaire.(...) Nous croyons que les Fiannas ont gardé l'esprit militaire vivant en Irlande durant les quatre dernières années et si les Fiannas n'avaient pas été fondés en 1909, les Volontaires de 1913 ne seraient jamais apparus.

En un sens, les Fiannas ont été les pionniers des Volontaires (...). Les Fiannas (...) correspondront à ce qui est appelée en France l'École Polytechnique ou école militaire. De même que l'homme qui conduisit les armées françaises à tant de glorieuses victoires venait d'abord de l'école militaire de Brienne²¹, l'homme qui conduira les Volontaires d'Irlande à la victoire devrait d'abord venir des Fiannas. Notre programme inclut tous les éléments de l'instruction militaire. Nous ne sommes pas de simples boy-scouts bien que nous enseignions et pratiquions le scoutisme. La culture

¹⁹ Anne Pons, *op. cit.*, p. 138.

²⁰ P. 111-116. Elles sont consultables sur le site Internet de l'université de Cork à l'adresse suivante :
<http://www.ucc.ie/celt/online/E900007.006/>

²¹ Pearse évoque ici Napoléon, élève au collège militaire de Brienne de 1779 à 1784.

physique, l'entraînement de l'infanterie, la marche, la routine de la vie du camp, le sémaphore, le morse, le scoutisme dans tous ses éléments, la tactique élémentaire, l'ambulance et les premiers secours, la natation, le hockey sur gazon et le football font tous partie de notre schéma d'entraînement. Et la possibilité est donnée aux plus âgés des garçons de s'exercer au tir et à la baïonnette. Tout ceci ne constitue pas tout notre programme. Nous pensons que la formation intellectuelle devrait aller de paire avec la formation physique. Et nous donnons un enseignement en irlandais et sur l'histoire de l'Irlande, des conférences sur des sujets historiques, littéraires et des divertissements musicaux et festifs quand l'occasion le permet. (...) Nous nous efforçons d'entraîner nos garçons à être purs, sincères, honnêtes, sobres, aimables, propres dans leur cœur comme dans leur corps, généreux avec leurs parents et leurs camarades comme nous souhaiterions qu'ils soient généreux avec leur pays.(...) [Nous voulons] bâtir une fraternité de jeunes irlandais physiquement forts, fidèles et purs dans leur cœur et leur langue, chevaleresques, connaissant à fond la culture irlandaise et prêts à se dépenser au service de leur pays.

Les Fiannas continueront à exister sous une forme plus modérée dans les années 30 en se recentrant sur leurs valeurs éducatives. Mais ils subiront à ce moment la concurrence de la Scout Association of Ireland créée dès 1908 et des Catholic Boy Scouts of Ireland créés en 1927, tous deux reconnus au plan international. La tradition du scoutisme nationaliste irlandais continuera pendant de longues années. Ainsi, le leader autonomiste breton Yann Goulet, réfugié en Irlande après la seconde guerre mondiale, y animera, probablement pendant les années 50, un groupe de scouts républicains²². Le modèle pour les Fiannas a donc été celui du scout soldat de la libération de l'Irlande.

Peu de temps après la création des Fiannas, un autre mouvement scout très original va apparaître dans les communautés juives d'Europe. En 1912, en Galicie, province de l'empire austro-hongrois, 200 jeunes créent au sein d'un club sportif de Lwow (aujourd'hui en Ukraine) un groupement de scouts, la Hachomer, le gardien. Ce mouvement se développe aussi dans la partie de la Pologne annexée par les Russes sous le nom d'Union des scouts juifs. Ce groupement s'unit pendant la première guerre mondiale avec un cercle d'étudiants de Vienne, les Tzeïre Zion, les Jeunes de Sion. Alors que la Hachomer fait du scoutisme, les Tzeïre Zion sont des intellectuels sionistes et socialistes. Dès 1917, paraît à Vienne *Hachomer*, le journal du mouvement Hachomer Hatzair, la Jeune garde. Ce mouvement va se développer en Pologne après 1918 et

²² Roger Faligot, *La résistance irlandaise, 1916-2000*, éditions Terre de Brume, 1999, p. 226. Yann Goulet est décédé le 22 août 1999. *Le Monde*, 27 août 1999.

dans toute l'Europe. Dans les années 30, il compte 40 000 membres en Pologne. Ses choix pédagogiques sont ceux du scoutisme : vie dans la nature, système des équipes, jeux, éducation morale...

Nous étions influencés par le mouvement des boy-scouts de Baden-Powell qui visait à donner des compétences solides à la jeunesse anglaise pour les besoins de l'Empire britannique. Une autre influence importante fut celle du mouvement de jeunesse allemand des Wandervögel qui méprisait la vie ennuyeuse de la famille allemande et cherchait une émotion collective dans la vie en commun des jeunes au sein de mère nature.

raconte Meir Holtzam²³, un ancien de la Hachomer Hatzair de Gombin (Pologne) vers 1925.

Le mouvement veut former des jeunes ayant les qualités suivantes: 1 : Un homme de vérité. 2 : Un homme fidèle à son peuple, à sa patrie, à sa culture. 3 : Un homme travailleur qui connaît et aime la nature. 4 : Un homme qui aide son prochain. 5 : Un homme fidèle à la famille scout, soumis à la discipline de ses dirigeants. 6 : Un homme gai et optimiste. 7 : Un homme qui tend à améliorer son corps et son âme. 8 : Un homme qui aime et qui sait vivre au lieu de la nature. 9 : Un homme moderne, conséquent et volontaire. 10 : Un homme probe en pensée, paroles et actes qui ne fume et ne boit et conserve la pureté sexuelle²⁴.

À ces choix pédagogiques s'ajoutent des choix politiques : l'association est sioniste-socialiste. Dès 1927, les membres de la Hachomer partent créer un premier kibboutz en Palestine. Ils en créeront une dizaine avant 1948. Ceux-ci vont se fédérer au sein de la fédération Haartzi, la plus à gauche de toutes.²⁵ L'insigne de la Hachomer symbolise bien ce triple engagement scout, sioniste et socialiste: la fleur de lys d'or figure au milieu d'une étoile de David avec en dessous une banderole rouge. La Hachomer va devenir de plus en plus un mouvement de jeunesse politique de gauche voire d'extrême-gauche et va faire

²³ Sur sa page personnelle
<http://www.geocities.com/Paris/Rue/4017/SHOMER10.HTM> illustrée d'une belle photo du groupe de la Hachomer Hatzair de Gombin en novembre 1926.

²⁴ Carol Iancu, « Les associations et mouvements de jeunesse juifs sionistes en Europe de l'Est avant la seconde guerre mondiale, le cas de la Roumanie » dans l'ouvrage collectif sous la direction de Gérard Cholvy, *Mouvements de jeunesse*, éditions du Cerf, 1985, p. 310.

²⁵ *Le Monde diplomatique*, août 2000, a publié un long reportage de Dominique Vidal sur le devenir du kibboutz Gan Shmuel, l'un des bastions de la fédération Haartzi. Plusieurs anciens de la Hachomer Hatzair y évoquent les idéaux de leur jeunesse.

disparaître sa référence au scoutisme dans le courant des années 30. Sur le terrain strictement scout, au début des années 30, la Hachomer constitua une concurrence pour les Eclaireurs israélites de France :

L'Hachomer Hatzair recrutait essentiellement parmi les immigrés qui jugeaient l'idéal purement scout des EIF trop étriqué et trop bourgeois. Ils avaient vécu douloureusement leur misère de juifs en Pologne; issus de familles très pieuses appartenant à des couches sociales pauvres et de surcroît en butte à un antisémitisme actif, ils voyaient dans le sionisme teinté de marxisme la solution à tous leur maux²⁶.

remarque Danielle Delmaire. La concurrence entre les EIF et la Hachomer sera surtout vive en Tunisie où une scission fera passer des éléments du premier mouvement dans le second. A l'automne 1930, à Paris, le même phénomène se reproduira de manière plus limitée²⁷.

Les tendances socialistes de la Hachomer Hatzair de Pologne provoquèrent une scission au sein du mouvement, les groupes de Transylvanie, plus à droite, préférant créer leur propre mouvement, la Hachomer de Transylvanie. Ce groupe, bien que d'un effectif limité, s'implanta en France et eût une réelle importance dans l'évolution des EIF en une fédération du scoutisme juif et dans l'ouverture de ce mouvement vers le sionisme²⁸. Pour la Hachomer Hatzair, le modèle a donc été celui du scout pionnier en Palestine et construisant le socialisme.

Les divisions idéologiques du sionisme ont également trouvé leur traduction au sein du scoutisme. Si la Hachomer Hatzair était sioniste-socialiste, les sionistes-révisionnistes de Zeev Jabotinsky créèrent aussi un mouvement de scoutisme au sein de leur organisation de jeunesse, le Betar. Né en 1923 à Riga (Lettonie), ce mouvement de jeunesse juive sioniste est paramilitaire. Il compte 80 000 membres dans le monde en 1939 dont la moitié en Pologne. Portant la chemise brune, pratiquant le culte du chef, défilant en rang et violemment antimarxiste, il représente la droite voire l'extrême-droite du mouvement sioniste, n'hésitant pas à

²⁶ Danielle Delmaire, « Les mouvements de jeunesse juifs en France, 1919-1939 », contribution à l'ouvrage collectif sous la direction de Gérard Cholvy *Mouvements de jeunesse*, éditions du Cerf, 1985, p. 324.

²⁷ Voir la thèse d'histoire d'Alain Michel, *Juifs, français et scouts, les Eclaireuses et éclaireurs israélites de France de 1923 à nos jours*, université de Paris I, 1993, p. 51-52.

²⁸ Alain Michel, *Les Éclaireurs israélites de France pendant la seconde guerre mondiale*, éditions des EIF, 1984, p. 29-30.

faire former de 1934 à 1938 ses cadets-marins dans une académie navale de l'Italie fasciste²⁹. Sioniste, il veut recréer un état juif en Palestine. Pour ce faire, il insiste sur les qualités personnelles des militants du Betar, les Betari chez qui il veut, discipline et esprit de sacrifice. Il s'agit de créer un nouveau type de juif dont la nation a besoin pour bâtir son état. Ce militant doit présenter toutes les qualités physiques et morales, ce que Jabotinsky résume dans le terme de Hadar - *noblesse, splendeur, respect de soi*, telles que les Juifs ne diront plus un jour *voilà un vrai gentleman* mais *voilà un parfait Bétari*³⁰. Il n'est donc pas surprenant que le Betar se soit tourné vers le scoutisme.

Des scouts du Betar existent en 1932 en Tunisie, à côté de ceux de l'Hachomer Hatzair³¹. Et en Algérie, les statuts d'une Fédération des éclaireurs juifs d'Algérie Bétar (FEJAB) sont déposés le 4 août 1939³². Le but de cette association est *le développement physique et intellectuel de la jeunesse juive*. L'association va suffisamment se développer pour demander à bénéficier d'un agrément en 1944 pour être reconnue par les pouvoirs publics et bénéficier ainsi de subventions.

Le Conseil de la Jeunesse d'Alger examine cette demande le 17 juin 1944³³. Il est critique vis-à-vis de la FEJAB.

Ses buts sont ainsi définis : l'association a pour but le développement physique et intellectuel de la jeunesse juive et contribue également à la renaissance juive. Il y a lieu de noter à ce sujet. a) Ses statuts n'indiquent nullement que la FEJAB tende à intégrer ses membres dans la Communauté française, b) On est amené à penser le contraire quand on sait que le Betar est une organisation internationale ayant pour but la diffusion du sionisme. c) Si la FEJAB devait cependant être agréée, malgré ses considérations, il faudrait regretter l'existence de deux associations israélites, une affiliée au Scoutisme français (les Eclaireurs israélites de France), l'autre non. Cette situation serait contraire aux principes fédérateurs devant présider à l'action de l'État en matière de mouvement de jeunesse.

La FEJAB ne sera pas agréée. La fondation de l'état d'Israël en 1948 va amener de nombreux sionistes à rejoindre leur patrie et marquera le

²⁹ Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne, de Jabotinsky à Shamir*, éditions Complexe, 1991, p. 90 et 134.

³⁰ Marius Schattner, *op. cit.*, p. 92-93.

³¹ Habib Belaïd, « Organisation des jeunes et mouvements associatifs tunisiens (1930-1947) », art. cité, p. 261.

³² *Journal officiel*, 22 août 1939, p. 10548.

³³ Archives nationales, F 44-52.

déclin, voire la disparition, des scouts du Betar. Si comme pour ceux de l'Hachomer Hatzair le modèle est celui du scout pionnier de Palestine, ce modèle est présenté ici dans un cadre très autoritaire et musclé.

En France, à partir de 1946, apparaît un autre modèle original de scouts nationalistes. Il s'agit des scouts Bleimor. Au sein des Scouts de France et des Guides de France de l'émigration bretonne habitant en région parisienne, un chef de clan routier, Pierre Géraud-Kéraod, fait le pari de lancer un scoutisme breton³⁴. L'association Communauté scoutie Bleimor est constituée en avril 1950³⁵. A cette époque, le pari est osé : le mouvement breton apparaît comme compromis avec la collaboration du fait de l'action autonomiste du Parti national breton de 1940 à 1944 et surtout de l'action d'une minorité autour de Celestin Lainé qui fin 1943 a choisi la voie de la collaboration armée avec les nazis. Au printemps 1947, Pierre Géraud-Kéraod lance *Sked*, (Rayonnement) revue culturelle de bon niveau qui paraîtra jusqu'en 1954. Celle-ci développe le projet d'un scoutisme celto-chrétien sous l'égide du grand poète breton Jean-Pierre Calloc'h, mort en 1917, dont les scouts prendront le surnom, Bleimor, le loup de mer. Dès son premier numéro, un long article définit les caractéristiques du scoutisme Bleimor. Pour lui, l'histoire de l'Occident est celle de l'affrontement entre le monde latin et le monde celtique. L'esprit latin est à l'origine de multiples maux du monde contemporain en ayant créé l'opposition fictive du corps et de l'esprit, de l'homme et de son cadre naturel, de l'individu et de la communauté. Le scoutisme, créé par un celte, Baden-Powell, est l'illustration de toutes les vertus celtiques. Il doit créer un homme d'honneur qui lutte contre l'individualisme. *Sked* ne se limitera pas au scoutisme et militera activement pour la défense de la langue bretonne. L'importance de l'action culturelle des scouts Bleimor est à remarquer. Dès 1950, leur bagad apparaît dans les manifestations religieuses ou folklorique bretonne. Le bagad Bleimor acquiert vite une grande réputation. En 1966, il est sacré champion de Bretagne des bagadou, titre qu'il retrouve à plusieurs reprises. Et c'est dans ses rangs que se forme Alan Stivell, l'une des vedettes contemporaines de la musique bretonne. En 1961, celui-ci est premier sonneur du bagad Bleimor et commence sa carrière d'artiste en 1966.

³⁴ Ce développement sur les scouts Bleimor s'appuie largement sur ma communication « Scoutisme et identité bretonne, les scouts Bleimor, d'*Ololé* à *Sturier* », Centre de recherches bretonne et celtique, Université de Brest, *Kreis* n° 7, 1997, 91-109.

³⁵ *Journal officiel*, 23 avril 1950, p. 4388.

Sturier, la revue publiée à partir de 1957 par les scouts Bleimor à destination des enfants illustre bien l'importance de l'action culturelle de Bleimor : les articles sur l'histoire de la Bretagne, ses coutumes, sa langue, (on y traduit par exemple tout le vocabulaire du matelotage scout en breton !) y sont très fréquents. Quant aux routiers Bleimor, ils n'hésitent pas à intervenir dans des actions nettement plus militantes : occupation en janvier 1948 des locaux du journal *La Bretagne à Paris* après que celui-ci eût dénoncé *la dissidence larvée des scouts bretons*, perturbation en 1952 d'un meeting organisé par *Témoignage chrétien* en faveur des époux Rosenberg. Ceux-ci ont été condamnés à mort aux États-Unis pour espionnage dans des conditions jugées douteuses. Mais Bleimor veut rappeler qu'en France, il y a aussi un condamné à mort, jugé dans des conditions douteuses, le militant nationaliste breton André Geoffroy, accusé d'avoir livré en 1942 deux agents secrets britanniques aux allemands. Bleimor reste sur un plan strictement éducatif et culturel, s'interdisant toutes prises de position strictement politique. Les nationalistes bretons ne s'y tromperont pas. Détaillant l'action musicale et artistique des scouts Bleimor, l'un d'entre eux, Olier Mordrel conclut : *Ce n'est pas de la propagande politique mais c'est peu être plus grave et la loi est désarmée*³⁶.

Les scouts Bleimor vont parfois chercher l'exemple d'autres nationalismes. Dans son numéro 5 paru en 1948, *Sked* reproduit sans aucun commentaire de larges extraits un article paru à propos de la guerre d'Indochine dans le numéro de juin 1948 de la revue *La Route* des Scouts de France et intitulée *La Route au service des patries*. Il est clair que les scouts Bleimor partagent totalement les conclusions de l'article. Celui-ci était paru initialement précédé d'un chapeau que *Sked* ne publie pas. Il était manifestement destiné à atténuer l'effet de ce texte. Il précisait que l'article ne donnait pas le point de vue de *La Route* sur la guerre d'Indochine et qu'il avait *« simplement été rédigé par un de nos prêtres particulièrement qualifié »*. Et il précisait que deux portraits de routiers tombés dans les combats de la guerre d'Indochine lui faisait suite. L'article évoque l'engagement des routiers au service de leur pays.

Le Routier est fils de France. Mais la Route est-elle française ? Le scoutisme hors de la métropole devient-il une institution destinée à consolider les positions françaises ? Doit-il concourir au maintien de l'hégémonie française ? (...) La Route est française pour le Routier français.

³⁶ Olier Mordrel, *Breiz Atao*, éditions Alain Moreau, 1973, p. 440-441.

Jean-Jacques GAUTHÉ

Mais elle est vietnamienne pour un Routier vietnamien. Le scoutisme se déshonorerait s'il consentait, pour des fins politiques, à affaiblir les exigences de l'idéal qu'il propose à la conscience des hommes d'honneur.

L'article, bien informé, rend compte d'un camp de formation de chefs routiers tenu en juillet 1944 près de Hué. Le chef de camp était Ta-Quang-Buu, breveté de Gilwell, commissaire général des scouts d'Annam. Plusieurs chefs routiers français, militaires, étaient présents: *J'entends encore ses paroles qui tombèrent dans un silence grave : Le premier devoir du routier est de travailler dans toute la mesure de son pouvoir à l'indépendance de sa patrie.* Et l'article continue en évoquant le destin des participants à ce camp tenu quatre ans auparavant: Ta-Quang-Buu est entré dans le gouvernement d'Ho Chi Minh comme ministre de la défense nationale après la proclamation de l'Indépendance le 2 septembre 1945.

Après le 9 mars 1945 [coup de force japonais contre les Français], les Français hors du jeu, les annamites reprennent leur liberté et proclament l'indépendance. Les scouts se devaient d'être les premiers à s'engager résolument sur les voies nouvelles ouvertes à leur pays par l'histoire. Puis vint la menace d'un retour offensif des Français. Que devaient-ils faire et qu'auriez vous fait, vous Routier français, à leur place ?

commente *La Route*.

Et en contrepoint, l'article évoque le destin de deux autres participants à ce camp, François d'Alverny, chef de clan à Hanoï, chef de bataillon au 9^e régiment d'infanterie coloniale, qui devait tomber le 1^{er} avril 1945 en protégeant la retraite de ses troupes et France Béraud, chef de clan à Hué, lieutenant d'artillerie coloniale, tué par les Japonais le 22 juin 1945³⁷. *Tous deux devaient signer de leur sang le principe rigoureux qu'avait formulé le Chef annamite.* Il est remarquable de constater que le seul passage du texte initial non reproduit par *Sked* soit justement celui rappelant la mort de ces officiers français. Faut-il y voir le signe d'un engagement anti-français de la part de ces scouts bretons³⁸ ? L'article se termine sur l'évocation de l'engagement d'un routier vietnamien du clan d'Hanoï dans les rangs du Vietminh partant en disant : *Au revoir, je vais jouer le grand jeu scout.* Un routier français à qui l'auteur racontait cette scène répondit : *Si jamais vous le revoyez encore, serrez lui la main de*

³⁷ Les noms de ces deux officiers figurent dans la brochure *Scouts morts en Indochine* publiée en 1953 par les Scouts de France.

³⁸ La coupure du texte de *La Route* n'est pas signalée dans *Sked*.

Le scout est loyal envers son pays...

notre part. Sked entend manifestement prendre pour exemple l'engagement nationaliste des routiers vietnamiens. Le scout est au service de son pays et doit savoir se sacrifier pour lui.

Un autre modèle évoqué par Bleimor sera celui des juifs. Les scouts Bleimor rencontreront ainsi les Eclaireurs israélites de France dans leur école de cadres d'Orsay en 1957. Israël, cette nation ressuscitée avec sa langue après 2 000 ans de disparition exerce, avec ses kibboutz, perçus comme des modèles de vie communautaire une forte attraction sur les Bretons :

Si une poignée d'individus dispersée par le monde a réussi à ressusciter un Etat anéanti depuis 2000 ans, à remettre en usage une langue morte, à reconquérir le sol d'une patrie, de quels succès, de quels miracles ne devons nous pas être capable ?

écrit la revue *Sturier* en juin-juillet 1957.

En définitive, Bleimor fut à la fois un carrefour et un creuset. Un carrefour car ses revues mentionnent de multiples noms du mouvement nationalistes bretons des années 50 et 60. Le mouvement lui-même accueille un certain nombre d'anciens du Parti national breton qui donne une formation bretonne à leurs enfants en les mettant chez les scouts Bleimor. Et c'est un creuset, car toute une génération de militants bretons s'y forme : depuis le chanteur Alan Stivell déjà évoqué jusqu'à un certain nombre d'intellectuels bretons, tel Donatien Laurent, le directeur du Centre de recherche bretonne et celtique de l'université de Brest, des militants politiques tels Gwenchlan Le Scouezec ou un partie de l'équipe qui fondera en 1963 l'Union démocratique bretonne, organisation autonomiste de gauche. Bleimor a été en France métropolitaine le seul exemple d'association de scoutisme nationaliste³⁹.

En octobre 1962, les scouts Bleimor fusionnent avec les Scouts d'Europe au sein desquels ils sont reconnus comme une nation. Deux mois plus tard, les scouts Bleimor prennent le contrôle des Scouts d'Europe. Cette association essaie alors de développer alors un scoutisme des minorités nationales en Europe : gallois, alsaciens, écossais, flamands... Le projet n'aura pas de suite. En effet, à partir de 1964, le

³⁹ Certainement pour des raisons démographiques. La population beaucoup plus faible de la Corse rendait *a priori* beaucoup plus difficile la création d'un mouvement de jeunes aussi particulier.

chemin des Scouts d'Europe croise celui des traditionalistes de la Cite catholique et devient une structure d'accueil de ceux qui contestent l'évolution des Scouts de France. Ils vont se développer sur la base de cette opposition. Le scoutisme nationaliste breton et européen va passer au second plan. *Sturier* cesse de paraître fin 1968. Bleimor ne continuera que sous forme de quelques troupes spécialisées et de stages de chefs.

3. Dans l'Empire colonial français, le scoutisme constitue une « école du patriotisme »:

Les mouvements scouts dans les colonies françaises vont jouer un rôle important dans la formation des cadres des mouvements d'émancipation nationale. Ceci est net en Indochine et encore plus en Algérie.

J'avais appris le patriotisme chez les scouts. C'était en 1953, je venais d'avoir 25 ans. Marié depuis un an, maître d'école à Hanoï, j'ai tout abandonné. Même ma voiture, une Citroën traction avant noire. Ma femme a suivi, ma petite fille aussi. On la portait sur le dos. De nuit, à travers la forêt, on a marché des mois et des mois pour arriver jusqu'à Dien-Bien-Phu. Je me suis enrôlé dans les troupes comme radiotéléphoniste et ma femme est devenue infirmière.

C'est ainsi que témoigne un ancien combattant du Viet Minh⁴⁰. L'histoire du scoutisme indochinois est encore mal connue mais les grandes lignes apparaissent désormais.

C'est à partir de 1930 que Than Van Khac créa les premières unités indochinoises à Hanoï puis à Saïgon, parallèlement aux unités Scouts de France, Eclaireurs de France et Eclaireurs unionistes existant sur place qui de fait ne regroupaient que des européens. A la suite du voyage d'André Lefèvre, commissaire national des Eclaireurs de France en Indochine en 1934, une Fédération indochinoise des associations de scoutisme (FIAS) naquit en 1937. Celle-ci regroupait toutes les troupes scouts des cinq pays d'Indochine (Tonkin, Annam, Cochinchine, Laos, Cambodge). Celles-ci se rattachaient à chacune des associations françaises en fonction de leurs principes religieux. Un comité directeur composé de deux délégués des Scouts de France, des Eclaireurs de France, des Eclaireurs unionistes et de délégués de chacun des cinq pays

⁴⁰ *Le Monde*, 6 mai 1994, article à l'occasion du quarantième anniversaire de la bataille de Dien-Bien-Phu.

de l'Union indochinoise dirige la fédération. Cette structure originale, rappelant celle de la Fédération française des éclaireuses, regroupe environ 10 000 scouts en 1939. Un rapport de janvier 1947 signale que 95 % des scouts indochinois sont annamites et liés aux Eclaireurs de France⁴¹. Malgré l'occupation japonaise en septembre 1940, le scoutisme va continuer ses activités. Un jamboree d'Indochine se tient à Hué en 1941. Le coup de force japonais du 9 mars 1945 puis la proclamation de l'indépendance du Vietnam le 2 septembre 1945 par Ho Chi Minh créent une situation nouvelle. le rapport précité note que

l'association scoute [du Tonkin] subsiste semble-t-il mais passée toute entière au Vietnam, violemment anti-français et style Hitler-Jugend. Quelques isolés tonkinois ont parait-il condamné ces excès, mais nous pensons qu'il se soit agi (sic) d'une manœuvre politique.

De fait, dès la proclamation de l'indépendance du Vietnam, des scouts sont aux côtés du Viet Minh avec des responsabilités importantes⁴². Nous avons déjà évoqué Ta Quang Buu, commissaire général des scouts d'Annam devenu ministre de la défense de Ho Chi Minh. En juillet 1954, il signe les accords de Genève mettant fin à la guerre d'Indochine⁴³. Diplômé de Gilwell, il était aussi le gendre de Hoang Dao Thuy, l'un des principaux responsables du scoutisme vietnamien de 1932 à 1945 qui fût l'interlocuteur d'André Lefèvre en 1934. Après 1945, Hoang Dao Thuy fonde le service des transmissions de l'armée du Vietnam⁴⁴. Nguyen Huu Dang⁴⁵, routier au clan Lam Son d'Hanoï d'où sont issus un grand nombre des fondateurs de l'association

⁴¹ Rapport sur la situation du scoutisme en Indochine, 31 janvier 1947. Rédigé par les délégués Scouts de France et Eclaireurs unionistes en Indochine, il est transmis au général Lafont, chef du Scoutisme français le 28 mars 1947. Archives privées J.-H Cardona.

⁴² Ces éléments biographiques sont tirés de *Giu vung* [Tenir bon], bulletin de l'Association des Scouts et guides du Vietnam en France, numéro spécial 50^e anniversaire, janvier 1981.

⁴³ Jacques Dalloz, *La guerre d'Indochine, 1945-1954*, éditions du Seuil, 1987, p. 241. Ta Quang Buu, mathématicien de réputation internationale, sera ministre de l'Enseignement supérieur de 1965 à 1975 et membre du Bureau politique du Parti communiste vietnamien. Georges Boudarel, Nguyễn Văn Kỳ, *Hanoï, 1936-1996, du drapeau rouge au billet vert, Autrement* n° 48, 1997, p. 164-165.

⁴⁴ Selon une biographie sur le site Internet <http://www.vn.refer.org/>

⁴⁵ En 1956, N.H. Dang fut l'instigateur de la contestation des intellectuels et des écrivains au Vietnam au moment de la campagne des Cent Fleurs en Chine. Il fut finalement condamné en 1960 à quinze ans de prison pour espionnage. Georges Boudarel, Nguyễn Văn Kỳ, *op. cit.*, p. 135-142.

des scouts du Vietnam, devient en août 1945 ministre de l'éducation et de la culture du gouvernement Ho Chi Minh. Vo Thanh Minh, l'un des premiers chefs routiers vietnamiens, choisit également le camp d'Ho Chi Minh. D'autres opèrent le même choix

Quels furent les mobiles qui poussèrent des cadres importants du scoutisme et de nombreux scouts vietnamiens à s'allier aux communistes ? Il est possible qu'il y ait eu des « taupes » parmi eux mais l'explication est certainement insuffisante⁴⁶. Il est probable que c'est leur engagement nationaliste profond qui a conduit ces scouts à rejoindre l'organisation de libération la plus active et la plus structurée. Et ce d'autant plus facilement que le Viet Minh, créé en 1941, appliquait la tactique de front national lancée par le Komintern à cette époque. Au nom des impératifs de la lutte de libération nationale, la main est tendue à tous les patriotes sincères⁴⁷. Que des scouts y aient cru est assez probable. Les communistes ne firent pourtant pas de cadeau au scoutisme. Quelques années plus tard, l'association prit le nom de Scouts patriotes. Puis ceux-ci disparurent, probablement absorbés dans le mouvement des Pionniers.

La situation du scoutisme était sensiblement différente en Algérie. Il n'y eut jamais de fédération scoute comme la Fédération indochinoise des associations scoutes. Les Scouts musulmans d'Algérie se créèrent indépendamment des grandes associations. Et à leurs côtés, apparurent d'autres Scouts musulmans dirigés par les Pères blancs.

C'est en 1930 qu'apparut l'AMINA, l'Assistance morale aux indigènes nord-africains. Cette association s'occupait d'action sociale, d'alphabétisation, d'activités d'animation d'enfants et voulait promouvoir l'éducation morale des indigènes. À partir de 1936, elle créa une troupe de scouts à Alger, la troupe Baden-Powell. Cette troupe recrutait exclusivement des enfants musulmans. D'autres se développèrent de la même manière en d'autres endroits d'Algérie notamment en Kabylie dans

⁴⁶ *Giu vung* la reprend toutefois à son compte : *Chez les scouts, c'était de l'indignation quand il devint clair que N. H. Dang était membre du Parti communiste et faisait partie Bureau politique, qu'il était chargé du recrutement des intellectuels et du noyautage des organisations de jeunesse et d'enseignants et surtout quand nous avons rapproché ces faits avec le ralliement « spontané » de Hoang Dao Thuy, de Ta Quang Buu et de plusieurs autres leaders.*

⁴⁷ Jacques Dalloz, *op. cit.*, p. 67, donne une bonne illustration de la confusion de l'époque quant à la perception du Viet Minh et d'Ho Chi Minh : À la veille de sa prise du pouvoir, un rapport des services secrets français affirme qu'il veut la création d'un état démocratique non communiste...

le sud saharien. Elles étaient encadrées par les Pères blancs, congrégation vouée à l'évangélisation de l'Afrique en adoptant les coutumes locales. A partir de 1942, ces unités rejoignirent les Scouts de France dont elles constituèrent la branche musulmane. Celle-ci eut ses insignes propres et une méthode adaptée. Ces unités existèrent jusqu'au début des années 60. A partir de 1947, les Guides de France développèrent dans le même esprit un guidisme saharien encadré par les Sœurs blanches⁴⁸. Les effectifs des Scouts de France musulmans atteignirent plusieurs centaines de jeunes, 400 semble-t-il en 1942.

Le principal mouvement de scoutisme musulman fut la Fédération des Scouts musulmans d'Algérie (FSMA) fondée en avril 1939 par la fusion des différentes associations locales de Scouts musulmans créées en Algérie à partir de 1936. Elle réunit à ce moment une vingtaine de groupes locaux et 600 à 700 membres. Cette association constitue le cas le plus net d'engagement nationaliste d'un mouvement scout. Celui-ci est en effet très lié au mouvement des Oulémas, mouvement religieux voulant réformer l'Islam, promoteur d'un renouveau religieux et national voulant rétablir la pureté de la foi et des mœurs. Sa devise est : "L'arabe est ma langue, l'Algérie est mon pays, l'Islam est ma religion". Son fondateur est le cheik Ben-Badis qui porte un vif intérêt au scoutisme. C'est d'ailleurs son intervention qui clôt le congrès constitutif de la FSMA tenu en juillet 1939 à El Harrach. Ces liens entre les Oulémas et la FSMA indiquent la sensibilité nationaliste des scouts. Le destin de Mohamed Bouras, fondateur de la première association de Scouts musulmans à Alger en 1936 et artisan de la création de la FSMA ne fait que le confirmer.

La défaite française de 1940 est pour certains militants nationalistes algériens l'occasion à saisir pour abattre le colonialisme français. Dès juin 1939, quelques-uns d'entre eux se rendent à Berlin pour s'y former. Les contacts avec les Allemands continuent après juin 1940. Mohamed Bouras profite de sa profession de secrétaire-dactylographe à la Délégation des services d'armistice pour transmettre aux services allemands les documents confidentiels dont il a connaissance. Repéré par les services français, il est arrêté le 8 mai 1941 au moment où il remet des documents. Jugé avec cinq autres personnes le 14 mai, il est condamné à

⁴⁸ Jean Peyrade, *Scouts et Guides de France*, éditions Fayard, 1961, p. 204-205.

mort et fusillé le 27 mai 1941. Mohamed Bouras devient donc un modèle et un héros pour les SMA⁴⁹.

Ce mouvement va entretenir des relations difficiles avec le Scoutisme français. Sa demande d'adhésion est rejetée en décembre 1940 bien que Bouras soit allé plaider sa cause à Vichy auprès d'André Basdevant, secrétaire général de la fédération⁵⁰. Il est proposé aux SMA d'affilier leurs troupes aux Scouts de France ou aux Eclaireurs de France ou d'adhérer aux Eclaireurs unionistes. Finalement, après de longues négociations⁵¹, le Scoutisme français admet l'adhésion des SMA en avril 1945. Les Scouts musulmans d'Algérie ont refusé de prendre l'appellation d'Association des Scouts musulmans français et de remplacer dans la promesse la formule « servir Dieu et ma patrie » par « servir Dieu et la France ».

Le 8 mai 1945, jour de l'armistice en Europe, de graves émeutes éclatent en Algérie, dans le département de Constantine, principalement à Sétif et Guelma. Cent deux européens sont massacrés par les manifestants souvent dans des conditions horribles. Une répression terrible s'abat sur la région. Elle fera de l'ordre de 10 000 morts. Or, les SMA ont été aux premiers rangs des manifestants. Les différents rapports officiels consacrés à cette tragédie sont unanimes⁵² :

⁴⁹ L'affaire est suffisamment sérieuse pour que le général Weygand, représentant du maréchal Pétain en Algérie, l'évoque dans ses mémoires. Voir le tome 3, *Rappelé au service*, éditions Flammarion, 1950, p. 413. Weygand précise que la raison de la rapidité du procès : Il ne fallait pas que la Commission allemande d'armistice ait pas le temps de recevoir la réponse du gouvernement allemand à la demande de recours en grâce qu'elle lui avait adressée. Il y eut deux condamnations à mort, une à la prison à perpétuité, une à quinze ans de prison et deux relaxes.

La mémoire de Bouras est soigneusement entretenue en Algérie. La date anniversaire de sa mort est devenue la Journée nationale des SMA. Le 27 mai 2000, M. Abdelaziz Bouteflika, président de la République algérienne, lui a rendu un hommage solennel en présence des plus hautes autorités de l'Etat. Il a notamment remis les insignes du Mérite national scout, la plus haute distinction scout créée lors du congrès des SMA en 1997, à Mourad Bouras, frère de Mohamed Bouras ainsi qu'à une centaine d'autres personnalités dont plusieurs à titre posthume. *El Moudjahid*, 28 mai 2000, *Horizons*, 29 mai 2000, *El Watan*, 8 juin 2000. Tous ces journaux sont consultables sur Internet.

⁵⁰ La lettre de refus est publiée par Mohamed Derouiche, *op. cit.*, p. 227.

⁵¹ Détaillées dans un rapport du 2^e Bureau de la division territoriale de Constantine du 17 avril 1945, SHAT 1 H 1725/2 qui conclut : *La question du scoutisme musulman en Algérie est avant tout une question d'ordre politique.*

⁵² Rapport d'ensemble du général Henry Martin, commandant le 19^e corps d'armée sur l'insurrection du Constantinois, archives SHAT, 1 H 1726. Il est reproduit dans l'ouvrage sous la direction de Jean-Charles Jauffret *La guerre d'Algérie par les*

Le 8 mai, dès 7 H 00 du matin, un important rassemblement d'indigènes se forme aux abords de la mosquée. La troupe scout musulmane de la ville [Sétif] éKechafat El Hayaté est présente elle aussi. Les manifestants déclarent au Commissaire de police, venu sur place pour observer, que leur intention est de défilier en cortège jusqu'au monument aux morts pour rendre hommage aux morts de cette guerre. Le chef de la troupe scout se rend alors à la sous-préfecture et obtient *pour sa troupe*, l'autorisation de se rendre en cortège au monument aux morts.

Vers huit heures trente, la troupe scout se met en marche, suivie par un cortège comptant 7 à 8 000 personnes. Immédiatement derrière les scouts, marche un petit groupe porteur du drapeau français et de deux drapeaux aux couleurs du Prophète. Derrière, sont portées des pancartes avec les inscriptions suivantes : « Libérez Messali⁵³ », « Nous voulons être vos égaux », « Vive l'Algérie indépendante », « Vivent les Nations unies ». Le cortège progresse et arrive vers 9 H 00 à la hauteur du café de France, rue de Constantine. Un barrage de police a été disposé à cet endroit et, conformément aux ordres qu'il a reçus, le commissaire central somme les manifestants de faire disparaître banderoles et pancartes séditionnelles. Sur le refus qui lui est opposé, la police essaie de s'en emparer. C'est le signal de la bagarre : aussitôt des coups de feu éclatent. (...)

Un autre rapport est encore plus précis⁵⁴ :

(...) Le chef des Scouts musulmans, Yalla Abdelkader, déclare notamment qu'il retirera ses troupes si le cortège a un caractère politique; il part même en voiture à la Sous-préfecture avec le Commissaire central pour renouveler sa promesse et, au retour, invite les scouts à déposer leurs matraques à la Mosquée⁵⁵ ; mais, d'après le Commissaire central, quelques-uns seulement obéissent et la plupart gardent leurs matraques. (...).

documents, tome 1, *L'avertissement, 1943-1946*, Service Historique de l'Armée de Terre, 1990, p. 207.

⁵³ Leader nationaliste algérien arrêté en décembre 1943, fondateur du Parti du Peuple algérien (1937) puis du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (1946).

⁵⁴ Il s'agit du rapport du général Tubert qui dirigea la commission d'enquête sur les émeutes du Constantinois. Installée le 18 mai 1945, elle du interrompre ses travaux dès le 26 mai 1945 sur ordre du gouvernement. La plupart des exemplaires du rapport furent détruits. Texte dans Robert Aron, *Les origines de la guerre d'Algérie*, éditions Fayard, 1962, p. 118. Voir aussi *La guerre d'Algérie par les documents*, *op. cit.*, p. 523.

⁵⁵ Sic ! Il est remarquable de noter que c'est le chef scout qui est invité à négocier avec le sous-préfet. Lors du débat à propos de ces émeutes à l'Assemblée consultative provisoire, le rôle des scouts sera encore évoqué. *Journal officiel*, séance du 10 juillet 1945, p. 1346, reproduit par Robert Aron, *op. cit.*, p. 121-122.

Le premier mort à la suite des coups de feu est un scout qui brandit le drapeau algérien, Saal Bouzid⁵⁶. La répression sera particulièrement sauvage à Guelma. Selon les sources algériennes, quarante scouts musulmans du groupe En Noudjoum sont arrêtés le 12 mai 1945 et fusillés le lendemain⁵⁷. A la suite de ces émeutes, un arrêté du 31 mai 1945 du préfet du département de Constantine interdit les SMA dans le tout département. Cette interdiction sera levée en avril 1946. Les SMA vont désormais faire l'objet d'une surveillance redoublée de tous les services français de police et de renseignements⁵⁸.

⁵⁶ Sa famille a reçu à titre posthume le Mérite national scout des mains de M. Bouteflika le 28 mai 2000 lors de la Journée nationale des Scouts musulmans d'Algérie. *Horizons*, 29 mai 2000. Le nom de Saal Bouzid a été donné à une place de Sétif.

⁵⁷ André Achiary, sous-préfet de Guelma, porte une responsabilité considérable dans la violence de la répression ayant notamment appelé à la formation d'une milice civique parmi les européens. Voir *La guerre d'Algérie par les documents, op. cit.*, p. 249-250. Le massacre des scouts de Guelma est évoqué par Mohamed Derouiche, *op. cit.*, p. 77-78, p. 116 et p. 238. La presse algérienne l'a rappelé lors du 55^e anniversaire des émeutes du 8 mai 1945, *El Moudjahid*, 8 mai 2000. La principale source sur ce drame est l'enquête en huit articles du journaliste Abdelkader Safir parue dans le journal nationaliste *Egalité* en septembre 1947. En ce qui concerne les scouts, l'article parut le 26 septembre 1947. Les SMA auraient été dénoncés par le commissaire local des Eclaireurs de France, secrétaire de la milice civique, présentés à un tribunal improvisé auquel aurait été traduit leurs chants nationalistes puis fusillés. Ces éléments sont largement recoupés par le livre de Charles-Robert Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome 2, Presses universitaires de France, 1979, p. 574 : *À Guelma, le sous-préfet Achiary fit ramasser, après que les combats aient cessés, les Algériens par camions. Des centaines d'entre eux, notamment ceux qui étaient incarcérés dans les prisons de la ville, furent fusillés en représailles, après une parodie de jugement, aux fours à chaux d'Héliopolis et Millesimo. La commission Tubert qui ne put enquêter sur place rapporte le bruit de 500 à 700 victimes.*

⁵⁸ Voir mon article « Les Scouts musulmans algériens vus par l'administration et les services de renseignements français, 1945-1962 ». (à paraître). Les services de renseignements militaires se livrent ainsi en septembre 1945 à une étude minutieuse de SMA (histoire, orientation, implantations...) et analysent même leurs chants. Les Renseignements généraux font de même en 1959. Le niveau de surveillance atteint est étonnant : Dans le département de Constantine, chaque troupe scout fera l'objet d'une fiche individuelle tenue par la gendarmerie. En février 1948, les services de renseignements de ce département reçoivent les instructions suivantes : *Les organes de recherches aiguilleront plus particulièrement leur activité, au cours de la deuxième quinzaine de février 1948, sur l'observation des troupes de Scouts musulmans.* (SHAT, 1 H 2862, note 2^e Bureau de la division territoriale de Constantine)

Pendant la bataille d'Alger (janvier-octobre 1957), les fiches des nationalistes algériens détenus par les Renseignements généraux dont s'emparent les parachutistes chargés du maintien de l'ordre font apparaître l'appartenance aux

Le jamboree de Moisson en août 1947 va présenter une grande importance pour les SMA. Il s'agit pour eux de faire reconnaître l'Algérie au plan international. Plusieurs incidents symboliques illustrent l'enjeu de ce rassemblement. Les délégations du Scoutisme français d'Algérie et du Maroc (1 200 jeunes dont 200 SMA⁵⁹) rejoignent le 31 juillet 1947 la métropole à bord du croiseur « Georges Leygues ». Au moment du lever des couleurs, les SMA ont quitté le pont... Puis, les SMA refusent de coudre les écussons « France » sur leur uniforme et les remplacent par un écusson « Algérie »⁶⁰. Le 15 août, en plein jamboree, l'Inde et le Pakistan deviennent indépendants.

C'est les larmes dans les yeux que les Algériens virent devant les représentants de toutes les nations, le drapeau anglais s'abaisser tandis que le drapeau vert et blanc, le drapeau au croissant d'Islam montait vers le ciel : il allait flotter dans les airs et dire à qui voulait le voir que le Pakistan était musulman, était libre et indépendant

écrit le journal des SMA dans un article de compte-rendu⁶¹. Des milliers de tracts nationalistes sont distribués dans les tentes du jamboree par des routiers SMA. Nouvel incident au retour⁶² :

Je dus expliquer aux autorités algériennes pourquoi les SMA à leur retour étaient descendus du bateau en portant des fanions (sinon des drapeaux) verts. J'expliquai que le vert était la couleur de la branche éclaireur. On se contenta de cette explication, je ne sais trop pourquoi. Si on m'avait demandé si je ne me fichais pas du monde, je n'aurais pu répondre non.

SMA dans les parcours personnels des militants. Voir un exemple dans Yves Courrière, *La guerre d'Algérie*, tome 1, éditions Robert Laffont, 1990, p. 799.

⁵⁹ Ils sont groupés en quatre troupes aux noms très symboliques : Abdel Kader, héros de la lutte contre les Français lors de la conquête de l'Algérie, Ben Badis, fondateur de l'association des Oulémas, Tarik, chef berbère qui conquiert l'Espagne au 8^e siècle, et Okba, conquérant musulman de l'Algérie au 7^e siècle.

⁶⁰ Ces incidents sont rapportés par Mohamed Derouiche, *op. cit.*, p. 135. Description de la traversée et de la veillée à bord dans *jamboree-France*, 6 août 1947.

⁶¹ *Bulletin SMA spécial jamboree-Festival mondial de la jeunesse*, p. 13, cité par Mahfoud Kaddache dans sa contribution « Action armée et nationalistes algériens » dans l'ouvrage collectif sous la direction de Charles-Robert Ageron *Les chemins de la décolonisation de l'empire français, 1936-1956*, éditions du CNRS, 1986, p. 392.

⁶² Témoignage de Marcel Kergomard, commissaire Eclaireurs de France, délégué du Scoutisme français pour l'Algérie, dans l'ouvrage de Pierre Kergomard et Pierre François, *Les Eclaireurs de France de 1911 à 1951*, éditions des EEDF, 1983, p. 372. Le vert était effectivement traditionnellement la couleur de la branche éclaireurs mais aussi évidemment celle de l'Islam.

En plus du jamboree de Moisson, les SMA participent aussi au même moment au Festival mondial de la jeunesse démocratique à Prague. Cette manifestation rassemblent les jeunes des associations pro soviétiques venu du monde entier. Il s'agit là aussi de faire reconnaître leur association et leur combat nationaliste au plan international⁶³. Les SMA ont à ce moment de l'ordre de 5000 membres dans une centaine de groupes locaux dans toute l'Algérie. Le mouvement est de fait contrôlé par le PPA-MTLD⁶⁴. Cette situation amène en mars 1948 à une scission. Un groupe de chefs part créer les Boy-Scouts musulmans d'Algérie (BSMA). Ceux-ci se réclament d'un scoutisme musulman algérien libre. En fait, cette association représente un autre courant du nationalisme algérien, celui de l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA) créé en 1945 par Ferhat Abbas. Les BSMA comprenaient 21 groupes en 1950. L'administration française fera bénéficier cette association d'un agrément et surtout de subventions qui seront refusées aux SMA⁶⁵. En septembre 1949, l'administration demande au Scoutisme français d'exclure les SMA afin de les priver de leur subvention du fait de leur attitude contraire aux intérêts de la France⁶⁶. Le Scoutisme français ne donnera pas suite à cette demande.

En juin 1953, des éléments des SMA et des Scouts de France vont créer ensemble l'AJAAS, l'Association de la jeunesse algérienne pour l'action sociale. Celle-ci va avoir une action importante dans les milieux les plus défavorisés d'Alger. Elle va également constituer un lieu de rencontres et de découverte mutuelle entre musulmans et européens. Pour un certain nombre d'entre eux, cette action sociale sera l'occasion ou la confirmation des inégalités du système colonial. Nombre d'entre eux vont se retrouver autour de la revue *Consciences maghrébines* d'André Mandouze. Une bonne part des militants libéraux d'Algérie est issue de

⁶³ Et c'est le même numéro du bulletin SMA qui rend compte de ces deux manifestations début 1948.

⁶⁴ Mohamed Derouiche, *op. cit.*, p. 153. Le salaire de l'unique permanent SMA vers 1949-50, Salah Louanchi, commissaire Route est pris en charge par le PPA.

⁶⁵ Effectif donné par Mohamed Derouiche, *op. cit.*, p. 155. Les BSMA avaient au moins une implantation en métropole à dans la Loire en 1957 qui existe encore en 1959. *Journal officiel*, 16 juin 1957, p. 6079. L'agrément des BSMA dont l'adhésion au Scoutisme français fut refusée est évoqué par Pierre François et Pierre Kergomard, *op. cit.*, p. 373.

⁶⁶ Lettre du Gouverneur général Edmond Naegelen au collège algérien du Scoutisme français, 7 septembre 1949. Texte dans Mohamed Derouiche, *op. cit.*, p. 253.

ce milieu⁶⁷. En juin 1956, ceux-ci lancent la revue *L'Espoir*. Parmi ses animateurs figurent de nombreux chrétiens dont nombre d'anciens scouts, membres de la Vie nouvelle. Mais on y trouve aussi Mahfoud Kaddache, secrétaire général des SMA depuis 1953 et président de cette association de 1957 à 1962. Pour ces bonnes volontés, il s'agit de continuer *le dialogue, de lutter contre la guerre et le cycle terrorisme-répression. Dans le climat qui régnait à l'heure de la bataille d'Alger, c'était prendre de grands risques*⁶⁸. D'autres anciens de l'AJAAS soutiendront directement l'action du FLN. C'est par exemple le cas de Pierre Chaulet, médecin, ancien chef de la troupe marine des Scouts de France d'Alger, qui va jouer un rôle essentiel dans l'aide au FLN durant la bataille d'Alger⁶⁹ ou d'Evelyne Lavalette, responsable Guides de France qui assurera l'impression du journal du FLN *El Moudjahid* jusqu'à son arrestation en novembre 1956⁷⁰. Les activités strictement scoutées des SMA vont être très perturbées par le début de la guerre d'Algérie le 1^{er} novembre 1954. Les SMA créeront pourtant à ce moment leur branche féminine avec l'aide des Guides de France⁷¹. Nombre de cadres des SMA vont prendre des responsabilités importantes au sein du FLN. Par exemple, Salah Louanchi, commissaire national Route, devient l'un des responsables de la fédération FLN de France jusqu'à son arrestation le 26 février 1957⁷². Certains ne reculent pas devant le terrorisme : Mohamed Ben-Sadok, ancien SMA, assassine le 29 mai 1957 Ali Chekkal, ancien vice-président de l'assemblée algérienne opposé à toute idée d'indépendance⁷³.

⁶⁷ Il n'est pas possible d'étudier ici ce milieu au sein duquel se trouvent de nombreux scouts et guides européens et musulmans. Voir la maîtrise de Bernard Giroux *Religion et politique, la Route Scouts de France 1945-1965*, université de Paris X, 1996, p. 163-169.

⁶⁸ *Le Monde*, 9 juin 1962.

⁶⁹ Voir Yves Courrière, *op. cit.*, p. 498-499, p. 609 notamment à propos de l'action de l'AJAAS. L'index du livre compte 28 références à Anne-Marie et Pierre Chaulet qui refuseront toutefois de transporter des explosifs pour le FLN.

⁷⁰ Yves Courrière, *op. cit.*, p. 699, p. 704-705, p. 739.

⁷¹ Voir le témoignage d'Armande Blasselle, commissaire de la région Algérie des Guides de France de 1958 à 1961 dans l'ouvrage collectif sous la direction de Gérard Cholvy et Marie-Thérèse Cheroutre *Le Scoutisme*, éditions du Cerf, 1994, p. 413-420.

⁷² Récit de son arrestation dans Ali Aroun, *La 7^e wilaya, la guerre du FLN en France 1954-1962*, éditions du Seuil, 1986, p. 28-29. Par contrecoup, son arrestation entraîne celle de son beau-frère, Pierre Chaulet. Yves Courrière, *op. cit.*, p. 833.

⁷³ *Ben Sadok incarne la jeune génération cultivée, toute imprégnée des valeurs de la République mais aussi des valeurs du scoutisme qu'il a pratiqué durant dix ans avec ferveur. Comme beaucoup, il a d'abord été déçu, après la guerre, dans son*

Zohra Drif, l'une des premières guides SMA⁷⁴, fait partie du réseau des poseuses de bombes d'Alger⁷⁵.

Les SMA vont profondément marquer la jeunesse algérienne :

Les SMA forment une sorte de franc-maçonnerie de la jeunesse qui laisse une marque indélébile chez ceux qui l'ont vécue, et façonnent un compagnonnage qui résiste en partie aux clivages politiques ultérieurs

remarque Omar Carlier⁷⁶. L'importance du rôle des SMA dans l'histoire du nationalisme algérien a été noté par les spécialistes de l'histoire de l'Algérie tels Benjamin Stora, Charles-Robert Ageron ou Mahfoud Kaddache⁷⁷.

Comment évaluer l'importance des SMA dans l'histoire du mouvement nationaliste algérien ? Dans une déclaration récente, un responsable national des SMA affirmait que *sur les 22 historiques* [les 22 militants du MTLD, en rupture avec leur parti, qui réunis le 25 juillet 1954 se prononcent pour la révolution armée jusqu'à l'indépendance],

espoir de voir la France appliquer à ses trois départements d'Afrique du Nord le droit métropolitain. Il est progressivement venu à la révolte. Ce n'est pourtant pas un militant du FLN comme le démontrera le procès. Son geste est celui d'un jeune idéaliste qui a cru voir dans ce crime qu'il regrette, l'expression de son devoir patriotique. Christian Guérin, *Scouts, histoire d'une dérive*, éditions Golias, 1999, p. 93. André Cruiziat, Jean-Paul Sartre et André Mandouze témoigneront lors du procès de Ben Sadok.

⁷⁴ Mohamed Derouiche, *op. cit.*, p. 40.

⁷⁵ Yves Courrière, *op. cit.*, p. 743-745. Il y a 20 références à Zohra Drif. Elle pose le 30 septembre 1956 une bombe dans un café d'Alger. Celle-ci fait deux morts. Douze personnes dont plusieurs enfants seront amputées. Durant la bataille d'Alger, elle est l'une des principales collaboratrices du chef du FLN d'Alger, Yacef Saadi, avec qui elle est arrêtée le 24 septembre 1957.

⁷⁶ *Entre nation et jihad, histoire sociale des radicalismes algériens*, *op. cit.*, p. 89. Cet auteur insiste aussi sur l'apport des SMA au PPA et à son appareil militaire.

⁷⁷ *L'appartenance à un mouvement de jeunesse (en particulier les Scouts musulmans d'Algérie) est un prélude à l'entrée dans le mouvement national.* Benjamin Stora, *Les sources du nationalisme algérien*, éditions L'Harmattan, 1989, p. 145. Même citation dans sa communication « Continuité et ruptures dans la direction nationaliste algérienne à la veille du 1^{er} novembre 1954 », contribution à l'ouvrage collectif sous la direction de Charles-Robert Ageron *Les chemins de la décolonisation...*, *op. cit.*, p. 407. Pour Charles-Robert Ageron, voir son *Histoire de l'Algérie contemporaine*, *op. cit.*, p. 337, p. 555, p. 569, p. 582, p. 586, p. 592 ou sa notice « Algérie » dans l'*Encyclopedia universalis*. Pour Mahfoud Kaddache, tome 2 de sa thèse, *Histoire du nationalisme algérien*, SNED, Alger, 1981, p. 593, p. 619, p. 621, p. 671, p. 697, p. 733, p. 808 à 810, p. 862-863...

17 ont été scouts et parmi les six restants [les six fondateurs de ce qui va devenir le FLN], quatre ont été scouts⁷⁸. Benjamin Stora dans son *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens, 1926-1954* présente la biographie de 613 d'entre eux. L'appartenance aux SMA peut être vérifiée pour 24 d'entre eux, soit 3,9 %. Ce chiffre est manifestement en dessous de la réalité. L'auteur note d'ailleurs dans la notice de Mokhtar Badji, l'un des 22, que

c'est tout naturellement dans le scoutisme (comme de nombreux autres militants algériens) qu'il trouve la cadre de ses premiers engagements⁷⁹.

Le 3 juillet 1962, l'Algérie devient indépendante. À Rocher-Noir, siège du Gouvernement général, une guide SMA et un combattant de l'Armée de libération nationale hissent le drapeau algérien⁸⁰. Dans toutes les villes, d'immenses manifestations de joie ont lieu. Et partout, les unités scoutes figurent en bonne place. *Aux dernières heures de la fête, étudiants et scouts algériens ont défilé à Constantine* titre *Le Monde* du 7 juillet 1962 qui note que

les premiers groupes d'étudiants, de scouts, d'étudiantes, de guides ont fait leur apparition au milieu des vivats et des « youyou » et le premier défilé de ces jeunes élites a ému la foule.

À Oran, les SMA et les guides clôturent le défilé de l'indépendance⁸¹. À Alger, Benyoussef Ben Khedda, ancien SMA, est président du Gouvernement provisoire de la République algérienne.

*

* *

Le scoutisme est un mouvement éducatif et non politique. Il permet l'acquisition de l'autonomie et forme des femmes et des hommes

⁷⁸ Déclaration d'Amar Aïssaoui, du commissariat général des SMA, lors du 55^e anniversaire de la fondation du groupe scout El Chihab. *El Watan*, 3 janvier 2001. L'examen du *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens 1926-1954*, de Benjamin Stora, *op. cit.*, p. 319-332, permet toutefois de penser que ce chiffre est exagéré. Cet auteur note une activité chez les SMA uniquement pour 2 des 22, et pour aucun des 6. Il est toutefois certain que ces chiffres sont nettement sous évalués. Par recoupement avec le livre de Mohamed Derouiche, on arrive au minimum à 5 SMA dans les 22 et à 2 parmi les 6.

⁷⁹ Benjamin Stora, *op. cit.*, p. 321.

⁸⁰ *La Dépêche d'Algérie*, 4 juillet 1962, photo en première page.

⁸¹ *La Dépêche d'Algérie*, 4 juillet 1962, p. 5.

responsables. Mais ce projet va se heurter à la réalité créée par les situations politiques : minorités nationales s'estimant opprimées, états colonisés. Comment va alors se traduire l'obligation du scout envers son pays ? On passe du domaine éducatif au patriotisme. Et la limite entre le patriotisme et le politique est bien difficile à tracer avec en plus le risque réel de manipulation des enfants par des adultes déterminés.

Partout, dans le monde, le scoutisme est au service de la Patrie. Il était difficile de refuser aux jeunes algériens de cultiver ce sentiment si naturel. Le Scoutisme français se trouvait en face d'un problème politique de fond

analysait avec lucidité en 1984 Jacques Despins, ancien commissaire Scouts de France pour la branche musulmane⁸².

Manifestement, le scoutisme a joué un rôle réel dans la formation des militants, des élites qui ont contribué aux mouvements d'émancipation nationale. Il y a ici un vaste champ de recherches à creuser. De nombreux autres exemples pourraient être donnés, notamment en Afrique noire. Il faudrait aussi s'assurer de la validité de cette hypothèse dans les empires coloniaux étrangers: belge, néerlandais, britannique⁸³, portugais. Il ne faut toutefois pas négliger la contradiction de fond que referme en elle-même l'idée d'un scoutisme nationaliste. Le scoutisme entend être universel, universaliste et ouvert au monde. Or, par définition, le risque d'enfermement est particulièrement net dans une conception de la nation sur une base ethno-culturelle. Dans un texte de 1928, Baden-Powell opposait le patriotisme mesquin avec le patriotisme de type international,

⁸² Mohamed Derouiche, *op. cit.*, p. 112.

⁸³ Aux Indes, Annie Besant, animatrice de la Société Théosophique fut aussi l'une des responsables nationalistes les plus actives. Et parallèlement, elle créa un mouvement scout nationaliste, le mouvement de Baden-Powell n'étant ouvert qu'aux européens. En quelques années, il y eut six mouvements scouts aux Indes, certains créés par l'administration coloniale pour concurrencer celui d'Annie Besant et d'autres indépendantistes. Baden-Powell se rendit sur place en janvier 1921 pour essayer de fédérer les différentes associations. Il reçut sur place la promesse scoute d'Annie Besant. E.E Reynolds, *Baden-Powell*, p. 177-178, éditions 1945 et Baden-Powell, *À l'école de la vie*, sd, éditions Delachaux et Niestlé, p. 261-262. Des difficultés subsistèrent encore. Lors de son dernier voyage en Inde en 1937, le Vice roi lui demanda d'être extrêmement prudent dans ses discours en public et de ne pas reconnaître d'association de scouts nationalistes sans l'avoir consulté auparavant. Tim Jeal, *Baden-Powell*, Hutchinson, Londres, 1989, p. 541.

Le scout est loyal envers son pays...

celui qui serait reconnaître les côtés justes et raisonnables des demandes des autres nations du monde et amènerait notre pays à prendre conscience des autres nations du monde et à établir des liens de camaraderie avec elles.⁸⁴

Aujourd'hui, le phénomène de scoutisme nationaliste continue avec les scouts du Hezbollah au Liban. Ceux-ci réuniraient des jeunes de 11 à 25 ans⁸⁵, montrant une nouvelle fois l'implication du scoutisme dans des réalités socio-politiques complexes. Puissent les membres des actuelles associations de scoutisme nationaliste ne pas oublier la volonté d'ouverture au monde du fondateur.

⁸⁴ *La jeunesse et ses mouvements, influence sur l'évolution des sociétés au XIX^e et XX^e siècles, op. cit.*, p. 406. Le texte paraît dans *The Scouter*, août 1928.

⁸⁵ *La Vie* n° 2871, 7 septembre 2000, p. 20.

ENTRE LA CLANDESTINIDAD Y LA LEGALIDAD EL ESCULTISMO ESPAÑOL EN EL PRIMER FRANQUISMO (1939-1953)

José Ignacio CRUZ OROZCO

La trayectoria del escultismo presenta numerosos puntos de interés para el investigador especializado en la historia del universo juvenil. Dejando de lado otras cuestiones igualmente interesantes, uno de los aspectos que llaman especialmente la atención se centra en la aplicación del modelo general a cada caso particular. Esa dinámica, entre la innegable vocación internacionalista del escultismo y su adaptación específica a cada territorio, nos permite descubrir matices y prácticas diferenciadas, las cuales nos ponen de manifiesto un mosaico variado y diverso. Pero en el que, a su vez, se mantienen ciertas constantes - ideológicas, metodológicas, formativas o simbólicas - las cuales nos permiten constatar la existencia de un único movimiento coordinado, el escultismo, con una cierta variedad de adaptaciones. En el caso de España, la tensión entre las diversas lecturas del escultismo y el mantenimiento de la necesaria coordinación ha dado lugar a situaciones muy complicadas. En algunos periodos, como el que vamos a analizar, la negación de la diversidad de planteamientos ha llevado a malentendidos, costosos enfrentamientos y a la pérdida de oportunidades.

Otro aspecto relevante de la trayectoria del escultismo es la adaptación a las circunstancias históricas generales de cada uno de los países en los que se encontraba implantado. Las asociaciones scouts han tenido que adaptarse a la situación política existente en cada momento, y muy especialmente en todo lo referente a la política de juventud. Mi intervención en este Coloquio va a tener muy presente esos dos ejes. De una parte, los condicionantes de la política general y de juventud en los grupos scouts españoles en una época precisa, y, de otra, las distintas lecturas que esos mismos grupos realizaban del ideario pobelista y su aplicación directa con los jóvenes.

Los primeros scouts

Los primeros grupos scouts españoles se crearon en 1912 bajo la dirección del capitán de caballería Teodoro Iradier. Las tropas se agruparon en la Asociación Nacional de Exploradores de España, la cual alcanzó un cierto desarrollo en los años posteriores. En la década de 1910 se constituyeron tropas de exploradores en bastantes ciudades y los scouts comenzaron a formar parte de la realidad juvenil. El modelo de funcionamiento de los exploradores durante esos primeros años tuvo un marcado carácter oficialista y paramilitar. Sus dirigentes, entre los que abundaban los militares de carrera, fueron personas muy vinculadas a la Monarquía y su objetivo fue potenciar una asociación juvenil dentro de la corriente ideológica conservadora cuya meta era el regeneracionismo de la sociedad española. Aunque sometida a algunas crisis y sufriendo en ocasiones ciertas tensiones entre los que defendían planteamientos más conservadores y aquellos que realizaban una lectura más moderna del modelo formativo propuesto por Baden Powell, la Asociación Nacional de Exploradores de España fue la única asociación scout que hubo en España desde 1912 hasta comienzos de la década de 1930.¹

Precisamente en esas fechas se produjeron profundos cambios en la sociedad española. El 14 de abril de 1931, tras la celebración de unas elecciones municipales y como resultado de un largo proceso de crisis, se proclamó la II República, marchando el rey Alfonso XIII al exilio. El cambio de régimen supuso, entre otras muchas modificaciones, el auge social y político de idearios vinculados a grupos obreros, como el socialismo o el anarcosindicalismo, que hasta ese momento habían estado muy relegados. Tan importantes transformaciones tuvieron muy amplia repercusión en los grupos juveniles. Consecuentemente, también afectaron a los Exploradores de España que constituía la asociación de jóvenes sin vínculos directos con ningún grupo político, más importante del país y cuyos modelos de actuación se habían consolidado de tal manera que constituían una referencia ineludible en el ámbito de la educación no formal.

En cierta medida los cambios habían comenzado un poco antes. En 1929 Josep María Batiste i Roca creó en Barcelona *Minyons de Muntanya*,

¹ Puede consultarse al respecto Cruz, J. I., *Escultismo educación y tiempo libre*, Valencia, Institut Valencià de la Juventut, p. 27-40. También existe el testimonio de uno de los primeros exploradores, Buendía, F., *Los Exploradores de España. Retazos de su Historia*, Madrid, Imp. Tutor, 1984.

asociación scout de orientación catalanista e independiente de los Exploradores, en la cual se integraron algunos grupos católicos. A partir de ese momento, y hasta la actualidad, no puede hablarse de un único escultismo en España, sino de un movimiento juvenil, el movimiento scout, el cual integra diversas asociaciones que interpretan el modelo formativo propuesto por Baden Powell de un modo diferente. Poco después, en 1933, se constituyó en Madrid una tropa de Scouts Hispanos. Se trataba de una nueva asociación independiente de los Exploradores, ubicada en la órbita de los grupos confesionales de la época. Ese mismo año la mayoría de los grupos de exploradores radicados en Cataluña rompieron con su asociación nacional y constituyeron los *Boy-Scouts de Catalunya*. También fue fundada en 1933 la Asociación de Muchachas Guías de España.²

Como podemos comprobar, la situación que había caracterizado al escultismo español desde su fundación, con una única organización bien vista por la Administración, de la que incluso recibía apoyo económico, cambió por completo en muy poco tiempo. De una parte, vinculadas al ideario nacionalista catalán surgieron los *Boy-Scouts de Catalunya* y los *Minyons de Muntanya*. Por otra parte los « Scouts Hispanos » representaban un modelo de escultismo católico similar al existente en otros países europeos. Además, los « Exploradores de España » continuaban bien implantados en bastantes lugares y las Guías comenzaron a contar con grupos en algunas ciudades.

El franquismo y su política de juventud

En julio de 1936 estalló en España la Guerra Civil. Se trató de un sangriento suceso que supuso una auténtica tragedia nacional y que, como consecuencia, produjo una tremenda fractura en la sociedad española. Las secuelas de eso enfrentamientos no se superaron, en cierta medida, hasta la restauración de la democracia en 1977. En 1939 finalizó la contienda con el triunfo de las fuerzas dirigidas por el general Franco y se instauró un régimen autoritario, que, al menos en sus principios, contó con fuertes componentes fascistas. La ideología del franquismo no resulta fácil de

² Cruz, J.-I., *Escultismo... o. c.*, p. 49-55. Acerca del escultismo catalán resulta imprescindible la consulta de los notables trabajos de Balcells, A. y Samper, G., *L'escoltisme català (1911-1978)*, Barcelona, Barcanova, 1993 y Gabarró i Pallarés, M., « L'escoltisme a Catalunya, 1912-1939 » en *Barcelona d'excursió. Excursionisme y escoltisme més enllà del lleure ciutadà*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona, 1999, p. 100-133.

encasillar. El general Franco gobernó España durante más de 35 años y murió de muerte natural siendo Jefe del Estado. Una de las claves de tan larga permanencia en el poder fue la sucesiva adaptación de su régimen a las necesidades de la política nacional e internacional. Pero el franquismo, aún en sus sucesivas transformaciones, siempre se caracterizó por el rechazo de las fórmulas políticas propias de la democracia y del liberalismo político.

Otro de sus rasgos definitorios fue el reparto de importantes cuotas de poder entre los sectores sociales y políticos que apoyaron al general Franco durante la Guerra Civil. Dependiendo de la coyuntura internacional, y de otras circunstancias internas, Franco fue apoyándose en mayor o menor medida en diversos grupos, en lo que la historia política española ha denominado las « familias del franquismo ». En los primeros años, fundamentalmente hasta el final de la II Guerra Mundial en 1945, la Falange, que aunque con importantes matices puede ser catalogada como el partido fascista español, se convirtió en uno de los puntales básicos del gobierno. Precisamente, debido a esas circunstancias la política de juventud quedó fuertemente influenciada por la ideología falangista y, hasta cierto punto, fue una parcela que siempre estuvo bajo su control, hasta la restauración de la democracia en 1977³.

Dentro de esa coyuntura, los dirigentes de los Exploradores de España, conscientes de que tenían pocas probabilidades de sobrevivir como organización, dentro de los planes que el gobierno diseñaba para la juventud, intentaron por todos los medios que éste permitiera su continuidad. Para ello, enviaron al propio Franco tres escritos en 1939, para intentar que éste no adoptara ninguna medida en contra de la entidad. Los documentos eran un alegato de defensa de los Exploradores de España, frente a las acusaciones que algunas personas entonces vertían contra la institución. Los dirigentes negaban que la entidad dependiera de organismos o potencias extranjeras, tuviera cualquier relación con ningún tipo de sectas o propugnara ideas laicistas.⁴

Pero la suerte de los Exploradores de España estaba decidida. De nada sirvieron las peticiones de sus dirigentes, los cuales llegaron a

³ Sobre este aspecto, poco tratado por la historiografía española, el texto más completo es el de Sáez Marín, J., *El Frente de Juventudes*, Madrid, Siglo XXI, 1988.

⁴ Los documentos se encuentran reproducidos en López Lacarcel, J.-M.: *Los exploradores Murcianos (1913-1940)*. Murcia, Mediterráneo, 1986, p. 250-254.

solicitar que se permitiera la existencia provisional de la Asociación, como una rama de la « gran organización juvenil » que el gobierno estaba creando, aunque sin recibir ningún auxilio económico y sin realizar competencia con ésta. Los ideólogos del Nuevo Estado defendían una España centralista y unitaria. En consecuencia, sólo podía existir una organización que fomentara la formación física, moral y patriótica de los jóvenes. Se trataba del Frente de Juventudes el cual tenía como modelos de referencia los *Balillas* fascistas italianos y, en menor medida, la *Hitler-Jugend* alemana.

Los principios de esa política de juventud resultaban contrarios a la existencia de cualquier otra asociación diferente a la gubernamental. En consecuencia, el subsecretario del Ministerio de la Gobernación envió el 22 de abril de 1940 una circular a todos los Gobernadores Civiles, señalando la « suspensión de actividades de la Asociación Nacional de los Exploradores de España »⁵. Así, la única entidad juvenil autorizada por el franquismo fue el Frente de Juventudes, el cual quedó regulado por su ley fundacional de 6 de diciembre de 1940. En virtud de esa norma legal, los falangistas a través de la Delegación Nacional del Frente de Juventudes pasaron a controlar toda la política de juventud del “nuevo régimen”. La principal característica de esa política, y de la ley que la instauraba, era su talante profundamente totalitario. Dicho apelativo debe ser considerarlo en la concepción teórica más simple, ya que el Frente de Juventudes a través de sus distintas secciones encuadraba a todos los jóvenes españoles ya fueran éstos estudiantes, obreros industriales o del campo.⁶

En lo que respecta a los scouts españoles, la situación tuvo importantísimas repercusiones. A partir de este momento, y durante más de una década, la cuestión de la legalidad se convirtió en pieza clave de su actuación. En un primer momento, la respuesta de los distintos colectivos no fue la misma. Los grupos pertenecientes a los Exploradores aceptaron con resignación los vetos que se les imponía y paralizaron sus actividades. Aquí y allá, algún pequeño grupo continuó realizando cierta actividad, pero siempre de un modo autónomo y testimonial, sin coordinación entre ellos y temerosos de lo que podía ocurrirles ya que se sabían fuera de la legalidad.

⁵ El texto completo de la circular se encuentra en Genovés, E., *Cronología del Movimiento Scout*, Madrid, Imp. Tutor, p. 37-38.

⁶ Art. 2 de la Ley 6 de diciembre de 1940.

No ocurrió lo mismo con los scouts catalanes de Minyons de Muntanya - Boy Scouts de Catalunya, los cuales habían unificado sus respectivas organizaciones en los primeros meses de 1937.⁷ Éstos no se resignaron a dejar de practicar el escultismo y decidieron continuar con sus actividades, a pesar de que tal decisión suponía desafiar la legislación franquista. A los pocos meses de finalizada la Guerra, algunos núcleos de *minyons* bajo la dirección de mosén Batlle comenzaron a reorganizarse en Barcelona.

Además de Cataluña, el único lugar de España donde está plenamente documentado que se continuó practicando el escultismo de forma activa fue en Valencia. El núcleo scout de esa ciudad se situaba entre los sectores más avanzados de los “Exploradores de España”. Era reducido en número, pero contaba con sólidos cimientos. A partir de 1943 reiniciaron sus actividades, adoptando el nombre de *Boy Scouts del País Valencià*.⁸ Hay que tener presente desde una perspectiva más amplia, que el relanzamiento de las actividades escultistas por parte de esas dos asociaciones coincidió con la primeras derrotas de las fuerzas del Eje. Tales acontecimientos, aportaron esperanzas a los grupos españoles cuyas simpatías se situaban a favor de las potencias aliadas.

De todos modos, debemos de tener en cuenta que ambos núcleos se enfrentaron por completo con la política juvenil del franquismo, en los años de la más dura postguerra, dentro de un contexto político y social muy complicado. Desde el punto de vista político, tanto el escultismo catalán como el valenciano desarrollaban sus actividades en una condiciones de casi total clandestinidad. Las autoridades franquistas y los falangistas les ocasionaron problemas de todo tipo, entre los cuales se incluyeron detención de dirigentes, asaltos a domicilios particulares y locales, multas de diversa cuantía, incautación de material y

⁷ Balcells, A. i Samper, G., *o. c.*, p. 125-131.

⁸ Para reconstruir todo el proceso de reorganización de los scouts valencianos nos basamos, fundamentalmente, en datos incluidos en diversa documentación del archivo de Emili Beüt, líder de los scouts valencianos, citado en adelante, AEB. De acuerdo con algunos informes que allí se custodian, cabría deducir que los scouts valencianos adoptaron la denominación de Boy Scouts del País Valencià durante la Guerra Civil. Entre las iniciativas que este colectivo llevó a cabo merece destacarse la publicación de un boletín titulado *Por el Sendero*. Según nuestros datos se trató de la primera revista scout publicada en España tras la Guerra Civil. Teniendo en cuenta las circunstancias, su edición y distribución se realizaba de forma clandestina. Cruz, J.-I., *o. c.*, p. 58-68 y Vila Moreno, A., *Emili Beüt Belenguer*, Valencia, Diputació de València, 2000, p. 117-129.

enfrentamientos verbales. Pero pese a todas las trabas prosiguieron su tarea, consiguiendo que la llama del escultismo se mantuviera viva durante la dura postguerra.⁹ Además de esos problemas relacionados con la política de juventud, los grupos scouts tuvieron que superar otros importantes problemas de tipo material. En los primeros años de la década de 1940, la meta máxima de la gran mayoría de las familias españolas consistía en <vivir>, o más precisamente, en <sobrevivir>. El país sufría, tras tres años de guerra civil y en un contexto de guerra mundial, una importante recesión económica. Los productos de alimentación escaseaban y estaban racionados, por lo que muchísimos españoles tenían muchos problemas para cubrir las necesidades más perentorias.

Propuestas de legalización

En esa situación de gran precariedad de todo tipo, pese a lo menguado de sus efectivos y de encontrarse en una situación de casi completa clandestinidad, se produjeron en el seno del escultismo español una serie de debates de especial interés, centrados en dos cuestiones básicas. De un lado se situaba el problema de la ilegalidad. Y en segundo término, aunque íntimamente relacionado con la anterior, se planteaba la reconstrucción del asociacionismo scout. Entre los años 1945 y 1947 se produjo un primer intento bastante sólido de reconstrucción del escultismo español. El principal protagonista del episodio fue Víctor José Jiménez Malo de Molina, dirigente de los Exploradores y militar profesional que había combatido en las filas del ejército franquista y en los años que nos ocupan ostentaba la graduación de comandante. Su trayectoria personal y profesional no podía levantar ninguna sospecha entre los estamentos franquistas, sino más bien todo lo contrario.

Jiménez Malo, presentó a las autoridades un proyecto de reconstrucción de los Exploradores de España cuya principal característica era un inequívoco acercamiento a la ideología gubernamental.¹⁰ Mantuvo varios contactos personales y epistolares con

⁹. Las autoridades se ensañaron más con los scouts catalanes, aunque los valencianos se vieron forzados a levantar un campamento y su jefe fue encarcelado durante varios días. CRUZ, J. I., *Escultismo... o. c.*, y Balcells, A. y Samper, G., *L'escultisme català, o. c.*, p. 139-147.

¹⁰. Sobre ese punto concreto no hemos basado en un ejemplar titulado « Asociación Nacional de los Exploradores de España. Proyecto de Estatutos Generales » redactado por la « Comisaría General del Escultismo Español ». AEB. El testimonio

miembros de los antiguos exploradores de toda España intentando ganárselos para su causa. Fue tenaz en su empeño. Se entrevistó con ministros e, incluso, intentó hacerlo con el mismo Franco, aunque sin éxito. Pero todos los esfuerzos resultaron inútiles. Los scouts catalanes y valencianos que eran los únicos que permanecían activos no estuvieron de acuerdo. Además, las autoridades gubernamentales no estaban dispuestas a modificar la política de juventud franquista. Por tanto, el Frente de Juventudes continuó siendo la única organización juvenil autorizada para encuadrar a la totalidad de la juventud española

Con fecha 22 de julio de 1947, Víctor José Jiménez dirigió una circular a los scouts con los que había tomado contacto, en la que daba por finalizado su intento con las palabras siguientes.

Por tercera vez, en diversas intenciones nos contesta el Ministerio de la Gobernación que no a lugar a la formación de ninguna sociedad, sea con los fines que sean (sic) que tenga en menor atisbo de Exploradores de España¹¹.

Pero, no fue esta la única iniciativa que hubo sobre esas cuestiones. Los grupos scouts catalanes y valencianos que continuaban en activo buscaron intensificar sus contactos. Realizaron algunas pocas actividades de confraternización, pero, también, fueron más allá y abordaron la problemática de la reconstrucción del esculptismo español. Para ellos, y a diferencia de la propuesta anterior, el proceso debía iniciarse desde la base, sin esperar a que las autoridades revisaran los vetos impuestos al asociacionismo scout. Un segundo punto en que coincidían era que el esculptismo español debía avanzar en su coordinación desde una perspectiva federal.

Los primeros contactos para desarrollar la propuesta se realizaron en los primeros meses de 1945. Coincidieron temporalmente con las propuestas del comandante Jiménez, aunque discrepaban de éstas en aspectos muy sustanciales. Hubo por tanto una clara rivalidad entre ambas, ya que defendían dos modos distintos de enfrentarse con la política de juventud del franquismo y de reconstrucción del esculptismo español tras la tragedia de la Guerra Civil. El proceso de ajuste de

del propio protagonista de esa iniciativa se encuentra en Jiménez y Malo de Molina, V.-J., *Mis cincuenta años de esculptismo (autobiografía)*, Madrid, Tutor, 1995, p. 377-384.

¹¹. Carta de la Comisaría General de los Exploradores de España, fechada el 22 de julio de 1947. AEB.

opiniones y de intercambio de pareceres entre los dirigentes scouts valencianos y catalanes duraron dos años. Finalmente, el 30 de marzo de 1947 quedó constituida en Barcelona la Federación Ibérica de Escultismo (FIDE), la cual integraba a los *Minyons de Muntanya-Boy Scouts de Catalunya* y a los *Boy Scouts del País Valencià*. El acto contó, con la presencia de los dirigentes valencianos y catalanes, y la de Alban Cheyne, jesuita francés y observador de la Oficina Mundial de Londres, que en aquellas fechas estaba agregado como capellán a la embajada francesa en Madrid.

La principal característica de la iniciativa era su carácter federalista, respetuoso con las realidades de las distintas nacionalidades del Estado Español. Se trataba de fundar una entidad radicalmente alejada del tono centralista y unitario que, en aquellos momentos, inundaba España por todos los rincones. El proyecto de federación estaba en las antípodas del que había defendido Víctor José Jiménez y algún que otro antiguo explorador. Estos primaban la cuestión de la legalidad del escultismo. No podían ni debían realizarse actividades scout sin que la asociación estuviera legalizada. Y si para ello era preciso ceder en algunos aspectos básicos de la metodología scout, no se ponían demasiados impedimentos en realizar las modificaciones necesarias. En cambio los scouts catalanes y valencianos preferían forzar la realidad, a esperar a que ésta se modificara por otros cauces. Continuaron practicando el modelo escultista que creían más adecuado y lucharon por ampliar su ámbito de influencia¹².

La presencia de un representante del máximo órgano scout sirvió para realzar el acontecimiento y asegurar, aunque dicho organismo no tomaría ninguna determinación sobre el escultismo español sin conocer la opinión de la FIDE. El acta fundacional señalaba que las principales finalidades de la Federación consistían en intercambiar experiencias e informaciones, organizar actividades conjuntas y *representar l'Escoltisme Ibèric prop del Boy Scouts International Bureau*¹³. La existencia de un organismo como la FIDE no deja de llamar la atención.

¹². Para reconstruir este episodio concreto, nos hemos basado en la correspondencia cruzada entre Miquel Aguade y Emili Beüt durante el año 1945. AEB. Es posible que la idea de llevar a cabo una federación o confederación de grupos scouts naciera durante la Guerra Civil. Cruz, J.-I., *Escultismo... o. c.*, p. 70-76. Diversas referencias sobre esta iniciativa pueden consultarse también en Balcells, A. y Samper, G., *o. c.*, p. 153-157.

¹³. El texto completo del pacto puede consultarse en Cruz, J.-I., *Escultismo... o. c.*, apéndice documental V.

Aunque sea en un ámbito tal reducido como el del escultismo, fue una auténtica estructura federal de socialización juvenil, en una España totalmente dominada por unas estructuras políticas y sociales centralistas. No sólo constituyó una realidad en si misma, sino que sus miembros contaban con un proyecto de desarrollo de la organización por toda España, desde la perspectiva federal.

Los pequeños núcleos existentes de los Exploradores de España, los cuales estaban prácticamente en estado de hibernación, rechazaron el proyecto, por lo que la Federación sólo abarcó a los grupos valenciano y catalán.¹⁴ Los antiguos exploradores se opusieron a la FIDE, no sólo porque tenían una visión más centralista de España, sino porque veían peligrar su futuro, si la Oficina Mundial daba su reconocimiento a otras entidades escultistas distintas a la suya propia. Por ello los exploradores manifestaron siempre que pudieron su oposición a la misma. A partir de la creación de la FIDE la rivalidad entre los dos núcleos, antiguos exploradores y los defensores de un modelo federalista, subió bastante de tono. En bastantes ocasiones la <hermandad scout> brilló por su ausencia y la carrera por llegar antes y tener una posición mejor, incluyó más de un codazo¹⁵. La aceptación de la pluralidad de interpretaciones del modelo pobelista, que ya en aquellas fechas era una realidad en muchos países europeos, tardó bastante en calar en determinados ambientes scout españoles y hasta 1978, treinta años después de los hechos que estamos relatando, no se constituyó la Federación de Escultismo en España y las asociaciones scouts españolas pudieron integrarse en la Confederación Scout Mundial.

La Federación Ibérica de Escultismo no consiguió consolidarse ya que tuvo graves problemas para desarrollarse. Sus mentores se habían adelantado unas cuantas decenas de años y la realidad social y política

¹⁴. Para tener un dato objetivo que nos permita comparar las actividades de los exploradores con las de los scouts catalanes y valencianos en aquellas fechas, cabe señalar que, precisamente, en 1947 unos pocos antiguos exploradores constituyeron el Clan Lobo Gris en Madrid, con el objetivo de comenzar a preparar la vuelta a la actividad. Por contra los grupos catalán y valenciano llevaban años realizando actividades scouts regularmente. Acerca de las actividades del núcleo madrileño, Genovés, E., *o. c.*, p. 39-40. Esa misma cita nos sirve para fundamentar el rechazo ante la FIDE.

¹⁵. Como ejemplo de la actitud de los núcleos de antiguos exploradores, éstos presentaron un informe muy negativo sobre la FIDE y los grupos que la integraban, en la reunión de Comisarios Internacionales celebrada en Lisboa en 1950. Samper I Triedu, G., *50 Anys d'Escoltisme Català. 1927-1978*, t. I y II, Barcelona, Fundació Jaume Bofill-Federació Catalana d'Escoltisme i Guiatge, 1992.

española de finales de los cuarenta, hacía imposible su expansión. Aparte de los dos asociaciones fundadoras, no existían en España otros grupos scouts con una ideología similar, lo cual impedía el aumento de entidades federadas. Incluso las dos entidades fundadoras, sobre todo la valenciana, eran muy endebles, con unos efectivos muy escasos lo cual hacía que la Federación tuvieran los pies de barro.

Además, las dificultades materiales resultaban enormes. A la falta general de recursos de todo tipo, había que añadir los problemas derivados de la prohibición del escultismo, lo cual hacía necesario guardar muchas precauciones. Así, por ejemplo, la correspondencia cruzada entre las dos asociaciones no podía realizarse por correo. Las misivas llegaban, aprovechando el viaje de algún conocido de toda confianza a Barcelona o Valencia, lo cual hacía que cualquier consulta se demorara durante meses. Pese a desenvolverse en un panorama tan adverso como el descrito, la FIDE, a diferencia del proyecto anterior, sí que fue una realidad. Las dos entidades federadas realizaron algunas actividades conjuntas, como los campamentos de 1950 en Altafulla, 1951 Santo Espiritu (Gilet) y 1953 Poblet.¹⁶

Un elemento que incidió negativamente en la Federación, fue el desigual desarrollo que siguieron las dos asociaciones. Los *Minyons* empezaron a crecer espectacularmente a partir del año 1953. La actividad de la asociación se multiplicó. Los campos escuelas comenzaron a ser muy numerosos, la formación de scouts adquirió un fuerte impulso y se fundaban grupos constantemente. En cambio, los *Boy Scouts del País Valencià* permanecían estancados. Sus filas no crecían, sino que, por contra, sufrían un constante goteo que las hacía menguar, irremisiblemente. Los *Minyons* animaban a los valencianos a acudir a algunas de sus actividades de formación, pero éstos asistieron en muy pocas ocasiones. La dinámica de ambas asociaciones era contrapuesta. Mientras *Minyons* crecía, los *Boy Scouts del País Valencià* se apagaban lentamente.¹⁷

¹⁶ Cruz, J.-I., *Escultismo... o. c.*, p. 70-73 y Samper I Triedu, G.: 50 anys ..., *o. c.*, p. 162.

¹⁷ Hay muchas referencias sobre el particular, en la correspondencia mantenida entre los dirigentes de ambas asociaciones. Arxiu Nacional de Catalunya, leg 1111/9.

Iglesia católica y escultismo

Las causa de situación tan desigual fueron diversas. Una de las de mayor trascendencia se relaciona con la adaptación a los cambios sociales y políticos experimentados por la sociedad española. En los años 1950 se comenzaron a experimentar cambios de cierta entidad, los cuales también tuvieron su implicación en el ámbito juvenil. La situación económica comenzó a mejorar y los niveles de renta de la población aumentaron, aunque muy lentamente. Todo ello permitió que las actividades al aire libre estuvieran al alcance de un mayor número de jóvenes, sobre todo de la clase media. En lo que respecta a la situación política, el régimen también comenzó a abrirse algo. En 1948 el general Perón hizo que Argentina volviera a restablecer relaciones diplomáticas con Madrid, rompiendo el bloqueo diplomático al que estaba sometida España desde poco después del final de la II Guerra Mundial. Dos años después, en 1950, el régimen franquista se benefició con claridad del equilibrio político internacional establecido por la « Guerra Fría », obteniendo créditos de los Estados Unidos y la ONU aceptó el restablecimiento de relaciones diplomáticas.

De puertas a dentro, el franquismo también modificó algunas de sus posiciones. En el nuevo gobierno que tomó posesión en julio de 1951, aumentó la presencia de políticos vinculados a los grupos católicos, mientras menguó la de jerarcas falangistas. En cierta medida, el régimen modificó algunos de sus planteamientos, pasando del nacional-sindicalismo al nacional-catolicismo, y de los planteamientos antidemocráticos duros a la democracia orgánica. Aunque se trataba de pequeños pasos, la consecuencia fue que el clima político se hizo un poco más abierto y remitieron algo los planteamientos totalitarios¹⁸.

Las modificaciones no tuvieron prácticamente ninguna trascendencia para los grupos de oposición política al franquismo, pero sí que podían resultar importantes para quienes practicaban el escultismo. Los pequeños resquicios que comenzaron a abrirse resultaban insuficientes para organizaciones que defendiesen proyectos opuestos al ideario del régimen. Pero, aunque estrechos, podían ser suficientes para que se colara un proyecto de trabajo con jóvenes que no cuestionaba directamente las bases ideológicas y sociales del franquismo.

¹⁸ Martínez, J.-A., « La consolidación de la dictadura (1951-1959) » en Martínez, J.-A. (coord.), *Historia de España. Siglo XX 1936-1996*, Madrid, Cátedra, 1999, p. 76-80.

En ese contexto concreto, debemos de tener en cuenta un segundo elemento de gran relevancia. La Iglesia católica española, y con ella amplios sectores sociales que le eran próximos, nunca habían visto con buenos ojos el afán totalitario de la política basada en la ideología falangista. La nueva coyuntura, no permitía efectuar reivindicaciones en sectores con importante repercusión económica, pero sí que podía facilitar matizaciones en la política de juventud que llevaban a cabo los falangistas. Una buena parte del episcopado no veían con buenos ojos el afán totalitario y la prepotencia del Frente de Juventudes, la única organización juvenil con autorización plena. Por ello, hubo interés por ampliar la influencia de la Iglesia entre la juventud. Ésta ya contaban con las ramas juveniles de la Acción Católica. Pero el escultismo les permitía sumar otra plataforma de socialización distinta, dotada de una metodología de trabajo moderna, ampliamente contrastada, con un amplio potencial y que gozaba de prestigio internacional.¹⁹

Esa voluntad de actuación, contó con un importante instrumento a partir de la aprobación del Concordato de 1953. Desde ese momento, la Iglesia española contó con mayores posibilidades de autonomía en algunas cuestiones, y una de ellas fueron las relativas a las organizaciones juveniles. De ahí que la confluencia de esos dos factores, el interés eclesiástico por aumentar su influencia con la juventud, y la necesidad de los núcleos scouts católicos por consolidar su situación y contar con una institución sólida que le protegiera de los muchos obstáculos que los falangistas responsables de la política juvenil ponían en su camino, produjera modificaciones significativas en el escultismo español.

Desde la perspectiva de la historia del escultismo español, en los primeros años de la década de 1950, se puede dar por finalizada la etapa de resistencia, y estaba por comenzar un periodo en el cual los scouts podían normalizar bastante su situación e incluso aumentar su influencia. Pero para poder desarrollar todas las posibilidades que ofrecían los nuevos tiempos, resultaba preciso que el escultismo buscara apoyos. Porque, pese a todos los cambios, los scouts se desenvolvían en un medio social en el cual despertaban sentimientos que iban, desde la más profunda indiferencia de la mayoría de la población, a una abierta hostilidad por parte de las autoridades civiles y de los falangistas. Sólo a través de esa vía se podía romper el carácter testimonial y

¹⁹ En relación con esas cuestiones relacionados con la política juvenil durante el franquismo Cruz, J.-I., « El escultismo católico en los años 50 » en *Scouts press*, edición especial 40 aniversari, abril, 1999, p. 7-12.

semiclandestino del esculptismo practicado desde el final de la Guerra Civil. Pero en Valencia, a diferencia de los que ocurría en Cataluña, la vía del esculptismo católico resultaba especialmente complicada.

El esculptismo de los *Boy Scouts del País Valencià* se basaba en el modelo pobeliano de neutralidad en materia religiosa.²⁰ Se situaban en la línea de las asociaciones scout no confesionales, lo cual hacía prácticamente inviable que el grupo valenciano fuera tutelado por cualquier entidad religiosa. Pese a esos planteamientos Emili Beüt, líder de los scouts valencianos, intentó en 1953 que los *Boy Scouts del País Valencià* se convirtieran en una entidad de esculptismo diocesano. Mantuvo conversaciones al respecto e intentó buscar apoyo entre el clero valenciano²¹. Pese al todo, la iniciativa no acabó de cuajar. Un cambio de orientación de los *Boy Scouts del País Valencià* hacia la confesionalidad hubiera sido demasiado forzada. Además, en aquellas fechas se fundaba en Valencia un grupo scout católico, por lo que ese espacio ya estaba ocupado. Como consecuencia de todas esas situaciones, los *Boy Scouts del País Valencià* vieron complicarse su futuro con el cambio de la década. Tenían que seguir dependiendo exclusivamente de sus posibilidades y su base social no era lo suficientemente sólida.

La decadencia de los *Boy Scouts del País Valencià* arrastró consigo a la FIDE, la cual también dejó de existir en la práctica. Aunque continuara figurando nominalmente, la Federación quedó reducida a la organización catalana, ya que la valenciana comenzó a declinar y acabó desapareciendo como tal a mediados de los años 1950. El núcleo mayoritario del esculptismo catalán siguió profundizando su vinculación con la Iglesia, y, en cierta medida, sustituyó la FIDE por el Movimiento Scout Católico (MSC).²²

²⁰ En los años 1950 y 1951 ejerció funciones de capellán de la entidad el religioso dominico Joaquín Luis dos Santos. AEB.

²¹ En concreto, estuvo muy en contacto con el sacerdote Federico Moscardó con quien Beüt había colaborado en la editorial Sicania. Sobre la figura y la obra de Federico Moscardó y sus coincidencias intelectuales y culturales con Emili Beüt puede consultarse Manchado i Cardona, M.-A., «Aportació del clergat valencià a la recuperació de la llengua i la literatura catalanes durant el període de la postguerra» en *Qüestions de vida cristiana*, nº 171, (1944) p. 23 y 28.

²² Es este un aspecto interesante que merece ser subrayado. La solución federal que supuso el MSC ya había sido prefigurada por la FIDE. E incluso se puede considerar a la Federación Ibérica de Escultismo como un antecedente de la actual Federación de Escultismo en España, entidad con la que todas las organizaciones scouts españoles están representadas desde 1978 en la Conferencia Scout Mundial.

Los cambios en la situación social y política española, también afectaron a los antiguos exploradores. La nueva coyuntura les hizo variar su inicial planteamiento de priorizar ante todo la legalización de su entidad. Su situación podía estar muy comprometida en el futuro si no reanudaban las actividades y contaban con una presencia real en el mundo juvenil, sobre todo si tenemos en cuenta la dinámica de expansión en la que había entrado el escultismo católico representado por los *Minyons* catalanes. Pero, continuaba siendo requisito indispensable la necesidad de una cobertura eficaz. Los exploradores la buscaron, en un primer momento, en las sociedades excursionistas. Así el Clan Lobo Gris, un pequeño grupo formado por ocho antiguos exploradores que venían reuniéndose desde 1947, puso en marcha en 1950 un primer grupo, denominado Santiago el Mayor como sección infantil de la Sociedad Deportiva Excursionista. A partir de ese núcleo inicial se fueron creando nuevos grupos, algunos de ellos en colegios religiosos y en parroquias. Todos ellos se integraron a partir de aquellas fechas en la Asociación de Scouts de España (ASDE) la asociación continuadora de los antiguos Exploradores de España.

De ese modo, el escultismo español, poco a poco y empleando diversas vías, volvió a constituir una alternativa de formación para los jóvenes en el ámbito de la educación no formal. Por la fuerza de los hechos, ya que hasta la llegada de la democracia no se varió sustancialmente la estructura legal, y con la ayuda sobre todo de algunas entidades excursionistas y de amplios sectores de la Iglesia católica, la voluntad totalitaria de la política juvenil del franquismo tuvo que ir realizando pequeñas concesiones. Desde mediados de la década de 1950, existió en el ámbito juvenil una ostensible fractura entre el discurso gubernamental y la realidad social. Esa manifiesta contradicción interna, obstaculizó la incorporación de las nuevas generaciones a la sistema político franquismo, lo que, sin duda, tuvo importantes repercusiones en el desarrollo posterior del régimen.

QUELQUES DÉTAILS SUR LES TROUPES DE SCOUTS FÉDÉRÉES AUX ÉCLAIREURS ISRAÉLITES DE FRANCE EN 1927

Catherine POUJOL

Doctorante Paris I-Panthéon Sorbonne

En regardant les chiffres avancés par Robert Gamzon (1905-1961), fondateur des Éclaireurs israélites de France (EIF) lors de l'assemblée générale de la Fédération le 9 novembre 1930, on est frappé par la croissance rapide du mouvement : 150 éclaireurs en 1927, 300 en 1928, 600 en 1929 et 1200 en 1930. À ces chiffres s'ajoute le rayonnement géographique de l'association puisqu'en 1930, Gamzon dénombre 19 unités en Afrique du Nord, 22 unités à Paris et 17 en Alsace¹. Comment ce succès s'explique-t-il en trois ans ? Alain Michel, le spécialiste du mouvement, l'attribue au fait qu'il s'agit d'une fédération de troupes de scouts préexistantes réunies depuis novembre 1927 et il table sur la personnalité charismatique de son chef. Si on regarde de plus près ces troupes de scouts, on constate qu'elles ont un point commun, la présence en leur sein d'un personnage peu connu mais très actif dans ces milieux de jeunesse juive de l'entre-deux-guerres : Aimé Pallière. Pour mieux comprendre son rôle, rappelons tout d'abord ce que nous savons de la genèse des EIF, nous y verrons apparaître Pallière et nous nous interrogerons sur ses rapports avec Gamzon.

Chronologie

Une première patrouille de sept garçons fut créée en mai 1923², par Gamzon âgé de 18 ans, dans le cadre du BLE (Boursiers Lauréats des

¹ Alain Michel, *Juifs, Français et Scouts : les Éclaireurs et Eclaireuses Israélites de France de 1923 à nos jours*, Thèse d'Histoire Paris I/ Panthéon Sorbonne, 1993, p. 42 : Intervention du commissaire national R. Gamzon à l'Assemblée générale du 9 novembre 1930.

² Tout en suivant la chronologie établie par Alain Michel dans sa thèse, j'ai pu affiner quelques détails grâce aux fonds d'archives conservés aux Central Zionist Archives de Jérusalem (CZA). Ainsi le fonds répertorié CZA 473/2- 186, dossier 910 recèle une chronologie fournie par Gamzon lui-même dans un texte écrit de sa main et

Écoles), patronage de la communauté juive orthodoxe dirigé par le rabbin Maurice Liber. Celui-là même qui fonda l'association *Chema Israël* (*Ecoute Israël*) en 1919 dans le but de rejudaïser les jeunes Israélites dont l'inculture religieuse, au lendemain de la grande Guerre, était déplorée aussi bien par les adultes que par la jeunesse elle-même³. Le grand rabbin avait besoin de formateurs et Aimé Pallière était là pour faire des conférences à ces jeunes dans la salle consistoriale de la synagogue de la Victoire, le dimanche, matin depuis la création du *Chema*. Gamzon, formé à cette école, est un de ces jeunes. Il est issu de ce milieu très religieux puisque sa mère est la fille du grand Rabbin de France Alfred Levy qui éleva l'enfant à partir de l'âge de sept ans, à la suite du décès de son père. Maladif, c'est au cours d'une période de convalescence en 1919 au Chambon-sur-Lignon qu'il découvre le scoutisme en territoire protestant. Séduit, il décide de créer sa propre troupe. Octobre 1923 voit naître la première meute d'Éclaireurs Israélites, puis les statuts de l'association indépendante créée par Gamzon sont définis en mars 1924. Mais ils ne sont pas assez « religieux » aux yeux du rabbin Liber, alors, on se sépare du BLE. En novembre 1924, est fondée la première meute de Louveteaux pour les huit-douze ans. Alain Michel note à cette date un détail qui nous intéresse :

Vers la même époque, Elisabeth (Lily) Simon issue d'une vieille famille juive française, se trouvait cheftaine de Louveteaux aux Éclaireurs Unionistes (...) La famille étant rattachée à la communauté libérale de la rue Copernic, Lily Simon en parle à Aimé Pallière qui par son intermédiaire, la met en rapport avec Castor (totem de Gamzon). Lily lui précise qu'elle est sioniste et s'opère alors un rapprochement avec un groupe de Boy-scouts juifs qui avaient été repoussés du fait de leur attrait vers le sionisme⁴.

Ainsi fut donc constituée en janvier 1926, la première section d'Éclaireuses qui prit le nom de Suffren. Ce que l'on peut retenir de ces quelques lignes, c'est la présence de Pallière à nouveau, cette fois dans le milieu juif libéral, servant d'intermédiaire entre cette jeune scoute et Gamzon en 1924. Jusqu'en 1926, les EIF était un mouvement de scouts confessionnels. À partir de cette date, la mixité et le pluralisme du mouvement représente une révolution qui fait des EIF « la seule

daté du 8 janvier 1939 : « Les bases psychologiques et éducatives du scoutisme juif français », p. 15-35. Il intervenait ce jour-là lors de journées d'études organisées par la Fédération de la jeunesse sioniste et pro-palestinienne.

³ Cf. Danielle Delmair, « Les mouvements de jeunesse juifs en France, 1919-1939 », in Gérard Cholvy (ss dir. de) *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs : sociabilité juvénile dans un cadre européen (1799-1968)*, Paris, Cerf, 1985, p. 313-330.

⁴ Alain Michel, *op. cit.*, p. 31.

organisation scoutée co-éduquée en France jusqu'en 1940⁵ ». Un premier camp a lieu à Pâques 1927, puis en mai et juin 1927, Edmond Fleg que Gamzon a rencontré à la suite de la publication de *l'Enfant Prophète*, participe à deux réunions dont le but est de structurer une future Fédération. Alain Michel note la présence ces jours-là de « représentants⁶ » du *Chema Israël* et de l'*Union universelle de la jeunesse juive (UUJJ)* ainsi que ceux de la *Jeunesse libérale israélite* de la synagogue de la rue Copernic. Aimé Pallière était, à cette date, conférencier au *Chéma*, président de l'*UUJJ* et prédicateur à l'*Union libérale israélite* de Copernic. Il sera d'ailleurs signataire du texte créant la Fédération⁷. Ces réunions, nous dit Alain Michel, furent le lieu d'affrontement entre « des conceptions idéologiques diverses », celles de Fleg et de Liber en particulier. Si on se penche sur la liste des personnalités présentes, il semble même étonnant que Gamzon soit arrivé à les réunir autour de son projet. Autour de la table se côtoient toutes les formes du judaïsme du moment : libéraux (Eugène Henri Bach, Aimé Pallière) et orthodoxes (Maurice Liber) comme des représentants du sionisme dans sa tendance modérée (Leonce Bernheim) ou la plus extrémiste (Jabotinsky). Fleg devait plutôt servir de modérateur et l'esprit d'ouverture du texte qui en résulta, porte sa marque. Il précise en effet que « la Fédération devait unir des Éclaireurs israélites d'origine et de tendances fort diverses (français, étrangers, orthodoxes, libéraux, sionistes) ». La Fédération fut fondée en novembre 1927, regroupant dans "le Mouvement des Éclaireurs Israélites de France" plusieurs groupes : la troupe David sur Paris comprenant des Louveteaux et des Eclaireuses, le groupe Samuel de tendance *Chema Israël*, la troupe des Scouts de l'*Union libérale israélite*(Copernic) et la troupe des Scouts de l'*UUJJ* Un journal *EIF* voit le jour en 1927, suivi du journal des Chefs, *Lumière*. À partir de 1928, le Général Geismar devient président du Comité central, il le restera jusqu'en 1931. Il obtiendra l'agrément du gouvernement français en juillet 1931 (n°14.176), tentant obstinément d'inscrire les EIF auprès du Bureau interfédéral du scoutisme (BIF), démarche qui n'aboutira qu'en 1938, après la première participation des EI au jamboree de 1937. Voilà ce que l'on sait de la préhistoire des EIF mais la présence

⁵ Alain Michel, *ibidem*, p. 33.

⁶ *ibidem*, p. 39.

⁷ *Chalom*, août 1927, n°31, p. 14 : Les signataires sont Eugène Henri Bach (président de l'Union de la Jeunesse libérale) Leonce Bernheim (avocat), Edmond Fleg, Mme veuve Lazare Gamzon (secrétaire de la Société des EIF), Jabotinsky, le rabbin Liber, Aimé Pallière (président de l'UUJJ) et Charles Nehama (secrétaire général de l'UUJJ).

de Pallière au sein des associations : *Chema Israël*, *Jeunesse libérale israélite* (Copernic) et *UUJJ* dont les troupes de scouts vont se fédérer avec les EIF peut peut-être servir de fil conducteur pour expliquer les raisons d'être de cette fédération et surtout son expansion rapide particulièrement en Afrique du Nord.

Un personnage central dans le judaïsme français de l'entre-deux-guerres

En premier lieu, qui est Aimé Pallière (1868-1949) ? Catholique fervent troublé par la crise moderniste, il s'est rapproché du monde juif religieux parisien à partir de 1916 et, sans jamais se convertir au judaïsme, a voué sa vie à rejudaiser les Israélites français, car il leur croyait un rôle particulier dans le concert des Nations. Il avait reçu un enseignement ésotérique de son maître kabbaliste, le rabbin italien Elie Bénamozegh et la mission de rester entre les deux religions, unique adepte du « noachisme », religion universelle issue de la Tradition juive qui attribue le rôle de prêtres aux Juifs. Pour cela, il fallait réveiller à sa vocation ce peuple juif, si endormi par l'émancipation qu'il doutait même de son Election. Quel meilleur moyen que de faire des conférences, des prédications et d'écrire dans les feuilles juives du moment ? Proche des rabbins Jules Bauer et de Maurice Liber, successivement directeurs de l'École rabbinique de la rue Vauquelin, il est conférencier dès 1919 à *Chema Israël*, dans le milieu orthodoxe donc ce qui ne l'empêcha pas de participer à la modernisation de la Synagogue en créant, avec le rabbin Louis-Germain Lévy, l'Union libérale Israélite (ULI) de Copernic dont il devint le prédicateur-adjoint en 1922. Toujours pour reformer le peuple juif, il se tourne vers la jeunesse, peut-être dans son esprit plus malléable et se fait élire président de l'*UUJJ* en août 1926 dans le but de rendre sionistes ces jeunes du monde entier et de les éduquer à la religion, l'histoire, la langue hébraïque, afin d'être fin prêts à reconquérir demain ce pays que leurs pères ont oublié. Terre sainte qu'il convient d'acheter, car il est pacifiste. Pour cela, il se mettra au service du Fonds national juif en devenant vice-président de cette association de 1925 à 1940 et là aussi il donnera toutes ses forces dans des tournées de propagandes et des quêtes pour réunir schekel après schekel, de quoi acheter la Palestine. Il est donc très concerné par les troupes de scouts de l'*UUJJ* du *Chema Israël* et de la *Jeunesse libérale israélite* de Copernic qu'on se propose de fédérer aux EIF lors des deux réunions de mai et juin 1927.

Que savons-nous des troupes de scouts de ces associations de jeunesse ?

Le Renouveau, feuille sioniste sporadique consacre un article en avril 1927 à « La Jeunesse juive de Paris » et nous renseigne quelque peu sur les deux organisations que constituent la *Jeunesse libérale Israélite* et celle de *Chema Israël*. La première, organisée par l'Union Libérale Israélite (ULI) est qualifiée de « société élégante qui ne dépasse pas, territorialement, les limites du seizième arrondissement⁸ ». Le rédacteur de l'article note que les Juifs immigrés n'y sont guère représentés et que cette jeunesse est surtout intellectuelle, organisant des conférences sur des sujets d'actualité qui tournent au tournoi oratoire entre les représentants les plus éloquents des diverses tendances juives. Ces joutes portant sur des sujets de moins en moins religieux, les administrateurs de la Synagogue libérale de Copernic leur ont demandé de se déplacer dans un lieu plus neutre. Ce qui fut fait. Ils sont accueillis désormais dans une salle de l'hôtel Majestic, où « (ces réunions) se déroulent dans le cadre du haut luxe parisien ». On sait qu'ils éditent *Le petit Rayon*, « la voix de la jeunesse libérale israélite » qui se veut le porte-parole « du jeune juif, moderne et religieux », mais aucune mention n'est faite d'une troupe de scouts. Si elle existait, comme on le sait par les archives des EIF, on peut supposer que Pallière, prédicateur adjoint de Copernic et chargé de l'enseignement de la jeunesse, a aidé au rapprochement avec Gamzon.

Pas de mention non plus de scouts pour l'association *Chema Israël* que *Le Renouveau* définit, à juste titre, comme une « association d'éducation et de propagande religieuse ». Présidée en 1927 par Max Dreyfus et animée par Samuel Kohn, elle comptait, selon l'article du *Renouveau*, à cette date, plus de 500 membres et disposait de la salle consistoriale pour ses conférences du dimanche matin où l'on traitait d'histoire, de traductions de la Bible et de religion juive. L'assistance y est nombreuse, malgré le « caractère austère » des activités et des cours d'hébreu sont donnés dans de nombreuses synagogues de Paris : rue de la Victoire, rue Notre-Dame de Nazareth, rue des Tournelles, rue Buffault et au Foyer israélite de la rue de Médicis. Enfin, *Chéma Israël* publie un bulletin du même nom, organise des fêtes et des promenades. Dans la mesure où son fondateur est Maurice Liber, premier mentor des EIF, et un de ses conférenciers attitrés Aimé Pallière, on peut supposer que si une troupe de scouts existe, elle se fédérera au groupe de Gamzon, une fois les statuts approuvés par le grand rabbin. Ce qui explique la présence de

⁸ CZA Z4.3232 I-pièce 1531, *Le Renouveau*, 22 avril 1927, feuillet unique.

ce dernier aux réunions constitutives de la Fédération des EIF en mai et juin 1927.

Que représente l'UUJJ en 1927 ? La plus importante association de jeunesse juive de France, soit 2627 membres dont 586 à la section de Paris⁹. Pour l'essentiel, elle rassemble de jeunes juifs immigrés attirés par les origines de l'association, puisqu'elle fut fondée en 1921 par deux jeunes Saloniciens qui s'installèrent à Paris en 1923 et par son caractère universel censé mettre en rapport des jeunes juifs du monde entier. Elle compte en 1928, 23 sections dans le monde et 13 associations affiliées¹⁰. Sa représentation en Afrique du Nord est importante puisqu'elle dénombre 9 sections en Algérie, 5 au Maroc, 3 en Tunisie. Les chiffres sont éloquents : 221 membres à Oran, 175 à Tanger, 113 à Alger, 68 à Casablanca, 64 à Tunis etc. S'unir aux scouts de l'UUJJ peut donc pour les EIF représenter une aubaine et l'assurance d'une expansion rapide. Or les scouts de l'UUJJ de Paris, à la date des réunions préparatoires de mai et juin 1927, n'existaient pas encore et pourtant mention est faite de « représentants » de cette association de jeunesse. Dans ce cas, il ne peut s'agir que des troupes de scouts de l'UUJJ déjà créées à l'étranger. Il semble, en effet, que se soit organisée à Tunis une troupe des Éclaireurs et Eclaireuses de l'UUJJ en mai 1927, selon une chronologie établie par Gamzon lui-même et retrouvée dans les Archives sionistes de Jérusalem¹¹ ; comme il s'agit du même mois, ce ne pouvait être qu'une formation embryonnaire. De cette analyse, ressort une question : Comment et pourquoi fédérer des troupes de scouts qui n'existent pas ? Je crois que lors de ces réunions, on s'est mis d'accord, toutes tendances du judaïsme, confondues sur un projet de scoutisme juif plus que sur une réalité. Pallière en avait lui-même exprimé le désir en juin 1927, lors de la présentation de son « programme d'éducation¹² ». Gérer 586 jeunes juifs dans la même section est quasiment impossible, explique-t-il et il conviendrait de séparer les aînés et les cadets qui pourraient s'enseigner mutuellement et se regrouper en camps, en été lors de « Semaines de la Jeunesse juive ». Gamzon fait partie de l'UUJJ, il a un projet digne d'être soutenu, Pallière a besoin d'organiser cette jeunesse, à Gamzon maintenant de recruter.

⁹ *Chalom*, n°57, mai 1931, p. 5. Le rapport moral de l'UUJJ au congrès de Genève du 4-7 août 1930 note que ce chiffre de 2627 membres et 586 pour la section de Paris en 1927/1928 est le plus important atteint par l'UUJJ.

¹⁰ *Chalom*, n°37, mars 1928.

¹¹ Voir note 2.

¹² CZA 408/7, brochure : « Que veut l'UUJJ ? », sans date.

La création de scouts de l'UUJJ

Il va se servir de *Chalom*, le mensuel de l'UUJJ soutenu pour cela par son rédacteur en chef qui n'est autre que Pallière. En août 1927, au lendemain donc de ces deux réunions préparatoires, pour la première fois, apparaît dans *Chalom*, une rubrique « Scoutisme » et un article intitulé « Le Jamboree des Éclaireurs suédois¹³ ». On y apprend qu'aucun Juif n'a assisté à cette assemblée de scouts qui s'est tenue du 8 au 19 juillet 1927 et où étaient représentés « les Éclaireurs de France (neutres), les Éclaireurs unionistes (protestants) et les Scouts de France (catholiques) ». Pour remédier à cela et dans la foulée, sous « l'impulsion » d'Edmond Fleg, est annoncée la création de « L'Union des Éclaireurs juifs de France » : « La future fédération des EIF unira toutes les troupes juives qu'elles soient elles-mêmes en sociétés (sociétés des EIF) ou rattachées à des Mouvements de Jeunesse (troupes de l'UUJJ, du mouvement sioniste, de l'Union de la jeunesse libérale)¹⁴ ». Le problème épineux, c'est que la troupe de scouts de l'UUJJ de Paris n'existe toujours pas... Gamzon qui a dû battre la campagne depuis le mois d'août, pourra cependant écrire en décembre 1927, un article : « L'UUJJ va bientôt avoir sa troupe d'Éclaireurs », dans lequel il se réjouit de voir que Paris a pris la relève derrière les sections de Tunis et Tanger qui ont d'elles-mêmes constitué des troupes de scouts : « Les jeunes membres de la Section de Paris devaient s'indigner en voyant que Paris, à la tête de tout d'habitude, était manifestement en retard. Et pourtant, c'est bien à Paris qu'a débuté le scoutisme juif, pour les pays de langue française tout au moins¹⁵ ». Il rappelle l'historique des EIF et assure que seul le scoutisme pouvait rapprocher d'une part "les enfants d'immigrants physiquement et moralement débiles (qui) vivaient dans les ghettos du Marais et d'autre part les enfants israélites français ultra-assimilés (qui) oubliaient tout du magnifique héritage moral et religieux laissé par leurs ancêtres." Il attribue l'absence de troupe de l'UUJJ de Paris, à un manque de chef et annonce qu'un jeune roumain formé dans son pays par *Hachomer Hatzair* accepte de diriger les jeunes scouts de l'UUJJ.

Pallière, de son côté, soutient l'action de Gamzon ; nous le savons par un compte rendu de la Fédération sioniste de France adressée à l'Organisation sioniste mondiale (OSM) : en avril 1927, Joseph Castel explique que Pallière compte s'appuyer sur les éclaireurs pour organiser

¹³ *Chalom*, août 1927, n°31, p. 14.

¹⁴ *Ibidem*, p. 14. Liste des signataires note 7.

¹⁵ R. Gamzon, « L'UUJJ va bientôt avoir sa troupe d'Éclaireurs », *Chalom*, décembre 1927-janvier 1928, n°34, p. 15.

un camp de l'UUJJ pour l'été 1927. Il s'agit de rassembler les « sections des pays de langue latine ». Le président de l'UUJJ a proposé de faire des démarches pour obtenir un terrain proche d'un château abandonné à Avignon et souhaite « que le campement soit installé par les troupes des Éclaireurs juifs de France dont les représentants se trouvent en relation étroite avec le Comité central de l'UUJJ¹⁶ ». Ce ne sera pas Avignon, mais Agen, du 21 au 28 août 1927 et Pallière demande à *La Terre promise*, journal de Strasbourg, d'insérer le programme élaboré par les EIF qui commence bien entendu, par la sonnerie de réveil à 7 h et se clôture par : musique et chants à 20 h, feu de camp et couvre-feu à 21 h.30¹⁷. En définitive, il n'y aura pas de camp et *Chalom* annulera en août 1927. Par manque d'inscriptions ? C'est fort possible. Novembre 1927 verra donc adhérer à la nouvelle fédération des EIF, des troupes de scouts de l'UUJJ d'Afrique du Nord, mais toujours pas de troupe parisienne qui ne se constituera qu'en 1928.

Le Comité central de l'UUJJ appuiera de toutes ses forces la création de troupes et lorsque Gamzon annonce 1200 éclaireurs le 9 novembre 1930, il compte dans ces chiffres les effectifs d'Afrique du Nord qui viennent d'accepter de se fondre dans les EIF, selon une résolution du troisième congrès de l'UUJJ qui se tint à Genève du 4 au 7 août 1930¹⁸. Décision qui fut prise après des débats houleux, certaines troupes de scouts de l'UUJJ préférant rester indépendantes. Il faut voir dans cette résolution, l'unique raison de l'implantation brutale des EIF autour de la Méditerranée : 19 unités en 1930 pour l'Afrique du Nord, « servies sur un plateau », si je puis dire, à un Gamzon qui ne fera pas le voyage pour les recruter et dont l'adhésion à la Fédération est formalisée par l'acceptation de leurs représentants au congrès de Genève. Adhésion parfois remise en question rapidement parce que forcée. Ainsi en 1933 ou 1934, la troupe de Tunis sortit de la fédération des EIF et recréa son groupe local : les EUJ (Éclaireurs et Eclaireuses de l'UUJJ), éditant son bulletin mensuel *Tel Hai*. Il semble que très sionistes, ils aient trouvé trop fade l'engagement des EIF, auxquels ils reprochaient d'être aussi trop français. Le choix de Gamzon avait été d'accueillir toutes les tendances politiques et religieuses ainsi que des Juifs de toutes origines, ce qui fit le succès de son mouvement. Aussi ce fut sans regret qu'il les vit partir : « Il n'y a pas

¹⁶ CZA, Z4 3232-I, de Fédération sioniste de France à OSM Londres, 14 avril 1927.

¹⁷ CZA, CM 467/37 pièce 41, de Pallière au directeur de *La Terre promise* de Strasbourg, le 29 juin 1927.

¹⁸ « L'UUJJ, son troisième congrès à Genève », *Terre retrouvée*, 23 septembre 1930, n°1, p. 18. « Résolution n°4 : La direction des scouts de l'UUJJ sera désormais confiée aux EIF ».

lieu de regretter cette scission, car la qualité vaut mieux que la quantité et les Éclaireurs de Tunis perdaient de plus en plus l'esprit scout¹⁹ ».

Pour conclure, je voudrais revenir sur l'union de ces hommes orthodoxes ou libéraux, sionistes ou pas, autour du projet de Gamzon et de sa personne. Liber comme Pallière dirigeaient eux-mêmes des mouvements de jeunesse mais ils avaient misé sur le religieux et conduits ces associations de façon autoritaire. Peut-être ont-ils senti que la formule pluraliste et autonome du scoutisme juif que proposait Gamzon correspondrait mieux à certains éléments ? Toujours est-il qu'ils ont su passer la main, accueillir le projet de cet homme jeune et charismatique. En fédérant les futures troupes de scouts qu'ils aideraient à former, ils faisaient le choix de la modernité et donnaient ainsi la preuve de leur confiance dans la vitalité des EIF. Ils ne se trompèrent pas, de ces troupes sortirent les cadres du judaïsme français après la Seconde Guerre mondiale, ceux qui fonderont l'École d'Orsay. Fleg, Liber, Pallière, Jabotinsky donnèrent autour de la personne de Gamzon un rare exemple d'union de tendances du judaïsme apparemment très éloignées. Ils ne s'inscrivirent pas contre les EIF mais leur apportèrent, au contraire, tout leur soutien. Le fait est assez rare pour être souligné.

¹⁹ Alain Michel, *ibidem*, p. 77.

DU MANDAT BRITANNIQUE À L'ÉTAT D'ISRAËL : SCOUTISME ET COMBATS IDÉOLOGIQUES AU SEIN DU SIONISME

Alain MICHEL

Docteur en Histoire, Tel-Aviv

Le mouvement des « Tsofim »¹, fondé en 1919 au début de l'occupation anglaise de la Palestine, représente la branche « sioniste » du scoutisme mondial. Le rapprochement de ces deux termes, sionisme et scoutisme, ne va pas de soi, et peut même sembler, a priori, présenter une contradiction. Quelles peuvent être les relations entre, d'une part une idéologie bimillénaire prônant le retour des Juifs sur leur antique terre, idéologie revivifiée par sa rencontre avec les mouvements nationaux européens du dix-neuvième siècle, et, d'autre part, une méthode éducative fondée certes sur de grands idéaux, et notamment l'amour du prochain joint au respect de l'autorité divine et de l'empire britannique réunis, mais éloignée de toute forme d'endoctrinement visant à la réalisation d'un objectif politique précis ?

C'est à la charnière de ce paradoxe que se situe l'histoire du mouvement des Tsofim jusqu'à la création de l'État d'Israël en 1948, et nous voudrions, dans ces quelques pages, mettre en lumière certains aspects du développement de ce mouvement pendant la période de la construction du foyer national juif, à l'époque du mandat anglais, en arrêtant volontairement cette étude à la veille de la seconde guerre mondiale².

¹ De la racine hébraïque « TsFH » signifiant observer, traduction du mot anglais scout.

² À la fois par manque de place, et également pour ne pas empiéter sur deux phénomènes qui dépassent le cadre de notre étude, la réaction à la Shoah, d'une part, et la lutte pour l'indépendance d'autre part. L'essentiel de nos renseignements ont été puisés dans les travaux de Hemda Alon : d'une part *Héyé Nakhon, hamichim chnot tsofiout ivrit bééretz israël* (Toujours prêt, cinquante ans de scoutisme hébreu en terre d'Israël), éditions Am Haséfer, Tel-Aviv 1976, et d'autre part son article « Tnouat hatsofim méréchita véad 1960 (le mouvement des tsofim de son début à 1960) », in *Tnouot Hanoar 1920-1960* (mouvements de jeunesse 1920-1960), éditions Yad Ben-Tzvi, Jérusalem, 1989, p. 19 à 36. Sur les mouvements de jeunesse juifs en Palestine anglaise puis en Israël, on consultera l'ensemble des articles de ce recueil et notamment en ce qui concerne notre sujet : « Table ronde :

Avant de retracer la genèse de l'un des plus importants mouvements de jeunesse en Israël aujourd'hui, il nous semble utile, en guise d'introduction, de rappeler rapidement quelques grandes lignes des développements politiques et nationaux qui se sont déroulés en Palestine dans les années vingt et trente, car ceux-ci ont profondément influencé l'évolution du mouvement des Tsofim.

La toile de fond événementielle

Trois catégories d'événements, reliées étroitement entre elles, sont à rappeler ici :

a) La première est constituée par le phénomène des « Alyot »³, les vagues migratoires successives qui font passer la population juive de Palestine de 80 000 âmes en 1919 à plus de 400 000 à la veille de la seconde guerre mondiale. Ces flux migratoires n'ont pas seulement un effet quantitatif, agissant par contrecoup sur le développement économique et institutionnel du foyer national juif. Ils apportent avec eux, suivant les époques, des populations différentes, essentiellement d'Europe centrale et orientale, aux profils sociologiques parfois opposés : jeunes militants sionistes socialistes, « montés » en Israël pour réaliser leurs rêves idéologiques, ou familles bourgeoises ayant échoué en Palestine du fait de l'antisémitisme régnant dans leur pays d'origine.

b) Ces différentes « alyot » doivent être reliées également au deuxième type de faits dont nous devons parler, celui des relations judéo-arabes. Cette croissance phénoménale de la communauté juive de Palestine, passant en vingt ans de 10 à 28 % de la population globale, ne peut manquer d'inquiéter la population arabe dont la réaction se fait de plus en plus vive. Les dirigeants palestiniens voient dans les explosions de violence le moyen principal, sinon unique, de faire pression sur les Britanniques afin qu'ils modifient leur politique d'encouragement à un

les mouvements de jeunesse : révolte, avant-garde ou conformisme ? » p. 3 à 18 (en hébreu), ainsi que Ouri Ben-Eliézer : « La division au nom de l'union : la politisation des mouvements de jeunesse », p. 127 à 145 (en hébreu).

³ Alya signifie « montée » en hébreu. Entre 1919 et 1939 on distingue quatre Alyot principales : la troisième (1919-1923) constituée principalement de militants sionistes socialistes de Russie, la quatrième (1924-1929) composée essentiellement de familles de la petite et moyenne bourgeoisie de Pologne, et la cinquième (1932-1939) dont le noyau dur est constitué par les Juifs allemands fuyant le nazisme. Il faut ajouter à ces trois vagues l'Alya clandestine qui débute en 1934 et s'accroît aux approches de la guerre, en réponse aux restrictions d'immigration imposées par les Anglais.

foyer national juif. Ces manifestations culmineront, de 1936 à 1939, dans la grande révolte arabe, sur les conséquences de laquelle nous reviendrons.

c) La troisième catégorie d'événements, liée bien entendu aux deux premières, est constituée par les affrontements, idéologiques et pratiques, entre les divers courants composant le camp sioniste et qui portent, pour l'essentiel, sur trois points :

Le type de société à construire, entre modèle socialiste utopique et société occidentale « comme les autres », mais juive.

Le type de stratégie à adopter, entre modèle par étapes ou proclamation immédiate du désir d'un État sur l'ensemble de la Palestine.

La réponse adéquate aux attaques arabes, entre voie défensive et retenue ou réponse au coup pour coup, allant jusqu'à l'instigation d'attaques.

Les querelles entre « le camp des ouvriers », mené par David Ben Gourion, et la droite nationaliste, dirigée par Zeev Jabotinski, iront en s'amplifiant et atteindront de véritables sommets de haine dans les années trente, marquant profondément la communauté juive y compris, comme nous le constaterons, les mouvements de jeunesse.

C'est dans ce contexte agité que se développe le mouvement des Tsofim, et celui-ci devra s'y confronter, et surpasser nombre de difficultés qui y sont intrinsèquement liées.

La question de la reconnaissance

Notre étude portera sur quatre aspects du développement des Tsofim. Le premier d'entre eux concerne les liens avec l'organisation scout mondiale. Or, en ce domaine, un constat étrange s'impose : ce n'est qu'en 1950, après l'indépendance de l'État d'Israël, que les instances internationales du scoutisme accepteront en leur sein les Tsofim, plus de trente ans après leur création. Pourquoi ? Il nous faut revenir à la naissance du Scoutisme en Palestine anglaise.

Tout commence en 1919, quelques mois après la fin de la grande guerre. Dans les trois grandes villes juives du pays, Jérusalem, Tel-Aviv et Haïfa, se créent alors quelques troupes scout, organisées par de jeunes enseignants qui, expulsés pendant la guerre vers l'Égypte alors sous contrôle anglais, y ont découvert les techniques de Baden Powell. Revenus en Palestine après la fin des hostilités, ils décident d'appliquer ces méthodes à la jeunesse juive. Des groupes de scouts chrétiens

existaient également, certains depuis 1912, développés autour des écoles privées reliées aux différentes missions. Et en cette même année 1919 s'étaient également formés des groupes de scouts musulmans.

En été 1920, le mandat britannique sur la Palestine entre en fonction officiellement⁴, à l'occasion de l'arrivée du premier gouverneur, Herbert Samuel. Homme politique anglais d'origine juive, ayant soutenu l'idée sioniste, il est bien décidé à réaliser sincèrement les promesses contenues dans la déclaration Balfour, à savoir favoriser le développement du foyer national juif tout en protégeant les droits des populations locales, le tout en restant fidèle, bien entendu, aux intérêts britanniques. C'est un programme impossible, et les difficultés ne manquent pas de surgir rapidement, y compris dans le domaine de la jeunesse. Sir Herbert Samuel souhaite, dans ce domaine, promouvoir le développement du scoutisme à l'intérieur des frontières du mandat, et constituer une organisation locale qui serait intégrée dans « les scouts de l'Empire britannique », et par-là, rattachée à la Fédération mondiale. Sous la direction de son fils, Edwin Samuel, des négociations sont entamées afin de fusionner les différents groupes de scouts. Mais, tandis que celles-ci battent leur plein, les groupements musulmans et chrétiens décident de s'unir au sein d'une Association des Scouts Arabes de Palestine, excluant les groupements juifs. L'association arabe est bientôt reconnue par l'administration britannique et devient la seule organisation scoutie officielle en Palestine.

Il apparaît clairement que c'est l'opposition nationaliste entre les deux communautés qui se trouve à l'origine de cette impasse. Déjà, au printemps 1920, des émeutes anti-juives ont eu lieu, alourdissant le climat politique. Dès ce moment, la collaboration entre les deux communautés n'apparaît plus comme allant de soi, et ceci s'étend, bien entendu, à la jeunesse. Les Tsofim ne cachent d'ailleurs pas leur enracinement dans le sionisme, et ils se sentent être l'avant-garde d'une jeunesse nouvelle représentative de cette population qui a choisi de revenir s'établir sur la terre de ses ancêtres. Même en supposant que les désirs de Sir Herbert Samuel aient pu s'accomplir, et que l'union entre les différentes formations scouties de 1920 se soit effectivement réalisée, il y a fort à parier qu'elle aurait volé en éclat avec la montée en puissance des affrontements entre les deux communautés nationales. Lorsqu'une nouvelle tentative de créer une fédération unique est tentée dans les années trente, la seule question du drapeau qui devrait être hissé dans les

⁴ De décembre 1917 à mi-1920 la Palestine a été placée sous administration militaire.

délégations officielles et dans les camps révèle l'impossibilité, dans le contexte présent, d'envisager un travail en commun.

La question nationaliste en Palestine n'est cependant pas l'unique raison de cette mise à l'écart, par les instances internationales, des Tsofim. Le mouvement scout hébreu qui se crée en ce début des années vingt affiche quelques notes discordantes par rapport aux règles du scoutisme anglais.

Il y a tout d'abord la question de la Loi, différente sur de nombreux points du modèle officiel. Le point essentiel concerne l'article deux. La version anglaise déclare : *Le scout est fidèle au roi, à sa patrie, à ses chefs, à ses parents, à ses employeurs et à ses subordonnés*. La version des Tsofim transforme profondément le contenu : *Le scout est fidèle à son peuple, sa terre et sa langue*. L'influence de l'idéologie sioniste est clairement exprimée à travers les références à la terre et à la langue, complétées par la référence au peuple, c'est à dire à l'histoire particulière. On retrouve là les éléments fondateurs de l'idéologie sioniste⁵. Autre point crucial, le texte de la promesse : la référence à Dieu, si importante dans le scoutisme de BP, est supprimée, ou plutôt laissée à la libre volonté du scout. S'il est issu d'un milieu traditionaliste, il ajoute la mention à la divinité, s'il se rattache à un foyer laïc, il l'omet. C'est que, dès leurs premiers pas, les Tsofim désirent recruter parmi tous les milieux et tendances composant la société juive du foyer national.

Point encore plus crucial dans le refus de reconnaissance de la part du bureau de Londres, le problème de la mixité. Dès le départ, comme tous les autres mouvements de jeunesse sioniste, les Tsofim fonctionnent comme mouvement co-éduqué, dans lequel une partie des activités est commune aux filles et aux garçons, fait inacceptable, à l'époque, dans le cadre du scoutisme officiel. Fait intéressant à noter et qui mériterait sans doute une recherche particulière, il semble que cela soit une caractéristique du scoutisme juif en général que d'avoir opté très tôt pour un fonctionnement co-éduqué⁶.

⁵ Pour la compréhension du phénomène sioniste et son lien avec l'histoire et la pensée juives, on consultera notre ouvrage : « Racines d'Israël : 1948, plongée dans 3 000 ans d'histoire », collection mémoires n° 51, édit. Autrement, 1998.

⁶ À titre de comparaison, on consultera nos propres recherches sur les EEIF : *Les Éclaireurs Israélites de France pendant la seconde guerre mondiale*, édit. EIF, 1984 ; « Les Éclaireurs Israélites de France, 1923-1939 », in *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs*, sous la direction de Gérard Cholvy, édit. du Cerf, 1985, p. 333-346 ; *Juifs, Français et scouts, les Eclaireuses et Éclaireurs Israélites de France de 1923 à nos jours*, thèse de doctorat soutenue à Paris I en 1993, à paraître

Dernière difficulté faisant barrage pour l'éventuelle entrée des Tsofim dans l'organisme mondial, la structure de fonctionnement, et il semblerait d'ailleurs que ce soit là le point de divergence le plus irréductible. Dès leur création, et jusqu'aujourd'hui, les Tsofim n'ont pas utilisé l'une des bases essentielles de la méthode de Baden-Powell, à savoir le système des patrouilles. Ils ont opté pour un tout autre cadre éducatif, celui des tranches d'âges, à l'imitation des autres mouvements de jeunesse sionistes. Il s'agit donc d'équipes « horizontales », composées de jeunes du même âge, réunies dans un groupe d'équipes (« gdoud »), les différents groupes formant le groupe local (« shevet »). Le modèle pyramidal de l'éducation du jeune par le jeune, tel qu'il existe dans la méthode BP, n'est donc pas utilisé. Outre la question nationale, on comprend que ce « mouton à cinq pattes » ait été mis à l'index par l'organisation mondiale.

Les deux modèles éducatifs :

Le dernier point que nous venons d'aborder est lié au deuxième aspect que nous désirons aborder, celui que l'on peut nommer la double inspiration des Tsofim. Nous avons déjà relaté, au début de cette étude, que les premiers groupements de scouts juifs en Palestine avaient été créés par de jeunes enseignants inspirés par le modèle anglais. Ces premiers fondateurs sont rejoints rapidement par d'autres jeunes gens, anciens membres, et parfois chefs, de mouvements de jeunesse sionistes en Europe orientale, qui viennent d'immigrer en terre d'Israël. Une bonne partie d'entre eux est issue du mouvement Hachomer Hatzair polonais, un mouvement de jeunesse sioniste d'inspiration scout et qui s'ancre à l'extrême gauche du sionisme socialiste dans les années vingt⁷.

en 2002 aux éditions du Nadir. On mettra notamment en parallèle la non-reconnaissance des Tsofim et les difficultés des EIF avec le BIF (Bureau Inter-Fédéral) dans les années 20 et 30.

⁷ L'Hachomer Hatzair (le jeune gardien) a été fondé en 1913 en Galicie (alors Pologne austro-hongroise) comme mouvement de jeunesse scout pour les jeunes juifs, mais s'est développé rapidement comme mouvement pionnier sioniste-socialiste. Présent dans les grands centres juifs à travers le monde, il s'implante au début des années vingt en Palestine, créant plusieurs Kiboutzim qui s'unissent en 1927 au sein de leur organisation (Hakiboutz haartzi), qui représente en même temps l'expression politique de l'Hachomer Hatzair sur l'échiquier politique du foyer national juif. En 1948, il devient l'un des courants du Mapam, la gauche socialiste, qui s'est fondu au début des années 90 dans le parti Meretz, représentatif de la nouvelle gauche israélienne. Le mouvement de jeunesse lui-même continue à exister de nos jours, et voit toujours dans le kibboutz la réalisation parfaite de l'idéal pionnier de l'Hachomer.

Comme les autres mouvements de jeunesse sionistes, l'Hachomer Hatzair est en grande partie inspiré par les mouvements de jeunesse libres en Europe centrale, dont le plus célèbre est le Vandervogel⁸ allemand.

Tandis que le scoutisme de BP a pour but de faire du jeune un bon citoyen et de l'aider à s'intégrer dans la société construite par les adultes, en insistant notamment sur la valeur de la discipline et du civisme, le mouvement de jeunesse libre repose essentiellement sur la rupture des générations, la révolte de la jeunesse. Le dynamisme révolutionnaire du sionisme, sa dimension utopique caractérisée par la rupture avec le monde d'hier, le monde de la diaspora, trouve dans les idées du mouvement de jeunesse libre et l'expression de la révolte qui en découle une adéquation beaucoup plus grande que dans le conformisme relatif du scoutisme anglais et son système pyramidal. Pour intégrer la dimension sioniste à leur mouvement, les Tsofim ont donc utilisé certains des aspects d'autonomie et de dynamisme que le sionisme avait emprunté au Vandervogel ou à ses parallèles. Les dirigeants du mouvement ont été conscients de cette dichotomie, et ont tenté à plusieurs reprises de trouver un équilibre entre les exigences de ces deux idéologies contradictoires. À plusieurs reprises, les conflits qui agitent le mouvement sont, dans une large part, liés à la tension entre autonomie poussée des jeunes et des groupes locaux et besoin d'un cadre suffisamment développé pour réaliser les objectifs éducatifs et civiques.

Ainsi, lorsqu'en 1936 le mouvement des Tsofim se réorganise sur de nouvelles bases, après une période de grandes difficultés, la discussion porte entre autres sur la possibilité de concilier les deux méthodes. Aussi, le troisième des cinq principes qui sont établis comme base du renouveau du mouvement est-il libellé ainsi :

Les voies de travail scout reposent sur la méthode de Baden-Powell à l'exclusion des changements qui se révéleront obligatoires.

On ne pouvait sans doute pas mieux exprimer l'inconfort résultant de cette volonté d'être mouvement scout et de se vouloir, dans le même temps, organisation militante dans le cadre du projet sioniste.

⁸ Créé au début du siècle, le Vandervogel (les oiseaux migrateurs) reposait à la fois sur l'amour romantique de la nature, la révolte contre les conventions de la société, le refus du cadre de vie de la génération précédente et un certain anticapitalisme. Dans une certaine mesure, il a inspiré certaines caractéristiques du mouvement nazi, mais beaucoup de ses fondateurs et membres se sont retrouvés également du côté de l'idéal socialiste révolutionnaire et marxiste.

Apolitisme et sionisme

L'engagement sioniste des Tsofim est cependant fondamentalement différent de celui de la quasi-totalité des nombreux mouvements de jeunesse sionistes qui se développent en Palestine dans l'entre-deux-guerres⁹. Sioniste, le mouvement l'affirme comme l'une de ses caractéristiques, et il le rappelle encore dans la nouvelle formulation des buts, datée de 1936, mettant en avant *une éducation pour qu'ils deviennent des jeunes fidèles à leur peuple, en participant à la construction de leur patrie et à la renaissance de son esprit collectif*. Mais, dans le même temps, il est réaffirmé que le premier but est *d'assurer le développement physique et moral de la jeunesse*. Dans les moyens de réalisation que se donne le mouvement, on retrouve cette même dichotomie. À côté du rapprochement avec la nature et du développement des aptitudes manuelles, on trouve :

(..) la connaissance de la patrie et l'étude des conditions de vie du foyer national, la connaissance de la vie du peuple en diaspora, de l'histoire du sionisme et des modes d'implantations nouvelles, ainsi que la réalisation des devoirs nationaux.

Le risque d'un tel engagement, du point de vue des Tsofim, c'est celui du dérapage politique, la tentation de se lier à l'un des nombreux partis politiques sionistes qui ne manquent pas de faire les yeux doux à la jeunesse organisée. C'est d'ailleurs le choix de la presque totalité des autres mouvements de jeunesse sionistes. Même ceux qui se créent de manière indépendante cherchent la voie qui leur correspond dans le maquis touffu des discours idéologiques sionistes¹⁰. Comment ne pas « se faire piéger » et *réaliser les devoirs nationaux de manière concrète*, comme indiqué dans la plate-forme du mouvement, sans choisir une voie précise de réalisation ? À plusieurs reprises, le mouvement est secoué par des discussions autour de ces questions au cours des années 20 et 30. Il subit les séductions des délégués de différents partis et mouvements sionistes, qui arrivent parfois à convaincre tel ou tel chef local de passer avec armes et bagages, c'est-à-dire avec les jeunes qu'il anime, dans un autre mouvement à l'idéologie moins floue et, *a priori*, plus

⁹ À la fin des années trente, on ne compte pas moins de 14 mouvements de jeunesse différents au sein du foyer national juif, témoignage de la division politique de cette période.

¹⁰ Pour plus de clarté sur les subtilités des différents programmes et idéaux du mouvement sioniste, on consultera *Sionismes, textes fondamentaux*, réunis et présentés par Denis Charbit, édit. Albin Michel, 1998.

convaincante. Une grande partie des mouvements de jeunesse sionistes créés dans les années 20 et 30 le sont souvent grâce à un apport de transfuges des Tsofim, qui leur apportent leur expérience éducative.

Au printemps 1930, c'est tout un bloc d'un mouvement encore relativement modeste qui fait scission, créant un mouvement du nom de « Mahanot Haolim » (les camps des nouveaux immigrants) qui lie son destin avec l'une des composantes de la gauche sioniste.

Ce qui joue en faveur des Tsofim, sortis pourtant fort affaiblis de cette scission, c'est l'intensification des luttes idéologiques au sein du foyer national juif à partir de 1933¹¹. Nombre d'éducateurs, pédagogues, enseignants, s'inquiètent de la contamination de la jeunesse par les conflits politiques de la société adulte. On s'insulte dans les classes, on se bat dans les cours de récréation, et la situation devient tellement tendue que certains directeurs d'écoles envisagent purement et simplement d'interdire aux élèves toute appartenance à un mouvement de jeunesse.

C'est dans ce contexte que les différents groupes locaux comprennent qu'ils doivent reconstruire la fédération des Tsofim sur de nouvelles bases, pour pouvoir réussir à protéger leur apolitisme. C'est pourquoi, en 1936, la « nouvelle fédération des Tsofim » se place sous le contrôle de la direction de l'éducation de « Knesset Israël » (l'assemblée d'Israël), le gouvernement autonome du foyer national¹². Ce rattachement à un organisme officiel permet à la fois d'échapper aux griffes des agents recruteurs des différents partis, et en même temps provoque un accroissement spectaculaire des effectifs du mouvement, les nouveaux groupes locaux créés étant placés sous le contrôle et la protection des différents établissements scolaires. De plus, beaucoup de jeunes enseignants deviennent chefs des Tsofim, après formation, et encouragent ainsi leurs élèves à adhérer aux différents groupes.

¹¹ En juin 1933 Haim Arlozorof, l'un des dirigeants les plus en vue de la direction sioniste et proche collaborateur de David Ben Gourion (gauche sioniste), est assassiné par des inconnus sur la plage de Tel-Aviv. Le crime est imputé à des militants du mouvement révisionniste (droite) mené par Zeev Jabotinsky. Pendant plusieurs années une véritable guerre civile larvée a lieu entre les deux camps, aboutissant même à la création d'une seconde organisation sioniste concurrente.

¹² Cette assemblée fut élue pour la première fois au suffrage universel par les habitants du foyer national en 1920. En 1928 elle fut reconnue officiellement par la puissance mandataire comme représentante de tous les Juifs de Palestine et joua un rôle central dans le fonctionnement autonome qui permit aux Juifs de développer leurs propres institutions couvrant les grands domaines de la vie publique avant même la création de l'État en 1948.

Quant à la réalisation des idéaux sionistes, elle prend justement à cette époque une grande ampleur, à travers nombre d'actions civiques menées par les filles et les garçons du mouvement. La période est celle de la grande révolte arabe¹³, et les jeunes des Tsofim mettent en pratique les techniques scoutes en se mettant au service de la défense des implantations juives, certains d'entre eux travaillant directement au service de la Hagana, l'armée clandestine juive. Propagande pour encourager à la consommation de produits « sionistes », aide aux récoltes, travail d'observateur, de coursier, aide en hôpital, accueil des immigrants clandestins sur les plages, toutes ces initiatives ne constituent qu'une partie des actions menées par les Tsofim à cette époque. L'une des activités majeures, qui avait commencé déjà depuis les années vingt, est celle menée en faveur du KKL, le fonds d'investissement de l'organisation sioniste¹⁴.

Il est important de noter que ces actions leur valent une image de marque particulièrement positive aux yeux de la population juive locale, ce qui contribue un peu plus au développement du mouvement. Ainsi, tout en conservant une stricte neutralité quant au débat idéologique interne au mouvement sioniste, les Tsofim réussissent à concrétiser leur désir de fusion entre la technique éducative scout et la participation active à l'aventure sioniste.

La question de l'aboutissement

Cette question de la réalisation concrète du « travail sioniste » représente le quatrième et dernier aspect que nous désirons aborder dans cette courte étude. Comme tout mouvement de jeunesse, et particulièrement comme tout mouvement scout, les Tsofim se posent, depuis leur création, la question de l'aboutissement, du « débouché » éducatif et concret qu'il propose à sa branche aînée. Ce sujet est complexe, et nous ne ferons que l'effleurer.

¹³ De 1936 à 1939, le Haut comité arabe en Palestine organisa une révolte, à la fois civile et armée, contre le foyer national juif mais également contre les forces anglaises. Sur le plan matériel, la révolte permit paradoxalement au foyer national juif d'augmenter considérablement son autonomie, notamment économique, mais sur le plan politique, elle aboutit au Livre Blanc publié au printemps 1939, qui arrêta presque totalement l'immigration juive en Palestine au moment où la Shoah en Europe était sur le point de commencer.

¹⁴ Créé en 1901, le Keren Kayemet LeIsraël (fonds d'investissement pour Israël), dont le rôle central était l'achat de terres en Palestine, a joué un rôle central dans le développement du foyer national. Il est également responsable du développement des forêts par la plantation systématique d'arbres.

Dans tous les mouvements de jeunesse sioniste, il existe un projet d'aboutissement à l'éducation dispensée par le mouvement. Ainsi, dans les organismes à tendance socialiste, la tranche d'âge aînée forme un noyau de pionniers qui vont construire une nouvelle implantation ou renforcer une implantation existante. Cet aboutissement est une obligation personnelle pour chaque membre, et celui qui ne s'y soumet pas est immédiatement exclu. Cette question de l'aboutissement agite de nombreuses années les Tsofim. L'ensemble des dirigeants est certes d'accord sur le principe d'un aboutissement, mais le consensus sur le mode de réalisation ne se fait pas. Doit-il être obligatoire ou facultatif ? Doit-il se réaliser uniquement dans le domaine agricole, le retour à la terre étant considéré comme l'essence même du sionisme¹⁵, ou bien peut-il s'exprimer dans d'autres domaines de la vie socio-économique ? Doit-il être un engagement pour la vie, ou bien une simple année de contribution au travail sioniste, sorte de service civil avant les études à une époque où le service militaire n'existe pas encore ?

Les hésitations sur ces questions entraînent pendant longtemps une atrophie des tranches d'âges aînées, nombre de jeunes gens, déçus par les ambiguïtés des Tsofim préférant chercher la réalisation de leur idéal dans d'autres mouvements. Or la désertion des Tsofim aînés pose avec acuité la question du renouvellement des cadres des différents groupes. Après bien des discussions, attisées encore par le développement important des Tsofim à la suite de la réorganisation de 1936, un premier groupe de 6 jeunes gens de 16 ans décide de partir réaliser une année de service pour contribuer à l'effort de développement agricole. C'est une véritable révolution qui secoue le mouvement, mais cette expérience ne reste pas solitaire, et plusieurs groupes d'adolescents leur emboîtent le pas au cours des années suivantes. La question n'est pas définitivement réglée, même si la création d'un véritable groupe pionnier en 1941 ouvre la possibilité de la fondation d'une implantation agricole reliée aux Tsofim et pouvant accueillir les groupes de jeunes du mouvement pour leur service civil d'un an. Car la grande crainte des dirigeants du mouvement ainsi que des directeurs du département de l'éducation qui les chapeautent, c'est de voir à travers ces expériences la perte du principe de neutralité des Tsofim, chaque implantation agricole étant fortement marquée politiquement.

¹⁵ Le retour à la terre est devenu central dans la conception laïque de la rédemption telle qu'elle s'est exprimée dans le sionisme socialiste à partir de 1903, notamment sous l'influence du penseur et écrivain A.-D. Gordon.

La question n'est donc pas définitivement éclaircie, et elle provoquera encore des remous après la création de l'État, aboutissant même à une scission en 1950. Ce sont les transformations socio-économiques de l'État d'Israël, et la fin de la centralité de l'idéal pionnier agricole parmi la jeunesse qui feront que de nouvelles interrogations prendront le pas sur des querelles liées étroitement à la période héroïque de la construction sioniste.

Cette étude ne pouvait qu'esquisser quelques traits caractéristiques des premières années du mouvement des Tsofim. Elle doit beaucoup aux travaux de Hemda Alon, dont les études pionnières sur les archives des Tsofim ont permis un premier débroussaillage de ce sujet complexe. Il est d'autant plus regrettable qu'aucune étude de grande ampleur n'ait été entreprise depuis sur ce sujet.

Le mouvement des Tsofim, dans la période de construction du futur État d'Israël, a joué un rôle qui témoigne d'un fait que l'on a souvent tendance à négliger lorsque l'on étudie ce sujet : au-delà des groupes fortement idéologisés qui ont marqué l'histoire du sionisme réalisateur, et qui occupent sans partage le devant de la scène historiographique, a existé tout un public qui a contribué à cette aventure exceptionnelle de la reconstruction d'une entité nationale juive en y voyant d'abord la possibilité d'un ciment unificateur de l'ensemble du peuple juif, plutôt que l'occasion d'une bataille à coups d'idées et de propositions pour orienter définitivement ce futur État vers tel ou tel modèle contraignant. Alors que le sionisme représente une valeur en baisse du fait de l'affaiblissement des idéologies en cette période dite « post-moderne », l'aventure du mouvement des Tsofim montre peut-être que la réalité vivante du sionisme d'aujourd'hui se trouve encore présente au sein de cette majorité silencieuse qui a tout autant contribué à l'histoire du foyer national juif que certaines minorités bruyamment agissantes.

**LES ÉCLAIREURS D'AOF,
UNE ACCULTURATION ÉLITAIRE ?
PÉDAGOGIES CORPORELLES ET MANUELLES DANS
LA FORMATION D'UN NOUVEAU GROUPE SOCIAL
(1945-1960)**

Nicolas BANCEL

Maître de conférences, Université de Paris-Sud

Cette contribution devait initialement porter sur dialectique entre l'anticolonialisme supposé des Éclaireurs de France et ce que j'ai cru pouvoir nommer leur « fascination de l'Occident ». Sujet vaste et, je crois, central lorsque l'on veut saisir le processus complexe qui amène les élites coloniales africaines formées au sein de l'éclairisme à tenir - tardivement¹ - un discours de rupture politique tout en ayant inconsciemment incorporé ce qui fait l'Occident : une manière d'envisager le monde, la rationalité, les rapports sociaux, l'avenir tout simplement, qui font de ces élites les agents inconscients de la continuation du projet colonial sous d'autres formes. L'une des formes particulières de l'acculturation des élites coloniales *s'opérationnalise* ainsi dans la formation au sein des mouvements de jeunesse.

Ces formes d'acculturation sont d'autant moins connues que les pratiques du scoutisme paraissent innocentes, parfois folkloriques. Or, c'est un fait que la formation de l'individu, la manière dont il incorpore des valeurs, donne du sens à sa vie, ne se transmet pas seulement par

¹ L'anticolonialisme des éclaireurs est revendiqué par exemple par Malick M'Baye, un des seuls chercheurs à ma connaissance à avoir travaillé la question pour ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest. Pour autant, cette interprétation apparaît largement hagiographique, après étude des archives que nous avons pu consulter. Les éclaireurs sont en effet constamment aidés par l'administration coloniale - en tout cas par la fraction moderniste de l'administration, les éclaireurs participant au projet de modernisation coloniale après 1945 - et les condamnations du système colonial n'intervenant qu'en 1957/1958. Le rôle des éclaireurs en tant que tel dans le mouvement d'émancipation colonial semble donc très tardif et limité, même si nombre de membres de l'organisation militent par ailleurs dans des partis ou des organisations tournés, dès 1955, vers l'indépendance. On consultera pour plus de détail ma thèse, *Entre acculturation et révolution. Mouvements de jeunesse et sports dans l'évolution institutionnelle et politique de l'AOF (1945-1960)*, Université Paris I-Sorbonne, 3 tomes, 1101 p.

l'école, c'est-à-dire par l'incorporation des discours. D'autres mécanismes, sans doute tout aussi important, sont en jeu dans la formation scout, par les pratiques et ce que l'on pourrait nommer une incorporation corporelle de valeurs.

Je souhaite, dans le cadre de cette contribution, m'interroger sur les modes de cette incorporation de valeurs au sein des Éclaireurs d'AOF, afin de comprendre comment - alors que l'autonomie organisationnelle et politique des Éclaireurs d'AOF s'affirme dans la fédération, au début des années 50, et alors que le mouvement « d'adaptation des pratiques » est lancé pour les troupes d'Afrique noire - se manifestent dans ces pratiques renouvelées les ferments d'une formation des élites qui aboutira à leur éloignement de l'immense masse des non-scolarisés, paysans et urbains.

Nous pouvons analyser ainsi un processus culturel et social majeur alors à l'œuvre dans l'Afrique de l'Ouest des décolonisations : la formation d'une élite locale occidentalisée, coupée de ses racines rurales et traditionnelles, à même de servir de relais à un projet colonial qui ne peut plus s'imposer par la force et sous la seule et trop apparente direction du colonisateur.

Quelques points de repères

Nous ne pouvons retracer l'histoire complexe et dense des éclaireurs en AOF durant la période allant de l'après Seconde Guerre mondiale aux décolonisations². Il semble utile cependant de donner quelques points de repères essentiels qui permettront au lecteur de situer globalement l'évolution du mouvement. Tout d'abord, la progression des EDF en AOF est continue entre 1945 et 1960, et les effectifs passent d'environ 650 à 3 000. Les territoires ne sont pas égaux devant ce développement. La terre d'élection des EDF reste le Sénégal, qui totalise constamment plus du tiers de la totalité des membres de la fédération. Le Soudan, le Dahomey, la Guinée et la Côte d'Ivoire, avec des effectifs compris entre 10 et 15 % du total recrutent des effectifs comparables, mais le scoutisme laïc est fortement concurrencé au Dahomey et en Côte d'Ivoire par le scoutisme catholique³. Du point de vue social, les EDF mobilisent essentiellement dans la jeunesse urbaine scolarisée. Les conditions de l'implantation des EDF (presque exclusivement en milieu urbain),

² Sur cette histoire, nous nous permettons de renvoyer également à notre thèse, *op. cit.*

³ Voir à ce sujet la contribution de Charles-Edouard Harang, *Les Scouts de France et les Guides de France en Afrique noire et à Madagascar, 1945-1960*, DEA, Institut d'Études Politiques de Paris, 1996, 151 p.

l'obligation d'utiliser le français (langue véhiculaire encore résiduelle en 1950 dans les campagnes), la volonté de former une élite sociale (et d'autres facteurs socioculturels que nous ne pouvons développer ici) expliquent ce recrutement sociologiquement limité. Nous constatons d'autre part que les enfants recrutés proviennent essentiellement des milieux acculturés urbains - soit les petits et moyens fonctionnaires de l'administration coloniale - mais aussi, plus marginalement, de la chefferie. Les EDF en Afrique constitue donc un groupe extrêmement étroit par sa taille, mais également par son recrutement social.

Du point de vue politique, on l'a dit, les éclaireurs ne s'engagent que très tardivement dans le mouvement de décolonisation. Cependant, fait remarquable et qui intervient treize ans avant que le scoutisme catholique ne l'applique, les éclaireurs *déségréguent* les troupes dès 1947. Blancs et noirs apprennent ainsi concrètement la cohabitation. Signalons cependant, non pour relativiser la portée de cette innovation mais pour bien montrer que les EDF s'inscrivent pleinement dans un processus de transformation coloniale voulu par les élites coloniales réformatrices en métropole et soutenue par la fraction moderniste de l'administration, que l'école coloniale procède à la même opération dès 1946. Autre fait significatif, l'autonomisation du mouvement par rapport à la tutelle métropolitaine - avec laquelle les Éclaireurs d'Afrique (nouveau nom des Éclaireurs d'AOF, marquant cette nouvelle autonomie) continuent d'entretenir des liens organiques - est entérinée en 1957, simultanément à l'autonomisation des territoires de la fédération suite à l'application des décrets de la loi-cadre⁴.

Une impossible « africanisation » des pratiques ?

Du point de vue qui nous occupe ici, c'est-à-dire le processus d'acculturation à l'Occident par les pratiques éclaireurs et la formation d'un nouveau groupe social, il s'agit d'une part de comprendre comment les activités proposées aux scolaires de la fédération ont pu mobiliser l'enthousiasme des enfants et adolescents, qui gardent jusqu'à aujourd'hui un souvenir fort de leur expérience au sein des éclaireurs, et d'autre part de saisir ce qui dans les pratiques en AOF peut correspondre à une « africanisation » de celles-ci, africanisation qui, selon, Malick

⁴ Sur tous ces aspects, nous nous permettons une nouvelle fois de renvoyer à notre thèse, *op. cit.*

M'Baye, est l'une des caractéristiques de l'évolution du mouvement⁵. De même, il s'agit de distinguer dans les pratiques les aspects concrets (que fait-on ?) des aspects pédagogiques (pourquoi le fait-on ?).

Les pratiques du scoutisme laïc en AOF correspondent à des techniques pédagogiques d'importation. Concrètement, les activités proposées par les éclaireurs renvoient, immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, aux activités déjà développées en métropole. Les éclaireurs se retrouvent une à deux fois par semaine selon les groupes et le dynamisme des animateurs, et organisent une à deux fois par mois des sorties qui peuvent durer tout le week-end⁶. Les sorties sont l'occasion d'organiser des camps, des jeux autour des feux et des jeux de nuit.

Le campisme se heurte en Afrique noire à une série d'obstacles matériels. La chaleur durant l'après-midi ne permet pas d'effectuer de longues marches. Il est donc nécessaire de trouver des sites de campement pas trop éloignés de la ville de départ⁷. À ces conditions climatiques s'ajoutent les dangers de la faune locale. Les scorpions, araignées et serpents venimeux constituent un risque sérieux pour la sécurité des pratiquants, particulièrement lorsque l'encadrement européen dirige le groupe, encadrement peu formé à prévenir ces dangers. Hormis ces contraintes, la pratique est très semblable au campisme pratiqué en métropole : après une marche, le camp est monté, comprenant les tentes, la cuisine, la préparation du feu⁸. Le campisme est une activité particulièrement importante de la pédagogie scout. Il doit former les pratiquants à une certaine résistance physique par la pratique des marches, favoriser l'apprentissage de la vie en communauté en respectant son propre rôle et le rôle de chacun au sein du groupe, apprendre avec les moyens trouvés sur place, à assurer la bonne marche du camp (préparer le campement, cuire la nourriture, laver son linge, etc.).

Le campisme fait ainsi partie intégrante de la pédagogie active. Il s'agit de confronter l'éclaireur à une réalité nouvelle, celle de la vie autonome en dehors du contexte scolaire ou familial. Le fait que le

⁵ Malick M'Baye, *Ousmane Thiane Sar et Abdoulaye Albert N'Diaye, pionniers de l'éducation populaire en Afrique de l'Ouest*, Conférence internationale, Tiers Monde-Afrique, 6-8 décembre 1990, Université Paris VII, décembre 1990, 30 p.

⁶ Témoignages de Mahamane Touré (16 avril 1998), Bernard Dumont (13 mars 1998) et René Dumeste (6 août 1998).

⁷ À notre connaissance, les éclaireurs ne bénéficièrent pas, à la différence des scouts catholiques en certaines occasions, de moyens de transport mis à leur disposition par l'armée, à la demande de l'administration. Le périmètre de leurs sorties est donc limité.

⁸ Certains groupes préfèrent, en lieu et place des traditionnelles tentes, la construction sur place de cases. Témoignage de Mahamane Touré (16 avril 1998).

scoutisme laïc touche les jeunes scolarisés, et en priorité les internes, indique que le mouvement éclaireur trouve dans cette nouvelle catégorie socioculturelle un terrain d'expansion privilégié. Ce qui caractérise en effet celle-ci, c'est une certaine rupture avec la vie paysanne et la vie urbaine.

Le scoutisme laïc exerce un rapprochement avec la nature par la pratique du plein air, se substituant aux pratiques des classes d'âges. Mais le simulacre d'aventures en pleine nature, aux frontières de la fiction et du réel, dessine l'espace pédagogique propre du scoutisme. L'adhésion enthousiaste des enfants à ces jeux est la condition nécessaire à l'inculcation subtile de règles et de normes qui balisent l'apprentissage de l'initiative et de la responsabilité⁹. Dans ce cadre, l'encadrement des éclaireurs, entre la scolarisation et leur participation au mouvement laïc, apparaît particulièrement serré, accentuant la rupture avec les sociétés rurales.

Partie intégrante de la pédagogie scout, les jeux pratiqués par les éclaireurs se révèlent une médiation essentielle dans la transmission de savoirs pratiques mais aussi d'une vision du monde. On peut séparer ces activités ludiques entre les jeux sportifs et les activités manuelles et culturelles.

Le plein air contre le sport

Les éclaireurs d'AOF, suivant en cela les orientations du mouvement en métropole, n'ont pas introduit dans leurs pratiques les sports modernes. Considérés comme dévoyés, soumis aux lois de l'argent, minés par le professionnalisme et la glorification du sport-spectacle, les sports modernes ont été constitués par les éclaireurs, comme par les scouts catholiques, en ennemis des principes du scoutisme. En métropole cependant, dès les années 30, des concessions à la pratique des sports modernes au sein des scoutismes laïques et catholiques sont concédées, notamment parce que l'extension de ceux-ci correspond à une demande sociale très forte, concurrençant directement le scoutisme. Le corps de doctrine des éclaireurs sur la question sportive, impossible à préserver en

⁹ Daniel Denis, « Une pédagogie du simulacre : l'invention du scoutisme (1900-1912) », *op. cit.* La comparaison avec les pratiques des classes d'âge s'arrête ainsi à ce contact partagé avec la nature. En effet, dans les classes d'âge, la nature est interprétée sous l'angle du sacré et du rapport avec les ancêtres, et dans l'optique pragmatique de l'utiliser aux besoins immédiats de la vie villageoise. Les éclaireurs développent au contraire un rapport à la fois ludique, formateur et surtout rationnel à la nature, dépourvu de spiritualité.

France, est maintenu en AOF¹⁰. L'idéal d'un corps vigoureux, soumis à une discipline si possible quotidienne et préparé à s'adapter aux situations les plus diverses, a été le credo du scoutisme laïc. La gymnastique et surtout la méthode Hébert, conçue comme une pratique à la fois hygiénique et l'exercice d'une saine autodiscipline, est pratiquée par les éclaireurs d'AOF au lever, lors d'une sortie ou d'un camp. La pratique de l'hébertisme s'inscrit dans une perspective qui recoupe les préoccupations hygiénistes et de disciplinarisation en vigueur en métropole, accentuées par les considérations sur la santé et l'hygiène des Africains¹¹, considérées comme largement déficientes¹². Certains jeux de plein air s'apparentent à l'athlétisme (mais pratiqués toujours sur des « terrains variés »), comme les courses de 40 ou de 50 m, ou le saut en hauteur, d'autres résolument détachés de toute référence aux sports, tels le lancer de balle ou la balle au prisonnier, constituent la principale activité physique ludique des éclaireurs.

Il ne fait guère de doute que ces pratiques s'inscrivent dans la promotion d'une discipline librement acceptée par les enfants. Elles correspondent également à un moyen d'émulation, d'exercice ludique à la compétition à l'intérieur des troupes, mais également entre les troupes, des jeux étant organisés lors des camps. Ces jeux renvoient de manière euphémisée, car l'enjeu est toujours symbolique, à l'idée de la progression individuelle, de la juste reconnaissance des mérites de chacun et ainsi à la valeur permanente de la promotion individuelle dans un univers de concurrence permanente. La grande habileté pédagogique de cette émulation réside dans son caractère métaphorique. La primauté accordée aux aspects ludiques sur la victoire elle-même, l'apparence quasiment parodique de jeux dans lesquels l'enjeu symbolique lui-même (la reconnaissance du vainqueur) n'a idéalement pas pour motif la promotion des plus forts au sein d'un groupe qui doit avant tout être organiquement soudé par le sentiment de la fraternité et la complétude de chacun de ses membres, déterminent l'intériorisation d'autant plus efficace qu'elle est souterraine et non verbalisée de la règle de l'émulation. Les jeux de plein air constituent ainsi un espace au sein duquel s'affirment les valeurs de la modernité mérito-démocratique.

¹⁰ On favorisait l'activité sportive. On pratiquait des sports collectifs, dont des sports traditionnels : plutôt la soule que le rugby. Les sports modernes nous apparaissaient comme des moyens d'aliénation », Bernard Dumont (interview du 13 mars 1998).

¹¹ On pourra lire à ce sujet, Bernadette Deville-Danthu, *Le sport en noir et blanc. Du sport colonial au sport africain dans les anciens territoires français d'Afrique occidentale (1920-1965)*, L'Harmattan, coll. « Espaces et Temps du Sport », Paris, 1997, p. 17-22 et 227-230.

¹² « Note sur l'hygiène », mai 1954, 2 p., Archives privées René Dumeste.

Celles-ci renvoient à la métaphore d'un nouvel ordre social dans lequel l'hérédité (le lignage), la position professionnelle (les castes), l'appartenance ethnique ou les convictions religieuses sont idéalement annihilées au profit de la promotion du seul mérite personnel.

Cet arrière-plan idéologique répond à trois schémas socioculturels. D'une part, il recoupe étroitement les valeurs de l'école républicaine, qui postule à l'égalité de tous devant les savoirs qu'elle transmet. La promotion sociale est ainsi le fruit non de la reproduction sociale et de la sélection par le milieu, mais de l'effort et des mérites de chacun¹³. D'autre part, l'émulation correspond à l'introduction d'une dynamique consubstantielle à l'objectif central du mouvement, la formation d'une élite. Celle-ci ne peut émerger qu'à la condition qu'elle soit confrontée aux rudesses de la vie d'éclaireur, mais également en préparant cette élite à affronter la concurrence sociale qui ne manquera pas de faire obstacle à sa progression. Ce point renvoie directement au contexte social dans lequel s'inscrit cette perspective, c'est-à-dire le secteur colonial moderne. La pédagogie éclaireur répond en effet aux contraintes et aux impératifs des sociétés européennes, structurées précisément autour de l'idéologie mérito-démocratique qui fait de la libre concurrence des personnes dans le champ social l'un de ses principes essentiels. En contexte colonial, seul le secteur moderne, (l'administration, l'économie monétarisée), peuvent répondre à une telle définition. La pédagogie éclaireur s'inscrit ainsi dans la promotion d'une nouvelle élite scolarisée, gagnée aux idéaux de fluidité sociale et de promotion par le mérite. Au-delà de la question de l'africanisation des pratiques sur laquelle se portent la plupart des controverses¹⁴, c'est plutôt sur la méthode et la pédagogie éclaireur qu'il s'agit de se pencher pour comprendre sur quels présupposés socioculturels elles se fondent, et ainsi quelles valeurs sociales elles inculquent intimement aux pratiquants. En ce domaine, le scoutisme laïc est porteur d'une vision sociale profondément moderne, et par là

¹³ Lien idéologique renforcé à fois par la nature du recrutement (uniquement des scolarisés) et des activités éclaireurs, conçues comme des activités extrascolaires de l'école laïque, et bien sûr par l'encadrement, constitué en très grande majorité par des instituteurs et des enseignants du secondaire, eux-mêmes profondément imprégnés des valeurs de l'institution.

¹⁴ On lira par exemple le plaidoyer de Malick M'Baye en introduction d'« Ousmane Thiané Sar et Abdoulaye Albert N'Diaye, pionniers de l'éducation populaire en Afrique de l'Ouest », in d'Hélène d'Almeida-Topor, Catherine Coquery-Vidrovitch, Odile Goerg et Françoise Guitart (dirs.), *Les jeunes en Afrique, évolution et rôle (XIX^e-XX^e siècle)*, L'Harmattan, Paris, 1992, p. 320-322 et les perspectives résolument hostiles au décalque des pratiques scoutées en Afrique de S. Keita, *Documents INEP*, 1981, p. 45 et suivantes.

acculturante. Ce processus d'acculturation est d'autant plus subtil qu'il engage la participation volontaire et enthousiaste des acteurs¹⁵.

La métaphore d'un nouvel ordre social

Les activités manuelles des éclaireurs d'AOF sont centrées sur la confection de divers objets et le tissage, la poterie, la reliure, la photographie semblent avoir les activités manuelles les plus usitées¹⁶. Ces activités manuelles sont également couramment pratiquées par les éclaireurs métropolitains. On peut cependant constater une tendance à l'africanisation des pratiques dans la mesure où, à partir du début des années 50, les éclaireurs confectionnent des nattes ou des poteries d'inspiration africaine.

Ces différentes activités manuelles s'inscrivent pour partie dans les spécialisations proposées aux pratiquants. Il s'agit pour ces derniers d'acquérir la maîtrise d'un certain nombre de techniques manuelles qui, sans chercher à orienter professionnellement les pratiquants, leur permettent de se confronter à la valeur du travail manuel, dans un souci de réajustement du statut de celui-ci par rapport aux métiers à forte valeur ajoutée intellectuelle. Les réalisations des troupes sont présentées lors des camps ou des jamborees, comme autant de témoignages d'excellence. Ces activités manuelles nécessitent donc l'apprentissage de certaines techniques d'importation, simultanément à leur promotion par les centres culturels et les autres mouvements du scoutisme. Mais surtout, elles induisent une transgression très importante vis-à-vis de certaines sociétés rurales, et notamment les sociétés de castes. Bernard Dumont rapporte ainsi qu'au Mali en 1955, un petit scandale est provoqué par l'apprentissage par un enfant du tissage, alors qu'il n'appartient pas à la caste des tisserands. Comme le souligne Bernard Dumont, cette transgression est particulièrement importante :

¹⁵ Daniel Denis rappelle ainsi dans l'introduction aux actes du colloque « Pédagogies de l'aventure, modèles éducatifs et idéologie de la conquête du monde » intitulé *À l'école de l'aventure* (PUS, Paris, 1999), que l'intériorisation des règles sociales induites par la pratique scout est d'autant plus efficace qu'elle est fondée sur l'engagement volontaire des enfants (devoir de respecter les lois scout lors de la promesse, valeurs socioculturelles inculquées à travers les pratiques). C'est donc dans la pédagogie structurant ces pratiques qu'il faut chercher à saisir les conditions de possibilités de transmission de ces règles et de ces valeurs.

¹⁶ Un rapport moral du district du Sénégal insiste sur ces activités, dans la mesure où la vente des objets représente une source de financement pour le mouvement, « Rapport moral présenté par le commissaire du Sénégal Malick Diop », Dakar, 10 mars 1957. Les témoignages de René Dumeste (6 août 1998) et de Mahamane Touré confirment l'importance de ces activités.

Des petites révolutions sociales étaient provoquées par les travaux. Ainsi, des enfants qui n'étaient pas tisserands tissaient. Ceci me paraît particulièrement important dans le cadre d'une société castée comme celle du Mali. C'est un geste grave, dans son sens non péjoratif. Il y a là une transgression sociale, peut-être plus importante que la pédagogie elle-même¹⁷.

La perspective du libre accès aux techniques et savoirs proposés par le scoutisme laïc fonctionne ainsi comme une remise en cause de l'ordre traditionnel, même si dans le cas des responsables éclaireurs il ne s'agit pas d'une pratique délibérée de rupture, mais plutôt le signe d'une méconnaissance des règles sociales des sociétés rurales et de l'application au terrain africain d'une pédagogie qui réfère à la nomenclature des corporations du moyen âge. Quoi qu'il en soit, la perspective développée par ces pratiques est celle de la mobilité et du libre choix de l'individu, et prolonge l'idéologie mérito-démocratique au principe du mouvement. Par là même, il contribue au processus d'acculturation des jeunes scolarisés.

On peut cependant constater à l'image des activités manuelles, une certaine africanisation des pratiques culturelles des éclaireurs. Ainsi les chants scouts métropolitains, s'ils sont toujours en vigueur, sont complétés par des mélodies africaines lors des veillées. De même, les thèmes des représentations des saynètes et parfois de véritables pièces de théâtre présentées lors des veillées ou au cours des camps, portent progressivement sur des sujets africains. Cette africanisation des pratiques apparaît cependant timide, malgré une évidente volonté de la direction sénégalaise d'aller plus avant dans cette direction¹⁸. Ainsi, on note dans quatre programmes de veillées, la prédominance, en 1956, de thèmes fortement imprégnés des pratiques métropolitaines¹⁹. Sur un total

¹⁷ Interview du 14 mai 1998.

¹⁸ Ainsi, dans une réponse d'Albert N'Diaye à Jacqueline Dumeste datée du 8 décembre 1954, celui-ci indique que « là ou nous ne sommes plus tout à fait d'accord c'est quand tu dis « Le programme doit être étudié en commun par les Africains et les métros. À mon sens le CEP qui est une affaire de Province ou de district doit s'inspirer des décisions des lignes données par les congrès locaux. Nous devons choisir des thèmes en fonction des réalités de chez nous ». Celle-ci en conçoit quelque amertume, puisque dans une note adressée à Bernard Dumont datée de décembre 1954, elle affirme qu'« en deuxième lecture, je réalise mieux l'invitation à m'occuper d'autre chose que ce qui ne me regarde pas en quelque sorte », traduisant d'après René Dumeste (son frère) la difficulté de certains cadres européens à admettre toute « déviation » des pratiques.

¹⁹ Archives privées René Dumeste. Trois de ces programmes concernent les éclaireurs d'Abidjan, un les éclaireurs dahoméens (années 1955-1956). On peut inférer que le développement de l'africanisation des pratiques est inégal selon les territoires.

de 21 activités proposées, quatre (deux contes et deux danses) seulement font référence à l'Afrique. Les autres activités sont partagées entre des fables de La Fontaine, des saynètes et des jeux. L'introduction de la photographie, les exercices d'électricité amusante, marginalement pratiquées, souvent faute de moyens, correspondent à des activités d'importation, et qui rejoignent les activités proposées par les Centres culturels et les Maisons de Jeunes.

Les activités des éclaireurs comprennent également le soutien scolaire. Des groupes sont organisés, une à deux fois par mois, pour compléter et réviser les savoirs transmis par l'institution scolaire. Les élèves les moins brillants focalisent l'attention des animateurs. La sociologie de l'encadrement, avec un fort pourcentage d'enseignants, facilite évidemment cet exercice. On peut raisonnablement penser, sans pouvoir étayer cette hypothèse d'arguments chiffrés, que le scoutisme laïc favorise la réussite scolaire, comme en témoigne le grand nombre d'éclaireurs qui exerceront après les indépendances des fonctions importantes dans l'administration des jeunes États, spécialement dans le secteur scolaire et l'organisation et les relations avec les mouvements de jeunesse. L'emploi exclusif du français dans toutes les activités éclaireurs renvoie d'ailleurs à cette volonté d'amélioration des performances scolaires qui vise à faciliter l'intégration des pratiquants à la modernité coloniale.

L'action sociale

En dehors de ces activités, les éclaireurs organisent des actions ponctuelles, à l'image de la fête de la Saint-Georges organisée chaque année à partir de 1953, et conjointement avec les scouts de France et les éclaireurs unionistes, en Côte-d'Ivoire²⁰, ou le rallye de Pâques, organisé chaque année à partir de 1953 par les éclaireurs du Dahomey. Des kermesses sont également organisées par les districts afin de recueillir des fonds propres, parfois en collaboration avec d'autres organisations de jeunesse²¹. Les éclaireurs réalisent des actions de pédagogie sociale, comme la Côte-d'Ivoire en 1955 qui promeut une journée des lépreux

D'après John Adotevi et Mahamane Touré, celle-ci fut plus poussée au Sénégal, en Guinée et au Soudan qu'en Côte-d'Ivoire et au Dahomey, ce qui rejoint la diachronie observée sur ces mêmes territoires concernant l'évolution politique.

²⁰ Paul Achy affirme en 1957 que plus de 650 scouts de France, éclaireurs unionistes et éclaireurs participent à ces festivités. Ce chiffre semble assez largement surévalué (Paul Achy, « Rapport moral du district de Côte-d'Ivoire », 1957).

²¹ Le district du Sénégal organise ainsi en 1956 une kermesse avec le Conseil de la jeunesse du Sénégal en 1956.

durant laquelle les éclaireurs d'Abidjan visitent les léproseries pour apporter un peu de chaleur humaine aux malades²² ou participent, tels les éclaireurs du Dahomey, à la quinzaine annuelle de lutte contre l'alcoolisme organisé par le Conseil de la jeunesse du Dahomey depuis 1951. À partir des années 1952-1953, les éclaireurs se vouent également à des actions consacrées à l'amélioration de l'environnement écologique et social²³. Ainsi, une « campagne de reboisement » est décrétée en 1953²⁴. Pour les districts du Soudan et du Sénégal, plus rarement en ce qui concerne la Côte-d'Ivoire, des actions ponctuelles portant sur la réfection d'écoles, de dispensaires et de léproseries, le creusement de puits ont été entreprises par les éclaireurs²⁵, actions qui seront reprises et systématisées par les caravanes itinérantes à partir de 1955. Dans une perspective similaire, les éclaireurs sont sensibilisés aux difficultés des ruraux, et, au Sénégal et au Soudan, à partir de 1953, des troupes éclaireurs aideront à la récolte.

Ces différentes actions sont symptomatiques de la volonté d'un engagement social des éclaireurs, d'une participation à l'évolution socio-économique de la fédération. Bien qu'éparses, et à l'initiative des districts, elles s'inscrivent plus profondément dans le désir de participer à la modernisation de la fédération et de faire émerger chez cette nouvelle

²² « Note de Paul Achy à René Dumeste », 12 mai 1956, 1 p., Archives privées René Dumeste. Le chiffre de 270 éclaireurs participant à cette action apparaît surévalué (interview de René Dumeste, 6 août 1998).

²³ Dans le compte rendu des activités du premier camp-école auquel participent des Européens à Nianing (Sénégal) en 1953, il est noté que « la route sénégalaise est très préoccupée des problèmes sociaux sous toutes leurs formes », Anonyme, « La délégation métropolitaine au CEP d'AOF », 1953, 3 p., Archives privées René Dumeste.

²⁴ Archives privées René Dumeste. Les différents districts devant participer à cette campagne. Il est pratiquement impossible d'évaluer l'impact réel de cette campagne, qui semble avoir été très inégalement suivie (les clans de Dakar, de Saint-Louis, les éclaireurs du Dahomey y contribuent, alors que nous n'avons pas retrouvé trace du suivi de cette action pour la Guinée).

²⁵ Ici encore, la quantification de ces actions est pratiquement impossible. Celles-ci sont de toute façon ponctuelles dans les activités éclaireurs et leur impact est marginal. Il est impossible en ce domaine, comme dans d'autres, de suivre Geneviève Lagane, qui dresse un tableau quasiment pharaonique des réalisations des éclaireurs, Geneviève Lagane, *Étude sur les mouvements d'organisation de jeunesse en Afrique noire française dans les années qui précédèrent l'indépendance (1950-1960)*, mémoire de maîtrise d'histoire de l'Afrique, Centre de recherches africaines, Université de Paris I, 1972, 81 p. Malick M'Baye signale que les éclaireurs ont construit des écoles de brousse, dans l'espoir que des maîtres seraient promus par l'administration, mise en quelque sorte devant le fait accompli (Malick M'Baye, Ousmane Thiané Sar, *op. cit.*). Ce cas est vérifié au Sénégal.

élite une conscience sociale²⁶. On retrouve dans cette préoccupation sociale et moderniste l'un des traits saillants du discours de la totalité des organisations de jeunes, avec plus ou moins d'intensité selon les mouvements. Chez ces derniers, la prise de conscience des inégalités sociales et de la diversité des conditions de travail et d'existence, amène à des conclusions politiques divergentes²⁷. Chez les éclaireurs, ce contact et ces actions sur la réalité sociale de la fédération débouchent progressivement sur une critique de l'hégémonie métropolitaine. Mais si, selon les organisations, les conclusions politiques diffèrent, l'horizon de la modernisation du continent est constant et recouvre presque complètement les objectifs affichés par la métropole dans son projet de modernisation sociale et économique après la Seconde Guerre mondiale²⁸. Les éclaireurs sont ainsi partis prenante de l'extension d'une vision développementaliste imprégnant l'ensemble des mouvements de la jeunesse scolarisée, prenant pour postulat que l'amélioration sociale passe par l'extension des écoles, des dispensaires, des hôpitaux, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, enfin un schéma de développement moderne, qui emprunte l'essentiel de sa logique au modèle métropolitain.

Cet engagement dans le développement économique et social de la fédération tend d'ailleurs à devenir un thème récurrent des éclaireurs après 1955²⁹, et particulièrement à partir de l'autonomisation du mouvement en 1957. Albert N'Diaye déclare ainsi que

[...] la transformation du pays [le développement de l'habitat, la modernisation agricole, l'essor économique] pourrait devenir une sorte de mystique passionnante pour notre jeunesse qui ne demande qu'à s'engager. [...] Pourquoi ne pas les associer, surtout pendant les vacances, à de vastes projets d'éducation de masses, à des opérations de récoltes, de reboisement,

²⁶ Du point de vue de l'éveil à une conscience sociale, les activités des éclaireurs d'AOF recourent celles organisées en métropole. Les éclaireurs sont ainsi amenés en France à visiter des usines, des chantiers ou des exploitations agricoles pour mesurer les conditions de vie et les difficultés de ces différentes catégories sociales.

²⁷ Le discours social est par exemple présent chez les scouts de France, sans que celui-ci donne matière à remettre en question ni la division sociale ou la césure colons/colonisés, et *a fortiori* la prédominance de la métropole dans la gestion coloniale. À l'inverse, cette préoccupation est à la source d'une critique radicale des inégalités sociales, conséquence de la domination coloniale, dans les mouvements étudiants à partir de 1956.

²⁸ Nicolas Bancel et Gislaine Mathy, « La propagande économique », in Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Laurent Gervereau (dir.), *Images et Colonies*, éd. BDIC/ACHAC, Paris, 1993, p. 221 et suivantes.

²⁹ Archives privées René Dumeste.

de constructions ? Notre jeunesse en serait plus virile, mieux préparée à la vie³⁰.

Ainsi la pédagogie sociale et citoyenne des éclaireurs est-elle la condition de la transformation sociale, de la participation légitime d'une élite en formation à l'histoire. Cette perspective va trouver son accomplissement dans les activités de l'équipe de relation Outre-mer, fondée par Bernard Dumont, alors commissaire national de la branche route.

L'intériorisation de la modernité

À travers ces différentes activités, la pédagogie nouvelle proposée en AOF par les éclaireurs, véhicule des valeurs et des représentations sociales qui participent incontestablement de l'introduction de la modernité occidentale en Afrique de l'Ouest. La promotion de la notion de mérite personnel, de progression individuelle au sein d'un espace social hiérarchisé mais instable par le jeu de la concurrence des acteurs, l'accès indiscriminé aux savoirs et aux techniques, dessinent la métaphore d'un nouvel ordre social. La ritualisation de la vie quotidienne contribue également à l'intériorisation de nouvelles valeurs sociales. Ainsi, la levée des couleurs doit inculquer aux éclaireurs la reconnaissance et l'amour de la patrie. On peut interpréter l'hommage au drapeau français, en vigueur jusqu'en 1957³¹, comme un acte de reconnaissance envers l'Union française et la France, et l'abandon de cet hommage après l'autonomisation du mouvement comme le signe d'une émancipation politique. Cette interprétation, qui correspond à l'évolution politique du mouvement, est fondée.

Cependant, on peut également la comprendre comme une intériorisation du concept de nation, une adhésion à l'idée d'un État-nation, modèle de référence métropolitain³². Dans cette perspective,

³⁰ A. Albert N'Diaye, Causerie donnée à Radio Saint-Louis, 3 juin 1958, cité par Malick M'Baye, Aboulaye Albert N'Diaye, *op. cit.*

³¹ En Côte-d'Ivoire et au Dahomey. Il semble qu'après le remplacement du drapeau français par une peau de panthère en 1951 au jamboree de Badisch, des troupes éclaireurs sénégalaises aient dérogé à cette règle.

³² Cette reconnaissance de l'État-nation rejoint par ailleurs les valeurs inculquées par l'institution scolaire coloniale, à travers l'enseignement de l'histoire (l'histoire de France et la formation d'une nation moderne) et de l'éducation civique, les manuels métropolitains étant utilisés dans les écoles de la fédération. On pourra lire à ce sujet Yves Gaulupeau, « L'Afrique en image dans les manuels élémentaires d'Histoire (1880-1969) », in Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Laurent Gervereau (dirs.), *Images et Colonies, op. cit.*, p. 66-69 et du même auteur, *L'histoire coloniale dans les manuels scolaires*, Documents INEP, 1995.

l'hommage au drapeau, quelle qu'en soit la couleur, participe à l'extension chez les jeunes élites d'un modèle de référence d'importation. Il ne fait pas de doute que le geste de déférence à la nation chez les éclaireurs contribue à un processus d'acculturation qui touche l'organisation et les perspectives d'avenir des territoires de la fédération. Car le contenu du concept de nation fait ici référence aux particularités de la construction nationale française, axée sur la centralisation des pouvoirs et l'imposition d'un hégémonisme culturel fondé sur les valeurs universalistes de la révolution française³³. L'arrière-plan idéologique du scoutisme laïc, partagé à des degrés divers par les autres mouvements scouts mais ici accentué par la référence à la laïcité, correspond étroitement à ce modèle, les particularités culturelles (à l'intérieur des territoires et de la fédération), les langues et les systèmes religieux devant s'effacer devant une égalité de principe de tous les éclaireurs sanctionnée par l'adhésion aux règles et aux activités du mouvement. En ce sens, le scoutisme laïc constitue l'un des creusets d'une acculturation réciproque des élites³⁴.

Cependant, si l'adhésion à ces principes universalistes et laïques est largement partagée au sein des troupes éclaireurs, on peut néanmoins souligner l'expression ponctuelle de sentiments xénophobes, particulièrement à l'encontre du centre sénégalais, souvent soupçonné d'accaparer la majorité des subventions fédérales. Ainsi, en Côte-d'Ivoire, Paul Achy, commissaire du district, envoie une lettre à René Dumeste en décembre 1954, dans laquelle il reproche « aux Sénégalais » de détourner ces subventions. Contant par ailleurs une sombre affaire de tissus achetés par le clan de Bamako et revendu par un chef de troupe, il commente l'incident par un définitif « cela ne m'étonne guère, surtout d'un Dahoméen »³⁵. En 1955, lors de l'organisation d'un camp groupant éclaireurs ivoiriens et dahoméens et dirigés par Albert N'Diaye en Côte-d'Ivoire, celui-ci, visiblement épuisé par les antagonismes des uns envers les autres, exprime sa lassitude à René Dumeste d'un expirant « je n'en

³³ La construction moderne de la nation par l'État peut être ainsi assimilée à une colonisation de la métropole entre le milieu du XVIII^e siècle et le milieu du XX^e siècle. Nous renvoyons sur cette question à Pierre Nora, *Les lieux de mémoire, La République*, éd. Fayard, Paris, 1993 et Nicolas Bancel et Pascal Blanchard, « Le colonialisme, une idéologie républicaine ? », *Hommes et Migrations*, octobre 2000.

³⁴ Pour travestir l'expression « d'assimilation réciproque des élites » de Jean-François Bayart, in *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, Paris, 1990.

³⁵ Lettre de Paul Achy à René Dumeste, 10 décembre 1954, 3 p., Archives privées René Dumeste.

peux plus ! »³⁶. Comme toujours avec les idéaux universalistes, leur application révèle un certain jeu avec le réel...

Ces perspectives qui font s'entrechoquer au sein du mouvement les manifestations concrètes des tensions régionalistes et l'homogénéité théorique des Éclaireurs de France, permettent sans doute, par une extension qui peut paraître audacieuse, de mieux appréhender le partage, au sein de l'élite dirigeante directement issue de la matrice scolaire coloniale (et correspondant au recrutement des éclaireurs), dans tous les pays de la fédération, d'une idéologie et d'une pratique de la construction étatique qui s'appuient sur le référent métropolitain de l'État-nation : la construction nationale se construit par le haut, à travers le développement des structures et des institutions étatiques et la mobilisation volontariste de l'exaltation patriotique. Cette référence au modèle français ne peut être analysée qu'en saisissant la formation des acteurs de cette construction. Jean-François Bayard invoque ainsi la transmission par le système scolaire des états indépendants aux élites africaines de quelques-uns des paradigmes qui fonde la modernité spécifique de l'État français, prolongeant en cela ce que nous constatons pour le contexte colonial : la centralisation du pouvoir, la primauté de l'action publique dans l'homogénéisation volontariste des substrats culturels et linguistiques, l'héritage positiviste des Lumières incarné par la croyance dans un progrès matériel et intellectuel universel continu guidée par des valeurs précisément universalistes, enfin l'identification de la nation à l'État (et réciproquement)³⁷. La complexité de la situation des Éclaireurs de France, partagés entre l'égalitarisme des principes et de réels courants centrifuges d'origine nationale (et sans doute ethnique), renvoie à la complexité des processus de conquête du pouvoir dans les jeunes États indépendants, processus qui font largement appel aux antagonismes régionaux et à l'« ethnicisation » de l'électorat (et réciproquement, l'« ethnicisation des partis politiques »). On peut interpréter cette apparente contradiction comme faisant partie d'une généalogie de longue durée des sociétés africaines imprégnant la construction de l'État³⁸, mais aussi comme une manipulation pragmatique dans le champ des rapports de force politiques, de l'ethnicité et du régionalisme. Entre ces deux hypothèses, non mécaniquement contradictoires, de multiples configurations sont possibles, qui ne remettent pas en question, à notre sens, le référent

³⁶ René Dumeste (interview du 6 août 1998).

³⁷ On lira à ce sujet Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, *op. cit.*, p. 139-146 et 193-208.

³⁸ Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, *op. cit.*, p. 65 et suivantes.

Nicolas BANCEL

métropolitain dans la construction de l'État au sein des sociétés post-coloniales. Cette dialectique est préfigurée symptomatiquement au sein du mouvement éclairer, qui renforce alors son aura sur les jeunes élites scolarisées, amenées à la modernité coloniale puis post-coloniale.

ORIGINES ET ÉVOLUTION DU GUIDISME EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Émilienne RAOUL-MATINGOU

Maître-assistant, Faculté des Lettres de Brazaville

Le guidisme fut introduit dans les pays d'Afrique d'expression française peu de temps après qu'il est apparu en 1923 en France. Son évolution contrastée selon les pays résulte des aléas de la vie politique en Afrique depuis quatre décennies. Un guidisme adapté aux réalités africaines, tel a toujours été la préoccupation des animatrices de ce grand mouvement d'éducation des jeunes filles.

I. Origine du guidisme dans les pays d'Afrique francophone

Le guidisme est apparu dans le continent dans la première moitié du XX^e siècle

La Conférence Internationale sur le scoutisme colonial qui s'est tenu à Paris en 1934 sous la présidence d'honneur du Maréchal Liautey et qui réunissaient les délégués du scoutisme tant masculin que féminin des empires coloniaux (Angleterre, Pays-Bas, Espagne, France), nous donne des repères quelques décennies après la possession des territoires en Asie, en Amérique du sud et en Afrique. En 1934, le guidisme était présent dans deux colonies françaises : l'Algérie où il fut introduit en 1928 et Madagascar où en 1931-1932 fonctionnaient deux unités guides malgaches. Outre Madagascar qui entre dans le champ de notre étude, il y a tous les pays de l'AOF (Sénégal, Mauritanie, Soudan aujourd'hui Mali, Haute-Volta actuel Burkina Faso, Guinée, Niger, Côte d'Ivoire, Dahomey actuel Bénin) et le Togo ; les pays de l'AEF (Moyen-Congo actuel Congo-Brazzaville, Gabon, Tchad, Oubangui-Chari aujourd'hui République Centrafricaine) et le Cameroun. Les données disponibles ne permettent pas pour l'instant de préciser avec exactitude l'année de l'instauration du guidisme dans chacun des territoires. Cependant, on peut affirmer qu'avant la fin de la première guerre mondiale, entre 1940 et 1945, toute l'Afrique noire francophone connaissait un début de scoutisme féminin, parfois éphémère : on parle du silence du mouvement entre 1945 et 1950.

- Les pionniers du guidisme en Afrique noire furent les missionnaires.

L'importation du guidisme catholique dans les pays africains s'est fait selon un schéma qui pourrait s'appliquer à la plupart des pays. Dans un premier temps on introduit le scoutisme masculin : les scouts de France par les missionnaires catholiques, les éclaireurs unionistes par les missionnaires protestants, les éclaireurs laïcs par les fonctionnaires coloniaux. Le guidisme est toujours arrivé à la suite de ce mouvement masculin et dans bien de territoires, les éclaireuses ont précédé les guides. Une fois le mouvement démarré, les prêtres confiaient la conduite des unités aux religieuses, elles-mêmes s'appuyant sur l'action bénévole des épouses d'administrateurs coloniaux. Le recrutement des guides se faisait dans les écoles et les paroisses. Comme on le relève dans le compte-rendu des travaux de la Conférence suscitée, « le scoutisme doit porter son action sur la jeunesse des écoles qui est en contact avec la civilisation européenne ... » et que « la classe à atteindre c'est la classe instruite »¹ À celle qui parle la langue des blancs. Ainsi le guidisme qui s'implante en Afrique est d'abord un guidisme des villes où sont établies les écoles et les paroisses. Or, à cette époque les filles sont peu scolarisées, ceci explique les faibles effectifs qu'enregistrera le guidisme pendant fort longtemps.

- Comment se pratiquait le guidisme à ses origines ?

Le mouvement s'adressait au départ aux jeunes filles de 12-13 ans ou parfois plus jeunes et reflétait l'image de la société coloniale c'est-à-dire, séparation entre les deux communautés blanche et noire. À Brazzaville par exemple où le guidisme fut introduit en 1940, trois unités sont créées, une européenne, une métisse et une noire. Cependant au temps colonial, quel que soit le pays, le guidisme prend d'abord naissance dans le milieu européen. Les tentatives de mixité à cette époque furent sans succès telles à Dakar ou dans bien d'autres villes coloniales.

Ces deux communautés nécessitaient des programmes distincts correspondant à leurs besoins et à leur environnement socioculturel. Pour les européennes, il fallait faire face « au climat, au rythme scolaire à mi-temps, à une vie matérielle parfois difficile ou au contraire trop facile ». Le mouvement était bien accueilli par les parents car il « donnait un but à leurs loisirs, à leurs vacances, à leurs besoins d'activité et de création ».

Dans les premières années de vie du scoutisme dans les colonies, on faisait observer aux animateurs que « le scoutisme devait rester fidèle à

¹ Archives du Centre de documentation des Guides de France.

ses traditions et à ses aspirations et que c'était aux chefs d'adapter ses règles aux conditions locales ». Pour leur part, les Guides de France, tout en faisant vivre un guidisme à l'européenne aux unes, avaient conscience qu'il fallait inventer un guidisme adapté aux africaines. La transposition du scoutisme en Afrique devait subir des modifications profondes pour répondre aux besoins « de susciter dans la jeunesse des hommes et des femmes capables d'assumer des responsabilités et d'aider à l'amélioration du sort de leurs frères sur tous les plans. Le scoutisme peut aider à développer ces personnalités, à condition qu'il s'adapte aux besoins des africains, à leur génie propre. » Cette préoccupation fut mise à l'étude dans les équipes de cheftaines françaises travaillant en Afrique ou travaillant en France pour l'Afrique. Le résultat produit fut de nouveaux manuels d'épreuves, la traduction en langue véhiculaire de la Loi et autres textes en Oubangui-Chari.

- Problèmes liés à l'implantation et à l'expansion initiale du mouvement guide :

Le premier responsable à décider de l'implantation ou non du guidisme c'est l'ordinaire du lieu. Dans la plupart des cas cela n'a pas posé de difficulté mais certains ignoraient délibérément le mouvement prétextant la non maturité des africaines pour ce type d'éducation. Le mouvement des âmes vaillantes s'accommodait mieux, semble-t-il, au niveau encore primitif des filles africaines.

Quelques années après la création des premières unités, beaucoup d'entre elles disparurent pour plusieurs raisons. La première, était due au fait que les unités se créant d'abord dans le milieu européen disparaissaient au rythme des départs des jeunes européennes contraintes de poursuivre leurs études en France à partir de 12-13 ans. Une autre raison est liée à la rotation perpétuelle des administrateurs en service dans les colonies et par conséquent de leurs épouses, animatrices de ces unités. Enfin, les religieuses dans certaines missions avaient décelé une métamorphose dans le comportement des filles qui avaient pratiqué le guidisme. Celles-ci paraissaient plus dégourdies, prenaient des initiatives pour elles-mêmes et pour les autres, affichaient une certaine indépendance... et pour compléter ce tableau inacceptable aux yeux des religieuses, les vocations diminuèrent fortement. En 1956, les Guides de France organisèrent une session spécialement destinée aux religieuses, ce fut l'occasion de redorer le blason du guidisme et de repartir d'un nouveau pied. Miracle ! Une guide sortit du lot trois ans plus tard pour entrer au couvent.

De tout temps deux problèmes demeureront persistants, celui du manque aigu de cheftaines et celui de l'insuffisance de leur formation. Les jeunes françaises en Afrique ainsi que les religieuses réclamaient aux Guides de France des documents pour les aider dans leur tâche. De nombreux livrets pédagogiques furent rédigés à cet effet.

II. Evolution du guidisme dans les pays d'Afrique francophone

Le guidisme a connu dans son évolution quatre étapes qui se caractérisent par la nature de son statut juridique, lui-même découlant de la situation politique du moment. Ainsi pouvons-nous caractériser ces différentes étapes de la manière suivante :

- Le guidisme colonial : pratiqué sous la forme de guidisme européen et de guidisme africain sur l'ensemble des colonies françaises. Toutes les filles étaient guides de France et les unités rattachées directement au guidisme français. L'uniforme et les insignes étaient identiques. Le département chargé d'animer le guidisme a été successivement le Service des Guides de France des Colonies puis le Service de l'Equipe de l'Empire. Pour les cheftaines, toutes européennes (religieuses ou laïques) qui n'avaient pas la formation requise pour diriger une unité, les activités du guidisme pouvaient prendre la forme d'éducation religieuse ou de groupe de loisirs type patronage.

- Le guidisme de transition : l'autonomie des territoires colonisés se prépare dans la métropole, celle-ci est matérialisée par la loi-cadre de 1956 appelée aussi Loi de l'africanisation des cadres qui prévoit l'acheminement progressif vers l'indépendance des pays de l'AOF et Togo, de l'AEF et Cameroun et Madagascar. L'africanisation annoncée devait s'opérer tant au plan politique qu'au sein du mouvement.

Or, à l'étape précédente, il s'était constitué des Collèges du Scoutisme français dans les territoires, par exemple Collège du Scoutisme français de Côte d'Ivoire, Collège du Scoutisme français du Cameroun... Ces collèges comprenaient toutes les associations scouts telles quelles existaient en France et les Guides de France en faisaient partie. On va assister à la disparition du mot « France » dans tous les collèges néanmoins, il sera conservé dans les collèges de l'AEF selon le choix exprimé. Au cours de cette période de transition, les Guides de France s'activent à former des cheftaines autochtones en vue de la relève. La formation des cheftaines africaines sera planifiée et obtiendra des subventions auprès des pouvoirs publics. On s'y prenait de trois

manières : la formation sur place par des maîtrises venues de France ; la formation de cheftaines africaines en France chaque année en période de vacances scolaires ; enfin l'affectation dans certains pays d'institutrices françaises ou permanentes pour accélérer sur place la formation et participer à l'expansion du mouvement.

Où trouvait-on les nouvelles cheftaines africaines ? Essentiellement parmi celles qui avaient été dans le mouvement, ou des jeunes femmes institutrices ou infirmières, rarement parmi les épouses des chefs scouts alors que c'était le souhait ardent des responsables des deux mouvements. Les Guides d'Afrique statutairement étaient toujours rattachées aux Guides de France, en portaient l'uniforme et les insignes. Au sein de l'équipe nationale des Guides de France la nouvelle structure chargée des relations avec ces pays est l'équipe d'Outre-mer avec pour mission de proposer des programmes pédagogiques adaptés au milieu africain dont le support didactique fut la revue « La Pirogue ».

- Le guidisme national : À partir de 1960 les pays africains accèdent à l'indépendance. L'africanisation de la vie politique et sociale est totale, toutefois une assistance technique française est assurée dans presque tous les domaines et ce pendant plusieurs années. Chez les guides, cela se manifeste par la mise en place des premières équipes nationales fortement épaulées par une équipe de conseillères composées de permanentes guides de France, de religieuses et parfois de dames françaises encore présentes dans le pays. Les associations des guides africaines deviennent indépendantes, elles sont reconnues par les Ministères de Jeunesse respectifs.

La question de l'adaptation des programmes d'activité est à nouveau à l'ordre du jour au sein des nouvelles équipes nationales. Leur jeunesse et la fragilité de leur formation n'ont pas permis de résoudre ce problème dans bien de pays dès les premières années d'indépendance. Pour aider les Africaines à prendre rapidement leurs responsabilités, les premières rencontres du continent sont organisées : Kampala (1961), Brazzaville (1962), Togo (1970)...

Les animatrices françaises du mouvement faisaient observer au début des années 50 que l'Afrique était diverse tant sur le plan physique qu'humain et économique. Pour orienter le développement du mouvement dans ce continent, il fallait se garder de faire des généralisations hâtives. Avait-on pris cette réflexion en considération ? En tout cas, on relève cette autre idée au début des années 60, « il faut tenir compte des différentes réalités, tout en recherchant la structure de coopération la plus efficace et la plus ouverte sur l'avenir, qui permettra

aussi rapidement que possible une prise en charge totale du guidisme africain par lui-même ». En 1963, l'équipe chargée des relations avec l'Afrique au sein des Guides de France, va organiser à Douala la première rencontre pour mettre en place une structure inter-états dont les objectifs étaient d'une part, de définir et d'établir des rapports entre les différentes associations nationales et d'autre part, d'envisager de nouvelles formes de coopération entre les Guides de France et les Guides africaines. Une autre préoccupation de cette rencontre fut de rechercher une meilleure participation du guidisme catholique à la vie de l'Église en Afrique. Cette assemblée générale des pays africains eut lieu en présence de la Directrice du Bureau mondial de l'AMGE (Association Mondiale des Guides et Eclaireuses).

- Un guidisme éclaté ou atomisé : nous sommes au milieu des années 60, et ça bouge en Afrique. Le continent devient le théâtre de luttes idéologiques des superpuissances : révolutions, coups d'État, changements de régime... Le guidisme « vole en éclat » en Afrique et survit sous différents aspects.

Au Congo, en Guinée, au Mali le guidisme tout comme le scoutisme sont interdits ainsi que les autres mouvements de jeunesse. Cependant, on sollicitera les guides et les scouts pour diriger les mouvements des pionniers issus de la jeunesse unique. Le Togo a vécu le guidisme dans la clandestinité, les guides s'étant réfugiées dans les paroisses. Au Bénin fut instauré un scoutisme unique, non affilié au parti mais dirigé par les hommes. En Afrique centrale, le Tchad a poursuivi le guidisme, mais comment pratiquer le mouvement dans un pays en guerre. Le guidisme en République Centre Africaine avait perdu de sa vitalité tout comme au Cameroun, au Niger. La Mauritanie, pays à dominante musulmane n'avait pas encore pris son essor lorsque survinrent ces bouleversements. Dans la plupart des pays les mouvements scout et guide devaient faire face aux appétits des hommes politiques soucieux de mobiliser la jeunesse pour la conquête du pouvoir. Néanmoins, on peut dire que le guidisme pendant cette période n'avait pas tout à fait disparu, il vivait dans le mental de chacun, et à la faveur du renouveau démocratique, fut ranimé dans toute l'Afrique avec celles qui avaient assisté à son déclin : 1986 en Guinée après la mort du premier Président, 1992 au Congo et en Mauritanie, 1993 au Mali...

Il nous reste à citer les gouvernements qui n'ont pas remis en cause la présence du scoutisme et du guidisme sur leur territoire depuis l'indépendance, il s'agit du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et de Madagascar. Le guidisme à Madagascar peut être cité en exemple à toute

l'Afrique. Il s'y est développé en continu et a connu une expansion quasi totale sur l'ensemble de l'île. Quatre raisons expliquent cette réussite :

- le guidisme n'a pas été inquiété par les secousses qui ont marqué la vie politique de Madagascar ;
- sur toute l'île on parle la même langue, le malgache. L'usage d'une seule langue facilite la communication. Tous les manuels du guidisme sont écrits en malgache ;
- les unités ont été dirigées depuis la colonisation par des cheftaines malgaches ;
- les guides malgaches ont mis au point une pédagogie adaptée à chaque milieu social notamment celle du guidisme rural qu'elles ont expérimenté pendant dix ans avant de l'étendre sur toute l'île.

Une si riche expérience devrait faire l'objet d'échanges avec les autres mouvements du sud.

Le guidisme a réapparu dans presque toute l'Afrique. Cependant de nos jours, son développement s'inscrit dans une dimension internationale aux accents de mondialisation. Pourra-t-il s'adapter à ses exigences et tout à la fois faire face aux grands défis du continent ? Inventera-t-il de nouvelles formes de coopération, de partenariat ? Sa survie en Afrique en dépend.

LES ÉCLAIREURS DE FRANCE ET LE RAPPROCHEMENT FRANCO-ALLEMAND AU SEIN DE L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE

Anne DULPHY¹

Maître de conférences, École Polytechnique de Paris

Issu du traité de l'Élysée, l'Office franco-allemand pour la jeunesse place les jeunes au cœur de la réconciliation bilatérale en oeuvrant à les rapprocher et à renforcer leur compréhension mutuelle. « Créer des liens durables entre les jeunes participants..., avoir un caractère éducatif qui développe chez eux le sens de la responsabilité..., fournir l'occasion... de se familiariser... avec les conditions de vie de l'autre peuple en apprenant à connaître les réalités politiques, sociales, culturelles, économiques et sportives de celui-ci, contribuer également à l'acquisition ou à l'approfondissement des connaissances » linguistiques, telles sont ses directives et, par conséquent, les conditions à remplir pour bénéficier d'une subvention². Respectueux du phénomène associatif, l'OFAJ exerce en effet son action par l'intermédiaire de partenaires sociaux : régions et municipalités, centres de formation et organisations professionnels, institutions scolaires et universitaires, mouvements de jeunesse et d'éducation populaire...

Il collabore à ce titre avec les mouvements scouts dont il finance les activités socio-éducatives collectives en raison de l'adéquation entre l'expérience de plusieurs semaines de vie en communauté binationale que ces derniers proposent et la pédagogie de la rencontre qu'il préconise³.

¹ Ancienne élève de l'ENS, agrégée d'histoire, maître de conférences à l'École polytechnique et à l'Institut d'études politiques, chercheur associé au CHEVS (FNSP), Anne Dulphy a notamment participé à *La démocratie au XX^e siècle. Europe de l'ouest et États-Unis* sous la direction de M.-A. Matard-Bonucci (Atlande, 2000).

² Cette présentation est extraite de publications de l'OFAJ : directives pour 1965 (EEDF, carton OFAJ 1969), colloque tenu les 21-23/11/1968 - rapport de la sous-commission consacrée aux « rôle et fonctions des cadres et des participants dans les différents types d'échanges internationaux » - et colloque de décembre 1988 intitulé *L'OFAJ a 25 ans, bilan et perspectives*.

³ EEDF, carton OFAJ 1975-1980. *Les jeunes et la coopération franco-allemande*, document OFAJ 1976-1977.

Les Éclaireurs de France occupent certes une place modeste dans ce dispositif, mais leur participation immédiate résulte de leur attachement à la dimension internationale qui, comme le résume le commissaire Daniel Auduc en 1981, « est une donnée fondamentale de la pédagogie du scoutisme : éducation à la paix mais aussi enrichissement personnel du point de vue humain et culturel, développement de l'amitié entre les peuples »⁴. Plusieurs commissaires généraux - Jean Estève en 1968, Pierre Bonnet quelques années plus tard - sont appelés au conseil d'administration de l'Office ; en acceptant, le premier rappelle qu'il est de « ceux qui, pour avoir le plus profondément ressenti l'affrontement franco-allemand de naguère, savent le mieux peut-être quelle est l'importance de la tâche »⁵.

Cette formule ouvre une première piste problématique, celle du rôle de l'action associative dans le rapprochement des peuples : alors qu'elle est indiscutable dans la phase de réconciliation, il est plus malaisé de la cerner comme vecteur d'entente et de confiance mutuelles. La complexité de la représentation que se font encore les jeunes Français des Allemands à la fin des années soixante-dix illustre ce défi : si l'image de l'ennemi héréditaire est dépassée, l'ignorance persiste, synonyme de la survie de stéréotypes⁶. La perspective dans laquelle l'association inscrit les entreprises franco-allemandes, européenne et communautaire ou internationale, est également en question, d'autant que la jeune génération accorde sa préférence à une unification planétaire, faisant tomber les barrières entre les peuples et triompher la solidarité du genre humain, dont l'Europe ne serait qu'une étape⁷.

Quelques réponses peuvent être esquissées à la lumière de la documentation conservée par les Éclaireurs de France sur leur contribution à l'OFAJ, consultée jusqu'en 1983, avec les réserves que doivent néanmoins inspirer une première recherche dans ce domaine et l'absence de témoignages oraux... Quoi qu'il en soit, il importe en premier lieu de présenter le dispositif franco-allemand des EEDF et de l'envisager de manière diachronique : il représente une part restreinte de leur action à but éducatif vers l'étranger où prédominent quelques groupes locaux particulièrement actifs. Il convient ensuite de cerner le

⁴ EEDF, carton OFAJ 1981-1982. Réponses de D. Auduc au questionnaire adressé par l'OFAJ aux associations en 1981.

⁵ EEDF, carton OFAJ 1968. Lettre de J. Estève au secrétaire général de l'OFAJ, le 8 janvier 1968.

⁶ EEDF, carton OFAJ 1975-1980. *Ce que je sais sur l'Allemagne. L'image que les élèves français se font de leur voisin d'outre-Rhin*, document OFAJ 1979.

⁷ *Les Européens et l'unification de l'Europe*, Bruxelles, Commission des Communautés européennes, juin 1972.

contenu des rencontres recensées, qu'il s'agisse des stages de formation, des vacances d'adolescents, des voyages éducatifs, des camps...

I. Vingt ans d'échanges franco-allemands

« L'international est dans la vie de nos associations un ressort éducatif privilégié ; le cadre franco-allemand est dans ce domaine un lien » prioritaire⁸. Contenue dans le texte de présentation programmatique d'un stage de formation pour animateurs de camps franco-allemands, cette assertion ne doit pas dissimuler l'importance limitée de ce type d'échanges dans les activités internationales des Éclaireurs de France : 6 000 d'entre eux ont participé aux secondes en 1981, seulement 600 aux premières. Selon les règles définies lors de la mise en fonctionnement de l'OFAJ, sa section française subventionne les camps fixes ou itinérants organisés dans l'hexagone et accueillant la totalité des participants ainsi que les voyages outre-Rhin assortis de la rencontre de jeunes Allemands mais non de leur hébergement ; les camps communs en Allemagne dépendent de la section allemande mais apparaissent néanmoins dans la documentation consultée car ils doivent être déclarés au service international des EEDF⁹. Au fil des deux décennies étudiées, l'Office a précisé ses exigences et défini un certain nombre de principes. D'une part, pour ne pas se borner à un simple déplacement touristique à l'étranger mais garantir un « contenu éducatif permettant une véritable compréhension entre les jeunes des deux pays »¹⁰, le nombre d'inscrits par rencontre doit être limité et une partie de l'équipe d'animation avoir suivi une formation binationale. D'autre part, la qualité - au cœur des directives officielles à partir du milieu des années soixante-dix¹¹ - est conditionnée par la parité entre les participants¹², la bilatéralité, qui proscrit les réalisations d'inspiration purement nationale, enfin la

⁸ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.2. Présentation du stage de formation de fin 1975.

⁹ *BI*, octobre 1965, n° 11, p. 11-13 et EEDF, carton OFAJ 1968-1969, lettre de l'OFAJ, le 12 juin 1968.

¹⁰ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Circulaire de l'OFAJ sur les modalités d'application de ses directives, octobre 1965.

¹¹ EEDF, carton OFAJ 1981-1982. Rapport de l'OFAJ sur la formation des responsables et des animateurs, janvier 1981.

¹² Elle est affirmée en 1966, alors que jusqu'alors les activités regroupant deux tiers de Français et un tiers d'Allemands sont subventionnés (EEDF, carton OFAJ 1966-1970, lettre du commissaire international Monique Grapin le 17 novembre 1967). Une disparité limitée reste toutefois admise pendant quelques années (carton OFAJ 1969), puis doit être évitée à partir du milieu des années soixante-dix (carton OFAJ 1978-1980).

réciprocité, qui inscrit les entreprises communes dans des échanges se prolongeant au moins deux ans¹³.

Appréciée en termes quantitatifs, l'action des Éclaireurs de France dans ce cadre entre 1963 et 1983 peut être divisée en trois séquences : l'enthousiasme des premières années, l'effondrement de la décennie suivante, le frémissement final. Le lancement de la coopération avec l'OFAJ s'est en effet traduit dès 1966 par un « accroissement considérable » des opérations binationales : 34 ont lieu courant 1968 dans l'hexagone, 6 outre-Rhin, regroupant 1 639 Français et 269 Allemands, mais ces statistiques fournies par l'OFAJ n'établissent aucune distinction entre les types d'échanges. Les données concernant l'année 1967 permettent d'être plus précis : parmi les 49 réalisations comptabilisées, il faut en isoler 15 qui concernent les centres de vacances EEDF et les Circuits Corse¹⁴, car ces séjours binationaux relèvent d'inscriptions individuelles et ne s'appuient pas vraiment sur une pédagogie spécifique ; 7 stages de formation ont également été organisés ; enfin, 22 camps, chantiers et voyages d'étude ont rassemblé 783 Français et 447 Allemands¹⁵. Cet ensemble est géré par un collaborateur dont le salaire est partiellement pris en charge par l'Office¹⁶.

La comparaison avec les années soixante-dix est édifiante : en 1974 la totalité des crédits alloués par l'OFAJ n'est pas utilisée¹⁷, aussi n'accorde-t-il aucune subvention administrative l'année suivante, considérant que le volume des activités n'est pas suffisant pour justifier qu'un employé soit spécialement affecté au secteur franco-allemand¹⁸ ; il la rétablit en 1976. Le décollage espéré à la fin de la décennie - où le nombre de rencontres tourne autour de la dizaine - est retardé par des tensions internes au mouvement en 1978 ; l'implication de nouveaux groupes, les uns organisant leur premier échange, les autres renouant avec une pratique abandonnée depuis plusieurs années, semble toutefois

¹³ EEDF, carton OFAJ 1975-1980. Directives de 1977.

¹⁴ Les centres de vacances sont à La Gaillarde (Var) et St Jorioz (Haute Savoie). Le directeur des Circuits Corse est Claude Deru, responsable régional de Saint-Étienne : sont proposées des activités nautiques et des excursions ; des ateliers d'artisanat ; des enquêtes à thème régional ; des chantiers...

¹⁵ EEDF, carton OFAJ 1968. Au total, 1 310 Français et 852 Allemands sont concernés, dont respectivement 101 et 69 par les stages de formation, 265 et 224 par les vacances d'adolescents.

¹⁶ EEDF, carton OFAJ 1966-1970.

¹⁷ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.

¹⁸ EEDF, carton OFAJ 1982-1988. Lettre de l'OFAJ du 14 mai 1975.

annoncer un regain de vitalité¹⁹. Grâce à la priorité que la nouvelle équipe dirigeante constituée autour de Daniel Auduc accorde à l'international²⁰, ce renouveau semble se confirmer en 1983 puisqu'au doublement des échanges s'ajoutent plusieurs stages de formation²¹ ; le partage du secteur franco-allemand entre deux collaborateurs - l'un administratif, l'autre pédagogique - a pour but d'amplifier l'effort d'incitation et de sensibilisation auprès des groupes locaux autour d'un contenu pédagogique spécifique²².

L'évolution quantitative des échanges n'est pas sans relation avec les aléas du partenariat privilégié instauré avec le scoutisme ouvert allemand. Durant les premières années, le *Bund Deutscher Pfadfinder* BDP est l'interlocuteur principal, impliqué par exemple dans 9 camps binationaux sur 15 en 1968, mais ses dissensions internes la détournent de l'action internationale à la fin de la décennie²³. Deux conceptions s'affrontent en effet, l'une attachée à une pédagogie libérale, l'autre revendiquant une démarche critique et politiquement engagée ; cette seconde ligne s'empare en 1971 de la présidence du mouvement qu'elle dote de structures décentralisées par refus de l'autoritarisme hiérarchique et qu'elle ancre dans le militantisme d'extrême gauche. Le courant convaincu « qu'il est possible de faire du scoutisme moderne en restant scout » crée alors le *Bund der Pfadfinder* BdP, reconnu par les instances du scoutisme mondial qui ont retiré leur agrément au BDP.

Un contact institutionnel n'est toutefois noué qu'en 1974, lors des Assises nationales des EEDF auxquelles participent les représentants de l'association inter-confessionnelle²⁴ ; il est décidé de rétablir le principe du stage annuel de formation internationale²⁵. La rencontre de Nancy, en mars 1976, vise à dynamiser cette alliance officielle par une politique d'information systématique et une procédure de mise en relations : des

¹⁹ EEDF, carton OFAJ 1978-1980, le 9 octobre 1979. Parmi les groupes nouveaux, Cognac, Loches, Ramonville.

²⁰ EEDF, carton OFAJ 1981-1982. Lettre à l'OFAJ du 16 novembre 1978.

²¹ EEDF, carton OFAJ 1982-1983.

²² EEDF, carton OFAJ 1982-1988.

²³ Ces données sont tirées des EEDF, cartons OFAJ 1974-1975 et 1975-1978.3., échanges franco-allemands pour 1975.

²⁴ EEDF, carton OFAJ 1967-1978. Pour mieux organiser les relations franco-allemandes dans le cadre de l'OFAJ, les EEDF et le BDP décident de réaliser et diffuser un annuaire complet des villes jumelées où sont implantés des groupes locaux, d'échanger systématiquement la liste des localisations de camps dans les deux pays...

²⁵ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.2. Lettre du commissaire national E. Gagnon à l'OFAJ, le 30 juillet 1975.

régions volontaires - en l'occurrence celles de Grenoble, Lyon, Nancy et Orléans - s'engagent, lorsqu'une demande de camp allemande sera transmise à l'échelon national, à fournir des groupes intéressés²⁶. Malgré le collectif d'échange bilatéral²⁷, un bilan décevant est établi par les responsables français en 1979 : l'insuffisance des actions communes est imputée à la priorité accordée côté allemand à la mise en place de la mixité, le BdP et le *Bund Deutscher Pfadfinderinnen* ayant fusionné en janvier 1976 ; une inadéquation des démarches est par ailleurs déplorée²⁸, plus traditionnelle chez ces derniers. Une relance est tentée à deux reprises, en 1980 et 1982, mais sans réel effet faute de déboucher sur la tenue de journées franco-allemandes permettant la rencontre des animateurs concernés par les projets de l'année ; sans cette « garantie de sérieux » dans la préparation, plusieurs avortent²⁹. Le regain d'activité constaté au début des années quatre-vingt résulte donc de rapports directs entre groupes locaux, grâce auxquels les échanges ont subsisté malgré les difficultés de la coopération institutionnelle.

Il en a été de même dans une moindre mesure avec le BDP entre 1971 et 1979, date à laquelle un partenariat privilégié est à nouveau instauré³⁰. Il est fondé d'une part sur une incitation, l'intérêt accru de la jeunesse pour le dialogue franco-allemand, d'autre part sur une même ambition, celle d'envisager l'adaptation du scoutisme à une génération marquée par la « crise des valeurs sociales », par l'engouement pour les mouvements alternatifs, par le souci de maîtriser l'avenir au travers de l'écologie, de la démystification de l'informatique, de la maîtrise des moyens de communications, de l'engagement social³¹... À cet égard, le progressisme du BDP et les spécificités qui en découlent - le développement de sa branche aînée notamment - stimulent les réflexions communes sur le sens de l'action à mener et les moyens pédagogiques ; deux axes de coopération sont ainsi définis, les migrants et la culture³². La régularité des rencontres institutionnelles et des sessions pour animateurs

²⁶ EEDF, carton OFAJ 1976-1977.

²⁷ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.3. Il est instauré en 1977 à l'initiative du commissaire général Christian Corne

²⁸ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.3. Tel est le constat fait par Frédéric Prelle (permanent à Lyon) à l'issue du stage de Noël dans une lettre adressée à J. Neuilly le 27 janvier 1978 : « nous ne nous correspondons plus ».

²⁹ EEDF, carton OFAJ 1982-1988.

³⁰ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.3. Début 1978, F. Prelle a pris l'initiative de renouer avec le BDP qui, de son côté, a proposé une rencontre estivale avec de jeunes Français.

³¹ EEDF, carton OFAJ 1981-1984. Rapport d'activité des collaborateurs pédagogiques en 1981.

³² EEDF, cartons OFAJ 1981-1984 et 1982-1988.

semble indiquer que le vingtième anniversaire de l'OFAJ est synonyme d'une nouvelle dynamique bilatérale pour les EEDF³³.

Pour autant, il convient de ne pas minimiser l'importance des échanges effectués de manière ponctuelle avec d'autres partenaires allemands. Des mouvements scouts tout d'abord, le *Verband Christlicher Pfadfinderinnen und Pfadfinder* VCP protestant et la *Deutsche Pfadfinderschaft Sankt Georg* DPSG catholique ; si la collaboration de laïcs avec des chrétiens a dû être justifiée auprès d'un chef de groupe en 1968 par Monique Grapin, commissaire chargée des relations internationales, elle ne donne pas matière à autre débat.

Dès que nous nous engageons dans la voie des échanges internationaux, il faut accepter de rencontrer des scouts et des guides de toutes confessions religieuses... faute de quoi nous ne rencontrerons jamais personne !!! Il y a lieu de ne pas oublier qu'une des bases du mouvement scout est l'éducation religieuse et que la majorité des mouvements scouts du monde entier sont... confessionnels. Les autres... sont ouverts, ce qui veut dire ouvert à des gens de confessions différentes... La notion de laïcité est essentiellement française et c'est précisément parce que nous sommes laïques - au sens large du terme - que nous rencontrons des gens de confession religieuse différente de même que nous les comptons dans notre mouvement à côté des incroyants³⁴.

Les interlocuteurs peuvent aussi être des associations sportives, des sociétés de protection de la nature, des foyers de jeunes...

La relation entre un groupe d'éclaireurs français et une organisation allemande relève donc de plusieurs cas de figure. Elle peut s'inscrire dans le cadre du partenariat privilégié, le projet de camp binational ayant été signalé par l'initiateur à ses instances centrales puis communiqué au mouvement étranger qui tente de répondre au souhait formulé en trouvant un groupe intéressé ; en l'occurrence, le commissaire international EEDF lance l'appel par le *Bulletin d'information* ou s'adresse aux responsables régionaux. Non seulement ce dispositif centralisé exige une solide liaison organique pour fonctionner, mais il pêche par le peu d'écho suscité par les demandes³⁵ et par la difficulté constatée à conserver un partenaire trouvé dans ces conditions³⁶.

³³ EEDF, carton OFAJ 1981-1984. Le rapport d'activité des collaborateurs pédagogiques en 1981 parle « d'avancée certaine des EEDF en matière de franco-allemand ».

³⁴ EEDF, carton OFAJ 1968. Réponse de M. Grapin à H. Bas, le 5 février 1968.

³⁵ *BI*, décembre 1967, n° 30, p. 13, parle « d'indifférence générale ».

³⁶ EEDF, carton OFAJ 1982-1988. Elle est constatée par E. Gagnon en 1973.

Aussi est-il frappant d'observer que les échanges ayant un substrat extérieur se révèlent plus solides : c'est le cas des groupes mis en contact à la suite d'un appariement scolaire³⁷ et, plus encore, de jumelages. Le lien établi entre la Bourgogne et le Palatinat explique ainsi le rôle pionnier et constant joué par le groupe d'Auxerre dirigé par Henri et Suzanne Roca : associé à des associations sportives pour l'essentiel - *Sportjugend Rheinland* de Koblenz, *Pfälzer Turnerbund* de Maxdorf (des gymnastes), *Ruderverband Rheinland* de Bad Ems (des rameurs) -, il est à l'origine de plusieurs camps, l'été à Hendaye et l'hiver à Valloire³⁸, dont l'organisation est facilitée par l'amitié qui a uni les différents responsables au fil des années ; cet effort poursuivi sans relâche a sans doute permis aux Éclaireurs de France de conserver la subvention de l'OFAJ pendant la période médiane de fléchissement³⁹. Ce modèle de rapprochement régional que préconise du reste l'Office est imité par l'unité d'Orléans - dont Emile Gagnon fit un défricheur du rapprochement franco-allemand⁴⁰ - avec la Hesse, et évoqué en 1976 comme un moyen de relancer la coopération avec le BDP⁴¹. Enfin, nombreux selon les échanges liés à un jumelage de municipalités : citons Bourges et Augsburg, Bourgoin-Jallieu et Rehau, Carmaux et Neckarsulm, Loches et Wermelskirchen, Nice et Nuremberg, Perpignan et Hanovre, Sanary et Sackingen, Vannes et Cuxhaven, Vierzon et Rensburg... Le camp réunissant les unités de Saint-Jean-L'Aigle et Clausthal Zellerfeld a lieu en 1972 au moment des fêtes de jumelage, à l'incitation du comité dont l'action résulte des échanges scolaires opérés depuis plusieurs années⁴². Les responsables EEDF et DPSG de Cagnes et

³⁷ Citons celui du lycée Pierre et Marie Curie de Neufchâteau avec la *Realschule* de Pelkum en mai 1975 (EEDF, carton OFAJ 1975-1978.2.) et du lycée d'Aulnay avec l'*Evangelische Jugend* de Duingen en 1979 (carton OFAJ 1979-1980).

³⁸ EEDF, carton OFAJ 1972. Selon H. Roca, Valloire est "devenu un lieu d'amitié franco-allemand".

³⁹ EEDF, carton OFAJ 1978-1980. Dans sa lettre à D. Auduc le 1er février 1980, S. Roca souligne que « c'est peut-être cet effort constant de la part du groupe d'Auxerre qui fait que la subvention subsiste encore ». Le 5 février, le commissaire l'assure de sa reconnaissance pour avoir « par (cette) importante activité, maintenu le contact franco-allemand. Dans l'immédiat, les choses ont heureusement changé et les groupes sont de plus en plus nombreux à organiser des échanges avec l'Allemagne », d'où la nécessité d'un partage équitable. Cette même année, sur 12 programmes réalisés, 4 concernent le groupe d'Auxerre (carton OFAJ 1981-1982).

⁴⁰ EEDF, carton OFAJ 1968. Parmi les stages proposés, citons l'initiation à l'équitation, la découverte de la région Sologne en voiture à cheval et en cyclotourisme, le chantier découverte en Berry Sologne, les camps itinérants et le circuit découverte en Allemagne...

⁴¹ EEDF, carton OFAJ 1976-1977.

⁴² EEDF, carton OFAJ 1972.

Passau se sont rencontrés en 1973 à l'occasion des festivités municipales et ont décidé de camper ensemble l'été suivant ; lors d'un nouvel échange, en 1978, les éclaireurs reçoivent l'insigne de jumelage du maire de cette localité bavaroise⁴³. La prise de contact entre Saumur et le groupe BDP de Verden est similaire mais les rencontres plus nombreuses, puisque 7 ont lieu entre 1967 et 1977, ce qui leur confère une « valeur pédagogique... indéniable »⁴⁴ ; pour l'accroître encore, Louis Beau s'attache à instaurer « une liaison constante entre... équipages » au long de l'année⁴⁵. Les rapports sont également fréquents entre les EEDF de Narbonne et diverses associations de Weilheim entre 1965 et 1980 ; ils sont même à l'origine du jumelage signé en 1974 dont le comité est présidé par le chef de groupe Edmond Laboucarie⁴⁶. Enfin la régularité des échanges entre Fixin, Dijon, Plancy et Idar-Oberstein, attestés de 1964 à 1975, exige certes de « rechercher chaque année de nouvelles formules afin d'éviter la sclérose qu'entraînerait la succession de rencontres toujours semblables », mais elle permet « de susciter des amitiés durables entre les participants..., de provoquer... des rencontres entre les familles, de créer un courant de correspondance, d'organiser des visites de l'un ou l'autre pays à l'occasion des fêtes », en bref de « réaliser l'idée du traité franco-allemand de la jeunesse »⁴⁷. La volonté manifestée par l'équipe arrivée à la direction du mouvement en 1978 d'utiliser le cadre des jumelages pour sensibiliser les groupes locaux concernés à l'action binationale traduit donc à la fois une détermination accrue et la prise de conscience qu'une impulsion fournie par une structure extérieure est nécessaire⁴⁸.

II. Une pédagogie tournée vers l'international

Après avoir été décrites en termes organisationnels et quantitatifs, les activités franco-allemandes pratiquées par les Éclaireurs de France entre 1963 et 1983 doivent être étudiées en fonction de leur contenu. Celui-ci est connu grâce au rapport critique réclamé par l'OFAJ aux organisateurs puisqu'il doit rendre compte de la préparation, du déroulement et des

⁴³ EEDF, carton OFAJ 1979-1980.

⁴⁴ EEDF, carton OFAJ 1977.

⁴⁵ EEDF, carton OFAJ 1976-1977. Il souhaite que les membres se présentent eux-mêmes par écrit à leur partenaire, envoient leur compte rendu d'exploration, échantonnant des bandes magnétiques...

⁴⁶ EEDF, carton OFAJ 1974-1975 et 1979-1980.2.

⁴⁷ EEDF, cartons OFAJ 1968, 1971-1973, 1974-1977, 1977 et 1975-1978.2.

⁴⁸ EEDF, cartons OFAJ 1981-1982, lettre à l'OFAJ du 22 décembre 1978 et note du 17 janvier 1979, et 1982-1988.

résultats, détailler les moyens mis en œuvre et dégager une spécificité éducative⁴⁹. Inhérente au scoutisme, la variété des formes d'échanges est aussi prônée par l'Office qui, après avoir fixé la subvention globale, détermine avec le mouvement sa répartition entre les contacts institutionnels, les stages de formation pour cadres, les voyages d'études et les camps⁵⁰...

La question de la langue se pose dans tous les cas. Elle est au cœur des directives officielles car « il n'y a pas de communication sans un minimum de connaissances linguistiques »⁵¹. Or, si cette maîtrise est une condition essentielle à la création de relations réelles⁵², force est de constater que la réalité ne correspond pas aux attentes : les statistiques fournies par l'OFAJ au sujet des adolescents engagés dans le secteur franco-allemand des EEDF en 1968 révèlent que 49% ne possèdent pas la langue du pays partenaire, 40 % un peu et seulement 11 % bien⁵³. Les chiffres relatifs à une partie des jeunes Français en 1979 donnent des pourcentages respectifs de 53, 39 et 8⁵⁴ ; puisque la tranche d'âge des éclaireurs est la plus concernée - le mouvement déconseillant vivement d'associer les louveteaux aux entreprises internationales⁵⁵ -, il est possible d'en conclure que tous n'étudient pas la langue allemande dans le secondaire. Du reste, il est indiqué à plusieurs reprises que le fossé linguistique n'a pas été ressenti grâce au recours à l'anglais⁵⁶, un paradoxe ! Il appartient également aux animateurs de le combler. La phase préparatoire le permet, par exemple à Thiers où une demi-journée par semaine pendant les six mois précédant le camp est consacrée au perfectionnement de la langue orale, à la rédaction de lettres, à

⁴⁹ EEDF, carton OFAJ 1969. Note de l'OFAJ sur les rapports à joindre aux justificatifs.

⁵⁰ EEDF, carton OFAJ 1975-1978. Note d'E. Gagnon le 5 mai 1973.

⁵¹ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Circulaire de l'OFAJ sur les modalités d'application de ses directives, octobre 1965.

⁵² EEDF, carton OFAJ 1975-1978. Colloque de l'OFAJ 1968.

⁵³ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Résultats de l'enquête statistique sur les participants de l'EEDF aux activités de l'OFAJ communiqués le 5 juin 1970.

⁵⁴ EEDF, carton OFAJ 1978-1980. Statistiques relatives aux EEDF envoyées par l'OFAJ le 18 décembre 1979. Dans sa réponse du 28, D. Auduc signale que les membres des groupes d'Auxerre ne figurent pas parmi les 257 Français comptabilisés.

⁵⁵ *BI*, mai 1970, n° 53, p. 23.

⁵⁶ Citons le camp des EEDF de Nice avec le BDP Francfort en 1975 (EEDF, carton OFAJ 1975-1978.2.), celui de Châlon-sur Saône avec le BDP de Rheinbeck en 1980 (carton OFAJ 1979-1980.2.), celui de Saumur et le BDP de Verden en 1977 (carton OFAJ 1977), celui de Talence avec l'*Evangelische Jugend* de Leck et de Grenoble avec le BDP de Berlin en 1978 (carton OFAJ 1979-1980)...

l'apprentissage de chants et de danses folkloriques⁵⁷, à Montluçon aussi où l'accent est mis sur l'audio-visuel⁵⁸... Le plus souvent, la préparation est centrée sur les chants - afin que plusieurs soient connus et compris par tous les participants - et sur la confection d'un lexique de mots et d'expressions usuels ; des fascicules fournis par l'OFAJ servent de base à cette double initiation⁵⁹. Plusieurs moyens sont utilisés pendant le camp : des instruments de référence comme les lexiques ou les tableaux muraux bilingues ; la pédagogie par le jeu, qu'il s'agisse de composer un chant⁶⁰ ou d'acquérir du vocabulaire grâce au Scrabble et au Diamino⁶¹ ; enfin des cours de conversation par petits groupes réunis autour d'un même centre d'intérêt, mais plus rarement⁶². Ces derniers s'apparentent sans doute trop à une pratique d'enseignement, à laquelle sont préférées des méthodes adaptées à une animation extra-scolaire susceptible de développer le goût d'une langue étrangère⁶³. S'il s'agit de se perfectionner⁶⁴, l'échange quotidien constitue "un bon exercice pratique"⁶⁵. Le bilan à tirer varie selon les rapports. Pour les uns, les résultats ne seront probants que si l'expérience est renouvelée plusieurs fois avec les mêmes unités et s'accompagne d'un échange permanent - de correspondance, d'informations, de visites... - au long de l'année ; le partenariat établi entre les EEDF d'Auxerre et plusieurs associations du Palatinat conforte cette analyse⁶⁶. Les autres parlent au contraire d'une réussite au plan linguistique qui, à elle seule, prouve la valeur éducative de cette formule⁶⁷ ; une participante n'a-t-elle pas estimé « qu'un camp

⁵⁷ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.2.

⁵⁸ EEDF, carton OFAJ 1967-1978.

⁵⁹ EEDF, carton OFAJ 1968 et 1976-1978.

⁶⁰ EEDF, carton OFAJ 1979-1980. Camp de Châlon-sur-Saône et du BDP de Quierschied en 1979.

⁶¹ EEDF, carton OFAJ 1976-1977. Camp de Bourgoin-Jallieu et Rehau en Bavière pendant l'été 1976.

⁶² EEDF, carton OFAJ 1968. Rapport du camp de Soulosse en 1968 entre Epinal et le BDP du Schleswig-Holstein.

⁶³ EEDF, carton OFAJ 1976-1978. Note de C. Corne sur les directives de l'OFAJ en 1977.

⁶⁴ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Tel est le second but du camp de Chavayas entre Saumur et Verden en 1970 selon ses animateurs.

⁶⁵ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.3. Rapport du camp réunissant le groupe d'Orléans et le BDP de Niedersachsen.

⁶⁶ Tout en soulignant la poursuite des progrès au fil des stages, les différents bilans parlent systématiquement d'un but « éducatif, linguistique et sportif ».

⁶⁷ Tel sont les bilans tirés des échanges Pantin-Bonn (EEDF, carton OFAJ 1971-1973) et Saumur-Verden (carton OFAJ 1976-1977)... en l'occurrence que ce soit en allemand ou en anglais !

apporte plus qu'une année scolaire »⁶⁸ ? Tous soulignent la nécessité d'un réel effort de préparation pour que la différence de langue ne limite pas la communication entre adolescents - en particulier lors des veillées collectives dont l'animation doit être adaptée⁶⁹ - et entre cadres.

De fait la question n'est pas moins aiguë pour les adultes : elle handicape parfois la réflexion pédagogique entre les responsables d'un même camp ; elle rend indispensable la présence d'interprètes qualifiés lors des rencontres institutionnelles et des séminaires⁷⁰ ; elle est au cœur de la formation dispensée aux animateurs.

La formation d'un encadrement spécialisé dans l'action binationale est exigée par l'OFAJ comme une garantie de qualité⁷¹, un principe agréé par les Éclaireurs de la France ; mais les aléas de la coopération institutionnelle expliquent que les stages se raréfient dans les années soixante-dix, après avoir été fréquents dans la décennie précédente - 152 Français les ont fréquentés entre 1964 et 1967, 72 Allemands⁷² - et avant de se multiplier à partir de 1979. Cette relance s'accompagne d'un renouveau du contenu. Dans ce domaine, il est clair que l'objectif diffère de celui de l'Office : comme l'a précisé Pierre Bonnet en 1968, il ne s'agit pas de former des « professionnels des rencontres franco-allemandes... au service de l'OFAJ » mais de définir une pédagogie tournée vers l'international, et appliqué à ce cadre binational, afin de ne pas enfermer le mouvement EEDF dans un seul type d'échanges⁷³.

Premier axe, le dépassement du blocage linguistique. D'abord cantonnée au spectacle autour d'un feu de camp compréhensible à tous⁷⁴, la réflexion s'élargit dans la dernière période aux modes d'expression non verbale : graphisme, masque, mime, langage corporel, jeu d'action et de rôles à condition qu'ils n'impliquent aucun antagonisme... Ces techniques sont appliquées à l'examen du choc culturel suscité par la rencontre et de

⁶⁸ EEDF, carton OFAJ 1974-1975. Camp de Lille en août 1974 ; notons que l'encadrement a suivi des cours intensifs à l'Institut Goethe pendant le mois de juillet.

⁶⁹ EEDF, carton OFAJ 1974-1975. Elles ont ainsi été réduites lors du camp Nice - DPSG Essen en 1974, alors qu'aucune difficulté de communication n'avait été perceptible dans les échanges spontanés et les activités.

⁷⁰ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Lettre de protestation à l'OFAJ du 10 mars 1968 contre le refus de rembourser l'interprète.

⁷¹ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Lettre du 21 novembre 1969.

⁷² EEDF, carton OFAJ 1968-1969. Éléments pour une réponse à la demande de précision à ce sujet formulée par R. Clément le 16 novembre 1967.

⁷³ EEDF, carton OFAJ 1968-1969.

⁷⁴ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Voyage d'études pour animateurs en Bavière, été 1967.

son corollaire, le stéréotype. Toujours présent au travers de l'étiquette historique d'ennemi héréditaire, ce second thème émerge véritablement aux premières journées franco-allemandes de Neufchâteau en juin 1979⁷⁵. En avril 1980, les stagiaires sont invités à constituer sous forme totémique un portrait-type du partenaire et de son pays : l'Allemand est vu comme le lion fort et volontaire, l'abeille et la fourmi travailleuses et disciplinées, la tortue lente mais sûre, le Français comme le papillon et l'oiseau libres, le coq fier et indépendant⁷⁶... L'objectif des sessions est de provoquer chez les participants, tout d'abord sceptiques, la prise de conscience de la force des *a priori* et des caricatures à ressort affectif⁷⁷. Ils perçoivent alors mieux la nécessité d'instaurer une solidarité entre les jeunes, troisième et dernier aspect de la formation dispensée. Ils la vivent eux-mêmes grâce à la mixité des conditions de vie et des activités pratiquées pendant le stage⁷⁸ : expression artistique⁷⁹, technique artisanale, reportage et utilisation des moyens audiovisuels⁸⁰, sport... L'animation et l'approche pédagogique de la relation franco-allemande ont donc pour support l'apprentissage d'une technique qui peut ensuite être mise en œuvre par le jeu : la création et le ski sont considérés comme d'excellents terrains de rencontre bilatérale et constamment valorisés⁸¹ ; l'informatique est évoquée en fin de période⁸². En revanche, l'exemple de la spéléologie et de l'archéologie montre que l'acquisition commune d'une qualification

⁷⁵ EEDF, carton OFAJ 1976-1978.

⁷⁶ EEDF, carton OFAJ 1976-1978.

⁷⁷ EEDF, carton OFAJ 1981-1982. Réponses de D. Auduc au questionnaire adressé par l'OFAJ aux associations en 1981. Le scepticisme initial des stagiaires est souligné dans le compte rendu de la session de formation organisée par les EEDF et le BDP fin 1980 en Bavière (carton OFAJ 1981-1984).

⁷⁸ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.3. « C'est par des échanges et une confrontation que (la) connaissance mutuelle peut se développer, en particulier au travers d'une activité impliquante, le ski » : tel est l'objectif du stage organisé à Valloire pour Noël 1977.

⁷⁹ EEDF, carton OFAJ 1968-1969. Un stage d'animation culturelle autour du théâtre est ainsi organisé en 1968 par Orléans et le BDP de Rensburg à l'occasion du festival du Théâtre des provinces.

⁸⁰ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.3. C'est par exemple le cas en 1969 à Muhlbach (Alsace) : des ateliers linguistiques sont consacrés à la photographie, à l'utilisation du magnétophone, aux montages audio-visuels, à la mise en page d'un rapport, à l'élaboration d'une exposition. ..

⁸¹ Un stage création et montagne est ainsi proposé pendant l'été 1972 (EEDF, carton OFAJ 1972), une session animation ski consacrée au jeu sportif de plein air en 1982.

⁸² EEDF, carton OFAJ 1982. Cette technique est évoquée au stage organisé lors du rassemblement national de Bécours en août 1982. Le groupe d'Epinal la met en pratique lors de son camp de l'été 1983 et note qu'elle constitue un bon moyen de contact tant au travers du jeu que de la programmation (carton OFAJ 1983-1984).

ne peut être reconnue comme une formation à la rencontre binationale faute d'être placée « sous le signe d'une connaissance approfondie et d'une meilleure compréhension »⁸³ de l'autre : l'OFAJ retire sa subvention en 1972 malgré le succès des stages communs organisés depuis 1968⁸⁴. À nouveau, une évolution peut être constatée dans l'essor final de séminaires thématiques destinés à fonder une coopération efficace : écologie et énergies douces⁸⁵, immigration⁸⁶, découverte du modèle berlinois⁸⁷, ces sujets témoignent de la volonté des Éclaireurs de France de s'inspirer de l'exemple allemand pour réfléchir à l'engagement social en terme d'environnement, de paix, de culture ; ils sont destinés à susciter des rencontres bilatérales entre jeunes⁸⁸

Celles-ci sont peu favorisées par les camps itinérants d'éclaireurs français en Allemagne, destinés à être un facteur d'ouverture et d'enrichissement personnel, de socialisation, d'incitation ou de motivation linguistique, aussi n'en sera-t-il pas question. Du reste, l'OFAJ ne retient à partir de 1974 que les projets véritablement bilatéraux dans leur conception et leur réalisation⁸⁹ ; les camps fixes franco-allemands entrent dans ce cas de figure, à condition d'y « passer d'actions de compréhension et de découverte à la notion de coopération »⁹⁰.

Il faut aussi surmonter les obstacles relevés par plusieurs comptes rendus. La réticence persistante des scouts allemands à la coéducation, qui contraste avec la mixité des camps français, est le moins durable. En revanche, la différence de conception du scoutisme est encore signalée en fin de période, les partenaires concernés variant : qualifiée de « recherche

⁸³ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Lettre de M. Grapin le 16 novembre 1967.

⁸⁴ EEDF, carton OFAJ 1972.

⁸⁵ EEDF, carton OFAJ 1979-1980. Un camp a lieu sur ce thème entre les EEDF de Grenoble et le groupe BDP de Berlin en 1978, marqué notamment par la construction d'une douche solaire.

⁸⁶ EEDF, carton OFAJ 1982. Un stage a lieu en mars 1982, en préalable au forum national d'animation migrants : il permet de comparer la situation en France au cas des Turcs à Berlin et en RFA.

⁸⁷ EEDF, carton OFAJ 1981-1984. Organisé en septembre 1981 avec le BDP, le stage culture et développement de Berlin met l'accent sur la culture alternative à contenu politique, le pacifisme et le neutralisme, les drogues douces, la révolte de la jeunesse. Il ne compte que 10 inscrits alors que 15 étaient prévus. La session consacrée à l'animation et la découverte de Berlin en septembre 1983 consiste dans la découverte des réalités d'arrière-cours berlinoises et des structures parallèles.

⁸⁸ EEDF, carton OFAJ 1978-1980, le 9 octobre 1979.

⁸⁹ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.3. Echanges franco-allemands pour 1975.

⁹⁰ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.3.

d'une méthode de vie en liberté »⁹¹, de « pédagogie laxiste »⁹², « d'une sorte de tourisme »⁹³, la pratique allemande laisse beaucoup de latitude aux adolescents dans la participation aux tâches matérielles et aux activités. Cette confrontation des pédagogies respectives conduit le plus souvent à des débats fructueux⁹⁴, source d'un compromis qui tend fréquemment vers le camp à la française au rythme soutenu⁹⁵ ; la distance est encore plus aisément comblée lors du deuxième échange, un argument supplémentaire en faveur de la réciprocité⁹⁶. Il faut noter enfin la non-coïncidence des vacances scolaires qui gêne même les partenaires jumelés.

Quelles que soient ces réserves, le camp est l'occasion de mettre en œuvre une pédagogie inter-culturelle qui consiste à apprendre à vivre la différence et l'altérité pour favoriser à la fois le rapprochement avec l'autre et la prise de conscience de sa propre identité. C'est ce dont se réjouit le responsable du camp de Cagnes avec le groupe DPSG de Passau :

« le fait de voir, entendre et côtoyer des gens d'un pays étranger, de se sentir des points communs avec eux, fait sombrer beaucoup de préjugés que les jeunes s'étaient formés auparavant. Le résultat... a été d'amener chacun.. à mieux définir... ce que représente son propre pays »⁹⁷.

⁹¹ EEDF, carton OFAJ 1971-1973. Il s'agit du camp des EEDF de Pantin et du BDP de Bonn en 1971.

⁹² EEDF, carton OFAJ 1979-1980. Il s'agit du camp des groupes de Châlon-sur-Saône et du BDP de Quierschied en 1979.

⁹³ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Salvetat-sur-Agout.

⁹⁴ La compte rendu du camp commun à Pantin et Bonn note : « du côté français, nous avons découvert qu'il nous arrivait bien souvent d'enserrer les jeunes dans des cadres trop autoritaires, malgré une apparence et une volonté réelle de démocratie, et que nous brimions ainsi souvent la capacité de création, d'imagination et le besoin d'expression et d'extériorisation... Du côté allemand, une réflexion sur la valeur des réalisations concrètes et réussies pour des jeunes qui, à travers leur volonté de liberté, était un peu oubliée » (EEDF, carton OFAJ 1971-1973). Il en est de même en 1972 pour Bruges / BDP Dibbersen et Lyon /BDP Bayern (carton 1972).

⁹⁵ EEDF, carton OFAJ 1979-1980.2. C'est le cas lors du camp des EDDF de Thiers et de la DPSG de Recklinghausen en 1980.

⁹⁶ EEDF, carton OFAJ 1975-1978.2. Afin d'éviter que les groupes EEDF de Carmaux et *Deutscher Pfadfinderschaft* de Neckarsulm continuent à se regarder « comme une chose étrange et incompréhensible », leur deuxième camp en 1975 est organisé en équipes franco-allemandes vivant toute la journée ensemble selon un rythme à la française, les retrouvailles nationales ayant lieu au coucher. « Un échange franco-allemand ne portera vraiment ses fruits que si l'expérience se renouvelle deux années, consécutives si possible ». Le même rapprochement est constaté entre Hanovre et Perpignan en 1980 (carton OFAJ 1979-1980.2).

⁹⁷ EEDF, carton OFAJ 1974-1975.

Cette découverte a lieu grâce à la grille propre à tout rassemblement scout : excursions, explorations, enquêtes, grand jeu, olympiades, participation à la vie locale en travaillant chez l'habitant, ateliers, veillées... L'échange entre participants est favorisé par la constitution d'équipes mixtes : parfois unités de vie, qui se révèlent « d'excellentes écoles pour la formation civique et pour la vie en démocratie »⁹⁸. ; parfois groupes liés à une activité, ce qui débouche sur un « brassage continu des équipes favorisant... au maximum les contacts »⁹⁹. La division en deux sous-camps se raréfie, peu propice à l'émergence d'un "esprit communautaire" ¹⁰⁰. Outre les animations communes, des journées françaises et allemandes sont prévues, avec des repas typiques. Quant à l'ouverture sur l'extérieur, elle se fait grâce aux journées portes ouvertes - l'occasion de faire connaître la ville d'origine et le mouvement par une exposition -, grâce au spectacle de feu de camp, aux contacts scolaires, culturels et sportifs¹⁰¹, aux séjours dans les familles allemandes...

Au terme de cette étude, un constat nuancé doit être établi. Les loisirs éducatifs que propose le scoutisme se sont révélés un moyen opérant de créer un sentiment de familiarité entre jeunes français et allemands ; le camp constitue un « excellent poste d'observation »¹⁰² pour découvrir une contrée étrangère dans sa réalité, la vie de groupe pousse à « faire table rase des stéréotypes »¹⁰³. À condition d'inscrire l'activité commune dans un travail continu en amont et en aval, la révélation et l'acceptation des différences constituent un premier pas vers une meilleure compréhension des deux peuples, objectif de l'OFAJ. En revanche, sa volonté de donner à l'échange franco-allemand une valeur d'exemplarité pour la coopération européenne n'est pas au cœur du projet

⁹⁸ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Rapport moral du camp de Chavayas, été 1970, le deuxième à réunir les groupes de Saumur et Verden.

⁹⁹ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Rapport du camp de Soulosse, été 1970.

¹⁰⁰ EEDF, carton OFAJ 1966-1970. Colloque OFAJ 21-23/11/1968, rapport de la sous-commission consacrée aux « rôle et fonctions des cadres et des participants dans les différents types d'échanges internationaux ».

¹⁰¹ EEDF, carton OFAJ 1974-1975. À Weilheim, en 1974, les EEDF de Narbonne rencontrent le groupe du BDP, les élèves du gymnasium, les sociétés flokloriques, le club de football, les associations de jeunes...

¹⁰² EEDF, carton OFAJ 1976-1977. Cette formule est employée par Louis Beau, responsable du groupe de Saumur.

¹⁰³ EEDF, carton OFAJ 1977. Tel est le bilan tiré par le groupe d'Orléans de sa rencontre avec le BDP d'Eisfeld en décembre 1976.

Les Éclaireurs de France et le rapprochement franco-allemand...

des Éclaireurs de France pour qui la contribution à l'Office est plutôt le vecteur d'une sensibilisation à l'international : l'Europe des jeunes est la grande absente de la documentation consultée !

LA SÉCULARISATION DES ANNÉES 60 ET SES CONSÉQUENCES EN ITALIE. LA NAISSANCE D'UNE NOUVELLE ASSOCIATION SCOUTE

Attilio GRIECO
dott. ing. Rome

Les années 60 représentent pour la société italienne une époque de changements très importants. Comme dans le reste de la société occidentale, en Italie aussi, dans les années 60, la diffusion des moyens de communication et de transport de masse, la diffusion de la télévision, de la voiture, le développement du réseau des autoroutes, l'électrification, la diffusion du téléphone, modifient profondément les habitudes et les façons de penser des personnes. Le niveau de vie des Italiens augmente énormément. Des habitudes nouvelles commencent à se répandre, la civilisation de la consommation est née.

Sortie épuisée de la guerre, l'Italie avait commencé un chemin rapide de reconstruction, un chemin qui, en plus, l'amena à passer de façon décisive d'une économie à majorité agricole à une économie industrielle¹. L'urbanisation d'une grande quantité de paysans devient ainsi une réalité. Des milliers de personnes, en particulier des jeunes travailleurs, quittent les campagnes pour aller dans les villes travailler dans les grandes usines du nord. Cela se passe en particulier du sud de l'Italie, plus pauvre et sans trop de ressources, vers le nord de la péninsule, plus riche, doté d'une quantité plus importante d'infrastructures, avec des industries en plein développement et donc qui recherchent de la main d'œuvre².

¹ L'agriculture, qui en 1950 comptait 42 % des travailleurs, en compte 20 % en 1970, tandis que l'industrie passe durant la même période de 32 % à 40 % des travailleurs et les services de 26 % à 40 %.

² L'émigration n'est pas un phénomène nouveau pour l'Italie. À partir de la fin du XIX^e siècle, des centaines de milliers d'Italiens émigrent dans d'autres pays européens et en Amérique, mais dans les années 50-60 le phénomène est surtout intérieur. Des dizaines de milliers de personnes émigrent du sud et des régions sous-développées vers les grands centres industriels du nord, à la recherche de conditions de vie meilleures.

Cette émigration intérieure provoque la congestion des villes du nord et, en même temps, le dépeuplement et la dégradation de nombreuses zones du sud. Entre 1950 et 1960, le sud perd 2 millions d'habitants tandis que les populations des grandes villes du nord augmentent³. Ce phénomène continue jusqu'aux années 70.

Mais ce déracinement des populations des villages, où il y avait des communautés anciennes avec leurs cultures et leurs solidarités, pour se transférer dans les périphéries anonymes des grandes villes du nord, n'est pas sans conséquences, aussi car les populations du nord n'acceptent pas facilement ces gens qui arrivent du sud, avec une mentalité qui est encore paysanne et donc très différente de la leur.

Malheureusement, les services publics ne sont pas équipés pour faire face aux nouveaux besoins car les autorités ne sont pas rapides à pourvoir aux grands changements de cette période. Cela détermine la formation de nombreuses banlieues sous-prolétaires dégradées et dans lesquelles il serait facile de recruter pour toute aventure antisociale ou pseudo politique.

Les jeunes

Dans les années 60 c'est l'idée même de jeunesse en tant que «classe» qui s'impose. Une quantité toujours plus importante de jeunes continue les études, après l'instruction obligatoire, jusqu'à l'école secondaire⁴ et aussi à l'université. Mais les écoles secondaires, et surtout les universités, ne sont pas encore prêtes à accueillir cette nouvelle masse d'étudiants à cause du manque de bâtiments scolaires et d'enseignants.

L'âge de l'adolescence se prolonge avec cette phase de latence, de disponibilité et aussi d'inutilité sociale temporaire entre l'enfance et l'entrée dans le monde de travail. En plus cette idée de jeunesse en tant que «classe» provoque la découverte d'une «culture des jeunes», qui est magnifiée et célébrée. La vague montante semble irrésistible sous le poids de la pression démographique et sous son impact psychologique.

Une révolution politique et sociale explose, presque à l'improviste, dans les événements de 1968 et avec tous les problèmes qui sont engendrés au cours des années suivantes. Les mutations profondes continuent pendant une décennie et elles mènent à des changements importants dans toute la nation.

³ On peut citer les villes de Milan et Turin, dont la population, pendant ces années, grandit respectivement de 24 % et de 43 %.

⁴ En Italie le cycle scolaire est organisé avec 5 ans d'école « primaire », 3 ans d'école « moyenne » et 5 ans d'école « secondaire » (lycées ou instituts techniques).

Ce sont les étudiants universitaires qui mettent le feu aux poudres. À l'automne 1967, ils occupent une grande partie des universités du centre et du nord d'Italie, ils organisent des manifestations de rue et cela aboutit souvent à des accrochages avec la police. Très vite aux étudiants universitaires s'ajoutent les étudiants des écoles secondaires.

La contestation juvénile reprend les thèmes et les objectifs qui sont présents dans les mouvements juvéniles des autres pays occidentaux (l'anti-impérialisme, la protestation contre la guerre du Viêt-Nam, l'anti-autoritarisme, l'aversion contre la société de consommation), mais en Italie elle prend une caractéristique spécifique : une idéologisation au sens marxiste et révolutionnaire. Le mouvement étudiant, qui avait grandi dans la lutte contre l'autoritarisme académique, prend une position toujours plus hostile envers le système capitaliste et la culture bourgeoise en général. La recherche, souvent velléitaire, d'une façon nouvelle de faire la politique s'accompagne d'une véritable révolution des comportements qui, se rattachant aux changements provoqués par le boom économique, implique les rapports personnels, le rôle de la famille et les relations entre les deux sexes⁵.

Peu à peu, les choses évoluent vers des situations toujours plus violentes. La lutte armée et la clandestinité apparaissent comme un choix de vie total, une expérience exceptionnelle et exaltante. Pour les terroristes, dont une bonne partie est constituée par des jeunes qui arrivent, pour la plupart, des rangs du mouvement étudiant, des groupes extraparlimentaires, mais aussi des mouvements catholiques parmi lesquels le scoutisme⁶, l'action armée se présente comme un acte modèle, destiné surtout à la classe ouvrière pour la mobiliser afin de renverser le système du capitalisme et de l'état bourgeois. Les attentats sont des centaines, incendies mais surtout séquestres, blessures et meurtres de cadres d'entreprises, de magistrats, de journalistes, d'employés de l'état.

Ce climat continue, d'une façon plus ou moins violente, jusqu'au années 80. Les hommes politiques italiens, notamment ceux qui sont au gouvernement, n'ont pas une stratégie cohérente et toute la politique de la nation en est conditionnée.

L'Église

Un autre élément d'agitation dans la société, et en particulier dans la société juvénile, est représenté par les conséquences du Concile Vatican

⁵ Giardina, Sabbatucci, Vidotto, *Il Manuale*, Editori Laterza, 1998.

⁶ M. Sica, *Storia dello Scouting in Italia*, Nuova Fiordaliso 1996, p. 364.

II. Les changements introduits par le Concile, en particulier ceux concernant la liturgie, sont en général acceptés par les fidèles italiens sans grandes difficultés et les mouvements des catholiques traditionalistes ont un développement très réduit.

Mais le Concile suscite aussi de nouvelles agitations et de nouveaux mouvements qui, allant souvent au-delà des indications de la hiérarchie, cherchent à conjuguer le message catholique avec un engagement plus accentué dans les luttes sociales, aboutissant, dans beaucoup de cas, à des positions ouvertement révolutionnaires.

Aussi les associations catholiques pour la jeunesse sont-elles traversées par des crises profondes et souvent radicales, qui provoquent fréquemment des cassures, des scissions, ou, plus simplement, l'abandon des membres. La contestation est alimentée par des interprétations souvent déformées des documents du Concile. Les situations sont très variées, toutefois des caractéristiques typiques sont le refus du monde des adultes, de toute organisation, de toute dépendance hiérarchique, de toute « structure », substituées par le concept de « communauté » et de « auto-gérance ».

Un autre élément est la création de groupes mixtes des filles et garçons. Apparemment c'est un problème secondaire, mais la mixité crée des difficultés car la structure des associations catholiques est rigide et séparée par sexe.

Les changements dans les associations catholiques sont très importants, ils laissent des traces profondes et ils se prolongent aussi pendant tous les années 70, entraînant une restructuration radicale du panorama des associations juvéniles catholiques⁷.

Le scoutisme catholique

Le scoutisme et le guidisme catholiques italiens⁸ sont profondément touchés et transformés par toute cette situation. Dans les années 60 ils sont constitués par les scouts de l'ASCI (*Associazione Scautistica Cattolica Italiana*⁹) et les guides de l'AGI (*Associazione Guide Italiane*¹⁰).

⁷ On assiste à la disparition d'organismes tel que GIAC, GF, ASCI, AGI, etc. et on voit à leur place le Secteur juvénile de l'AC, CL, AGESCI, etc.

⁸ Dans ce document l'auteur s'intéresse seulement au scoutisme et au guidisme catholiques. Le scoutisme et guidisme non-confessionnel, représentés dans les années 60 par le CNGEI (Corpo Nazionale Giovani Esploratori Italiani), ont toujours eu en Italie un développement très réduit.

⁹ Association Scoute Catholique Italienne.

¹⁰ Association Guides Italiennes.

Le scoutisme est né en Italie en 1910, mais en 1927-28 il est dissous par le fascisme. En 1943-1944, à la chute du fascisme, le scoutisme est refondé. Aux premiers enthousiasmes il fait suite à une longue période de consolidation. Les dirigeants nationaux se préoccupent de soigner une application très fidèle de la méthode de Baden Powell dans son interprétation catholique, mais, malgré la bonne volonté, le scoutisme et le guidisme italiens connaissent un développement faible par rapport aux effectifs que l'on trouve, durant la même période, dans les autres pays européens¹¹.

Jusqu'à la fin des années 60, le scoutisme et le guidisme catholiques se présentent comme des associations bien structurées, disciplinées, loyales envers l'Église et envers la société. Elles sont en grande croissance numérique et comptent un total de quelques 60 000 membres. Elles sont implantées surtout dans les paroisses¹². Toutefois on leur reproche d'être un peu trop renfermées dans leurs activités et peu présentes dans la vie de l'Église et de la société.

Même le pape, Paul VI, en accueillant les cheftaines de l'AGI en 1963, pour le 20ème anniversaire de la fondation de leur association, invite les guides à regarder « *au monde extérieur* », « *à la société* », « *aux problèmes de la vie vécue* »¹³.

Cette situation est destinée à changer dans peu de temps.

Les premiers changements et la question de la coéducation

D'un point de vue chronologique, les premiers changements dans l'ASCI sont marqués par deux événements. Le premier est la modification du nom, qui en 1966 de « *Associazione Scautistica Cattolica Italiana* » devient « *Associazione Scouts Cattolici Italiani* »¹⁴. Le mot « *catholique* » se déplace de l'association à ses membres. Ce n'est pas simplement une question de dénomination, mais la volonté d'affirmer une identité chrétienne et une autonomie différentes de celles du passé.

L'autre événement, en 1967, est l'adoption des cheftaines pour les Louveteaux, alors que jusque là on n'admettait que des Louvetiers. Les dirigeants pensent que cela aidera le développement du scoutisme en

¹¹ En 1950 les scouts catholiques de l'ASCI sont 20 000. Suite aussi aux actions pour le développement lancées par les dirigeants nationaux, les effectifs augmentent pour arriver à 30 000 en 1960 et à 50 000 en 1970. Les guides catholiques de l'AGI sont 4 000 en 1950, 6 000 en 1960 et 15 000 en 1970.

¹² L'AGI, au contraire de l'ASCI, a une diffusion très réduite dans les milieux populaires.

¹³ Paul VI, 28 décembre 1963.

¹⁴ Association Scouts Catholiques Italiens.

Italie, mais ils imaginent avoir comme cheftaines des femmes adultes et déjà formées, tandis que la situation réelle est qu'on a des jeunes filles, entre 16 et 20 ans, qui ont besoin non seulement d'une formation sur le Louvetisme mais aussi d'une formation personnelle¹⁵.

Il n'est pas possible d'insérer ces filles dans les Feux de l'AGI principalement par manque de Feux¹⁶, l'association guide ayant eu un développement beaucoup plus réduite de celle des scouts. Les Groupes scouts, pour résoudre ce problème, insèrent les cheftaines dans les Clans de Routiers qui, de cette façon, deviennent mixtes. Voyant cela, les autres Clans s'ouvrent aux filles et très souvent à des filles n'ayant eu aucune expérience scoute précédente.

En 1969, l'ASCI¹⁷, décide d'étudier la question de la coéducation et d'approfondir ses aspects psychologiques, sociologiques, culturels et moraux et elle adresse une invitation à l'AGI pour un travail en commun¹⁸. Il faut ajouter que, jusqu'à ce moment-là, les deux associations avaient vécu totalement séparées et presque sans aucun contact. À partir de ce moment elles commencent un travail qui les mènera quelques années plus tard à fusionner et à créer une nouvelle association mixte : l'AGESCI. L'AGI, après quelques réticence, accepte la coéducation et le travail en commun avec les scouts.

Dans son premier document l'ASCI parle de la complémentarité entre homme et femme, mais, dès qu'on commence le travail avec l'AGI, cette idée disparaît et la coéducation est vue plutôt comme « *éducation indifférenciée entre garçons et filles* », « *refus des caractérisations culturelles de l'homme et de la femme* »¹⁹, « *franchissement de tout rôle préconstitué entre homme et femme* »²⁰, etc.

Mais la situation échappe aux mains des dirigeants nationaux des deux associations. Ils invitent les chefs et les cheftaines à étudier le problème de la coéducation, à former des Groupes avec des Unités masculines et féminines, mais sans créer, pour le moment, d'Unités

¹⁵ « Estote Parati » n. 135 p. 315.

¹⁶ On pense de créer des « communautés » de cheftaines, mais cela reste pratiquement une simple hypothèse (« Estote Parati » n. 128 p. 512).

¹⁷ La décision est prise par le « Conseil Général » de l'association, responsable des statuts, du règlement, de l'élection des dirigeants nationaux, etc., et composé par de délégués élus par les chefs dans chaque Région, par les Commissaires et les Aumôniers de Région et par les membres du Commissariat Central de l'association. Il se réunit, en principe, une fois par an.

¹⁸ « Estote Parati » n. 135 p. 308.

¹⁹ « Estote Parati » n. 160 p. 616.

²⁰ « Estote Parati - Il Trifoglio » n. 5-1973 p. 12.

mixtes²¹. En effet la volonté officielle des deux associations est pratiquement ignorée au niveau local par les chefs, qui se sentent totalement libres de réaliser tout type d'activité et toutes les « expériences » nécessaires pour adapter le scoutisme à leurs idées. Les Unités mixtes se multiplient de plus en plus dans toutes les Branches²².

Aucun contrôle n'est possible de la part des deux associations car, depuis quelques années, ce sont les assemblées de chefs, au niveau des Districts²³ et des Régions, qui décident tout et qui élisent et relèvent de leurs fonctions les Commissaires. Ces assemblées, nombreuses pendant toute l'année, durent d'habitude un dimanche entier, du matin jusqu'au soir. En conséquence, bien des chefs préfèrent les activités avec leurs garçons et ne participent pas aux assemblées, ou ils le font pour peu de temps. Dans beaucoup de cas cela donne la possibilité aux groupuscules mieux organisés, de monopoliser la gestion des assemblées et de faire voter les décisions les plus importantes dans les moments et dans les situations les plus favorables pour eux.

En plus, pour le Groupe, c'est la « Communauté des Chefs »²⁴ qui est responsable de la politique éducative et de la gestion du Groupe et de ses Unités. Ce qui fait que les Groupes sont pratiquement indépendants de tout contrôle de l'association. Le résultat est que les « scoutismes » se multiplient comme les Groupes, chacun étant maître chez soi.

Le problème ne concerne pas seulement la coéducation, car bien des chefs remettent en cause soit tous les principes fondamentaux et tous les moyens du scoutisme²⁵, soit le rôle et la place du scoutisme dans l'Église et dans la société.

Un exemple de ce qui se passe est fourni par les Branches cadettes. Les deux associations ont deux systèmes différents : la Jungle pour les garçons et le Bois des Coccinelles²⁶ pour les filles. Plusieurs chefs, désireux de créer des Unités mixtes, décident alors d'abandonner la Jungle et le Bois et d'adopter de nouveaux « milieux imaginaires » conçus par eux. On voit naître des Unités mixtes qui adoptent des thèmes tels que « La Caravane », la « Colline des lapins », le « Petit Prince », les « Stroumpfs », le « Hobbit », les « Indiens », le « Vol de mouettes », les

²¹ « Estote Parati » n. 145 p. 319.

²² Officiellement les deux associations n'acceptent des Unités mixtes qu'au niveau des Routiers-Guides Aînées (« Estote Parati - Il Trifoglio » n. 9-10/1974 p. 42), mais leur volonté est ignorée par les chefs.

²³ Le District est appelé « Provincia ».

²⁴ Introduite officiellement dans l'ASCI à partir de 1970.

²⁵ « Estote Parati - Il Trifoglio » n. 1/1972 p. 53, 2/1972 p. 77, n. 4/72 p. 9, p. 21, n. 6/1972 p. 66.

²⁶ L'AGI avait adopté ce thème pour la Branche cadette (8-11 ans).

« Gnomes », « Ulysse », la « Mongolfière », « Sandokan », le « Voyage de Michel et Françoise », la « Vallée verte », les « Petits chats »²⁷ etc. On est au courant aussi d'une Unité qui avait adopté comme « milieu imaginaire » le thème de « Che Guevara »²⁸.

La politique

La question « *politique* » a une énorme importance pour le scoutisme italien dans cette période. En théorie, les statuts de l'ASCI établissent que l'association est « *apolitique et hors partis* »²⁹, mais à la fin des années 60 la question n'est pas si simple. Depuis toujours dans le Scoutisme il y a des valeurs « *politiques* » tels que la vie en communauté, la fraternité envers tous, le service, l'éducation à la responsabilité, etc. Mais maintenant on estime qu'une association scoute ne peut pas être en dehors de la vie concrète et qu'elle ne peut pas être une « *île heureuse* » loin des problèmes de la société. Dans cette ligne on critique la vie en plein air, vue comme une évasion et une fuite de la société.

La politique devient une des gros thèmes de travail de l'association³⁰. La Branche Route, qui déjà depuis quelques années a lancé une « *ouverture au monde des jeunes* », prend la politique comme thème de la rencontre nationale des Chefs de Clan de 1968. La revue des chefs de l'ASCI³¹ commence à publier une quantité d'articles sur ces thèmes.

Dans l'AGI la situation est même plus radicalisée. Au congrès de 1967³² les cheftaines demandent une éducation politique dans l'association. En 1973 le Conseil Général de l'AGI approuve un « *Propos* » dans lequel il est dit que « *l'éducation n'est pas neutre mais toute action éducative est une action politique...* ». « *La société est structurée surtout sur la base des lois du profit, de la violence et de*

²⁷ «Esperienze e Progetti» n. 12 p. 54.

²⁸ «Esperienze e Progetti» n. 13 p. 108.

²⁹ ASCI, Statuto, art. 5.

³⁰ Déjà en 1966, pour le 50 ans de la fondation, l'ASCI tient un congrès, auquel participent un millier de chefs et d'aumôniers, qui a pour titre : « Le Scoutisme pour l'éducation de l'homme, à la lumière du Concile, dans la société en transformation ». Ce congrès est suivi en 1969 par un nouveau congrès dont le titre est : « Une méthode pour l'éducation à la vie sociale ».

³¹ « Estote parati », nom de la revue des chefs et aussi devise des scouts et des guides catholiques italiens (Évangile de Luc 12,40 et de Matthieu 24,44). De 1972 jusqu'à 1974 cette revue est unifiée avec la revue des cheftaines de l'AGI « Il Trifoglio ». À partir de 1975 le nom de la revue des chefs de l'AGESCI devient « Scout – Proposta educativa ».

³² Le thème de ce congrès est « Présence de l'AGI dans le monde »

l'exclusion... »³³. « L'éducateur scout est donc appelé à faire une analyse de la réalité sociale et de ses contradictions »³⁴.

Toute la presse scout et guide, tant pour les jeunes que pour les chefs, s'ouvre aux questions politiques, en particulier le Viêt-Nam, la famine dans le monde, le sous-développement, etc.³⁵. En 1974, dans le premier numéro de la nouvelle revue unifiée pour les routiers et les guides aînés, sur l'article « *Engagement politique du Clan et des personnes* » on peut lire :

...Nous pensons d'avoir analysé suffisamment à fond la praxis. Et ne pas être tombés dans la faute de Jésus-Christ, convaincu que la révolution peut se faire seulement dans l'âme des hommes...³⁶.

Peu à peu, le thème politique passe des sessions de discussion à la pratique concrète³⁷. On voit des chefs engagés dans l'action avec des partis politiques, très souvent d'extrême gauche. Très souvent ces chefs signent des documents publics en tant que responsables scouts ou ils participent, avec leurs jeunes (souvent des routiers, mais aussi des scouts ou des louveteaux) à des manifestations politiques, ou à des piquets de grève, ou à l'occupation d'usines et d'autres bâtiments³⁸.

La presse italienne, qui d'habitude ne s'intéresse pas au scoutisme, parle souvent des scouts au cours de ces années. Un exemple est donné par l'hebdomadaire « Panorama » qui présente la situation du scoutisme catholique en disant qu'il « *vire à gauche* »³⁹ et qui, dans le même article, parle aussi des problèmes entre des curés de Rome et les scouts de leurs paroisses : les chefs d'une paroisse ayant collaboré avec la fédération

³³ « Estote parati - Il Trifoglio » n. 5/1973 p. 11.

³⁴ « Estote parati - Il Trifoglio » n. 5/1973 p. 13.

³⁵ « La nôtre n'est pas une « éducation à la liberté » mais une « éducation libérante ». Qu'est que ce signifie, d'autre part, « hommes bons, libres » ? Nous n'avons pas besoin d'hommes individuellement « libres » mais de masses disciplinées, prêtes à la lutte. Notre but le plus proche n'est pas l'idéal de la personnalité selon Goethe, mais la construction d'ouvriers avec une conscience de classe qui soient capables aussi de sacrifier et de négliger leur « personnalité » si l'intérêt de la lutte le demande » (AGESCI Regione Piemonte « Quaderni 1973-75 » p. 53 cité sur « Esperienze e Progetti » n. 13 p. 110).

³⁶ « Camminiamo insieme » 1/1974 p. 10.

³⁷ Beaucoup des chefs, avec leurs Groupes scouts, s'engagent dans les « comités de quartier », organismes spontanés, mais souvent très politisés, présents à cette époque dans beaucoup de villes italiennes et qui s'intéressent des problèmes du quartier. Les deux associations encouragent ce type de collaboration (« Estote parati - Il Trifoglio » n. 1/1972 p. 64).

³⁸ M. Sica, Storia dello Scouting in Italia, Nuova Fiordaliso 1996, p. 341.

³⁹ « Panorama » 10 gennaio 1974, anno XII n. 403

juvénile communiste⁴⁰ du quartier pour l'organisation de la fête du Parti Communiste Italien⁴¹, les chefs d'une autre ayant organisé une manifestation en uniforme devant l'église paroissiale, avec les jeunes communistes et les jeunes socialistes, contre les Américains et la guerre du Viêt-Nam.

Des situations de ce type sont fréquentes dans cette période, mais ces chefs sont en bonne compagnie car la Commissaire Générale de l'AGI dans un interview déclare publiquement qu'aux dernières élections, elle a voté pour le Parti Communiste Italien⁴². Pour les élections de 1976 le Parti Communiste Italien propose à deux responsables nationaux d'être candidats sur ses listes⁴³.

La position envers l'Église

La position de l'ASCI envers l'Église présente des différences entre la position des dirigeants nationaux et celle des chefs au niveau local, bien que quelquefois on puisse lire dans la revue des chefs des positions critiques⁴⁴. L'AGI est beaucoup plus critique⁴⁵. En 1970, le Conseil Général⁴⁶ de l'AGI demande de « *mettre de côté l'idée, qui n'est plus réelle, d'une association des chrétiennes croyantes qui désirent perfectionner leur foi* »⁴⁷. Deux ans après, dans la revue des cheftaines l'Église est accusée de « *collusion et de servilité envers le pouvoir* »⁴⁸.

Beaucoup plus radicale est la position d'une quantité des chefs au niveau local, qui se mettent en opposition ou en lutte ouverte avec les curés et les évêques. Ils font aussi des distinctions entre l'« *Église des*

⁴⁰ FGCI.

⁴¹ PCI.

⁴² « Lotta Oggi », Mensile della Sezione comunista del quartiere Nomentano di Roma, Anno VIII - n. 5

⁴³ « L'Espresso » 19 maggio 1976, n. 19, p. 12

⁴⁴ « Estote Parati - Il Trifoglio » n. 1/1972 p. 34

⁴⁵ L'AGI se veut « ...loin de toute tentation d'intégrisme (le christianisme comme panacée de tous les malheurs de l'histoire) elle agit (lutte) aux côtés des pauvres, des humbles, des petits, ... » (« Il Trifoglio », revue pour les cheftaines de l'AGI, n. 7-8 – 10/1969 - p. 20). En 1969, à l'assemblée nationale des guides aînées, qui a pour thème « Guides Aînées vers un ordre nouveau », les filles demandent une « religiosité plus large » et l'admission de « filles qui appartiennent à d'autres ou à aucune confession religieuse » (« La Tenda », revue pour les guides aînées de l'AGI, n. 12 1969).

⁴⁶ Le « Conseil Général » de l'AGI a une composition et des pouvoirs pratiquement pareils à ceux de l'ASCI (voir note n. 17).

⁴⁷ « Il Trifoglio » n. 8 1970 p. 12.

⁴⁸ « Estote Parati - Il Trifoglio » n. 4/1972 p. 15.

pauvres » (ou « *Église-communauté* ») et l'« *Église-institution* », souvent appelée « *hiérarchique* » et qui est vue comme le symbole de l'autoritarisme et de l'oppression.

En 1974, à l'entrée de l'assemblée régionale des chefs de la Région du Lazio (Rome), on peut lire un affiche qui propose une action pour la réalisation d'un « *Scoutisme alternatif* », « *pour une critique de l'exploitation neo-capitaliste* », « *pour une communauté du salut contre l'église hiérarchique des privilégiés* », « *contre une éducation neutre en dehors de la lutte des classe* »⁴⁹.

Les applications de la « méthode scout »

Comme on l'a vu plus haut, toute la méthode scout, telle qu'elle a été conçue par Baden Powell, est remise entièrement en cause par de nombreux chefs et Baden Powell lui-même est refusé à cause de son passé militaire⁵⁰. Beaucoup de chefs refusent la jungle pour les Louveteaux parce que Kipling, son concepteur, est accusé d'être le poète du colonialisme anglais.

L'AGI, s'inspirant du psychologue américain Rogers, adopte la « non directivité », qui situe le chef plus comme simple spectateur et animateur que comme éducateur. La non directivité devient rapidement un des points de base pour les chefs des deux associations.

L'AGI remet aussi en cause toute la méthode⁵¹, en particulier la Loi ou le système des patrouilles qui sont abolis et remplacés, la première par des règles choisies, chaque fois, par les filles et le deuxième par des groupes spontanés qui changent à chaque activité⁵². La proposition, en 1972, de la Commissaire Générale de l'AGI d'abolir l'uniforme, proposition qui est rejetée par le Conseil Général avec une majorité seulement de 3 voix⁵³, est symbolique de cette situation.

⁴⁹ « Esperienze e Progetti » n. 13 p. 109.

⁵⁰ À ce propos on peut lire un exemple significatif sur « Esperienze e Progetti » n. 70 p. 50. En 1972, dans la ville de Modène l'administration accepte la proposition, venant d'anciens scouts, de dédier une rue à Baden Powell. Au moment de l'inauguration les responsables de l'ASCI contestent ce choix, accusant Baden Powell de militarisme et d'impérialisme, au plus grand embarras des représentants de l'administration (de gauche).

⁵¹ L'AGI parle de « méthodologie non structurée », indiquant par cette définition le refus du guidisme tel qu'il a été pratiqué par l'association jusqu'à quelques années plus tôt. On dit qu'il faut partir des personnes et de leurs exigences et chaque fois la cheftaine doit inventer des propos tenant compte de quelques « valeurs de base » (« Estote Parati – Il Trifoglio » n. 6/1972 p. 66).

⁵² « Estote Parati – Il Trifoglio » n. 1/1972 p. 53, 4/72 p. 21, 4/1972 p. 9.

⁵³ « Estote Parati – Il Trifoglio » n. 6/1972 p. 114

En 1974 la situation du scoutisme catholique est d'une confusion extrême car, à côté des chefs qui continuent encore à pratiquer le scoutisme classique, il y a des chefs qui veulent concevoir de nouveau la méthode scout. Des chefs qui abandonnent l'uniforme scout et la vie en plein air et se consacrent avec leurs Unités à l'activité sociale, arrivant à perdre toute identité scout. Des chefs qui voient dans le messianisme marxiste la proposition plus concrète d'engagement politique. Des chefs qui refusent la dimension ecclésiale de l'association, estimant que l'éducation à la foi n'est pas l'affaire du scoutisme. Des chefs qui, en se basant sur des idées et des théories personnelles, se lancent dans des expériences de coéducation donnant naissance à des Unités mixtes dans toutes les Branches.

La naissance de l'AGESCI

Dans cette situation, les deux Conseils Généraux de l'ASCI et de l'AGI, dans une réunion conjointe le 4 mai 1974, décident de faire fusionner les deux associations et de fonder l'AGESCI (*Associazione Guide e Scouts Cattolici Italiani*⁵⁴). À l'origine, les dirigeants avaient pensé que, avant de fusionner les structures des deux associations, il serait nécessaire de définir des documents de base, un propos éducatif, des textes communs. Mais malgré le travail effectué ensemble à partir de 1969-70, ces documents n'ont pas été élaborés et la fusion entre les deux associations est réalisée d'une façon hâtive. En 1974 seulement les statuts sont approuvés, laissant tout le reste du travail pour les années à venir. La situation a poussé les responsables nationaux à réaliser quand même cette fusion, mais pour l'AGESCI il faudra presque un décennie pour essayer de résoudre les problèmes qui restent ouverts⁵⁵.

Une des causes principales de cette fusion hâtive est due au fait que, quand en 1969-70 les responsables des deux associations commencent le travail en commun, ils pensent d'avoir les mêmes principes à cause de la même origine scout et catholique. La réalité est que cela n'est pas vrai, ou il ne l'est plus en 1969, les différences entre les deux associations sont notoires, en particulier en ce qui concerne les valeurs fondamentales, la méthode scout, le rapport entre le chef et les garçons, etc.

⁵⁴ Association Guides et Scouts Catholiques Italiens.

⁵⁵ M. Sica, *Storia dello Scouting in Italia*, Nuova Fiordaliso 1996, p. 349.

Les réactions de l'Église et de l'opinion publique

Les réactions de l'Église italienne à la naissance de l'AGESCI sont très prudentes. La Conférence Episcopale, comme condition pour approuver les statuts, demande des changements en particulier sur l'ecclésiaticité de l'association, sur la position de l'aumônier, sur les Unités mixtes, sur la position politique de l'association⁵⁶. Il faut noter que, le lendemain de sa fondation, le Conseil Général de la nouvelle association approuve un texte, présenté par le Président, qui attaque le Cardinal Vicaire de Rome, Mgr. Poletti, pour sa position à l'égard de l'abbé Franzoni, qui s'était mis dans une position de rébellion ouverte envers l'Église et qui avait été excommunié⁵⁷.

Les réactions de la presse à la naissance de l'AGESCI sont très semblables les unes aux autres. Les journaux de toutes tendances politiques présentent la question pratiquement de la même façon : les scouts deviennent mixtes et ils virent à gauche⁵⁸. Même l'hebdomadaire catholique « *Famiglia cristiana* », très proche des évêques, publie un article très prudent mais dont le titre est « *Un peu de révolution parmi les scouts aussi* »⁵⁹.

La réaction des Groupes

Les réactions des Groupes scouts à la naissance de l'AGESCI sont très variées, mais la plupart d'entre eux acceptent la fusion sans problèmes particuliers. Il y a, quand même, une quantité de chefs de l'ASCI qui se trouvent face à cette nouvelle association sans l'avoir voulue, car il voient bien soit les différences entre leur association et celle des guides, soit la situation très confuse dans laquelle cette fusion se réalise⁶⁰ et ils craignent une fusion « à l'aveuglette »⁶¹. De nombreux

⁵⁶ Lettre du Secrétaire Général de la Conférence Episcopale Italienne, Mgr. E. Bartoletti, du 24 avril 1975.

⁵⁷ « Estote Parati – Il Trifoglio » n. 4-5/1974 p. 12 e 53. Les mêmes positions sont exprimées par 2 225 signataires d'une lettre à ce sujet, envoyée au Cardinal Vicarie de Rome pendant le camp national des routiers et guides aînées, en août 1975, qui avait réuni 5.000 participants (« Camminiamo Insieme » n. 7/1975 p. 6).

⁵⁸ Par exemple, les hebdomadaires « L'Espresso » (n. 51, anno XX, 22 décembre 1974) : « Davy Crockett tourne à gauche », « Il Settimanale » (n. 8-9 Anno I) : « Il y a une odeur de brûlé au bivouac des scouts », « Panorama » (n. 487) : « Scoutisme, toujours moins boy », etc.

⁵⁹ « Famiglia Cristiana » 1 settembre 1974 anno XLIV.

⁶⁰ M. Sica, Storia dello Scouting in Italia, Nuova Fiordaliso 1996, p. 349.

⁶¹ Ces craintes sont confirmés par ce qu'on peut lire, quelques mois après la fusion, sur le premier numéro de la nouvelle revue des chefs de l'AGESCI : « ...dans

aumôniers n'acceptent pas les nouvelles orientations de l'AGESCI et 10 % d'entre eux quittent tout simplement le scoutisme, ne renouvelant plus leur inscription⁶².

Quelques Groupes et quelques chefs⁶³ passent aux scouts laïcs du CNGEI. Des Groupes créent une association locale⁶⁴. D'autres Groupes et continuent leur vie d'une manière autonome sans entrer dans la nouvelle association⁶⁵. La même solution est adoptée par d'anciens chefs et d'anciens aumôniers qui fondent des Groupes Scouts durant ces années mais sans se rattacher à aucune association⁶⁶. Ils rejoignent ainsi la solution adoptée par d'autres Groupes qui sont sortis de l'ASCI déjà depuis quelques années et qui vivent d'une manière autonome⁶⁷.

Il y a aussi des Groupes qui payent leur cotisation à l'AGESCI⁶⁸, mais qui s'isolent de toute activité et de tout rencontre proposée par l'association⁶⁹. À Rome, les chefs qui sont critiques envers les nouvelles orientations se rencontrent et ensemble ils essayent de mener des actions communes. En novembre 1974, ils proposent à l'assemblée des chefs de leur Région de réaliser un programme selon les lignes classiques du scoutisme catholique⁷⁰, mais ceci est rejeté par la majorité de l'assemblée. Se rendant compte qu'ils sont désormais une minorité, ces chefs abandonnent alors ce type d'action pour organiser des activités pour

l'association coexistent les interprétations les plus extrêmes de la méthode (et à la limite du refus de la méthode) avec les opinions les plus différentes par rapport à l'engagement social de l'association... » (« Scout – Proposta educativa » n. 1-1975 p. 82).

⁶² Le Comité Central de l'Agesci attribue cet abandon au fait « qu'ils préfèrent des associations et des groupes dans lesquels il y a une claire présentation du choix religieux » (« Scout – Proposta educativa » n. 2-1976).

⁶³ On peut citer des Groupes à Gênes et à Parme.

⁶⁴ On peut citer la fondation d'une fédération à Trévise qui regroupe 450 scouts et guides, d'une association à Trente, ou de l'AIEIC (Association Italienne des Explorateurs Indépendants Catholiques) à Lido di Roma.

⁶⁵ On peut citer, par exemple : 51^e Rome, 1^{re} Pergola, 1^{re} Poggibonsi, etc. (Les Groupes de Rome sont toujours cités avec la numérotation assignée par l'ASCI, l'AGESCI ayant changé en 1974 la numérotation de tous les Groupes de Rome).

⁶⁶ Scouts de la paroisse Divino Amore de Jesu (AN), ceux de la paroisse Regina Mundi de Rome, ceux logés au séminaire de Grosseto, ceux de l'école Sacro Cuore de Gênes, ceux de Reggio Calabria, etc.

⁶⁷ 32^e et 53^e Rome, etc.

⁶⁸ Cela surtout à cause de l'assurance sur les accidents.

⁶⁹ On peut citer à Rome, par exemple, les Groupes 25^e, 43^e, 46^e et 71^e.

⁷⁰ « Esperienze e Progetti » n. 3 p. 128.

leurs Groupes, boycottant celles de l'association⁷¹. Mais il est évident qu'une situation de ce type ne peut pas durer longtemps.

Le « Centro Studi ed Esperienze Scout « Baden Powell » »

Une quinzaine des chefs, des cheftaines, d'aumôniers de toute l'Italie, parmi lesquels des anciens responsables nationaux, critiques envers la fusion et ses résultats, fondent un Centre d'études⁷² sur le scoutisme « *pour des confrontations, des critiques et des échanges d'idées* »⁷³. Le Centre organise des rencontres pour présenter le scoutisme classique de Baden Powell et il publie aussi une revue pour les chefs⁷⁴. Son action et ses publications obtiennent un certain succès et un millier des chefs s'abonnent à la revue⁷⁵.

Mais l'action du Centre d'études est insuffisante pour les chefs d'Unité qui désirent continuer à vivre le scoutisme classique, car les propos de l'association, les revues scouts que les garçons reçoivent, les rallyes et les rencontres, les camps-écoles, représentent des situations de difficulté et de gêne, car les Unités et les Groupes vivent chacun un « scoutisme » différent, lié aux idées et très souvent aussi aux idéologies des chefs et des responsables locaux.

⁷¹ Comme, par exemple, un camp-école en novembre 1974, organisé près de Fano (PS), avec une trentaine de participants, ou la fête de Saint Georges, en avril 1975, organisée par les Troupes 25^e, 46^e, 65^e, 67^e Rome.

⁷² « Centro Studi ed Esperienze Scout « Baden Powell » »

⁷³ « Esperienze e Progetti » n. 1 p. 1.

⁷⁴ Le nom de la revue est « Esperienze e Progetti » (Expériences et projets). Cette revue, destinée aux chefs, présente des applications pratiques du scoutisme, des idées, des programmes, des jeux, etc., car depuis des années la revue officielle des chefs ne s'intéresse qu'aux grands problèmes sociaux ou à la question de la fusion. Dans les années suivantes, le Centre d'étude publie aussi des livres et il organise des routes, à Pâque et à Noël, pour les routiers et les guides aînés.

⁷⁵ Le Centre d'études n'est pas tellement apprécié par les dirigeants de l'AGESCI qui toutefois lui laissent la liberté d'action (« Scout – Proposta Educativa » n. 1-2/1975 p. 5). De son côté le Centre d'études, même s'il est très critique envers l'AGESCI, soutient qu'il faut travailler à l'intérieur de l'association pour changer la situation et il essaie de bloquer toute idée de donner vie à d'autres solutions. À la question de rester ou non dans l'AGESCI pour ceux qui n'en partagent pas les idées, la réponse du Centre d'études est : « ... nous n'hésitons jamais à conseiller de rester dans l'association. C'est seulement de l'intérieur qu'il est possible de sensibiliser les autres à ses idéaux, surtout par l'exemple » (« Esperienze e Progetti » n. 3 p. 104). On peut ajouter à tout cela que le Centre d'étude a eu un rôle totalement involontaire dans la fondation des Guides et Scouts d'Europe italiens et en aucune façon il n'a aidé, ou soutenu, la naissance de la nouvelle association. Au contraire, il n'a pas regardé cette naissance d'un œil bienveillant, proposant à plusieurs reprises une unification avec l'AGESCI.

Le Jubilé de 1975

En septembre 1975 débarquent à Rome pour le Jubilé 500 chefs et cheftaines des associations française, belge et canadienne des Guides et Scouts d'Europe. Ils sont bien visibles avec leurs uniformes impeccables et il y a des contacts et des rencontres avec quelques chefs romains des Groupes isolés qui, depuis quelques temps, sont en contact avec eux.

Le pape, Paul VI, adresse aux Guides et Scouts d'Europe un bref discours, disant qu'ils « *sont des amis* » pour lui et il ajoute : « *Nous avons une grande confiance dans votre présence, dans votre travail, dans votre association et dans l'esprit du scoutisme* »⁷⁶. Ces paroles sont destinées à avoir des répercussions importantes, non seulement en France, mais aussi en Italie et dans d'autres pays européens.

Une nouvelle association

En janvier 1976 le Centre d'études programme l'organisation d'un week-end pour les chefs de Rome, au mois de mai, pour parler de la méthode classique de Baden Powell. Parmi les organisateurs de cette activité il y a deux chefs des Groupes isolés de Rome. Le hasard veut que ces chefs soient chargés de diffuser les invitations à ce week-end. Cela crée l'occasion d'une rencontre avec les Groupes de Rome qui n'ont pas adhéré à l'AGESCI et qui vivent d'une manière autonome. Les chefs de ces Groupes autonomes organisent chaque année un rallye pour la fête de Saint Georges et ils ont l'intention de créer une petite fédération entre leurs Groupes.

La rencontre entre toutes ces personnes est l'étincelle qui fait naître une idée nouvelle. Un des deux chefs est en contact, depuis quelques années, avec les Guides et Scouts d'Europe français, il parle de la Fédération du Scoutisme Européen et il montre des publications et des revues FSE.⁷⁷ Les participants se rendent compte que dans la FSE ils peuvent trouver la fidélité au scoutisme catholique classique et à l'Église, vivre l'idéal européen et avoir une ouverture internationale. Ils prennent

⁷⁶ G. Morello, F. Pieri, « Documenti Pontifici sullo Scouting », Editrice Ancora, 1991, p. 236.

⁷⁷ Avec la dénomination FSE est indiquée l'« Union Internationale des Guides et Scouts d'Europe – Fédération du Scoutisme Européen ».

alors la décision de donner vie à une association scout catholique FSE en Italie⁷⁸.

Des contacts sont établis avec la FSE⁷⁹. On écrit les statuts et on définit les premières règles de la nouvelle association. Enfin le 14 avril 1976, presque deux mois après la première réunion, douze chefs et cheftaines enregistrent chez un notaire de Rome l'acte de fondation et les statuts de l'« Associazione Italiana Guide e Scouts d'Europa Cattolici »⁸⁰ et le même jour ils demandent officiellement d'être accueillis dans la Fédération du Scoutisme Européen.

Parmi les fondateurs on trouve des personnes appartenant à toutes les classes sociales et on peut dire la même chose soit pour les premiers Groupes, soit pour les autres qui adhèrent, ou sont fondés, dans les années suivants.

Les Groupes qui donnent vie à l'association sont tous de Rome⁸¹ et comptent un total de 420 membres, dont 350 chefs et garçons et 70 cheftaines et filles. Les dirigeants se rendent compte qu'il y a une majorité de garçons et qu'il est indispensable d'avoir des cheftaines préparés pour les filles. Ils partent à leur recherche et ils trouvent d'anciennes cheftaines et commissaires qui ont fait partie de l'AGI avant sa crise. Ce sont elles qui organisent la partie féminine de l'association en lien strict avec la partie masculine.

Une nouvelle façon de travailler est appliquée : une association unique, articulée en deux Sections, masculine et féminine ; des chefs et des cheftaines qui travaillent ensemble, pour l'éducation des filles et des garçons, à travers une formation unitaire dans l'esprit et les principes, mais différenciée dans les moyens et les applications pratiques pour respecter les spécificités typiques des deux sexes.

Les motivations

Il n'est pas possible de présenter en quelques mots toutes les motivations qui poussent ces chefs à se lancer dans une aventure dont les chances de succès sont très incertaines et qui semble bien téméraire car les fondateurs n'ont aucun soutien ni dans l'Église, ni dans le monde

⁷⁸ « Azimuth » Revue pour les chefs de l'Association Italienne Guides et Scouts d'Europe Catholiques n. 4-1996, p. 10.

⁷⁹ Ces contacts sont pris en particulier avec Pierre Géraud-Keraod, Commissaire Général français et, à cette époque, Commissaire Fédéral Adjoint chargé des nouvelles associations.

⁸⁰ « Associazione Italienne Guides et Scouts d'Europe Catholiques ».

⁸¹ Les Groupes sont : 3^e, 32^e, 43^e, 46^e, 51^e, 68^e Rome.

politique ou de l'économie. De même ils n'ont pas des ressources financières sauf celles qui sortent à chaque fois que c'est nécessaire de leurs poches personnelles.

Parmi les motivations il faut considérer qu'il s'agit de chefs qui depuis bien d'années sont en contact direct avec les garçons. Plusieurs d'entre eux ont été commissaires ou responsables mais ce sont tous des Chefs de Groupe ou des Chefs d'Unité qui, malgré toutes les difficultés de cette période, ont continué à vivre le scoutisme catholique classique. Donc ils ont l'expérience directe de sa validité, non seulement parce qu'ils sont convaincus de ses principes, mais parce qu'ils constatent de leurs yeux qu'il est toujours bien accepté par les garçons. Ils sont aussi convaincus que beaucoup des changements et beaucoup des modifications apportées au scoutisme catholique dans ces dernières années ne dépendent pas de la nécessité de l'adapter aux garçons actuels, mais qu'ils viennent des chefs qui veulent changer le scoutisme pour suivre des idées et des idéologies différentes, ou de jeunes chefs qui transposent sur les garçons leurs problèmes personnels.

À la base de leur action les fondateurs mettent leur foi catholique, qui ne peut pas être séparée de la fidélité à l'Église. Ils conçoivent le scoutisme comme un moyen d'apostolat et de service. Le discours de Paul VI aux Guides et Scouts d'Europe, en septembre 1975, leur fait comprendre que dans l'Église il y a un espace pour leur action.

Les premiers pas

La nouvelle de la fondation de l'association se répand dans plusieurs régions d'Italie, mais les dirigeants décident de ne pas faire de propagande et d'éviter, dans la mesure du possible, tout prosélytisme envers les Groupes qui adhèrent à l'AGESCI. On préfère plutôt un développement à travers la fondation de Groupes nouveaux. L'association accueille des Groupes isolés, ou autonomes, ou des associations locales. Il y a quand même quelques Groupes qui sortent de l'AGESCI et qui demandent à adhérer à la nouvelle association, mais le développement se fait surtout avec des nouvelles implantations.

L'AGESCI est opposée à la naissance d'une nouvelle association scout et catholique et, bien que des contacts informels entre les dirigeants soient rapidement pris, elle publie un document, appelé « Dossier Scouts d'Europe »⁸², qui est diffusé dans toute Italie surtout

⁸² La première version de ce document est datée 26 août 1976 et est signée par Mario Sica, responsable des rapports internationaux de l'AGESCI.

auprès des évêques et des curés. Les dirigeants des Guides et Scouts d'Europe italiens préparent et diffusent alors un autre document dans lequel ils expliquent les inexactitudes qui sont dans le dossier de l'AGESCI. Commence ainsi une longue période de discorde entre les deux associations.

Officiellement l'Église italienne ignore la naissance de la nouvelle association. En général les curés accueillent favorablement dans leurs paroisses les Groupes Scouts FSE. Quelques évêques appuient ouvertement l'association, d'autres ne s'y intéressent pas et dans quelques cas on trouve de l'opposition. Mais, même les évêques qui sont opposés, n'empêchent jamais le fonctionnement des Groupes Scouts FSE qui existent dans les paroisses de leurs diocèses.

Il faut aussi ajouter que le 6-7 et 8 septembre 1976⁸³ « L'Osservatore Romano », publie des articles qui présentent la naissance des Guides et Scouts d'Europe italiens et qui reproduisent les textes d'un livret diffusé par l'association. C'est un aide importante pour le développement de l'association, mais probablement c'est aussi une des causes qui ont poussé l'AGESCI à diffuser son « Dossier ».

Ce développement se fait, peu à peu. Les Groupes sont implantés en grande majorité dans les paroisses. Un an après la fondation les membres sont déjà 2 700 et la montée des effectifs continue d'une manière constante pendant les années, pour arriver jusqu'à nos jours où l'association compte presque 20 000 membres.

En novembre 1976 les premiers camps-écoles en Toscane réunissent 180 participants, mais leur réalisation représente surtout le début d'un travail de collaboration entre les différents composants de l'association. Dans la fidélité au scoutisme et au guidisme catholique de l'ASCI et de l'AGI et dans la fidélité aux principes et aux textes fondamentaux de la FSE, un style et des caractéristiques spécifiques de l'association naissent peu à peu. À la tête de l'association les premiers dirigeants romains sont, dans les années suivantes, substitués peu à peu par des chefs de toute Italie.

Quelques événements

- En novembre 1977 le Conseil Fédéral de l'« Union Internationale des Guides et Scouts d'Europe – Fédération du Scoutisme Européen », réuni près de Strasbourg, accueille officiellement l'association dans l'Union⁸⁴.

⁸³ Anno CXVI, n. 206 et 207.

⁸⁴ L'Union Internationale a été reconnue avec statuts consultatif par le Conseil de l'Europe le 12/3/1980.

Attilio GRIECO

- En 1982⁸⁵ le Cardinal Vicaire de Rome, Mgr. Poletti, reconnaît l'association pour le diocèse de Rome et, suite à cette reconnaissance, l'association obtient la reconnaissance juridique de la République Italienne⁸⁶.

- En 1994 l'association organise un « Eurojam » pour Scouts et Guides de toutes les associations de la FSE. Le 3 août, le Saint Père accueille à Saint-Pierre les 7 500 participants et dans son discours les invite à « travailler à l'intérieur de la grande famille des Scouts, dont vous êtes frères et sœurs, avec votre pédagogie spécifique »⁸⁷. Son discours constitue la base de l'action suivante de l'association et de toute la FSE.

- En 1998 la Conférence Episcopale Italienne reconnaît l'association, approuve ses statuts et nomme officiellement, sur proposition de l'association, l'Aumônier Général et les Aumôniers Nationaux des six Branches⁸⁸.

Dans la même période, les dirigeants de l'AGESCI changent par rapport à la situation des années 70. Même si les Groupes maintiennent toujours une grande autonomie et si la gestion de l'association au niveau local est confié toujours aux assemblées des chefs, les règles de l'association sont plus strictes et précises. À partir du milieu des années 80 l'association reprend toute une série d'éléments de la méthode scout, tels que le système des patrouilles ou la jungle pour les Louveteaux⁸⁹. Les effectifs de l'AGESCI passent de 83 000 en 1974 à 180 000 en 2000.

Les rapports entre les Guides et Scouts d'Europe italiens et l'AGESCI, qui ont toujours été très tendus, s'améliorent à partir du milieu des années 90 avec l'aide de la Conférence Episcopale Italienne et, peu à peu, deviennent très bons. Des échanges et des invitations sont établis entre les deux associations, qui, en 1998, organisent un colloque pour les aumôniers des deux associations. Un autre colloque du même type est prévu en mars 2001. En 1999 les dirigeants des Guides et Scouts d'Europe italiens et de l'AGESCI signent et diffusent un texte sur les rapports communs aux chefs deux associations.

Pour les Journées Mondiales de la Jeunesse, en 2000 à Rome, un travail commun est réalisé par les deux associations et, en considération

⁸⁵ Décret Canonique du 11 février 1982, prot. 118/82.

⁸⁶ Décret du Président de la République n. 240 du 18 mars 1985.

⁸⁷ « L'Osservatore Romano », 4 agosto 1994.

⁸⁸ Lettre du Président de la Conférence Episcopale Italienne, card. Camillo Ruini, du 15 octobre 1998 prot. 959/98.

⁸⁹ Dans la Branche cadette, l'AGESCI donne aussi la possibilité d'avoir des Coccinelles au lieu des Louveteaux, mais les autres « milieux imaginaires », dont on a parlé avant, ne sont plus admis.

de cela, la Conférence Internationale du Scoutisme Catholique (CICS) et la Conférence Internationale du Guidisme Catholique (CICG) adressent une invitation officielle aux membres de l'Union Internationale des Guides et Scouts d'Europe⁹⁰ à participer à la veillée scout de 17 août à Villa Borghese.

Cette expérience italienne de collaboration, entre deux associations scoutistes catholiques mais avec des caractéristiques et des spécificités bien différentes, pourrait représenter une route nouvelle pour établir des rapports de fraternité et de collaboration entre les associations qui adhèrent à l'OMMS et les associations qui font partie de l'Union Internationale des Guides et Scouts d'Europe.

⁹⁰ Lettre du 26 juin 1999 adressée par les deux secrétaires et les deux aumôniers de la CICS et de la CICG au Président du Conseil Fédéral de l'Union Internationale des Guides et Scouts d'Europe.

DÉSAFFECTION DES ADOLESCENTS POUR LE SCOUTISME QUÉBÉCOIS FRANCOPHONE AU SEIN DE LA FQGS

*Maurice LE PESANT
(Québec)*

Dans un mémoire préparé dans le cadre de sa maîtrise en Sciences de l'éducation à l'Université Laval de Québec, l'auteur a tenté de comprendre pourquoi tant d'adolescents quittent le mouvement scout alors que celui-ci a été conçu pour eux. Maurice Le Pesant, doctorant dans l'équipe dirigée par le Professeur Cholvy, nous livre ici un condensé de ses observations, précédé d'un historique et d'une présentation du scoutisme québécois francophone.

1. Grandes étapes de l'évolution du mouvement scout francophone au Québec

1.1 - Le tournant des années 20

Baden-Powell vint faire une tournée de promotion du scoutisme au Canada dès 1910. La petite histoire veut qu'il fut accueilli par des Éclaireurs canadiens-français à Québec. À la différence de ce qui se passait en Angleterre, le développement spontané du scoutisme à l'initiative des jeunes ne semble pas évident. L'Église catholique était alors omnipotente au Québec et le scoutisme d'origine anglophone et protestante.

Il est édifiant, à ce propos, de prendre connaissance de la lettre adressée par le chanoine Groulx en 1937 au père A. Saint-Pierre, o.p., auteur d'un roman scout. L'ecclésiastique nationaliste disait :

Je me sens l'âme un peu attristée, je vous l'avoue, quand je m'arrête à penser qu'après tout, la loi ou la méthode scout appartient à l'essence ou à l'intégrité d'une éducation catholique et qu'il nous a fallu aller demander à un protestant, si méritant soit-il, un idéal de formation humaine que notre foi nous pouvait révéler avec magnificence¹.

¹ *Pointe au chêne*, Ottawa et Montréal, Les éditions du Lévrier, 1937, 205 p.

Il faut dire qu'en 1926, les efforts de la Boys Scouts, nom familier donné à l'organisation anglophone de scoutisme au Canada, pour fonder des troupes canadiennes-françaises et catholiques furent combattus farouchement par l'Église, sous le prétexte que le scoutisme semblait être *anti-éducatif, nuisible pour la vie de famille et l'instruction, abrutissant, absurde et ridicule*.²

Pourtant, B-P avait eu l'audace d'écrire en 1912, dans sa préface à la deuxième édition de *Scouting for Boys : Ce qu'il faut, c'est (...) donner à chaque jeune les qualités qui lui manquent pour réussir et l'habitude de se faire une opinion personnelle malgré toutes les propagandes*³. Écoutons aussi l'historien Pierre Savard⁴.

Le refus initial du scoutisme montre une Église et une élite nationaliste sur la défensive, la première étant bien mieux armée que la seconde. C'est l'Église, pour laquelle le contrôle de l'éducation est vital, qui prend l'initiative d'acclimater le mouvement et qui obtient un *modus vivendi* avec le scoutisme canadien, ménageant à la fois son propre système d'emprise et préservant le caractère national canadien-français du mouvement.

C'est donc un scoutisme *sous la coupe de l'Église* qui se développe au Québec au sein de deux entités : la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec et la Fédération des guides catholiques de la province de Québec. Ces deux organisations sont reconnues au plan mondial via leurs homologues canadiens anglophones. Avec le développement d'unités francophones à l'extérieur du Québec, l'Association des scouts du Canada (ASC), voit le jour en 1961 ainsi qu'une association guide. D'importantes responsabilités assumées par les fédérations québécoises leur sont transférées.

Parallèlement à ces aspects de politique interne⁵, deux pays apportèrent un important soutien, souvent technique, au développement du scoutisme canadien-français : la Belgique et la France. Dans l'édition

² Père J.-J. Plamondon cité par Denis Poulet dans *Scouts un jour !, op. cit.*, p. 11.

³ B-P, cité par Pierre Kergomard et Pierre François dans *Les Éclaireurs de France de 1911 à 1951*, p. 18.

⁴ Pierre Savard, *L'implantation du scoutisme au Canada français*, dans *Les Cahiers des Dix*, n° 43, p. 258-259.

⁵ Dans sa section Histoire du scoutisme au Québec, le site web de la FQGS précise à propos de la création d'une nouvelle troupe francophone : « Tout l'équipement requis par la nouvelle troupe francophone fut refusé par la Boy scout of Canada. Forcés d'avoir recours à d'autres sources, les scouts de Longueuil s'adressèrent aux Scouts de France qui consentirent fraternellement à remplir leurs commandes. »

de 1955 du manuel de techniques destiné aux jeunes scouts, intitulé *Cibles*⁶, les auteurs publient un texte de reconnaissance explicite.

Ce manuel voit le jour (...) grâce à la bienveillance de notre association-sœur la Fédération des Scouts catholiques de Belgique qui nous a permis de puiser très largement dans son excellent manuel *Pistes*. (...)

L'influence française, visible au Canada par l'emprunt de bien des traditions, des textes de la Promesse et de la Loi, des manuels et des symboles utilisés par les Scouts de France et les Guides de France, s'est poursuivie.

1.2 - La crise des années 60

Au milieu des années 60, l'ASC suit les réformes initiées par les Scouts de France : introduction de la pédagogie du projet, nouvelle formulation de la loi scout, transformation du système de progression, affaiblissement du système des patrouilles, remplacement de la notion de chef par celle d'animateur et surtout division des unités adolescentes. Curieusement on ne retrouve dans les textes officiels aucune trace d'une situation difficile, d'une réelle nécessité de changement si ce n'est de

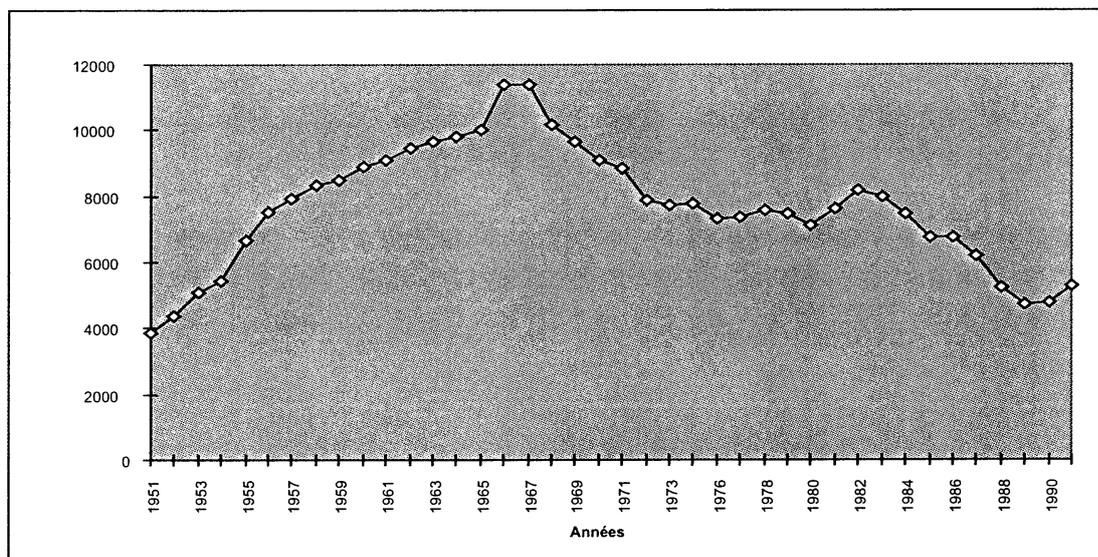
résoudre le problème des grands, ces adolescents trop vieux qui ne s'amuse plus chez les éclaireurs et trop jeunes pour devenir routiers⁷. On parle plutôt d'une idée qui séduit.

La consultation des statistiques de l'ASC nous incite à penser que cette idée n'a pas vraiment séduit les jeunes. Le graphique ci-dessous présente l'évolution des effectifs adolescents de 1952 à 1991. On y voit très nettement l'effondrement des effectifs à partir de 1966, année du début des réformes. Il convient cependant d'être prudent dans l'analyse de ces données. La société québécoise était à cette période en pleine effervescence. Plusieurs facteurs explicatifs complémentaires devraient être introduits mais cela dépasse la portée de la présente recherche.

⁶ Association des Scouts du Canada, *Cibles*, Montréal, La Hutte canadienne, 1955.

⁷ ASC, module SOC 1008 - *Histoire du mouvement scout*, Documents de formation modulaire, p. 13.

Graphique 1 - Evolution des effectifs de l'ASC entre 1951 et 1991



Source : Denis Poulet - Scouts un jour !

Comme en France, ces modifications radicales amenèrent leur lot de résistance et de dissidence. Une organisation parallèle fut créée, l'Association des Éclaireurs de Baden-Powell avec pour objectif *la continuité, (...) la survie et le rayonnement du scoutisme traditionnel catholique au Québec*⁸. Environ 10% des effectifs suivirent.

1.3 -Démocratisation et restructuration

Le contexte social québécois au tournant des années 1970, sortie de la Révolution Tranquille, laïcisation relative du système d'éducation, favorisa l'ouverture du mouvement à *tout adulte désireux de consacrer du temps aux jeunes*. Le scoutisme prit un nouveau virage.

Les nouvelles méthodes pédagogiques permirent d'accueillir comme animateurs des adultes qui n'avaient jamais été scouts. (...) [En 1971], dans toutes les branches et dans 25 districts, plus d'une centaine d'unités étaient animées par des couples.⁹

L'encadrement provenait précédemment en grande majorité du milieu de l'éducation et du clergé.

⁸ AEBP, Plaquette de présentation non datée, p. 1.

⁹ Denis Poulet, *Scouts un jour : une histoire du scoutisme canadien-français*. Montréal, ASC, 1996. p. 57.

Sous l'influence de ce sang neuf, les structures évoluèrent. Près de la moitié des districts fusionnèrent leurs comités scouts et guides. En 1980, ce fut au tour des Fédérations du Québec de donner naissance à la Fédération québécoise du guidisme et du scoutisme, l'actuelle FQGS¹⁰. Il faut dire que les autorités gouvernementales québécoises voyaient d'un mauvais œil le financement d'un organisme canadien, l'ASC, même si ce dernier comptait principalement des membres québécois.

En 1994, l'ensemble du scoutisme québécois francophone fut secoué par une autre crise lorsque l'Association mondiale des Guides et des Eclaireuses réaffirma que le guidisme était un *mouvement exclusivement consacré à l'éducation des filles et dirigé par des femmes*. Toute participation masculine au mouvement guide fut donc interdite. L'ASC qui, depuis 1990, accueillait déjà des filles dans ses rangs, accepta d'intégrer les unités homogènes féminines qui le souhaiteraient. C'est ainsi que l'ASC augmenta ses effectifs de 11 000 nouvelles recrues.

1.4 - L'effondrement des effectifs adolescents

En 1996, une revue québécoise destinée aux adultes de la FQGS titre : *L'évolution de l'effectif adolescents (sic.) dans le scoutisme : une décroissance inéluctable*¹¹. En effet, entre 1983 et 1998, les effectifs adolescents de la FQGS ont décliné de 49,7 % principalement dans la classe d'âges des 11 à 14 ans comme le montre le tableau 1.

Ce phénomène est intervenu bien qu'aucune politique spécifique de recrutement n'ait été décidée en ce sens. Il est évident que ni les jeunes ni les adultes ne désirent que les effectifs adolescents s'effondrent. C'est cependant ce qui se passe¹² et ce qui nous a amené à nous poser la question suivante.

Pourquoi les jeunes quittent-ils un mouvement conçu pour eux ?

¹⁰ La FQGS est connue également sous le nom d'usage suivant : Les Scouts du Québec.

¹¹ Jean Desautels, *Le Reflet*, vol. 2 n° 1, septembre-octobre 1996, Montréal, FQGS.

¹² La diminution de la proportion d'adolescents n'est, quant à elle, pas exclusive au scoutisme québécois. *Dans la majorité des pays, on constate un déplacement constant en direction des plus jeunes, un gonflement des effectifs louveteaux et une diminution à partir de 15 ans* nous dit J. André s.j., dans *Scoutisme*, quel âge ? *Missi*, n° 474, juin-oct. 1985, p. 211.

Tableau 1 - L'évolution des effectifs de la FQGS de 1983 à 1998

années	classes d'âges		total
	11 à 14 ans	14 à 17 ans	
1983-1984	8 768	2 356	11 124
1984-1985	8 087	2 309	10 396
1985-1986	7 724	2 137	9 861
1986-1987	7 017	2 073	9 090
1987-1988	6 452	1 834	8 286
1988-1989	5 327	1 622	6 949
1989-1990	5 056	1 401	6 457
1990-1991	4 860	1 382	6 242
1991-1992	5 480	1 379	6 859
1992-1993	5 058	1 363	6 421
1993-1994	5 050	1 507	6 557
1994-1995	4 773	1 532	6 305
1995-1996	4 590	1 503	6 093
1996-1997	4 387	1 621	6 008
1997-1998	4 038	1 560	5 598
variation	-54 %	-34 %	- 50 %

Source : Rapports annuels de la FQGS
Recensements au 31 mars – « Rapport sur les jeunes par *groupes d'âges* »

2. Le scoutisme québécois au sein de la FQGS

Avant de présenter notre interprétation de cette situation, il convient de bien cerner le cadre dans lequel se situe notre objet d'étude, au cours de l'exercice 1997-1998.

2.1 - Quelques éléments descriptifs¹³ du scoutisme québécois

Les jeunes scouts sont répartis dans les différents groupes locaux par classes d'âges, au sein d'unités dont les noms sont liés aux noms des branches.

Le parcours annuel d'un jeune est habituellement le suivant. Inscrit dans le groupe dont dépend son unité, il participe aux différentes activités qui s'échelonnent du début de l'automne au mitant de l'été. Les activités

¹³ Ces appellations signalées dans le texte par l'exposant^{G°}, attribué au mot concerné sont complétées dans un glossaire disponible auprès de l'auteur.

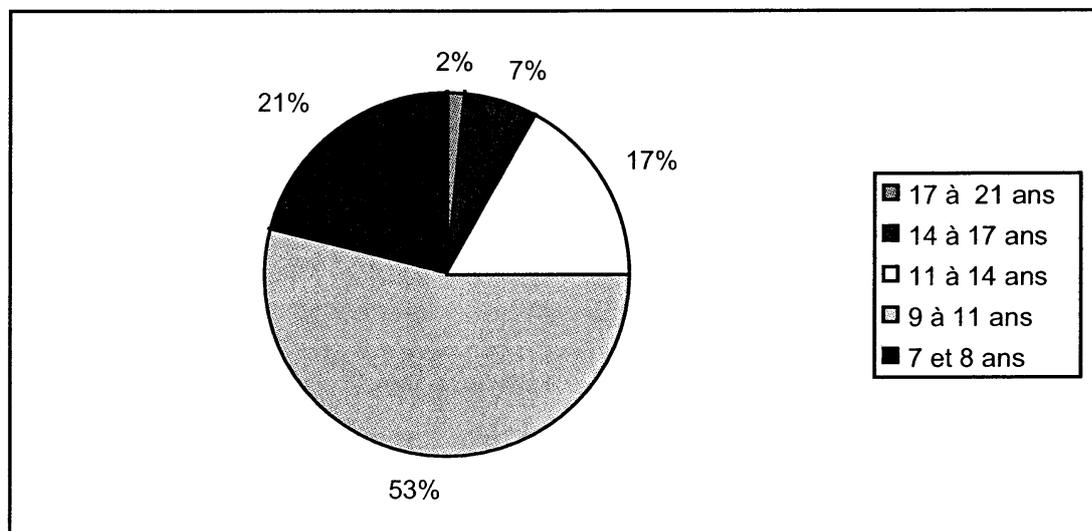
comptent généralement des réunions hebdomadaires, des camps d'une fin de semaine (automne, hiver, parfois printemps) et un camp d'été de 5 à 10 jours.

Au terme de deux à quatre ans passés dans une branche, le jeune scout change de classe d'âges. Ce passage est appelé la montée. Théoriquement, un jeune venant de l'extérieur peut entrer à n'importe quel âge et à n'importe quel moment de l'année dans l'unité qui correspond à son âge. Toutefois, dans la pratique, il est rare que des nouveaux soient admis hors de la période de la rentrée, souvent calquée sur le calendrier scolaire. Il est également peu fréquent qu'un jeune monte en cours d'année, bien que cette possibilité soit prévue.

On remarque que les effectifs diminuent progressivement de branche en branche. Le *membership* passe de 12 843 Louveteaux à 372 Aînés. Cette situation prévaut tant chez les filles que chez les garçons. La porte d'entrée au scoutisme est principalement le louvetisme. La suite n'est qu'une succession de départs, étapes ultimes de la désaffection.

Comme le montre le graphique 2, les effectifs adolescents (5 598 jeunes de 11 à 17 ans dont 61 % sont des garçons) sont, en 1998, nettement minoritaires au sein du mouvement scout québécois. Ils ne représentent plus que 24 % des jeunes membres de la FQGS (17 % de 11 à 14 ans et 7 % de 14 à 17 ans). En 1983, ils étaient 30 % alors qu'aux alentours des années 60, ils représentaient 70 % des effectifs.

Graphique 2 - Répartition des effectifs de la FQGS par classes d'âges des jeunes au 31 mars 1998



Source : Rapport annuel de la FQGS pour 1998

2.2 - Répartition des effectifs

2.2.1 Répartition selon les régions administratives du Québec

Toutes les régions administratives du Québec sont concernées par le scoutisme. Les principales concentrations sont observées autour des grands centres urbains de Montréal et de Québec, dans Lanaudière et en Montérégie. Plus de la moitié des effectifs (12 754 jeunes) se retrouvent dans ces quatre régions.

Six régions ont des effectifs à peu près équivalents avec un peu plus de mille membres chacune. Il s'agit de la Mauricie, de l'Estrie, de l'Outaouais, de Chaudière-Appalaches, des Laurentides et du Centre-du-Québec.

Le reste des effectifs est disséminé dans les régions périphériques à commencer par le Saguenay-Lac-St-Jean. Soulignons l'absence quasi totale de jeunes scouts dans la péninsule gaspésienne, dans l'ouest de l'Outaouais et dans les contrées nordiques.

À notre connaissance, il n'existe aucun groupe scout implanté dans les communautés autochtones.

Ce sont les régions de Montréal, de la Montérégie, de Québec et, dans une moindre proportion de Lanaudière, qui regroupent la majorité des effectifs adolescents avec respectivement 18 %, 18 %, 15 % et 8 %. À l'exception de la région du Nord-du-Québec qui ne déclare aucun

adolescent, les autres régions se partagent le reste des effectifs (entre 0,5 % et 5 %).

Une analyse des données sous-régionales (MRC) ne nous a révélé aucune corrélation entre l'importance de la population adolescente et le taux de pénétration¹⁴. Ce taux varie de 0,23 % à 1,31 %. Il est de 0,74 % pour l'ensemble du Québec.

2.2.2 - Répartition suivant la structure organisationnelle de la FQGS

Les territoires de plusieurs districts correspondent aux territoires des diocèses, témoignage d'une appartenance étroite à l'Église catholique omniprésente à l'époque de l'implantation du scoutisme au Québec. Le découpage des districts et l'affiliation des groupes aux différents districts ne tient donc pas toujours compte de l'organisation administrative du Québec

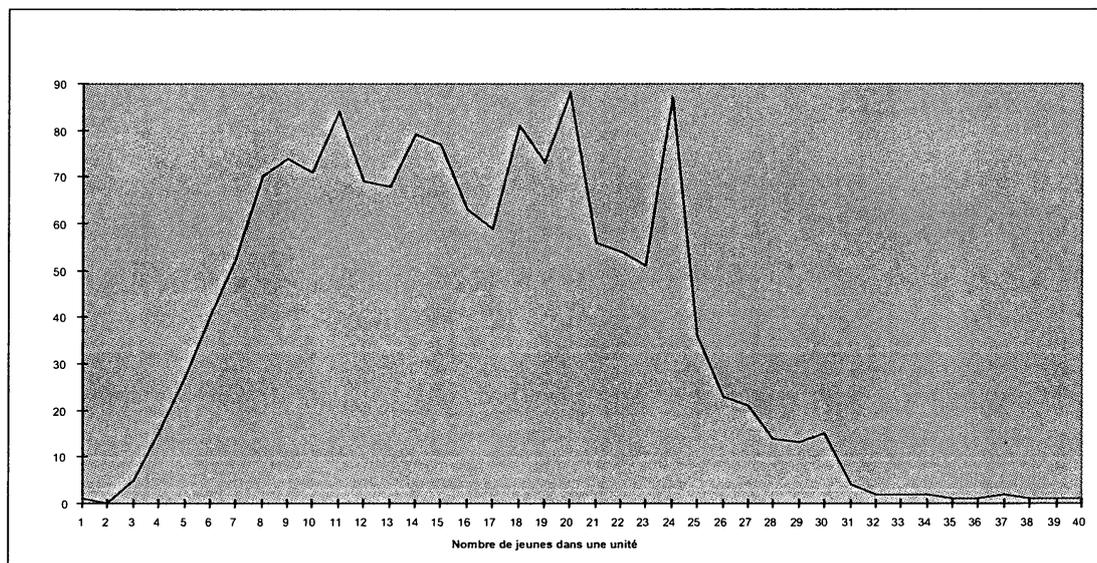
Les 401 groupes scouts affiliés à la FQGS sont répartis au sein de 24 districts d'inégales importances numérique et territoriale, eux-mêmes regroupés en dix régions. On constate que le nombre d'adolescents recensés dans un district varie de 7 à 1 390. Six districts comptent moins de 50 adolescents, sept districts en déclarent de 50 à 100 et l'effectif adolescent de neuf autres évolue entre 200 et 500. Seuls les districts de Québec et Montréal se démarquent avec respectivement 1 070 et 1 390 adolescents.

Chaque district compte également un nombre variable de groupes et chaque groupe un nombre d'unités¹⁵ qui dépend de l'importance de son *membership* et des classes d'âge représentées. Cette hétérogénéité se poursuit également à l'intérieur des unités, lesquelles comptent de 1 à 40 jeunes. Dans la majeure partie des cas, il y a de 8 à 24 jeunes par unité.

¹⁴ Rapport entre le nombre d'adolescents membres de la FQGS dans un territoire donné, suivant les données du dernier recensement interne, et le nombre total d'adolescents recensés en 1996 dans ce même territoire par Statistique Canada.

¹⁵ Le nombre d'unités va de 4 à 303 par district.

**Graphique 3 - Distribution des effectifs de la FQGS
selon le nombre de jeunes par unités au 31 mars 1998**



Source : FQGS - recensement 1997-1998

Ces chiffres illustrent la disparité des situations dans lesquelles peuvent se trouver les adolescents dont nous tenterons de comprendre le comportement. Le jeune qui est seul de son âge au sein d'un groupe ne vit évidemment pas la même dynamique que celui qui se trouve avec plusieurs jeunes de son âge¹⁶.

Que l'on observe la répartition des effectifs de la FQGS sous l'angle des structures administratives du Québec ou à partir des structures organisationnelles qui lui sont propres, on découvre une réalité fortement hétérogène. La région administrative 12 (Chaudière-Appalaches) est couverte par quatre districts distincts, la région administrative 8 (Abitibi-Témiscamingue) par cinq districts. Le district de Montréal, quant à lui, s'étend sur 4 régions administratives dont deux ne lui sont pas exclusives.

3 - Une interprétation de la désaffection des adolescents

3.1 - Des causes externes aux motivations internes

La situation que nous tentons de comprendre n'a évidemment pas échappé aux responsables du mouvement scout qui tentent de remédier à cette diminution des effectifs adolescents. De nombreux documents internes de la FQGS ou des districts en attestent, contre la désaffection

¹⁶ La distribution des effectifs au sein des groupes va de 1 à 77 adolescents par groupe.

des adolescents est une priorité. Les causes évoquées sont généralement de type *holiste* et aucune ne permet d'expliquer réellement le phénomène.

Cela va de la diminution du nombre d'enfants dans les familles à l'effritement de la famille traditionnelle, en passant par le désengagement des institutions scolaires et religieuses ou la concurrence accrue des offres de loisir. Le matérialisme ambiant, la croissance de l'individualisme dans la société, le désengagement de l'État dans les programmes communautaires ou l'image conservatrice du mouvement sont également évoqués. Cette analyse n'est pas exempte de réalisme. Plusieurs autres organismes ou institutions sont frappés par ces déterminants sociaux.

Il est indéniable que la société québécoise s'est transformée en profondeur depuis plusieurs décennies. Le scoutisme ne pouvait pas échapper à l'influence des nouvelles valeurs dominantes au nombre desquelles le pédagogisme¹⁷ prit place. Une approche plus récréative qu'éducative s'est développée. Le scoutisme adolescent a évolué vers le plein air en tant que finalité, principalement chez les 14 à 17 ans.

Cependant, nous en sommes venus à concevoir que nombre de jeunes scouts quittent le mouvement parce qu'ils ne sentent plus que ce mouvement est fait pour eux. D'une part, les unités mixtes sont moins stables en terme d'effectifs adolescents que les unités homogènes, principalement en ce qui concerne la classe d'âges des 11 à 14 ans. D'autre part, après la deuxième année de participation, les effectifs chutent. Enfin, dans les groupes où les adolescents sont nombreux ils quittent en plus grand nombre que dans les groupes où ils sont moins représentés.

Ces différentes corrélations nous ont incité à porter notre attention à l'évolution interne du mouvement, d'autant plus que plusieurs études récentes nous informaient de l'existence de difficultés en son sein¹⁸.

L'analyse historique et descriptive de la FQGS et de ses rouages, l'observation des statistiques disponibles et l'approche *interactionniste* que nous avons suivi, nous permettent d'ajouter que le contexte dans lequel les adolescents évoluent dans leurs unités scouties pourrait en

¹⁷ Une définition du pédagogisme est proposée par Alain Massot, sociologue de l'éducation : *la recherche de la réussite sans effort*. Alain Massot, *L'école à temps partagé et le partage du travail*, Québec, PUL, 1997, p. 29.

¹⁸ • Annie Jeanson et Valérie Turbide, *Scouts et Guides de l'Estrie, Sherbrooke, Rapport final d'intervention*, Université de Sherbrooke, 1999. Dans ce rapport, sur 170 raisons de départ évoquées, seulement 41 d'entre elles font référence à des motifs extérieurs à la vie scoutie vécue dans le groupe.

• Recherche exploratoire visant à déterminer les attitudes et les comportements des animateurs qui perturbent la mise en place de la méthodologie du projet chez les Éclaireurs.

inciter plusieurs à chercher ailleurs que dans le scoutisme la satisfaction de leurs besoins.

3.2 - Tourner notre regard vers l'interne : une option de recherche

Quelles que soient les constatations effectuées, nous ne pouvons pas dire que les jeunes qui quittent le scoutisme fondent leur décision exclusivement sur ce qu'ils vivent à l'interne, pas plus que nous ne pouvons dire qu'ils quittent uniquement sous une ou plusieurs influences externes identifiables. Ils sont aussi l'objet de sollicitations multiples aux plans socio-économique, voire au plan politique¹⁹. Pour une compréhension plus globale du phénomène étudié, il serait intéressant de remonter aux familles et d'en analyser la constitution et les comportements face au scoutisme. De même, considérer le type d'école et le cursus scolaire pourrait être fécond.

La complexité des influences externes à l'œuvre dans l'élaboration d'un choix n'est cependant pas une raison suffisante pour exclure du champ explicatif l'analyse des seules raisons internes. Ce sont généralement les causes internes qui peuvent le plus révéler les conditions optimales de construction d'une motivation. Dans le cas qui nous occupe, cette motivation doit être suffisamment forte pour compenser les forces centrifuges qui attirent certains jeunes vers l'extérieur du mouvement scout.

En conséquence, et bien que nous soyons conscient du fait que tout système d'interaction entre individus ne puisse être totalement dissocié du milieu dans lequel il évolue, nous avons choisi d'étudier la problématique de la désaffection des adolescents pour le scoutisme québécois par l'analyse de la dynamique interne des acteurs en présence.

Au plan méthodologique, nous avons sélectionné les groupes dont est issu notre échantillon, à partir d'une caractérisation de l'ensemble des groupes scouts du Québec. Un questionnaire a été adressé à des individus choisis de manière aléatoire. Les données ainsi recueillies ont ensuite été comparées selon qu'elles provenaient d'un groupe dont les effectifs adolescents étaient en croissance ou en décroissance.

Nous avons ainsi pu constituer deux idéaux-types et observer des différences qui renvoient l'observateur à ce qui fait la spécificité du scoutisme.

¹⁹ L'adoption d'une loi sur le travail des enfants peut, par exemple, avoir des conséquences importantes sur le temps et l'argent dont les jeunes disposent pour vivre leur scoutisme.

3.3 - Quelques caractéristiques de la culture scout

Nul besoin d'être dans les scouts pour jouer dans la nature, pour développer sa personnalité ou pour être reconnu par ses pairs. Le scoutisme, ce n'est pas devenir débrouillard en faisant du campisme après avoir décidé collégalement de l'endroit où l'on veut aller et de ce qu'on va y faire. C'est beaucoup plus. Pour faire référence au legs de Baden-Powell, tous les éléments de la méthode scout doivent être présents. C'est cela qui fonde le scoutisme : méthode, éducation et action.

Or, qu'observons-nous ? D'un côté, les jeunes sont placés dans un contexte valorisant, stimulant, où on leur fait vivre des expériences enrichissantes. Dans des petites équipes au sein desquelles ils s'appriivoisent mutuellement, ils mettent en pratique l'apprentissage de la responsabilité à travers des tâches à leur portée. Des processus décisionnels simples leur sont accessibles. Lorsque c'est possible, ils agissent eux-mêmes, c'est-à-dire en équipe, sans la supervision immédiate ou l'accompagnement d'un adulte qui n'est cependant jamais très loin.

Les jeux sont fréquents, bien menés. Ils donnent l'occasion de se confronter aux autres équipes en toute fraternité, renforçant le sentiment d'appartenance à l'unité scout. La dimension globale de l'individu est prise en compte pour lui permettre un développement harmonieux. Une implication régulière dans la communauté à des fins humanitaires complète le sentiment d'appartenance par un sentiment de fierté.

De l'autre côté, plusieurs des ingrédients de la culture scout sont présents, mais il semble manquer le liant, c'est-à-dire la préoccupation du développement du jeune, la perspective éducative.

Ainsi, nous avons constaté que l'objectif de développement de la santé ne semble pas être une préoccupation pour certaines équipes d'animation. De même pour les activités, jouer aux quilles peut avoir un côté intéressant comme bien d'autres sports mais faire participer les jeunes à des occupations variées leur permettant de développer plusieurs facettes de leur personnalité correspond plus aux visées du scoutisme et aux attentes des jeunes. Ils le disent d'ailleurs lorsqu'on leur demande de formuler un défi. *Je voudrais qu'on m'aide à trouver ce que je dois améliorer dans ma personnalité.*

Au lieu d'outiller les jeunes pour qu'ils construisent leur autonomie, on les confine à des activités souvent puériles, telles que l'apprentissage de nœuds sans application concrète, principalement dans la classe d'âges des 11 à 14 ans. Plutôt que de les mettre en action, on les contraint à écouter des palabres, à fonctionner en grand groupe. Cette façon de faire

ne correspond pas au penchant naturel des jeunes adolescents. Ils aiment être en gang, leur gang qu'ils définissent de la manière suivante.

C'est une gang de jeunes qui s'amuse ensemble, qui se font du fun le vendredi et surtout pendant les camps et aussi pendant les activités. Même le financement en gang c'est le fun.

Tout est long, même pour présenter des jeux. De ce fait, l'intérêt et la spontanéité s'estompent et l'on s'étonne de devoir faire de la discipline. Comme les bénévoles n'ont la plupart du temps pas le goût de jouer les gendarmes, et que certains ont été élevés *cool*, on ne fait pas de discipline et les choses empirent.

Mais attention lorsque l'on parle de discipline. Certes, ce mot apparaît dans les suggestions de changement dans la vie de l'unité, mais ce que la majorité des jeunes recherchent, c'est un contexte de développement dans lequel ils pourront évoluer et vivre des expériences enrichissantes. Quand ils parlent de discipline, ils font allusion à l'ambiance dans laquelle se déroulent souvent les activités et principalement les réunions. Or cette atmosphère provient la plupart du temps d'un manque d'organisation, d'un manque de préparation. Ce climat non désiré place les jeunes dans une situation où, ne sachant pas quoi faire, ne sentant pas qu'on leur fait confiance, ils se défoulent. Cherchent-ils ainsi à tester les animateurs, c'est fort possible. C'est leur rôle d'adolescents que de chercher les limites pour pouvoir se construire. Là où ils sont en équipe et où des occupations intéressantes leur sont proposées, il n'y a pas de discipline à faire, surtout si ce sont eux-mêmes qui ont décidé des activités. Ce n'est pas le silence et l'ordre que les adolescents recherchent, mais plutôt le respect et l'écoute.

Bien des décisions sont prises par les adultes, ce qui n'incite pas les jeunes à se prendre en main. Alors que les jeunes cherchent spontanément à communiquer avec leurs amis, on est surpris de constater que lorsqu'ils veulent soumettre une idée d'activité pour leur unité, ils se tournent d'abord vers un adulte. En fait, ils agissent ainsi pour tenter de faire aboutir leur idée. Ils reconnaissent par là que le pouvoir décisionnel est entre les mains des animateurs.

Paradoxalement, lorsqu'on leur donne la parole, c'est pour faire du consensus un modèle de prise de décision quasi incontournable. Comme cela demande beaucoup d'efforts et procure bien des frustrations, les jeunes en tirent comme enseignement que ce n'est ni un modèle transparent, ni un modèle efficace.

De toute façon, c'est pas en grosse gang comme on est qu'on peut décider, c'est toujours les mêmes qui parlent tous ensemble, pis je crois

que les animateurs préfèrent comme ça ils peuvent décider eux autres mêmes en disant qu'on n'écoute pas quand y'en a un qui parle.

Le constat suivant lequel les effectifs en croissance sont beaucoup plus nombreux à considérer comme possible certaines situations d'autonomie suggérées dénote une différence considérable en termes d'aspiration des jeunes et donc de valorisation et de motivation à poursuivre. Les jeunes des groupes en croissance nous apparaissent plus motivés, plus satisfaits. Leur responsabilité est plus sollicitée. Il en découle une plus grande implication et une meilleure valorisation des adolescents qui n'hésitent pas, dans ces conditions où leurs besoins sont satisfaits, à témoigner de leur appartenance, à l'école notamment. Le port de l'uniforme légèrement plus fréquent chez les groupes en croissance va également dans ce sens.

La confiance et la réussite renforcent l'estime de soi. Il n'est donc pas surprenant que les jeunes auxquels on permet de vivre de nouvelles expériences soient ensuite plus enclins à parler de ces expériences, voire à se vanter et donc à développer un sentiment positif contagieux que confirme l'utilisation du pronom *je* chez les groupes en croissance.

La manière dont la Loi et la Promesse sont comprises par les jeunes suivant leur provenance est également intéressante. Un parallèle peut être fait entre les deux types de scoutisme. De cette culture scoute dont nous essayons de dégager l'essentiel, découle une relation moins dogmatique face à la Loi et à la Promesse lorsque ces deux signifiants de la notion d'engagement sont intégrés plutôt que plaqués artificiellement. Dans l'un et l'autre cas, les jeunes issus des groupes en décroissance optent tous dans une quasi unanimité pour la formule la plus définitive. *La Loi les aidera toute leur vie, la Promesse est un engagement pour longtemps*. Il y a là quelque chose de radical, presque de dogmatique, comme s'ils cherchaient à se convaincre ou au contraire comme s'ils répondaient de la manière dont ils pensent qu'il faut répondre, comme on leur a appris. Les jeunes issus des groupes en croissance sont plus nuancés dans leurs affirmations. *La loi peut les aider à progresser*, admettent-ils dans une large proportion, mais ils l'oublieront lorsqu'ils auront quitté les scouts. La Promesse, c'est avant tout *un geste important pour eux, un moment pour réfléchir* avant d'être *un engagement pour longtemps*. On semble croire à ce que l'on dit. C'est moins formel, plus construit, plus soutenu par une maturité en devenir.

Un problème d'acculturation ne peut être expliqué exclusivement à partir de facteurs psychologiques en raison des contingences dont dépend tout individu. De même, l'accès à la culture scoute ne relève pas uniquement de la personnalité du jeune. Cette dernière est influencée par

son environnement familial et social et par les multiples interactions au sein desquelles il évolue et auxquelles il participe. L'appropriation d'une culture nouvelle, ou plutôt son intégration, ne se fait pas de manière continue. C'est par un processus lent de maturation, ponctué d'aller et retour que l'individu chemine. Dans le scoutisme, on observe que lorsque la proposition n'est pas suffisamment spécifique, les jeunes *visitent* cet univers différent sans vraiment le pénétrer et donc sans pouvoir se l'approprier. Ils répondent alors facilement aux forces centrifuges, conséquences de toutes les sollicitations externes.

La longévité au sein du mouvement accroît les chances de poursuivre, lorsque c'est effectivement du scoutisme qui s'y vit. C'est-à-dire lorsque les jeunes sont amenés à baigner dans la culture scoute, à s'en imprégner, à s'y reconnaître.

Quand 81 % des jeunes qui ont participé à des jeux d'observation se retrouvent dans les groupes en croissance, la préoccupation éducative de ces groupes est explicite. La même remarque peut être faite pour les activités d'ouverture aux autres ou d'éveils de la curiosité. C'est une question de compréhension du rôle du scoutisme. Nous avons vu qu'il se définit comme une institution à caractère éducatif. Dans les faits, l'accent est mis bien souvent et de manière prépondérante sur son aspect récréatif, sans grande réflexion sur les conséquences de cette attitude sur les jeunes concernés.

3.4 - Trois éléments-clés de la réussite

Les différences dans la manière de conduire une unité scoute proviennent d'un ingrédient essentiel au cheminement éducatif : la confiance faite aux jeunes. Plus concrètement, ce qui est en question, c'est le fonctionnement en équipes, le degré de risque que les adultes sont prêts à faire vivre aux jeunes qui leur sont confiés, la place qu'ils leur réservent dans le processus décisionnel.

Le partage des tâches dépend aussi d'une volonté éducative. Apprendre à planifier, à s'organiser plutôt que laisser faire et attendre d'être face au problème pour prendre une décision. Cela nécessite de se connaître, de se faire confiance. L'équipe est le lieu idéal pour cela. Les jeunes sont critiques à l'égard des adultes qui ne jouent pas le jeu.

C'est sur place qu'on voit qui fait quoi. Des fois c'est l'enfer. On nous dit que c'est pour nous apprendre à nous organiser mais ensuite lorsqu'on veut répartir les tâches on peut tout simplement pas.

Pourquoi ne pouvez-vous pas ? demande l'enquêteur.

Parce que les animateurs ont peur de perdre le contrôle

répond ce jeune.

Développer l'autonomie, c'est une question de confiance envers les jeunes et beaucoup une question d'attitudes. Pourquoi la quasi totalité des jeunes des groupes en croissance déclarent-ils remplir seuls les principales tâches de camp alors que leurs vis-à-vis disent les réaliser en collaboration avec les animateurs, sinon parce que ces derniers ne leur laissent pas la chance d'appriivoiser leur autonomie. Et on ne parle pas là d'activités à risque.

D'ailleurs, il n'est pas plus dangereux de se servir d'un poêle au propane ou d'un fanal au naphte lorsque l'on se trouve dans un groupe en décroissance que dans un groupe en croissance si les jeunes ont bien été informés des consignes de sécurité et évoluent dans un contexte qu'ils maîtrisent. C'est donc bien l'attitude des adultes qui aboutit à ce que les trois quarts de ceux qui déclarent s'être servi de ces équipements se retrouvent dans les groupes en croissance. Les adultes de ces groupes font confiance à leurs jeunes, les autres moins.

Transformer les activités service en activités de financement, c'est suivre le courant utilitariste dominant plutôt que faire œuvre éducative. Si l'on écoute les motivations des jeunes face aux activités service, on s'aperçoit qu'elles rejoignent leur aspiration profonde à l'entraide et leur besoin de valorisation.

Lorsque l'on s'éloigne des aspirations profondes des jeunes, il n'est pas étonnant que ces jeunes à leur tour s'éloignent.

4. Conclusion et pistes de développement

La société québécoise est en panne d'interprétation, disait en 1995 Fernand Dumont²⁰, dénonçant ainsi l'absence de critique et de projets. Pour l'éminent sociologue, cette situation découle, d'une part, de la présence toute récente d'un appareil d'état, et, d'autre part, de l'incapacité des *organisations qui régissent la vie collective* à s'adapter à un monde nouveau et à insuffler la dynamique nécessaire.

Nous nous sommes penchés sur l'une de ces organisations, la Fédération des scouts du Québec, cherchant à comprendre pourquoi les adolescents quittent ses rangs alors que le scoutisme a été conçu pour eux.

²⁰ Fernand Dumont, *Raisons communes*, Montréal, Boréal, 1995, p. 20.

C'est dans une perspective interactionniste que nous avons choisi de faire ressortir les *bonnes raisons* des acteurs que sont les adolescents. Plusieurs de ces bonnes raisons nous laissaient croire que le motif principal de la désaffection provenait de la qualité de l'encadrement, de la manière dont le scoutisme est offert aux jeunes et vécu dans les unités.

À la lumière de cette analyse, nous concluons que là où les attitudes et les comportements des adultes ne permettent pas l'instauration et le maintien d'une véritable culture scout, les adolescents vont chercher ailleurs ce qui correspond à leurs aspirations. Par contre, là où cette culture se développe, non seulement les jeunes restent mais ils favorisent le recrutement d'autres adolescents. C'est tout le problème de la confiance faite aux jeunes qui est ainsi évoqué. Or la culture scout émane justement de cette relation harmonieuse dans laquelle le jeune sent que l'adulte lui fait confiance et l'amène ainsi à prendre en charge son propre développement.

Nous n'avons malheureusement pu qu'évoquer le cheminement qui peut avoir conduit à cette situation. L'arrivée massive d'animateurs sans vécu scout dans les années 80, les lacunes de la formation et les écarts d'interprétation des méthodologies scout seraient, entre autres raisons, les conséquences des effets pervers de la Révolution tranquille sur le scoutisme adolescent au Québec. Le dynamisme des adultes impliqués à la base, notamment des plus jeunes d'entre eux, a de la difficulté à être relayé au sommet de la pyramide et, en conséquence, l'adaptation graduelle du vécu scout ne peut se faire.

Ce n'est pas la méthode scout qui est la cause de cette désaffection des adolescents mais plutôt le fait qu'elle n'est que très rarement appliquée.

Devant ce constat, nous proposons que le scoutisme peut concourir au sursaut auquel Fernand Dumont appelait les Québécois. Le scoutisme peut en effet contribuer à former des citoyens qui auront pour le Québec l'attachement qui se crée par la connaissance. Dotés d'un sens critique et d'une solide autonomie, ils seront d'autant plus soucieux de respecter les valeurs de leur communauté qu'ils contribueront à la définir.

D'UNE CERTAINE EUROPE À LA CHRÉTIENTÉ L'IDÉE D'EUROPE CHEZ LES GUIDES ET SCOUTS D'EUROPE 1945-1977

Lionel CHRISTIEN
Certifié d'Histoire, doctorant (Paris)

Qu'est ce que l'Europe ?

Quelle Europe sert de référence aux Guides et Scouts d'Europe ?

Lorsqu'on pose cette question à des membres, français ou étrangers, de l'Union Internationale des Guides et Scouts d'Europe (UIGSE), on est parfois surpris de l'absence de réponses ayant valeur normative ou doctrinale. Non que le concept d'« Europe » soit laissée à la libre appréciation de chacun des membres des Guides et Scouts d'Europe mais comme si la réponse allait de soi, et que de ce fait, elle ne donnait pas lieu à des débats internes, tout le monde s'accordant à mettre la même chose sur le concept d'Europe. On peut d'ailleurs remarquer, dans le domaine de la théologie fondamentale, « *l'absence quasi absolue de réflexion théologique sur le concept d'Europe*¹ ». En revanche, « une théologie pour l'Europe » existe bel et bien au sein de l'Église catholique romaine, notamment à travers les messages des papes du XX^e siècle, particulièrement depuis Pie XII et bien plus encore depuis l'avènement de Jean-Paul II sur le trône de Pierre.

Or, s'agissant des seize associations nationales de scoutisme regroupées au sein de l'UIGSE aujourd'hui, l'Europe n'est pas seulement le cadre géographique qui légitime leur existence, elle est porteuse de sens - historique, culturel et/ou politique, spirituel - et, à ce titre, fait partie intégrante de leur pédagogie et donc de la vision du monde qui justifie et nourrit cette pédagogie. Ainsi, même s'il n'existe pas de théologie catholique *de* l'Europe, les Scouts d'Europe, mouvement

¹ Giorgio Campanini, « La culture catholique du vingtième siècle et l'idée d'Europe », communication au colloque de Milan, Le facteur religieux dans l'intégration européenne, 21-23 novembre 1996, publié en Italie sous le titre *Il fattore religioso nell'integrazione europea*, Canavero Alfred, Durand Jean-Dominique (dir.), Milan, Ed. Unicopoli, 1999, 442 p.

chrétien, développent un discours, et donc une pédagogie de l'Europe ou plus exactement *pour* l'Europe.

Reste à comprendre de quelle(s) Europe(s) il s'agit et c'est là que la difficulté commence. Car l'association française (qui est ici notre observatoire privilégié) a produit depuis ses origines lointaines plusieurs discours sur sa dimension européenne, successifs ou superposés, correspondant à plusieurs finalités (trois selon nous) apparemment différentes mais qui répondent à une logique interne qui a à chaque fois sa cohérence. Nous constaterons que les inflexions sont nettes et les métamorphoses parfois radicales, aussi bien sur le plan du civisme que sur le plan religieux. Notre propos sera limité aux premiers temps de l'histoire de cette organisation, avec l'année 1977 comme borne, moment d'arrivée d'une période et de départ d'une autre, nous semble-t-il.

I. Patries, nations, nationalismes : les Scouts d'Europe en politique (1945-1965)

Racines et greffe

Paris, septembre 1962 : un regroupement inattendu s'opère entre deux associations marginales du paysage scout en France. Il s'agit d'un côté des Scouts d'Europe, association ayant pour but « *de promouvoir les contacts entre les Jeunes de l'Europe en se servant des méthodes du Scoutisme traditionnel*² » et de l'autre côté, des scouts Bleimor, proposant un « scoutisme celtique » culturellement enraciné dans le terroir de la Bretagne, France.

Les Scouts d'Europe, affiliés à la Fédération du Scoutisme Européen (FSE), sont apparus en France en 1958, à partir d'un noyau germanique. Ils doivent principalement leur existence au charisme particulier d'un auteur de romans scouts, créateur de la collection Jamboree au début des années cinquante, Jean Léopold, connu sous son pseudonyme littéraire Jean-Claude Alain. L'idée d'un scoutisme européen lui serait venue de sa rencontre avec quelques unités scoutistes allemandes et autrichiennes membres des Europa-Scouts, petite structure transnationale créée à Vienne en 1952 et sur laquelle on sait en définitive peu de choses. Pacifiste convaincu, Jean-Claude Alain croit à une Europe des jeunes sans frontière, misant sur une rapide réconciliation franco-allemande. Nous sommes en plein Signe de Piste, à la façon du (*Le*) *glaive de Cologne* de Jean-Louis Foncine (1954). Dans un discours rejetant l'idée de nation, cause de toutes les guerres, la FSE qu'il dirige avec le titre de

² Statuts de l'association « Les Scouts d'Europe », déposés le 30 juin 1958 à Paris.

Commissaire Fédéral cherche ainsi à promouvoir une fraternité internationale en favorisant les rencontres entre jeunes européens par l'organisation systématique de camps à l'étranger. Si la FSE s'implante successivement en Allemagne (1956), France (1958), Angleterre (1959) et Belgique (1961), où se créent quelques unités Scouts d'Europe, on ne peut parler de véritable percée tant les assises doctrinales et structurelles de la Fédération restent fragiles et les effectifs insignifiants (quelques dizaines de membres en France). De plus, sa vitalité est vite remise en cause en raison de tiraillements et dissensions internes propres à tout groupuscule. À peine lancée, l'idéal européen de la FSE ne semble guère pouvoir résister à l'épreuve du réel.

C'est d'un tout autre horizon que proviennent les scouts Bleimor, nés au cours de l'hiver 1945-46 au sein de jeunes bretons émigrés en région parisienne³. Leur fondateur, Pierre Géraud (1917-1997), connu dans les milieux bretons sous le nom de Perig Keraod, prône un scoutisme ethniciste enraciné dans les « patries charnelles historiques », en l'occurrence la Bretagne catholique et celtique. La patrie ici n'est pas la France, mais la Bretagne. Le scoutisme Bleimor sert ainsi de paravent à une activité militante, officiellement limitée au domaine culturel mais de type politique dans sa finalité, sous le couvert respectable et irréprochable des associations *Scouts de France* et *Guides de France*. Scoutisme au service d'une cause nationalitaire par le biais culturel, les scouts Bleimor sont une des composantes du nationalisme breton (*Emsav*, Mouvement breton) en pleine effervescence dans la période qui nous intéresse.

Lorsqu'il découvre la Fédération du Scoutisme Européen en 1962, Pierre Géraud pense avoir découvert la structure idoine capable de permettre l'épanouissement de la proposition scout Bleimor, proposition qui ne recueille guère d'audience au sein des Scouts de France. Depuis longtemps déjà, c'est à dire depuis 1947-48, Pierre Géraud regarde vers l'Europe, celle des peuples minoritaires en lutte contre l'hégémonie des États-nations. À l'orée des années soixante, l'horizon politique du fédéralisme européen, pour nombre de militants nationalistes du

³ Pour les scouts Bleimor, voir Jean-Jacques Gauthé, « Scoutisme et identité bretonne : les scouts Bleimor, d'Ololê à Sturier » dans *Scoutisme en Bretagne, Scoutisme breton ?*, actes de la journée d'études organisée sous la direction du professeur Tranvouez, CRBC, Brest, 1997, p. 91-109. Jean-Jacques Gauthé, « *Le scout est loyal envers son pays... Mouvements scouts et identité nationale en Europe et aux colonies, 1909-1962.* », dans les actes du présent colloque. Les chapitres II, « Bleimor : un scoutisme celto-breton, 1943-1962. » et III, « De la Bretagne à l'Europe, 1946-1965. » de ma thèse en cours d'écriture sur les Guides et Scouts d'Europe.

Mouvement breton, est d'évidence la seule issue de secours de leur combat contre l'État jacobin tout puissant qu'incarne alors un Michel Debré, Premier ministre. De fait, les points de contacts et de rencontres foisonnent entre militants nationalistes des différentes minorités de l'Europe de l'Ouest, en dehors des grands partis politiques parlementaires. Et on trouve dans l'environnement immédiat des scouts Bleimor (parents de scouts, amis) plusieurs militants fédéralistes, tel Pierre Laurent, incontournable figure du nationalisme breton et vice-président de l'Union française des communautés ethniques européennes.

Les cadres scouts Bleimor, ainsi sensibilisés à une perception européenne de leur problème - la sauvegarde de l'identité culturelle bretonne dans le concert des peuples européens minoritaires -, sont préparés à larguer les amarres avec les Scouts de France pour rallier un mouvement à vocation explicitement européenne. Certes, la FSE est organisée au plan international sur le modèle unitaire des États-nations : une association par pays. Mais les scouts Bleimor, qui ont pour eux le poids du nombre (environ 200 membres), pensent pouvoir faire évoluer la FSE et l'amener peu à peu à changer sa vision de l'Europe⁴. Toujours est-il que le 22 octobre 1962, les Scouts Bleimor, tout en gardant leur statut juridique propre (loi 1901), intègrent les Scouts d'Europe sous le nom « Bleimor, Province de Bretagne des Scouts d'Europe ». Quelques mois plus tard, ils changent de manière significative leur titre en « Bleimor, association *bretonne* des Scouts d'Europe »⁵.

On le comprend, l'alliance tactique entre la FSE et les scouts Bleimor relève d'un profond malentendu ne pouvant déboucher que sur une impasse tant les mobiles respectifs diffèrent. D'un côté, on rêve de construire, par la multiplication d'échanges entre les jeunes, une Europe du cœur basée sur l'amitié individuelle ; de l'autre, on travaille d'abord à son propre réenracinement au sein de sa communauté culturelle d'origine – en omettant la qualité de citoyen français - puis, fort de son identité restaurée, on part à la découverte du patrimoine culturel et de l'identité des autres peuples et nations historiques de l'Europe.

⁴ « Car pour le moment, ce scoutisme [la FSE] est bâti sur le modèle EUROPE DES ETATS & non EUROPE DES NATIONS si bien qu'aucune minorité ne s'y trouve représentée comme telle. [...] il ne correspond à rien de profond sinon à une belle idée lointaine d'un superétat possible quelque jour. Or ce n'est pas tout à fait ce dont nous rêvons ». Lettre du Père Chardronnet, o.m.i., aumônier Bleimor-Paris, à l'abbé Le Bars, 8 octobre 1962.

⁵ Statuts déposés le 4 février 1963, Journal officiel du 17 février 1963.

Scouts d'Europe... des peuples minoritaires

En décembre 1962, la première équipe dirigeante des Scouts d'Europe en France est amenée à démissionner. De nouveaux cadres, sous la conduite de Pierre Géraud, prennent le contrôle de l'association. Pour les Scouts d'Europe en France, c'est l'heure d'un nouveau départ et ce, dans une optique profondément renouvelée. S'il s'agit toujours « *d'aider la jeunesse européenne à s'aimer et à mieux se comprendre par des contacts fréquents et des camps internationaux comme l'avait voulu Lord Baden-Powell, fondateur du scoutisme* », les Scouts d'Europe offrent désormais « *des Unités adaptées à toutes les nations et à toutes les provinces d'Europe, non seulement aux Allemands, aux Belges, aux Anglais, aux Espagnols, etc... mais aussi aux Bretons, aux Flamands, aux Alsaciens, aux Catalans, aux Basques, etc... car la fédération que nous sommes en train de former est celle de toutes les énergies et de tous les cœurs européens*⁶ ».

Début 1963, les Scouts d'Europe français se donnent 3 principes de base (« *abrégé de la doctrine FSE*⁷ ») qui, avec la loi scout, constituent la base de l'engagement des membres du mouvement et situent leur nouveau programme d'action :

- 1) *Le devoir du scout d'Europe commence à la maison. Il est fidèle à son peuple... Il en découvre les traditions et la culture. Il défend cet héritage comme une partie du bien commun de l'Europe. Il préserve la langue de son pays et respecte la langue des autres.*
- 2) *Par delà les frontières et les différences de classes et de religion, Le scout lutte pour une Europe unie et fraternelle... Il s'efforce de faire cette Europe dans un esprit communautaire en commençant par le vivre avec ses voisins et ses camarades*⁸.

L'énoncé des deux premiers principes montre sans détour les soucis des nouveaux dirigeants des Scouts d'Europe en France. Le premier principe est en parfaite continuité avec la finalité idéologique que poursuit le scoutisme Bleimor depuis sa fondation en 1946 :

⁶ Premier tract de présentation publié après la reprise en main, sd, (1963 ou 1964).

⁷ *Sextant, Bulletin de liaison des chefs de l'association des Scouts d'Europe (« Europa-Scouts ») de la Fédération du Scoutisme Européen, décembre 1963, nouvelle série, numéro I, p. 5. Les 3 principes sont publiés aussi dans Passat n°46, printemps 1964, p. 7.*

⁸ Le texte souligné correspond à ce que doit réciter le novice lors de la cérémonie de promesse. À partir de 1970, le texte devient :

- 1) Le devoir du Scout commence à la maison.
- 2) Fidèle à sa patrie, le Scout est pour l'Europe unie et fraternelle.

enracinement dans une communauté ethnique, fidélité au patrimoine culturel, défense de la langue, le tout à l'échelle européenne. On remarquera d'ailleurs le rapprochement saisissant avec l'article 2 de la loi scout que s'étaient donné les Tsofim du scoutisme sioniste en 1920 : « *Le scout est fidèle à son peuple, sa terre et sa langue*⁹ ». Le deuxième principe Scout d'Europe introduit l'idée que cet enracinement est facteur d'unité progressive pour l'Europe, par le rapprochement qu'il permet d'opérer par capillarité avec le pays voisin immédiat.

Ceci étant, la profonde mutation qui touche les Scouts d'Europe en France ne concerne en rien les autres associations étrangères membres de la FSE. Celles-ci n'ont suivi que de loin - distance oblige - les circonstances de l'intégration des scouts bretons ou bretons scouts au sein de la Fédération et elles continuent à fonctionner suivant les directives initiales. Tout le travail de Pierre Géraud consiste alors à tenter de faire évoluer l'ensemble de la Fédération en la ralliant progressivement à ses vues. À partir du mois de mars 1963, des échanges ont lieu entre les différentes associations nationales pour l'élaboration d'un véritable Contrat fédéral, qui faisait défaut jusque là. Au nom de l'association française, Pierre Géraud arrive à faire admettre une partie de son programme de réorganisation et de réorientation du mouvement. Les Statuts fédéraux, qui sont finalement conclus au Conseil fédéral qui se tient à Douvres en novembre 1963, reconnaissent une existence particulière aux Provinces scoutées de chacune des associations nationales membres de la FSE, provinces qui doivent « *correspondre obligatoirement à une communauté ethnique, c'est à dire une communauté linguistique et culturelle*¹⁰ ». Cette reconnaissance entraîne l'octroi d'un statut propre, autonome par rapport aux associations nationales, qui leur donne droit à une voix délibérative aux réunions annuelles du Conseil fédéral. Ainsi, par ces statuts, la FSE se dote d'une structure à trois étages : *Province* (les communautés naturelles) - *Pays* (les associations nationales) - *Fédération* (L'Europe). Dans cet axe, l'association française sous la conduite de Pierre Géraud, établit des contacts en Flandre et en Catalogne, avec des scouts de Barcelone¹¹.

⁹ Voir Alain Michel, « Du mandat britannique à l'État d'Israël : scoutisme et combats idéologiques au sein du sionisme », dans les actes du présent colloque.

¹⁰ Statuts fédéraux, B-Organisation, III-Structures communes, 1°-Province. Dans les statuts fédéraux rénovés de décembre 1976, la province FSE n'est plus définie que comme une « région socio-culturelle ».

¹¹ Voir la lettre d'un « *scout catalan* », Barcelona, 20 février 1963, publiée dans *Passat* n°43, mars 1963.

C'est au Pays de Galles, au cours de l'année 1964-65, que naît la première tentative sérieuse d'implantation d'un scoutisme européen pour minorités ethniques. À partir de l'association britannique, la FSE s'implante à Cardiff de manière modeste (moins de 60 membres)¹². Le Pays de Galles est cependant reconnu comme « Province d'Europe de la FSE » au Conseil fédéral qui se tient à Paris le 31 octobre 1965.

Si les objectifs de la FSE refondée ont le mérite de la clarté, assez éloignés pour le moins de ceux des traités étatiques de Paris et Rome (1957), toute la difficulté consiste à incarner ce programme idéologique en une pédagogie concrète assimilable par les jeunes. Pierre Géraud s'y emploie avec art en ayant recours à l'histoire, la construction par étapes de la France par l'apport successifs des peuples voisins, celtes, germains, latins. Dans cette vision, la France est un carrefour providentiel, « désignée par la nature de son peuplement à être un trait d'union et agent de liaison entre les divers peuples d'Europe¹³ ». Ainsi, les Scouts d'Europe des régions frontalières sont encouragés à franchir les frontières étatiques - dites artificielles - pour rencontrer leurs voisins immédiats. Les statuts fédéraux recommandent ainsi les jumelages entre groupes scouts de nationalités différentes pour « faire vivre la fraternité européenne par dessus les frontières politiques qui ne correspondent souvent à rien de réel¹⁴ », jumelages à orienter le plus possible « dans le sens des affinités naturelles ou historiques¹⁵ ». De véritables contrats de jumelage d'une durée de trois ans entre « pays homogènes » et « provinces-sœurs¹⁶ » sont prévus par les statuts fédéraux, afin de pérenniser ces échanges. Reste à confronter tout cela au réel, ce que fait la FSE en organisant un camp international à Marburg en Allemagne en juillet 1964, regroupant les 5 nations composant la FSE : France, Allemagne, Angleterre, Flandre, Bretagne.

On note alors une évidente proximité avec certains courants des milieux politiques fédéralistes, notamment ceux issus de la droite catholique réactionnaire passée d'une certaine manière du nationalisme intégral des années trente au fédéralisme intégral après 1945. Il s'agit

¹² Voir le compte-rendu d'activité de la « 1st Cymru-FSE », Scout d'Europe n°11, octobre 1965. FSE est traduit en gallois « Cynghrair Sgowtiaid Ewrop ».

¹³ Pierre Géraud Keraod, « Chaque jumelage est un pont », Scout d'Europe n°11, octobre 1965.

¹⁴ Passat n°45, décembre 1963.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Pierre Géraud Keraod, « Chaque jumelage est un pont », Scout d'Europe n°11, octobre 1965.

d'une réactivation de réseaux intellectuels et politiques que connaît Pierre Géraud depuis le milieu des années quarante, du temps du lancement des scouts Bleimor. C'est avec La Fédération (créée en octobre 1944), l'Union Européenne des Fédéralistes (créée en décembre 1946 au siège de la Fédération) et son secrétaire général, André Voisin, que les affinités sont les plus nettes. La Fédération regroupait des hommes venant de la gauche proudhonienne, des maurrassiens, des non-conformistes des années trente et des représentants de la droite catholique corporatiste marqués par l'expérience de Vichy (Marcel de Corte, Jean Daujat, Louis Salleron, Jean de Fabrègues et Jean Ousset, le cousin de Pierre Géraud par alliance)¹⁷. Ainsi André Voisin, alors vice-président du Mouvement Européen, organisme issu du congrès de La Haye de 1948 regroupant plusieurs mouvements fédéralistes, préside une « Fête de la Jeunesse Européenne » qu'organisent les Scouts d'Europe à Paris le 8 mars 1964¹⁸, offre le vin d'honneur pour l'ouverture du Conseil Fédéral qui se tient à Paris en 1965 et fait partie des personnalités du premier Comité protecteur que se donnent les Scouts d'Europe au printemps 1966. La volonté de faire exister l'association des Scouts d'Europe au sein d'un courant fédéraliste particulier, qui ne doit rien à la démocratie chrétienne, est manifeste, et la frontière poreuse entre mouvement éducatif et mouvement de jeunesse politique. En témoignent les contacts établis par Pierre Géraud, début 1963, avec le Mouvement Fédéraliste Européen afin de faire recommander « *la FSE comme mouvement de jeunesse à ses militants*¹⁹ ».

Cela pose le problème de la nature même de la Fédération du Scoutisme Européen. Celle des années 1962-1966 est-elle seulement un mouvement de scoutisme, c'est à dire un mouvement d'éducation du jeune où est-elle aussi un mouvement de jeunesse de type politique, sous l'alibi culturel ? La réponse ne fait guère de doute. Le civisme Scout d'Europe ne prépare guère à devenir un citoyen des États-nations hérités du Siècle des Lumières dans une Europe en voie d'intégration économique dans le sillage du Traité de Rome ; il veut former des militants culturels armés sur le plan idéologique pour une Europe des peuples (minoritaires).

Un premier bilan nous amène ainsi à constater les mots d'ordres méta-politiques suivants : retour au réel par l'instrumentalisation de

¹⁷ Philippe Chenaux, *Une Europe vaticane ? Entre le Plan Marshall et les Traités de Rome*, éditions Ciaco, Louvain-la-Neuve, 1990, p. 45-46.

¹⁸ Voir le compte-rendu dans *Passat* n°46, printemps 1964.

¹⁹ Lettre de Pierre Géraud à Jean-Pierre Roussel, 30 avril 1963.

l'Histoire, rejet de l'uniformité nivelante par une tentative désespérée de maintenir et sauvegarder les patrimoines culturels, opposition totale à l'« Europe technocratique » en train de s'élaborer. Nous sommes assurément en présence d'une pensée d'essence contre-révolutionnaire fondée sur le rejet la conception de l'État-nation hérité de 1789.

Notons que les Scouts d'Europe nouvelle manière trouvent dans les messages pontificaux une justification de leur programme d'action. Jean XXIII, dans son encyclique *Pacem in Terris* d'avril 1963, consacre trois paragraphes au « Problème des minorités ethniques » (§ n°94, 95, 96, 97), vite repris dans la revue des Scouts d'Europe²⁰. Le souverain Pontife est d'ailleurs chaleureusement salué au moment de sa mort comme « *le pape le plus européen de l'histoire* ». De même, le premier message aux Européens de Paul VI du 9 novembre 1963, où il traite de la nécessaire sauvegarde des « *patrimoines intérieurs et spirituels* » et du respect de la diversité des cultures qui enrichissent chacun des membres de la communauté européenne est diffusé en larges extraits pour les chefs du mouvement²¹. Cela nous amène au deuxième axe de notre propos, les Scouts d'Europe dans leur dimension religieuse.

II. Retour en Chrétienté dans une Europe assiégée ? (1962-1977)

oïkoumène, oecuménisme

Jusqu'à présent, en effet, nous n'avons observé qu'une dimension de la pédagogie Scout d'Europe, celle de son civisme pour le moins engagé. Or, les Scouts d'Europe, depuis leur origine à la fin des années cinquante, montrent une très grande attention à la dimension religieuse de l'éducation scout dans leur proposition pédagogique.

Ainsi, la « première » FSE s'était dotée à son conseil fédéral de 1957 d'un véritable directoire religieux. De manière assez originale pour l'époque, le mouvement admettait des jeunes de toutes les confessions chrétiennes dans le souci de rassembler et de favoriser le retour à l'unité chrétienne : soit au sein de troupes dites « *fermées* », rassemblant des scouts d'une même Église ; soit dans des troupes dites « *ouvertes* », accueillant des jeunes des différentes confessions chrétiennes. Mouvement prônant un oecuménisme actif donc, la FSE ne pouvait que

²⁰ « Pourquoi les Scouts d'Europe ? », *Passat* n°44, juin-juillet 1963, p. 6.

²¹ *Sextant, Bulletin de liaison des chefs de l'association des Scouts d'Europe (« Europa-Scouts ») de la Fédération du Scoutisme Européen*, décembre 1963, nouvelle série, numéro I, p. 5.

sentir le souffre auprès d'une hiérarchie catholique pré-conciliaire, avec l'accusation de syncrétisme à la clef²².

Lorsque l'association est reprise en mains par l'équipe dirigeante des scouts Bleimor, l'heure est aux clarifications. On le comprend dans la mesure où le scoutisme Bleimor évolue dans la sphère catholique, avec des aumôniers de mentalité « traditionnelle » et romaine. Le mélange des confessions à l'intérieur des troupes scouts n'est plus de mise. Le mouvement n'est pas redéfini pour autant comme mouvement de scoutisme strictement catholique, comme on s'y attendrait de prime abord. Nous sommes, en cet hiver 1962-1963, à un moment particulier de l'histoire de l'Église, celui des débats du Concile sur l'œcuménisme. Jean XXIII avait instauré un Secrétariat spécial pour l'Unité des chrétiens confié au cardinal Béa, devenu une douze commissions chargées de préparer le Concile. Les longs débats aboutissent au vote quasi-unanime du décret sur l'œcuménisme, *Unitatis Redintegratio*, promulgué par le pape Paul VI le 21 novembre 1964. Les Scouts d'Europe suivent, avec un intérêt manifeste et régulier dans leurs publications²³, la progression du dialogue œcuménique et les espoirs largement partagés en une prochaine réconciliation des chrétiens. Par exemple, on trouve une page complète début 1965 saluant l'action du Frère Roger Schutz, l'initiateur de Taizé²⁴. La plupart des unités allemandes Scouts d'Europe sont alors de confession protestante et cohabitent ainsi fraternellement avec les scouts bretons catholiques au sein de la FSE. Celle-ci, dans ses statuts fédéraux de novembre 1963 - un an avant le vote du décret conciliaire donc - se définit explicitement comme « *une fédération chrétienne, admettant la coexistence de confessions chrétiennes différentes*²⁵ », repoussant tout syncrétisme et déclarant se soumettre à l'autorité légitime de chaque Église. Les Scouts d'Europe en pointe avec l'esprit du Concile œcuménique, plus « avancé » qu'une partie du clergé²⁶ et que nombre d'organisations catholiques, la remarque ne manque pas de sel... évangélique.

²² L'Assemblée des Cardinaux et Archevêques condamne la pédagogie religieuse de la FSE en février 1959.

²³ « Un pas vers l'unité », *Passat* n°42, janvier 1963, à propos de la célébration d'une « messe pour l'unité des chrétiens dans l'esprit du Concile œcuménique » par un pasteur réformé et l'aumônier Bleimor.

²⁴ *Scout d'Europe* n°9, 1965.

²⁵ Article 3b) des statuts fédéraux de novembre 1963.

²⁶ L'opposition de la hiérarchie religieuse française est total. Voir l'affaire de la tentative de « reconnaissance » auprès de Mrg Veillot et Streiff, décembre 1963-février 1964. Archives diocésaines de Paris.

Chrétienté, Europe chrétienne, Ordre chrétien en Europe, civilisation chrétienne

Cependant, cette réelle volonté d'unité entre frères séparés est tout sauf un vague dialogue fraternel sans substance où serait abandonné ce qui divise. Qu'on en juge avec l'article 2 du nouveau Directoire religieux des Scouts d'Europe, élaboré au cours de l'année 1963 :

La Fédération du Scoutisme Européen fait profession de foi chrétienne. (...) L'unité de l'Europe est dans un principe : la CHRÉTIENTÉ. Ce principe constitue la base et l'élément animateur d'une civilisation européenne commune (...)²⁷.

« Chrétienté ». Le mot est lâché, comme principe fondateur et fédérateur de tout l'édifice doctrinal du mouvement. « *Fils de la Chrétienté*²⁸ », le Scout d'Europe doit croire à l'unité de l'Europe *dans et par* la Chrétienté²⁹. Les textes et les écrits publiés dans les revues parlent d'eux-mêmes : l'avenir passe par le retour au principe spirituel qui a fondé et façonné l'Europe.

Or, si nous avons vu que le mouvement est d'une certaine manière en avance dans le dialogue œcuménique, force est de constater qu'il recourt dans le même temps à un concept en crise et à une mystique - spirituelle *et* idéologique - en phase d'obsolescence dans l'Église catholique en plein renouveau conciliaire. Ainsi, ni le mot ni le concept de chrétienté n'apparaissent dans les décrets conciliaires³⁰. La

²⁷ *Directoire religieux de la Fédération du Scoutisme Européen*, « Fait à Paris, le 16 mars 1963. Texte français approuvé par le Conseil National le 26 novembre 1963 ». Le texte originel du 16 mars 1963 disait dans son article 3, (devenu avant le 26 novembre l'article 2) : « (...). *L'unité de l'Europe est dans un principe : la Chrétienté. La F.S.E. proclame son entière fidélité à ce principe, base de l'unité de l'Europe (...)* ».

²⁸ Le 3^e principe de base de 1963, que doit prononcer le jeune scout au moment de son engagement :

3) *Fils de la chrétienté, le scout* prie chaque jour pour l'unité des chrétiens. Il croit à la réalité de leur fraternité dans le Christ. À sa place et de son mieux, il... *travaille à établir le règne de Dieu dans tous les actes de sa vie et dans le monde qui l'entoure.*

²⁹ Sur la confusion sémantique entre « Europe » et « Chrétienté », voir Alphonse Dupront, « De la Chrétienté à l'Europe », *Revue de l'université de Laval*, Québec, volume XVIII, n°7, mars 1964 et de Philippe Chenaux, « Occident, Chrétienté, Europe. Une étude sémantique » dans *Le facteur religieux dans l'intégration européenne*, colloque de Milan, sous la dir. d'Alfred Canavero et de Jean-Dominique Durand, Milan, Unicopoli, 1999.

³⁰ Plus exactement, le *Synopse des textes conciliaires* publié en 1966 par les bénédictins de Maredsous ne contient aucune entrée « chrétienté ».

« Chrétienté » est officieusement morte et enterrée, l'après-Vatican II sonnera son éloge funèbre définitif. Pourtant, pas si loin en arrière, la « Chrétienté » ou « l'Occident chrétien » à restaurer étaient des mots d'ordres encore opératoires dans les hautes sphères du monde catholique :

Si nous sommes venus nous grouper au pied de votre basilique, (...) c'est pour affirmer aux yeux du monde, en pleine clarté, sans équivoque, notre volonté, indomptable et unanime, de refaire, au XX^e siècle ce que nos pères ont su réaliser au XIII^e : refaire la chrétienté³¹.

C'est le cardinal Suhard qui a prononcé ce discours le 15 août 1948 au septième centenaire de la cathédrale de Cologne - lieu riche de symbole -, jubilé qui participe de la réconciliation franco-allemande en cours. Ce seul exemple, que l'on peut multiplier pour cette période y compris chez Konrad Adenauer lui-même³², montre que la Chrétienté à rebâtir était encore à l'ordre du jour quelques années à peine avant Vatican II. Et c'est dans cette ligne que les Scouts d'Europe se situent, et cette fois *malgré* Vatican II, comme s'ils ne percevaient pas l'ampleur des mutations ecclésiologiques en cours, ou plus exactement qu'ils ne voulaient pas les voir.

Mais cet article 2 du Directoire Religieux de novembre 1963 a une suite :

La FSE constate que le fractionnement de l'Europe en nationalités moralement et spirituellement fermées a été la conséquence des guerres de religion qui ont compartimenté les croyances d'après les royaumes. Elle voit dans la négation des droits de Dieu sur les Nations telle qu'elle a été formulée depuis la Révolution, l'aboutissement de la tendance qui consistait à subordonner la Foi à la Raison d'État. Elle regarde la laïcité comme une solution fractionniste incompatible avec les exigences du Bien Commun de l'Europe. Elle pense qu'aucune restauration de l'unité européenne n'est possible sans un retour de l'Europe à son principe : la fraternité des peuples dans le Christ.

Voilà condensé de manière saisissante la doctrine du mouvement, « politico-religieuse » comme le grief lui sera longtemps fait : les fils des

³¹ Cité par Philippe Chenaux, *Une Europe vaticane ? ...*, op. cit., p. 127. Le *Feu la chrétienté* d'Emmanuel Mounier, publié en 1950 au Seuil, n'est alors que la conviction intime d'un catholique aux marges de l'institution, non représentatif de la mentalité générale dans et de l'Église.

³² « *Je désire l'amitié entre la France et l'Allemagne comme base durable de l'union européenne. Si elle se concrétise, l'Occident chrétien pourra être sauvé* » au deuxième congrès des NEI à Luxembourg, 30 janvier-1^{er} février 1948. Cité par Philippe Chenaux, *ibid*, p. 126.

croisés contre les fils de Voltaire (père Jacques Sevin, 1923), le modèle idéalisé de la Chrétienté médiévale contre l'Europe des Lumières (comme Suhard en 1948). Là encore, nous sommes en présence d'une pensée d'essence contre-révolutionnaire comme nous l'avions constaté pour la question de l'État-nation. L'explication est en partie à rechercher dans le parcours personnel de Pierre Géraud et dans le moule intellectuel qui l'a formé, dans son histoire familiale, scolaire et scout qui nous ramène dans les années vingt et trente dans une petite ville de province, où les catholiques sous la conduite de leur évêque et de son clergé forment une véritable contre-société anti-libérale de la plus pure tradition intransigeante.

À *priori*, la mystique de la Chrétienté sacrée à restaurer ne semble pas la plus pertinente pour réaliser l'oecuménisme actif entre frères scouts européens. Ce n'est pas en tout cas celle prévue par les textes conciliaires. Pour Pierre Géraud, ce qui doit unir les membres de la Fédération des Scouts d'Europe est leur identité de civilisation qui conditionne leur communauté de destin (recours à l'histoire encore une fois) et ... l'angoisse de la disparition d'un Occident chrétien menacé de toute part. Dans le contexte de la Guerre froide qui prend l'Europe « *dans l'étau d'immenses empires technocratiques nouvellement surgis autour d'eux* »³³ et dans celui de la décolonisation à peine achevée qui a vu cette même Europe « *expulsée de tous les continents* »³⁴, le scoutisme européen est une réponse au « *commun désir des Européens de surmonter l'obstacle et de survivre* »³⁵. Ainsi, la *défense de l'Occident* par le *retour en Chrétienté* est venue se greffer sur le projet plus ancien mais toujours en vigueur d'un fédéralisme d'ethnies européennes minoritaires.

Il convient de se demander maintenant si cet impérieux programme d'action des Scouts d'Europe version 1962-63, amalgamé sans état d'âme au programme de scoutisme identitaire, a trouvé alors un écho ? En d'autres termes, s'est-il traduit par une montée des effectifs ? En novembre 1963, la FSE regroupe 350 membres en Europe. Deux ans plus tard, elle en grouperait un peu plus de 1 100, d'après le procès verbal du Conseil Fédéral de novembre 1965, dont 300 pour l'association allemande qui a sa dynamique propre, assez éloignée des métamorphoses de l'association française. Certes, il y a progression. Mais le scoutisme européen reste toutefois confidentiel. En France, que pèsent les 650

³³ Pierre Géraud, « Pourquoi les Scouts d'Europe ? », *Passat* n°44, juin 1963, p. 5.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*

Scouts d'Europe annoncés (dont 300 bretons), quasi destinés à végéter puis à disparaître, face aux 120 000 Scouts de France ? C'est pourtant là qu'intervient un événement qui sera la planche de salut de l'association française des Scouts d'Europe : la réforme pédagogique des Scouts de France (la réforme « Pionnier-Rangers ») lancée au printemps 1964, généralisée en 1965. L'histoire est connue : la métamorphose trop violente des Scouts de France conduit à une série de crises mal gérées et à une levée de boucliers des milieux catholiques intransigeants et/ou conservateurs. L'organisme le plus actif et le plus marqué des milieux intransigeants est l'*Office international des œuvres de formation civique et d'action culturelle selon le droit naturel et chrétien*, ex *Cité catholique*, plus connu sous le nom de « Rue des Renaudes » (son adresse à Paris), animé par Jean Ousset. Celui-ci servant d'intermédiaire, les cadres de la rue des Renaudes rentrent en contact avec la direction des Scouts d'Europe. Pour les familles catholiques membres et militantes de l'Office, rigides sur le plan éducatif, les Scouts d'Europe, dont ils ne connaissent exactement les racines et ce que recouvre précisément leur dimension européenne, sont la réponse évidente à la crise que traverse les Scouts de France, où elles sont nombreuses à avoir leurs enfants. Traumatisés par la perte de l'Algérie française et révoltés par une frange du clergé français aux applications conciliaires incertaines, les membres de l'Office trouvent dans le programme de la Chrétienté à restaurer et les implications du Directoire religieux des Scouts d'Europe, version 1963, les repères sûrs qu'ils ne trouvent plus au sein de l'institution Scout de France. S'ouvre alors pour les Scouts d'Europe en France une période de croissance continue, dynamisée par les soubresauts de Mai 68, l'irritation des catholiques-conservateurs devant les choix pastoraux de l'Action catholique, la rébellion de chefs Scouts de France qui passent à l'ennemi et les réseaux de l'Office en province, qui les fait passer à près de 10 000 membres au début des années soixante-dix. Progression qui a pour horizon d'attente un programme exprimé sans ambiguïté : la « [...] RAISON DU BUT LOINTAIN de notre mouvement (défini par le Troisième Principe), [...] vise à instaurer l'Ordre Chrétien en Europe [...] »³⁶.

Révisions ?

Ainsi, à la fin des années soixante, l'équilibre interne de l'association française des Scouts d'Europe est modifié pour la deuxième fois de son histoire. En 1962, les scouts bretons dominaient l'association

³⁶ « Notre insigne », *Scout d'Europe* n°25, Pâques 1969, p. 8.

par leur entrée en force. À partir de 1967-68, les familles de type catholiques intransigeants mais surtout nationalistes français sur le plan politique³⁷ dominant dans le recrutement par rapport à celles qui adhéraient au projet d'Europe des minorités. Conséquence logique de cette modification du rapport de force et de la particularité de la situation française, mais aussi de la prise de distance progressive vis à vis des textes fondateurs de 1963-1964 par les autres associations nationales, la Fédération du scoutisme européen en tant que fédération d'associations nationales se délite pour pratiquement disparaître en 1974-1975.

Elle renaît pourtant dès l'année suivante avec la refondation de l'association allemande à partir d'un noyau de catholiques intransigeants et l'arrivée de scouts italiens dissidents de l'AGESCI à qui ils reprochent des évolutions pédagogiques conduisant à la disparition d'une proposition scoutie clairement identifiée. L'association italienne est créée en avril 1976 sur la base des documents (re)fondateurs de 1963 et demande à être reconnue pour le Conseil Fédéral de fin octobre 1977 comme association membre de l'UIGSE, l'Union Internationale des Guides et Scouts d'Europe, la structure juridique fédérale qui remplace la FSE à partir de décembre 1976. Le 31 octobre, la délégation Scout d'Europe italienne, *après* le vote relatif à son admission au sein de l'UIGSE, propose des modifications à apporter à l'article 2 du Directoire religieux. Cette demande a pour origine une rencontre à Saint-Jean de Latran début octobre 1977 entre les responsables romains des Scouts d'Europe, Pierre Géraud et son épouse, et le cardinal Poletti, cardinal-vicaire chargé du diocèse de Rome, premier auxiliaire du pape-évêque de Rome. Y avaient été évoquées les ambiguïtés de la formulation du Directoire religieux à propos de la « Chrétienté ». La discussion aboutit à un premier projet, qui est finalisé peu de temps après en une nouvelle formulation de l'article par Pierre Géraud, acceptée par les différentes associations nationales. Le point mérite qu'on s'y attarde car la nouvelle rédaction signe le glas du discours sur la Chrétienté à rebâtir comme horizon d'attente et permet de mesurer la lente (1963-1977) mais profonde évolution doctrinale des responsables de l'organisation :

(...) L'unité de l'Europe s'est réalisée dans la chrétienté. La religion chrétienne a constitué l'élément animateur d'une civilisation européenne commune (...). La FSE pense que l'Europe peut connaître un renouveau de civilisation chrétienne à travers des hommes qui sauront que leur destin surnaturel dépasse les structures temporelles et qui réaliseront les exigences de l'Évangile dans leur vie de tous les jours. (...).

³⁷ « Souverainistes » dirions-nous aujourd'hui.

Les mutations sémantiques étonnent par leur importance. L'utilisation grammaticale du passé (« *s'est réalisé* », « *a constitué* ») et du futur (« *peut connaître* »), là où quatorze ans auparavant le même texte utilisait un présent d'affirmation au ton définitif, indique un indéniable changement d'état d'esprit au sein de la direction du mouvement. Sans reniement de leur action passée³⁸, les Scouts d'Europe font le deuil de leur projet de civilisation d'essence théocratique. Ils se placent désormais dans la perspective d'*Evangelii nuntiandi* de Paul VI (décembre 1975), exhortation apostolique qui a servi de base aux réflexions en carrefours aux cadres de l'association française lors de ses Journées nationales de février 1977 sur le thème « *L'évangélisation dans le monde actuel : la réponse du scoutisme*³⁹ ». Sans aucun doute, ces journées et le long travail préparatoire qui les ont précédées, ont préparé les esprits à remettre en cause quelques mois plus tard à l'automne 1977 les implications et les équivoques du Directoire religieux.

La nostalgie d'une Chrétienté disparue dans les tourbillons de l'histoire faisait la place à l'urgence de la mission, dans un monde à prendre tel qu'il est. Les Scouts d'Europe passaient d'une intransigeance réactionnaire arcqueboutée à l'exigence de structures dépassées à une intransigeance voulant être en phase avec le réel et ayant évacué sa dimension utopique initiale. Un passé abandonné, un futur à construire différemment : rupture ou continuité ? Restauration de la chrétienté ou envoi en mission, l'objectif poursuivi - avec une autre tactique - n'est-il pas fondamentalement le même, pour Rome et pour les Scouts d'Europe : rendre coexistensible la société et l'Évangile ?⁴⁰ Si au long d'une lente évolution et d'une douloureuse confrontation avec le réel, les Scouts d'Europe avaient fini par admettre que la « Chrétienté » était morte et

³⁸ Mais sans le clamer. La nouvelle formulation de l'article, si elle figure dans le procès verbal du Conseil Fédéral, n'est pas publiée ni même annoncée dans la revue des cadres de l'association française.

³⁹ *Le Monde*, début mars 1977, sous le titre « *Les Scouts d'Europe sous la bannière de Baden-Powell et de l'Occident chrétien* », fait un compte-rendu circonspect qui donne à penser que la base de l'association est plus lente à « évoluer » que son sommet : « *Tous sont convaincus que l'unité de l'Europe ne peut se faire que sous la bannière de la chrétienté* ».

⁴⁰ Sur la question de l'évolution romaine du concept de « chrétienté à restaurer » et ses adaptations successives jusqu'en 1975, voir le panorama éclairant de Danièle Menozzi, « *L'Église et la modernité : une relation compliquée* », dans *Emile Poulat. Un objet de science, le catholicisme*, sous la dir. de Valentine Zuber, Bayard, 2001, p. 124-132.

enterrée, que l'« Europe chrétienne » avait vécu, une « civilisation chrétienne » à reconstruire par une nouvelle évangélisation devenait, elle, le nouveau programme des Guides et Scouts d'Europe, un an avant l'avènement de Jean-Paul II.

Ces jalons posés, reste maintenant à tenter de faire l'histoire du compagnonage de ce pape et de ce mouvement de jeunes. Est-il encore trop tôt ?

RELIGION ET NATION LE SCOUTISME MUSULMAN EN FRANCE

Dominique AVON

Maître de conférences, Université Paul-Valéry, Montpellier III

9 février 1991, en pleine guerre du Golfe, Younès Aberkane, Vice-Président du mouvement naissant des SMF, témoigne de l'espoir de souder les destins des composantes nouvelles de la jeunesse française (et au-delà) par le scoutisme :

Nous sommes tous concernés par les événements actuels ; une déchirure apparaît. Pourtant quelque chose est en train de naître du fossé qui se creuse ; quelque chose dont nous discernons les contours, qui dépasse le clivage Orient/Occident, qui dépasse tous les clivages. Ce quelque chose apparaît comme une voie médiane, celle du juste milieu, celle qui demande attention, vigilance, volonté de rapprocher et de construire. C'est celle qu'empruntent les proches de Dieu, les proches de la Paix et de l'Humanité. Sous prétexte de religion et de démocratie, un grand nombre de personnes sont prises au piège. Et nous assistons à un affrontement. Or nous ne pouvons laisser une partie d'un même corps combattre de manière suicidaire l'autre partie sans garder espoir. Pour nous cet espoir se place dans le mouvement Scout, générateur de vie, et constructeur d'avenir¹.

Dans la définition des identités, on soulignera l'accent placé sur le criterium religieux, supplantant tout autre, national ou ethnique². Depuis la fin des années soixante-dix, les sociologues observent un processus de « sédentarisation aléatoire » des populations issues de l'immigration. Pour les jeunes, il s'agit de moins en moins de s'accommoder d'une double nationalité : la française pour vivre et travailler en France, l'algérienne, la marocaine, la sénégalaise (...) comme référence identitaire pour se réserver la possibilité d'un éventuel retour en cas d'échec en France sur le plan socio-professionnel³.

¹ Allocution du Président de l'Association des SMF, le 9 février 1991.

² Gilles Couvreur, *Musulmans de France. Diversité, mutations et perspectives de l'islam français*, Paris, Édition de l'Atelier, 1998, p. 66.

³ Mohand Khellil, *L'intégration des Maghrébins en France*, Paris, PUF, « Sociologie d'aujourd'hui », 1991, p. 141.

Les musulmans de France ne constituent pourtant pas une communauté homogène. D'abord en raison de la permanence de traits caractérisant la diversité des origines géographiques. Ensuite parce que la tradition française ne reconnaît pas le fait communautaire en tant que tel : la société a jusqu'alors privilégié le processus d'« intégration » individuelle plutôt que celui d'« insertion » collective. Enfin parce qu'à la demande complexe d'islam correspond une offre abondante, multiforme, complémentaire, et souvent concurrentielle⁴ dans tous les domaines : associations islamiques, mosquées, cheikhs, imams...⁵

Tel est le cas dans le domaine de l'éducation organisée des futurs adultes⁶. Ils sont le petit nombre ces adhérents ou militants, un nombre inversement proportionnel à celui des associations musulmanes qui foisonnent. Ils constituent cependant un champ d'études privilégié, le scoutisme en particulier.

Nous pourrions nous arrêter à l'énoncé suivant, suggéré par Younes Aberkane et par ceux qui, aujourd'hui, présentent les SMF comme un modèle de l'« être musulman en France (et en Europe) » : le scoutisme, privilégiant la nature comme lieu d'épanouissement personnel et collectif, permet l'expression intemporelle d'une religion, l'islam qui, comme le christianisme, se veut universelle. L'histoire, saisissant les héritages, ne se satisfait pas de l'énoncé. Dans ces héritages, l'historien doit chercher les raisons et le processus qui conduisent à cet accord présent entre pouvoirs publics, sociologues, responsables d'associations d'un côté, et représentants des Scouts Musulmans de France de l'autre.

Cette histoire est celle du croisement du lys et des jasmins dans le ciel de France des années 90. Au cours des décennies 60-80, ce croisement a été préparée par des « jardiniers » qui, le plus souvent, viennent d'Outre-Méditerranée. Dans l'entre-deux-guerres enfin, elle plonge ses racines dans la terre d'Algérie, nourries en partie avec le terreau du colonisateur.

⁴ *Le Monde*, octobre 1994.

⁵ Gilles Kepel, *Les banlieues de l'Islam. Naissance d'une religion en France*, Paris, Seuil, « Points actuels », 1991 (1^{re} édition en 1987 dans la collection « l'Épreuve des faits », p. 60.

⁶ Pour une mise en perspective récente, voir Jocelyne Cesari, *Musulmans et républicains. Les jeunes, l'islam et la France*, Paris, Complexe, 1998, 166 p.

I. Le lys et les jasmins⁷

Les Scouts Musulmans de France

Le projet des S.M.F. s'inscrit dans le contexte d'une vaste réflexion menée par des universitaires, éducateurs, informaticiens en Europe et au Maghreb, qui ont conçu des programmes en faveur de l'intégration⁸. Il résulte de la convergence de deux mouvements.

L'association « Les Amis de l'Islam » d'abord. Sous l'impulsion du futur Commissaire Général Jean-Claude Munib Masse, converti à l'islam, proche de Pierre Mauroy, des jeunes et des adultes émettent le souhait d'un mouvement scout musulman. En décembre 1990, à Borzée (Belgique), se tient le premier congrès international autour d'une réflexion sur la définition d'un scoutisme musulman en Europe. 650 jeunes et adultes, Français, Belges, mais aussi Hollandais et Allemands, préparent la naissance simultanée des Scouts Musulmans de France et des Scouts Musulmans Belges. L'association est constituée le 20 décembre, et déclarée le 14 janvier 1991⁹.

Les Scouts de France ensuite. L'idée d'un scoutisme musulman naît d'une question : faut-il intégrer des individus, des équipes, des unités musulmanes au sein des SDF ou bien aider à la création d'une structure où les musulmans seraient pleinement responsables ? C'est la deuxième solution qui a été choisie, avec quelques tensions¹⁰, en fonction du principe selon lequel

Les Scouts de France sont un mouvement catholique et, à ce titre, ils ne sont pas aptes à proposer un développement spirituel aux musulmans¹¹.

La présence de représentants des SDF dans les instances dirigeantes du scoutisme international (Dominique Bénard, Exécutif de la Région Europe du Bureau Mondial ; Jocelyne Jandrin, Commissaire internationale), a permis d'agir avec une grande célérité sur le plan institutionnel. Les contacts avec trois ministères, la Ville¹², la Jeunesse et

⁷ Respectivement symbole du scoutisme et symbole de l'islam.

⁸ Il s'agit de l'Institut *Alif*. Cet Institut a constitué une « Banque universelle de données islamiques » en 1987. Les SMF sont aujourd'hui dépositaires de cette banque de données, puisque l'Institut n'existe plus.

⁹ *Journal Officiel* du 20 février 1991.

¹⁰ Une lettre contenue dans le dossier SMF y fait référence sans plus de détails, *ASDF*.

¹¹ Propos de Bertrand de Chanzy rapporté par Anne Ponce, « Le coup de main des Scouts de France aux Scouts musulmans », *La Croix*, 13 février 1991.

¹² Michel Delebarre, ancien scout, est Ministre de la Ville en mai 1991.

les Sports¹³, et l'Intérieur¹⁴, ont également facilité la reconnaissance par les pouvoirs publics. L'homme chargé de toutes les négociations, pour les SDF est le Commissaire Général Adjoint, René Richard. Le protocole d'accord (pour trois ans) et l'« accord de jumelage », signés le 9 février 1991¹⁵, en présence de responsables de l'OMMS¹⁶ prévoient une assistance à l'administration et à la formation des cadres, ainsi qu'à l'accueil d'un permanent Scout Musulman¹⁷. Des négociations ont lieu, région par région, avec les SDF pour créer des unités SMF : une dizaine de villes les voient naître en quelques mois¹⁸. Les STIF (Stages Internationaux de Formateurs) permettent de former, dès la première année, 50 cadres bénévoles au BAFA ou BAFD. Quant au local, après avoir été accueilli chez les SDF, les SMF choisissent d'en louer un chez les EDF, à Noisy-le-Grand.

L'objectif des Scouts Musulmans de France est triple :

- Accueillir dans une structure saine et solide et qui a fait ses preuves des jeunes issus de l'immigration principalement.
- Favoriser le développement de leurs qualités physiques, morales et spirituelles par une formation basée sur la méthode scout et les principes universels de l'Islam : Amour, Fraternité, Tolérance, Sens du Devoir.
- Faire fructifier leur énergie dans des actions positives éclairant leur avenir.¹⁹

L'organigramme et le modèle de tranches d'âge des SMF se calquent globalement sur celui des SDF (« éclaireurs » au lieu de « scouts » pour les 11-15 ans et bientôt « voyageurs » au lieu de « louveteaux », avec une disparition du *Livre de la Jungle* au profit d'un imaginaire mieux approprié à la culture musulmane²⁰). Les revues, par manque de moyens,

¹³ L'Association des SMF a été reconnue Association Nationale de Jeunesse et d'Éducation Populaire en août 1992 par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

¹⁴ Entretien avec Christian Hurisse, Paris, 8 juin 2000.

¹⁵ Alors que l'ultimatum lancé à l'Irak avant l'offensive des puissances engagées dans le Golfe va expirer.

¹⁶ Fawzi Farghali pour la région Arabe et Dominique Benard pour la région Europe.

¹⁷ L'ensemble de la Presse nationale et régionale salue l'événement, y compris *l'Humanité*. Dans la presse hebdomadaire, *Valeurs actuelles* (25 février 1991) qui y fait référence, marque sa surprise.

¹⁸ Paris, Toulouse, Nice, Besançon, Belfort, Chalons/Marne, Lille, Vaux-en-Velin, Orléans, Avignon.

¹⁹ « Ensemble au service de la jeunesse ». Objectifs pour 1993. Les items 2 et 3 sont une reprise des objectifs des programmes qui ont prévalu à la fondation des SMF, cités par Younès Aberkane dans son discours du 9 février 1991.

²⁰ Information donnée par Jean-Jacques Gauthé, e-mail du 10 septembre 2000.

ont une périodicité variable *Vers l'avenir par la source*, *SMInfos*. Le premier camp, en juillet-août 1991, à Sommevoire (Haute-Marne) réunit une centaine de jeunes... avec grand renfort de presse²¹.

Le Scoutisme français, la seule organisation reconnue en France par l'OMMS, accueille les SMF comme membres associés en février 1992, puis comme membres à part entière le 11 mai 1993²² : la dernière fois qu'une telle démarche a été entreprise... c'était pour les EEIF en 1941²³. L'association des SMF est soutenue financièrement et techniquement par les instances internationales du scoutisme. Sa proposition et son fonctionnement prennent des allures de modèle. Saad Zian, son Commissaire Général est à la fois président du « Réseau Ouverture », créé par la Région Européenne du Scoutisme, et président du « Groupe de travail » formé de représentants musulmans de plusieurs associations scoutistes, reconnu par le Comité Européen du Scoutisme (ce groupe attend la reconnaissance de l'Union Internationale Musulmane du Scoutisme). Dans les deux cas, il s'agit de promouvoir un dialogue entre diverses expériences,

la spécificité française, selon Dominique Bénard, étant que le niveau d'intégration des jeunes issus de l'immigration y est bien supérieur et que la vision de l'Islam développée par les SMF est différente de celle proposée par les communautés arabes ou pakistanaises du Royaume-Uni par exemple²⁴.

Une formule-recette en Europe où les initiatives sont nombreuses ?

[...] des unités et groupes musulmans voient le jour un peu partout nous sommes en contact avec ces pays pour apporter notre expérience et approche, c'est le cas avec la Belgique, la Hollande, la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Espagne.

Le Commissaire Général SMF précise :

²¹ Jean-Charles Duquesne, « Premier camp pour les Scouts Musulmans », *La Croix*, 14 août 1991. Marie-Laure Colson, « Scouts musulmans enfin prêts en France », *Libération*, 23 août 1991.

²² En plein débat parlementaire sur le code de la nationalité.

²³ En fait, nous verrons que la fédération des Scouts Musulmans Algériens a été reconnue postérieurement.

²⁴ E-mail de Dominique Benard, 18 septembre 2000.

En Belgique la tentative de créer les Scouts et Guides musulmans de Belgique n'a pas réellement abouti, d'une part à cause de difficultés internes mais aussi à cause de l'environnement scout belge²⁵.

Son ouverture internationale s'enrichit de contacts noués avec des scouts algériens (septembre 1991), l'Association Mauritanienne du Scoutisme (février 1992), la Fédération de Scoutisme du Royaume du Maroc (août 1992) ainsi que des hauts responsables du scoutisme égyptien (décembre 1992)²⁶. Le trait est remarquable quand on met en évidence les origines nationales très diverses des parents des SMF : une majorité de maghrébins, mais également des musulmans d'Afrique noire, et des convertis européens. Il illustre une volonté affichée :

Le recentrage autour de l'identité nationale 'française' [qui] répond au désir même de ces jeunes [d'] être reconnus comme Musulmans français²⁷.

Un équilibre délicat est maintenu entre le souci de formation culturelle et la proposition d'une pratique culturelle : « *notre mouvement n'est pas un mouvement religieux, mais un mouvement de scoutisme* »²⁸, il accueille 20 % de non-musulmans, chez les jeunes comme chez les responsables²⁹. Le dogme de l'Islam est saisi à travers l'histoire de 7 prophètes³⁰, sept archétypes selon le Coran, reprise simplifiée de l'ouvrage du Cheikh Bentounès³¹ qui a la charge des séminaires de formation. L'Instructeur religieux général, fonction assumée par Hadj Sahli Ben Tabbet³² pendant près de dix ans, n'est en rien un référent incontournable. Lors des discussions, les autres responsables ont, autant que lui, le rôle de préparateur, de régulateur. L'activité spirituelle ne se confond pas avec un enseignement théorique. Les temps de prière permettent un éveil au sens de la religion, ils ne revêtent pas un caractère obligatoire. Se défendant de tout prosélytisme, le mouvement a pour ambition de transmettre une éducation globale à des jeunes « *afin de les*

²⁵ E-mail de Saad Zian, Commissaire Général, 25 août 2000.

²⁶ Hamid Demimou, « Les Scouts Musulmans de France », *Horizons maghrébins*, n°20, décembre 1993.

²⁷ Propos repris par R. Richard, « Premier Bilan », Document d'Animation, février 1992, *ASDF*.

²⁸ E-mail de Saad ZIAN, Commissaire Général, 25 août 2000.

²⁹ *Le Monde*, 14 août 1998.

³⁰ Adam, Noé, Abraham, Moïse, Salomon, Jésus, Mohammed.

³¹ Cheikh Bentounès, *L'Homme intérieur à la lumière du Coran*, Paris, Albin Michel, « Spiritualités vivantes », 1998, 229 p. À noter que, dans cet ouvrage, Joseph et David ont été rajoutés à la liste.

³² Hadj Sahli Ben Tabbet, né en 1937 à Saïda, retraité de l'enseignement public.

structurer et leur apprendre à faire la différence entre une démarche authentique et une démarche falsifiée»³³. Le secrétaire des SMF, F. Korchani indique que toute la pédagogie religieuse s'appuie sur deux versets coraniques et un hadith du Prophète de l'Islam : « pas de contrainte dans la religion, la voix droite se distingue de l'erreur » (Sourate 2, verset 256) ; « ô vous qui croyez, vous êtes responsable de vous-même » (Sourate 5, verset 105) ; « J'ai été envoyé spécialement pour parachever la noblesse du caractère (hadith, parole du Prophète de l'Islam)³⁴. Yacine Demaison, succédant à Jean-Claude Masse comme Commissaire général du mouvement en 1993, souligne :

Notre objectif n'est pas d'enseigner l'islam, mais d'éveiller les jeunes à une dimension religieuse, et d'aider les hommes à devenir sincères et fraternels³⁵.

Chacun est donc renvoyé à sa conscience.

La stagnation des effectifs conduit l'observateur à pointer quelques problèmes. Après deux années d'existence les SMF sont 1 500. Le chiffre annoncé (certainement surévalué) est de 2 500 en 1995 et 1997³⁶, mais il tombe à 1 500 en 1998, et un peu plus d'un millier aujourd'hui. Quatre facteurs explicatifs sont avancés :

- La formation de cadres. Les SMF assurent leur propre formation depuis le milieu des années 90. Or : «

La difficulté majeure de l'association, c'est de trouver des responsables locaux capables de porter et de promouvoir le projet SMF, l'absence d'anciens est un handicap majeur pour notre développement³⁷.

- La volonté de certains jeunes, de tradition musulmane, de ne pas s'engager dans une association marquée par une étiquette confessionnelle. Depuis 1993, des « camps pour tous » sont organisés séparément par les associations SMF et SDF mais aussi des volontaires en « service national ville », des animateurs de quartiers et des chefs scouts « sans mandat ». Ces camps s'adressent principalement aux jeunes

³³ Propos rapporté par Félix Chiocca, « Les Scouts musulmans porteurs de Fraternité », *Témoignage Chrétien*, 29 septembre 1995.

³⁴ Lettre de F. Korchani à Jean-Jacques Gauthé, Paris, 1^{er} février 1994.

³⁵ Propos recueillis par Jean Perilhon, « Ces disciples de Baden-Powell qui vivent du Coran », *La Croix*, 23 avril 1997.

³⁶ Jean Perilhon, « Ces disciples de Baden-Powell qui vivent du Coran », *La Croix*, 23 avril 1997.

³⁷ E-mail de Saad Zian, Commissaire Général, 25 août 2000.

des quartiers, majoritairement musulmans, et sont financés en partie³⁸ par le Fonds d'action sociale³⁹. Sollicités par des adolescents, ravis de l'expérience, les SDF ont constitué des « groupes mosaïques » qui, lorsque des questions spirituelles sont abordées, peuvent accueillir des imams.

- L'incompréhension de milieux laïques

qui leur reprochent leur enracinement musulman (sans compter des attitudes plus ou moins ouvertement racistes dans certaines localités)⁴⁰.

- La critique de milieux musulmans. Les SMF connaissent, par exemple, des difficultés à Toulouse et à Paris. Larbi Kechat, recteur de la mosquée de la rue de Tanger⁴¹, pousse les jeunes musulmans désireux de faire du scoutisme chez les SDF plutôt que chez les SMF.⁴² D'autres critiquent vigoureusement le principe de la co-éducation⁴³.

Scouts et Guides Musulmans de France, et Scoutisme de France islamique

Lorsque les SMF sont fondés il existe déjà un groupe⁴⁴ de scouts musulmans de quelques dizaines de membres, les SGMF. Son président et fondateur, Jacques Bal se trouve en Égypte lors des préparatifs de création de la nouvelle association, et son adjoint aurait fourni le dossier de candidature à l'affiliation au Scoutisme Français aux futurs responsables SMF... À cette heure, les SGMF espéraient une reconnaissance des pouvoirs publics, notamment par le biais de personnalités proches de la mairie de Paris⁴⁵.

L'association est dissoute le 6 mars 1993⁴⁶, alors qu'elle bénéficie d'un local dans le Bureau de la Ligue islamique mondiale à Paris⁴⁷.

³⁸ « Des jeunes en difficulté se frottent aux valeurs des Scouts de France », *Le Monde*, 14 août 1998.

³⁹ Sur le FAS, voir Mohand Khellil, *L'intégration des Maghrébins...*, *op. cit.*, p. 122-129.

⁴⁰ E-mail de Dominique Bénard, 18 septembre 2000.

⁴¹ Voir l'article-entretien, « Pour un islam humaniste », *Esprit*, janvier 1998.

⁴² Entretien avec Foad Khatir, Noisy-le-Grand, 31 août 2000.

⁴³ Sur la distinction entre « l'islam des garçons » et « l'islam au féminin », voir Farhad Khosrokhavar, *L'Islam des jeunes*, Paris, Flammarion, « Essais », 1997, 323 p.

⁴⁴ Il en existe d'autres, plus localisés et d'existence éphémère, notamment une association locale de Scouts musulmans à Saint-Étienne, « Ibn Badis ».

⁴⁵ Entretien avec Jacques Bal, Bezons, 31 août 2000.

⁴⁶ Lettre adressée par le Bureau des SGMF au Préfet de Police, 2 avril 1993. L'enregistrement sera fait dans le *JO* en date du 26 mai 1993.

Immédiatement, une autre la remplace, le SFI « Scoutisme de France Islamique. Mouvement de la Jeunesse de France, des Territoires et Départements d’Outre-Mer ». Déclaré le 10 mars 1993, il

a pour but de promouvoir le Scoutisme en conformité avec les préceptes de l’Islam [et] se fixe pour objectif d’aider la jeunesse dans son développement, sa croissance et son épanouissement⁴⁸

Il s’agit de la reprise, avec des changements dans l’équipe dirigeante désormais majoritairement composée de convertis, d’une association apparue deux ans plus tôt, le 18 octobre 1991, en Saône et Loire, intitulée « Scouts Islamiques de France »⁴⁹.

Sans enthousiasme, Jacques Yahia Bal occupe la fonction de Secrétaire-National du S.F.I. dont les statuts ont été déposés la veille de la dissolution de son propre mouvement. Il est alors Trésorier de la FNMF⁵⁰. Les deux principaux dirigeants du SFI sont M. Weisberg, permanent au siège du Bureau de la LIM, et Marcel Di Spigno, Commissaire National du SFI après avoir été Président du SIF. Né en 1938 à Annaba (Algérie), de nationalité française, ce psychothérapeute est converti à l’islam, marié à une musulmane, Foudada, qui a été secrétaire-adjointe des SIF. Animateur-directeur d’une fondation de la DAS, il a organisé un camp dans le Charolais durant l’été 1992.

Des tentatives de récupération politique du mouvement SFI sont manifestes, dans un contexte national marqué par une surenchère du discours islamiste, des attentats terroristes où se mêlent trafics d’armes et de drogues et une crispation de l’opinion publique sur la question de l’islam en Occident⁵¹. Victime de dénonciations aux RG, Marcel Di Spigno est écarté de l’association. Le responsable du Bureau de la LIM interrogé n’a pas précisé la durée de l’hébergement du SFI⁵², ni donné les raisons qui ont prévalu au départ du groupe scout, tout en affirmant qu’il n’existait aucun lien entre les deux organisations (SFI et LIM). Il s’est contenté d’un laconique « *Latrèche a monté quelque chose à Strasbourg* »⁵³.

⁴⁷ Le transfert de siège social est indiqué dans le procès-verbal de l’Assemblée Générale du 12 janvier 1992.

⁴⁸ Déclaration d’association, Préfecture de Police, 10 mars 1993.

⁴⁹ *Journal Officiel* du 13 novembre 1991.

⁵⁰ Cf. infra (2^e partie).

⁵¹ La presse française multiplie les articles sur ce sujet, et contribue souvent à l’entretien de confusions, dans les années 1992-1995 (cf. *L’Express*, 29 avril 1993 ou *Le Point*, 28 août 1993).

⁵² L’annuaire téléphonique indique qu’elle y est restée au moins jusqu’en janvier 1994.

⁵³ Entretien du 6 juin 2000, 22, rue F. Bonvin, Paris XV^e.

Entre-temps, Jacques Bal s'est retiré. Il cherche à refonder un mouvement dont il maîtriserait véritablement les tenants et les aboutissants. En 1995, il est nommé Président d'Honneur et Trésorier National des SGMF réactivés. L'« Association des jeunes musulmans de France » déclarée le 12 juillet 1995, et située sur le Faubourg Saint-Denis, se donne pour but de

contribuer à l'éducation des jeunes en conformité avec la doctrine et la morale de l'islam par la pratique et l'exercice du scoutisme, la formation morale, physique, pratique et civique des enfants et adolescents Musulmans des deux sexes, le renforcement de l'identité des jeunes, par le rattrapage scolaire, l'enseignement et la pratique des langues orientales, le civisme, le secourisme, l'aide de proximité dans le cadre des actions humanitaires⁵⁴.

La mosquée du Sentier, rue du Faubourg Saint-Denis, est tenue par des membres de l'association *Foi et Pratique*. Il s'agit de la branche française d'un mouvement piétiste international, la *jamaat et tabligh*, fondé dans les Indes britanniques en 1927, par un lettré musulman, Mawlana Muhammad Ilyas⁵⁵. Sa force, la raison de son succès populaire, c'est de se fonder sur une orthopraxie poussée à l'extrême, la réaffirmation de catégories morales intangibles, et l'accomplissement d'actes de piété⁵⁶. Son rejet de l'action politique lui vaut d'être un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics... et la cible de mouvements islamistes. *Foi et Pratique* a d'abord cherché à réislamiser les immigrés de la première génération, avant de devenir le « fer de lance de la pénétration de l'islam

⁵⁴ Déclaration d'association, Préfecture de Police, 12 juillet 1995. Le *JO* du 4 octobre 1995, qui date l'enregistrement du 15 septembre 1995, donne une version légèrement modifiée de cette formulation, passant sous silence la formation « des deux sexes » et « le renforcement de l'identité des jeunes ».

⁵⁵ Mawlana Muhammad Ilyas (1885-1944). Son neveu, Muhammad Zakariya, ouléma a rassemblé ses enseignements dans un volume intitulé *Tablighi nisab* (« Les enseignements de l'islam »), et une relation du temps du Prophète *Hikayat al sahaba* (« Histoire des Compagnons »). Son petit-neveu, In'am-ul-Hassan, succède à son fils en 1965, et s'implante en Grande-Bretagne (Islamic College de Dewsbury) et en France.

⁵⁶ Le *tabligh* exige de ses adeptes d'obéir à six principes : la confession de foi ; la prière (sans retard, et collectivement) ; l'acquisition de la connaissance de Dieu et sa remémoration (importance de l'arabe) ; le respect de chaque musulman (les meilleurs des hommes, car plus proches de Dieu) ; la sincérité dans l'intention (machine de guerre contre l'élitisme d'oulémas) ; la dévolution de son temps pour la prédication (prosélytisme itinérant). Il en rajoute un septième : la recommandation de s'abstenir de tout propos ou de toute action à caractère futile, mondain. Pour résumer, l'aspect extérieur du croyant doit tendre à reproduire le plus exactement possible celui du Prophète de l'Islam et de ses compagnons.

chez les jeunes Maghrébins »⁵⁷. Si l'un des responsables SGMF, M. Weisberg, est proche de cette association, les liens entre des membres de celle-ci et le modeste groupe scout n'a jamais dépassé le cadre de rencontres ponctuelles et de partage de repas.⁵⁸ Aucun camp n'y a d'ailleurs été organisé⁵⁹.

Doit-on discerner, à travers ces exemples, deux manières de vivre l'islam en Occident : celle des « intégrés » et celle des « intransigeants »⁶⁰ ? Ce serait aller un peu vite... et cela n'expliquerait pas les raisons qui conduisent les responsables SMF à solliciter la venue de Jacques Bal dans leur équipe dirigeante, au printemps 2000.

II. Les jardiniers d'Alger, de Mostaganem, d'Islamabad et de Ryad

Du début des années soixante au milieu des années quatre-vingt, les organisations où l'on retrouve majoritairement des musulmans ne mettent pas en avant l'identité religieuse⁶¹. Le renversement de tendance se produit postérieurement⁶². Les raisons de cette inversion tiennent pour une part aux événements internationaux, depuis la révolution iranienne jusqu'à la guerre en ex-Yougoslavie, en passant par la résistance afghane à l'URSS, pour une autre part à une libéralisation de la législation en matière de constitution d'associations⁶³.

En fait, dès cette période, des cadres existent, des personnalités agissent sur le terrain de l'expression de l'appartenance islamique. Si les SMF pourront, un temps, entretenir quelques contacts avec la Mosquée de Paris, ils se définiront essentiellement par leur proximité avec le soufisme. Les SGMF, quant à eux, auront des connivences avec un

⁵⁷ Gilles Couvreur, *Musulmans de France...*, *op. cit.*, p. 64.

⁵⁸ Entretien avec Jacques BAL, Bezons, 31 août 2000.

⁵⁹ Un témoin interrogé sur place, musulman, a indiqué que cette association n'était « qu'une couverture pour ramasser de l'argent » et que son responsable avait été mis en prison (Entretien du 6 juin 2000, 83, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris X^e).

⁶⁰ *La Vie*, n°2801, 6 mai 1999, p. 73 et suiv.

⁶¹ SOS Racisme, France Plus, JALB.

⁶² UJM Union de la Jeunesse Musulmane (1987) MF Jeunes Musulmans de France, avec l'aide de l'UOIF (juillet 1993), UISEF Union Islamique des Étudiants de France (1995) devenue EMF association des Étudiants Musulmans de France, Collectif des Jeunes Musulmans de France (janvier 1996)

⁶³ Depuis 1982, la libéralisation du droit des associations étrangères a permis aux musulmans (dont nombre n'avaient pas encore la nationalité française) de se grouper dans le cadre d'associations diverses ; il suffit d'une simple déclaration à la préfecture sans attendre désormais la permission de l'administration.

certain nombre de groupements que les observateurs placent dans la « mouvance islamiste »⁶⁴.

Les SMF entre islam « institutionnel » et islam « soufi »

En 1991, lors de la fête de la naissance du Prophète de l'islam⁶⁵, les Scouts musulmans de France sont accueillis avec les honneurs à la Mosquée de Paris. L'institution a une histoire mouvementée. Dirigée par Si Hamza Boubakeur depuis 1958, dans des conditions encore mal établies⁶⁶, elle est reprise en main par le gouvernement algérien en 1982. Cette récupération n'entraîne pas de changement décisif dans l'organisation de l'islam en France. La Mosquée de Paris ne peut prétendre y représenter l'ensemble des musulmans, pas plus qu'elle ne peut exercer un contrôle global sur les imams. Elle y œuvre. La fondation de l'Institut d'études supérieures de formation religieuse et théologique en est un exemple.

Vice-président puis second président des SMF Younez Aberkane est professeur de mathématiques. Né à Alger en 1956, originaire de Kabylie mais Français depuis trois générations, il est également gendre de Chadli Bendjedid, président Algérien à partir de 1979. D'évidence, cette position familiale lui facilite une entrée à la Mosquée de Paris. Il ne semble pourtant pas que les contacts aient été prolongés. L'association des SMF préfère aujourd'hui s'assurer du soutien d'une mosquée indépendante, dans la Seine-et-Marne.

Comme ses prédécesseurs, Hamid Demmou, troisième Président des SMF, professeur à l'Université de Toulouse, appartient à la confrérie Allaouya étroitement liée à l'association « Les Amis de l'islam » (aujourd'hui « Terre d'Europe »). Le siège initial de l'association-confrérie se situe à Mostaganem, port pinardier d'Algérie où au moins trois générations de Bentounès ont animé une *zaouia*, lieu de prière, de méditation et d'enseignement spirituel des confréries soufies⁶⁷. Adlen Bentounès, né en 1949, cadre dans une société d'investissement, devient président des Amis de l'Islam en 1979. Sa confrérie attire des Français de souche, qui se convertissent à l'islam.

Jusque dans les années soixante-dix, le passage de Français à l'islam est d'ailleurs surtout le fait d'intellectuels attirés par le mysticisme dans

⁶⁴ A. Sfeir, *Les réseaux d'Allah. Les filières islamistes en France et en Europe*, Paris, Plon, 1997, p. 149-158.

⁶⁵ Mawlid En'Nabawi.

⁶⁶ Alain Boyer, *L'Islam en France*, Paris, PUF, « Politique d'aujourd'hui », 1998, p. 66-72.

⁶⁷ Cf. *infra* (3^e partie).

sa version soufie, depuis René Guénon jusqu'à Michel Chodkiewicz, en passant par Maurice Bédart. Le mouvement de conversions s'élargit dans le contexte de l'après-mai 1968. Les chemins de Katmandou peuvent s'arrêter à Istanbul, au Caire, voire à la Mekke. Ces convertis appartiennent aux classes moyennes ou supérieures de la société.⁶⁸

Cheikh Bentounès ouvre un Centre Culturel à Drancy en 1982. Il y organise de multiples activités pour les jeunes, des cours, des séminaires, des colonies de vacances⁶⁹. C'est là que, au début des années 80, Jacques Bal vient le rencontrer. Il reçoit des encouragements dans son projet de fondation d'un mouvement de scouts musulmans⁷⁰. Pourtant, c'est ailleurs qu'il cherchera ses principaux appuis.

Les SGMF dans la « mouvance islamiste »

Géophysicien domicilié à Bezons, Jacques Bal est né en 1948 à Colombes. Il est le fondateur, Commissaire National et Président du 1^{er} mouvement des SGMF lancé fin 1982⁷¹ Ancien Routier Scout de France (V^e Colombes), il a notamment mené des actions caritatives à l'hospice de Nanterre et d'alphabétisation dans le cadre des Conférences Saint Vincent de Paul. Il séjourne souvent à l'étranger, pour ses Routes, ses loisirs, ses études (de géophysique et de médecine en Allemagne) puis son travail (en Algérie notamment). Il se convertit à l'islam au milieu des années soixante-dix, impressionné par le professeur Hamidullah.

Muhammad Hamidullah est un savant pakistanais, autorité islamique reconnue et chercheur au CNRS. À la fin des années cinquante, il crée le Centre culturel islamique, qui s'adresse aux intellectuels, puis l'AEIF (Association des Étudiants Islamiques de France). Il publie des ouvrages sur l'islam (plus tard une traduction du Coran) et organise des tournées de conférences. Il cherche également à promouvoir le dialogue islamo-chrétien. Mais, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, on assiste à une radicalisation de l'AEIF. Les discours de certains de ses membres ont

⁶⁸ Pierre Marchant, « Islam, les convertis français », *Actualité religieuse dans le Monde*, n° 5, 15 octobre 1983, p. 35-41. Le chiffre global de ces convertis reste stable depuis une vingtaine d'années : environ 50 000 (cf. article cité et Henri Tincq, « Voyage parmi les convertis à l'islam », *Le Monde*, 9 décembre 1999)... mais tel n'est pas le discours de la Mosquée de Paris ou du Bureau de la Ligue islamique mondiale.

⁶⁹ Entretien avec Foad Khatir, Noizy-le-Grand, 31 août 2000.

⁷⁰ Entretien avec Jacques Bal, Bezons, 31 août 2000.

⁷¹ Déclaration d'association, Préfecture de Police, 30 décembre 1982.

d'étroites similitudes avec l'idéologie des Frères musulmans, mouvement fondé par Hassan Al-Banna, ou des disciples de Mawdudi⁷²..

C'est à ce moment-là que Jacques Bal rencontre le professeur Hamidullah, lors de conférences du samedi après-midi qui se tiennent rue de Tanger. Il fréquente par ailleurs l'association « Islam, culture et éducation », présidée par Najmoudin Bamaat, professeur en architecture à Paris V, ancien membre de l'UNESCO. Bamaat n'est pas très enthousiaste pour le projet de scoutisme musulman⁷³.. En revanche, le premier président de la FNMF,⁷⁴ Yacub Roty, se montre très attaché à l'action envers les enfants. Il préconise « *des loisirs attractifs et sains et de les réunir au sein de colonies de vacances islamiques* »⁷⁵.

La FNMF siège au Bureau parisien de la Ligue islamique mondiale (là même où s'installeront un temps les SGMF et le SFI) ouvert en 1977⁷⁶. La LIM, organisation internationale non gouvernementale mais d'obédience saoudienne, cherche à promouvoir l'islam en accordant des subventions aux associations qui créent ou entretiennent des mosquées. Il ne faut cependant pas survaloriser son rôle d'organisation prosélyte,

⁷² C'est notamment le cas de Malek Bennabi et de son disciple Rachid ben Aïssa, que l'on retrouve au côté du nouveau recteur de la Mosquée de Paris, Cheikh Abbas, en 1985-1986 (des éléments de biographie sont donnés dans Gilles Kepel, *Les banlieues de l'islam...*, *op. cit.*, p. 336-339). Pour une mise en perspective historique, voir Olivier Carré et Gérard Michaud, *Les Frères Musulmans (1928-1982)*, Paris, Gallimard/Julliard, « Archives », 1983, 236 p. Et pour une relecture documentée mais apologétique, voir Tariq Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman. D'al-Aghani à Hassan al-Banna, un siècle de réformisme islamique*, Paris, Bayard/Le Centurion, « Religions en Dialogue », 1998, 479 p.

⁷³ Entretien avec Jacques Bal, Bezons, 31 août 2000.

⁷⁴ La FNMF (Fédération Nationale des Musulmans de France), créée en octobre 1985, a l'ambition de devenir l'interlocuteur de substitution à la Mosquée de Paris auprès des pouvoirs publics. Mais la représentation de militants islamistes dans le bureau, que Cheikh Abbas ne manque pas de dénoncer, ainsi que les conflits personnels entre Yacoub Roty (dont la famille était liée à la Mosquée de Paris) et Youssouf Leclercq (pour la conversion duquel le professeur Hamidullah a également joué un rôle) en ternissent la crédibilité.

⁷⁵ Gilles Kepel, *Les banlieues de l'Islam...*, *op. cit.*, note **, p. 366.

⁷⁶ Le contexte de fondation de la LIM est celui de l'affrontement des pays arabes à deux niveaux. Sur le plan politique, les pays dits « progressistes », appuyés par l'Union Soviétique, l'Égypte et la Syrie, s'opposent au régime conservateur de l'Arabie Saoudite soutenu par les États-Unis. Sur le plan religieux, l'enjeu est le leadership dans l'expression de l'Islam sunnite : à la « mission d'Al-Azhar » internationale lancée par Nasser, répond donc la Ligue islamique mondiale, créée en 1962. Cette dernière prend un avantage décisif sur sa rivale égyptienne après l'humiliation de 1967 et la première crise pétrolière en 1973.

notamment en direction de la jeunesse⁷⁷. Gilles Kepel souligne que les sommes qu'elle verse restent modestes par rapport à celles qui transitent par des hommes d'affaires à titre privé. Par ailleurs, elle entre directement en concurrence avec la Mosquée de Paris, surtout lorsque celle-ci est reprise en main par l'État algérien en 1982. Enfin, elle manque manifestement de personnel –et de personnel qualifié– pour surveiller l'usage « orthodoxe » des fonds qu'elle dispense⁷⁸.

Méfiance ou indifférence des Scouts de France ?

Dès l'origine, Jacques Bal a pris des contacts avec les Scouts de France et la Fédération du Scoutisme Français « *afin de convenir d'une collaboration future et de stages de formation pour [les] cadres* »⁷⁹. Visiblement, ceux-ci n'ont pu aboutir.

Le projet semble manquer de sérieux aux yeux des responsables Scouts de France⁸⁰. Et puis, ils ont été échaudés par une amère expérience. Lorsque Jacques Bal les rencontre en 1982, ils lui exposent vaguement les termes d'un projet, les « Scouts Musulmans de France », qui leur a coûté très cher et s'est terminé par un échec pitoyable.

Le mouvement a été créé le 1^{er} octobre 1975, par François Sauvegrain, né à Toulouse en 1943, chrétien, ancien Scout de France. L'association qu'il fonde, présidée par Gilbert Astruc⁸¹ est prioritairement destinée aux fils d'anciens harkis, donc musulmans français, mais aussi aux étrangers⁸². Elle se donne pour objet

de contribuer à l'éducation et l'insertion des jeunes français de confession musulmane dans la société française actuelle par la pratique des méthodes du scoutisme, tel qu'il a été défini par son fondateur, Lord Robert Baden Powell of Gilwell et par la Tradition⁸³.

Il ne parvient à grouper que quelques patrouilles libres et son mouvement disparaît dans le courant de l'année 1977. Des problèmes de mœurs et de

⁷⁷ C'est le cas du « camp islamique » de l'association culturelle islamique Tariq ben Zyad, en 1985.

⁷⁸ Gilles Kepel, *Les banlieues de l'islam...*, *op. cit.*, p. 220.

⁷⁹ Lettre de Jacques Bal à Jean-Jacques Gauthé, Paris, le 24 février 1983.

⁸⁰ Témoignage de Dominique Bénard, alors Commissaire Général (Montpellier, 22 septembre 2000).

⁸¹ Gilbert Astruc (frère de Jacques Astruc, ancien Commissaire Routier ?) est né en septembre 1910.

⁸² *Le Monde*, 10 janvier 1976.

⁸³ Déclaration d'association, Préfecture de Police, 1^{er} octobre 1975. Et *JO* du 29 octobre 1975.

droits d'édition viendraient assombrir les pages de cette entreprise éphémère⁸⁴.

III. Terreau européen, racines algériennes

Dans les années trente et quarante, la problématique est dominée par l'enjeu national⁸⁵ : comment être musulman et Français... ou musulman et Algérien⁸⁶. Loin d'être éclipsé, le fait religieux intervient en tant qu'élément déterminant de l'identité nationale, et en tant que réaction au prosélytisme plus ou moins marqué des religieux catholiques, les Pères Blancs par exemple⁸⁷. Remonter jusqu'à la période coloniale doit permettre de comprendre un paradoxe, formulé par une journaliste de *Libération* :

L'Association des Amis de l'Islam regroupe [...], à sa création en 1949, les adeptes d'une confrérie, ou *tariqa*, fondée en Algérie. Ces ordres mystiques très répandus avaient été condamnés dans les années trente par les Oulemas modernistes. Ironie de l'histoire, aujourd'hui, ce n'est pas l'islam réformé mais une association liée à une tariqa qui lance, en France, un mouvement scout musulman tout à fait moderne. La tariqa a sans doute l'avantage d'offrir une mystique qui apparaît paradoxalement progressiste et moderne en ces temps de New Age.⁸⁸

Le scoutisme des Français

En Algérie, il ne semble pas que les Scouts de France aient accueilli des musulmans avant 1934-1935. Les premiers l'ont été dans des unités des Éclaireurs de France.

Ce sont des Pères Blancs, anciens scouts, qui prennent l'initiative de troupes de scouts musulmans au Sahara (Géryville 1935)⁸⁹, à Alger et en

⁸⁴ François Sauvegrain a été visé, au début de l'année 1980, par une note du CN-SDF.

⁸⁵ Les termes s'inversent au lendemain de l'indépendance. Le bureau national des Scouts Musulmans Algériens demande à Ahmed Aroua de l'aider à préparer un programme d'*irchad*, c'est-à-dire d'éducation morale et religieuse fondé sur l'idéal islamique (cf. Ahmed Aroua, *L'Islam à la croisée des chemins. Problèmes idéologiques et perspectives d'avenir*, Alger, Société Nationale d'Édition et de Diffusion, 1969, p. 18).

⁸⁶ Jacques Frémeaux, *La France et l'Islam depuis 1789*, PUF, « Politique d'aujourd'hui », 1991, 291 p.

⁸⁷ Voir la thèse de Mlle Wassila Saaïdia, sous la direction de Claude Prudhomme, Lyon II. Soutenance prévue en décembre 2001.

⁸⁸ Marie-Laure Colson, « Scouts musulmans enfin prêts en France », *Libération*, 23 août 1991.

⁸⁹ En Tunisie, ce sont trois SDF venus de la métropole qui, aidés des Pères Blancs de l'IBLA obtiennent du QG l'autorisation de lancer un projet de formation

Kabylie⁹⁰. Ils en défendent la cause auprès du QG des SDF. En 1942, le développement de la guerre en Afrique du Nord retarde l'encadrement de la future « Branche Musulmane des SDF. » Ils sont environ 400 en juillet 1946. L'uniforme (scandale de la culotte courte !) a été en partie adapté, ainsi que les insignes (suppression de tout ce qui est spécifiquement chrétien). Les textes de la Loi et de la Promesse ont été traduits en arabe, mais le problème de la soumission de la vie morale à une autre loi que celle qui est contenue dans le Coran subsiste. Des chants sont importés d'Égypte et de Syrie. L'Aumônier a pour titre « Responsable » du Groupe. L'ambition, pour Jacques Despins, Commissaire chargé de la Branche Musulmane des SDF en Algérie, c'est d'élever « *le niveau moral et spirituel de leur pays* ». Il justifie l'œuvre commune de « ceux qui croient » :

[...] d'abord sur les vérités de la religion naturelle, exprimées normalement par toute conscience humaine et que nos deux religions reprennent également sous des formes diverses : culte du vrai, respect de la propriété d'autrui, souci d'une pureté morale, aide au prochain, etc... ensuite l'accord peut exister sur les vérités communes aux deux religions : existence d'un Dieu suprême, Créateur et Juge ; spiritualité et immortalité de l'âme ; récompense ou sanction de la vie présente dans la vie future. Autant de leviers qui permettent de façonner sans la déformer une attitude religieuse, solide et intérieure, des garçons musulmans.⁹¹

Cette « Branche musulmane » ne survit pas à la guerre d'Algérie. Elle ne servira jamais de point de référence aux responsables SDF, ni en 1975, ni en 1990.

Le scoutisme des Musulmans

L'essor du scoutisme international au lendemain de la Première Guerre Mondiale marque l'élite musulmane algérienne. La presse de langue arabe et française se fait l'écho des jamborees (1924, 1929, 1933, 1937), et les manifestations des associations scouts fondées en France déclenchent un engouement certain. Le défilé organisé à Alger par 3 000 éclaireurs à l'occasion du centenaire de l'occupation coloniale de

d'instructeurs musulmans, futurs Chefs de Troupe, sans engager l'Association elle-même. Les cinq premiers Scouts Musulmans Tunisiens font leur promesse en juillet 1933. Les SMT comptent environ 700 membres en 1946, association autonome après une tentative inaboutie de rattachement pendant deux ou trois ans aux EDF.

⁹⁰ Certaines troupes sont créées dans des lieux où vivent des chrétiens indigènes, c'est le cas de Ouargla (Sahara), en 1943.

⁹¹ Jacques Despins, « Les Scoutismes musulmans d'Afrique du Nord », *Grands Lacs. Revue générale des Missions d'Afrique*, 15 novembre 1946, p. 89.

l'Algérie impressionne par son ordre, sa discipline, sa gaieté et ses chants⁹². L'association des Oulémas réformistes emmenée par le Cheikh Ben Badis s'y intéresse avec acuité. Sous sa houlette, les groupes scouts prennent l'allure d'organisations culturelles islamiques où l'éducation religieuse, l'initiation à la langue arabe et le répertoire des chants constituent les principales activités :

Le mouvement scout constituait une œuvre d'éducation morale et civique qui pourrait préserver la jeunesse musulmane des méfaits de la civilisation et garder l'héritage de ses nobles ancêtres et contribuer au relèvement moral⁹³.

Le scoutisme des Musulmans d'Algérie naît en 1935 à Alger. Des unités sont ensuite fondées dans plusieurs villes, chacune essayant d'être la cellule-mère d'une association. L'Union Musulmane Constantinoise du Scoutisme, « El Radja », fondée en 1936, essaye vainement de créer une fédération en 1939. L'appui de l'association des Oulémas est caractérisé par la présence du cheikh Ben Badis au congrès constitutif de la fédération et son discours lors de la cérémonie de clôture⁹⁴. Cette année-là, forte d'une autorisation préfectorale l'Association des Scouts Musulmans Algériens conquiert une certaine prééminence. Mais, pas plus que la précédente, elle n'obtient de reconnaissance de la part du Collège National du Scoutisme Français qui s'inquiète d'une possible récupération politique⁹⁵.

En décembre 1943, les Chefs de troupes musulmanes se réunissent en conseil fédéral et constituent la Fédération des SMA. Dans le courant de l'année suivante, deux Commissaires du SF inspectent les cinq Groupes musulmans qui en font partie et, après avoir admis la représentation des SMA à son Collège d'Algérie, provoquent un camp de prise de contact entre Commissaires du SF et Chefs SMA⁹⁶. C'est à la suite de ce camp, en mars 1945, qu'est décidée l'adhésion définitive des SMA au SF. En même temps sont créées une Commission des Questions Musulmanes et un camp école permanent pour le scoutisme musulman

⁹² Voir Mohamed Derouiche, *Le scoutisme école du patriotisme*, ENALO PU, Alger, 1985, p. 22 et suiv.

⁹³ Mohammed Medjaoud, *L'Action Réformiste de l'Association des Oulémas Musulmans Algériens (1920-1940)*, thèse de doctorat sous la direction de Gérard Cholvy, Montpellier, 1992, p. 179.

⁹⁴ Mohamed Derouiche, *Le scoutisme école du patriotisme*, ENALO PU, Alger, 1985, p. 36.

⁹⁵ Cette demande a été formulée sans plus de succès par les Éclaireurs Musulmans d'Oranie.

⁹⁶ Ce camp a lieu à Fort de l'Eau, près d'Alger, en février 1945.

algérien (ouvert en juillet 1946). Cependant, certains membres - voire unités - des SMA participent aux événements du Constantinois en mai 1945, ce qui fragilise leur position d'Association du SF en Algérie.⁹⁷

La participation des SMA à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie rompt les liens établis avec le Scoutisme Français. La postérité du mouvement a pour limite le cadre algérien⁹⁸... seul un éphémère groupe scout « Ibn Badis », composé d'Algériens d'origine, tentera, sans succès, de se développer à Saint-Étienne, en 1987.

La *tariqa* « *Allaouya* », chemin du voyage vers Dieu... par l'Occident

Les membres fondateurs des SMF ne sont pas issus du scoutisme algérien, quelle que soit sa forme. Pour traditionnel que soit leur milieu d'origine, leurs aînés ont sinon exprimé le souhait d'une « naturalisation », du moins œuvré pour l'épanouissement de l'islam dans le cadre français métropolitain. On sait quelles difficultés sont réservées à ceux, une infime minorité, qui émettent alors le souhait d'accéder à la citoyenneté française. Certes l'administration insiste sur l'aspect purement laïque de la « naturalisation » : devenir citoyen français n'oblige ni à abjurer sa religion, ni à adopter un nom à consonance européenne, mais il implique l'abandon du statut personnel musulman.⁹⁹

Les confréries religieuses sont de puissantes associations hiérarchisées¹⁰⁰, dirigées par un cheikh élu. Elles exercent une influence religieuse et morale, elles répondent aussi à un besoin d'organisation sociale. Elles se rattachent toutes au soufisme mais se distinguent par des règles et prières particulières édictées par le chef fondateur. L'adepte, pour mériter la grâce divine et pour purifier son âme se livre périodiquement à des pratiques mystiques selon le rituel qui constitue la *Tariqa* et l'état extatique. Au XIX^e siècle, elles ont joué un rôle majeur

⁹⁷ En 1941, un musulman, ancien Chef EDF, El Nobbi, fonde les Éclaireurs de Tunisie. Au Maroc, c'est Si Moulay Hassan, qui crée en 1934 le Scoutisme hassanien, d'abord simple section de l'Union sportive de Rabat-Salé. Faute de ressources, et en l'absence de formation de cadres, ces troupes périssent, certaines entrent même dans la clandestinité jusqu'au milieu des années quarante en raison de leurs engagements politiques.

⁹⁸ Cf. Ahmed Aroua, *L'Islam à la croisée des chemins. Problèmes idéologiques et perspectives d'avenir*, Alger, Société Nationale d'Édition et de Diffusion, 1969, p. 8-9.

⁹⁹ Jean-Paul Charnay, *La vie musulmane en Algérie d'après la jurisprudence de la première moitié du XX^e siècle*, Paris, PUF, « Quadriges », 1991 (1^{re} édition 1965), p. 256-263.

¹⁰⁰ L'organisation hiérarchique d'une confrérie religieuse comprend, de haut en bas, un cheikh, des moqqadems et l'ensemble des khouans.

dans la résistance à la colonisation française. Mais, en perte de vitesse dans la première moitié du XX^e siècle, l'islam confrérique est relayé, écarté par l'islam réformiste sur le terrain de la protestation identitaire : le

ralliement [des ordres religieux] à l'ordre colonial devient de plus en plus affiché ce qui amène les nouveaux courants politiques nés au lendemain de la première guerre mondiale à les combattre¹⁰¹.

Et ce, d'autant plus que certaines pratiques religieuses ou sociales (les visites aux tombeaux et la recherche d'intercesseurs) sont qualifiées d'enfreinte au dogme essentiel de l'islam, à savoir l'unicité de Dieu, par les disciples d'Al-Afghani.

Avant d'être fondateur de la confrérie Allaouyia, le cheikh Al-Alawi est un homme en vue des pouvoirs publics. Son souhait est de faire exister l'islam en Occident, alors qu'une partie (15 % environ) des travailleurs venus d'Algérie s'installent définitivement en France. Il prononce le discours d'ouverture lors de l'inauguration en grande pompe par Gaston Doumergue, président de la République, et Moulay Youssef, sultan du Maroc, le 16 juillet 1926. La Mosquée de Paris est alors le centre du monde musulman en France, institution nationale, elle participe du contrôle des populations originaires des pays sous domination française,

tandis que les confréries, comme la Tidjaniya et la Senoudjia, continuent à étendre leur réseau parmi les ouvriers et manœuvres musulmans¹⁰².

Etre impliqué dans cette institution est lourd d'ambiguïtés. L'islam a bien une place « officielle » dans le paysage français, mais son statut est inférieur à celui des autres cultes reconnus, parce qu'intimement lié au fait colonial.

Le cheikh Al-Alawi organise la confrérie Allaouyia en 1948, dans une heure creuse du rayonnement théologique islamique en Afrique du Nord. Il se réfère à une tradition soufie ancienne mais qui sera peu diffusée dans les milieux de l'immigration. Il propose un apprentissage des fondements de l'islam d'inspiration malikite¹⁰³. Le courant malikite,

¹⁰¹ Mohammed Medjaoud, *L'Action Réformiste de l'Association des Oulémas Musulmans Algériens (1920-1940)*, thèse de doctorat sous la direction de Gérard Cholvy, Montpellier, 1992, p. 38.

¹⁰² Alain Boyer, *L'Islam en France*, Paris, PUF, « Politique d'aujourd'hui », 1998, p. 58.

¹⁰³ Voir le CD-ROM Multimédia Takya, vendu aujourd'hui par l'association des SMF.

largement répandu au Maghreb, accorde une place importante au travail de la raison, à l'action de la conscience personnelle¹⁰⁴.

Sa pensée s'organise autour de thèmes soulignant l'attention que Dieu porte à l'homme, utilisés aujourd'hui comme clefs de lecture du Coran par les SMF. La pureté de l'intention : « *Il vaut mieux une prière sans gémissement qu'une gémissement sans âme* »¹⁰⁵. L'unicité de chaque être devant Dieu¹⁰⁶. La conscience du péché, de l'endurcissement des cœurs qui se détournent de Dieu, et la nécessité du repentir¹⁰⁷. L'accompagnement de Dieu au long de l'histoire humaine :

Si Dieu avait voulu l'homme abandonné à lui-même, Il n'aurait pas révélé à ses nombreux prophètes l'Évangile, le Talmud, la Bible et le Coran. Pour guider l'homme vers le droit chemin, nous ne faisons que rendre toujours vivaces dans l'esprit des hommes les préceptes de Salomon, d'Abraham, de Jésus-Christ et de Mohammed¹⁰⁸

L'une des nièces du cheikh Al-Alawi se marie avec Adda Bentounès. Ce dernier prend la succession du cheikh-fondateur à la tête de la confrérie. Il se fait connaître comme co-auteur de l'ouvrage, *Jésus, âme de Dieu*, paru en 1958¹⁰⁹ :

Chaque musulman croit en son cœur que Jésus est un grand prophète, qu'il est l'Ame de Dieu, envoyé au monde pour éclairer de sa Lumière et faire naître la foi dans le cœur des créatures. S'il arrive qu'un jour un bon musulman se retrouve auprès d'un bon chrétien, ils seront d'accord sur la question de Jésus comme des frères et comme des disciples d'un même Maître. Le prophète Mohammed enseigne l'amour de Jésus, et de plus prépare son retour. Il dit à son peuple : 'Attendez Saydina Aïssa [Jésus, fils de Marie] et préparez-vous pour le recevoir avec une bonne foi et une

¹⁰⁴ Le *madhhab* malikite est l'une des quatre écoles de jurisprudence de l'islam sunnite, appelée anciennement école de Médine. Le courant malikite est centré sur l'enseignement de l'imam Malik ibn Anas (env. 715-795), qui passa la plus grande partie de sa vie à Médine où il écrivit le premier traité de droit musulman, *Al-Muwatta'*. Il est fondé avant tout sur la pratique communautaire médinoise de la sunna ; il préfère donner comme base de la jurisprudence musulmane l'opinion personnelle (*ra'y*) et le raisonnement par analogie (*qiyas*) plutôt que le hadith. Cependant, ceux-ci ont continué, d'une manière assez arbitraire, à être invoqués dans les jugements. (cf. Yves Thoraval, « Malikite École », *Dictionnaire de l'Islam. Religion et civilisation*, Paris, Encyclopaedia Universalis-Albin Michel, 1997, p. 524-525).

¹⁰⁵ Cheikh Al-Alawi, *Sagesses*.

¹⁰⁶ Cheikh Al-Alawi, *Diwan*, Les Amis de l'Islam.

¹⁰⁷ Cheikh Bentounès, *L'homme intérieur à la lumière du Coran*, op. cit., p. 66.

¹⁰⁸ Voir, *Documents et témoignages*, édition des Amis de l'Islam, 1984, p. 53.

¹⁰⁹ L'ouvrage doit être réédité sous peu chez Albin Michel.

bonne conduite. Il n'y a que lui qui soit désigné pour combattre l'antéchrist et pour l'exterminer à la fin des temps. C'est à son retour que le monde se purifiera et que chacun prendra le chemin droit. Lorsque Jésus reviendra, il trouvera des musulmans [des hommes soumis] pour le recevoir'.¹¹⁰

Son fils, Maadi, prend la suite, mais la confrérie connaît une éclipse forcée dans l'Algérie de Boumedienne, jusqu'en 1975¹¹¹. Son petit-fils, Adlen la réactivera quatre ans plus tard¹¹²... Et, en novembre 1999, en tant que Guide spirituel de la confrérie Allaouiya (mais pas en tant que Président-fondateur et Président d'honneur des SMF), Adlen Bentounès est l'une des six personnalités destinataires de la lettre de Jean-Pierre Chevènement intitulée « Principes et fondements juridiques régissant les rapports entre les pouvoirs publics et le culte musulman en France »¹¹³.

* * *

Les solutions de continuité de cette histoire en rendent l'appréhension parfois ardue. Les acteurs contemporains, eux-mêmes, n'ont pas toujours conscience des héritages dont ils peuvent dépendre.

Si les SMF sont présentés aujourd'hui comme une « réussite de l'intégration »¹¹⁴, cela n'a rien de fortuit. Leur démarche se fonde en partie derrière l'itinéraire d'hommes qui avaient choisi la voie commune de l'islam et de la France, au risque de la marginalité. Leur foi reste celle de l'islam :

Le Coran étant le Livre, c'est-à-dire le message dans sa totalité et toute sa clarté, l'homme est désormais l'héritier de toute la Révélation ;

le Prophète de l'islam est, pour eux, le modèle de l'homme universel,

celui en qui les contraires et les différences des hommes se rencontrent pour s'harmoniser dans la Paix. Il est celui par qui l'accès à l'Absolu est à

¹¹⁰ Cheikh Hadj Adda Bentounès et Abdallah Redha, *Jésus, âme de Dieu*, Oran, éditions Les Amis de l'Islam, 1958, p. 3.

¹¹¹ L'histoire de la confrérie Allaouyia et de l'association « Les Amis de l'islam » est l'objet du mémoire de maîtrise de Foad Khatir, dont la soutenance est prévue à Toulouse en septembre 2000.

¹¹² Cf. *supra*, p. 8.

¹¹³ Mme Betoule Fekkar-Lambiotte, Présidente de l'association « Terres d'Europe » (ex-« Amis de l'islam ») est une des cinq autres personnalités consultées par le Ministre de l'Intérieur.

¹¹⁴ L'expression est d'A. Boyer, *L'Islam en France*, Paris, PUF, « Politique d'aujourd'hui », 1998, p. 204.

la portée de chacun quels que soient sa race, sa nation, sa condition, son sexe.

La pluralité des chemins est néanmoins envisagée :

Si toutes les traditions, religions, philosophies conduisent vers la Vérité, elles finiront toutes par se déverser dans l'immensité de l'Océan de la Miséricorde et de la Réalité divines, l'ineffable inconnu.¹¹⁵

Force est de constater que leur voie-voix reste minoritaire :

Il n'est pas exagéré de dire que depuis le début du XX^e siècle, grâce aux actions conjuguées de l'administration coloniale (surtout en Algérie) et de la campagne menée par les réformistes contre toutes les formes de dévotions populaires (confrérisme, culte des saints), le mouvement pendulaire s'est fixé à l'avantage de l'islam canonique. Mais force est de constater que si le réformisme a su imposer une vision rationnelle et unitaire de l'islam, il est ensuite devenu, en raison des limites de la « réforme » proposée et de l'accentuation de certaines de ses caractéristiques par les courants islamistes contemporains (simple retour aux sources canoniques, primauté de l'orthopraxie et de la shari'a, intolérance à l'égard des dévotions populaires), conservateur pour ne pas dire traditionaliste. Toute la question est de savoir dans quel sens, traditionaliste ou moderniste, les jeunes générations de musulmans de France vont évoluer, étant entendu que l'action des leaders prédicateurs n'est pas négligeable.¹¹⁶

La présence de catholiques, au long de cette histoire, n'est pas non plus fortuite. Eux aussi sont confrontés au problème de la double identité, et de la priorité à accorder à l'une ou à l'autre. Eux aussi lisent leur histoire en distinguant les tenants de l'« intransigeantisme », ceux qui se nourrissent de la mystique de la France (ou de l'Europe) chrétienne, et les tenants du « libéralisme », cette manière de faire des concessions à la modernité¹¹⁷... sachant bien que la frontière passe à l'intérieur de chacun : on est toujours l'« intransigeant » de l'un, et le « libéral » de l'autre. Eux aussi, les premiers, ont cherché à répondre à l'inédit dans ce cadre « intangible » (mais non « sacré ») de la laïcité où se déroule un processus de sécularisation¹¹⁸

¹¹⁵ Cheikh Bentounès, *L'Homme intérieur...*, *op. cit.*, p. 205, p. 197.

¹¹⁶ Leïla Babès, « Comment parler de la communauté musulmane de France ? Éléments de sociologie religieuse », *Islam de France*, n° 7, mai 2000, p. 17.

¹¹⁷ Voir à ce sujet le projet d'études envisagé pour le GDR 1095 dans les quatre années à venir.

¹¹⁸ Leïla Babès, *L'Islam positif. La religion des jeunes musulmans de France*, Paris, Édition de l'Atelier, « Débattre », 1997, 224 p.

Dominique AVON

Peut-on se contenter de conclure par l'affirmation de Bertrand Chanzy, ex-Commissaire Général des SDF, selon laquelle

les religions au lieu d'être des raisons d'affrontement entre les hommes permettent au contraire dans l'éducation au respect de l'autre et de sa relation à Dieu, de construire un monde solidaire¹¹⁹ ?

L'histoire immédiate (la phase d'intégration-insersion), proche (la phase d'immigration), ou plus lointaine (la phase de colonisation), illustre bien souvent les ambiguïtés des comportements des acteurs, musulmans, chrétiens, non croyants... Et affirmer que l'Islam est également une force de proposition en ce domaine¹²⁰, ne doit pas nous aveugler sur le comportement de ceux qui œuvrent en sens inverse. La question fondamentale de la liberté de conscience, du droit à changer de religion, soulevée par deux intellectuels musulmans, vient encore de le montrer¹²¹.

¹¹⁹ Mot d'accueil, 9 février 1991, Dossier de Presse, *ASDF*.

¹²⁰ Olivier Carré, *L'Islam laïque ou le retour à la Grande Tradition*, Paris, Armand Colin, 1999.

¹²¹ Leïla Babès et Michel Renard, « Quelle liberté de conscience ? », *Libération*, 26 juin 2000.

SCOUTISME CATHOLIQUE ET LITURGIE

Père Jordi FONT PLANA

Le titre de cette communication - très concrète et, dans une certaine mesure très particulière, peut poser beaucoup de questions : existe-t-il un lien, un rapport entre le scoutisme catholique et la liturgie de l'Église ?

Il s'agit d'un thème actuellement méconnu par de nombreux mouvements scouts d'Espagne, mais il n'en est pas ainsi en France.

Une telle expérience se produit-elle dans le reste d'Europe ? Pourquoi a-t-elle lieu, du moins dans un degré semblable de fécondité, dans quelques associations, comme c'est le cas des « Scouts de France » et celui des « *Minyons Escoltes i Guies Sant Jordi* » de Catalogne ? Dans leur volonté d'élever chrétiennement leurs associés, pourquoi ces deux associations ont-elles opté pour une pratique liturgique ? Quelles circonstances historiques ont favorisé cette option pastorale envers la liturgie ? Et pourquoi ces circonstances n'ont pas eu lieu dans d'autres expériences aussi bien catéchistiques qu'apostoliques ? (Comme ce serait le cas de l'AGESCI italienne).

Le Concile du Vatican II, avec la Constitution sur la Sainte Liturgie *Sacrosanctum Concilium* constitue un événement déterminant pour la liturgie de l'Église : y a-t-il un avant et un après ?

Quel est le cadre dévolu par ces associations à la liturgie, comment dans leur projet éducatif, pris dans un sens très large, encadrent-elles la liturgie ? Finalement, quelle pensée théologique est à la base de cette expérience liturgique féconde et durable qui caractérise le scoutisme ?

1. Trois constatations puisées dans l'histoire

Tout au long de ma recherche j'ai pu faire trois constatations.

1. L'élément générateur de l'expérience liturgique a été établi par le rescrit de Pie XI qui a permis la célébration de l'Eucharistie dans les campements scouts.

Michel Rigal, ancien commissaire général de « Scouts de France » et secrétaire général de la CISC, affirmait : « Le jour où le Pape Pie XI a

donné aux scouts la faculté de célébrer la messe au campement... ce jour-là il a donné au scoutisme le meilleur et le plus formidable des cadeaux qu'il pouvait leur donner »¹

Situons-nous dans l'année 1923 en Italie, c'est l'année du premier rescrit ou *Indult* pour l'ASCI, ou bien dans l'année 1929 en France, pour les « Scouts de France », ou en 1933 en Catalogne. Le Droit Canonique en vigueur est le même et les dispositions canoniques sur le lieu autorisé pour célébrer la Sainte Messe est aussi le même. Le canon 822, 1^{er} point, affirme qu'on ne peut célébrer l'Eucharistie que dans l'espace sacré du temple, à exception des militaires et des missionnaires, qui constituent des cas particuliers justifiés par l'urgence des motifs.

Ce qui est surprenant et méritoire à la fois c'est que l'Indult a été octroyé à une association catholique éducative d'origine anglicane, mais il ne faut pas oublier le penchant de Pie XI pour l'alpinisme (une voie d'accès au sommet du Mont Blanc avait été tracée par lui-même et porte son nom : *Via Ratti*². Certains connaissent son ouvrage : *Écrits alpins de l'abbé Docteur Aquille Ratti (Aujourd'hui SS. le Pape Pie XI)*³ et cette phrase lui appartient : *di questo vostro scautismo che è stato un po' il nostro – alluendo alla la sua ventennale esperienza di alpinismo*⁴. D'une part, il s'agit d'une reconnaissance ecclésiastique et, d'autre part, c'est une « clé » qui offre beaucoup de possibilités à une expérience liturgique différente de l'ordinaire.

L'important c'est qu'à partir de cette concession, le scoutisme crée une pastorale liturgique en accord avec sa pédagogie et selon les principes de l'éducation catholique dont il avait fait le choix.

Nous avons un échantillon de l'option liturgique des « Scouts de France » : c'est la lettre écrite en 1958 par l'abbé de Metz Noblat, aumônier général de « Scouts de France », à l'assistant religieux national de la ASCI italienne, Mgr. Luigi del Gallo, face au problème surgi lors de la rénovation de l'Indult Pontifical. De Metz Noblat écrit ceci : *l'affaire*

¹ Rigal, Michel, *Escoltisme missioner*, DDE, Barcelona, s/a.

² Cf. Kunz, Louis : *Guide de la chaîne du Mont Blanc*, Lausanne, 1927. Vallot, *La chaîne du Mont Blanc*, Arthaud 1973.

³ Cf. Bobba-Mauro, *Escritos alpinos del sacerdote Doctor Aquille Ratti (Hoy S.S. Pio Papa XI)*, De. Internacional Barteri y Vanzetti, Milano 1925. Il y a 25 itinéraires décrits par SS. Pio XI entre 1885 et 1913, ainsi que des journaux sur ses séjours en montagne.

⁴ Pius XI, *Discorso...agli Scouts Romani*, chez Morello G, Pieri F, *Documenti Pontifici sullo Scautismo*, De. Ancora, Milano 1991, p. 58.

est très importante pour nous, car si jamais, cet Indult était révisé, c'est pratiquement toute notre pastorale qu'il faudrait repenser⁵.

2. L'expérience liturgique du scoutisme catholique, - celle de SdF et celle de la Catalogne -, porte beaucoup de fruits et se situe parfaitement dans la lignée méthodologique de Baden-Powel et de fidélité à l'Église Catholique.

Une phrase du Père Michel de Paillerets, dominicain et aumônier des SdF, résume ce point de vue :

Si vous proposez aux scouts des méditations réglées en plusieurs points, il est sûr que vous serez « en dehors de leur voie ». Mais si vous leur demandez de construire un autel, de connaître les objets du culte, de servir la Messe, de se fabriquer un oratoire de camp et de parer de fleurs la Vierge sculptée ou dessinée par eux-mêmes, vous aurez plus de chances pour que désormais la religion ne leur paraisse plus ennuyeuse⁶.

1. Il y a donc une modalité scoute de présenter la religion. Baden-Powel n'a pas fait du scoutisme une nouvelle religion, mais une possibilité de présenter la religion. Non pas une religion tel un « vêtement » de dimanche, mais qui fait partie intégrante de la vie des jeunes, de la vie de tous les jours. Baden-Powel perçoit la religion non pas comme des préceptes à apprendre, mais comme une vie qu'il faut vivre. D'où l'aspect pragmatique et le sens dynamique qu'il donne à la religion. Il écrit : *Notre but est de pratiquer la religion chrétienne dans la vie et dans les activités de chaque jour, et pas seulement de professer sa théologie le dimanche*⁷.

2. Ce sens religieux que BP donne au scoutisme est parfaitement perçu par le Père Sevin, lorsqu'il crée les « Scouts de France » puisque d'après BP cette création *est la meilleure réalisation de ma pensée*⁸. Aussi, les « Scouts de France », et le scoutisme catholique catalan, ont-ils prêté attention à la liturgie de l'Église en tant que méthode active pour

⁵ Carta del P. Metz de Noblat a Mons Luigi del Gallo, (Paris 16 de enero 1958). Archivo Nacional de SdF, Paris.

⁶ Paillerets, Michel de : *Les garçons et le Scoutisme*, 1958, red. CLD Chambray-lès-Tours, 1983, p. 93

⁷ Baden-Powell, *Scouting for boys*, prefacio ed. 1940, p. 3. Citado por SICA, Mario : *Jouer le Jeu*, Éd. Scouts de France, Paris, 1982, p. 127.

⁸ Masson, Florent, *La spiritualité scoute*, chez *Demain*, SdF, 91 (1991), p. 48 y Scouts d'Europe, *La Patrouille t'attend*, 3^a. de. Château-Landon, 1991, p. 16.

donner aux scouts une formation catholique. Le fondateur du scoutisme catalan écrit lui-même :

Le scoutisme est une combinaison d'exercices matériels et spirituels, à l'exemple de la liturgie de l'Église. Il est bien connu que l'enseignement basé uniquement sur des idées, n'est qu'une perte de temps.

Je rappelle quelques-uns de ces éléments qui marquent les bons rapports entre le scoutisme et la liturgie de l'Église.

a. Le cérémonial scout

Tout le monde sait que le scoutisme en soi est un rituel, un univers symbolique, une chaîne symbolico-rituelle. Dès l'entrée du louveteau dans le scoutisme jusqu'au moment où, devenu routier il doit prendre congé, la vie du scout est jalonnée par des cérémonies, des symboles et des signes. Il y a des cérémonies officielles (Promesse Scout, le Départ) et un cérémonial quotidien (hissement de drapeaux, veillée autour du feu de camp...)

Dans tous ces rituels éducateurs il y a des éléments religieux bien assimilés qui donnent un sens surnaturel à beaucoup d'activités. Le fait même de la bénédiction du campement ou les *Itinerarium* du Bréviaire Romain avec lesquels les routiers initient leur route, en sont des exemples.

Tout cela constitue l'esprit scout et, par conséquent, crée une spiritualité scout qui est l'âme du scoutisme.

Cette liturgie éducative, porteuse d'éléments religieux parfaitement intégrés, prédispose le scout à établir le contact avec la liturgie. Quelques exemples : la participation active et consciente pendant les célébrations, leur caractère communautaire, l'éducation de la sensibilité du symbolisme rituel....

b. Relation féconde entre la méthode scout et la liturgie de l'Église

J'aimerais détacher quatre éléments dans lesquels l'expérience liturgique scout a été très féconde ; cela étant dû au style et à la bonne interprétation de la liturgie et du scoutisme :

1. Le contact avec la nature. C'est le cadre où le scoutisme vit et éduque et qui, en plus, offre une approche anthropologique aux signes de la liturgie. Dans ce cadre la lecture de la Bible devient plus suggestive et le repas fraternel pris par une patrouille permet de mieux appréhender l'Eucharistie puisque préparée avec l'effort de tous le monde. Surtout lorsque l'Eucharistie est enracinée dans une communauté déjà constituée

par la vie commune au long de plusieurs jours dans un cadre naturel, évocateur de nombreuses situations et de beaucoup de récits permettant une lecture différente de la Parole de Dieu au cours de la célébration liturgique. La Parole de Dieu décrit nombre d'exploits qui peuvent devenir des références valorisantes pour les nombreuses et possibles aventures qui peuvent avoir lieu dans un campement scout.

2. L'éducation active dans les constructions du campement. Le scoutisme propose au jeune garçon sa propre éducation à travers l'action et le travail manuel. Le scout se réalise en réalisant, en construisant, de la même manière que l'action sacrée de la Liturgie constitue l'Église. De même, la construction de bien d'installations qui surgissent dans les campements, jouent un rôle important dans la formation du scout. Le scoutisme catholique a développé, en plus des installations destinées à la vie en commun du campement (tables, bancs, panneaux d'affichage, mâts...), d'autres constructions liturgiques destinées aux célébrations (autel, tribune, croix, coin de silence...). Cette activité tout à fait scoute est donc en parfaite syntonie avec l'éducation de la foi que nous offre cette expérience liturgique. En plus, l'activité scoute permet au jeune une attitude religieuse active et participative, tel que le demande la *Sacrosanctum Concilium* 14, bien différente de ce que peuvent offrir d'autres célébrations de l'Église.

3. La vie dans un campement permet une parfaite continuité entre la vie manuelle-technique et la vie religieuse-spirituelle. On dit qu'un campement de scouts catholiques est semblable à une journée monastique, où l'activité manuelle s'insère dans la vie spirituelle et liturgique, pareille à la continuité offerte par la Règle de saint Benoît, *ora et labora*. Les célébrations du matin et du soir (à certaines époques on a fait des expériences de l'Office Divin, en rapport lumière-obscurité) aident à découvrir, au rythme de la nature, le rythme du chrétien qui vit au quotidien le Mystère Pascal. Mais l'Eucharistie devient souvent le *fons et culmen* (SC 10) du campement scout, surtout quand on la prépare à l'avance par les diverses installations, les sessions de catéchèse liturgique, la préparation des cantiques, les lectures et les gestes rituels. En découvrant aussi que la vie simple et fraternelle du campement a une réelle dimension surnaturelle qui, à travers l'Eucharistie, prend sa signification authentique.

4. Le système de « badges » et épreuves liturgiques donnent la formation à la fois doctrinale et pratique, base nécessaire à cette

expérience liturgique. Les badges liturgiques, parmi les techniques de campement, d'orientation, de travaux manuels... sont encore un autre exemple de cette syntonisation parfaite entre méthode et technique scout et liturgie de l'Église. Badges comme celui de lecteur, enfant de chœur, chantre,...voilà une formation pratique pour la vie de campement et pour un service plus élargi envers l'Église locale.

Ainsi nous pouvons comprendre la phrase du Père Paillerets :

Si vous voulez élever religieusement vos scouts, il faut le faire dans « leur voie à eux » : construire un autel, connaître les objets du culte, servir la messe, construire un oratoire...

Quelle est l'intention du scoutisme catholique à travers l'option pastorale-liturgique unie à la fois à son système éducatif ?

Nous pouvons trouver la réponse dans l'affirmation de Ricard Pedrals, ancien aumônier de « *Minyons Escoltes* » de Catalogne :

Des garçons qui ont grandi en contact avec la création, où ils ont appris à contempler l'œuvre de Dieu, avec la lecture de la Parole de Dieu et la formation de l'Église, en contact communautaire et fraternel les uns avec les autres autour de l'autel de campement et dans la vie d'union, doivent être des garçons intelligents et libres qui, par la suite, puissent servir d'une manière efficace aussi bien Dieu dans l'Église que leurs frères là où Dieu voudra. N'est-ce pas cela le scoutisme ? Pouvions-nous faire autrement ?⁹

J'ai découvert deux cadres, plus élargis, où s'inscrit cette expérience liturgique du scoutisme ; celle-ci deviendrait en quelque sorte l'expression des ces mêmes cadres.

1. Cette expérience liturgique est l'expression des divers « modèles » éducatifs qui ont lieu dans des périodes déterminés de l'histoire.

Le scoutisme catholique, dont le modèle est celui des « Scouts de France », a développé des « modèles » conçus par Baden-Powel lui-même comme des propositions de « jeu scout » destinés au jeune homme. Ainsi, ce jeune peut s'écrier :

Je suis maintenant un chevalier du moyen âge parce que je fais la Promesse Scoute, maintenant je deviens un indien ou un explorateur, parce que je suis habillé avec une chemise d'explorateur¹⁰.

⁹ Pedrals, Ricard, *Llum verd encès i motor en marxa*, a *Circular*, octobre 1960, p. 4.

¹⁰ *Aportation* oral de Mn. Josep M. Marquès (Girona, 21.02.99).

Ces représentations éducatives permettent :

1. D'incarner toute une série de valeurs offertes par le scoutisme dans le but de donner une éducation intégrale au garçon. Des valeurs semblables à celles qui prétendent créer chez les jeunes un caractère sain, naturel, joyeux, avec le sentiment d'engagement et du devoir envers les plus indigents. Baden-Powel veut inculquer ces valeurs parmi les jeunes afin de les sortir du monde artificiel et peu salubre où ils vivent, un monde créé par la société industrielle du début du siècle. Ainsi, ces « modèles » permettent au scoutisme de devenir un « jeu » qui rassemble ces valeurs.

2. Les fondateurs du scoutisme catholique français (Sevin, Donœur...) à partir des modèles donnés par B.P. chercheront eux aussi à christianiser la jeunesse et la société de l'époque en devenant les porte-parole d'un humanisme intégral, la religion catholique étant sa raison d'être.

Mais ce qui nous intéresse plus particulièrement c'est de montrer de quelle manière ces modèles éducatifs ont développé une expression liturgique concrète :

1. À partir du modèle indien ou nomade biblique, en coïncidence avec la concession ou indult de Pie XI dont jouissait le scoutisme et qui lui permettait de célébrer la Sainte Messe dans les campements, le scoutisme a identifié ses aventures et ses activités avec celles du Peuple de Dieu en marche dans le désert vers la Terre Promise. La tente-chapelle est la véritable Tente d'Israël, où par Jésus-Christ *qui a planté sa tente parmi nous* (Jn 1,16), *maintenant*, par cette Tente, *la demeure de Dieu est parmi les hommes !* (Apocalypse, 21,3).

2. À partir du modèle du chevalier médiéval, le scoutisme catholique développera, au détail près, toutes les cérémonies ayant une certaine source d'inspiration dans les rituels médiévaux, tels que la Promesse Scoute, la Veillée d'Armes, l'Investiture du Routier.

3. Finalement, le modèle pionnier attache beaucoup d'importance aux constructions fonctionnelles que les scouts développent habituellement dans les campements (tables, bancs...) bien qu'elles aient été développées auparavant. L'intérêt est grand pour les constructions liturgiques telles que l'autel, la croix, les chapelles...qui ont la volonté de prolonger les connaissances techniques et l'éducation de la foi.

Ainsi que l'expérience liturgique du scoutisme décrite antérieurement trouve, à travers ces modèles, leur propre expression bien intégrée et en parfaite continuité.

2. Deuxième cadre : C'est à partir des mouvements de rénovation ecclésiale - qui ont lieu avant et après le Concile - qu'il faut situer cette bonne relation entre liturgie et Scoutisme.

Avant le Concile le Mouvement liturgique français et catalan a eu une application pastorale et un laboratoire dans le Scoutisme Catholique de SdF et dans les *Minyons escoltes*. Doncœur réaffirmait comment « La Route de SdF » a été le grand laboratoire des propositions offertes par le Mouvement liturgique.

Mais par-dessus tout, la clé de cette expérience liturgique a été la pensée des Pères Congar, Chenu, Liégé, Guardini qui ont grandement influencé le scoutisme catholique. Ces auteurs rappellent le caractère éducatif de la liturgie, surtout par son christocentrisme, son caractère communautaire et ecclésial. Ils rappellent encore comment la liturgie exige une participation active, en raison du sacerdoce baptismal de chaque croyant. Ils voient dans la liturgie une source de renouvellement de l'Église. Ceci coïncide avec le scoutisme catholique qui recherche une rénovation de la société et de l'Église.

Finalement le Concile Vatican II, reprend parmi d'autres choses, bien des expériences du scoutisme de ces années-là. Au cours des années qui ont suivi le Concile, le scoutisme est devenu une plate-forme dans l'application des principes de la *Sacrosanctum Concilium* surtout dans les aspects ayant trait à la formation du laïc, à sa participation active et consciente, à la découverte de la liturgie en tant que facteur de rénovation du scoutisme et de l'Église même. En voici un exemple : La rencontre de *La Trivalle* des SdF et de GdF.

2. Expérience liturgique du scoutisme : contenus théologiques

Comme l'écrit le Père Jean Bidot :

La pédagogie scout, concrète et active, contribue efficacement à faire découvrir à nos garçons qu'ils sont dans l'Assemblée chrétienne, et singulièrement dans l'Assemblée Eucharistique, l'Épiphanie du Seigneur et le signe visible de l'Église¹¹

¹¹ Bidot, Jean, *Sens sacré des gestes et des attitudes*, dans *Aumôniers de France*, 55 (1963), p. 46.

L'expérience liturgique du scoutisme démontre un concept théologique et ecclésiologique déterminé.

Je vais me centrer sur deux dynamismes éducatifs de la méthode scout qui me serviront à décrire avec plus de précision le cadre théologique qu'on découvre en cette expérience liturgique : *le bivouac (la tente, le campement) et la marche ou route (le nomadisme)*. Je pourrais utiliser d'autres dynamismes scouts (la Promesse, le système de responsabilisation ou de petits groupes...), mais les deux dynamismes choisis me permettent de constater une certaine évolution au long de l'histoire du scoutisme catholique et, en même temps, une expression liturgique très riche.

1. Le bivouac dans une tente

Rappelons que la nature est un des axes clé de B.P. : c'est un système éducatif où le garçon et le jeune acquièrent un caractère sain, joyeux, serviable et social.

Rappelons de même que BP voit dans le livre de la Nature un chemin pour connaître Dieu et arriver à Lui avec la lecture simultanée du grand Livre de la Sainte Écriture.

Le scoutisme catholique, comme il a été dit, a rapidement établi un lien entre ces deux livres en vue de l'éducation de la Foi. Ainsi, le scoutisme sera comparé à un nouveau Peuple d'Israël à l'image de l'ancien peuple qui vivait jadis sous les tentes des campements et qui à travers de longues marches dans le désert s'est acheminé vers la Terre Promise.

Ainsi le scoutisme perçoit le campement comme un prolongement de *l'Historia Salutis* opérée dans le passé par Dieu envers son Peuple. Surtout parce que le campement biblique avait la même fonction purificatrice, régénératrice et constitutive d'un nouveau peuple, le Peuple de Dieu, tel qu'il est recherché aussi par le scoutisme de BP et celui du catholicisme. Souvenons-nous de la fête annuelle juive du *Sukkot* ou des tentes, où le peuple se rappelait sa condition de pèlerin dès sa création comme peuple de Dieu, et avec la fête des tentes il se ressouvenait de sa condition de Peuple de Dieu car *son retour au désert s'avère indispensable, puisqu'il permettra la purification et la rénovation d'Israël*¹²

Au principe de ce modèle, a lieu le rescrit ou *Indult* pour célébrer l'Eucharistie dans le campement. Maintenant, la comparaison est parfaite : les scouts ont de nombreuses expériences vécues ; celles-ci

¹² Martin-Achart, *Essai biblique sur les fêtes d'Israël*, Genève 1965, p. 92.

prennent un grand relief à partir de la célébration de l'Eucharistie, puisque c'est le Christ lui-même qui *a levé sa tente au milieu du campement* (Jn. 1, 16), et que, surtout, ce sera à partir de maintenant que celle-ci *sera la tente de Dieu où il demeurera avec eux, qu'ils seront son Peuple et que leur Dieu sera Dieu avec eux* (Ap.,21, 3).

Nous avons ici un principe théologique : le principe de l'Incarnation. Ce principe corrobore l'offre éducative de BP sans la citer. De fait, c'est la même proposition que beaucoup de théologiens tels que Congar et Chenu... désiraient en vue de corriger les défauts de l'Église, sa spiritualisation, son individualisme ou son antimodernisme.

En conséquence, nous découvrons l'ecclésiologie communautaire du Peuple de Dieu. Les campements scouts s'organisent comme jadis Israël le faisait, - d'après Congar quand il décrit l'ecclésiologie de Vatican II¹³ - autour d'une Loi (maintenant la loi Scout), autour d'une Alliance (maintenant la Promesse Scout) et autour d'un culte (maintenant le *Rescripto Pontificio* facilite ce culte dans le campement).

Les scouts catholiques découvrent, grâce à l'Eucharistie célébrée dans le campement, qu'*ils sont une Épiphanie du Seigneur et l'Église communauté*¹⁴ Ainsi s'accomplit le principe : *Ecclesia facim Liturgiam et liturgia facim Ecclesiam*.

Avec le chantier le scoutisme revalorise sa présence au milieu de la nature, étayé qu'il est par le service communautaire et, particulièrement, par la nouvelle pédagogie des « pionniers ». Une autre conséquence de l'Incarnation est le service, cette fois-ci avec un sens plus sotériologique. Le scout se situe devant une Création commencée par Dieu mais que maintenant Dieu demande aux Scouts de la parachever à *son image et ressemblance* (Gn. 1, 28-29).

À la fin du *chantier* la célébration liturgique de l'Eucharistie devient nécessaire puisque c'est elle qui, en quelque sorte, lui confère le sens ultime de service.

Le chantier qui est achevé par la liturgie prendra tout son sens...à partir d'une action vécue en commun¹⁵ La messe devient le lieu où tout leur travail, leur activité prend son sens, car il est associé à l'effort créateur du

¹³ Congar, Yves M-J., *La « Ecclesia » o comunidad cristiana, sujeto integral de la acción litúrgica*, chez *Liturgia de después del Vaticano II*, De. Tauros, Madrid, 1969, p. 280.

¹⁴ Jounel, Pierre : *Genèse et théologie de la Constitution Sacrosanctum Concilium*, chez La Maison-Dieu, 155 (1983), p. 25.

¹⁵ Marchand, J.-P., *Les conditions de la Célébration*, dans *Laïcs et Aumôniers*, 69, (1967), p. 30.

Père (...) Pour les Pionniers « la création qui gémit dans les douleurs de l'enfantement » est devenue une réalité vécue à leur mesure et ils associent tout ce qu'ils ont vécu à la souffrance du Christ dont l'Eucharistie fait mémoire.¹⁶

Tout cela nous rappelle la Liturgie cosmique de Teilhard de Chardin, et en particulier la doctrine du Concile Vatican II sur l'Eucharistie comme *fons et culmen* (SC 10).

2. Le nomadisme : la route

La théologie et l'expression liturgique nous permettent découvrir aspects dynamiques du scoutisme tels que la nomadisme, le chemin, la route.

Tout au long de l'histoire du scoutisme le dynamisme de la méthode BP s'est maintenu avec une certaine constance, mais avec des accents différents : le modèle chevalier médiéval et le modèle biblique. Leur base commune est le chemin, mais avec des accents différents, avec une expérience liturgique, des principes théologiques et ecclésiologiques différents aussi.

2.1. Le modèle chevalier

On l'a déjà dit, le scoutisme est décrit comme une chevalerie médiévale. Et c'est ainsi qu'on invite le scout à ce qu'il construise une nouvelle société en suivant le modèle médiéval ou celui de la *Civitas Dei*.

La dynamique est le pèlerinage, la grand' école spirituelle du Moyen Âge, dont le chemin permet de refléter un éclat humain à partir du sacrifice, du service, de l'ascétisme, de l'austérité,... telle une prière de tout le corps, âme et esprit, vers un humanisme intégral. On parle d'Ordre Scout comme d'un nouvel ordre de vie ou bien comme d'un nouvel ordre de chevalerie-monastique.

À la base de ce modèle il y a la théologie scolastique. On y présente l'ecclésiologie d'une « société parfaite », de *populus christianus*.

Je mettrais en relief deux de ses fruits :

1. *Le cérémonial scout* qui s'inspire de ce modèle de chevalerie médiévale. La Veillée d'Armes, le Cérémonial de la Promesse, le Départ...imitent essentiellement ce modèle.

2.-*Les grandes constructions d'autels ont des rapports avec ce modèle*

¹⁶ Scouts de France, *L'Eucharistie et les Pionniers*, dans *L'Aumônier des Scouts de France*, juin 1967, p. 49.

On bâtit des autels, des croix,... on recherche des lieux destinés à la célébration pour produire la sensation que la création est la grande cathédrale de Dieu. On imite les constructions des cathédrales médiévales.

2.2. Modèle nomade biblique

Il coïncide avec le campement biblique que nous avons déjà décrit. Il a surtout marqué une époque difficile pour les « Scouts de France » et pour les « *Minyons Escoltes i Guies Sant Jordi de Catalunya* ». Ces deux mouvements étaient en train de passer une époque de « désert » après les changements pédagogiques survenus en 1960. Le scoutisme catholique courait le danger de perdre son identité et de disparaître. Aussi, le scoutisme, au milieu d'un « désert » où les chemins ne sont pas balisés, « remémore » l'époque de nos pères dans la foi, au temps d'Israël.

La Trivalle et Sinera'80 ont été deux grandes rencontres où les scoutismes catholiques français et catalan ont examiné leur présent et dessiné leur futur comme des mouvements éducatifs d'Église. Ils devront utiliser la pédagogie nomade afin de découvrir, *tel un nouvel Exode, une nouvelle Pâque, la naissance d'un nouveau scoutisme*. La nouvelle pédagogie de la foi du scoutisme des années 1980-2000 est née de ces deux grands événements. Cela est vrai particulièrement pour les « Scouts de France ».

Ce qui nous intéresse c'est de voir comment s'établit le rapport entre le moment que vit le scoutisme et sa pédagogie propre avec la *Historia Salutis*. Et de quelle manière celle-ci se voit réalisée, parachevée dans la Célébration Liturgique de l'Eucharistie. En un mot : le scoutisme - avons-nous dit -, veut réaliser et évaluer ses aventures et son histoire à partir de la même pédagogie divine de l'Exode. Ainsi le scoutisme catholique, rappelant les *Magnalia Dei* du temps passé, se prédispose aux nouvelles *Magnalia Dei* moyennant une expérience physique et réelle d'Exode et de Pâque à travers la célébration de l'Eucharistie.

L'ecclésiologie est la même que celle du Concile Vatican II : celle de la communauté, du Peuple de Dieu, décrite par *Lumen Gentium*.

Le parallélisme est parfait :

1. Le scoutisme catholique se définit lui-même comme nomade, comme *l'Ecclesia peregrinans*. À cause surtout de sa pédagogie et des divers dynamismes de la méthode scout.

2. Le scoutisme catholique reconnaît son moment historique à la lumière de l'Histoire du Salut qui nous est donnée dans la Sainte Écriture.

3. Cette lecture et ce rapport ont lieu dans la célébration de la liturgie Pascale où naît l'Église ; en laquelle le scoutisme catholique veut se reconnaître comme un mouvement éducatif de l'Église.

Dans ses racines les plus profondes la liturgie correspond à la manière d'être et d'éduquer du scoutisme.

On se trouve réellement devant un cas exceptionnel, que ce soit du point de vue liturgique comme du point de vue du scoutisme. Surtout si on le compare à d'autres mouvements d'Église ou à divers autres groupes éducatifs.

La liturgie a rencontré dans les groupements scouts un terrain où mettre en pratique bien des principes vers lesquels visait le Mouvement liturgique et que la *Sacrosanctum Concilium* présentait en vue à la réforme liturgique.

Les principes de cette liturgie ont donné au scoutisme un style propre et une méthode qui a parfaitement intégré ses caractéristiques éducatives dans la pédagogie d'une foi qui ne renie pas les intuitions de Lord Baden-Powell.

Par conséquent, le scoutisme est et a été une pédagogie valable pour la rénovation conciliaire de l'Église.

Le scoutisme, du fait d'être lui-même une chaîne symbolico-rituelle depuis le louveteau jusqu'au routier, est prédisposé à la réception de la liturgie de l'Église. Surtout par les caractéristiques qu'il donne à ses cérémonies : la dimension communautaire, le rapport cérémoniel-vie, la participation active de l'ensemble du groupe, l'importance attribuée au cadre de la célébration, la dimension symbolique...

Mais, ce sont surtout le style et la vie éducative du scoutisme qui facilitent une expérience liturgique singulière qui diffère d'autres célébrations dont le point de départ se situe dans la catéchèse ou dans d'autres activités pastorales. La pédagogie scout est très semblable à la pédagogie biblique concrètement, toutes les deux partent de la vie même du groupe. Cela permet de vivre des célébrations dont le point de départ est la vie et non les concepts.

c).- Cette expérience liturgique a formé un nouveau type chrétien du couple homme/femme.

Le scoutisme a rempli la fonction que B.P. s'était proposé : former un nouveau type de jeune et un nouveau type de chrétien. Non pas de

Père Jordi FONT PLANA

chrétien du « dimanche », mais de chrétien conscient, toujours actif dans sa foi.

Cette formation, cette éducation que le scoutisme a offerts ont donné comme fruit une grande quantité de vocations au service de l'Église et de la société.

DE L'ÉDUCATION DE LA FILLE À LA PROMOTION FÉMININE

Marie-Thérèse CHEROUTRE

Nous sommes en septembre 1909. Deux ans auparavant, Baden-Powell avait expérimenté, dans l'île de Bronwsea, une méthode de formation du futur citoyen qu'il avait appelé « le scoutisme ». Des milliers de garçons l'avaient adoptée avec passion. Aujourd'hui, près de onze mille d'entre eux, réunis à Londres, à Crystal Palace, acclament celui qui est devenu leur « chief scout ». Mais présence insolite, un petit groupe de fille arborant fièrement chapeau kaki à quatre bosses, chemisette à manches relevées et grand bâton éclaireur s'était joint à la foule. Bravant les sarcasmes et les réprobations, elles demandent, elles aussi, à être inspectées : « fortifier la santé, accepter la discipline de la vie en commun, apprendre à se tirer d'affaire, être prête à servir, était-ce là privilèges réservés à leurs frères ». Leurs enthousiasme et leur crânerie plurent certainement à Baden-Powell. Il n'eut pas le courage de leurs refuser une existence officielle¹.

Les origines

Baden-Powell écrit dans le journal scout *Head Quarters Gazette* de novembre 1909, un essai sur la formation des « Girl guides », intitulé « Suggestions pour la formation du caractère des filles ». Partagé entre la crainte que l'imitation de sa méthode par des filles ne dépréciât le scoutisme aux yeux des garçons et la conviction que son œuvre serait incomplète tant qu'elle n'attendrait pas les femmes, il suggère donc un scoutisme pour les filles assorti de prudence. Il y est dit que si on peut laisser les garçons pratiquer le scoutisme par eux-mêmes et trouver leurs propres chefs, les filles ont, par contre, besoin d'être guidées et contrôlées dès le départ. Le choix des cheftaines doit précéder la constitution du groupe.

La raison première qui semble emporter chez le fondateur l'accord pour la création d'un scoutisme pour les filles, est la nécessité de former

¹ Extrait de *L'Association mondiale des Guides et des Eclaireuses*, publié par le Bureau mondial (Olave center, 12 c Lyndhurst Road, London NW3 5PQ, England).

des femmes de caractère étant donné leur rôle et l'importance de leur influence - comme mère ou comme institutrice - « pour que les garçons de ce pays deviennent des hommes de caractère ». Il choisit le nom de « Girl guides » d'après le célèbre régiment des « guides » qui s'étaient distingués en Inde par leur efficacité et leur ingéniosité dans les difficultés ainsi que par leur dévouement et leur courage. Dans *Le livre des Éclaireuses* qu'il écrit pendant la guerre de 1914-1918, c'est cependant la propre situation des femmes qui conforte sa conviction : « ... De fait, quand les femmes furent enrôlées dans le Service national pour aller en France, elles ne purent partir tout de suite : les autorités estimèrent qu'elles avaient besoin d'un cours préparatoire sur deux points particuliers, la discipline et l'hygiène. Pourtant ce sont des choses qu'elles auraient du apprendre auparavant et qui leur auraient été utiles en tout temps aussi bien en cas de guerre que dans la vie ordinaire. Cette insuffisance se fit sentir aussi bien parmi les femmes travaillant à la campagne ou dans la menuiserie que parmi les femmes chauffeurs ou les employées de bureaux. Toutes durent suivre des écoles spéciales et des cours d'instruction avant qu'on put se fier complètement à leurs capacités. C'est justement cette éducation générale que le Mouvement des Éclaireuses cherche à donner. C'est bien pour la jeune fille de savoir lire écrire, compter et de posséder les connaissances demandées aux écolières. Ce ne sont pourtant que les bases sur lesquelles elle doit édifier d'autres connaissances. Si l'on veut que la jeune fille soit aussi apte que ses frères à travailler dans le monde, il faut lui donner les mêmes occasions de se former le caractère, de devenir habile, de se discipliner, de se bien porter. Alors seulement on pourra s'attendre à ce qu'elle ait les mêmes possibilités d'activité que le jeune homme. »

Prolongeant son analyse par une histoire imagée dont il a l'art, il décrit l'anecdote de la poupée et du poisson : « On a l'habitude, au Japon, quand un enfant vient au monde de suspendre un signe devant la maison. Si c'est une fille, on hisse une poupée, tandis que si c'est un garçon, on suspend un poisson. Cela signifie que la fillette est en réalité un objet qui doit plaire, tandis que le garçon devra pendant toute sa vie se frayer un chemin contre la marée montante. Dans le mouvement des Éclaireuses, nous n'acceptons pas cette idée et c'est pour cela que l'insigne du Poisson d'argent est le plus haut honneur auquel une éclaireuse puisse prétendre ; c'est le signe qu'elle est apte à se frayer un chemin dans la vie². »

² *Le livre des Éclaireuses*, Lord Baden-Powell, traduction chez Delachaux et Niestlé, 1942, p. 188-190.

Convaincu de la valeur de sa méthode pour combler de carences dans l'éducation des filles, il écrit également pendant la guerre dans les « Avant-propos » de son livre le plus synthétique *Le guide du chef éclaireur*³ : « Le terme de ' scoutisme ' a été donné un système qui, par ses jeux, tend à former des jeunes garçons et des jeunes filles pour leur donner une éducation civique complétant le système des écoles... Les fillettes sont une troupe de grande valeur. Quand dans un peuple, les mères sont de bonnes citoyennes et des femmes de caractère, elles savent veiller à ce que leurs fils ne manquent pas de ces qualités. En ce moment les deux sexes ont besoin de la formation que leur donnent les Boy-scouts et les Girl-guides. Les principes sont les mêmes de part et d'autres ; les détails seuls diffèrent. »

Vingt ans plus tard, en 1930, Baden-Powell, dans son livre *À l'école de la vie*⁴, en rappelant l'origine des Éclaireuses « qui s'annoncèrent ainsi par l'organe d'une petite personne futée qui pouvait avoir dans les onze ans au premier rallye de Crystal Palace » écrit « Ce qui nous semble aujourd'hui tout naturel était alors, en 1909, une innovation sensationnelle. À cette époque, il y a plus de vingt ans, les femmes commençaient seulement à prendre part à la vie publique et professionnelle. Plus encore que leurs frères, les jeunes filles avaient besoin de prendre conscience de leur personnalité, puisque leur vie relativement plus recluse leur avaient donné moins d'occasions de la développer. Une forte personnalité leur était nécessaire d'abord pour se monter à la hauteur de leur responsabilité dans la vie sociale, dans leur rôle futur de mères, pour former à leur tour celle de leurs enfants... Le but général de leur activité était similaire à celui des éclaireurs, visant comme lui à faire des citoyennes robustes, toujours prêtes à aider leur prochain et possédant une personnalité harmonieusement développée ; plus particulièrement elle préparait les jeunes filles à leur rôle de créatrice du foyer, puis de mères. Nous voulions atteindre à ce but par une self éducation au moyen d'amusement en plein air en compagnie de bonnes camarades. La direction en était assurée par une cheftaine, c'est-à-dire non pas une maîtresse d'école ni une ' Madame j'ordonne ' mais bien plutôt une sœur aînée. »

Baden-Powell confie d'abord à sa sœur Agnès, puis en 1912 à celle qu'il vient d'épouser, Olave Soames, la direction du mouvement des Girl-guides déjà adopté en Angleterre, à la suite des intrépides de Crystal

³ Baden-Powell (lord), *Le guide du chef éclaireur*, Neuchâtel et Paris, éditions Delachux et Niestlé SA, 1942.

⁴ *À l'école de la vie* par Lord Baden-Powell, traduction chez Delachaux et Niestlé, p. 267-269, livre dédié « à celle à qui je dois le bonheur, MA FEMME ».

Palace, par des dizaines de milliers de filles et très vite par d'autres pays. Il leur donne deux messages essentiels. Le premier est que la méthode du scoutisme est aussi importante pour elles que pour leurs frères. Le second est la nécessité de créer un mouvement national et international pour elles. Voilà leur héritage.

En France

Le scoutisme franchit très vite la Manche. En 1911, les Éclaireurs de France et les Éclaireurs unionistes sont fondés. Dans la mouvance protestante, les Éclaireuses ouvrent dès cette date leurs premières unités pour prendre ensuite, au congrès d'Épinal, en 1921, la décision de réunir en une seule fédération pluraliste, les sections unionistes, neutres et israélites : la Fédération française des éclaireuses (FFE). Le milieu catholique s'ouvrira plus tardivement par la création des Scouts de France en 1920 et des Guides de France en 1923.

C'est l'époque où, après l'épreuve de la Grande guerre qui a engagé les femmes dans des tâches nouvelles, l'urgence de la reconstruction matérielle et morale les appelle sur d'autres chantiers. Une des formes majeures de sociabilité qu'elles imposent est l'existence d'associations animées majoritairement pour des femmes et par des femmes. Ces lieux privilégiés leur permettent d'agir et, ce faisant, d'acquérir le bagage intellectuel et social qui leur fait défaut. La création des associations de scoutisme féminin s'inscrit dans ce courant.

Cependant le contexte dans lequel sont nées et ont évolué les deux associations féminines a engendré deux histoires différentes. On peut se référer à ce sujet à de récents travaux universitaires⁵. Même si de profondes similitudes marquent les petites filles et les jeunes filles de l'époque, si les modèles que véhicule l'opinion publique par rapport aux mœurs, à la morale, à ce que l'on appelle la vocation féminine les concerne toutes, si elles sont tributaires du même enseignement, la naissance et l'évolution des deux associations sont différentes et ne peuvent être confondues. Je tiens à préciser que pour ces raisons, mon intervention ne porte que sur les Guides de France.

⁵ Faullimel Anne-Sophie, *Les origines de la Fédération française des éclaireuses (FFE) 1912-1927*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Madame le professeur Françoise Mayeur, Université de Paris IV Sorbonne, octobre 1995.
Cheroutre Marie-Thérèse, *Le scoutisme au féminin Les Guides de France, 1923-1998*, thèse d'université sous la direction de Monsieur le professeur Antoine Prost, Université de Paris I Sorbonne, mai 2000.

Dans le contexte des années 1920 : des femmes de caractère

L'association des Guides de France naît en 1923, en ce début du siècle où le renouvellement des systèmes pédagogiques correspondait à une attente de la part des éducateurs chrétiens. Le scoutisme fut d'autant mieux accueilli que sa nouveauté rejoignait les aspirations profondes des garçons et des filles. Malgré des oppositions et des réserves d'une partie de l'épiscopat et de l'opinion catholique, les Scouts de France avaient pris rapidement leur essor avec l'appui du cardinal Dubois, archevêque de Paris et du pape Pie XI. S'agissant du scoutisme pour les filles, on devine les réticences et les obstacles supplémentaires car tout projet éducatif sur les filles doit s'inscrire dans la perspective de « la vocation féminine » telle qu'elle est perçue à l'époque. Cette « vocation » détermine le rôle social de la femme et, en conséquence, les vertus féminines spécifiques sur lesquelles il faut mettre l'accent. Partant du postulat que la petite fille et l'adolescente sont ordonnées au modèle, en quelque sorte sacré, auquel leur nature et leur vocation les destinent, on en déduit les acquisitions et les vertus à développer qui sont évidemment complémentaires à celle de l'homme. L'éducation des filles est ainsi comprise dans le cadre d'une spécification des rôles sociaux attribués à la femme et même d'une spécification des vertus morales. Le chanoine Cornette qui a soutenu le guidisme naissant n'avait-il pas affirmé dans son discours inaugural du 2 mars 1924 lors des premières promesses : « la préparation à la vie du scout et de la guide est dans la différence contenue tout entière dans cette double formule 'le scout est fait pour l'extérieur, le guide pour l'intérieur' ».

Prolongeant cette définition lapidaire, il l'inscrit dans les exigences du relèvement de la France qui, dit-il, « ne saura sauvée que par ses foyers ». Il faut rappeler la terrible saignée de la Grande Guerre et du nombre de morts ou d'invalides qui endeuillent le pays. La natalité est une question clef pour l'avenir : « Et voilà pourquoi le scoutisme appelait le guidisme. Le Scout c'est la clef de voûte de la maison. Les vertus que lui prescrit sa loi : loyauté, générosité, pureté sont le ciment de l'édifice. La Guide sera à fois l'ornement et l'âme de cette maison par les vertus complémentaires qu'elle apportera et qui sont les résultantes de l'observation de sa loi : devoir, dévouement, esprit de sacrifice. »

Au moment de la création des Guides de France, leurs dirigeantes ne peuvent qu'affirmer ces perspectives, sûrement par connaissance du milieu à conquérir et à apprivoiser. La première conséquence est leur insistance dans les discours officiels sur l'aspect intérieur et domestique de l'éducation féminine. Mais il faut en même temps présenter le

guidisme dans sa nouveauté et dans la fidélité aux objectifs de formation de la personne et du citoyen, tels que le vivent les autres scoutismes en France et que le précise l'Organisation mondiale du guidisme à Londres avec laquelle les Guides de France sont en étroite relation. Y adhèrent déjà des dizaines d'associations nationales de pays dont beaucoup sont minoritairement catholiques. L'adhésion recherchée des Guides de France les situe donc d'emblée dans une dimension internationale et œcuménique.

Le discours d'Albertine Duhamel, le premier chef-guide, le 20 janvier 1925⁶, certainement inhabituel dans les œuvres catholiques, affirme avec un certain art cette double fidélité : « Ceux qui vivent sont ceux qui luttent. Former des femmes de caractère est le premier but du guidisme. » Nous sommes là dans l'objectif premier de Baden-Powell dont madame Duhamel développe ensuite les conditions : « Pour cela, il faut tout d'abord armer leurs bras pour le combat. Femmes de foi, il faut les instruire. Femme d'honneur, il faut les fortifier dans la droiture et la loyauté. Femme de devoir, il faut les éclairer. Femmes de travail et de dévouement, il faut les former à l'abnégation. Femmes rayonnantes, il faut les dilater dans le vrai, le bien, le beau et leur apprendre qu'il est mieux d'illuminer que de luire. »

Après ces perspectives dont la visée et le style ne manquent pas de grandeur, elle précise : « Ce but implique les moyens suivants : développement physique, vie pratique, jeux éducatifs, initiative personnelle, culture intellectuelle générale, formation ménagère, sociale, secourisme et hygiène, par dessus tout, vie religieuse dans la foi, l'espérance, la charité. »

Voilà esquissée, l'originalité des moyens éducatifs et de la pédagogie de ce mouvement dont des programmes allaient bientôt préciser la nouveauté. Et le chef-guide conclut : « N'oublions jamais que nous devons faire de nos guides des filles suivant la tradition française, des sœurs, des épouses, des mères dignes de ce nom et dont le devoir premier commence à la maison. » Qui pourrait ne pas soutenir ce projet ?

Le programme éducatif

À l'adolescence, « être guide » c'est vivre en partie le programme inspiré de Baden-Powell et l'aventure scoute vécue en France par les scouts, les éclaireurs, les éclaireuses. On entre de plain-pied dans l'appel du camp, des sorties hors de la ville, de la découverte de la nature, de la

⁶ Exposé de Madame Duhamel chez la marquise de Moustiers, membre du comité protecteur, le 20 janvier 1925 (archives Guides de France).

vie d'équipe, des rites d'un monde qui vous appartient. Les chants du père Sevin, de William Lemitt rythment à pleine voix cette vie heureuse. En devenant guide, l'adolescente adhère à un mouvement qui se répand sur tout le territoire. Il lui fait confiance lorsqu'elle s'engage librement et volontairement par l'acte de la promesse à vivre l'idéal proposé par les dix articles de la loi. Elle entre dans un mouvement au sein duquel un nouveau type de relations s'établit entre les membres, sorte de nouvelle fratrie faite de connivences, de signes secrets, d'aventures vécues ensemble. L'adhésion commune au Mouvement, à son idéal, rapproche, simplifie les rapports, instaure par le jeu des responsabilités, quel que soit l'âge, la reconnaissance de chacun dans un type de dialogue moins hiérarchisé.

L'éducation de la guide s'appuie sur la pleine utilisation de la méthode de Baden-Powell et les cinq objectifs de développement de la personne sont mis en œuvre à travers les programmes. Quels sont les points d'insistance ? Qu'est-ce que les Guides de France veulent éduquer dans le contexte des années 1920 et 1930 ?

En ouvrant *Le carnet de la guide de 2^e classe*, les textes comme les dessins campent les attitudes à développer et les compétences à acquérir. C'est essentiellement la formation de la personnalité. Une guide est responsable de sa santé, de sa tenue (les cinq mouvements de Baden-Powell pour être en forme au réveil sont indiqués). Elle aime la nature dont elle découvre les secrets (les traces des animaux, l'observation des étoiles...). Elle sait y vivre, aménage son camp, connaît les bois qui chauffent et ceux qui fument, sait communiquer à distance par le morse ou le sémaphore. Elle est prête à aider et à secourir son prochain grâce à sa connaissance de techniques. Elle se prépare joyeusement à vocation de bonne ménagère. Elle est un membre actif de son équipe et membre de la grande fraternité scoutie dont elle partage l'idéal avec toutes les guides du monde. Elle est française et connaît les valeurs de sa patrie, la vie des héros et des saints qui ont marqué son histoire ; de même pour la province où elle vit. Elle est fière de sa foi et la met en pratique.

À côté de ces acquisitions de base, le système des badges ou brevets de spécialité conduit à l'acquisition de compétences plus spécialisées qui permettent de découvrir ses aptitudes et ses dons. « Les Guides de France, est-il écrit dans le second règlement paru en 1926, ont tout intérêt à conquérir des badges qui leur permettent de remplir avec plus de compétences leurs devoirs de chrétiennes, de française, de mère de famille, de directrice d'œuvre, de maîtresse de maison et n'auront qu'à se féliciter d'avoir quelques connaissances professionnelles si elles doivent se procurer par elles-mêmes leur subsistance. »

À la suite de badges portant sur les aptitudes intellectuelles et les aptitudes artistiques apparaissent les badges professionnelles conçues comme une initiation à certains métiers soit que les jeunes guides se trouvent non encore orientées vers une profession déterminée soit qu'elles éprouvent une difficulté à garder leur premier métier. Il est intéressant de voir vers quelles professions le Mouvement orientait les guides : les aptitudes manuelles et les métiers classiques de couturières, lingère, modiste... ; les aptitudes sportives : gymnaste, danse, brevet de chauffeur... ; l'étude de la nature : jardinière, fermière, botaniste... ; le secourisme : croix-rouge, amie des animaux, hygiène... ; l'apostolat : propagandiste, œuvres, boute en train...

Il est évident que le travail féminin est déjà présent à la vie et au programme du Mouvement dont le recrutement atteignait de jeunes apprenties ou des travailleuses. L'affirmation « la guide est faite pour l'intérieur » trouvait dès le départ ses contradictions.

L'accent sur l'adolescence appelle très vite le Mouvement à s'occuper de l'enfance car des groupes de fillettes commencent à se multiplier autour des compagnies de guides et à s'intéresser aux plus âgées, les grandes guides qui quittent la compagnie et réclament un guidisme pour elles. C'est à Marie Diémer, une des chevilles ouvrières du guidisme naissant, que Madame Duhamel confie le soin de créer une branche cadette et d'ouvrir vers une étape aînée. Il est nécessaire de s'arrêter, même brièvement sur l'apport pédagogique de ces deux branches et les accents nouveaux donnés à l'éducation de la fille.

La création de la branche Jeannette a donné lieu à œuvre pédagogique authentiquement novatrice par rapport aux thèmes qui inspiraient les branches cadettes des autres mouvements masculins et féminins. Jeannette est invitée à découvrir la « forêt bleue », c'est-à-dire la Création pour y vivre sa vie de petite fille... Elle progresse sur les sentiers de la forêt avec sa sizaine ou sa ronde guidée par les cinq articles de la loi. La forêt c'est d'abord l'univers réel, celui de la nature du bord de mer ou de la palmeraie du désert où les jeannettes découvrent les lois de la nature, des plantes et des animaux qui suivent irrémédiablement leur cycle. Elle découvre alors que, dans la Création, comme toutes les autres personnes, elle, petite fille, peut dire oui ou peu dire non. Elle a une conscience qui lui permet de choisir, une conscience éclairée par les sources chrétiennes auxquelles se réfère le Mouvement. Lorsqu'elle vit sa loi à la ronde, à la maison, à l'école elle est vraiment dans la « forêt bleue », c'est-à-dire dans le Royaume de Dieu où elle a sa place.

La branche aînée qui prend le nom de « Feux de France » se bâtit autour du symbolisme de la maison mais aussi de la route. Le service

reste essentiel mais autant le camp, qui devient itinérant impliquant préparation, routes, étapes et haltes dans des lieux inconnus. La découverte d'une région pendant l'été est le choix le plus fréquent qui s'élargit vite à la découverte internationale. Fréquemment les routes conduisent aux portes des abbayes ou dans des villages sans prêtre pendant la semaine pascale. La découverte de la Bible, novation dans les milieux catholiques, comme la recherche d'une authentique expression liturgique marquent la vie des feux. La vie professionnelle, le métier, le syndicalisme, l'action dans la cité, le droit de vote alimentent les échanges. La troisième branche s'affirme dans les années 1930 comme nécessaire au processus éducatif du guidisme et à un élargissement du contenu de son programme et sa spiritualité pour une insertion dans le monde adulte.

Dans le contexte de la Guerre et de l'après-guerre : une éducation engagée

Au sortir du drame de la Guerre mondiale dont on ne pouvait imaginer l'ampleur et le tragique, rien n'est pareil. Le monde a radicalement changé. Aucun mouvement dont celui des Guides de France ne sortira de l'épreuve de la Guerre identique à ce qu'il était avant.

Il faut se rappeler, sous le régime de Vichy, la création du Scoutisme français par la Charte de l'Oradou, le 25 septembre 1940, signée par les six associations masculines et féminines qui se réclament du scoutisme. C'est la première fois qu'une association déclarée, régie par la loi de juillet 1901, engage des familles spirituelles si différentes. En dehors du front uni et du rempart efficace contre le risque de jeunesse unique, elle a permis un approfondissement de ce qui fonde l'unité du scoutisme en référence aux deux associations mondiales masculine et féminine mais également ce qui fonde la diversité et le pluralisme du scoutisme en France.

Cette période ouvre la voie à la coopération inter-mouvements de toutes tendances, éducatifs et politiques, à la confrontation à d'autres courants de pensée. Elle fait découvrir que l'éducation a des dimensions politiques et ne peut s'abriter sous la loyauté au régime établi ou sous l'apolitisme lorsque les valeurs sur lesquelles se fonde une société démocratique sont bafouées et lorsque les options éducatives sont entravées. Cette expérience profonde fut celle des Guides de France et détermina, après la Libération, leur engagement dans la politique de la jeunesse. Le droit de vote des femmes, qu'elles ont exercé pour la première fois le 29 avril 1945, est le résultat d'une lente conquête

significative des freins de la société française quant à leur expression politique et aux combats qu'elles auront à mener.

D'autres urgences plus impérieuses encore sollicitent les Guides de France puisqu'il s'agit de l'adéquation de la proposition éducative aux réalités de la jeunesse dans une société où les modèles passés ne servent plus de référence. Des attitudes concrètes en sont le signe. Les pratiques et les valeurs d'autorité sont sujettes à critique. L'obéissance est relativisée comme elle le fut pendant l'Occupation où désobéir à des consignes pouvait être un acte de patriotisme, où l'autorité contestée pouvait être une expression de sa propre liberté. Le marché noir est-il une forme de débrouillardise ou un acte malhonnête ? Quels sont aujourd'hui les critères du permis et du défendu ? Les articles de la loi guide, « La guide est loyale », « La guide obéit sans réplique et ne fait rien à moitié » et l'univers de valeurs auxquels ils se réfèrent, semblent en décalage avec l'expérience vécue des guides et demandent à être réexplicités.

L'ouverture des frontières a rétabli des relations avec les pays libérateurs, notamment l'Amérique dont les ondes et le cinéma véhiculent les nouveautés de leur culture et de leurs mœurs et soufflent un air de liberté. Les empires coloniaux, possession des puissances européennes éclatent sous les poussées d'indépendance et les guerres de libération. Les relations des Guides de France avec les associations guides de ces pays s'établissent par de nouveaux rapports dans la perspective de leur autonomie et renforcent l'urgence de la formation et de la promotion de leur dirigeantes.

Le livre, *France, pays de mission*, paru en 1953, les initiatives du cardinal Suhard soutenues par des prêtres et des laïcs, la création de la Mission de France et de la Mission de Paris aident les chrétiens à prendre conscience de la déchristianisation et de l'absence de l'Église aux réalités d'un monde qui se construit et appelle d'autres formes de présence.

C'est dans ce contexte que les Guides de France entreprennent un renouveau des programmes pédagogiques. Le Mouvement connaît une profonde mutation dans son animation et ses structures.

Dès 1947, la modification des statuts ouvre l'association à toute fille sans distinction de race, de religion, d'origine. Son action rejoint l'enfance en danger moral par une adaptation des programmes à des établissements spécialisés ou dans les banlieues dépourvues d'animation.

En 1953, après une longue recherche, une nouvelle formulation de la loi guide est proclamée en présence de lady Baden-Powell.

Les modes de fonctionnement se démocratisent et conduisent à une meilleure participation des cheftaines aux orientations par leur présence statutaire dans les délégations régionales aux assemblées générales. Les

rassemblements nationaux s'intensifient et les orientations d'année font converger les recherches et favorisent une conscience de Mouvement pour un développement quantitatif et qualitatif.

La recherche d'une permanente adéquation du programme à l'évolution et aux besoins profonds des jeunes conduit à la réforme pédagogique de 1966 et à la création de quatre étapes : enfance (Jeannette), pré-adolescence (Guide), adolescence (Caravelle), jeunesse (Jeune en marche). Le capital de la méthode de Baden-Powell est à nouveau exploré dans toutes ses dimensions pour permettre à chaque âge de libérer ses potentialités souvent méconnues et à chaque fille d'être membre actif dans le guidisme et dans une société en profonde évolution. Les accents pédagogiques dominants ont porté sur les points suivants : promouvoir une éducation à l'initiative et à la responsabilité au sein de la mutation de notre société où la construction de la personne, sa solidité intérieure trouvent de moins en moins de modèles dans le passé qui ne se reproduit pas ; développer l'éducation à la relation dans un monde de plus en plus interdépendant et complexe ; prendre conscience de sa propre histoire et du sens de cette histoire dans un monde élargi aux dimensions de l'univers.

L'éducation guide s'inscrit désormais dans une confrontation plus ouverte à l'événement. La volonté de favoriser la compréhension des questions de société par les jeunes générations se retrouve dans l'attention portée par le Mouvement à l'actualité. Les programmes guides les captent du fait de l'influence de l'information et de la communication sur les mentalités des enfants et des adolescents. Les événements nationaux ou mondiaux, les opinions, les courants d'idées, les situations de vie leur sont livrées indistinctement sans sélection sans hiérarchie, sans éléments de jugement. On en voit les conséquences dans les réactions d'indifférence ou d'affectivité, d'écrasement ou de fuite de beaucoup de jeunes qui sont démunis devant ce qui imprègne pourtant leurs conscience, leur sensibilité, leur vision d'avenir et leur conception de la vie. Le Mouvement joue ici un rôle de médiation. Le « jeu scout », c'est-à-dire le programme et la méthode propres à chaque âge tente d'établir, par une pédagogie adaptée, des ponts entre l'événement qui est là, que l'on veut aider à faire mieux comprendre et l'univers de l'enfant ou de l'adolescent. Ainsi « l'année de la paix » a été vécue dans de nombreuses villes par des actes concrets⁷ ; l'opération « Europe sur rail »

⁷ Deux mille guides du Nord dans le métro de Lille, avec une animation dans plusieurs stations, mille jeunes à Brest dans le quartier le plus cosmopolite avec l'ensemble des mouvements de jeunes, mille deux cents à Aix-en-Provence pour

a conduit des responsables dans les principales capitales européennes à la rencontre des dirigeants politiques ; l'année du « Bicentenaire des droits de l'homme » a été l'occasion de prendre contact dans sa ville avec ceux qui agissent en ce sens. De même pour une découverte concrète des problèmes souvent trop généraux de l'environnement, de la santé, de la construction européenne, de l'immigration... Le Mouvement suscite des actions à la taille des jeunes pour qu'ils puissent mettre en œuvre leur jugement, leur intelligence, leurs capacités, leur besoin d'action, leur générosité dans une cause qui les concerne tous. De passifs, ils deviennent actifs et acteurs.

Dans le contexte des années 1970 : la promotion féminine

Nombreuses sont les évolutions structurelles ou de mœurs qui affectent, dans cette période, la condition féminine. L'évolution de la situation des femmes ne serait-ce que par l'activité professionnelle est significative des changements en la fin du XX^e siècle qui sera pour elles celui de la plus grande mutation⁸.

C'est certainement autour des années 1970, où les courants du féminisme se faisaient entendre souvent d'une manière radicale, que le mouvement des Guides de France a pris conscience de certains enjeux. Sa position s'est précisée lorsque l'évolution de la société occidentale sous la poussée de la libération sexuelle et des modifications des relations entre filles et garçons a mis en question des modèles d'éducation pratiqués et a parfois confondu hâtivement le fait sociologique de la mixité avec les exigences normatives d'un projet éducatif. La recherche commune avec les Scouts de France sur les perspectives et les conditions d'une prise en charge conjointe des garçons et des filles, même si elle n'a pas abouti, y a contribué. D'autre part, un fait significatif est l'émergence d'une opinion collective féminine favorisée par les grandes réunions mondiales qui ont commencé par la Conférence de Mexico en 1975 à l'occasion de l'Année mondiale de la femme décrétée par l'ONU. Elle a conduit à la prise de conscience et à la mise en cause par les femmes d'une société où les références et les valeurs qui régissent la vie économique, sociale, culturelle, politique découlent des seules manières d'être et de vivre masculines dans lesquelles elles ne se reconnaissent pas.

bâtir la maison de la paix, la construction du monument de la paix à Poitiers, les cent pigeons de la paix à Carcassonne...

⁸ En 1962, on constate 6,5 millions de femmes « actives » pour 12,7 millions d'hommes et en 1994, 11,2 millions de femmes pour 13,9 millions d'hommes ce qui modifie évidemment les conditions de vie familiale.

L'éducation des filles se pose en termes nouveaux et ne peut faire l'économie d'une visée conjointe sur l'homme et la femme en société.

En 1980, les Guides de France se définissent comment ayant en charge prioritairement l'éducation des filles et sont particulièrement sensibles aux chemins à parcourir et aux obstacles à franchir pour leur donner leurs chances dans la vie. Leurs textes de référence et leur programme explicitent cette option. « Parfaitement à l'aise dans la société contemporaine qui fait de la mixité une norme et qui a redessiné les rôles traditionnels des garçons et des filles, les Guides de France souhaitent approfondir les valeurs positives des uns et des autres. Leur projet s'appuie sur une nouvelle alliance entre hommes et femmes. Une forme d'éducation réciproque qui ne veut pas gommer les différences mais les transformer en atouts. » (Notre projet, octobre 1992)

Les choix éducatifs

Au plan des finalités

La différence de l'homme et de la femme est une richesse pour l'humanité. Pour le mouvement chrétien des Guides de France, c'est une différence qui prend tout son sens dans l'histoire du salut mais c'est aussi une différence créatrice qui porte en elle des possibilités à explorer et de nouvelles dimensions de l'humanité à venir. La différence de l'homme et de la femme ne peut être mise hors champ d'éducation. Garçons et filles doivent se reconnaître « partenaires » dans une vision de l'homme et de la femme « semblables et différents ».

L'éducation doit permettre à chacun, garçon et fille, de développer toutes ses potentialités, d'accéder à toutes les responsabilités sans être enfermé dans des filières ou des modèles traditionnellement masculins ou féminins. La restriction par des stéréotypes est mutilante par rapport à la vocation et à la liberté de chacun et cela affecte particulièrement la situation féminine.

Au plan pédagogique

Dans le but louable de faire éclater des frontières et des situations qui maintiennent la subordination et l'inégalité entre les sexes, on voit proposer une éducation indifférenciée c'est-à-dire qui ne tient pas compte de l'altérité entre les sexes. La conséquence est souvent à l'inverse de l'objectif recherché : l'assimilation aux modèles dominants, en général les modèles masculins qui ont toujours tendance à se considérer comme universels. La personnalité se construit par identifications successives. L'éducation doit respecter les étapes de maturité, les centres d'intérêt, les modes de fonctionnement mental en utilisant les différences comme leviers éducatifs. Les termes utilisés, les modèles offerts, les signes et

symboles utilisés ne sont pas neutres. Ils rejoignent des personnes filles ou garçons et la simple féminisation de termes masculins peut être une régression.

Au plan structurel

Les Guides de France se situent comme ayant prioritairement en charge l'éducation des filles tout en ouvrant des programmes aux filles et aux garçons (Jeunes en marche, unité Soleil en milieu issu de la migration...). Elles ne font pas de cette situation un dogme mais leur pratique du « fait associatif féminin » leur permet d'affirmer qu'il est un des lieux de libération de potentialités favorisant l'expression féminine encore si absente dans les organismes de coordination et de direction où la parole publique est éminemment masculine. Il permet par ses prises de conscience une avancée vers une société plus égalitaire et plus démocratique. Il favorise - et c'est essentiel pour l'avenir de la civilisation - l'émergence de nouvelles valeurs et de nouvelles pratiques qui, dans un premier temps peuvent être ou sont conflictuelles par rapport à l'hypertrophie des pratiques et pouvoirs masculins⁹. Des prises de conscience naissent alors pour changer la vie, depuis la relation de l'homme au travail, à l'objet, à la nature jusqu'aux rythmes nouveaux qui scandent les histoires personnelles, les relations dans la famille et la conception des pouvoirs politiques. Cela ne pourra avancer que dans la reconnaissance mutuelle des hommes et des femmes comme partenaires.

Ce partenariat est vécu au sein de l'association. Des adultes, hommes et femmes, cheftaines et chefs vivent et font vivre le projet du Mouvement. Ils se reconnaissent d'une « culture » associative, différente certainement de celle d'un mouvement masculin ou mixte. Cette coopération est fructueuse même si elle est décapante. Là se vivent des modes de relations qui, dépassant les rôles traditionnels, acceptent et reconnaissent la différence comme un enrichissement.

Dans un mouvement mondial

Le guidisme est bien plus qu'une institution, qu'une pédagogie et qu'une carte d'adhérent. Il est un mouvement dont l'adhésion à une organisation mondiale depuis son origine, à « une fraternité mondiale » est constitutive de sa vie et de son histoire. En 1996, à la conférence

⁹ Dans son « Rapport mondial sur la science » de l'Unesco, paru en 1996, son Directeur général, Frederico Mayor, s'est attaché à décrire les « assymétries » qui divisent le monde de la recherche : « Nous avons un besoin urgent de femmes dans la recherche. Les hommes ne peuvent représenter 90 % de la capacité d'imagination qu'elle suppose... Dans la mesure où les femmes sont exclues de la définition des grands objectifs scientifiques et technologiques, la recherche reflète d'une façon disproportionnée les centres d'intérêt, les besoins et les espoirs de la fraction masculine de la population.

mondiale d'Halifax, au Canada, l'Association mondiale des guides et des éclaireuses (AMGE) a reprecisé sa mission : « permettre aux jeunes filles et aux jeunes femmes de développer pleinement leur potentiel de citoyenne du monde, conscientes de leurs responsabilités. » Il faut mesurer le long chemin accompli depuis 1946 par les organisations internationales féminines pour faire prendre conscience de la situation des femmes dans le monde et des obstacles à lever pour un développement plus juste et plus humain. L'AMGE est partie prenante de cette recherche¹⁰.

Comment ne pas être attentifs quand on est éducateurs de filles mais aussi de garçons car ils sont les uns et les autres concernés, à ces enjeux de société que la dernière conférence de Pékin, par les voix féminines de tous les continents, a mis en relief : l'importance de l'éducation des femmes pour le développement des pays, les droits fondamentaux de la petite fille si souvent sacrifiée, la valeur du travail « invisible » des femmes dans l'économie locale, leur place dans les lieux de décision.

L'expérience internationale que permet l'appartenance à l'AMGE, la plus importante association mondiale féminine, est un lieu relationnel privilégié d'entraide et de solidarité. Elle démontre à l'évidence son apport irremplaçable dans l'expression, l'expérimentation, la prise de responsabilité, la possibilité de formation et de promotion féminine qui ne sont pas toujours possibles parce que les structures manquent ou que les modèles dominants ne laissent pas place à des initiatives ou à des voies nouvelles que le regard et les modes d'interventions féminines discernent dans la société.

Les Guides de France sont partie prenante de ces avancées que permet l'héritage de Baden-Powell qui fructifie dans tous les continents en aidant les femmes à prendre leurs responsabilités dans des formes associatives correspondant à leurs besoins et à ceux de leur société.

Dans l'intention des fondatrices des Guides de France, notamment Marie Diémer proche des organisations féminines ou d'Andrée Butillard engagée dans le syndicalisme féminin, l'éducation des filles devait non seulement les préparer à leurs vie future de femmes mais aider à leur

¹⁰ Elle est présente, depuis l'origine, à la commission de la Condition féminine auprès de l'ECOSOC, qui est la cheville ouvrière de tous les travaux. Elle a été engagée à Mexico (1975), à Copenhague (1980) où l'analyse de la régression de la situation des femmes dans le monde a décidé d'une décennie de la femme, à Nairobi (1985), à Pékin (1995). Elle participe à toutes les réunions mondiales où sont débattus les problèmes cruciaux de l'habitat, de la population, de la sauvegarde de la planète, du développement social. Les associations membres de l'AMGE en sont, elles aussi, partie prenante.

promotion. Lorsque les Guides de France affirmaient dans les années 1980 que leur projet éducatif s'appuie sur une nouvelle alliance entre hommes et femmes, sur une forme d'éducation qui ne veut pas gommer les différences mais les transformer en atouts, elles s'inscrivaient déjà, il y a plus de vingt ans, dans les débats en cours aujourd'hui. Personne, au moins dans le monde occidental, ne met en question l'égalité fondamentale de l'homme et de la femme mais il faut reconnaître que l'assimilation de l'humain universel à l'humain masculin a été la base du modèle de complémentarité inégalitaire des tâches qui a dominé cent cinquante ans de notre modernité.

« En tout ce qui n'est pas le sexe, la femme est homme », professait Rousseau contribuant à la non reconnaissance des différences pour ne voir dans la femme comme dans l'homme que l'être humain, l'être universel. C'est la négation de cette différence qui a fait des femmes « les oubliées de l'histoire » (Michèle Perrot). L'humain universel a été confondu avec l'humain masculin or l'humain n'est pas simple mais double.

Notre époque n'a pas encore accueilli ce que le regard des femmes dévoile par leur présence dans les espaces où elles étaient absentes. Il faut espérer que réciproquement celui des hommes révélera de nouvelles dimensions dans ceux dont ils s'étaient écartés. La parité qui a occasionné récemment tant de débats puisque la loi a du intervenir autoritairement là où la prise de conscience n'a pas été capable de la faire aboutir par les mœurs, ne sera pas un progrès si l'entrée des femmes dans la sphère politique mais également économique et publique se construit sur les seuls modèles existants. Leur promotion, n'est pas forcément celle à l'image de l'homme qui sera elle-même modifiée par ce nouveau partenariat. La revendication de demain ne sera plus la parité mais la mixité ou, plus profondément, l'altérité. C'est cette libération de l'humain femme et de l'humain homme par la reconnaissance réciproque de cette altérité qui est devant nous. L'éducation doit y contribuer. C'est une tâche et un espoir.

DE LA VIE DANS LA NATURE, À L'ÉDUCATION DU CITOYEN

Odile BONTE et Marie Louise TRIOLLET

La vie dans la nature et l'engagement citoyen sont deux pôles importants du scoutisme. Pour Baden Powell, la « science des bois » est un facteur éducatif essentiel et c'est bien pour former des « citoyens utiles » à l'Empire britannique qu'il a lancé son projet.

Le Guidisme en France va évidemment développer ces deux pôles dans sa pédagogie, d'abord de manière plus ou moins distincte, mais en les intégrant ensuite de plus en plus dans une vision conjointe, notamment après la guerre et sous l'impulsion de la branche aînée du Mouvement, nécessairement plus proche des appels des jeunes à la citoyenneté.

1. Aperçu général de la pédagogie du guidisme (1923-1944) :

Lorsque les Guides de France naissent en 1923, les femmes cherchent à s'affirmer comme citoyennes, sans en avoir encore les droits, ayant peu à peu profité des opportunités créées par la société masculine qui ne se prive pourtant pas de les ridiculiser. c'est ainsi que la loi Camille Sée a permis la création et l'essor de l'enseignement secondaire féminin, que des jeunes filles ont pu ainsi accéder à l'enseignement supérieur et à des métiers de responsabilité, que le développement des transports individuels, les premières structures sportives et touristiques ont vu surgir les premières sportives reconnues. Ces pionnières constituent alors des modèles d'héroïnes modernes pour les autres jeunes filles. En 1923, le guidisme proposé aux filles est une transposition du scoutisme masculin. Le camp en est naturellement le temps fort. Il offre aux filles un monde extraordinaire de découverte d'autant plus que les premières unités sont essentiellement citadines. Comment peut-on vivre dans la nature ? Il faut d'abord la connaître et cette connaissance s'appréhende par secteurs précis : les plantes, les oiseaux, les étoiles ... ce qui permet de comprendre un peu mieux l'univers, la complexité de la vie, la beauté des espèces vivantes et d'y jeter un regard non plus apeuré mais plein de respect et d'amitié.

Vivre dans la nature, c'est encore y vivre à l'aise, savoir dresser sa tente, faire du feu, choisir son bois, préparer de la cuisine trappeur, camper sous la pluie, détruire les détritiques, construire des installations de camp, assembler du bois, faire des nœuds ...

C'est encore par ce contact proche avec le monde créé, dans le silence qu'animent le bruit du vent et le chant des oiseaux, y reconnaître l'œuvre de Dieu, y rencontrer Dieu.

C'est dans une logique pédagogique que Marie Diemer propose aux petites filles de la Branche Jeannette créée en 1927, le cadre de la Forêt Bleue où l'univers de la nature devient l'occasion des premières découvertes et des premières expériences. La Forêt Bleue n'est pas un monde irréel mais un lieu vrai d'observation concrète de la nature où la Jeannette apprend à vivre de son mieux et d'où elle ramène des témoignages du monde qu'elle découvre, se faisant ainsi l'acteur responsable de sa propre éducation.

Quant à la Branche Aînée, créée en 1928, sa finalité est bien le reflet d'une conquête féminine qui se cherche. C'est aux filles que l'on confie la maison, le feu, comme une tâche noble mais aussi les Aînées n'hésitent pas, comme leurs frères scouts, à prendre la Route. Est-ce la même Route ? Celle des Guides aînées en tous cas, si elle se déroule bien sûr à l'écart des grandes voies routières, conçoit plus sa relation avec le pays comme une rencontre avec les habitants du pays lors de l'étape et comme un temps de recherche spirituelle, la route se déroulant souvent à proximité d'une abbaye. Elle est aussi l'occasion d'attention aux autres, de rendre service, l'apprentissage d'une dimension de service des autres, base de toute éducation chrétienne.

Ouverte aux enfants handicapés ou malades depuis 1927, la Branche Extension offre aux filles de pouvoir s'associer au corps médical ; la double possibilité de vivre un temps dans la nature en y retrouvant des jeunes du même âge et partageant le même idéal. Le message d'une telle éducation trouve son écho dans les pays de la France d'Outre-Mer où le guidisme est né très rapidement après la fondation du Mouvement. L'illustration en est le « Carnet de la Jeannette d'Algérie » où, jouant sur le mot arabe qui signifie à la fois forêt et oasis, la découverte du milieu sahélien est repensée et reformulée pour les Jeannettes d'Algérie.

Mais quel projet éducatif proposer à ces filles concernant leur rôle dans la cité ? Lorsque le Mouvement naît en 1923, la notion de patrie est inéluctable, illustrée par l'image de l'infirmière soignant des soldats blessés, ou quelques héroïnes des services d'espionnage ou de l'aviation. En fait, les seules perspectives ouvertes en ce domaine sont celles d'une connaissance de l'Histoire, de quelques figures emblématiques, de

quelques lieux évocateurs, et d'apprendre avec l'histoire du drapeau français, comment hisser les couleurs nationales au camp. C'est au cours de la vie des guides la mise en pratique du principe : « la guide est fille de France, elle aime son pays ». L'histoire des Guides de France est bien sûr solidaire du contexte historique.

2. De la découverte du pays à l'aménagement du territoire (1945-1960)

Après guerre, alors que les mouvements de Jeunesse connaissent un dynamisme florissant, la pédagogie de la vie dans la nature qu'offrent les Guides de France prend de nouvelles dimensions. Certes les conditions ont changé : avec la liberté retrouvée, le désir de sortir de chez soi, de découvrir son pays est grand mais aussi le désir de rencontrer les autres et celui de participer à la vie d'un pays où tout est à reconstruire. Le vote des femmes à partir de 1945 incite à s'intéresser davantage à la vie civique et chez les Guides de France, beaucoup de cheftaines sont étudiantes, s'ouvrant ainsi l'esprit à des mondes nouveaux, en pleine mutation.

Chez les Guides de France, une équipe nature, les Calandrelles, s'est constituée, offrant des possibilités de formation et d'animation dans le domaine de la nature.

À cette époque, beaucoup de livres et de brochures paraissent en ces domaines, ouvrages de vulgarisation scientifique, séduisants et faciles à utiliser, tels les livres de G. Ansciau : *Le familier de la nature, de la mer. Le monde à découvrir*, tel qu'il apparaît à travers les publications des Guides de France et surtout les documents pédagogiques offerts aux guides, se présente surtout sous les deux dimensions : espace et temps.

L'espace, c'est la nature mais dans laquelle on devient actrice Les guides préparent ainsi des badges de spécialité : astronome, géologue, botaniste. Des techniques sont proposées comme des outils mis entre leurs mains : lecture de cartes, utilisation de la boussole, observations, pistes, mais aussi photos, croquis relevés de terrain. C'est se relier à l'Histoire et y trouver sa place. L'approche en est encore modeste car on craint manifestement la redondance d'une matière enseignée au lycée. C'est la connaissance des grandes étapes de l'Histoire nationale, la découverte du folklore traditionnel, des métiers anciens, des artisanats encore vivaces.

Enfin une nouvelle conception apparaît autour de 1958, celle de la découverte du pays, soutenue par l'essor de la géographie régionale avec

le *Petit guide du voyageur actif* de Pierre Deffontaines. Est proposée cette fois la découverte d'un milieu aux composantes multiples : éléments naturels, géologie, sol, climat, végétation, dont les hommes ont su tirer parti pour s'y implanter en villages et villes reliés par des réseaux de communication, à la fois expression d'un milieu mais aussi main-mise sur celui-ci. Le pays, c'est un tout et c'est globalement qu'il doit être appréhendé au cours du camp, de la Route et tout au long de l'année. Pour cette découverte du pays, les techniques pratiquées sont plus appropriées : enquêtes, rencontres, forums ... et une pédagogie est mise en place qui s'exprime par les preuves que doit faire la guide en remplacement des anciennes épreuves. Il s'agit de découverte de la nature, du travail des habitants, de la connaissance du passé à partir d'un milieu.

La découverte s'insère bien dans un ensemble de plus en plus vaste : découverte d'un milieu, d'un pays, celui-ci en relations avec d'autres pays.

Les objectifs se dégagent nettement et affirment bien l'originalité de la pédagogie des Guides de France : sortir de chez soi. C'est l'éducation à l'autonomie, à l'émancipation : rencontrer les autres, c'est vouloir travailler en équipe, reconnaître l'identité de l'autre ; la connaissance du passé, c'est la reconnaissance de l'appartenance à un groupe ; la prise de conscience de la citoyenneté rejoint la notion de participation et de service, la découverte de l'œuvre de Dieu, c'est reconnaître Dieu-présent au cœur de la création.

C'est dans cette ligne que la Branche Aînée, se lance dès 1958, en étroite collaboration avec le Haut Commissariat à la Jeunesse et aux Sports, dans une recherche de plusieurs années (1957-1961) sur une méthodologie de la découverte pour aider des jeunes de 16 à 20 ans à mieux percevoir les réalités de leur pays et les enjeux pour l'avenir.

Trois camps nationaux de recherche approfondissent l'objectif, la méthode et les moyens. Une année d'expérimentation (1958-1959) est proposée à l'ensemble des feux, s'efforçant de découvrir, les « Appels de la cité » sous quatre aspects : connaissance des institutions de la ville, de la région, du pays, recherche sur l'équipement socio-culturel en fonction des loisirs des jeunes, problème du travail, des débouchés, de la formation professionnelle.

Neuf « routes-expériences » sont effectuées par des-feux volontaires durant l'été 1959. Un feu de Paris en Roussillon, pour une approche de

l'art roman et des possibilités de tourisme. Un feu de Seine-et-Oise découvre la Cerdagne, ses conditions climatiques et leur influence sur la vie de la région. Un feu de Lyon est particulièrement intéressé par l'artisanat dans le Jura.

Deux feux de Paris et de Poitiers se retrouvent en Tarentaise pour découvrir les aspects de l'élevage dans cette région et son équipement hydro-électrique.

Le feu de Valence s'intéresse aux efforts faits dans le Queyras pour surmonter les dommages des inondations.

Les feux de Valenciennes, d'Hautmont et de Lille partent en Camargue pour étudier son aménagement en fonction de la culture du riz.

Un feu du Nord descend jusqu'à l'étang de Berre pour en étudier le complexe pétrolier et un autre s'intéresse particulièrement à l'aménagement de la Basse-Durance et du Rhône.

Les feux de Lens, Auch et Saint-Gaudens parcourent la vallée de la Dordogne et y découvrent la culture du tabac.

Deux stages à l'Institut d'éducation populaire de Marly-le-Roi sont organisés pour lancer les « routes-expériences » et pour en tirer les conclusions à partir des rapports, films, croquis, interviews présentés.

Un pays qui s'aménage, disent les conclusions, c'est un pays qui, pour satisfaire le plus possible les besoins des hommes qui y habitent et qui en dépendent, pour tenir sa place dans une économie plus vaste, cherche à trouver sa vocation propre et à utiliser au maximum ses ressources particulières. L'aménagement du territoire, c'est la somme d'une série d'efforts et d'initiatives, c'est aussi la coordination des efforts dans tous les domaines.

3. Le village des feux nouveaux entre 1961 et 1981

Les Aînés du mouvement ont manifesté leur désir d'agir sur l'environnement. Elles veulent maintenant y prendre des responsabilités et avoir un endroit à elles pour les exercer. C'est ainsi que naît l'idée de construire un lieu de rencontre, ouvert à des jeunes de partout, dans un département « à développer ». Il est décidé de remettre en valeur un petit village en ruines, perdu dans une haute vallée des Alpes de Haute-Provence. Dans ce lieu unique, à 1 200 m d'altitude, le mouvement a poursuivi pendant vingt ans une dynamique pédagogique alliant à la fois une approche globale de la nature et du pays et une réelle expérience de citoyenneté responsable.

Il s'agit bien d'une expérience de guidisme largement offerte à d'autres jeunes que ceux du mouvement : vie dans la nature, vie communautaire, chantiers, feux de camp, routes-découvertes à pied sur un rayon de près de 30 km, animation spirituelle ...

Concrètement, chaque été pendant des années, se constituent pour deux semaines, parfois plus, des communautés de 150 à 200 jeunes, seulement filles au tout début, puis très vite garçons et filles, désireux de reconstruire des ruines, de redonner vie à un village : le « Village des feux nouveaux » et à un « pays » la vallée des Duyes. Parmi eux 15 à 20 % d'étrangers. La présence et l'impulsion donnée par le Mouvement permet d'assurer une continuité dans l'action et de mettre en place une mémoire collective.

Dans ce contexte, quelle approche de l'engagement citoyen ? Quatre axes majeurs semblent se dessiner, étroitement liés l'un à l'autre :

- l'expérience d'une collectivité territoriale organisée

- qui doit s'approprier un lieu, organiser chaque fois son espace (infrastructures volontairement très légères) : la grand'place et ses boutiques, l'auberge, les « résidences », les lieux de méditation etc - qui doit régler les problèmes d'approvisionnement (nourriture, eau, bois ...), de déchets...

- dont la vie est rythmée par le travail, la vie sociale et culturelle : nombreux ateliers liés au chantier, encadrement professionnel particulièrement compétent (Compagnons du Devoir), temps d'échanges autour du journal parlé et des veillées, excursions en montagne, fêtes...

- mais surtout qui s'exerce à une démocratie grandeur réelle : conseil de village constitué de délégués des résidences et de l'encadrement : il propose les règles et les fait respecter, il étudie les projets proposés, d'aménagement ou de loisirs en commun. Comme un certain nombre de jeunes reviennent d'une année sur l'autre, des traditions se créent, souvent reprises par les promotions suivantes

- La découverte de l'espace naturel et de ses lois

La zone de Mélan est très riche dans tous les domaines : flore à la fois pleinement méditerranéenne et déjà alpine, faune très variée, réserve géologique connue pour ses fossiles, forêts aux essences diverses et riche de nombreux fruits sauvages, alpages où se joue encore la transhumance...

Il se fait jour après jour un travail d'approfondissement de connaissances dans tous ces secteurs, avec des spécialistes. Les Calendrelles, équipe nature des Guides de France, s'investissent

beaucoup. On fait également appel à des universitaires ou à des « sages du pays ».

La découverte des écosystèmes, l'observation des paysages avec l'action des éléments naturels : l'eau, le vent, le soleil avec la marque de l'homme pour le meilleur ou pour le pire, tout cela fait découvrir les lois de la nature, ses exigences pour la survie des espèces, la place de l'homme comme "vivant" parmi d'autres vivants mais aussi comme acteur responsable du devenir de la Création ..

- La prise de conscience de se situer dans une histoire

Le village est ouvert sur le pays, dont la découverte s'approfondit au fil des ans à travers les routes, les excursions, mais aussi les livres, les documents étudiés aux archives, les journaux locaux, le témoignage des gens rencontrés... ou l'expérience quotidienne... Les fossiles ramassés évoquent le golfe de Mélan, du temps où la mer venait jusque là... les crânes trouvés en refaisant la dalle de l'église témoignent d'une épidémie de peste au XIV^e siècle... les moulins abandonnés, les rigoles d'irrigation, les vieux outils dans les fermes, évoquent tout un mode de vie relativement récent mais déjà oublié.

Mélan entreprend aussi une enquête systématique sur le patrimoine local, de nouveau à la demande du Haut Commissariat à la Jeunesse et aux sports, en collaboration avec les autorités locales et les jeunes du pays. Il s'agit de repérer tous les éléments du patrimoine situés dans la montagne entre Digne et Sisteron et d'en étudier les conditions de mise en valeur : par exemple le rocher de Dromont et son culte païen, la « pierre écrite », signe de l'occupation romaine sur le plateau de St Geniez, l'art roman de la crypte de Vilhosc etc..

Dans les années 70, c'est une véritable banque de données qui est rassemblée peu à peu par les jeunes au retour d'explorations spécialisées ou de camps itinérants. Une exposition permanente s'enrichit progressivement. Des itinéraires de découverte sont édités. Des sentiers sont rebalisés, des gîtes d'étape repérés. Les jeunes ont conscience de prendre leur place dans une histoire en train de se faire.

- La découverte progressive des solidarités et des appartenances

- solidarité entre citadins et ruraux : ils sont "étrangers" les uns aux autres, mais ils ont le même intérêt pour le devenir de leurs terroirs ; en lien avec Mélan des comités de jeunes se créent à Digne, Barcelonnette, Manosque, Forcalquier, Sisteron. On discute ensemble, on fait la fête.

- le village prend sa place parmi les autres de la vallée des Duyes : fête patronale de la Ste Madeleine, pèlerinage local à St Joseph de la Pérusse, participation au SIVOM.

- Mélan se situe aussi dans une région : très « provençal », il cultive la solidarité avec l'espace méditerranéen. Un travail sur ce thème se fait avec des responsables du félibrige et avec l'équipe nature-environnement des Scouts et Guides italiens.

- le caractère international du village est aussi marqué, Scouts ou Guides venant du monde entier pour vivre un temps de chantier et d'échanges. D'autres jeunes : filles marocaines ou égyptiennes, garçons d'Algérie... En 1977 Mélan'Europ rassemble 1000 pré-adolescentes... et à plusieurs reprises se tiennent des conférences de responsables européens du scoutisme ou du guidisme

À partir des années 80 une nouvelle phase s'ouvre à Mélan, plus institutionnelle. Le « Centre des feux nouveaux » demeure un haut-lieu du mouvement, avec de nombreuses activités des différentes branches, des camps de formation réguliers pour tous niveaux de responsables et une ouverture aux associations du pays. Il est temps de mettre en valeur les richesses rassemblées durant deux décennies, organiser les matériaux, les vérifier, les rendre accessibles. C'est le travail de plusieurs colloques « nature-environnement » qui se tiennent de 1980 à 1983 avec des amis de Mélan, scientifiques dans différentes disciplines... Ces rencontres donnent naissance à un « Relais nature-environnement » qui édite des Cahiers et met à la disposition du public des dossiers documentaires, des « topodécouvertes », des jeux ou éléments d'animation pour enfants... Aujourd'hui encore, Mélan offre ces possibilités à des classes vertes, à des groupes de jeunes locaux, à des familles ou touristes de passage.. et continue à être un élément vivant de la vallée et du pays.

Vie dans la nature, engagement citoyen... À travers le cheminement de soixante années de Guidisme, on peut voir comment ces deux piliers de la pédagogie scout se sont constamment rapprochés l'un de l'autre dans une vision globale de l'homme et de son devenir. Les défis qui nous sont lancés aujourd'hui quant à notre avenir de « citoyens de la planète Terre » ne peuvent que nous renforcer dans la conviction que le scoutisme a un grand rôle à jouer dans l'éducation des nouvelles générations.

L'ÉDUCATION LIBÉRATRICE DANS LE GUIDISME COMME EXPÉRIENCE DE FOI ET VISION NOUVELLE DE LA FEMME

Evi MEYER

Ce texte décrit un processus à l'intérieur de la Conférence Internationale Catholique du Guidisme, et plus spécifiquement en vue des associations membres européennes. La CICG est une structure internationale au sein de l'Association Mondiale des Guides et Eclaireuses (AMGE), elle rassemble les associations guides catholiques ; elle est reconnue par l'Association Mondiale des Guides et Eclaireuses, d'une part, et par le Vatican comme « Organisation Internationale Catholique », d'autre part.

L'objectif de ce texte est de décrire un processus dans les associations guides catholiques en Europe, qui plonge ses racines dans la découverte de l'éducation libératrice en Amérique Latine. Ce processus changea les formes de travail à l'intérieur de la CICG. Il incita à des réformes dans les programmes de branches et dans les concepts de la formation des cheftaines des associations et finalement aboutit à ce que la question du rôle et de l'identité de la femme dans la société et dans l'Église se pose avec une nouvelle acuité.

C'est en 1970 - à Rio de Janeiro - pendant une session régionale pour les dirigeantes guides et les aumôniers d'Amérique Latine, que la CICG découvrit l'éducation libératrice grâce aux guides brésiliennes et grâce à Dom Padin, président du département d'éducation de la Conférence Episcopale Latino-Américaine (CELAM).

En 1974 - à Belo Horizonte - la rencontre mondiale a prolongé la découverte du travail réalisé à Rio et ce fut le moment pour un plus grand nombre des responsables européennes de faire l'expérience de l'éducation libératrice : Après une confrontation du processus dans différentes communautés de base, cette expérience vécue dans les favellas était suivie d'une démarche selon l'éducation libératrice à l'intérieur de la rencontre. Ces participantes étaient toutes des responsables au niveau national ; elles réfléchirent, évaluèrent leurs expériences aussi bien à l'intérieur du guidisme qu'à l'extérieur de celui-ci et firent l'expérience

d'un vrai dialogue, à la fin duquel naquirent des engagements communs et une compréhension réciproque.

L'éducation libératrice est liée aux noms de Paolo Freire (philosophe et pédagogue brésilien, né en 1921), et de Martin Buber (philosophe juif du début de ce siècle, 1878-1965, et par celui-ci l'éducation libératrice est liée aux traditions humanistes d'Europe). Elle est liée, d'une part, au renouveau de l'Église latino-américaine en lien avec Vatican II lors de la conférence des évêques latino-américains à Medellin (1968) et, d'autre part, elle est enracinée dans le mouvement des communautés de base en Amérique Latine.

Paolo Freire part de la pensée de Martin Buber, selon laquelle la personne humaine ne se développe que dans un dialogue de personne à personne (« Am Du werde ich zum Ich »). Paolo Freire prend cette pensée comme critère décisif pour toute action éducative. Ce n'est que dans le dialogue que la personne prend conscience d'elle-même et de sa situation. C'est également dans le dialogue qu'elle découvre la possibilité d'agir.

Comme Dom Padin l'a présentée pendant la session de Rio en 1970 : « L'éducation libératrice est celle qui transforme l'éduqué en sujet de son propre développement » (entre parenthèse : une phrase simple qui semble aller de soi, mais dès qu'on commence à la pratiquer, elle bouleverse toutes nos traditions culturelles occidentales dans l'enseignement).

Dom Padin souligne, que c'est la grande différence entre « entraînement » (dressage pour certaines activités) et « l'éducation », où l'éduqué est le sujet de son propre processus d'éducation. Il attira l'attention des responsables sur le fait que l'épiscopat latino-américain constata, que le concept d'éducation libératrice est essentiellement évangélique, que c'est l'Évangile même qui exige une éducation libératrice, parce que l'Évangile part du fait que l'homme et la femme sont des sujets.

Il me semble indispensable d'énumérer quelques éléments essentiels de l'éducation libératrice, afin que vous puissiez mieux saisir la logique intérieure du processus décrit.

D'abord : les deux notions « sujet » et « objet » dans le contexte d'une éducation libératrice :

L'éducation libératrice part d'une analyse de la culture dominante en Amérique Latine (ce qui inclut les structures économiques et sociales). Elle décrit cette culture comme profondément marquée par le « haut » et le « bas », exprimée par l'image d'une pyramide (ce qui est aussi bien valable pour d'autres continents). Les êtres humains sont profondément marqués par cette structure pyramidale.

Ils ont tendance à se comprendre comme « sujet » dès qu'il y a quelqu'un qui est « en dessous » d'eux-mêmes, de le traiter comme « objet » et parallèlement, ils ont peur des personnes « au-dessus ». En outre, les êtres humains tout en dessous de la pyramide - ayant été traités longtemps comme objet - finissent par se comprendre eux-mêmes comme « objet ». Ces structures pyramidales sont si anciennes et si répandues que les hommes les jugent « naturelles ». C'est la découverte, que ces structures font partie de la culture qui ouvre le chemin pour s'engager à les transformer afin que les personnes puissent réaliser des relations égal à égal et devenir ce qu'elles sont, des sujets.

Un autre élément de l'éducation libératrice décrit le terme le dialogue créateur. Celui-ci est une condition indispensable pour le développement et de l'individu et du groupe. « Dialogue créateur » veut dire que chaque membre du groupe partage ses expériences, exprime ses convictions et écoute celles des autres. Par le fait même de s'exprimer librement, l'individu prend de plus en plus conscience de lui-même. Par l'échange de la diversité des expériences et des convictions, la vue du groupe sur la réalité se clarifie, le groupe est prêt à prendre l'initiative, à mener une action qui de nouveau ouvre à de nouvelles expériences :

La pédagogie libératrice part du respect de la personne humaine dans ses convictions les plus personnelles. Peu importe l'exactitude des convictions. Ce qui importe, c'est la conviction d'une personne et qu'elle doit être respectée. Ainsi cette personne arrivera à changer de manière consciente si elle est amenée à se confronter dans un climat d'acceptation et de confiance. (Doc. Péd. n° 6)

Pour citer un autre aspect bien important dans le langage de ce document

n° 6 : La libération (comme d'ailleurs la conscientisation) est un processus. La progression se fera par le moyen d'un climat de confiance qui rend possible l'expression spontanée. La libération n'est pas la même chose « qu'être toujours sûr », mais elle se caractérise par la possibilité d'extérioriser ses propres convictions intérieures, dans le but de se confronter avec une conviction commune.

« Action » et « réflexion »

Par le dialogue le groupe commence à se rendre compte de la situation concrète avec ses contraintes. Ainsi le groupe est appelé à l'action. Par l'action, le groupe fait l'expérience qu'il peut agir et il est sensibilisé par cette expérience. Il devient plus lucide par rapport à sa

situation et découvre de nouveau des possibilités pour l'action. Ce processus en spirale n'évolue que si les membres de la communauté mettent en pratique ce qu'ils ont découvert. C'est l'unité entre réflexion et action qui est le moteur de ce processus. Ainsi chaque membre devient de plus en plus libre et responsable envers et avec les autres.

L'interdépendance entre « personne » et « structure »

Il y a des structures qui rendent possible ou impossible le fait que des personnes puissent exprimer une réalité de sujet. Dès que des personnes deviennent peu à peu plus conscientes de ce qu'elles sont : des « sujets, dès qu'elles deviennent plus libres, elles sont appelées à s'engager, à changer leur situation. Elles ont à créer des structures qui correspondent à leurs propres convictions. En effet, la personne humaine vit dans une réalité concrète. Si elle ne peut exprimer ses convictions dans cette réalité et créer ou au moins faire un effort pour créer des structures cohérentes avec ses convictions, elle risque de les perdre.

Le document n° 6 dit à ce propos :

La première conséquence d'une éducation libératrice est la modification de la relation entre les personnes. Il ne s'agit pas de changer le groupe qui détient le pouvoir car il n'existe pas un régime plus parfait de pouvoir. Ce à quoi prétend une éducation libératrice est une modification de la relation entre les personnes jusqu'au point d'arriver à une structure respectueuse des personnes dans leur situation et à rendre possible la promotion de tout homme et de tous les hommes ». (Doc. Péd. n° 6, p. 90)

La formule de « la promotion de tout homme et de tous les hommes » qui est prise de l'encyclique « *Populorum progressio* » de Paul VI renvoie à la formule de Baden Powell d'une éducation générale par laquelle tous les aspects de la personne seraient développés. Les participantes de Belo Horizonte reconnaissent dans l'éducation libératrice les éléments essentiels du guidisme comme, par exemple :

La vie d'équipe, la communauté guide comme condition nécessaire pour l'épanouissement de l'individu.

L'enfant comme « l'artisan de son propre développement » (Baden Powell), l'enfant est personne, il est sujet.

La place centrale de l'expérience, étant décisive pour le développement de la personne.

La conviction, que l'enfant, le jeune est responsable et le devient de plus en plus en pratiquant la responsabilité, et – étroitement liée à cela –

la confiance dans l'enfant et dans sa capacité de se décider (ainsi pour la promesse).

Dans un certain sens, la rencontre de Belo Horizonte en 1974 était le lieu d'une rencontre entre deux « renouveaux pédagogiques » : le guidisme d'une part, et l'éducation libératrice, d'autre part.

Cette rencontre mena ainsi à un approfondissement du guidisme. Elle encouragea les responsables présentes à une méthodologie plus radicale et peut-être plus fidèle à l'intuition originale de Baden Powell. Elle les encouragea à approfondir et réinventer le guidisme dans leurs associations respectives.

Concrètement cela signifiait par exemple :

- De revoir la vie d'équipe, accentuer davantage la relation et la coopération à l'intérieur de l'équipe au lieu de la concurrence entre les équipes.
- De revoir la forme et les célébrations de la promesse, pour qu'il y ait toujours aussi une partie individuelle.
- De réviser le système des épreuves, amplifier les possibilités de choix pour chaque guide.
- De donner plus d'importance à l'évaluation à la fin d'une action, afin que chaque membre de l'équipe ou du groupe puisse exprimer ses expériences et ses opinions.

À côté de cette relecture de la méthodologie guide, il y eut encore d'autres conséquences :

Un engagement intensifié envers les enfants défavorisés après que les guides du Brésil aient fait comprendre aux participantes jusqu'à quel point le guidisme partait naïvement et inconsciemment d'une vue de la réalité à partir de la classe moyenne.

Une prise de conscience que toute éducation à une portée politique.

Dans quelques associations européennes, un processus de changement des structures en vue d'une plus grande participation à tous les niveaux de l'association et d'une plus grande répartition des tâches à l'intérieur des équipes responsables.

Un renouveau de la vie de foi, une nouvelle compréhension, et même une nouvelle conceptualisation de la vie de foi comme partie intégrante de la vie du groupe et comme expérience libératrice.

Une autre conséquence de Belo Horizonte – dans un certain sens né d'une logique intérieure – fut le projet de reformuler la Charte de la CIGC en lien explicite avec les expériences en Amérique Latine.

C'est à Rome – en 1977 – que ce nouveau texte fut travaillé, discuté et finalement accepté par le Conseil. Je cite le premier paragraphe, bien significatif :

Le guidisme, de par l'intention de son Fondateur Baden Powell, amène les jeunes à se faire artisans de leur propre développement et sa méthode stimule l'épanouissement de la personne et des communautés.

C'est pourquoi les catholiques reconnaissent dans l'éducation fondamentalement libératrice proposée par la méthode guide, un accès aux valeurs de l'Évangile.

Cette éducation libératrice est capable de conduire à la pleine responsabilité et au développement intégral de chaque personne.

Vous voyez, qu'il y a ici les mêmes liens étroits entre l'éducation et l'évangélisation que dans la réflexion de Dom Padin en vue d'un développement de la personne. Le respect de la personne doit amener à ce que chaque personne soit abordée en tant que sujet. Dans la logique de l'Évangile, toute évangélisation ou éducation chrétienne, devrait être « libératrice ».

Un tel texte n'allait pas de soi - ni dans le milieu catholique en général, ni auprès des instances du Vatican - qui donna son approbation à la nouvelle Charte.

Ce premier paragraphe encouragea les femmes de la CIGC à s'engager pour un développement intégral des cheftaines et des guides, il les encouragea également à une pleine responsabilité, thème qui va revenir dans les années suivantes.

En cohérence avec les expériences des associations membres et avec les thèmes des rencontres régionales après Belo Horizonte, la rencontre de Tananarive (Madagascar) en 1980 offrit comme point de cristallisation le thème « Vivre l'Évangile comme expérience libératrice dans nos communautés guides ». Ce qui à première vue, sembla être un thème de foi se révéla tout au long de la rencontre comme un thème beaucoup plus large, un thème de la foi vécue dans les structures concrètes de l'Église et de la société.

Pendant les échanges dans les groupes de travail, les responsables guides prirent conscience du fait que dès qu'elles commençaient à mettre en pratique leur désir de responsabilité, c'est-à-dire : dès qu'elles commençaient à se comporter comme une personne, un sujet, elles se heurtaient à la réalité des structures données, défavorables aux femmes, dans l'église comme dans la société. Ceci s'exprime dans le document pédagogique de cette rencontre de la manière suivante :

Il faut par ailleurs être assez lucide sur un univers culturel qui est typiquement marqué au masculin. En particulier la répartition des valeurs dites « masculines » et « féminines » mériterait d'être vérifiée en-dehors du

système de fonctionnement des sociétés industrialisées. La place des femmes dans l'Église est aussi marquée par cet héritage.

Nous refusons qu'hommes et femmes soient définis par leur rôle ou par leur pouvoir, car aucune personne humaine ne peut être réduite au rôle qu'elle joue dans la société.

Ce combat pour la libération de la femme est d'abord le combat pour la libération de la personne humaine. (Doc. Péd. n° 9).

Les participantes de Tananarive posèrent la question : « Comment hommes et femmes vont-ils devenir l'un et l'autre pleinement responsables ? » et constatèrent : « Là est la vraie question ! ». (Doc. Péd. n° 9).

C'est cette question qui mena au thème de la prochaine rencontre mondiale à Rodizio, au Portugal, en 1983 : « Etre femme – devenir responsable ».

Pendant cette rencontre, les participantes ont pu s'interroger sur la place et le rôle de la femme dans l'histoire et les cultures, et dénoncer les stéréotypes et les images véhiculées par les diverses sociétés. En même temps, la CICG entra dans une lecture de la Bible avec des yeux de femmes et découvrit les femmes dans les quatre Évangiles et les premières communautés chrétiennes. Ainsi les participantes se confrontaient avec la tradition judéo-gréco-romaine ou gnostique. Elles apprirent qu'il y eut un temps où Eve était décrite comme « la porte par où le diable est entré dans le monde » (Tertullien). Elles recherchèrent les racines de la dévalorisation des femmes dans la culture occidentale, profondément marquée par ces traditions judéo-gréco-romaines et par un christianisme qui lui aussi s'était mélangé et identifié avec ces cultures.

Ainsi – comme il est dit dans le document de cette rencontre – « elles découvrirent la division néfaste du monde gnostique où la matière était le contraire de l'esprit, le corps était l'opposé de l'âme et la femme était l'envers de l'homme, un monde où la sexualité est identifiée à la femme et donc au péché, et la spiritualité identifiée à l'homme et donc au saint et où finalement la femme n'apparaît que comme un « homme raté » (Thomas d'Aquin) » (Doc. Péd. n° 10,2).

Et même si aujourd'hui les dévalorisations ne sont plus si explicites, souvent plutôt sous-jacentes et presque invisibles, les participantes découvrirent qu'il y en avait pas mal d'exemples aussi bien dans les publicités que dans les textes officiels des Églises.

Par contre, les participantes étaient surprises et encouragées par la découverte de femmes fortes, qui se trouvent dans les quatre Évangiles. Elles découvrirent aussi, combien de responsabilités importantes étaient confiées aux femmes dans les premières communautés chrétiennes.

Des réalités, qui avaient disparu sous le poids d'un contexte social et d'une culture patriarcale.

A ce propos, le document pédagogique issu de cette rencontre s'exprime ainsi :

La découverte de ce processus historique appelle les femmes à davantage de lucidité. Cette découverte a encouragé les femmes à vivre dans une nouvelle perspective leur foi chrétienne qui ne leur permettait plus de fermer les yeux sur le fait que pendant des siècles l'Église a cru qu'il était de droit divin que les femmes soient inférieures et que au nom de l'Évangile elles auraient à se soumettre au pouvoir de l'homme. Une telle naïveté n'est plus possible (Doc. Péd. n° 10,2).

Pour l'exprimer d'une autre manière : - à Rodizio – les participantes prirent conscience que les femmes ont été traitées comme des objets (ceci apparaît clairement par exemple dans la juridiction romaine – où les femmes comme les esclaves et les enfants faisaient partie des « biens » du « pater familias »). Elles comprirent aussi à quel point elles risquaient de rester – sans le réaliser toujours clairement – identifiées intérieurement avec ce traitement.

Cette notion d' « objet » est donc un des « traits d'union » entre l'analyse de la culture dominante par l'éducation libératrice et l'analyse de la culture patriarcale par des mouvements féminins.

Dès que les femmes commencent à découvrir tout le dynamisme qu'implique le fait de devenir ce qu'elles sont c'est-à-dire des sujets, elles se trouvent tout de suite dans le dynamisme des mouvements féminins en recherche des alternatives au fonctionnement patriarcal de nos sociétés. Les participantes de Rodizio étaient convaincues qu'une telle recherche était une chance pour tous – aussi bien dans l'Église que dans la société.

Cette recherche des alternatives fut alors le thème central de la rencontre mondiale suivante, en 1986, à Saint-Jean-sur-Richelieu (Canada) sous le titre « Guides – femmes – chance pour l'avenir ».

Entre 1983 et 1986, cette recherche s'est poursuivie dans plusieurs associations européennes. Au cours de leurs recherches, les responsables revécurent la tension de Rodizio :

D'une part, elles gagnèrent une vue de plus en plus claire de la complexité et du poids de l'héritage historique et, d'autre part, elles se rendirent compte davantage de la chance que constitue un changement profond des traditions culturelles tant pour les femmes que pour les hommes.

Elles prirent conscience qu'un tel changement supposait plus que de simples actions, mais un processus de conscientisation aboutissant à un changement de mentalité.

Pendant toutes ces discussions, les responsables guides se trouvaient une fois de plus confrontées plus ou moins explicitement à ce qu'on peut nommer une forme d'anthropologie chrétienne étroitement liée aux traditions judéo-gréco-romaines qui finalement joue un rôle décisif dans les milieux chrétiens et bien au-delà.

Pour prendre un aspect bien connu de cette anthropologie traditionnelle, je vous rappelle la notion de complémentarité qui peut étouffer le potentiel humain de la femme et de l'homme.

Cette notion prend comme point de départ une hypothèse pré-établie de ce qui est « féminin » et « masculin », hypothèse qui repose sur les différences biologiques, constituées ensuite en règles et stéréotypes psycho-sociaux : notion dangereuse, car elle implique la subordination de l'un par rapport à l'autre et la plupart du temps celle de la femme.

Il était apparu ainsi clairement que cette recherche d'alternative impliqua un changement des concepts anthropologiques. C'est-à-dire qu'il ne suffirait pas de développer des actions alternatives, il s'agit de s'ouvrir à de nouveaux concepts anthropologiques.

Pour revenir à Saint-Jean-sur-Richelieu, il a été fait là des étapes importantes en direction de ce qu'on pourrait nommer une anthropologie nouvelle. Autour de ces questions les groupes de travail se sont constitués comme : « Personne et structure », « Être ouvert et engagé », « Libération de la femme », « Unité de la personne » et « Une spiritualité développée par les femmes ».

A travers tous ces groupes de travail des éléments d'une nouvelle anthropologie appurent, qui surmontent les divisions d'autrefois et qui ont comme thème central le mystère de la personne humaine comme personne unique et en relation à l'autre, appelée à devenir toujours davantage ce qu'elle est.

C'est-à-dire que les responsables constatèrent qu'aujourd'hui chaque réflexion anthropologique doit prendre comme point de départ le fait que la femme et l'homme sont tous les deux des personnes dans le plein sens du mot.

Autrement dit :

Pendant la rencontre au Canada, les participantes prirent conscience que c'est possible, même nécessaire de percevoir la féminité et la masculinité comme deux modes d'exister humainement. Plutôt que d'accentuer la différence entre ces deux modes d'humanité, une nouvelle réflexion anthropologique prend l'option de partir de ce que la femme et

l'homme ont en commun, c'est-à-dire le fait d'être des personnes, ou comme le disent les chrétiens : leur création à l'image de Dieu. Ainsi la réceptivité n'étant plus spécifiquement féminine, ni la créativité spécifiquement masculine, mais toutes deux seraient en interaction dynamique dans chaque personne même.

Partant de la découverte que cela change tout de prendre au sérieux le fait que les êtres humains sont des sujets, les responsables de la CICG ont réalisé qu'elles ne pouvaient pas pratiquer pleinement leur responsabilité par le fait d'être femmes (Tanananarive). Ainsi ont-elles poursuivi leurs actions, leurs échanges et leurs recherches (Rodizio) au point de formuler une nouvelle perspective pour les femmes et pour les hommes (Saint-Jean-sur-Richelieu). Elles ont pris une perspective proche des différents mouvements féminins pas tellement répandue dans le milieu catholique et, néanmoins, elles l'ont exprimée au nom de l'Évangile.

La question est : Comment est-ce que cela a été possible ? Quel était le moteur de ce processus ?

La réponse – me semble-t-il – se trouve dans le dynamisme d'une pratique de l'éducation libératrice.

Cette pratique mène à ce que les personnes concernées deviennent capables d'exprimer leurs questions existentielles, capitales et ainsi - par cette pratique de l'éducation libératrice - les responsables CICG ont commencé à formuler leurs questions réelles. Ce travail leur a fait découvrir - au-delà de leurs situations individuelles - les structures générales de leur situation – et ce qui est extrêmement important – elles découvrent que ces structures ne sont pas « naturelles », mais qu'elles sont conditionnées par l'héritage de la culture, qu'elles sont « culturelles ». Elles découvrent que ce n'est pas la nature de la femme qui est au fond des rôles sociaux mais que - au contraire - ces rôles sont définis par les traditions d'une culture patriarcale. Ainsi les/ces femmes trouvent l'élan pour s'engager dans un changement de ces structures et de ces traditions - afin que chaque personne puisse vivre à plein ses capacités et ses responsabilités.

Pour la CICG, cela voulait dire de continuer après 1986 bien patiemment cet engagement, patiemment parce qu'il ne s'agissait pas d'endoctriner les participantes aux rencontres, mais de recommencer chaque fois le dialogue avec les personnes présentes - autour de leurs questions - dans la perspective d'une relation nouvelle homme-femme.

Dès que les femmes prennent distance, se libèrent des pensées et des conceptions préalables, dès qu'elles se prennent elles-mêmes comme

point de départ de toute réflexion et de toute action, elles arrivent bien vite à des positions qui mettent en question pas mal d'habitudes aussi bien dans l'Église que dans la société.

Il reste un long chemin à faire ; il ne va se réaliser que par un processus de dialogue aussi à l'intérieur des associations guides et scouts comme entre elles tout en étant porté par la fascination d'une relation nouvelle homme-femme/femme-homme.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	3
Gérard CHOLVY, Professeur à l'Université Paul-Valéry (Montpellier), <i>Le scoutisme dans l'histoire du XX^e siècle</i>	5
Francesco PIERI, Université de Bologne (Italie), <i>Scoutisme et Saint Siège : lignes d'interprétation</i>	13
Arnaud BAUBEROT, Université de Paris XII, <i>Aux sources des scoutismes français. Les protestants et la méthode de Baden-Powell</i>	27
Charles-Édouard HARANG, Agrégé d'Histoire, doctorant (Rouen), <i>Les jamborees en Europe 1920-1995</i>	43
Thierry SCAILLET, Doctorant, Université de Louvain (Belgique), <i>La Fédération des Scouts catholiques. Naissance et développement du scoutisme catholique en Belgique francophone (1912-1940)</i>	57
Jean-Philippe GAYOLA, Maître en histoire, Université Paul-Valéry (Montpellier), <i>La création des Scouts de France : sources inédites (novembre 1918-février 1921)</i>	75
Christophe CARICHON, Certifié d'Histoire, doctorant, <i>Un scoutisme catholique est-il possible ? L'affaire Jeoffroid-Sevin, 1924</i>	107
Nicolas PALLUAU, Certifié d'Histoire, doctorant (Paris), <i>Un interdit religieux dans le scoutisme ? Les Éclaireurs de France, de la neutralité à la laïcité (1921-1937)</i>	123
Lucien MERCIER, Maître de conférences, Carrières sociales, IUT de Tours, <i>Pionniers et Faucons rouges. Des scoutismes rouges dans la France de l'entre-deux-guerres ?</i>	143
Laurent DEOM, Doctorant, assistant en Littérature française moderne, Université de Louvain (Belgique), <i>La réconciliation franco-allemande dans la littérature scout</i>	157
Bernard COMTE, Docteur d'État, Maître de conférences honoraire, IEP de Lyon, <i>Les mouvements scouts en France au temps des engagements civiques (1940-1944)</i>	181
Bernard GIROUX, Certifié d'Histoire, Paris, <i>Du nationaliste à l'idée européenne. Les Scouts de France (1939-1989)</i>	205
Jean-Jacques GAÛTHE, Directeur de Préfecture (Douai), <i>Le scout est loyal envers son pays... Mouvements scouts et nationalismes en Europe et aux colonies (1909-1962)</i>	219
José Ignacio CRUZ OROZCO, (Espagne), <i>Entre la clandestinidad y la legalidad : el escultismo espanol en el primer franquismo (1939-1953)..</i>	249
Catherine POUJOL, Doctorante Paris I-Panthéon-Sorbonne, <i>Quelques détails sur les troupes de scouts fédérées aux Éclaireurs israélites de France en 1927</i>	265

Alain MICHEL, Docteur en Histoire, Tel-Aviv (Israël), <i>Du mandat britannique à l'État d'Israël : scoutisme et combats idéologiques au sein du sionisme</i>	275
Nicolas BANCEL, Docteur en Histoire, Maître de conférences à l'Université de Paris-Sud, UFR d'Orsay, division STAPS, <i>Les éclaireurs d'AOF, une acculturation élitaine ? Pédagogies corporelles et manuelles dans la formation d'un nouveau groupe social (1945-1960)</i>	287
Émilienne RAOUL MATINGOU, Maître-assistant, Faculté des Lettres de Brazzaville (Congo), <i>Origines et évolution du guidisme en Afrique francophone</i>	303
Anne DULPHY, Maître de conférences, École Polytechnique de Paris, <i>Les Éclaireurs de France et le rapprochement franco-allemand au sein de l'office franco-allemand pour la jeunesse</i>	311
Attilio GRIECO, dott. ing Rome (Italie), <i>La sécularisation des années 60 et ses conséquences en Italie. La naissance d'une nouvelle association scout</i>	329
Maurice LE PESANT, (Québec), <i>Désaffection des adolescents pour le scoutisme québécois francophone au sein de la FQGS</i>	351
Lionel CHRISTIEN, Certifié d'Histoire, Doctorant (Paris), <i>D'une certaine Europe à la chrétienté. L'idée d'Europe chez les guides et scouts d'Europe, 1945-1977</i>	369
Dominique AVON, Maître de conférences, Université Paul-Valéry (Montpellier), <i>Religion et nation, le scoutisme musulman en France</i> ...	387
Père Jordi FONT Y PLANA, Doctorant, Institut supérieur de Liturgie de Barcelone (Espagne), <i>Scoutisme catholique et liturgie</i>	411
Marie-Thérèse CHEROUTRE, Membre honoraire du Conseil économique et social, Docteur en Histoire (Paris), <i>De l'éducation de la fille à la promotion féminine</i>	425
Odile BONTE, Docteur en Psychologie et Sciences de l'Éducation, et Marie-Louise TRIOLLET, Professeur d'Histoire-Géographie, Lycée Joachim du Bellay (Angers), <i>De la vie dans la nature à l'éducation du citoyen</i>	441
Evi MEYER, Psychologue, théologienne, Brühl (Allemagne), <i>L'éducation libératrice dans le guidisme comme expérience de foi et vision nouvelle de la femme</i>	449
Table des Matières	461

Dépôt légal : 2^e trimestre 2003
Achévé d'imprimer
sur les presses de documentSystems

